FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

fip

Mars 2007

www.fondapol.org

LES EUROPÉENS FACE À LA MONDIALISATION

Sondage international
Analyses qualitatives comparées

Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Sous la direction d'Elvire FABRY
Directeur Europe-International
Fondation pour l'innovation politique

LES EUROPÉENS FACE À LA MONDIALISATION

Sondage international
Analyses qualitatives comparées

Kairos Future-Fondation pour l'innovation politique

Sous la direction de

Elvire FABRY

Directeur Europe-International
Fondation pour l'innovation politique

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4

PARTIE I – REGARDS CROISÉS SUR LA MONDIALISATION 7

A. Synthèse du sondage international Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique. Y a-t-il une spécificité européenne ? (Comparaison Union européenne, États-Unis, Russie, Japon) 9

B. Le défi de la mondialisation : convergences européennes et dissonances françaises 32

Panorama des perceptions de la mondialisation 32

Quels sont les acteurs qui orientent le débat ? 43

Les Européens en mal de régulation ? 53

PARTIE II – ANALYSE QUALITATIVE PAR PAYS 61

Allemagne – Henrik Uterwedde 63

Espagne – Ferran Martínez-i-Coma, Ismaël Sanz 98

Estonie – Aksel Kirch, Marika Kirch 135

France – Bruno Cautrès 172

Italie – Gianfranco Pasquino 196

Pologne – François Bafoil, Marcin Dabrowski 217

Royaume-Uni – Colin Hay et Nicola Smith 250

Suède – Alain Lefèbvre 288

CONCLUSION 318

ANNEXES – Sondage Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique : questions soumises aux panels nationaux 325

LES AUTEURS – NOTICES BIOGRAPHIQUES 328

INTRODUCTION

Alors que le 50e anniversaire du traité de Rome, le 25 mars 2007, est l'occasion de célébrer un effort d'innovation politique inédit entre partenaires européens qui a permis de rétablir la paix sur le continent, de créer un marché et une monnaie uniques, de mettre en place des institutions supranationales démocratiques, comment les Européens affrontent-ils la mondialisation, qui sera, sans nul doute, le défi le plus structurant pour l'avenir de l'Union ?

« Quand j'emploie un mot, il signifie seulement ce que j'ai choisi qu'il signifie – ni plus ni moins. » Rapportés au débat sur la mondialisation, les propos de Humpty Dumpty adressés à Alice dans l'ouvrage de Lewis Carroll[1] trouvent une résonance évidente. Martin Wolf, commentateur économique en chef du *Financial Times* et auteur du remarqué *Why Globalization Works*, note ainsi que « globalization is a hideous word of obscure meaning, coined in the 1960s, that came into ever-greater vogue in the 1990s[2] ».

À l'évidence, la notion échappe à toute définition uniforme et laisse tout au plus entrevoir le fait que des changements sont à l'œuvre dans nos sociétés modernes. À chaque pays, à chaque culture, sa définition. La *mondialisation* désigne ainsi un processus permettant aux marchés financiers et boursiers d'internationaliser leurs activités grâce à la déréglementation et à l'amélioration des moyens de communication (*HarperCollins Dictionary*, États-Unis) ; le rapprochement et l'harmonisation des différentes cultures et des systèmes économiques sous l'influence des entreprises multinationales et des moyens accrus de communication (*Oxford Advanced Learner's Dictionary*, Royaume-Uni) ; les tendances des entreprises multinationales à concevoir des stratégies à l'échelle planétaire, conduisant à la mise en place d'un marché mondial unifié (*Le Petit Larousse illustré*, Paris) ; la diffusion à l'échelle mondiale de problèmes sociaux, politiques et économiques dont la résolution passe par la recherche de solutions communes (*Dizionario De Mauro*, Italie) ; ou encore l'extension des marchés et des entreprises au-delà des frontières nationales, pour atteindre une dimension mondiale (*Clave Diccionario, Madrid).*

Si, comme Stendhal, nous estimons qu'« un bon dictionnaire est une affaire de raison et de discussion[3] », quelles raisons, quels débats ont conduit à retenir des approches aussi distinctes pour un seul et même mot ?

La campagne de ratification sur le projet de Traité constitutionnel fut l'occasion de vastes débats publics sur les défis actuels et à venir menaçant les citoyens, les États membres et

1. Carroll, L. (1865), *Alice in Wonderland*, Londres, Puffin Books, 2007.
2. Wolf, M. (2004), *Why Globalization Works*, Yale, Yale University Press.
3. Stendhal (1823-1825), *Racine et Shakespeare*, *t.* 2, p. 80, Paris, Champion, 1842.

l'Union, et sur le rôle à exercer par chaque niveau de gouvernance pour affronter le futur. En France, les débats se sont notamment concentrés sur la « mondialisation », les citoyens – et tout particulièrement les jeunes – exprimant à son égard une certaine angoisse, peu discernable dans les autres États membres de l'Union européenne.

L'actualité française récente a remis la mondialisation et le rôle des institutions politiques en tant qu'autorités régulatrices au centre du débat politique : la décision prise par le constructeur aéronautique européen, Airbus, de délocaliser une large partie de sa sous-traitance hors de l'UE est fortement critiquée ; les appels en faveur d'un protectionnisme de l'industrie française et européenne se multiplient… mais sans recevoir le moindre écho hors des frontières de l'Hexagone [4]. Les Français ont-ils alors une perception de la mondialisation très différente de leurs partenaires européens ?

Cette perception qui est un révélateur intéressant de l'impact de la mondialisation sur nos sociétés, n'a été jusqu'à présent que très peu étudiée. La plupart des études réalisées sur la mondialisation au cours des deux dernières décennies se sont attachées à examiner les entreprises qui adoptaient une stratégie mondiale, l'internationalisation de la finance et, de façon plus générale, le phénomène de déréglementation qui accompagnait ce processus. Des contributions plus récentes analysent les conséquences sociales et culturelles de la mondialisation et la capacité des gouvernements à mener des politiques indépendantes. D'autres s'intéressent plus particulièrement à montrer comment des entités supranationales comme l'Union européenne se posent en intermédiaires entre la nation et l'économie internationale. Mais au final peu d'études ont analysé les perceptions de la mondialisation (sa signification, l'influence des acteurs politiques et économiques…) par les populations de différents pays d'Europe et d'ailleurs.

C'est cette carence qu'entend combler l'étude *Les Européens face à la mondialisation*. Parmi les questions abordées, on peut en citer plusieurs : face à la mondialisation, l'Europe parvient-elle à faire prévaloir une certaine spécificité régionale ? Les Européens entendent-ils mener ensemble une stratégie commune ? Qu'attendent-ils de l'Union européenne ? Les deux processus d'intégration européenne et de mondialisation sont-ils perçus comme complémentaires ou parfois concurrents ? Quels sont les points de convergences ou de divergences des diverses opinions publiques européennes ? Sont-elles tiraillées par de profondes divergences, ou bien peut-on parler de l'émergence d'une société européenne lorsque l'on resitue les débats européens dans un contexte international ?

Cette étude est destinée à esquisser une typologie du niveau et du type d'allégeance que les citoyens des divers États membres prêtent à l'Union. Elle doit permettre, d'une part, d'avoir une plus grande visibilité sur les attentes et les craintes des Européens à

4. Voir Wruuck, P. (2006), « Economic patriotism: new game for industrial policy? », *EU Monitor*, n° 35, Francfort, Deutsche Bank Research.

l'égard d'un approfondissement de l'Union et, d'autre part, de mieux cerner les problèmes de compatibilité et d'articulation qui existent entre les deux niveaux d'allégeance, national et européen.

Au-delà, ce travail s'inscrit dans une réflexion plus vaste de la Fondation pour l'innovation politique sur le développement des sociétés civiles européennes. La mondialisation engendre de nouveaux équilibres socio-économiques aussi bien au sein des États qu'entre eux. Et la société civile, en tant qu'acteur émergent dans la gouvernance communautaire, entend être consultée et impliquée dans les négociations européennes, y compris celles qui portent sur le processus de transformation de nos sociétés que constitue la mondialisation.

Huit États membres (Allemagne, Espagne, Estonie, France, Italie, Pologne, Suède et Royaume-Uni) ont été choisis pour apporter une large représentation de la diversité économique et politique de l'Union européenne.

L'analyse repose d'une part sur l'étude d'opinion *European Youth in a Global Context 2007*, réalisée pendant l'automne 2006 par l'institut de sondage suédois Kairos Future International, en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique. Le sondage a notamment pour objet d'observer l'existence d'une évolution des perceptions en fonction des générations d'Européens étudiées, en distinguant deux tranches d'âge : les 16-29 ans et les 30-50 ans. En outre, le sondage a été réalisé simultanément aux États-Unis, au Japon et en Russie, de manière à voir s'il existe une spécificité européenne face à la mondialisation.

D'autre part, huit experts des pays européens étudiés ont été sollicités pour commenter ces résultats à partir de leurs propres données et décrire les évolutions du débat public sur la mondialisation. Ces études-pays – qui s'appuient par ailleurs sur de nombreuses sources (discours et positions politiques, études d'opinion, travaux académiques) – font état de très nombreuses positions dans le débat autour de la mondialisation, traitant à la fois de la perception de celle-ci, des acteurs du débat, et des attentes exprimées en matière de régulation de la mondialisation.

Ces deux niveaux d'analyse apportent au débat des données inédites, tant sont encore rares les travaux comparatifs réalisés sur les perceptions de la mondialisation. Cet ouvrage, qui comporte les huit études pays réalisées pour ce projet, s'ouvre ainsi sur les principaux résultats du sondage Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, rassemblés par Frédéric Allemand et une analyse croisée des études qualitatives, réalisée par Laura Dagg, Elvire Fabry et Ivo Sokatchev.

PARTIE I

REGARDS CROISÉS SUR LA MONDIALISATION

A. SYNTHÈSE DU SONDAGE KAIROS FUTURE - FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

LES EUROPÉENS ONT-ILS UNE APPROCHE SPÉCIFIQUE DE LA MONDIALISATION ?

1. PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

La campagne de ratification sur le projet établissant une constitution pour l'Europe a été l'occasion de vastes débats publics sur les défis actuels et à venir menaçant les citoyens, les États membres et l'Union, sur le rôle à exercer par chaque niveau de gouvernance pour affronter le futur… En France, les débats se sont notamment concentrés sur la « mondialisation », les citoyens – et tout particulièrement les jeunes – exprimant à son égard une certaine angoisse, peu discernable dans les autres États membres de l'Union européenne[1]. Toutes choses égales par ailleurs, les Français auraient-ils une divergence de perception d'avec leurs homologues européens ?

Ce sont à ces différentes questions qu'entend répondre l'étude d'opinion European Youth in a Global Context 2007, réalisée par l'institut de sondage suédois Kairos Future pour la Fondation pour l'innovation politique. L'étude a été conduite entre octobre et novembre 2006 dans 17 pays auprès de deux panels représentatifs de la population totale. Dans chaque pays, le premier panel est composé de 1000 personnes nés entre 1977 et 1990 (les jeunes) ; le second, de 300 personnes nées entre 1956 et 1976 (les aînés) : il constitue le panel de référence par rapport auquel les résultats des jeunes sont interprétés. Le questionnaire utilisé par le sondage a été soumis par voie électronique aux membres du panel et traduit dans la langue nationale de chacun[2] . Pour chaque question, les sondés ont du indiquer quelle était leur perception du sujet posé sur une échelle de 1 (pas d'accord/peu important/peu influent/…) à 7 (tout à fait d'accord/très important/très influent/…). Un écart de trois dixièmes de point entre deux catégories de sondés est considéré comme significatif.

La présente contribution se limite à présenter les résultats de cette étude. Il est renvoyé aux « études pays » pour une analyse quantitative et qualitative détaillée.

Par ailleurs, l'analyse ne porte que sur les résultats des sondages réalisés en Allemagne, en Estonie, en Espagne, en France, en Italie, en Pologne, en Suède et au Royaume-Uni (également indiqués comme l'Union ou les « huit »). La restriction à ces États du champ de

1. F. Allemand, « La ratification du traité constitutionnel dans les États membres », in D. Reynié (dir.), *L'Opinion européenne*, La Table Ronde, 2005.
2. Le texte des questions est reproduit en annexe.

l'analyse se justifie au regard du fait qu'ils sont jugés comme suffisamment représentatifs de la diversité européenne (anciens ou nouveaux États membres, petits ou grands États, pays en retard de développement économique ou développés…). Toutefois, les données fournies par les panels japonais, russe et nord-américain ont aussi été exploitées lorsque cela était nécessaire.

Trois séries de questions retiendront notre attention : la première s'attache à mesurer le sentiment d'« européanité » des sondés ; la seconde touche au regard que les sondés portent sur leur société, et enfin la troisième concerne la perception que les populations ont de la mondialisation et de ses acteurs.

2. L'UNION COMPARÉE AUX AUTRES ESPACES MONDIAUX

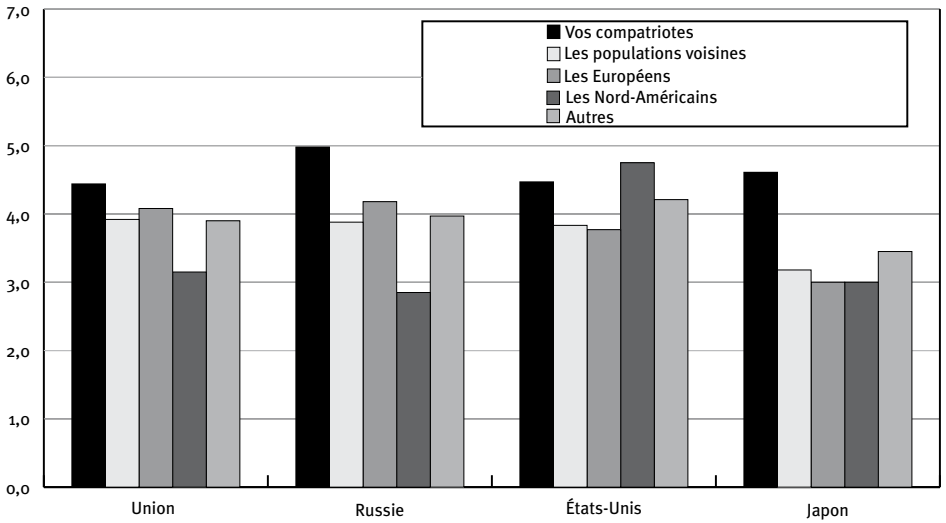
La mondialisation des échanges de toute nature entre les différents espaces mondiaux ne conduit pas à une harmonisation des perceptions des populations concernées. Chacune conserve des traits distinctifs.

Construction des identités individuelles, sentiment de proximité culturelle

Dans les différents pays, les panels se sentent avant tout proches de leurs propres compatriotes, les Américains ayant un sentiment de proximité culturelle plus fort à l'égard du continent nord-américain dans son entier que par rapport aux seuls États-Unis (4,75 points contre 4,47 points). Les Russes estiment partager des valeurs avec les Européens. Au contraire, les Japonais jugent avoir beaucoup en commun au niveau national et peu avec leurs voisins asiatiques ou les populations occidentales (européennes et nord-américaines).

Graphique n°1. Sentiment de proximité culturelle dans l'Union européenne, en Russie, aux États-Unis et au Japon

Question posée : Dans quelle mesure vous sentez-vous proches (sur le plan culturel, au niveau des valeurs et du mode de vie) des personnes suivantes : [Question n°14]



Source : *European Youth in a Global Context 2007*, Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

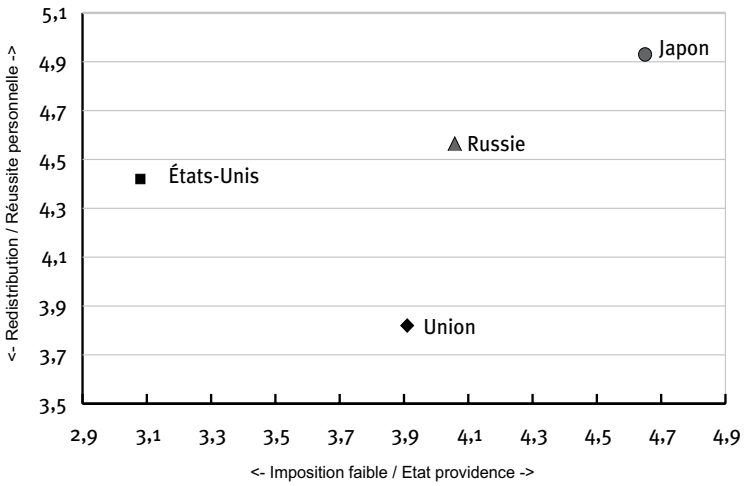
Aspirations sociétales et projections dans l'avenir

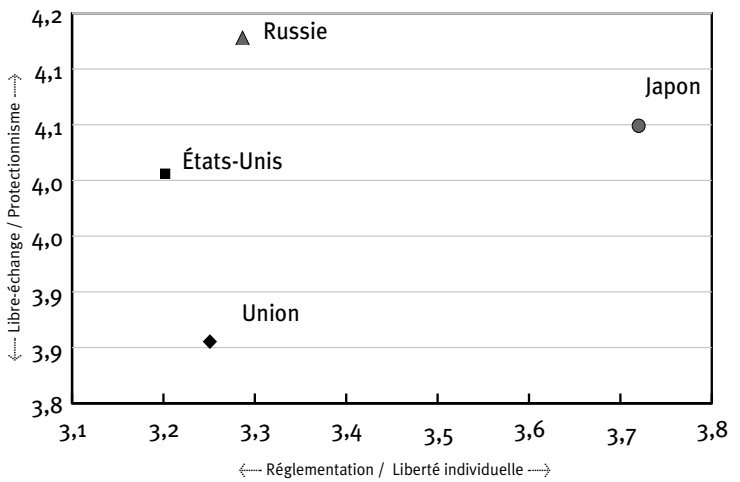
La diversité est également de mise s'agissant des aspirations sociétales, de la confiance dans l'avenir et de la perception des menaces futures pesant sur la société.

Les Nord-Américains souhaitent vivre dans une société où le niveau d'imposition est faible, où la réussite personnelle est valorisée, et où le l'État ne prend pas trop de place tout en menant une politique protectionniste. Les Russes ont des aspirations assez similaires en ce qui concerne la réussite personnelle et le protectionnisme, mais elles se trouvent exprimées de façon plus forte : de tous les pays, le panel russe crédite ces deux éléments des valeurs les plus fortes (respectivement 4,93 et 4 contre 4,42 et 3,62 pour le panel américain). En revanche, les Russes se distinguent des Américains par la très forte demande d'un État providence fort. Les Européens se placent pour leur part dans une situation médiane par rapport aux Nord-Américains et les Russes s'agissant du rapport entre niveau d'imposition et État providence ; ils se distinguent surtout par le fait qu'ils sont les plus favorables à la redistribution des richesses et qu'ils attribuent les valeurs les moins élevées à l'idée de protectionnisme (3,86 points contre 4,05 pour le Japon, 4,06 pour les Américains et 4,13 pour les Russes). Quant au Japon, les résultats exprimés situent ce pays dans une position intermédiaire.

Graphique n°2. Modèle de société idéale souhaité en Europe, en Russie, aux États-Unis et au Japon

Question posée : Quelles sont les caractéristiques de votre société idéale ? [Question n°15]



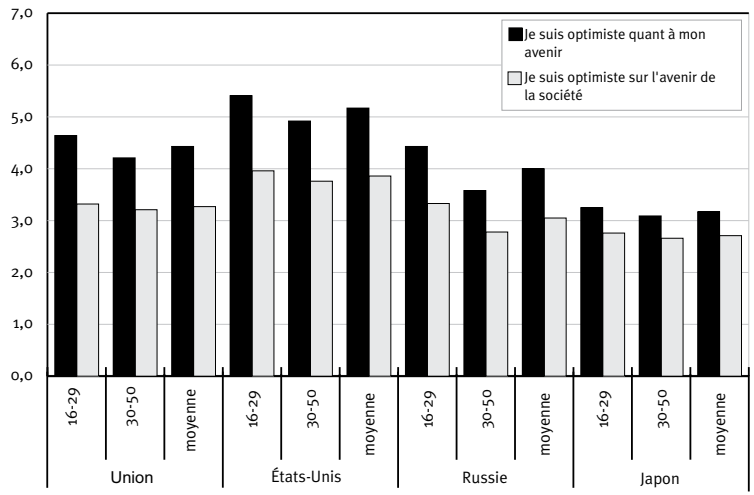


Source : *European Youth in a Global Context 2007,* Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

S'agissant du niveau de confiance exprimé par les sondés sur leur propre avenir et sur celui de la société, il faut noter l'existence de tendances communes aux différents pays. D'une part, les individus sont plus optimistes s'agissant de leur propre avenir que de l'avenir de la société. D'autre part, le niveau d'optimisme tend à diminuer avec l'âge. Pour autant, ces similitudes ne sauraient cacher les écarts profonds entre les niveaux de confiance, les Américains exprimant les niveaux d'optimisme les plus élevés (5,17 sur le plan individuel et 3,86 sur le plan collectif) et les Japonais les plus faibles (3,17 sur le plan individuel et 2,71 sur le plan collectif). L'Union européenne et la Russie se situent à des niveaux intermédiaires (même si le panel russe des 30-50 ans exprime une angoisse concernant l'avenir de la société proche de celle du panel japonais).

Graphique n°3. Niveau de confiance dans l'avenir en Europe, aux États-Unis, en Russie et au Japon.

Question posée : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les proposition suivantes ? [Question n°12]



Source **:** ***European Youth in a Global Context 2007,*** Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

Enfin, à propos de la perception des menaces pour l'avenir, soulignons la forte prégnance du contexte politique américain sur les réponses fournies par les sondés : le panel américain est le seul à indiquer la guerre et le terrorisme comme les deux préoccupations majeures pour l'avenir. De même, les Russes attribuent la valeur la plus élevée au risque environnemental (6,27 points), ce qui est probablement l'une des répercussions des crises répétées en matière de pollutions chimiques et nucléaires, et placent le trafic de drogue parmi leurs trois craintes majeures pour l'avenir, conséquence assez immédiate du

développement important de la toxicomanie dans ce pays. Après la Russie, les Européens sont ceux qui expriment les craintes les plus fortes à l'égard des risques environnementaux (5,97 points, contre 5,86 au Japon et 5,47 aux États-Unis).

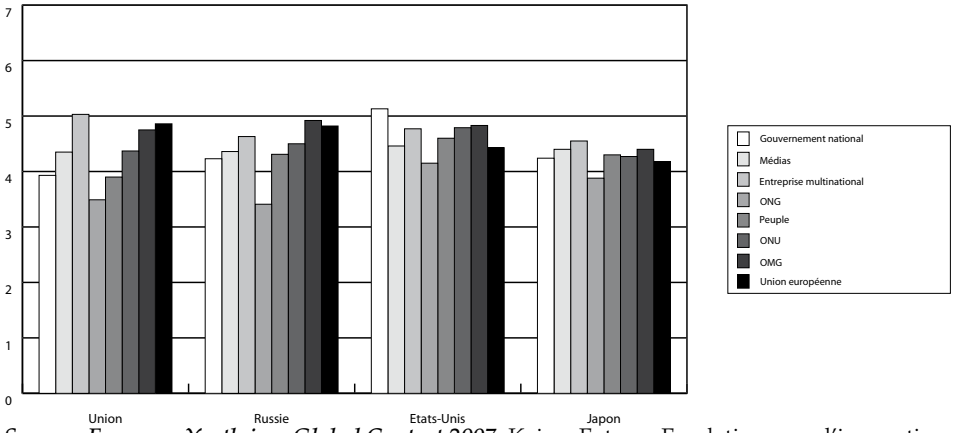
De façon générale, la crainte du chômage est jugée importante (selon les pays, les valeurs oscillent entre 4,58 aux États-Unis jusqu'à 5,07 au Japon ou en Europe), mais ne se place qu'en fin de classement des préoccupations.

La mondialisation : signification et acteurs institutionnels influents

Les significations attribuées à la mondialisation se révèlent assez diverses selon les espaces mondiaux considérés : en Russie, dans l'Union européenne et aux États-Unis, la mondialisation est avant tout perçue comme un processus d'accélération des échanges mondiaux. Suit ensuite, dans des proportions assez similaires entre les espaces européen, américain et japonais, le sentiment selon lequel la mondialisation favorise les échanges culturels et la compréhension mutuelle. Certaines spécificités se font cependant jour : les Russes associent assez étroitement la mondialisation à l'établissement de règles communes ; les Américains y voient un moyen de renforcer la recherche et le développement, les Européens, la mobilité au sein de l'espace communautaire et les Japonais, un processus conduisant à la baisse des prix.

Mais c'est au niveau de la perception que les sondés ont des acteurs influant sur la mondialisation que les réponses sont les plus distinctes. Pour les Américains, le gouvernement national est tenu pour l'institution la plus influente, loin devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les Nations unies. Dans l'Union, les institutions considérées comme les plus influentes sont les entreprises multinationales (comme au Japon), suivies par l'Union européenne et de façon assez proche l'OMC. Assez logiquement, les Russes, qui estiment que la mondialisation conduit à une uniformisation des règles, jugent l'OMC et l'Union comme les acteurs les plus influents. Enfin, les Japonais estiment qu'outre les entreprises multinationales et l'OMC les médias jouent aussi un rôle important. Cette importance reconnue aux médias doit cependant être relativisée, le crédit leur étant accordé s'établissant à un niveau proche de celui obtenu dans les autres pays (autour de 4,4 points).

Graphique n°4. L'influence des institutions sur la mondialisation. Analyse des résultats des panels européen, russe, nord-américain et japonais
Question posée : Quel est parmi les acteurs suivants ceux qui ont le plus d'influence sur la mondialisation ? [Question n°20]



Source : *European Youth in a Global Context 2007*, Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

3. LES EUROPÉENS : RADIOGRAPHIE DE LA PERCEPTION QU'ILS ONT D'EUX-MÊMES, DE LA SOCIÉTÉ, DE L'AVENIR ET DE LA MONDIALISATION

L'analyse des points de divergence et de convergence entre les différents espaces mondiaux repose sur le postulat d'une homogénéité des perceptions au sein de chacun des panels nationaux. Or, comme il l'a été indiqué en introduction, les résultats mentionnés au titre de l'Union européenne sont la moyenne arithmétique des résultats transmis par chacun des huit panels européens (France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Estonie, Pologne, Espagne et Suède).

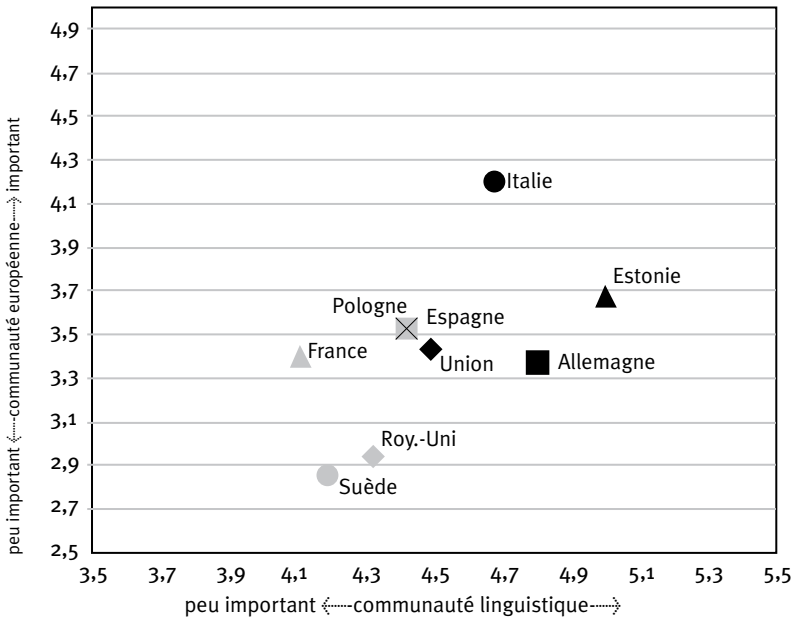
Par conséquent, cette spécificité du modèle européen par rapport aux autres espaces mondiaux traduit-elle une véritable homogénéité de perceptions ? ou existe-t-il de profondes disparités entre pays, que la moyenne européenne aurait atténuées ?

L'« européanité » : un sentiment en construction ?

À la question « Quelle est l'importance que vous attribuez à la nationalité, à l'appartenance ethnique, à la communauté linguistique, à la communauté régionale et à la communauté européenne pour votre identité ? », il ressort que l'identité des Européens se construit, à titre principal, sur la base de l'unité familiale (5,95 points) et de l'appartenance à une communauté linguistique (4,49 points), puis de façon moins significative sur

l'appartenance nationale et régionale, ces deux facteurs étant pratiquement à égalité (3,92 points contre 3,87). Par rapport à la moyenne de l'Union, les résultats nationaux présentent des écarts modérés n'excédant pas quatre dixièmes de point en général. Ce constat souffre d'une exception concernant le jugement porté sur la communauté européenne en tant que facteur d'identité. Ce facteur est jugé comme moyennement important au niveau de l'Union (3,44 points). Mais, l'on constate que les Italiens jugent ce facteur important (4,20 points, soit le résultat le plus élevé, tous pays confondus) et le placent à la troisième place des éléments d'identité. À l'inverse, les panels britannique et suédois sont ceux qui créditent l'appartenance européenne des plus faibles niveaux d'importance (respectivement 2,94 et 2,85 points).

Graphique n°5. Facteurs d'identification des Européens
Question posée : « Quelle est l'importance que vous attribuez à la nationalité, à l'appartenance à un groupe ethnique, linguistique, à la communauté régionale et à la communauté européenne pour votre identité ? [Question n°7]

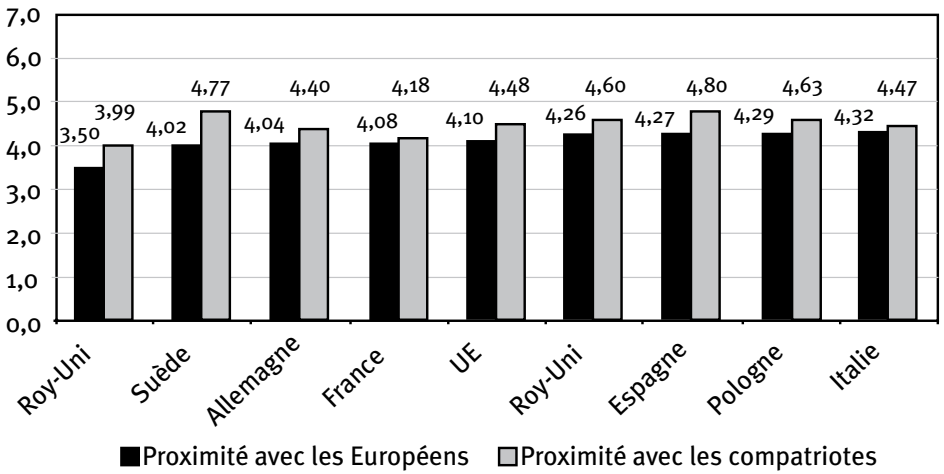


Source : *European Youth in a Global Context 2007,* Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007 (nos calculs).

Le sentiment de proximité culturelle exprimé par les sondés est assez similaire de celui touchant à la construction de l'identité. Les sondés se sentent en premier lieu proches de leurs compatriotes (4,48 points) et en second lieu des autres Européens (4,10 points). La proximité culturelle avec les populations des pays limitrophes se place en troisième position (3,93 points). À nouveau, les Italiens se distinguent par l'expression d'un fort sentiment de proximité avec les

autres Européens (4,32 points, résultat le plus élevé des panels), et, à l'opposé, les Britanniques sont ceux qui estiment avoir le moins en commun avec les autres Européens (3,50 points). Les Suédois sont dans une situation intermédiaire : ils s'estiment proches de leurs compatriotes, de leurs voisins et des autres Européens ; toutefois, le sentiment de communauté culturelle et de partage de valeurs avec les Européens est jugé peu important et se situe légèrement en dessous de la moyenne européenne (4,02 points).

Graphique n°6. Proximité culturelle des Européens
Question posée : Dans quelle mesure vous sentez-vous proches (sur le plan culturel, des valeurs et du mode de vie) avec : [Question n°14]

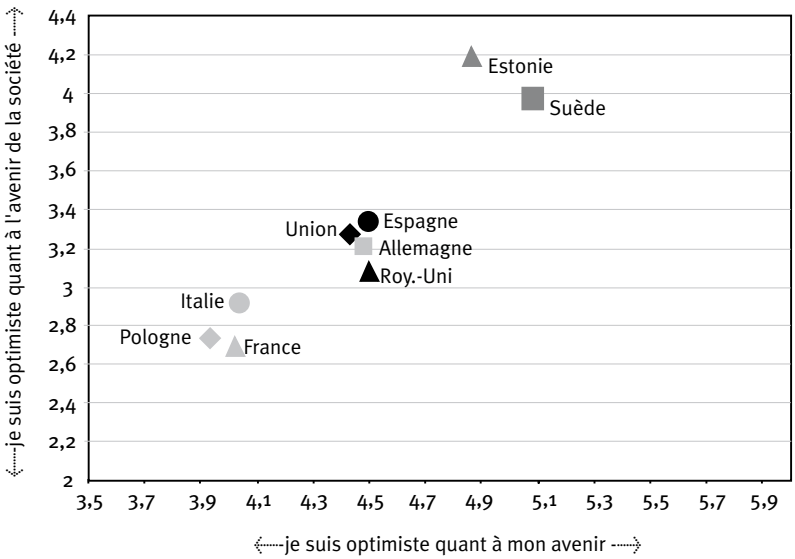


Source : ***European Youth in a Global Context 2007***, Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

La société des Européens : espoirs et craintes

Les Européens sont-ils peu confiants dans l'avenir ? Sur le plan individuel, la réponse est assurément négative : le niveau d'optimisme indiqué par les sondés sur leurs perspectives personnelles affiche un résultat relativement élevé au niveau de l'Union (4,43 points) et oscille au niveau des panels nationaux entre 3,93 points en Pologne et 5,08 points en Suède. En revanche, s'agissant de l'avenir de la société, les Européens se révèlent plutôt pessimistes ; la moyenne de l'Union est seulement de 3,27 points et tombe à 2,69 points en France (résultat le plus faible parmi les huit panels). En fait, trois groupes de pays se distinguent les uns des autres : les « très optimistes », composés de l'Estonie et de la Suède, les « optimistes modérés » constituant la norme moyenne en Europe et regroupant l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni, et enfin les « pessimistes » rassemblant l'Italie, la France et la Pologne.

Graphique n°7. Niveau de confiance dans l'avenir des Européens
Question posée : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les proposition suivantes ? [Question n°12]



Source : ***European Youth in a Global Context 2007,*** Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

Le caractère modéré de l'optimisme des Européens dans l'avenir de la société peut s'expliquer par les niveaux très élevés de la perception qu'ont les sondés des menaces pesant sur la collectivité. Interrogés sur une sélection de neuf grandes menaces (voir question en annexe), les Européens créditent la menace environnementale de 5,99 points (sur une échelle graduée de 1 à 7), le terrorisme de 5,64 points et la guerre de 5,58 points. Seule la Pologne place la menace terroriste devant le risque de désastre écologique.

La peur du chômage, jugée importante (5 points), se place à la septième position, juste devant les problèmes de drogue et le risque de crise du système financier international (lequel obtient quand même comme un résultat de 4,78 points !) Soulignons que la crainte du chômage semble surtout le fait des populations des grands États membres de l'Union. Cette menace est exprimée le plus fortement en Allemagne (5,51 points), en France (5,25 points), en Pologne (5,24 points), puis en Italie (5,18 points) et en Espagne (5,17 points).

Néanmoins, si les Européens ont une perception similaire des menaces pesant sur la société future, les attentes exprimées à l'égard de la société en termes économiques, sociaux ou juridiques ne sont pas identiques entre les pays. Au contraire, les aspirations se

révèlent à cet égard fort diverses et ne permettent de dessiner de façon nette les contours d'un modèle d'une société européenne communément désirée. La seule exception à ce constat de divergences réside dans la préférence marquée par l'ensemble des sondés en faveur d'une société de droit et d'ordre public plutôt que régie par la liberté individuelle (ou contractuelle).

Trois modèles de sociétés se dégagent :

– une société caractérisée par un niveau de protection sociale élevée, par une redistribution importante des ressources et par le protectionnisme (France, Espagne) ;

– une société arbitrant en faveur d'un niveau d'imposition modéré contre une protection sociale moindre, récompensant la réussite personnelle, favorisant la liberté des échanges et la concurrence mondiale (Italie, Pologne) ;

– une société à tendance protectionniste dans laquelle niveau d'imposition et de protection sociale s'équilibrent, favorisant la récompense de la réussite personnelle (Royaume-Uni, Allemagne).

Graphique n°8. Aspirations sociétales des Européens
Question posée : Quelles sont les caractéristiques de votre société idéale ? [Question n°15]

1 Réglementation & Ordre	SU	RU	DE	Union	IT	ES	EE	FR	PL	Liberté individuelle→7
	2,74	2,82	3,02	3,28	3,28	3,4	3,4	3,62	3,86	

1 Faible niveau d'imposition	IT	PL	RU	DE	Union	SU	ES	FR	EE	État providence fort→7
	3,18	3,48	3,77	3,85	3,97	4,1	4,31	4,5	4,54	

1 Société redistributrive	ES	FR	SU	IT	Union	DE	RU	EE	PL	Société récompensant la réussite individuelle→7
	3,17	3,32	3,46	3,63	3,81	3,96	4,02	4,21	4,69	

1 Libre-échange et concurrence mondiale	SU	PL	ES	IT	RU	Union	DE	EE	FR	Protection de l'industrie nationale→7
	3,28	3,71	3,72	3,8	3,82	3,85	4	4,18	4,3	

Source : ***European Youth in a Global Context 2007,*** Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

Perceptions européennes de la mondialisation

S'agissant plus spécifiquement de la mondialisation, les Européens en ont une perception principalement économique. 60 % des Européens jugent que ce processus a pour première signification l'augmentation du commerce entre les États. Les sondés pensent également très majoritairement que la mondialisation entraîne une plus grande mobilité au sein de l'Union et favorise des échanges culturels plus nombreux et une meilleure compréhension mutuelle. Contrairement à certaines idées reçues, l'association « mondialisation = menace pour l'emploi au niveau national » est celles des 12 propositions soumises à l'appréciation des panels que les sondés jugent la moins pertinente (3,89 points contre

5,01 points pour l'association « mondialisation = augmentation du commerce mondial »). Ceci doit être d'autant plus souligné que l'association inverse, « mondialisation = nouvelle opportunité personnelle », est créditée de 4,33 points.

Toutefois, la mise en corrélation des assertions « mondialisation = opportunité personnelle / menace pour le marché national de l'emploi » permet de distinguer :

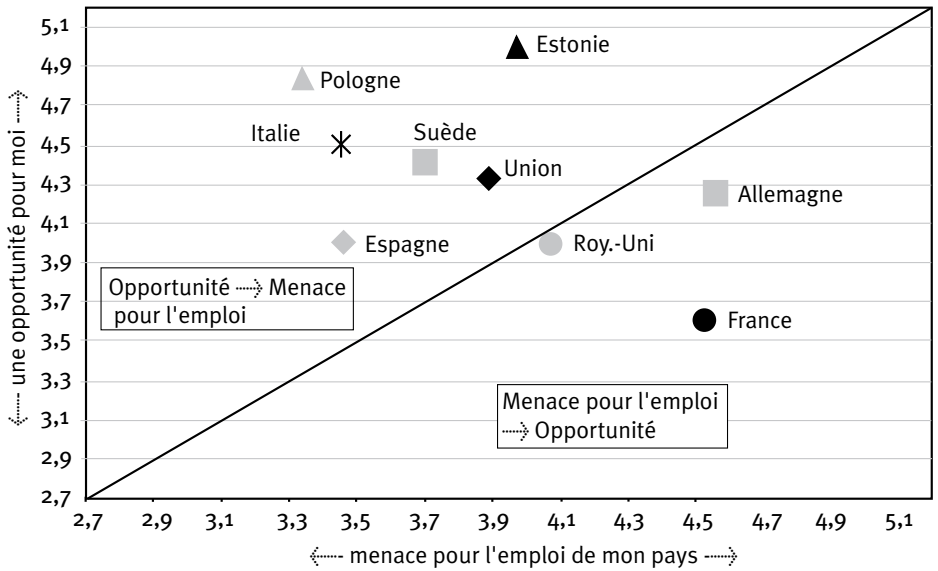
– les pays dans lesquels la mondialisation est perçue plus comme une menace pour le marché national de l'emploi que comme un processus permettant aux sondés de profiter de nouvelles opportunités professionnelles (Allemagne et France) ;

– les pays dans lesquels les avantages et inconvénients en termes de perspectives d'emploi s'équilibrent (Royaume-Uni) ;

– les pays où les opportunités professionnelles liées à la mondialisation sont perçues comme plus importantes que les menaces pesant sur le marché national de l'emploi (Estonie, Pologne, Italie, Suède, Espagne).

En outre, si tous les panels nationaux sont globalement d'avis que la mondialisation est un facteur de menace pour le marché national de l'emploi – la moyenne de l'Union s'établit à 3,89 points –, rappelons que la préoccupation de l'emploi ne constitue pas une préoccupation majeure des populations sondées (cf. supra).

Graphique n°9. Signification de la mondialisation selon les Européens : opportunité individuelle et/ou menace sur l'emploi national ?
Question posée : Pour moi, la mondialisation signifie… (douze assertions proposées) [Question n°19]



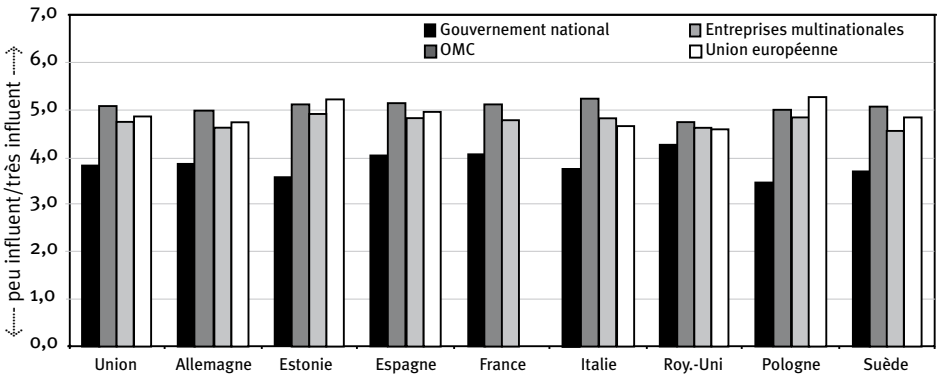
Source : *European Youth in a Global Context 2007,* Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

Dans ce contexte, quelles institutions les Européens jugent-ils comme les plus influentes pour agir sur le processus de mondialisation (en tant qu'accélérateur ou régulateur) ?

Phénomène économique, la mondialisation a rendu le concept de frontières nationales obsolète. En effet, les Européens jugent que ce sont les entreprises multinationales qui exercent l'influence la plus importante dans ce domaine (5,05 points). Viennent ensuite les institutions internationales à vocation économique : l'Union européenne et l'OMC, lesquelles obtiennent des résultats relativement proches (4,86 points pour l'UE et 4,75 pour l'OMC). Quant aux gouvernements nationaux, ils sont jugés peu crédibles (3,84 points) ; il en est de même s'agissant des organisations non gouvernementales. L'action du peuple est perçue comme influente, étant créditée de 4,02 points ; ce résultat est presque identique à celui obtenu lorsque l'influence des institutions est mesurée hors de toute problématique spécifique (3,96 points).

Deux pays se distinguent toutefois du lot : l'Estonie et la Pologne, qui toutes deux placent l'Union européenne comme l'acteur le plus à même d'influencer le processus de mondialisation. Le niveau d'influence dont ces pays créditent l'Union dépasse même assez largement le crédit que les autres pays ont pu attribuer aux entreprises multinationales.

Graphique n°10. L'influence des institutions sur la mondialisation selon les Européens
[Question posée : n°20]



Source **:** ***European Youth in a Global Context 2007,*** Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

4. LES ÉLÉMENTS DE DIFFÉRENCIATION ENTRE JEUNES ET ADULTES

Dans son analyse approfondie des raisons ayant conduit au « non » français du 29 mai 2005, Gaëtane Ricard-Nihoul note que « le vote de 2005 a cela d'intéressant qu'il est peut-être le premier vote sur un sujet européen qui ait intégré pleinement l'enjeu de la mondialisation, même s'il traduit aujourd'hui plus une perception, un "ressenti" qu'une véritable compréhension des faits[3] ». Et l'auteur de remarquer par ailleurs que c'est dans la classe d'âge des 18-24 ans que se retrouve la proportion la plus élevée de personnes ayant voté « non », le soutien au texte constitutionnel augmentant avec l'âge et se révélant largement majoritaire auprès des 55 ans et plus. Parmi les nombreuses explications fournies est soulignée la perception chez les jeunes d'une situation de précarité sur le terrain de l'emploi – en partie causée par le processus de mondialisation – et une difficulté pour cette population à percevoir l'apport de l'échelon européen.

Cette perception est-elle vérifiée au niveau européen ? Existe-t-il un véritable clivage entre les jeunes adultes, les jeunes actifs (16-29 ans) et ceux déjà fortement insérés dans la vie active ?

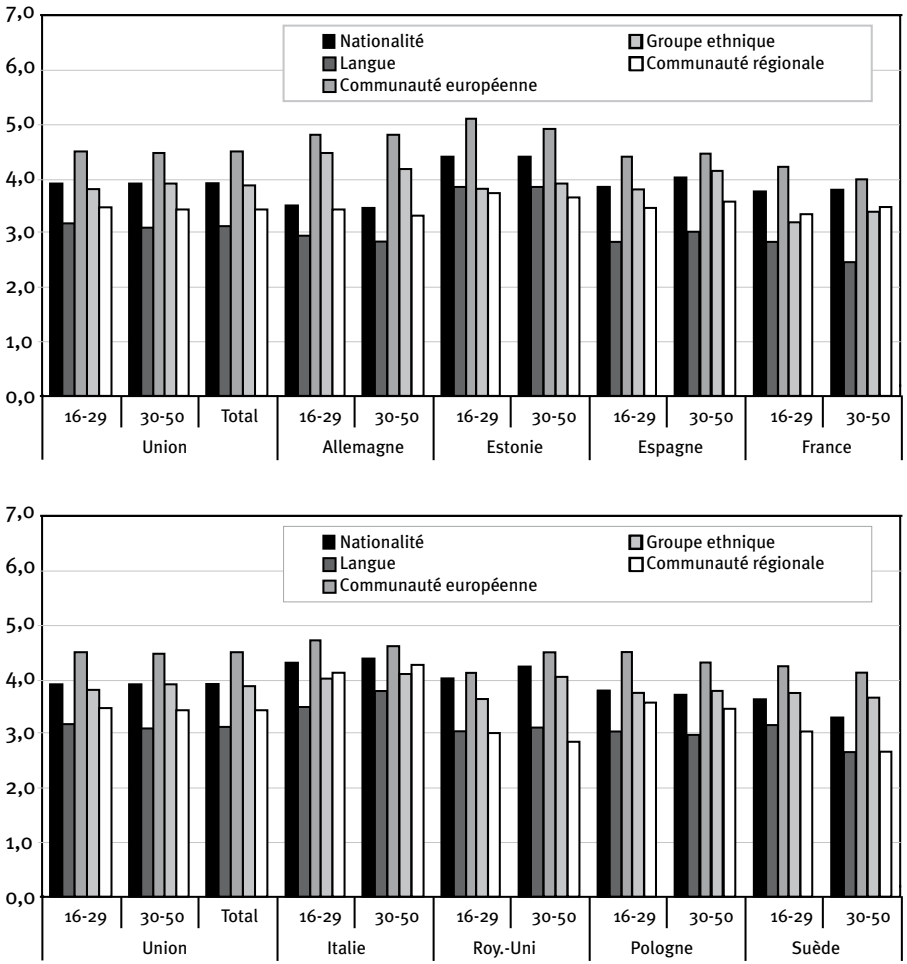
L' « européanité » : une identité se développant avec l'âge

Les facteurs qui, selon les sondés, forgent leur identité, ne révèlent pas de véritables surprises : chez les 16-29 ans, l'identité se construit prioritairement en regard du cercle des amis, puis de la famille ; dans la classe d'âge supérieure, les priorités sont renversées, la famille devenant la première valeur définissant l'identité. S'agissant des autres éléments portés à l'appréciation des sondés (communauté linguistique, appartenance ethnique, nationalité, communauté locale, communauté européenne), les avis divergent peu entre les deux catégories. Et tous se retrouvent pour considérer que l'appartenance à l'espace européen a peu d'incidence sur leur identité (3,46 points chez les 16-29 ans ; 3,41 points chez les 30 50 ans).

Confortant de précédentes études d'opinion[4], le sentiment d'« européanité » tend à se renforcer avec l'âge en Espagne (+ 0,1) en France (+ 0,13) et en Italie (+ 0,17) ; au contraire, il tend à s'éroder légèrement en Estonie (– 0,06), en Allemagne (– 0,09), au Royaume-Uni et en Pologne (– 0,12) et plus nettement en Suède (– 0,27). Pour chacune des classes d'âge considérées, le sentiment d'identité européenne est le plus faible en Suède et au Royaume-Uni, et le plus élevé en Italie puis en Espagne.

3. Ricard-Nihoul, G., « Le non français du 29 mai : comprendre, agir », Études & Recherches, nº 44, octobre 2005, Paris, Notre Europe, disponible sur http://www.notre-europe.eu.
4. Ricard-Nihoul, G., *ibid.*, p. 17

Graphique n°11. Facteurs d'identification des Européens, selon l'âge
[Question posée : n°7]

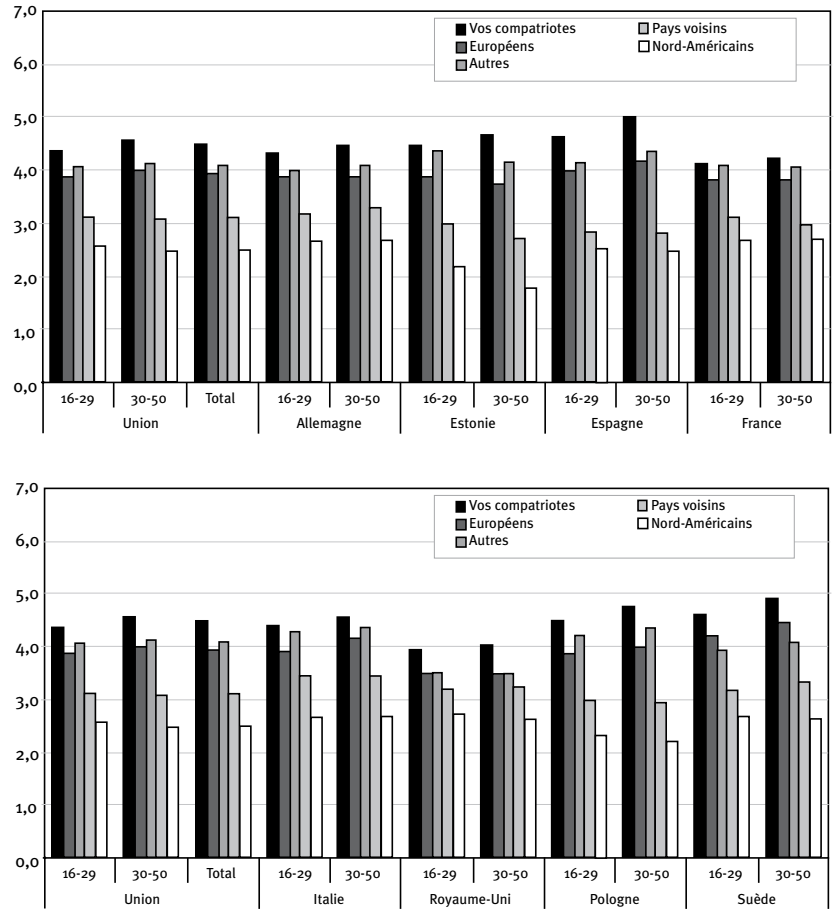


Source **:** ***European Youth in a Global Context 2007,*** Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

Lorsque les sondés ont à désigner les populations avec lesquelles elles estiment partager des éléments culturels, des valeurs et un mode de vie, les deux catégories de classe d'âge établissent un classement similaire : le sentiment de proximité se matérialise en premier chef à l'égard des compatriotes nationaux, puis des Européens. La seule exception est constituée de la Suède où la proximité est perçue comme nationale et régionale (c'est-à-dire scandinave et nordique).

En fait, ce qui distingue les panels des « jeunes » des panels de référence, c'est l'ordre de grandeur. Avec le temps, le sentiment de proximité culturelle – que ce soit avec les compatriotes ou les autres Européens – croît en valeur. Toutefois, ce sentiment de proximité est généralement jugé plus important chez les 30-50 ans que chez les 16-29 ans. Il y a tout de même quelques exceptions : au Royaume-Uni, en France et en Estonie, le sentiment de proximité culturelle européenne se stabilise, voire diminue légèrement avec l'âge (respectivement – 0,04, – 0,06 et – 0,14 point)[5].

Graphique n°12. Proximité culturelle des Européens, selon l'âge
[Question posée : n°14]



Source : *European Youth in a Global Context 2007,* Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

5. Ricard-Nihoul, G., *op. cit.*, p. 17.

Est-ce à dire que les « jeunes » se définissent comme moins européens que les catégories de la population plus âgées ? On serait tenté de le penser. Toutefois, quels que soient les pays considérés, les résultats fournis concernant la proximité de valeurs avec les Européens sont supérieures à 4 points, ce qui correspond à la moitié de l'échelle des valeurs retenue pour l'étude. En outre, la différence entre les 16-29 ans et les 30-50 ans demeure modeste : elle oscille entre – 0,19 (Estonie) et + 0,23 (Espagne), soit des écarts considérés comme non significatifs.

Les jeunes Européens plus optimistes que leurs aînés

Le regard que les deux classes de population jettent sur leurs sociétés et les menaces futures qui pèsent sur elles rend également compte de divergences assez profondes.

Les 16-29 ans apprécient leur situation personnelle en des termes plus optimistes que leurs aînés, l'écart le plus important concernant le panel britannique (– 0,72 point entre les 16-29 ans et les 30-50 ans) et le moins important l'espagnol (– 0,22 point). Concernant le jugement porté sur la société, les jeunes se révèlent également plus optimistes mais la différence demeure moins prononcée : l'écart dans les réponses fournies par les 16-29 ans et les 30-50 ans oscille de – 0,34 en Allemagne à + 0,23 pour l'Espagne.

Optimistes, les jeunes créditent d'une valeur moindre les différentes menaces pesant sur la société future. Néanmoins, la différence d'âge ne modifie pas fondamentalement le classement opéré au regard de l'ordre d'importance des menaces : l'environnement arrive toujours premier, la guerre est placée en deuxième position chez les jeunes et en troisième chez leurs aînés, et inversement concernant la menace terroriste. Quant à la crainte du chômage, elle est stable si l'on apprécie les moyennes des résultats obtenus au niveau de l'Union européenne ; un examen plus en détail révèle cependant des différences entre les pays, ceux-ci pouvant se classer en trois catégories selon que :

– la menace de chômage est identique ou très proche dans les deux classes d'âge (Espagne, Italie, Suède) ;

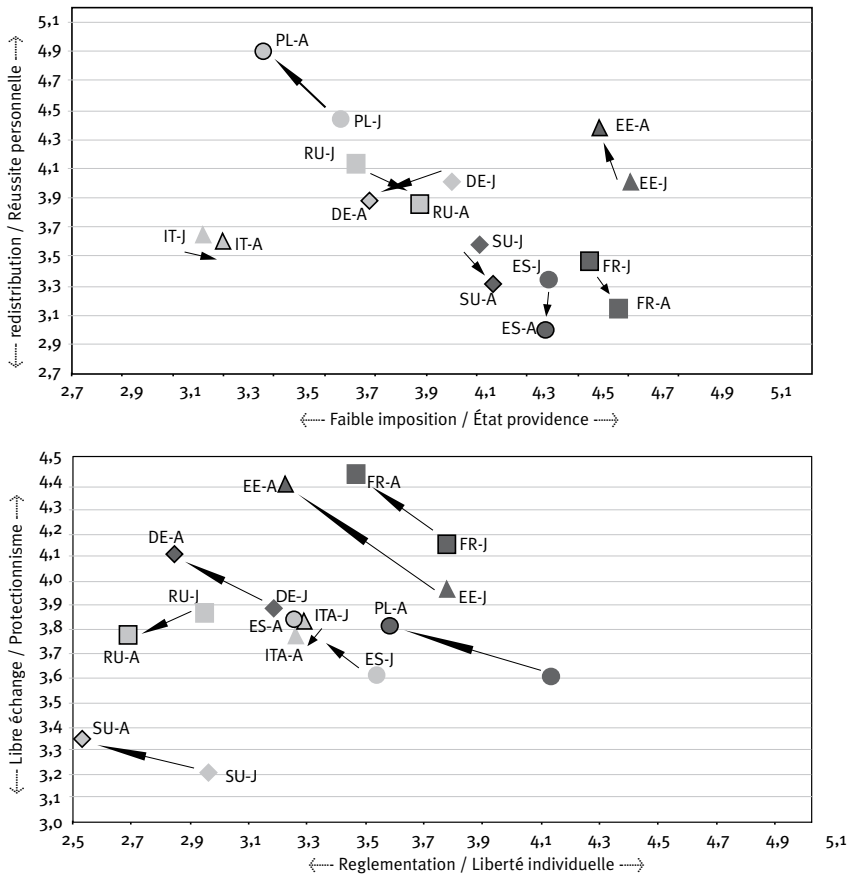
– le chômage est perçu comme plus menaçant chez les 16-29 ans que chez leurs aînés (Royaume-Uni et Pologne) ;

– à l'opposé, la crainte du chômage est plus grande chez les 30-50 ans que chez les 16-29 ans (Allemagne, Estonie, France).

Cet optimisme se traduit-il pas des aspirations sociétales distinctes entre les deux classes d'âge ? Partiellement. Interrogés sur les caractéristiques de la société idéale (« Réglementation et ordre/Liberté individuelle », « Libre échange/Protectionnisme », « Faible imposition/État providence », « Redistribution/Réussite personnelle »), les deux catégories de panels fournissent des réponses présentant des écarts parfois importants (supérieurs à 0,3 point) mais non excessifs. Ainsi, au niveau de l'Union, les 16-29 ans arbitrent en faveur d'un État providence fort (3,98 points), comme les 30-50 ans (3,95 points). En revanche, ils souhaitent une société dans laquelle liberté individuelle et ordre s'équilibreraient (3,45 points), alors que leurs aînés arbitrent clairement en faveur d'une société d'ordre (3,11 points). Dans

le même ordre d'idée, les jeunes se montrent plus favorables à la liberté des échanges et à la concurrence mondiale (3,76 points) que leurs aînés, plus soucieux de protéger l'industrie nationale (3,94 points). Enfin, face à l'alternative « société redistributrive/société récompensant la réussite personnelle », les jeunes mettent moins l'accent sur la redistribution que les adultes. Une analyse par pays conduit à introduire quelques nuances, notamment en ce qui concerne l'évolution des perceptions entre jeunes et aînés par rapport à ce dernier élément. En Espagne, en France, au Royaume-Uni et en Suède, les attentes en termes de redistribution sont plus prononcées chez les 30-50 ans que chez les 16-29 ans, ce qui laisse penser que les jeunes seraient plus individualistes. Pour ces mêmes pays, la demande d'un État providence fort augmente – ou reste stable – avec l'âge.

Graphique n°13. Aspirations sociétales des Européens, selon l'âge
[Question posée n°15]



Source : *European Youth in a Global Context 2007,* Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

Les jeunes face à la mondialisation

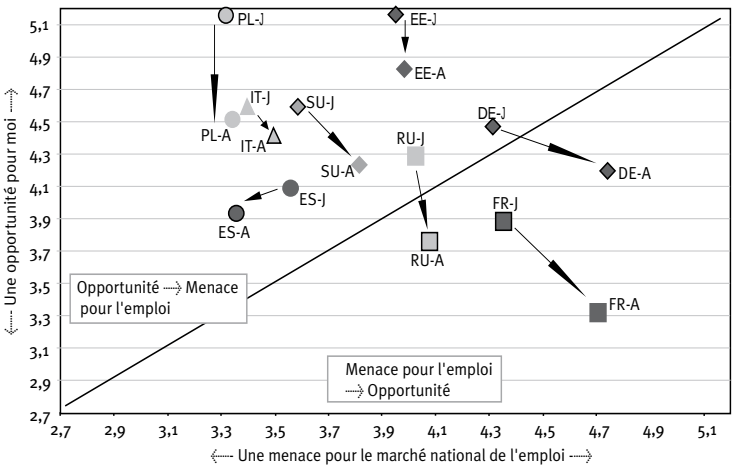
Le constat général selon lequel les panels nationaux estiment que la mondialisation correspond en premier lieu à une augmentation du commerce entre les pays et en deuxième et troisième lieux à une mobilité accrue entre les États membres de l'UE ainsi qu'à des échanges culturels plus nombreux n'est pas modifié une fois pris en compte l'âge des sondés.

La différence se situe dans la perception que les uns et les autres ont de l'impact de la mondialisation sur l'emploi :

– Dans tous les pays – à l'exception de l'Espagne –, les 16-29 ans jugent moins pertinente la proposition « mondialisation = menace pour le marché national de l'emploi » (ce qui est lié à une perception des menaces moins importante chez les jeunes que chez leurs aînés) : celle-ci n'obtient que 3,82 points en moyenne au niveau de l'Union européenne, contre 3,95 points pour les 30-50 ans.

– Quel que soit le pays concerné, les jeunes estiment que la mondialisation représente une opportunité pour eux, alors que leurs aînés se révèlent plus mitigés à ce propos. En France, l'écart entre les 16-29 ans et les 30-50 ans est très significatif, atteignant 0,57 point, et révèle surtout un renversement de jugement sur ce que la mondialisation peut leur apporter à titre individuel : les jeunes créditent l'assertion « mondialisation = opportunité pour moi » de 3,89 points, et leurs aînés de 3,32 points.

Graphique n°14. Signification de la mondialisation selon les Européens et selon l'âge : opportunité individuelle et/ou menace sur l'emploi national ?
[Question posée n°19]



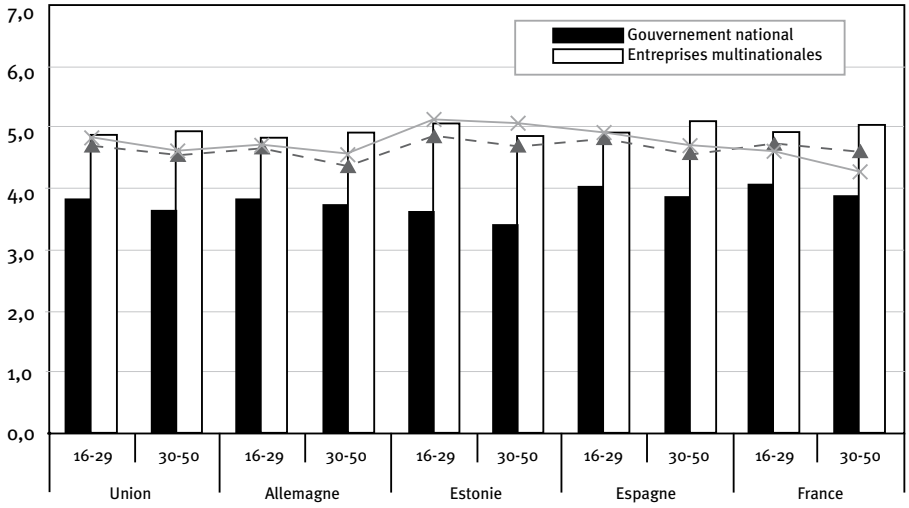
Source **:** ***European Youth in a Global Context 2007,*** Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

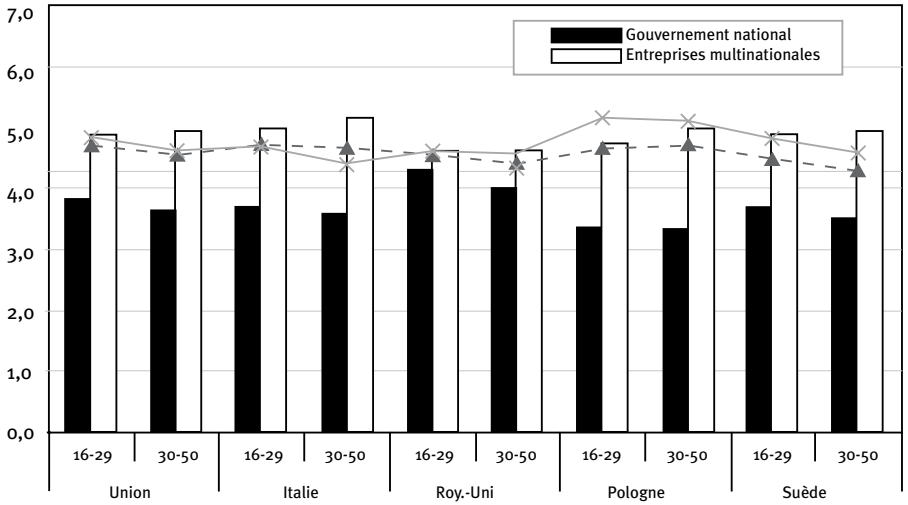
Soulignons également que dans deux pays, le Royaume-Uni et l'Allemagne, alors que les opportunités individuelles sont perçues par les 16-29 ans comme supérieures aux menaces pesant sur le marché national de l'emploi, cette perception se trouve renversée chez les 30 50 ans.

Le jugement que portent les jeunes sur les institutions et sur leur capacité à influencer le processus de mondialisation ne diffère pas sur le fond de celui porté par les catégories de population plus âgées. Si l'on apprécie la moyenne de l'Union, les institutions les plus influentes sont par ordre décroissant : les multinationales (5,01 points), l'Union européenne (4,96 points) puis l'OMC (4,82 points). Les gouvernements nationaux et les ONG sont perçues comme peu influents.

Une fois encore, cette similitude dans les perceptions cache quelques différences. D'une part, l'ensemble des institutions soumises à l'appréciation sont jugées plus influentes par les jeunes que par leurs aînés. D'autre part, cette survalorisation par les jeunes profite très largement à l'Union européenne. C'est à son sujet que les écarts sont les plus significatifs entre les différentes classes d'âge.

Graphique n°14.: L'influence des institutions sur la mondialisation selon les Européens et selon l'âge
[Question posée : n°20]





Source : ***European Youth in a Global Context 2007,*** Kairos Future - Fondation pour l'innovation politique, mars 2007.

5. CONCLUSION

À la fin de l'année 1998, la Commission faisait de la mondialisation l'une des priorités politiques centrales de son *Programme de travail pour 1999*[6]. Elle y indiquait notamment :

« La maîtrise [de la mondialisation] exigera des efforts concertés de régulation afin d'en limiter les effets négatifs. […] L'Union européenne doit être capable d'exercer des responsabilités politiques sur la scène internationale à la mesure de son poids économique et commercial. Afin de mobiliser tout son potentiel, l'Union devrait non seulement promouvoir une approche davantage intégrée des différents volets de son action extérieure mais aussi exploiter la complémentarité entre ses politiques internes et externes. […] La Commission s'attachera par ailleurs à assurer une plus grande cohérence de la politique en matière de droits de l'homme, qui constitue un élément essentiel des relations entre l'Union et les pays tiers. »

Une décennie s'est presque écoulée et l'enjeu de la mondialisation pour l'Europe, ses États et ses citoyens a conservé toute son importance. Que l'on pense seulement à la décision prise en février 2007 par la direction d'Airbus de supprimer 10 000 emplois et d'augmenter le volume des opérations de sous-traitance exécutées hors de l'espace communautaire.

6. COM(98)604 du 28 octobre 1998. JO C 98 du 9 avril 1999, p. 163.

Cette décision pourrait fournir l'occasion à l'Union de mettre en œuvre le récent instrument financier dont elle s'est dotée pour faire face aux conséquences de la mondialisation : le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. Créé à la demande pressante de la France et en vigueur depuis le 1er janvier 2007, ce fonds vise à fournir une assistance complémentaire à celle des États membres aux salariés qui perdent leur emploi en raison « des modifications majeures de la structure du commerce mondial».

Mais cette innovation constitue-t-elle une réponse suffisante aux effets les plus déstabilisateurs de la mondialisation ? Ne faut-il pas envisager, à la suite de plusieurs candidats à l'élection présidentielle française, le développement d'un protectionnisme européen ?

S'il n'a ni pour objet ni pour ambition d'apporter des réponses à ces différentes interrogations, le sondage Kairos Future – Fondation pour l'innovation politique apporte des éclairages intéressants sur les perceptions que les citoyens ont de la mondialisation, des menaces qu'elle représente et du niveau de gouvernance le plus à même d'exercer une influence sur ce processus[7].

Par rapport aux populations nord-américaines, russes et japonaises, les Européens sont les moins enclins à protéger leur industrie nationale, mais les plus favorables à une société caractérisée par un niveau élevé de redistribution des richesses. Optimistes sans excès, ils perçoivent la mondialisation comme un processus principalement économique et culturel dont le cours peut être le plus influencé par les entreprises multinationales et l'Union européenne ; les gouvernements nationaux ne se voient accorder que peu de crédit. Ce sentiment tranche nettement avec celui exprimé par les Nord-Américains, pour lesquels le gouvernement national est de loin l'institution la plus influente.

Dans cet ensemble, la France se distingue des sept autres pays soumis à l'étude d'opinion (Allemagne, Estonie, Espagne, Italie, Royaume-Uni, Pologne et Suède) par le fait qu'elle est le pays où le niveau d'optimisme dans l'avenir de la société est le plus faible et où la demande de protectionnisme est la plus élevée. Ces résultats sont à corréler avec la forte crainte pour l'avenir que les Français expriment en matière de perte d'emplois. À cet égard, les Français comme les Allemands jugent que la mondialisation constitue plus une menace pour le marché national de l'emploi qu'une opportunité à saisir par les individus. Quant au niveau de gouvernance le plus efficace pour agir sur la mondialisation, les Français placent l'Union européenne avant leur gouvernement national, mais derrière les entreprises multinationales et l'OMC.

Concernant le public des 16-29 ans, ses choix, ses aspirations et ses perceptions ne diffèrent pas profondément de l'ensemble de la population, et plus particulièrement des 30-50 ans. Tout au plus doit-on souligner que le sentiment d'identification et de proximité culturelle avec les autres Européens est légèrement plus développé chez les jeunes que

7. Conclusions de la présidence du Conseil européen de Bruxelles des 15 et16 décembre 2005, point 12.

chez leurs aînés. Par ailleurs, ils accordent une importance moindre aux menaces pesant sur la société future. À cet égard, la crainte d'une perte d'emploi se situe bien en deçà de la menace environnementale, militaire ou terroriste ; seuls les jeunes Britanniques et les jeunes Polonais expriment une crainte du chômage dans des termes supérieurs à leurs aînés.

Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas que les 16-29 ans soient moins protectionnistes que les 30-50 ans et qu'ils perçoivent la mondialisation plus comme une opportunité que comme une contrainte exercée sur le marché national de l'emploi – à l'exception des jeunes Français, aussi critiques que leurs aînés. Enfin, les jeunes tendent à valoriser l'influence que les institutions peuvent exercer sur la mondialisation ; cette valorisation profite principalement à l'Union européenne.

B. LE DÉFI DE LA MONDIALISATION : CONVERGENCES EUROPÉENNES ET DISSONANCES FRANÇAISES

1. PANORAMA DES PERCEPTIONS DE LA MONDIALISATION

Le constat général quant à la perception de la mondialisation par les Européens est simple à faire. Dans leur ensemble, ils sont assez conscients de la mondialisation, ils sont capables d'identifier les acteurs les plus importants impliqués dans le processus et ils semblent plutôt convaincus que tout compte fait, la mondialisation présente plus d'opportunités que de désavantages.

Nous voyons émerger quatre thématiques principales dans la perception de la mondialisation par les Européens :

– une thématique socio-économique ;
– une thématique identitaire et culturelle ;
– une thématique environnementale ;
– une thématique migratoire.

Quand on explore les cas individuels de manière plus détaillée, nous avons l'impression que les perceptions de la mondialisation sont fondamentalement tributaires du contexte sociologique, culturel, historique, voir géographique, des différents pays. Ceci explique les disparités de perception du facteur socio-économique qu'on rencontre, par exemple entre Suédois et Français, et tend à accréditer la thèse selon laquelle le processus de mondialisation est un révélateur des tensions et des contradictions internes aux sociétés. Cependant, nous percevons également des convergences très fortes sur certains sujets (l'exemple emblématique étant le haut degré de conscience environnementale) qui placent l'Union européenne dans le rôle d'un facteur d'unification des souhaits des Européens d'agir collectivement sur le processus de mondialisation.

Après le passage en revue de ces thématiques, nous nous emploierons à étudier les tendances générales de la perception du phénomène de mondialisation, qu'on peut classer à la fois dans une dialectique opportunité/menace pour l'avenir, et dans une dialectique processus contingent/processus influençable. En croisant ces deux dialectiques, on aboutit à une perception globalement positive ou globalement négative de la mondialisation. Même si nous avons fixé dès le départ que la perception générale était plutôt positive, certains pays font exception à la moyenne. Surtout, les différentes strates dans la composition de cette perception méritent d'être mises en avant pour ce qu'elles nous indiquent sur la prégnance des facteurs économiques, mais aussi culturels et historiques dans sa formation.

1.1. Prégnance du contexte national

Pour avoir une vision claire des thématiques qui prédominent dans la perception qu'ont les Européens de la mondialisation, il faut d'abord faire un tour d'horizon rapide des huit pays de l'étude, avant de tirer des conclusions générales quant aux quatre thématiques prégnantes de cette perception et se demander comment ces thématiques se répartissent dans les sociétés.

Les spécificités nationales

En Allemagne, la perception économique connaît un retournement entre la crise résultant de la réunification, qui nourrit le pessimisme, et la reprise économique des années 2000, qui se place sous le signe de l'effort d'adaptation et de la reprise de confiance dans les atouts nationaux. D'un point de vue culturel, l'imbrication entre politique, social et économique qui caractérise le modèle rhénan conditionne la perception des Allemands. Quand l'économie est en panne, on perçoit un risque pour le modèle. Quand elle montre de la vigueur, on se remet à croire dans son système, pensant même qu'il devrait être exporté vers le reste du monde. La thématique environnementale est très présente en Allemagne depuis que l'écologisme politique est au centre des débats sociaux et politiques allemands.

L'Espagne perçoit avant tout la mondialisation sous sa forme économique. Paradoxalement, alors que dans l'ensemble les Espagnols ne craignent pas pour leurs emplois à titre individuel, la thématique des délocalisations est fortement présente dans le débat public, dans des proportions comparables à la situation française. L'autre préoccupation majeure que les Espagnols associent à la mondialisation, c'est l'apparition d'un phénomène nouveau pour le pays : l'immigration massive de travailleurs peu qualifiés en provenance des pays de l'Est, de l'Amérique latine et de la Méditerranée, ce qui fait aujourd'hui de l'Espagne un croisement des flux migratoires mondiaux.

L'Estonie met l'accent sur la préservation de l'identité nationale et la préservation de la langue. L'héritage soviétique de l'Estonie pose plus qu'ailleurs la question de la cohésion nationale en matière culturelle et linguistique, puisque la mondialisation est, plus fortement qu'ailleurs, perçue comme un phénomène civilisationnel d'occidentalisation. La thématique économique se caractérise par un optimisme volontariste qui s'appuie sur le passé commercial traditionnel de l'Estonie et sur un plan massif d'investissement des ressources nationales dans les nouvelles technologies et la recherche. Quant à la thématique environnementale, elle est très présente en Estonie depuis que la « dissidence écologique » a servi à structurer le paysage politique estonien dans les années 1980.

La France semble conditionner ses perceptions de la mondialisation par un « syndrome de pessimisme socio-économique » qui opère une déformation par la négative de tous les aspects que le processus de mondialisation comporte, même ceux considérés comme positifs dans les autres pays. Peur de la concurrence mondiale, de la perte d'emplois (le fameux spectre de la délocalisation), peur de la perte d'influence à l'extérieur,

et en même temps peur de la cohérence fragile d'un modèle social reposant uniquement sur un État centralisateur et législateur. Perception négative des « inégalités » qui seraient massivement accrues par la mondialisation, mais aussi doute sur l'égalitarisme affiché d'un système qui surprotège certaines catégories sociales et professionnelles aux dépens des autres. Cette perception que les Français ont de la mondialisation, majoritairement vue à travers les problèmes du chômage et de l'emploi, crée une dissonance intéressante entre les performances réelles du pays en matière d'économie internationale, et la perception qu'en ont les Français. Ce cas de figure ne semble présent dans aucun autre pays, où les tendances relatives ou à l'optimisme dans les perceptions de la mondialisation vont dans le sens des performances économiques du pays.

L'Italie fait montre d'une compréhension quelque peu « fataliste » de ce que les économies nationales sont inscrites par la mondialisation dans un processus d'interdépendance croissante, qui entraîne automatiquement une perte d'influence au niveau national. Comme le gouvernement italien ne jouit pas d'une grande considération, ce phénomène est vécu positivement, contrairement à ce qui est le cas dans les autres pays. Ce qui explique le fait que les Italiens font plutôt confiance à L'Union européenne et aux autres organismes internationaux pour réguler la mondialisation. Les questions d'immigration sont présentes dans le débat public, mais la libre circulation des personnes n'est pas remise en cause, et les fantasmes du « plombier polonais » n'ont jamais pris en Italie. Sur le plan culturel, la mondialisation est majoritairement vécue comme un processus positif qui accroît les échanges et la compréhension mutuelle entre les peuples. L'écologie politique étant très faible en Italie, la conscience environnementale n'est guerre présente dans les esprits des Italiens.

La Pologne conçoit le débat sur la mondialisation principalement sous l'angle économique. De façon assez intéressante, mondialisation et intégration européenne sont assimilées l'une à l'autre, ce qui explique la perception positive de l'ensemble, grâce aux fonds européens transférés vers l'important secteur agricole polonais. L'État fait également l'objet d'une forte attente de protection, ou plutôt de compensation des éventuels dommages que la mondialisation causerait dans le tissu économique polonais, où les petites entreprises artisanales sont fortement représentées. Sur le plan culturel, les importantes forces « traditionalistes » présentes dans la sphère politique polonaise font coexister des visions économiques plutôt positives avec des tiraillements identitaires et des tentations souverainistes. La question environnementale ne semble pas présente dans la perception qu'a l'opinion publique de la mondialisation.

La Suède se vit en tant que nation marchande quasiment depuis sa création. L'accélération des échanges commerciaux et des flux financiers qu'apporte la mondialisation est donc très positivement accueillie par les Suédois. Le très haut degré de cohérence d'adaptabilité et de protection qu'offre le fameux modèle social scandinave ne fait que renforcer la sérénité avec laquelle les Suédois jugent la mondialisation comme une donnée naturelle favorable à leur pays et à leur mode de vie. Il est intéressant de remarquer que

contrairement à leurs aînés, les Suédois sont proches des autres jeunes Européens pour ce qui concerne l'attitude vis-à-vis de l'Union européenne. On voit se substituer d'une génération à l'autre l'Union européenne aux Nations unies comme organisme qui joue un rôle important pour réguler la mondialisation. Cependant, les Suédois perçoivent toujours leur État comme le premier filtre régulateur et protecteur. L'environnement tient bien entendu un rôle central dans les préoccupations des Suédois, et ils ont la volonté d'exporter leurs standards environnementaux élevés au reste du monde, grâce notamment au vecteur de démultiplication que représente l'UE sur la scène internationale.

Le Royaume-Uni met en lumière l'intéressante dépendance des perceptions de la mondialisation vis-à-vis du discours politique et économique véhiculé par les élites. La mondialisation est classiquement perçue, via un discours visant la libéralisation de l'économie, comme cette « force inexorable » qui doit pousser tous les secteurs de l'économie et de la société à se réformer sans cesse pour pouvoir faire face à la concurrence mondiale. L'étude démontre de façon convaincante comment les discours officiels peuvent masquer la réalité des faits, notamment dans le ratio entre la mondialisation et l'européanisation de l'économie britannique. Alors que le discours politique insiste sur la première, la réalité des flux commerciaux et financiers parle plutôt en faveur de la seconde. Encore plus curieusement, alors que les Britanniques sont censés percevoir en « usage interne » la mondialisation en tant que fatalité économique non contrôlable qui doit comporter des perdants et des gagnants, à l'extérieur, la mondialisation est présentée comme un projet politique à visée sociale et bénéfique pour tous. On voit que cette « perception officielle » ne correspond pas aux sentiments des Britanniques, surtout parmi les jeunes, qui perçoivent négativement les pressions que la mondialisation fait peser sur leurs emplois, via la concurrence extérieure ou l'immigration. La thématique environnementale ne semble pas présente dans les perceptions des Britanniques.

Prédominance de l' enjeu économique

La thématique économique est, de très loin, le principal biais par lequel la mondialisation est perçue et pensée par les Européens. Il nous a donc semblé important d'explorer si, comment et par quels facteurs les perceptions de la mondialisation sont affectées par la situation économique dans les pays étudiés. Il en résulte que ces perceptions sont influencées à la fois par les perspectives qu'ont les citoyens de leur situation personnelle, et par l'interaction entre le contexte économique national et les attitudes individuelles face à la mondialisation.

Le deuxième facteur important est l'inquiétude que suscitent les effets que la mondialisation pourrait avoir sur l'identité nationale et culturelle des pays. On remarque cependant que cette crainte est plutôt présente dans les couches supérieures de la société, et plus particulièrement chez les « leaders d'opinion » dans les milieux intellectuels et souvent à l'extrême droite de l'échiquier politique.

Si l'on compare ces deux principales causes de préoccupation, on constate une fracture sociale, qu'on serait tenté d'établir intuitivement. Il s'agit de la fracture entre les élites, économiques ou intellectuelles, et la majorité de la population, issue des classes moyennes et populaires. Alors que les intellectuels et les élites politiques, ou ce qu'il est convenu de désigner comme les « leaders d'opinion », se préoccupent bien davantage des aspects identitaires et culturels de l'influence de la mondialisation sur la vie des pays, la majorité de la population est soucieuse des aspects socio-économiques.

Les intellectuels d'extrême droite, par exemple, condamnent dans la plupart des pays la mondialisation comme un processus d'américanisation rampante et une menace de destruction des traditions et de l'identité nationales. À l'extrême gauche, on retrouve également le procès en américanisation, tout en dénonçant classiquement l'expansion mondiale et débridée du capitalisme. De plus, ils craignent que la mondialisation engendre un rapetissement permanent de l'espace du débat public. Les intellectuels, qu'on peut classer dans la grande catégorie des réformistes, saluent dans la globalisation la propagation des valeurs universelles de l'Occident et des droits de l'homme, ainsi que la compréhension que les problèmes mondiaux comme l'environnement ou la pauvreté ne peuvent être traités que dans un effort planétaire commun. À l'opposé, les classes moyennes et les classes populaires ont évidemment des préoccupations bien plus immédiates, que la mondialisation semble apporter dans leur vie quotidienne : plus de compétition, perte d'emploi, chocs culturels.

Attention cependant, car il ne s'agit pas ici d'établir une dichotomie entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation, comme on serait tenté de le faire intuitivement, suivant des classifications selon la situation économique ou les revenus des personnes. On serait plutôt tentés d'avancer l'idée que les perceptions qu'ont les Européens de la mondialisation ne sont que faiblement influencées par leur positionnement social ou des attitudes de classe. Par contre, et de façon fondamentale, on retrouve dans les pays européens une différentiation qui peut être établie suivant le degré d'instruction des personnes et les avantages que ce bagage intellectuel est censé leur apporter pour profiter au mieux des opportunités qu'offre la mondialisation. Ceux qui ont un niveau d'éducation et de spécialisation élevé se voient plus à même de faire face à la mondialisation, et en tout état de cause, se perçoivent comme moins mis en danger. Par contre, ceux qui pensent avoir un faible niveau d'éducation et/ou de spécialisation se sentent plus exposés aux dangers de la mondialisation, tout en pensant ne pas pouvoir profiter suffisamment des avantages qu'elle offre.

Ceci dénote que l'idée selon laquelle la mondialisation pour l'Europe se jouera sur le niveau d'éducation, de qualification professionnelle et de spécialisation technologique a pénétré les esprits. Le trait est d'autant plus prégnant que cette distinction se retrouve non seulement au sein des sociétés, mais aussi entre les différents pays. Car, comme on le verra dans la deuxième partie, les pays qui ont misé leur va-tout sur ces facteurs, soit la Suède, l'Estonie, et dans une moindre mesure l'Allemagne, ont la vision la plus volontariste et la plus optimiste du processus de mondialisation et du rôle gagnant qu'ils peuvent y jouer.

Quant à la perception des acteurs susceptibles d'influer sur la mondialisation, on distingue là aussi des tendances dominantes, bien que le classement « d'influence » connaisse des variantes d'un pays à l'autre. Les compagnies multinationales sont, de très loin, les acteurs qui sont perçus comme profitant le plus de la mondialisation. Le bas du tableau est occupé, là encore sans surprise, par le système judiciaire, le gouvernement et les organisations non gouvernementales. L'idée que la mondialisation affecte les capacités des gouvernements nationaux semble fermement ancrée dans l'esprit des Européens. Ce d'autant plus que le gouvernement en question (comme le montre l'exemple italien) est déjà perçu comme étant faible et inefficace en tant que tel. Ce phénomène qu'on peut juger inquiétant pour les systèmes démocratiques européens vient à être contrebalancé dans une certaine mesure par la confiance relativement importante que les citoyens européens s'accordent et accordent à leurs compatriotes dans le rôle qu'ils peuvent jouer dans le processus de mondialisation.

Pour ce qui est des facteurs de régulation de la mondialisation à proprement parler, une fois que nous avons souligné le rôle modeste que les Européens accordent à leurs gouvernements, on constate qu'ils voient ou souhaitent voir émerger les organismes internationaux. De façon significative, L'Union européenne vient se placer après les compagnies multinationales. Suivie par l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation des Nations unies. Paradoxalement, les Européens ne semblent pas accorder plus de confiance à ses institutions qu'à leurs gouvernements nationaux, mais ils semblent penser qu'ils sont néanmoins des acteurs plus pertinents pour agir dans la mondialisation. Il nous faut souligner ici le cas de l'Italie, où les sondés accordent plus de confiance à l'UE qu'à leur gouvernement national.

Un troisième facteur de préoccupation commune aux Européens est l'environnement. Cette préoccupation est tout particulièrement présente, sans surprise, en Suède, en Allemagne, en Estonie, mais aussi dans les esprits des Britanniques. Dans les pays où cette thématique est prédominante, on constate que le rôle attribué à l'union européenne, notamment parmi les jeunes générations prend de l'importance. L'UE est perçue en ce sens comme un démultiplicateur de puissance qui peut porter les préoccupations des Européens, et leur besoin de standards environnementaux élevés sur la scène internationale.

Le quatrième facteur que nous avons voulu singulariser, l'émigration, est peut-être moins universellement présent dans tous les pays étudiés. Même si les flux migratoires occasionnés par la mondialisation sont perçus avec acuité par les opinions publiques, il est surprenant de voir que les perceptions négatives sont minoritaires. Considérée comme un problème sérieux en Espagne et en Italie qui sont relativement « novices » en la matière, l'immigration ne suscite pas des mouvements généraux d'animosité pour le moment. À l'opposé, l'image de pays ouvert et accueillant de la Grande-Bretagne semble écornée par les perceptions négatives de jeunes Britanniques face à la concurrence de la main-d'œuvre étrangère dans le pays. Dans les autres pays, l'immigration n'est pas une préoccupation majeure dans la perception du public.

Ceci étant dit, le problème est par définition transnational, et on pourrait dire que si la préoccupation est présente dans un pays elle devient un souci général pour l'UE. En ce sens, on peut s'interroger sur les médiations politiques qui feront converger les préoccupations des uns et des autres à ce sujet.

1.2. Une perception positive émerge en Europe

Pour avoir une vision claire des tendances générales des perceptions, il faut d'abord faire un tour d'horizon rapide des huit pays de l'étude, avant de tirer de conclusions générales quant aux interactions entre les tendances positives et négatives dans ces pays, et la tendance européenne générale qui est plutôt positive, puis de s'interroger sur la prégnance des facteurs économiques, mais aussi culturels et historiques dans l'explication de cet état de fait.

Particularités nationales

L'Allemagne a perçu la mondialisation avec un certain pessimisme dans les années 1990 car le pays était principalement autocentré sur le processus de réunification, qui mettait sa situation économique et sociale, et notamment sa compétitivité internationale, à rude épreuve. Une fois que la période difficile de la réunification a été dépassée la société allemande a élaboré un consensus entre acteurs politiques, économiques et sociaux, sur la nécessité pour l'Allemagne d'exploiter au maximum ses atouts dans la compétition mondiale. Après que d'importantes réformes aient été entreprises, là encore dans un esprit « d'union nationale », pour moderniser le modèle économique et social allemand, le pays a renoué avec les succès économiques et commence à sortir des zones rouges pour ce qui est des indicateurs sociaux comme le chômage ou l'endettement public. Même si les craintes sont présentes, l'opinion publique trouve un accord dans la volonté des Allemands de réguler les risques et d'exploiter les opportunités qu'offre la mondialisation. L'ambition va même jusqu'à vouloir exporter le modèle socio-économique allemand dans le reste du monde pour garantir la stabilité mondiale et les avantages comparatifs de l'Allemagne.

L'Espagne ne semble pas encore accorder une place importante à la mondialisation dans le débat public. La vision reste globalement positive, même si elle est légèrement inférieure à la moyenne européenne. Les Espagnols sont fortement conscients du fait que le niveau d'éducation est le facteur le plus important dans la perception et l'orientation qu'ils donnent au processus de la mondialisation. Optimistes quant à leur avenir individuel, les Espagnols associent la mondialisation avec la modernisation du pays, à travers des mots-clés comme compétitivité et crédibilité internationale. Il s'agit pour l'Espagne de faire le meilleur usage de la mondialisation pour récupérer une partie du lustre de la grande puissance coloniale et marchande de jadis. La mondialisation est notamment perçue comme le moyen d'accroître l'influence économique de l'Espagne en Amérique latine, et comme le moyen de gagner en crédibilité politique au sein de l'UE.

L'Estonie semble habitée par une vision foncièrement idéaliste et volontariste de la mondialisation, perçue comme l'opportunité pour le pays de démontrer la supériorité de

son modèle économique. Cette ouverture au monde qui était la caractéristique historique de l'Estonie, peut désormais revivre après la période de « glaciation » soviétique. Nation marchande, l'Estonie a compris que la mondialisation offrait beaucoup d'avantages comparatifs aux petites nations qui font montre d'innovation et d'adaptabilité. L'adoption inconditionnelle d'un modèle économique et social libéral, l'Estonie se veut non seulement en harmonie avec le développement du monde, mais souhaite démontrer à ses partenaires européens que le modèle qu'elle a fait sien est la seule possibilité pour le continent de trouver sa place dans la mondialisation.

La France développe une vision plus pessimiste de son avenir et de la mondialisation que l'ensemble des autres pays, les différences sont particulièrement nettes sur tout ce qui touche au futur et à la confiance dans l'avenir. La demande de protection (identité nationale, État providence) est également plus fortement exprimée en France. Les thématiques associées à la mondialisation sont elles aussi plus négatives en France. Les éléments de la mondialisation considérés comme positifs dans les autres pays sont bien moins présents en France. À l'inverse, les conséquences négatives de la mondialisation, les menaces pour l'emploi étant l'élément central, sont bien plus présentes que dans les autres pays. On constate donc que la mondialisation est d'abord perçue par les Français comme une menace pour l'identité du pays et les emplois. Le « pessimisme » et la « défiance » semblant caractériser l'ensemble des perceptions des Français, la mondialisation ne fait pas exception à la règle. Pessimisme et crainte vis-à-vis d'un système économique et social, qui à défaut d'être remis en cause directement, est critiqué dans sa trop grande « perméabilité » aux influences néfastes de l'extérieur. Défiance envers un système politique jugé inapte à protéger le pays de ces influences. Lorsque les autres pays prennent en compte le « mouvement » accru qu'imprime la mondialisation aux affaires économiques et politiques du monde dans toute sa complexité, jaugeant les avantages et évaluant les risques, la France ne perçoit que la « souffrance » que ce mouvement lui infligerait.

L'Italie est sans doute le pays dans lequel la question de la mondialisation est le moins présente dans les préoccupations de l'opinion publique. Il semblerait que l'Europe soit bien plus au centre des préoccupations que la mondialisation, avant tout vécue comme une fatalité quelque peu éloignée du quotidien. Plus précisément, les Italiens vivent leur rapport à l'extérieur très fortement à travers le filtre de l'UE. Plus fondamentalement, la mondialisation ou « l'européanisation » sont perçues par les Italiens, surtout par les jeunes, comme un surcroît d'opportunités économiques générales et de chances personnelles d'accomplissement professionnel. Ayant une vision généralement pessimiste de l'état de leur pays, les Italiens se tournent vers l'extérieur à la fois pour les ressources économiques et pour la régulation des tendances mondiales, d'où l'importance accordée aux institutions européennes et internationales.

La Pologne donne à la mondialisation, comme dans les autres pays, une variété de sens : si la définition économique du terme est connue, la dimension politique est faiblement perçue, et la dimension culturelle encore moins. D'une manière générale, la

mondialisation est appréhendée comme un phénomène positif, et les effets négatifs de la libéralisation économique ne sont guère soulignés. Ce qui est important à souligner dans le cas de la Pologne, et qui se retrouve d'une certaine façon en Estonie, mais aussi en Italie, c'est que la mondialisation est perçue comme corrélée à l'Union européenne. Là où les Polonais se distinguent, c'est dans le rôle positif qu'ils attribuent aux États-Unis dans le processus de mondialisation, alors que dans les autres pays, l'équation mondialisation égale américanisation est marquée négativement. Le positionnement proatlantiste d'une forte majorité de l'opinion explique logiquement cette particularité polonaise. Les Polonais estimant que le rôle joué par le partenaire américain dans la mondialisation va de pair avec leurs intérêts.

La Suède est sans doute le pays où la mondialisation est perçue, à défaut de l'enthousiasme qu'elle suscite en Estonie, avec le plus de sérénité. Malgré l'importance des effets de la mondialisation sur la Suède, l'attitude des Suédois face à la mondialisation est particulièrement positive, avec une dose importante d'optimisme, de confiance en son destin, et de confiance dans le modèle économique, social et, remarquable exception, gouvernemental, pour s'inscrire positivement et en tant que gagnants dans la mondialisation. Les craintes sont limitées, ce qui tient, sans doute, à la fois à des éléments culturels, et à l'organisation d'une société qui repose sur un contrat implicite, qui veut qu'en échange d'une certaine liberté pour les entreprises, les personnes en difficulté soient remarquablement prises en charge.

Le Royaume-Uni montre, *a priori* sans surprise, que la mondialisation est perçue en termes principalement économiques, et associée à une série d'impératifs économiques et sociaux (tels que l'investissement en recherche et développement et dans l'apprentissage tout au long de la vie). Mais dans le cas britannique il faut surtout insister sur des attitudes qui vont à l'encontre des idées préconçues sur l'adhésion sans faille de l'opinion publique au processus. Il est particulièrement intéressant de remarquer que les jeunes citoyens britanniques, bien plus que leurs aînés, semblent avoir des préoccupations significatives quant à l'insécurité économique qu'ils paraissent associer à des marchés du travail ouverts et flexibles, ainsi qu'à de hauts niveaux d'immigration. Il semblerait également que les citoyens britanniques associent la mondialisation à des menaces significatives sur l'identité nationale et sur leurs perspectives d'emploi, contrairement à leurs élites politiques.

Convergences européennes

Nous constatons donc qu'à l'exception notable de la France, la mondialisation est vécue en fin de compte comme un processus, parfois comme un phénomène, positif. Nous avons vu que les différents éléments qui constituent la perception globale des Européens face à la mondialisation sont variables, et que l'optimisme des uns répond à l'indifférence des autres. Cependant, dans aucun pays, sauf la France, la perception n'est foncièrement négative. On est tenté de diviser les huit pays de l'étude en quatre catégories différentes, plus l'« exception française » :

– La Suède et l'Estonie, qui ont une vision foncièrement optimiste de la mondialisation. Ils estiment que leurs modèles de développement économique et de gestion sociale sont les plus adaptés à la mondialisation. Les deux pays mettent en avant l'adaptabilité de l'économie, ainsi que l'investissement dans la recherche et le développement comme atouts principaux dans la mondialisation. Cependant, si l'Estonie croit en un modèle néolibéral pur en faisant une confiance absolue aux acteurs économiques, l'a Suède est consciente de la nécessité conjointe d'opérateurs économique libres qui créent la richesse, mais aussi d'un modèle de redistribution des richesses et de protection sociale encadré par l'État.

– La Grande-Bretagne qui affiche un optimisme officiel, mais qui comporte un certain nombre d'inquiétudes sous-jacentes quant à la place du pays dans la mondialisation et dans l'Union européenne. D'un autre coté, l'Allemagne connaît un regain d'optimisme, mais perçoit également les pressions que la mondialisation peut faire peser sur le modèle social et économique allemand. Il s'agit donc d'une position volontariste dans le discours public, tout comme en Grande-Bretagne. Les deux pays souhaitent clairement « jouer le monde » et utiliser pleinement leurs avantages comparatifs dans la compétition mondiale, qui n'est pas perçue comme « un jeu à sommes nulles », mais comme une chance à exploiter. La nuance étant que l'Allemagne se dit consciente à un niveau égal des opportunités et des risques que présente la mondialisation, alors que la Grande-Bretagne tend à évacuer les risques, pourtant présents dans la perception « subconsciente » des Britanniques.

– La Pologne et l'Espagne affichent leurs atouts dans la mondialisation, tout en percevant avec plus d'acuité que les autres pays, les risques qu'ils encourent. Inscrit de fraîche date dans les flux mondiaux, ces deux pays ne semblent pas avoir encore choisi une perception dominante du processus, l'opinion publique restant hésitante, mais néanmoins confiante dans les chances des deux pays à tirer des bénéfices de la mondialisation, si un certain nombre d'adaptations sont effectuées. Alors qu'on a tendance à considérer ces deux pays comme des tenants du « libéralisme », et défiants envers toute forme de protection étatique, la Pologne notamment révèle un besoin de présence de l'État, en tant qu'artisan d'une compensation par l'État des dégâts éventuels que la mondialisation pourrait occasionner dans le système économique et social.

– L'Italie semble considérer la mondialisation avec un certain recul, peut-être une dose de « fatalisme philosophique ». La mondialisation est là, elle peut présenter des chances, et elle comporte sûrement des risques, mais le tout semble assez lointain des préoccupations des Italiens, qui conçoivent leur inscription dans le monde à travers leur appartenance à l'Union européenne. L'Italie rejoint quelque peu la Pologne et l'Espagne dans leurs sentiments mitigés de la mondialisation, à ceci prêt qu'elle n'affiche pas une confiance en ses capacités en tant que nation à affronter les défis de la mondialisation. Les Italiens ne croient pas aux chances collectives de leu pays, mais estiment que la mondialisation accroît leur potentiel de chances individuelles, de sortir

– La France s'inscrit en porte-à-faux de tous les autres pays. Ici la trop fameuse « exception française » prend tout son sens. Même dans des pays ou la confiance générale en l'avenir n'est pas très forte, comme en Italie, les perceptions négatives de la mondialisation ne sont pas aussi présentes qu'en France.

Que pouvons-nous en conclure sur le volet « perceptions » ? D'une manière générale, on aurait tendance à penser que les positions caricaturales sur la perception de la mondialisation s'avèrent fausses. Les pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas tous des « néolibéraux » forcenés, les Britanniques ne sont pas aussi enthousiastes face à la mondialisation qu'on a tendance à le croire, les Suédois estiment qu'un système social extrêmement « massif » n'est pas un handicap, mais un avantage dans la compétition mondiale.

Il nous semble évident que les perceptions de la mondialisation sont avant tout conditionnées par les données historiques et culturelles qui caractérisent chaque pays. La Suède, puissance maritime et commerçante depuis plusieurs siècles, ouverte sur le reste du monde, et confiante en la solidité de sa cohérence nationale et en la viabilité de son modèle social sera, sans surprise la nation la plus sereine face à la mondialisation. La France qui a choisi un modèle de développement agraire et rural, et non pas une domination des mers, comme a pu le faire la Suède ou la Grande-Bretagne ne nourrit pas le même rapport à ce qui vient « du dehors ». Paradoxalement certaine que son modèle de société est universel et qu'il doit être exporté au reste du monde, et consciente, en même temps, des faiblesses de ce modèle face à une économie moderne où les échanges et les flux sont considérablement accrus, la France perçoit la mondialisation sur un registre défensif. Nous pouvons en conclure que la mondialisation agit avant tout comme un révélateur de l'état économique, social et identitaire des pays. La pression extérieure qu'exerce la mondialisation révèle les forces ou les faiblesses économiques, les cohérences ou les obsolescences des modèles sociaux, la cohérence séculaire de certaines nations ou les constructions étatiques artificielles d'autres. La mondialisation n'est donc ni un mal ni un bien en soi. Elle est un révélateur des biens et des maux présents dans chaque pays.

Un autre élément qu'il nous semble important de mettre en avant, c'est la place relativement centrale que l'Union européenne occupe dans la perception qu'ont les Européens de la mondialisation. Cette perception est majoritairement positive, puisque dans la plupart des pays, l'UE est considérée comme un niveau pertinent de régulation, ou du moins d'action constructive dans la mondialisation. Parfois même plus pertinent que les gouvernements nationaux ou les autres organisations internationales.

Une perception globalement positive du phénomène et une certaine confiance affichée dans l'Europe comme entité qui a un rôle à jouer, telles sont les deux conclusions fondamentales que nous tirons de l'étude de la perception des opinions publiques européennes face au phénomène de la mondialisation. Reste à savoir si ces perceptions sont prises en compte par les acteurs nationaux, et si ceux-ci ont des solutions à apporter aux interrogations que les Européens nourrissent malgré leur volonté de tirer le meilleur profit de la mondialisation.

2. QUELS SONT LES ACTEURS QUI ORIENTENT LE DÉBAT ?

Comment les Européens perçoivent-ils la mondialisation ? Cette question n'a pas de réponse unique : les perceptions des Européens sont multiples, et ce foisonnement s'explique en partie par les expériences historiques, culturelles et politiques nationales particulières de chaque État membre. Néanmoins, se dégage de ce panorama des « Européens face à la mondialisation » des tendances communes, sur lesquelles il nous faudra revenir.

Nous avons voulu étudier quels étaient les acteurs qui façonnent le débat et les discours sur la mondialisation dans les huit pays étudiés. Devant le constat de la mondialisation comme phénomène économique avec lequel les États doivent s'accommoder, quelle place reste-t-il pour les acteurs politiques et la société civile ?

L'éventail des acteurs de ce débat est très large, il englobe des acteurs politiques et des acteurs de la société civile : syndicats, patronat, partis politiques, ONG, intellectuels, Églises. En passant en revue tous ces acteurs, nous allons tenter de répondre aux questions suivantes : existe-t-il un clivage droite-gauche sur la mondialisation ? Quels liens existent entre la perception des partis politiques et celle de la société civile ? Quel est le niveau d'engagement des acteurs de la société civile dans le débat public sur la mondialisation ? Existe-t-il un élément transeuropéen dans les réactions à la mondialisation ? Les sociétés civiles et les politiques sont-ils plutôt favorables ou défavorables à la mondialisation ? Quelle place pour la contestation de la mondialisation libérale, pour l'altermondialisme ?

Cette synthèse n'est pas exhaustive et se présente comme un « patchwork » de tous les éléments recueillis dans les études qualitatives des huit pays étudiés. Les spécificités de chaque pays et de chaque société seront soulignées, et les convergences qui prennent la forme de tendances européennes seront recensées.

1.1. La mondialisation, facteur de clivages politiques ?

Objet de polémique et d'interprétations diverses, la mondialisation est dans la plupart des huit pays étudiés un sujet politique incontournable. Nous allons esquisser la cartographie de la position des différents partis par rapport à la mondialisation. Donne-t-elle lieu à un clivage droite-gauche ou est-elle un sujet consensuel parmi les grands partis politiques ?

La comparaison de deux études menées en France (Zaki Laïdi sur les parlementaires français[1]) et au Royaume-Uni (Colin Hay et Nicola Smith sur l'opinion des élites britanniques de la mondialisation et l'UE[2]) nous permet de constater les divergences entre les élites de ces deux pays. Les opinions publiques de ces deux pays sont aux antipodes selon

1. Laïdi, Z., « Mondialisation : un clivage gauche-droite », Telos, 29 mai 2006, http://www.telos-eu.com/.
2. Hay, C., Smith, N. (2006), ERSC funded survey of elite political opinion.

le sondage GMF 2006 sur le commerce et la pauvreté [3]. Les réponses à la question de savoir s'il faut maintenir les barrières commerciales même si cela risque de freiner la croissance économique sont éclairantes : seulement 46 % des sondés y sont favorables au Royaume-Uni alors que 86 % le sont en France. Sur la question plus générale de savoir s'il faut plus de commerce international : 84 % des sondés au Royaume-Uni y sont favorables contre 44 % en France [4].

Cette constatation posée, il n'est pas étonnant que les députés britanniques soient pour la plupart très favorables et les députés français plus réticents au phénomène de la mondialisation. En outre, on observe un grand clivage gauche-droite parmi les députés français.

En effet, la France est le seul pays de l'étude à présenter un tel clivage politique. La droite française, qui sous la V^e^ République a longtemps été étatiste et souverainiste, s'est peu à peu redéfinie autour de questions sensibles, notamment celle liées au marché du travail, les idées libérales semblant s'être imposées. À l'inverse, l'enquête confirme un certain durcissement de la gauche autour des valeurs politiques antilibérales. Ce phénomène se traduit par le fait que 43 % des députés UMP envisagent la mondialisation comme un phénomène positif alors que seulement 5 % des socialistes l'interprètent de cette manière. Inversement, 3 % à peine des députés UMP voient dans la mondialisation un phénomène négatif alors que cette proportion monte à 38 % chez les socialistes. La perception négative de la mondialisation est donc incomparablement plus forte à gauche qu'à droite [5].

En revanche, au Royaume-Uni, une enquête similaire effectuée auprès des députés britanniques révèle des attitudes plus positives de l'ensemble des députés de droite et de gauche : 78 % des sondés estiment que les bienfaits de la mondialisation l'emportent sur ses inconvénients (83 % Tory, 70 % Labour) et ils sont 86,4 % à estimer que la mondialisation a un effet bénéfique sur la prospérité (88 % Tory, 79 % Labour). Enfin, 81 % des députés britanniques évaluent de manière positive l'impact de la mondialisation sur la prospérité économique (dont 79 % Labour, 88 % Tory), et à 61 % l'impact sur l'emploi.

Il n'y a qu'une question sur laquelle on observe une similitude entre les réponses des politiques britanniques et français : la question des gagnants et des perdants de la mondialisation. 50 % des députés UMP estiment que les premiers perdants sont les agriculteurs alors que chez les socialistes, cette catégorie n'est considérée comme principale perdante que par 17 % d'entre eux. Pour le PS, ce sont massivement les ouvriers qui sont considérés comme les premiers perdants de la mondialisation (77 %). À la question similaire « la mondialisation bénéficie-t-elle aux pauvres ? », 36 % des députés britanniques (61 % Tory, 28 % Labour) pensent que la mondialisation est bénéfique pour les pauvres et 55 % pensent que la mondialisation est bénéfique pour les travailleurs britanniques.

3. GMF (2006), « Perspectives on Trade and poverty reduction: a survey of public opinion », Key findings report, http://www.gmfus.org/doc/GMF_TradeSurvey%202006.pdf.
4. GMF (2006), *op. cit.*
5. Laïdi, Z., *op. cit.*

La comparaison de ces quelques réponses britanniques et françaises met en exergue le clivage gauche-droite qui existe dans la politique française au sujet de la mondialisation. Au Royaume-Uni, le Parti conservateur et le Labour tiennent un discours globalement positif à l'égard de la mondialisation comme le démontrent les extraits de discours cités par Hay et Smith dans leur étude. Le discours du New Labour est très positif sur les avantages de la mondialisation et souligne la nécessité de réguler la mondialisation pour répondre aux inégalités Nord-Sud [6]. Le consensus qui règne au Royaume-Uni sur la mondialisation permet au Labour d'employer de façon stratégique leurs discours sur la mondialisation afin de dépolitiser certaines réformes. On peut s'interroger sur les effets du clivage gauche-droite sur l'action politique des partis en France et sur leur marge de manœuvre pour mener des réformes liées au marché de travail.

Dans les autres pays étudiés, il existe un consensus autour du concept de mondialisation et des défis qu'elle représente. La mondialisation est le plus souvent perçue et présentée comme un fait inévitable avec lequel il faut s'accommoder.

Pourtant, l'émergence d'un consensus autour de la mondialisation n'était pas évidente dans tous les pays. Le cas de l'Allemagne démontre bien le chemin parcouru depuis les années 1990, lorsque prédominaient une contestation de la mondialisation et un débat politique vif sur les réformes nécessaires. La nouvelle majorité parlementaire a pris l'initiative d'instaurer une commission d'enquête sur les défis et les risques de la mondialisation, qui a publié son rapport en 2002. Ce contexte de réflexion sur la mondialisation ainsi que la nécessité de réformer le système allemand a poussé le chancelier Schröder à lancer avec son programme « Agenda 2010 » un ensemble de réformes structurelles. Cet engagement volontariste a été aussi soutenu par le président actuel de la République d'Allemagne : Horst Köhler incite les Allemands à remettre leur pays en marche. Malgré certaines perceptions pessimistes, le débat ne s'est pas retranché dans une vision défensive et porte depuis dix ans sur les adaptations nécessaires du modèle allemand, afin de le sauvegarder tout en le rendant compétitif [7]. L'attachement à l'économie sociale de marché a réuni les deux grands partis qui se retrouvent dans le désir de maîtriser la mondialisation.

En Suède, les sociaux-démocrates et le parti de centre-droit se montrent globalement favorables à la mondialisation. Les sociaux-démocrates sont plus neutres, faisant le constat de la mondialisation sans volonté de le remettre en cause ou de bloquer le processus. Les députés soutiennent à 90 % l'idée selon laquelle la Suède doit s'adapter à la nouvelle donne [8]. L'Estonie, qui ressemble beaucoup à la Suède dans son approche positive et pragmatique et dans son ouverture à la mondialisation, connaît un grand accord parmi les partis politiques sur les bienfaits de la mondialisation.

6. Hay, C., Smith, N., *op. cit.*
7. Voir l'article de Henrik Uterwedde dans ce même volume.
8. Voir l'article d'Alain Lefebvre dans ce même volume.

En Italie, on remarque un déficit de débat sur la mondialisation. Néanmoins, elle est plus un sujet consensuel qu'un objet de clivage politique. La plupart de la gauche représentée par le parti La Marguerite de Romano Prodi ainsi que le centre-droit emmené par Forza Italia de Silvio Berlusconi pensent que la mondialisation peut être un phénomène positif si elle est maîtrisée. Pourtant, la mondialisation n'apparaît que peu dans les programmes politiques des partis. Même si elle n'est pas contestée par les grandes formations politiques il existe des partis de centre-gauche de la coalition l'Olivier – la Refondation communiste, le Parti communiste et les Verts – qui sont critiques à l'égard de la mondialisation. De même, en Espagne, il n'existe pas de clivage gauche-droite sur ce sujet. Le débat sur la ratification du traité constitutionnel en Espagne a montré que la majorité des Espagnols associe la mondialisation avec l'Union européenne d'une manière positive. Étant donné la réintégration relativement récente de l'Espagne dans les institutions européennes et occidentales, peu de groupes remettent en cause ce qui est vu généralement comme un progrès.

Dans le cas de la Pologne et de l'Estonie, la perception de la mondialisation est liée à leur intégration récente à l'Union européenne et aux réformes libérales engagées dans les années 1990. En Pologne, le parti de gouvernement PiS (Droit et Justice, un parti conservateur et étatiste) cache les thèmes de la mondialisation et de l'Union européenne derrière des slogans souverainistes. En revanche, les partis d'opposition tels que la PO (Plateforme citoyenne) et le SLD (Alliance de la gauche démocratique) présentent explicitement l'adhésion à l'UE comme une chance historique permettant à la Pologne de rejoindre le club des gagnants de la mondialisation. La configuration économique de l'Estonie, petit pays à l'économie ouverte, fait que les stratégies politiques sont tournées vers l'exportation et l'ouverture. Dans ce contexte, le consensus politique autour de la mondialisation n'est pas surprenant.

Les extrêmes contre la mondialisation

Malgré le constat d'un faible contraste dans les opinions des grands partis de centre-gauche et de centre-droit, on remarque que la mondialisation ravive les partis d'extrême droite et d'extrême gauche en Europe. Lors de la campagne référendaire en France, les opposants au traité constitutionnel ont su associer l'« angoisse sociale » à l'enjeu européen. Les partis d'extrême droite et d'extrême gauche se retrouvent sur leur refus du libéralisme et de l'Union européenne. Pour des raisons souverainistes et conservatrices, l'extrême droite refuse l'ouverture au monde et aux autres cultures. En France, la droite souverainiste associe les politiques européennes de libéralisation des marchés à la mondialisation. Le refus du libéralisme de l'extrême gauche s'accompagne de l'idée qu'« un autre monde est possible ». Dans sa version de gauche, le refus de la mondialisation ne se nourrit pas d'opinions négatives sur l'Autre ; au contraire, c'est au nom de la fraternité entre les peuples et d'un monde plus juste que les opinions altermondialistes de gauche s'expriment.

La Pologne est l'un des pays étudiés où la contestation de la mondialisation est la plus forte à l'extrême droite. Samoobrona, un parti issu d'un syndicat paysan et populiste, recrute son électorat parmi les déçus des changements sociopolitiques et économiques

qui ont lieu en Pologne depuis 1989. La mondialisation est associée à un risque de perte de contrôle sur l'économie au profit du capital étranger. La Ligue des familles polonaises, parti d'extrême droite ultranationaliste et antieuropéen, dénonce l'influence du capital étranger et l'intégration européenne. Ce parti prône une intervention poussée de l'État dans l'économie ainsi que la défense des valeurs traditionnelles comme la famille, le patriotisme, la liberté et la propriété. La Ligue des familles polonaises considère la mondialisation comme une menace pour la « polonitude » et la foi catholique.

En Suède, la contestation de la mondialisation reste très marginale. Un parti regroupant les anciens communistes et certains groupes d'extrême gauche, la Gauche et le Parti vert s'opposent à la mondialisation, mais ils ont néanmoins soutenu la politique des sociaux-démocrates pendant une douzaine d'années. Ils représentent 5 % des voix en Suède.

On peut identifier des tendances claires au sein des partis politiques européens. À l'exception de la France, un consensus sur les effets globalement positifs de la mondialisation et sur la nécessité d'encadrer la mondialisation semble avoir gagné le milieu politique. Ce consensus est le produit de débats, de remises en cause et de réformes poursuivies pendant les années 1990 dans les cas de l'Allemagne et de la Suède. Les polémiques initiales ont cédé la place à un débat plus mûr et raisonné sur la mondialisation. On note que l'Allemagne et la Suède ont une culture politique plus consensuelle que la France. On peut se demander si le clivage politique français au sujet de la mondialisation ne va pas mener à une paralysie de l'action politique, rendant le processus d'adaptation et de réforme plus difficile. La frilosité des partis politiques français, qui ne s'engagent pas suffisamment sur cette question épineuse de la mondialisation, laisse le champ libre aux associations altermondialistes et aux partis d'extrême droite et d'extrême gauche, seuls à s'exprimer réellement sur ce sujet.

2.2. Une société civile peu présente dans le débat

S'il y a consensus dans la sphère politique sur la nécessité de s'accommoder à la mondialisation, quelles sont les perceptions de la société civile des pays européens ? La société civile est ici comprise comme étant l'ensemble des « forces vives » du pays (notamment les personnes engagées dans la vie professionnelle) et des associations – par opposition aux hommes politiques envisagés comme « professionnels » de la politique[9]. Les opinions de la société civile divergent-elles du monde politique ? La société civile agit-elle en véritable contre-pouvoir sur le sujet de mondialisation ?

Les acteurs de la société civile sont plus divers que les acteurs politiques, ces derniers s'identifiant à des catégories bien définies. Les études pays recensent cinq principaux types d'acteurs : les syndicats et le patronat ; les intellectuels, les fondations et les think tanks ; les groupes altermondialistes ; les ONG et le milieu associatif, et les Églises. Quel

9. Bourdon, J. *et al.* (2001), *Lexique de politique*, 7e édition, Paris, Dalloz, p. 397.

est le poids de ces différents acteurs et quel est leur niveau d'implication dans le débat public ? Sont-ils favorables ou hostiles à la mondialisation ? Les convergences des partis politiques européens autour d'un discours positif sur la mondialisation régulée sont-elles perceptibles dans la société civile ? Y a-t-il des thématiques transversales qui émergent au sein des sociétés civiles européennes ?

Syndicats et patronat

L'Allemagne et la Suède sont des pays marqués par une forte tradition de corporatisme. Le rôle que jouent les syndicats et les patronats dans ces deux pays est particulièrement intéressant de part leur grande implication dans la gestion économique de leurs pays.

Le patronat suédois soutient la mondialisation et défend le libre-échange. Il ne prône pas le maintien artificiel des secteurs ou des emplois condamnés par le marché. Mais s'il essaie de remettre en cause certains aspects de la protection sociale pour accroître la « compétitivité », il reste avant tout soucieux de maintenir la paix sociale. Les syndicats suédois sont plutôt positifs dans leur appréciation de la mondialisation. Le modèle suédois est adapté à la régulation de la mondialisation. Le secteur privé productif bénéficie d'une grande liberté de fonctionnement et le droit du travail est relativement libéral tout en assurant un haut niveau de protection pour le salarié. Le principal syndicat suédois, LO, estime que la mondialisation est une bonne chose à condition de conserver la protection sociale et de limiter la croissance des emplois précaires.

Le patronat allemand, BDI, porte un message libéral sur les effets bénéfiques de l'ouverture des marchés. Il est contre le protectionnisme, estimant que la concurrence mondiale est un facteur de progrès. Les quatre grands syndicats allemands jouent un rôle important dans le processus décisionnel et participent à la régulation économique et sociale du pays. Les partenaires sociaux sont régulièrement consultés par le gouvernement, ils interviennent dans le débat public par le biais de rapports, de congrès et d'interventions dans les médias. Un des plus grands syndicats allemands, DGB, s'engage activement dans le débat sur la mondialisation, prônant une mondialisation basée sur la justice sociale et le développement durable. Les syndicats sont aussi un vecteur important des positions altermondialistes. Après les élections de 2002, le DGB a publié une déclaration commune sur le développement avec ATTAC Deutschland et l'association d'ONG allemandes s'adressant au gouvernement Schröder.

Les deux principaux syndicats espagnols ont une vision pessimiste de la mondialisation. Selon le syndicat Comisiones obreras, elle représente une menace pour l'emploi et la démocratie, et elle aggrave les inégalités et la dégradation de l'environnement. Pour l'autre syndicat, l'Unión general de trabajadores, la mondialisation n'est pas génératrice d'emplois. Les organisations patronales espagnoles estiment que la mondialisation est une source de grands bénéfices pour l'Espagne, récusant la position des syndicats. Le niveau d'investissement étranger et l'immigration ont été deux apports considérables de la mondialisation à l'économie espagnole.

Quant aux partenaires sociaux suédois et allemands, on peut penser que leur participation au processus politique rend leur soutien à la mondialisation plus aisé par rapport à d'autres pays comme la France, où les syndicats et le patronat ne sont que faiblement impliqués dans la gestion économique du pays.

Le débat intellectuel : la place des intellectuels et des fondations

L'engagement des intellectuels, des fondations et des think tanks dans le débat sur la mondialisation diffère selon les pays. Bien implantés dans le paysage intellectuel allemand, les fondations et les think tanks n'en sont qu'à leurs débuts dans d'autres pays européens. Il n'en demeure pas moins qu'il existe d'une manière générale un débat vif sur la mondialisation dans les pays étudiés.

L'Allemagne est un pays où foisonnent les fondations et les instituts de recherche. Ces instituts, tels la Fondation Bertelsmann, publient de grands rapports annuels qui sont relayés par les médias. Le débat engagé en Allemagne permet une plus large information et participation des citoyens sur des grands sujets de société tels que la mondialisation.

Avant même la fin du communisme, les travaux des spécialistes occidentaux ont été beaucoup débattus en Estonie, sans être contestés. Les conférences avec des spécialistes qui remettent en cause la mondialisation sont rares.

En Italie, le débat intellectuel sur la mondialisation est faible. L'absence de grand ouvrage d'auteurs italiens ainsi que le peu d'articles dans la presse atteste de la pauvreté du débat sur ce thème. Seuls quelques journalistes et intellectuels de gauche, tels Antonio Negri, traitent ce sujet.

Il semblerait que le débat intellectuel dans les autres pays étudiés ne soit pas très vigoureux.

Altermondialisme

L'altermondialisme est très médiatisé : grands sommets internationaux, Forum social mondial et européen et personnages tonitruants comme José Bové… L'altermondialisme est une force avec laquelle il faut compter en France et, à un degré moindre, en Europe.

Défini comme un mouvement qui conteste la mondialisation libérale et réclame d'autres modèles économiques, sociaux, écologiques et culturels, l'altermondialisme est surtout connu grâce à son association la plus emblématique : ATTAC[10]. Fondé en 1998 en France pour promouvoir la taxation des transactions financières afin de créer un fonds d'aide au développement et de freiner la spéculation, ATTAC est désormais établi dans 45 pays sous forme d'associations nationales. Il est un indicateur de la participation non conventionnelle à la politique et de la « politique de protestation » dans un pays.

10. « Altermondialisme : courant d'opinion qui propose un type de développement économique opposé au modèle libéral (mondialisation), plus soucieux du développement de l'homme et de la protection de l'environnement » (*Le Petit Robert 2007*).

ATTAC est présent dans le débat en Pologne, en Allemagne, en France, en Suède et en Italie. Pourtant son influence en Europe varie énormément d'un pays à l'autre. À cet égard, l'article de Fredrik Uggla[11] sur l'implantation d'ATTAC en France et en Suède illustre bien l'importance de la culture politique nationale sur le succès ou l'échec du mouvement. En France, ATTAC a bénéficié du soutien d'un journal politique de renom (*Le Monde diplomatique*) tandis qu'en Suède l'association était confrontée à des accusations d'extrémisme à la suite des manifestations violentes de Göteborg. Le terreau favorable à la contestation de la mondialisation en France a permis à ATTAC d'avoir le soutien d'une partie de la classe politique. La classification de Bruno Cautrès indique que plus d'un tiers des électeurs français seraient « hors système », c'est-à-dire qu'ils ne se situent ni à gauche ni à droite sur l'échiquier politique et déclarent ne faire confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner[12]. Cette frange de « désaffectés » de la politique ouvre une voie aux mouvements altermondialistes. En revanche, l'opinion favorable des Suédois sur la mondialisation a fait que le soutien politique s'est révélé très faible pour ATTAC Suède. De même en Pologne, l'altermondialisme est associé à la violence et ATTAC Polska reste inconnue du grand public.

Parmi les pays étudiés, l'Allemagne est le seul à se rapprocher de la France en ce qui concerne l'altermondialisme. ATTAC Deutschland est la plus connue des associations altermondialistes allemandes et elle entretient des liens avec les syndicats. Néanmoins, son influence reste limitée. Le manque de figures emblématiques ainsi qu'une culture politique peu protestataire expliquent en partie le faible soutien à ATTAC en Allemagne.

L'altermondialisme, grâce aux multiples réseaux d'ATTAC et d'autres organisations telles le Forum social européen, est un mouvement transeuropéen qui prouve l'émergence d'une société civile européenne.

Les ONG et le milieu associatif

L'action et l'engagement des ONG et du milieu associatif recoupent dans une certaine mesure certaines thématiques de la mouvance altermondialiste. Elles traitent de sujets variés englobant la défense des droits de l'homme, de l'environnement, de la femme, de la culture, l'aide au développement, la lutte contre le racisme, etc. Le secteur associatif joue un rôle de mobilisation et de sensibilisation à l'égard de la mondialisation. De nombreuses ONG critiquent la mondialisation libérale en défendant les droits de groupes particuliers et du Tiers-Monde, comme l'a montré l'action de lobbying d'OXFAM contre les subventions agricoles de l'UE. En Pologne et en Italie, les ONG et les associations n'ont qu'une faible influence sur les décisions du gouvernement sur la mondialisation. Selon le sondage Kairos, les ONG ont une influence moindre sur la régulation de la mondialisation (la moyenne européenne est de 3,54 pour les 16-29 ans et de 3,44 pour les 30-50 ans).

11. Uggla, F., « Global demands and national politics: ATTAC in France and Sweden », *Comparative Politics*, vol. 38, nº 2, janvier 2006.
12. Voir l'article de Bruno Cautrès dans ce même volume.

Les Églises

Les Églises catholique et protestante sont actives dans le débat sur la mondialisation. Ce sont des acteurs transeuropéens et internationaux qui plaident pour une mondialisation plus juste ; elles critiquent le capitalisme et prônent une mondialisation plus solidaire avec le Tiers-Monde.

Le rôle que jouent les Églises, selon les traditions des pays, est plus ou moins important. En Allemagne, l'influence de l'Église est institutionnalisée dans les conseils d'orientation des médias. En Italie et en France les associations catholiques sont très impliquées dans l'aide au développement.

En Pologne, deux courants majeurs de l'Église catholique rivalisent dans le débat sur la mondialisation : celui de Jean-Paul II, qui prône l'ouverture et la solidarité entre les peuples du monde, et celui de Radio Maryja, plus conservateur, qui estime que la mondialisation est une menace pour les valeurs traditionnelles et catholiques de la Pologne.

À l'issue de cette synthèse, il apparaît que les perceptions que les partis politiques ont de la mondialisation sont claires. Dans la plupart des pays étudiés, ils interprètent la mondialisation comme un phénomène économique positif et comme une opportunité. Néanmoins, les différents partis de gouvernement mettent en avant la nécessité d'influer sur son processus. Cette demande de régulation sera traitée dans la partie suivante. Il suffit de noter à ce stade que les partis politiques de centre-gauche et de centre-droit estiment que la mondialisation est dans l'ensemble un phénomène positif, influençable et qui doit être défendu.

Ce consensus semble repousser la contestation aux extrêmes de l'échiquier politique dans plusieurs pays européens. Néanmoins, il faut souligner le cas particulier de la France, où se développe une angoisse face à la mondialisation et, par association, à l'Union européenne. Une comparaison des votes sur le traité de Maastricht et le traité constitutionnel du 29 mai 2005 montre la recomposition idéologique qui a eu lieu dans l'opinion publique française. Les enquêtes révèlent la montée d'une opposition à la construction européenne chez les sympathisants de gauche, opposition qui se fonde sur des considérations de nature socio-économique et sur une plus grande contestation du libéralisme.

La société civile introduit quant à elle de nouveaux thèmes dans le débat sur la mondialisation. Les acteurs de la société civile font ressortir des thématiques différentes que celles évoquées par les partis politiques : le Tiers-Monde, l'environnement, les droits de l'homme, etc. Les acteurs principaux de cette société civile sont les syndicats et le patronat, qui, selon leur niveau d'implication dans la gestion économique de chaque pays, influencent à un degré plus ou moins grand les décisions politiques relatives à la mondialisation. On remarque qu'en Allemagne et en Suède, le processus d'adaptation à la mondialisation s'est fait en impliquant les syndicats et le patronat, ce qui légitime les mesures prises et favorise une plus grande compréhension des enjeux dans l'opinion publique.

Les associations, les ONG et les Églises se focalisent principalement sur les questions de l'aide au développement et des rapports Nord-Sud. Elles veulent promouvoir une conscience de la mondialisation (portée par le thème de l'annulation de la dette des pays pauvres) et ont un grand impact sur le débat public, même si leurs recommandations ne sont pas toujours suivies dans les faits.

Forts d'un réseau européen et international et d'une forte médiatisation, les mouvements altermondialistes sont des forces idéologiques importantes qui structurent le débat sur la mondialisation. Pour autant, ils n'ont que peu d'influence réelle sur les décisions politiques.

L'influence des instituts de recherche et des fondations dans le débat intellectuel est plus diffuse dans les pays étudiés, à l'exception de l'Allemagne, où les fondations et instituts de recherches sont bien implantés dans la société civile : leur expertise est prise en compte et façonne les débats de société.

Dans l'ensemble, on peut conclure que même si la société civile est mobilisée sur les enjeux de la mondialisation elle ne remplit pas une fonction de véritable contre-pouvoir. Elle est au mieux complémentaire du pouvoir politique dans sa fonction de mobilisation et d'information de l'opinion publique. Le débat public sur la mondialisation reste à engager au sein de la société civile dans la plupart des pays étudiés.

La société civile européenne est représentée par les ONG bruxelloises au sein des comités tels que la plate-forme des ONG sociales (Social Platform) : cela renforce l'efficacité du dialogue social européen. Le niveau d'implication de ces comités dans les procédures de consultation de la Commission européenne et leur travail de lobbying auprès des institutions européennes leur permettent d'influencer les politiques communautaires. Cette influence devient évidente lorsque, par exemple, ils interpellent les chefs d'État et de gouvernement sur l'Europe sociale. Ce modèle pourrait peut-être être pris en compte au niveau national si les sociétés civiles ont vocation à devenir des sources de propositions et des forces de lobbying sur les enjeux liés à la mondialisation.

3. LES EUROPÉENS EN MAL DE RÉGULATION ?

Les Européens ont-ils la même perception de la façon dont la mondialisation peut être influencée ?

Ni l'enquête Kairos ni les analyses qualitatives présentées dans la suite de l'étude ne portent sur les mesures de régulation mises en place ou discutées dans chaque État membre. En revanche, l'étude comparée de ces huit États nous apporte :

– un éclairage sur les acteurs qui sont considérés comme étant les mieux à même de peser dans la régulation de la mondialisation ;

– et, au-delà, une esquisse d'arbitrage des responsabilités entre le niveau national et le niveau européen.

Au moment où en France l'on s'interroge à nouveau sur l'impact de l'ouverture du marché européen et sur la nécessité, voire la légitimité (« puisque d'autres puissances économiques concurrentes y font appel »), d'une nouvelle forme de protectionnisme européen ou national, labellisé « patriotisme économique », ces indices comparatifs européens méritent d'être relevés. Les autres Européens éprouvent-ils la même tentation que les Français ?

3.1. Une mondialisation acceptée mais qui demande à être régulée

La conception que l'on a de la régulation de la mondialisation dépend de la perception de la mondialisation comme un facteur incontournable ou contingent d'une part, et comme un facteur positif ou négatif d'autre part.

Qu'à l'exception de la France, où elle est un facteur très net de clivage politique, la mondialisation n'occupe guère de place dans les débats publics des sept autres pays étudiés ne signifie pas que les autres Européens aient le sentiment de subir une « contrainte économique exogène », à laquelle ils ne peuvent que se soumettre en s'adaptant et sur laquelle ils ne peuvent guère avoir d'influence (faible marge de régulation possible) ; bien que cette façon de présenter la mondialisation ait parfois permis aux responsables politiques de justifier les réformes socio-économiques les plus impopulaires [13].

La France, où la mondialisation est globalement regardée avec méfiance, semble être le pays avec la plus forte proportion de personnes considérant la mondialisation comme un « projet politique qui doit être géré et orienté » vers une meilleure répartition des bénéfices

13. Pour les trois types de qualification de la mondialisation mentionnés ici, voir la typologie de C. Hay et N. Smith dans l'étude du Royaume-Uni. Les deux auteurs mettent en évidence les différentes conceptions de la mondialisation qui sont utilisées dans ce pays, tour à tour selon les secteurs concernés. Lorsqu'il s'agit d'enjeux d'économie nationale on a affaire à un phénomène incontournable qui justifie diverses réformes économiques, lorsqu'il est question du commerce extérieur, la mondialisation est un phénomène aménageable, et enfin, en matière de politique de développement, la mondialisation est plus que jamais un processus politique qui doit bénéficier à tous.

dans le pays ainsi qu'entre pays développés et pays en voie de développement. Comme tout projet politique, celui-ci découlerait d'un choix entre différentes options. D'où la propension de la mondialisation à investir en France le champ du discours politique par le biais des mouvements altermondialistes : les discussions se multiplient sur les différentes orientations possibles de la mondialisation (forte marge de régulation espérée). Cette approche se retrouve certes dans certains États mais de manière très minoritaire. L'impact qu'ont eu ces dernières années les mouvements altermondialistes sur les débats publics français, qui contraste avec le poids très marginal, voire inexistant, de ces mouvements dans les autres pays, explique sans aucun doute cette spécificité nationale.

Les sept autres pays étudiés semblent pour leur part davantage s'accorder sur la perception d'un « phénomène inévitable mais sur lequel la politique peut, voire doit, avoir de l'influence ». Ce qui, tout en suscitant des efforts d'adaptation, permet d'envisager un cadre de régulation de la mondialisation (possible régulation).

Par ailleurs, l'érosion notable de la confiance que les citoyens accordent à leur gouvernement national ne signifie pas que les attentes soient moins fortes en matière de gouvernance tant nationale qu'européenne. Cette attente politique semble cependant moins prononcée dans les pays qui ont le plus rapidement anticipé les nouvelles données de la mondialisation, tels que la Suède, pays dont l'opinion publique semble la plus satisfaite en Europe par le niveau actuel de réglementation.

3.2. Une subsidiarité assimilée : les rôles sont répartis selon les enjeux

Les attentes qu'ont les Européens en matière de régulation (domaines prioritaires et acteurs privilégiés) sont significativement influencées par la perception qu'ils ont des enjeux. Comme nous venons de le voir, l'étude comparée révèle que les Européens perçoivent avant tout la mondialisation comme un phénomène largement économique. Mais si le volet économique de la mondialisation semble largement accepté par les jeunes comme un phénomène structurant de leur avenir, ils se montrent davantage préoccupés par la dégradation de l'environnement ou l'immigration croissante que, semble-t-il, par les perspectives d'emploi. La demande de régulation varie significativement selon les secteurs concernés.

On notera d'une part, que dans l'ensemble des huit, pour les jeunes comme pour leurs aînés, la menace sur l'emploi n'apparaît qu'en 7^{e} place sur les neuf menaces pressenties pour l'avenir, alors que les problèmes environnementaux occupent la première place. D'autre part, les jeunes sont relativement plus optimistes que les 30-50 ans quant à leur possibilité de trouver un bon travail dans le futur. Même en France, l'indice est de 4,3 sur 7 pour les jeunes contre 3,62 pour leurs aînés, avec une moyenne des huit de 4,55 pour les jeunes contre 4,063 pour les 30-50 ans. Néanmoins on remarquera que si la mondialisation est légèrement moins perçue comme une menace pour l'emploi par les jeunes Français que leurs aînés, elle reste significativement plus élevée chez les Français que chez leurs voisins

(4,36 sur 7 pour les jeunes Français contre 3,82 pour la moyenne des jeunes chez les huit ; 4,69 sur 7 pour les 30-50 ans en France contre 3,95 pour les adultes de l'échantillon).

Par ailleurs, l'étroite association qu'établit l'ensemble des huit pays entre la mondialisation et le besoin d'investir dans la recherche, le développement et la formation tout au long de la vie semble indiquer que l'enjeu d'une nécessaire adaptation de la force de travail est bien assimilé : l'indice moyen pour les huit est de 4,651 sur 7 pour les jeunes et de 4,652 pour leurs aînés. Malgré la faible mobilisation et coordination des gouvernements nationaux pour atteindre l'objectif de la stratégie de Lisbonne d'une société européenne de la connaissance la plus compétitive du monde à l'horizon 2010 – mise en évidence par le bilan établi à mi-parcours en 2005 –, l'objectif de cette stratégie semble bien intégré par l'ensemble des opinions publiques, et notamment par les jeunes. Faut-il en déduire que la mobilisation nationale a été plus forte qu'il n'y paraît ou que les politiques nationales sont insuffisantes au regard des attentes des citoyens en matière de R&D et de formation continue ?

L'hypothèse qui émerge du croisement des analyses qualitatives semble être que les Européens ont une perception assez claire du niveau institutionnel auquel chaque enjeu est le mieux traité. Ils font une distinction assez claire entre les enjeux économiques qui exigent un effort d'adaptation progressif sur lequel le gouvernement national est déjà, le plus souvent, bien engagé (Suède, Royaume-Uni, Allemagne…) et les enjeux, comme ceux de l'environnement et de l'immigration qui, ayant été jusqu'ici insuffisamment traités malgré l'urgence de la situation, mettent en cause la capacité d'intervention des gouvernements nationaux. Ainsi l'adaptation de la main-d'œuvre serait perçue comme une exigence continue, de long terme, supposant une adaptation progressive des individus (qualification, mobilité, formation continue, meilleure pratique des langues étrangères…) et relevant avant tout de la gouvernance nationale. La vive inquiétude relevée dans divers pays à l'égard de la pression migratoire (notamment en Espagne, en Italie, au Royaume-Uni et en Pologne) comme de la dégradation de l'environnement – deux enjeux insuffisamment régulés – suscite de nouvelles attentes de gouvernance au niveau communautaire, voire à un niveau global. Par ailleurs, s'il y a un consensus sur les opportunités à tirer de la mondialisation économique, notamment chez les jeunes, ces possibilités n'estompent pas les craintes des « effets pervers ».

La perception positive de la mondialisation reste, comme nous venons de le voir précédemment, très étroitement liée à la perception des performances économiques du pays. Des pays comme la Pologne et l'Estonie, qui associent étroitement les bienfaits de la mondialisation à leur adhésion à l'Union européenne, sont très optimistes. Ceux qui ont connu une période de crise économique pendant laquelle la mondialisation était perçue comme une menace (Suède à la fin des années 1980 et au début des années 1990, Allemagne au milieu des années 1990), et qui sont parvenus aujourd'hui à en sortir et à récolter les bénéfices de leurs efforts d'adaptation, restent également optimistes. On notera néanmoins qu'au Royaume-Uni, où l'étude qualitative qualifie les deux précédentes décennies d'« hyperglobalistes », les jeunes semblent

se montrer moins optimistes sur leur avenir que leurs aînés. Par ailleurs, en Espagne, où l'on commence à percevoir de nouveaux signaux de difficultés économiques, et en Italie, où la défiance des citoyens à l'égard des institutions publiques et plus généralement du politique déteint sur leur perception globale de l'avenir, l'avenir semble moins paisible. Le fort pessimisme des Français, tant pour leur avenir que pour celui du pays, les prédispose, quant à eux, à porter un regard très négatif sur la mondialisation, dont ils craignent les conséquences sociales, notamment pour les catégories de travailleurs les plus exposées. L'inquiétude d'un déclin de la France est largement partagée. Les résultats de Kairos tendraient cependant à montrer que les jeunes Français sont un peu moins pessimistes sur leur avenir que leurs aînés, notamment sur l'avenir du pays.

Si le dynamisme économique de certains États atténue le sentiment des citoyens qu'une meilleure régulation nationale de la mondialisation est nécessaire, il n'efface pas une forte demande de régulation internationale. Celle-ci se retrouve dans tous les pays étudiés.

On notera une certaine ambiguïté des Allemands à l'égard d'une plus grande régulation globale : l'enquête Kairos relève une demande de régulation globale moins élevée que la moyenne des huit tandis que l'étude qualitative indique une forte demande de cadre global de régulation. Cette ambivalence s'explique sans doute par la volonté, soulignée par Henrik Utewedde, de vouloir exporter le modèle allemand de régulation de la mondialisation à l'échelon non seulement européen mais international, et par conséquent la crainte que tout cadre de régulation globale soit trop éloigné de ce même modèle.

3.3. L'État national doit continuer à jouer son rôle

La très faible confiance accordée au gouvernement national qui transparaît dans l'enquête Kairos est particulièrement soulignée par diverses études qualitatives. C'est sans doute en Pologne et en Italie (en grande partie pour des raisons de corruption), et en Allemagne et en France (en raison probablement des craintes provoquées par la nécessaire réforme de leur État providence vieillissant) que la défiance à l'égard du système politique est la plus forte. Le discrédit de toute forme d'institution apparaît d'autant plus nettement dans l'enquête qu'au-delà des faibles indices de confiance qui leur sont attribués, l'indice le plus fort est obtenu pour les citoyens eux-mêmes : tendance que l'on observe également par l'Eurobaromètre et qui traduit la méfiance des citoyens à l'égard du fonctionnement actuel de la démocratie représentative et une plus forte demande de démocratie participative. Partout, les Européens ont le sentiment que l'échelon national bénéficie d'une marge de manœuvre limitée pour réguler la mondialisation. C'est aux multinationales que l'on reconnaît le plus d'influence sur la régulation de la mondialisation. Mais ce sentiment n'efface pas la volonté de voir l'État national influencer le cours celle-ci. L'indice obtenu pour le rôle que joue le gouvernement national dans la mondialisation est particulièrement intéressant à relever si on le compare à celui – bien inférieur – de la confiance qui lui est accordée.

L'enjeu fait ici écho à une préoccupation d'ordre systémique et identitaire. Alors que les Européens sont nombreux à associer mondialisation et convergence des systèmes de protection sociale (indice moyen pour les huit de 4,29 sur 7 pour les jeunes contre 4,26 pour leurs aînés), ils se montrent attachés à la spécificité nationale de leur organisation socio-économique et expriment une vive inquiétude à l'égard de l'affaiblissement des identités nationales : l'indice moyen est 4,06 sur 7 pour les jeunes contre 4,15 pour leurs aînés. On peut ainsi souligner le fort attachement des Allemands comme des Suédois à leur mode de régulation sociale (rôle central de syndicats très représentatifs et forte tradition de négociation entre partenaires sociaux). Cet attachement est également très explicite dans le débat français. Mais les Français ne parviennent pas à sortir de l'alternative qui consiste à choisir entre un alignement radical sur les contraintes de la mondialisation (crainte d'uniformisation) et la volonté d'imposer le système français à l'échelon européen voire global (nostalgie d'une puissance porteuse de valeurs universelles). Les Allemands défendent une vision plus « évolutionniste » de la globalisation et plus optimiste quant à la capacité de survie du modèle national : tout en traversant une phase de mutation majeure, le modèle allemand ne change pas de trajectoire pour se rallier à un autre modèle socioproductif national. Il reste aux Français à définir la voie médiane qui leur permettra d'opter pour une forme nationale originale d'adaptation aux enjeux de la mondialisation.

Lorsque le caractère *sui generis* des règles de régulation sociale est moins évident, comme dans le cas de la Pologne ou de l'Estonie – où elles n'ont été que récemment importées de modèles étrangers –, l'inquiétude se concentre sur la défense de la langue (Estonie) ou sur une revendication identitaire plus diffuse (« la polonitude », comme « l'âme italienne » en Italie).

3.4. Une régulation à tous les niveaux

Non seulement l'ensemble des Européens des deux tranches d'âge étudiées accordent davantage leur confiance à l'Union européenne qu'à leur gouvernement national, mais la confiance dans l'Union européenne est en moyenne plus élevée chez les jeunes que chez leurs aînés. On notera que les jeunes Britanniques semblent avoir davantage confiance dans les institutions communautaires que leurs aînés et ne sont que légèrement moins enclins à s'y identifier que la moyenne des autres Européens. On notera également qu'en France cette confiance des jeunes dans l'Union est légèrement moins forte que dans la moyenne des huit, mais elle reste néanmoins majoritaire, alors que le vote assez négatif des jeunes lors du référendum de mai 2005 avait surpris par la critique qu'ils laissaient transparaître de l'Union européenne.

Par ailleurs, l'Union européenne est reconnue comme un acteur influent de la mondialisation. Sur un choix de neuf acteurs, elle arrive de manière intéressante chez les jeunes en première position au Royaume-Uni, en Pologne et en Estonie (pays dotés d'une économie très libérale), en deuxième position en Suède, en Allemagne et en Espagne, et en troisième position en France et en Italie. Faut-il considérer dans le cas du Royaume-Uni,

de la Pologne et de l'Estonie, où les multinationales n'arrivent qu'en deuxième position, qu'il s'agit d'une forte attente à l'égard de l'Union européenne ou bien, sous un angle plus négatif, que la réglementation mise en place au niveau européen est perçue comme une entrave pour des économies qui aspirent à s'ouvrir toujours davantage vers l'international ? Les études qualitatives confirment une forte attente de régulation européenne, tout en montrant bien que cette demande porte avant tout sur des préoccupations spécifiques, telles que l'immigration et l'environnement, qui sont perçues comme étant mieux traitées à l'échelon européen, voire au niveau mondial. On notera ainsi l'importante influence également accordée par les jeunes à l'OMC, qui apparaît en troisième position dans cinq pays et même en deuxième position en France et en Italie. Les Nations unies viennent ensuite. Ces résultats laissent penser que les Européens reconnaissent l'utilité de la régionalisation tout en insistant sur le besoin d'une régulation plus vaste.

Les ONG, syndicats, associations de tout type, perçus dans leur ensemble comme des corps intermédiaires de la société civile, se voient accorder une relative bonne confiance, notamment en Espagne et en France, même si l'ensemble des Européens se font d'abord confiance à eux-mêmes. En revanche, leur influence sur la mondialisation ne semble guère significative. Sans doute faut-il dissocier ici, d'une part, le rôle des ONG et divers types d'associations et, d'autre part, celui des syndicats. Dans le premier cas les études qualitatives révèlent une très faible influence (mis à part dans le cas de l'Allemagne si l'on élargit cette catégorie aux fondations, qui jouent un rôle clé de diffusion d'idées auprès du grand public comme des décideurs) ; tandis que dans le second cas, elles font apparaître des spécificités culturelles fortes, avec des pays comme la Suède et l'Allemagne, où la forte capacité de négociation des syndicats leur permet de jouer un rôle stratégique dans l'adaptation du pays.

3.5. Vers une culture européenne de la mondialisation ?

La mondialisation est-elle destructrice ou créatrice de nouvelles solidarités ? Sans répondre directement à cette question, l'étude met en évidence le besoin que ressentent les Européens de réinventer de nouvelles logiques de solidarité pour faire face aux enjeux de la mondialisation. Une grande majorité d'Européens estime ainsi que la société devrait se mobiliser vers un objectif commun : l'indice est de 4,9 sur 7 pour les 16-29 ans et de 5 pour les 30-50 ans. Par ailleurs, la moyenne des jeunes des huit pays associe légèrement plus fortement que leurs aînés la mondialisation à plus de solidarité européenne, avec un indice de 4,29 sur 7 contre 4,19 pour les 30-50 ans.

Si l'évaluation du sentiment de proximité que l'on ressent avec ses voisins européens (du point de vue de la culture, des valeurs, du mode de vie…) dénote encore pour l'ensemble des huit une plus grande proximité accordée aux nationaux au détriment des voisins européens, l'écart entre les deux niveaux de proximité est moins grand chez les jeunes que chez leurs aînés. Ces résultats confirmeraient la tendance qui émerge des enquêtes Eurobaromètre d'une compatibilité croissante entre appartenance nationale et apparte-

nance européenne. On notera que de manière surprenante les jeunes Français sont les seuls de l'enquête Kairos à ressentir autant de proximité avec leurs voisins européens qu'avec leurs concitoyens nationaux.

3.6. Quelle forme de régulation ? L'État doit-il aider et/ou protéger ?

L'État est avant tout sollicité pour aider les individus à renforcer leurs capacités d'adaptation sur le marché du travail (investissement R&D, formation continue, meilleure pratique des langues, mobilité). Il est aussi invoqué pour son rôle protecteur. En premier lieu pour prendre en charge les effets négatifs de la mondialisation, par un système efficace de protection sociale, mais certains souhaiteraient également le voir jouer un rôle de rempart contre les importations de produits dans les secteurs les plus vulnérables.

Même dans des pays à économie très libérale comme la Pologne ou l'Estonie, on observe une importante demande d'État providence, ce qui montre une volonté de rapprochement de leur système de protection sociale vers celui des voisins européens. La Suède, quant à elle, est connue pour son choix d'une économie très libérale indissociable d'une très haute protection sociale. Lorsqu'on leur demande s'ils préfèrent une baisse d'impôts ou un État providence fort, la moyenne des huit, toutes générations confondues, privilégie l'État providence sans néanmoins que l'écart soit très marqué (l'indice moyen pour les huit pays est de 3,98 sur 7 pour les plus jeunes et de 3,95 pour leurs aînés). Il n'y a guère que les Italiens, qui par forte défiance à l'égard du fonctionnement de l'État, préfèrent encore une baisse d'impôts. Les Français pour leur part sont les Européens qui privilégient le plus l'État providence au détriment d'une baisse fiscale. Sans surprise, les Français sont également (avec les Espagnols) les plus enclins à préférer une politique redistributive à un modèle de société qui privilégie la performance individuelle.

La responsabilité des pertes occasionnées par la mondialisation ne fait cependant pas consensus chez les Européens. Pour les Polonais, c'est à l'État de prendre en charge les effets négatifs de la mondialisation plutôt qu'aux entreprises ou aux individus eux-mêmes. Cet arbitrage est inversé en France et en Allemagne où l'on estime que les entreprises et plus spécifiquement les multinationales qui délocalisent devraient assumer les dommages de la mondialisation. Bien que certaines études démontrent que les pertes d'emplois dues à la mondialisation et notamment aux délocalisations restent minoritaires[14], les multinationales, qui sont les principales bénéficiaires de l'ouverture des frontières, doivent également pouvoir compenser les coûts d'ajustement.

Que pensent, par ailleurs, les Européens du protectionnisme, entendu comme une option plus radicale de régulation que les aides d'État destinées à renforcer les capacités d'adaptation de l'individu sur le marché du travail ? Si la France est le pays des huit qui

14. Berger, S., « La mondialisation détruit-elle les emplois ? », *Les rendez-vous de la mondialisation*, n° 2, juin 2006, MIT, CAS.

est le plus favorable à une protection des entreprises nationales plutôt qu'au libre-échange et à la concurrence mondiale, tandis qu'à l'autre bout du classement on retrouve la Suède et le Royaume-Uni, le sondage Kairos semble indiquer une légère préférence de l'ensemble des Européens pour la protection des entreprises nationales. On remarquera que les jeunes Britanniques se montrent légèrement plus inquiets que leurs aînés à propos du libre-échange. Les études qualitatives montrent cependant qu'il n'y a pas de grand débat sur cette question du protectionnisme en dehors de la France. Si les opinions publiques sont conscientes de certains effets négatifs de la mondialisation, notamment pour les personnes à plus faible niveau de qualification, les solutions envisagées pour y pallier ne se portent guère dans les sept autres pays vers des options de protectionnisme économique. On notera ainsi que la même question posée au Japon, en Russie et aux États-Unis montre que les Européens (3,86) forment l'ensemble régional le moins protectionniste des quatre : viennent après les Japonais (4,05), les Américains (4,06) et les Russes (4,13).

Par ailleurs, on observe un décalage entre la perception globale du protectionnisme et le comportement individuel du consommateur. Les indices relativement faibles obtenus sur les questions de consommation éthique et environnementale (« j'achète généralement des produits écologiques », « j'achète généralement des produits issus du commerce équitable ») ainsi que sur la préférence communautaire à l'achat (« je préfère acheter des produits européens de manière à protéger l'emploi en Europe ») mettent en évidence la différence de perception et de comportement de l'individu selon qu'il se pense comme salarié ou comme consommateur. Les préoccupations des Européens face à la mondialisation sont encore centrées sur des enjeux de redistribution nationale ou européenne plutôt que sur la redistribution mondiale entre pays développés et pays en voie de développement.

En d'autres termes, l'arbitrage que font les citoyens européens entre les divers niveaux de régulation possibles de la mondialisation semble accorder une place importante au niveau communautaire. La gouvernance européenne serait davantage perçue sous un angle protecteur pour les enjeux migratoires ou environnementaux que dans le secteur économique. L'attachement tant au libre-échange qu'à un État providence capable de sécuriser ses citoyens s'affirme comme un point de convergence entre les citoyens européens. Enfin, l'enjeu même d'une régulation de la mondialisation semble encore diffus dans les opinions publiques. Dans ce tableau, les Français conservent néanmoins une position plus marginale. On pourrait parler d'une tentation de repli et de protection derrière l'État national. On peut également discerner une inquiétude plus profonde sur la capacité du politique à répondre aux défis de la mondialisation, quel que soit le niveau de gouvernance considéré.

PARTIE II

ANALYSE QUALITATIVE PAR PAYS

LES ALLEMANDS FACE À LA MONDIALISATION

Henrik UTERWEDDE
Deutsch-Französisches Institut, Ludwigsburg

INTRODUCTION

Analyser le débat public sur la mondialisation en Allemagne et son évolution pendant les deux dernières décennies est une gageure parce que les notions de « débat public » ou d'« opinion publique » sont très complexes, comprenant une multitude de niveaux, d'acteurs, d'arènes et de médias : de la déclaration de politique du gouvernement aux sondages d'opinion, en passant par les débats parlementaires, les débats programmatiques et les campagnes des partis politiques, les controverses et les conflits entre partenaires sociaux, les positions et les débats lancés ou accompagnés par les médias, ou l'impact de certains best-sellers, comme *L'Horreur économique* de Viviane Forrester. La notion de mondialisation[1] n'a pas beaucoup de sens pour rendre compte des débats qui lui sont associés. Il faut donc chercher les thématiques à travers lesquelles ces débats s'expriment. Car avec le temps, on est passé d'un débat sur la mondialisation en tant que telle (conséquences, menaces, chances, maîtrise) à des débats multiples touchant au vaste ensemble de problèmes économiques et sociaux, politiques et culturels incorporant la donnée mondialisation. Nous avons fait le choix de rendre compte de cette multitude de questions.

Ce rapport ne prétend pas être une étude scientifique exacte, il prend le parti de présenter une vue synthétique, afin de rendre compte de la signification que le terme de mondialisation a pu prendre dans le débat public allemand. Nous allons essayer de placer ce débat dans son contexte historique, économique, politique et culturel.

Nous avons procédé à un choix de sources significatives et éclairantes :

– un dépouillement d'articles parus entre 1995 et 2006 dans deux revues allemandes qui se placent à l'interface des mondes universitaire et politique et qui jouissent d'une bonne renommée : *Aus Politik und Zeitgeschichte*, revue hebdomadaire éditée par la Bundeszentrale für politische Bildung (Organisme public d'éducation civique) ; et *Internationale Politik*, mensuel édité par la Deutsche Gesellschaft für auswärtige Politik (Société allemande pour la politique étrangère), un des think tanks de premier ordre pour ce qui concerne les relations internationales. Ces deux revues peuvent être considérées comme assez représentatives ;

1. En Allemagne, le terme utilisé est *Globalisierung*. Nous utiliserons tout au long de cette étude la notion de mondialisation.

– le rapport final de la commission d'enquête du Bundestag sur les conséquences de la mondialisation pour la politique allemande, publié en 2002. Il s'agit d'un rapport très complet. Publié dans l'année électorale 2002, il reflète bien, à travers des avis de minorités venant des partis de l'opposition de l'époque, l'étendue du débat ;

– des textes programmatiques des principaux partis politiques et des acteurs sociaux, les résultats de divers sondages touchant à la problématique ;

– les résultats du sondage Kairos mis à disposition par la Fondation pour l'innovation politique[2], ainsi que d'autres sondages, telle l'enquête spéciale d'Eurobaromètre sur la mondialisation de 2003 ;

– d'autres documents de sources diverses, comme les think tanks.

L'auteur tient à remercier Nathalie Lerch (stagiaire au Deutsch-Französisches Institut) et Xavier Froidevaux (documentaliste à la bibliothèque de l'Institut) pour leur aide précieuse.

1. LE THÈME DE LA MONDIALISATION DANS LE DÉBAT PUBLIC

La mondialisation (*Globalisierung*) est devenue un thème politique majeur en Allemagne. La « carrière » cette notion commence timidement pendant les années 1980 et prend son essor vers le milieu des années 1990 (graphique 1)[3]. En 1996, deux journalistes de l'hebdomadaire *Der Spiegel* publient le livre « Le piège de la mondialisation » qui deviendra un succès (voir plus bas 1.2).

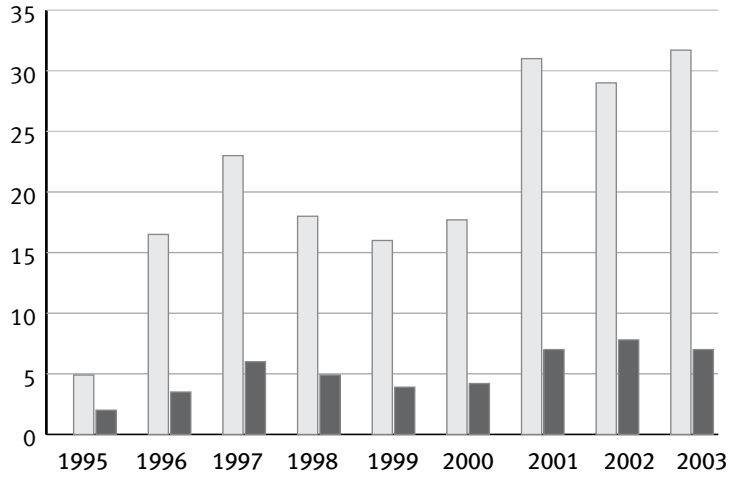
Depuis, le terme de *mondialisation* est devenu un véritable fourre-tout, dont l'omniprésence dans les débats ne cache pas le caractère flou et mal défini.

Si l'on veut caractériser les débats, les argumentations et les controverses autour de la mondialisation, il faut les placer dans un contexte systémique. Car les changements, menaces ou chances associés à la mondialisation sont jugés à la lumière du système économique et social existant, de ses valeurs et de ses performances (1.1). Cette approche permettra aussi de rendre compte de l'évolution des débats sur la mondialisation, qui est le reflet des transformations de l'économie allemande depuis une vingtaine d'années (1.2, 1.3). Enfin, il faudra dégager les thématiques par lesquelles s'exprime ce débat, et en mesurer l'impact (1.4).

2. Par la suite, cité « enquête Kairos ». Par ailleurs, nous avons donné une numérotation aux questions de cette enquête, allant de 1 à 20.

3. Un comptage de la fréquence des termes *global* et *globalisation* dans un ensemble de périodiques allemands donne 50 mentions en 1980 et 670 en 1990. Cf. APUZ 9/2001. Un autre comptage dans le seul journal Frankfurter Allgemeine Zeitung montre que ces termes apparaissent 34 fois en 1993, 175 fois en 1995, 535 fois en 1996 et près (ou plus) de 1000 fois à partir de 1997. Cf. Rapport d'enquête du Bundestag, 49.

Graphique 1. Évolution du terme *Globalisierung* dans la presse allemande (1993-2003)



N.B. : Les chiffres indiqués correspondent au nombre d'occurrences (utilisation du terme *Globalisierung* sous sa forme entière ou composée) rapporté au nombre d'articles ou de mots recensés pour cette période dans le corpus de journaux pris en considération.

Source : Base de données IDS, d'après Fabrice Larat, « L'Allemagne face aux défis de la mondialisation », in Claire Demesmay et al., *Qui sont les Allemands ?,* Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006, p. 169.

1.1. Le contexte systémique

Le débat allemand de la mondialisation est largement imprégné de la culture politique, économique et sociale du pays, et des caractéristiques spécifiques du capitalisme allemand.

Répondant à l'échec de la République de Weimar (1919-1933) puis à la dictature du régime nazi (1933-1945), confrontée à l'existence du régime communiste de la RDA pendant la division allemande (1949-1989), la RFA s'est bâtie sur la base de valeurs, d'institutions et de comportements spécifiques : la stabilité, le centrisme et le rejet des extrêmes de gauche et de droite.

De même, la stabilité (des prix) est une valeur qui a particulièrement marquée les motivations de la politique économique allemande. L'acharnement du gouvernement, avant la création de l'union monétaire européenne, sur le pacte de stabilité, sur l'orientation de la Banque centrale européenne ou sur la stabilité monétaire est l'expression de cette « culture de la stabilité [4] ».

4. À voir aussi les résultats de l'enquête Kairos, question 7, où les Allemands se distinguent des autres Européens sur l'échelle « Tradition-stabilité vs Changement ». Rappelons aussi la connotation positive du terme *Ordnung* (ordre) pour les Allemands : le cadre réglementaire économique et social est nommé *Wirtschafts und Sozialordnung* ; l'école écono-

L'attachement à une économie sociale de marché, formule inventée par le père du « miracle économique » d'après-guerre, Ludwig Erhard, est une deuxième caractéristique des valeurs allemandes. Il comporte le refus d'une économie purement libérale en insistant sur les accents sociaux, mais ne récuse pas le terme d'« économie de marché ».

Enfin, l'ouverture des marchés, la concurrence et le libre-échange sont des notions toujours plébiscitées par les Allemands[5].

En ce qui concerne la culture sociale, la recherche d'un partenariat social par des mécanismes de cogestion, de négociations sociales très développées a toujours prévalu chez les différents acteurs.

Sur la base de ces valeurs s'est développée l'économie sociale de marché, plus tard dénommée « capitalisme rhénan » (Michel Albert, 1990), reposant sur des bases économiques (une bonne spécialisation et une capacité d'adaptation industrielle dégageant des surplus à l'exportation), politiques (une philosophie et une organisation d'État marquées par la subsidiarité et le fédéralisme, produisant un interventionnisme public diversifié et adapté) et sociales (la gestion corporatiste des intérêts catégoriels, une pratique sociale capable de gérer des conflits par la négociation)[6]. C'est un système à acteurs multiples, où le pouvoir est souvent partagé, où une large partie des régulations économiques est assurée par des acteurs non étatiques, ce qui suppose une capacité de coopération et de négociation de tous les acteurs. Il en découle une certaine lenteur dans les décisions, compensée par une légitimation assez grande, les principales forces politiques, économiques et sociales ayant été impliquées dans le processus de décision. Par ailleurs, le système est basé sur l'idée de l'entreprise partenariale privilégiant l'approche du *stakeholder value* à celle du *shareholder value*, ainsi qu'une structure capitalistique des grandes entreprises « verrouillée » par d'importantes participations des banques à leur capital, donnant à ces dernières le temps pour forger leur stratégie et les mettre à l'abri d'OPA inamicales. On parla alors de la *Deutschland AG* (S.A. Allemagne) pour dénommer ce système de réseaux et de connivences.

mique à la base de l'économie sociale de marché est l'ordolibéralisme ; le mode d'intervention privilégié de celle-ci est la *Ordnungspolitik*, terme intraduisible qui évoque les politiques destinées à maintenir le cadre réglementaire allemand afin de garantir le bon déroulement de la concurrence et la justice sociale.

5. German Marshall Fund : *Perspectives on Trade and Poverty Reduction. A Survey of Public Opinion*, *Key Findings Report* (2006). (http://www.gmfus.org/trade/research/survey.cfm). Selon ce sondage, les Allemands sont en tête pour être favorable au commerce international (83 % ; Europe : 75 %, France : 64 %), ils sont 83 % à se prononcer pour un commerce international plus libre (Italie : 82 %, France : 64 %, Royaume-Uni : 76 %).

6. Pour une synthèse rapide, voir Henrik Uterwedde, « L'Économie allemande : comment sortir de la langueur ? », in François Guérard (dir.), *Regards sur l'Allemagne unifiée*, Paris, La Documentation française, 2006, pp. 41-46 ; id., « Capitalisme rhénan : défis d'adaptations et compétitivité virtuelle, in Isabelle Bourgeois (Hrsg.) : *Le Modèle social allemand en mutation*, Cergy, CIRAC, 2005, S.195-203.

VALEURS ET ATTITUDES : LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE KAIROS

Les données fournies par l'enquête Kairos donnent un éclairage sur la société allemande, ses identités (questions 2, 6), ses valeurs en général (questions 1, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 13, 16, 19, 20) et ses attitudes envers la mobilité internationale (questions 14, 15, 17, 18). Les résultats concernant les jugements des Allemands sur la mondialisation sont traités dans la section 3.1.

En ce qui concerne les facteurs de leur identité, comme leurs voisins, les Allemands placent la langue maternelle en premier, suivi par la communauté locale qui passe nettement avant la nationalité (à la différence de la moyenne du panel qui place la nationalité en deuxième position) et l'Europe. Ils semblent donc privilégier leur environnement immédiat ; le sentiment national semble toujours faire problème (question 1). Les Allemands ont le sentiment de partager leur culture et leur mode de vie avant tout avec leurs compatriotes et dans une moindre mesure avec les voisins européens ; à noter que la différence est moins accusée pour les jeunes et les gens de formation universitaire (question 6).

En ce qui concerne les *valeurs* à transmettre aux enfants, les jeunes Allemands placent la responsabilité et l'indépendance avant le travail et l'esprit d'entreprise. Leurs aînés placent pourtant le travail en deuxième position et y donnent plus de poids (comme à l'esprit d'initiative) (question 1). Ce qui renvoie à un traditionalisme plus fort des aînés, qui se manifeste aussi dans l'accent mis sur la tradition et la stabilité contre le changement (question 7). Les autres réponses à la question 7 semblent aller également dans le sens d'un certain conservatisme légèrement plus accentué, mais les différences se situent en dessous de la marge d'erreur. Comparée à ses voisins, la société allemande semble aussi être une société de la méfiance car leur confiance dans les institutions citées est en général moins développée – sauf pour la police et la justice, qu'ils placent en tête, jeunes et aînés confondus. Quant à l'intérêt pour la politique ou l'environnement, ce sont les aînés qui montrent plus d'intérêt que les jeunes, et l'intérêt à la politique est plus développé que dans le groupe de référence des 30-50 ans. De manière générale, on pourrait conclure de l'enquête que la société allemande est légèrement moins « progressiste » que la moyenne des autres, une impression corroborée par l'attitude réservée des Allemands pour la consommation « éthique » (acheter des produits de sociétés faisant preuve d'une responsabilité environnementale, sociale ou éthique). Seul, l'« acheter européen » tente les 30-50 ans pour protéger l'emploi.

Sur les attitudes concernant la *mobilité*, les résultats sont mitigés. Les Allemands ne se distinguent pas de leurs voisins européens dans leurs expériences internationales passées (question 14). Pour les jeunes comme pour les aînés, la sécurité de l'emploi et son caractère indépendant priment sur la capacité de voyager et de s'expatrier, alors que les différences sont beaucoup moins nettes dans les groupes de référence (question 15). Mais l'intérêt de vivre au moins une certaine période à l'étranger est le même, et il est plus développé chez les 16-29 ans que chez les aînés, plus « casaniers » (question 17). Surtout, la volonté d'aller à l'étranger dans les prochaines années est nettement plus développée, tant chez les jeunes (22,9 % contre 18 % dans le groupe de référence) que chez les aînés (15,6 % contre 11,6 %).

La performance de ce système a permis des niveaux de salaire et de protection sociale relativement élevés jusque dans les années 1980. Il assurait aux entreprises la stabilité et une bonne productivité. C'est pourquoi pendant longtemps, l'Allemagne semblait à l'abri de la concurrence mondiale. L'économie allemande sortit gagnante du processus d'internationalisation des échanges et des investissements. Ce qui explique que ces processus, comme l'intégration économique européenne ou la libéralisation des échanges mondiaux, n'ont guère provoqué de controverses. Aux bonnes performances économiques correspondaient des opinions favorables à une économie de marché ou au libre-échange.

Aujourd'hui encore, cet attachement est remarquable[7].

La mondialisation a battu en brèche la cohérence de ce système complexe, qui dépend d'un certain consensus quant aux structures et au fonctionnement. Ceci explique pourquoi le débat sur la mondialisation peut paraître plus serein qu'ailleurs, parce que le capitalisme rhénan dispose de ressorts économiques et sociaux pour relever le défi, et plus angoissant parfois, par la peur que la mondialisation finisse par atteindre le cœur même du modèle allemand.

1.2. Les mises en cause successives du modèle allemand depuis les années 1980

Une première mise en cause du modèle vit le jour au début des années 1980, avec la détérioration des performances intérieures (croissance, emploi, finances publiques), à la suite du deuxième choc pétrolier. Le changement de gouvernement en 1982, avec l'arrivée au pouvoir d'une coalition de centre droit dirigée par Helmut Kohl, a accéléré le débat sur les réformes. Toujours est-il que le gouvernement Kohl a agi de manière prudente, soucieux qu'il était de préserver le caractère coopératif du système économique et social allemand. On est très loin du thatchérisme pratiqué en Grande-Bretagne à la même époque.

Puis l'unité allemande a éclipsé ces débats pendant une courte période. Les considérations nationales prirent le devant, chauffées par la relance que provoqua une demande intérieure boostée par l'unité. Pourtant, dès 1993, une première récession marqua le début d'une croissance molle, faisant de l'Allemagne la lanterne rouge de l'Europe. Le débat sur les problèmes de l'économie allemande reprit avec force, portant sur les faiblesses du site de production allemand (Standort Deutschland), sur la concurrence internationale, et intégrant de plus en plus les données de la mondialisation. C'est par ce biais que la mondialisation a pu nourrir de nombreuses craintes : la fin de l'État national, voire de la politique au profit des multinationales ; la perte de l'ordre, la détérioration de l'emploi et du pouvoir d'achat. L'alarmisme un peu sommaire prévalant dans cette première phase de prise de conscience est décrit dans un article du journal *Süddeutsche Zeitung*[8], et s'est traduit par le succès du livre *Le Piège de la mondialisation*[9], et de la traduction de *L'Horreur*

7. En 2006, 65 % des Allemands se disaient d'accord avec l'idée que « le système de la libre entreprise et l'économie libérale de marché forment le meilleur système pour l'avenir du monde », chiffre proche de ceux la Grande-Bretagne, de la Pologne et de l'Espagne. Au contraire, le scepticisme des Français se traduit par 50 % de réponses négatives et 36 % positives. Cf. Globescan 2006. De même, il ressort d'un sondage comparatif du German Marshall Fund que parmi les pays européens, l'Allemagne est la plus favorable au commerce international (83% ; France : 64 % ; moyenne européenne : 75 %). Voir GMF, *Perspectives on Trade and Poverty Reduction. Key Findings Report 2006*. Voir aussi Eurobaromètre 65, printemps 2006 : les Allemands plébiscitent les notions de libre échange et concurrence, se prononçant fortement contre le protectionnisme.

8. « En Allemagne, c'est une ambiance de fin du monde qui règne (...). Le bouc émissaire est vite trouvé : la mondialisation. Elle semble être tombée sur nous comme une catastrophe naturelle, et de manière inexorable elle tire l'Allemagne vers le déclin. » Jürgen Wiegand, « Lohnkosten der Angst », *Süddeutsche Zeitung*, 7 août 1997.

9. En 1996, deux journalistes de l'hebdomadaire *Der Spiegel* publient *Die Globalisierungsfalle*. Le sous-titre, *L'Attaque contre la démocratie et le bien-être*, caractérise bien la tonalité de ce livre. La mondialisation risque de préparer l'Allemagne, comme les autres pays développés, à un scénario d'horreur : menace sur l'emploi qui s'étend jusqu'aux couches très qualifiées de la population, ruptures sociales, perte du contrôle politique et démocratique au profit des groupes

économique de Viviane Forrester [10].

Le débat controversé sur le Standort Deutschland fut d'abord marqué par un face à face de deux camps sur la mondialisation. Le camp de la « révolution libérale » la présentait comme commandant des ruptures libérales ; celui du statu quo se voyait réconforté dans une diabolisation de la mondialisation. Mais petit à petit, cet affrontement simpliste fit place à un argumentaire plus différencié sur les faiblesses mais aussi les atouts de l'économie allemande dans la mondialisation, ainsi qu'une appréciation plus nuancée des contraintes et des marges de la politique nationale. Ce débat fut nourri par une multitude de contributions publiques d'acteurs, d'experts et de think tanks.

La fin de l'ère Kohl fut marquée par un immobilisme pesant. Le manque de détermination du chancelier, mais aussi l'opposition du SPD y ont contribué. L'image d'une Allemagne figée se répandit ; le thème du *Reformstau* (blocage des réformes) incita le président fédéral, Roman Herzog à lancer un appel solennel à dépasser l'inertie. La victoire rouge et verte (SPD, Verts) et la constitution du gouvernement de Gerhard Schröder en 1998 apportèrent une nouvelle politique prudente. Seule mesure importante : le plan fiscal de 2000, apportant des baisses d'impôts et favorisant fiscalement les ventes de filiales. La démarche consensuelle du gouvernement montra ses limites. L'Allemagne ne profita guère de l'embellie économique internationale après 1996-1997, s'enlisant dans une croissance médiocre qui fit augmenter le chômage et mit les finances publiques dans une situation délicate.

Cette situation difficile fut accompagnée par une transformation du capitalisme allemand : désengagement progressif de bon nombre de banques et de groupes financiers de leurs participations industrielles au profit d'une stratégie financière ; fort engagement des entreprises allemandes dans les pays de l'Europe centrale et orientale ; révélation des carences du système d'éducation (étude Pisa de l'OCDE).

Devant ces difficultés, le débat sur la mondialisation reprit avec force et se tourna vers les causes des réticences face au changement. Le slogan était : « On ne manque pas d'analyses mais de détermination à en tirer les conséquences politiques. » Ce débat fut mené par un camp libéral qui stigmatisait le capitalisme social et coopératif comme une « exception allemande » vouée à disparaître. De même, la capacité insuffisante de réaction du système politique fut mise au pilori, certains critiques condamnant une « société du consensus » et du statu quo. Ainsi, le débat engloba de plus en plus les incidences de la mondialisation. Un débat intéressé : le camp patronal et libéral était guidé par la volonté de se débarrasser d'un certain nombre de contraintes ; le camp syndical et social-démocrate a au contraire défendu le système coopératif allemand.

mondiaux... Ce livre a eu un très grand écho en Allemagne, il symbolise une première phase de prise de conscience et de sensibilisation à la mondialisation dans un registre alarmiste.
Harald Schumann, Hans-Peter Martin, *Die Globalisierungsfalle. Der Angriff auf Demokratie und Wohlstand*, Hamburg, éd. Rowohlt, 1996 (10e tirage en 1998 ; aujourd'hui en vente : 11e tirage). Édition française : *Le Piège de la mondialisation*, Actes Sud, 1997.

10. Paru en 1996 en France, ce livre est disponible en Allemagne sous le titre *Der Terror der Ökonomie* (Vienne : éd. Zsolnay 1997).

1.3. Le temps des réformes : de Schröder à Merkel

La nouvelle majorité parlementaire prit l'initiative en 1999 de constituer une commission d'enquête au Bundestag afin d'identifier risques, chances et défis pour l'action politique. Le rapport de cette commission fut publié en 2002 et porte les marques des controverses entre la coalition SPD-Verts, l'opposition CDU-CSU - parti libéral et le parti post-communiste PDS.

Accusé d'inactivité, le chancelier Schröder lança début 2003 par son *Agenda 2010* un ensemble de réformes structurelles : réforme des systèmes de sécurité sociale, réforme de l'assurance chômage, de la gestion de l'Agence pour l'emploi et du marché du travail, une nouvelle priorité pour l'éducation et la recherche. Les réformes de l'Agenda 2010 ont heurté un bon nombre d'acquis. La plupart des réformes ont pu être votées avec le concours de l'opposition, même si l'Agenda 2010 a fait perdre au chancelier Schröder les élections anticipées qu'il a provoquées.

Le résultat mitigé des élections de 2005 (les électeurs ont puni le SPD de Schröder) a débouché sur une grande coalition CDU-CSU et SPD sous la direction d'Angela Merkel. Mais il a été ressenti comme un avertissement des électeurs : s'ils n'ont pas rejeté en bloc les réformes sociales (l'opposition à la gauche du SPD n'a pas capitalisé la vague de protestations), ils ont marqué leur attachement aux équilibres sociaux et leur méfiance vis-à-vis d'une stratégie néolibérale. Ceci a amené le gouvernement Merkel à ne plus pousser le train des réformes, par contre, il accélère l'effort sur le chantier de l'économie du savoir.

Nous avons vu comment le débat sur la mondialisation a évolué au fil des années jusqu'à mettre en cause le modèle de société, certaines valeurs et le fonctionnement de la démocratie allemande. Mais il est intéressant de noter que malgré certaines perceptions pessimistes, le débat s'est peu retranché dans une vision défensive. Au contraire : depuis plus de dix ans, il porte sur les adaptations nécessaires du modèle allemand, en vue de le sauvegarder tout en le rendant compétitif.

Ceci n'empêche pas des controverses. C'est le cas de la polémique sur les investisseurs financiers, qualifiés de « sauterelles » (en allusion aux fléaux bibliques) par le président du SPD, Franz Müntefering [11]. Au-delà de son caractère épisodique, ceci montre un certain scepticisme vis-à-vis de ce qui est considéré comme un excès de la mondialisation.

Autre nuance : les conditions très difficiles dans les régions est-allemandes, avec un chômage de masse important, ont créé des situations de détresse et un manque de pers-

11. Tout commence avec une interview du chef du SPD, Franz Müntefering, dans un grand journal allemand, dans lequel il s'en prend aux excès du capitalisme financier : « Quelques investisseurs financiers n'ont pas une seule pensée pour les hommes dont ils détruisent les emplois – ils restent anonymes, n'ont pas de visage, s'attaquent à des entreprises comme une nuée de sauterelles, les exploitent et s'en vont. C'est contre cette forme de capitalisme que nous luttons. » (*Bild am Sonntag*, 17 avril 2005). Si la gauche socialiste et certains syndicats ont exploité cette formule, les médias critiquaient une perception fausse du rôle des investisseurs. La presse anglo-saxonne y voyait un nouveau signe que les Allemands n'auraient rien compris au fonctionnement du capitalisme moderne.

pectives qui favorisent des jugements plus critiques sur la mondialisation. Ce mécontentement se traduit par l'importance du vote pour le parti ex-communiste PDS.

La relance économique de 2006 est vue par les deux grands partis comme une récompense des efforts réalisés (réformes structurelles, assainissement budgétaire…). Elle pourrait aussi colorer d'optimisme le débat sur la mondialisation, mettant en valeur les atouts de l'économie allemande. L'avenir du modèle allemand et, par extension, du modèle social européen dans la compétition mondiale, et le prix à payer en termes d'adaptations seront au cœur des débats.

1.4. Repères chronologiques

Une analyse chronologique montre comment, depuis 1997, la mondialisation est devenue plus menaçante pour les Allemands. Les données de l'Institut Allensbach font apparaître la forte chute des « ne sait pas » ou « sans réponse », comme si la mondialisation arrêtait d'être une notion abstraite. Aussi, la mondialisation est-elle de plus en plus perçue comme un risque. La part de ceux qui craignent des pertes d'emploi monte de 48 % à 61 %, et celle de ceux qui craignent pour la protection sociale de 43 % à 54 %.

Tableau 1. La mondialisation, risques ou chances dans la perception des Allemands (%) ?

	Mondialisation = Risques	Mondialisation = Chances	NSP, SR
1997	19	17	64
1998	25	23	52
1999	19	28	53
2002	31	25	44
2003	37	25	38
2004	42	22	36
2006	47	20	33

Source : Institut de sondage Allensbach

Tableau 2. Quelques repères chronologiques

Année	Événements politiques	Débat sur la mondialisation
1990	Unité allemande Relance conjoncturelle	
1993	Début de la récession : croissance maigre, chômage en hausse	Rapport du gouvernement fédéral : avenir du site de production (Standort) Début du débat sur la place de l'économie allemande dans la concurrence mondiale (Standortdebatte)
1996		H. Schumann/H.-P. Martin : Le piège de la mondialisation
1997	Protocole de Kyoto Traité d'Amsterdam : pacte de stabilité et de croissance Fin de l'ère Kohl	Critique du blocage des réformes Discours de Berlin du président Herzog
1998	Élections législatives : défaite de Kohl, gouvernement Schröder : SPD, Verts Lancement du Pacte pour l'emploi : table ronde tripartite	
2000	OPA de Vodafone sur Mannesmann	Églises : campagne pour la remise de la dette des pays les plus pauvres Affaire de la greencard pour les spécialistes des TIC : « Kinder statt Inder »
2001	Début de l'Union monétaire européenne	
2002	Élections législatives : Gouvernement Schröder reconduit (septembre)	Rapport de la commission d'enquête du Bundestag sur la mondialisation de l'économie
2003	Schröder : Agenda 2010, annonce des réformes structurelles	Conflits sur les réformes 2003-2005
2005	Ratification parlementaire du Traité constitutionnel Année électorale : SPD perd le Land de NRW (mai) Élections législatives : match presque nul, CDU-CSU devance SPD Gouvernement Merkel : CDU-CSU, SPD (novembre)	Capitalisme financier : critique des « sauterelles » (investisseurs financiers, hedge fonds) (Müntefering, SPD) Le nouveau président Köhler met l'accent sur la nécessité de changements structurels Élections législatives : controverse rupture libérale versus gradualisme dans les réformes Critique de la directive Bolkestein : les « carreleurs polonais », menace des acquis sociaux allemands ?
2006	Réformes : fédéralisme, familles, retraites Compromis sur la directive services (« Bolkestein ») au PE Reprise de la croissance allemande	Renouveau de l'économie sociale du marché ?

Source : Auteur

1.5. Les thématiques du débat

Vu le nombre de débats liés à la mondialisation, sur presque tous les domaines de la vie économique, sociale et politique, il est très difficile de mesurer exactement l'importance et la portée des thématiques et leur évolution dans le temps. Afin d'avoir un aperçu significatif, nous avons exploité les articles parus dans deux revues de référence entre 1995 et 2006 (voir préface), ainsi que le volumineux rapport de la commission d'enquête du Bundestag paru en 2002 (tableaux 3 et 4). Il en ressort que le thème de la mondialisation est présent dans de nombreux problèmes. Si les questions économiques sont prépondérantes, les aspects politiques, culturels et sociaux font également l'objet de nombreuses analyses.

Quelques remarques concernant des thématiques choisies, leur émergence et leur évolution.

– La question des conséquences de la mondialisation pour l'économie et la société, concernant notamment la survie du modèle social allemand et ses adaptations nécessaires, occupe une large place dans les débats.

– Le thème de la société du savoir (éducation, recherche et développement, innovation) occupe également une place importante dans le débat allemand.

– L'environnement (thème plus important qu'il n'apparaît dans le tableau 3) occupe le débat public depuis plus d'une décennie, y compris dans ses aspects internationaux [12]. Aujourd'hui, la notion de développement durable gagne en importance.

– Les problèmes du développement restent confinés à des milieux « spécialisés ».

– Plus récentes, les questions du terrorisme et de la sécurité intérieure ont pris un essor depuis le 11 septembre 2001.

– Plus récent, le débat sur la compétitivité du système d'enseignement a pris de l'importance suite à la publication de l'étude comparative Pisa réalisée pour l'OCDE. La conscience que la compétitivité future et les perspectives de croissance passent par un système d'éducation fort a gagné l'opinion publique.

– Relativement peu présents et peu controversés sont les thèmes comme les délocalisations, le dumping social ou les questions monétaires comme l'euro trop fort vis-à-vis du dollar – en raison de la position relativement forte de l'économie allemande mais aussi de la culture économique du pays, ces problèmes ne sont pas considérés comme très importants dans le débat public.

– Le thème de l'attractivité économique du territoire pourrait gagner en importance en s'enrichissant de la question de l'attractivité des universités et centres de recherche allemands et, par extension, de l'attractivité de l'Allemagne. Ceci est lié à un nouveau regard sur l'immigration, qui devrait passer d'une attitude défensive à une vision plus positive d'« immigration choisie » qui nécessitera un effort sur l'accueil de

12. Cf. le succès du livre d'Ernst Ulrich von Weizsäcker : *Weltpolitik*, Damrstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1989.

la société allemande. Dans ce contexte, l'affaire de la greencard (autorisation temporaire de travailler en Allemagne) pour des spécialistes des technologies de l'information et de la communication (TIC) est parlante [13].

Tableau 3. Thématiques liées à la mondialisation dans deux revues de référence (1995-2006)

Champ thématique	Nombre d'articles	Thèmes importants : Mondialisation et…
Économie	62	Commerce et finances internationales (20), travail, sécurité sociale (14), position du site de production allemand (7), mondialisation en général (8), défi et projet politique (5), nouvelle économie, néolibéralisme (3), secteurs divers (3), Europe et mondialisation (2).
Politique	23	Politique (6), structures de l'État (6), démocratie (6), régulation mondiale (5).
Culture	19	Mondialisation culturelle (11), dialogue interculturel (4), enseignement, sciences (4).
Social	13	Société, opinion publique (3), religion (3), société civile (3), critique de la mondialisation (3), femmes (1).
Développement	6	Politique du développement (4), pays en développement (2).
Environnement	5	Mondialisation et politique nationale d'environnement (2), politique mondiale d'environnement (3).
Médias	5	Internationalisation des groupes médias (2), divers (3).
Sécurité, terrorisme	3	Al-Qaida (1), criminalité organisée (1), économie politique du terrorisme (1).
Divers	4	Histoire (2), mémoire de l'Holocauste (1), mondialisation éthique (1).

Source : Dépouillement au Deutsch-Französisches Institut, Ludwigsburg.

13. En août 2000, le gouvernement Schröder lança une autorisation spéciale (*greencard*) qui devait permettre à 20 000 spécialistes étrangers de travailler temporairement en Allemagne. Cette initiative provoqua une polémique nourrie par l'opposition contre l'immigration, qui trouvait son apogée avec la formule controversée *« Kinder statt Inder »* (faire des enfants allemands qui occuperont ces emplois plutôt que de faire venir des gens d'Inde). Pourtant, deux ans après, le nombre de spécialistes venus se situait entre 10 000 et 12 000 seulement, ce qui semble lié à des clauses restrictives, ainsi qu'au manque d'attractivité de l'Allemagne. La branche des TIC se montre plutôt satisfaite de l'initiative. Par ailleurs, une nouvelle loi d'immigration lancée par la grande coalition facilite l'entrée de spécialistes étrangers en leur offrant des conditions nettement améliorées par rapport au précurseur de la *greencard* dans les TIC. C'est un signe que le débat sur l'immigration commence à changer.

Tableau 4. Les thématiques liées à la mondialisation dans le rapport de la commission d'enquête du Bundestag

Champs thématiques	Aspects principaux traités
Marchés financiers	Réformes nécessaires : stabilisation des marchés de devises, réforme des mécanismes de contrôle, réforme des institutions financières internationales.
Marchés des biens et des services	Position allemande sur les marchés ; rôle des PME ; corruption ; transports internationaux. Réforme de l'OMC, création d'un cadre réglementaire de la concurrence au niveau mondial ; standards sociaux et environnementaux ; codes de bonne conduite pour les entreprises transnationales ; rôle des PME dans le commerce international.
Marchés du travail	Le marché du travail allemand dans la compétition globale ; mondialisation et mutation structurelle du marché du travail allemand ; capacité d'action des États nationaux ; les problèmes de gouvernance économique dans l'Union européenne et leurs incidences sur l'emploi.
Société globale du savoir	La mutation de l'économie industrielle vers l'économie du savoir ; fracture informationnelle ; questions juridiques (cybercriminalité) ; problèmes concernant les brevets, brevets sur les logiciels ; économie du savoir : défi pour les universités.
Égalité des sexes	Mondialisation et égalité des chances ; accès au travail et aux carrières ; vulnérabilités spécifiques des femmes ; gender mainstreaming.
Ressources	Environnement et développement dans la mondialisation ; agriculture et alimentation ; diversité biologique ; protection du climat et trafic aérien ; gestion et qualité de l'eau ; renforcement institutionnel de la politique globale de l'environnement : création d'une organisation mondiale de l'environnement ; stratégies du développement durable : modes de consommation, utilisation économique des ressources, transferts de technologie.
Développement durable	Mondialisation et développement durable. Actions mondiales, européennes et nationales.
Évolution démographique à l'âge de la modernisation	Les évolutions démographiques mondiales ; croissance de la population mondiale et développement durable ; politique démographique mondiale.
Gouvernance globale	Gouvernance globale : une densification des coopérations internationales, un renforcement des relations multilatérales. Gouvernance globale : un renforcement de la coopération transnationale des acteurs publics et non étatiques. Défis pour les Parlements.

Source : Bundestag, rapport de la commission d'enquête, *op. cit.*

2. LES ACTEURS DU DÉBAT

Les acteurs du débat sont multiples : la négociation et la coordination « horizontale » est de mise entre la Fédération (Bund) et les États fédérés (Länder), entre les partenaires de la coalition, entre le gouvernement et les *Verbände,* (organisations professionnelles et partenaires sociaux)… Même constat pour la société civile, marquée par une grande pluralité (monde associatif, fondations). Le paysage des experts et institutions de conseil (think tanks) indépendants du pouvoir politique est l'un des plus développé en Europe. Pluralisme aussi dans le paysage médiatique, qui ne sera pas traité ici : plusieurs chaînes publiques de radio et de télévision, chaînes privées, et journaux nationaux.

2.1. Les acteurs politiques

Le Bundestag

Le Bundestag constitue un lieu privilégié du pouvoir et du débat politique. Une commission d'enquête parlementaire sur le thème de la globalisation de l'économie mondiale a été créee en décembre 1999[14].

Le gouvernement fédéral

Le fonctionnement du gouvernement fédéral donne aux ministres une autonomie de gestion. Si le chancelier fédéral ne dicte pas tout le discours du gouvernement, cela ne l'empêche pas d'agir sur l'opinion politique, comme l'a fait Gerhard Schröder avec son discours sur l'Agenda 2010, préparant les Allemands à la politique des réformes structurelles.

Les chefs de gouvernement des Länder

Les gouvernements des Länder (États fédérés) participent à la formulation et à l'application des lois. Les chefs de gouvernement sont presque tous des « éléphants » promus à des premiers rôles politiques, qui n'hésitent pas à s'exprimer sur tous les grands dossiers (Helmut Kohl ou Gerhard Schröder étaient chefs d'un Land avant de devenir chancelier). Dans les grands débats politiques, on entend très souvent ces ministres-présidents ; au Bundestag, outre le banc du gouvernement, existe le banc du Bundesrat.

Le président de la République

Le chef de l'État observe une neutralité politique, qui lui permet d'exercer une autorité morale, notamment par des discours politiques.

14. La commission d'enquête parlementaire sur la mondialisation (2000-2002) comprenait 13 députés, 13 suppléants, ainsi que 13 experts universitaires et du monde économique. Son objectif fut de :
– dégager les facteurs ayant déclenché la mondialisation ;
– analyser ses conséquences dans les domaines économique, social et politique ;
– dégager des options pour l'action politique afin de maîtriser la mondialisation.
La commission a travaillé pendant deux ans (mars 2000 - mai 2002). Le rapport final fut publié en 2002. Il comporte, outre un certain nombre d'analyses, de nombreuses recommandations.
Source : Deutscher Bundestag, Schlussbericht der Enquete-Kommission *Globalisierung der Weltwirtschaft*, Berlin, 2002.

Le président actuel, Horst Köhler, a multiplié ce type d'interventions. Dès son élection, il a appelé à « refaire de l'Allemagne un pays qui gagne ». Dans ses discours, il demande un « renouvellement profond[15] ». À Bochum, le 22 novembre 2006, il appelle à « poursuivre la voie empruntée des réformes (…). Des milliards de personnes en Europe de l'Est et en Asie sont entrés en compétition avec persévérance et intelligence pour obtenir leur part de la richesse mondiale (…). L'Allemagne est un pays qui a toutes les possibilités de sauvegarder sa bonne place dans un monde de changement global. »

Les partis politiques

Avec le SPD, prônant un réformisme modéré, et avec la CDU[16], créant un mouvement de la démocratie chrétienne, deux grands partis populaires de rassemblement du centre gauche et du centre droit dominent la vie politique. À côté d'eux, le parti libéral FDP joue le rôle de pivot pour assurer des majorités. Dans les années 1980, un quatrième parti, Les Verts, s'est ajouté ; suite à l'unité allemande, un parti de la gauche socialiste est entré au Parlement.

La culture politique allemande est assez centriste, les partis extrémistes ont peu d'influence. Le clivage traditionnel gauche-droite est relativisé par des alliances politiques diverses dont l'actuelle « grande coalition » est un exemple flagrant.

Les partis accordent une certaine importance à leurs programmes. Fait significatif, la constitution de la grande coalition a amené CDU et SPD à inciter les partis à formuler leur programme. La comparaison des débats des deux partis montre que les nombreuses différences n'empêchent pas le partage de certaines valeurs : un attachement au capitalisme social de la *Soziale Marktwirtschaft*, un gradualisme réticent à des discours de « rupture » néolibérale, et la volonté d'une mondialisation maîtrisée et régulée[17].

15. Les discours du président sont consultables : www.bundespraesident.de.

16. Dans le cadre de ce rapport, nous ne tiendrons pas compte de la CSU, parti frère de la CDU, présent uniquement en Bavière.

17. Pour plus de détails, cf. Henrik Uterwedde : « CDU et SPD à la recherche de nouvelles orientations », in *Regards sur l'économie allemande*, Bulletin économique du CIRAC, n° 78, 2006, pp. 5-10.

LE DÉBAT PROGRAMMATIQUE DE LA CDU

Si la CDU partage les valeurs fondamentales (liberté, justice, solidarité) avec le SPD, la liberté prend une place particulière. Un accent particulier est mis sur le principe de concurrence comme élément de régulation, et pas seulement en économie. La justice sociale est vue comme équité des chances ou justice intergénérationnelle, admettant des inégalités dans les résultats.
La CDU tend vers un redéploiement des activités de l'État vers les domaines qui commandent l'économie du savoir ou la cohésion nationale. Les principes de la subsidiarité, de la responsabilité individuelle et de la « société citoyenne » sont rappelés pour inviter les citoyens à prendre en charge des tâches que l'intervention publique ne peut plus assurer.
L'économie sociale de marché est vue comme un modèle de société dépassant la seule sphère économique. Ce modèle est placé devant un double défi de renouvellement : l'adaptation aux conditions d'une économie globale, et sa légitimité dans la population.
Quant aux aspects internationaux, la CDU se prononce pour l'exportation du modèle d'économie sociale de marché et pour l'établissement d'un cadre international de régulation.

Source : Henrik Uterwedde, *CDU et SPD à la recherche de nouvelles orientations*, *op. cit.*

LE DÉBAT PROGRAMMATIQUE DU SPD

Comme à la CDU, les principes de la *Bürgergesellschaft,* de la responsabilité individuelle et de la subsidiarité sont mis en avant. Le rôle d'un « État actif et coopératif » est défini de manière offensive. L'ouverture à une redéfinition des tâches et au redéploiement des ressources publiques est claire. Peer Steinbrück, ministre fédéral des Finances et moderniste du SPD, propose un équilibre entre l'État, le marché et la société civile pour assurer les tâches publiques. D'où la revendication d'une concentration de l'action et des ressources publiques sur l'enseignement, la recherche, l'innovation, la formation ou la politique familiale.
La défense de la protection sociale passe par son renouvellement. Le paradigme d'un « État social de prévoyance » est mis en avant, pour prendre mieux en charge les nouveaux problèmes sociaux, investir davantage dans la prévention et dans les infrastructures sociales et faire appel à la responsabilité individuelle.
Dans tous les textes apparaît un attachement au capitalisme coopératif du modèle rhénan. Le texte d'orientation se prononce en faveur d'alliances entre les entreprises, la recherche, les salariés et les acteurs politiques ; il favorise une stratégie de la compétitivité fondée sur la qualité et non sur les bas salaires ; il demande une protection des « entreprises performantes » contre des OPA inamicales ; il est attaché à une économie qui favorise la logique industrielle contre la dictature financière. Si changement il doit y avoir, c'est un gradualisme respectant les traditions sociales du pays qui est proposé, toute stratégie de rupture rejetée.
La maîtrise de la mondialisation figure parmi les priorités. Le parti préconise un cadre international de régulation des marchés, qui fixerait des règles à la finance internationale et des standards sociaux et écologiques. L'Union européenne est destinée à devenir un acteur économique important. Elle devrait combattre le dumping fiscal et social par une politique de standards sociaux et par la coordination des politiques fiscales et sociales. Enfin, la coordination des politiques économiques, financières et monétaires devrait être renforcée. La stratégie d'innovation de Lisbonne incarne l'appel au renouvellement du modèle social européen.

Source : Henrik Uterwedde, *CDU et SPD à la recherche de nouvelles orientations, op. cit.*

Les fondations politiques

Les fondations politiques interviennent dans le débat politique sur la mondialisation par la formation des citoyens et la mobilisation des experts (rapports, études, tables rondes, etc.).

LE POSITIONNEMENT DE LA KONRAD-ADENAUER-STIFTUNG SUR LA MONDIALISATION

– La mondialisation n'est pas nouvelle ; elle n'est ni bonne ni mauvaise en soi ; elle n'est pas qu'économique, mais profondément politique, et culturelle ; elle est une chance si elle est maîtrisée par la politique.
– « Il est vrai que la critique de la mondialisation est exploitée de manière abusive par des groupements extrémistes et prêts à la violence. Mais aussi par des hommes et femmes modérés, par l'Église, par des entreprises ou des syndicats, dans les *Verbände*, le monde universitaire et par des politiques qui voient dans une mondialisation débridée une cause importante des injustices et des pertes d'identité culturelle. Cette critique est prise au sérieux par la Fondation Konrad-Adenauer. »
– Il faut un ordre réglementaire mondial basé sur les principes de l'économie sociale de marché. Dans ce contexte, l'Union européenne doit jouer un rôle décisif.

Source : *Die Globalisierungsdebatte*, Positionspapier des Kuratoriums der Konrad-Adenauer-Stiftung, 2003.

2.2. Les groupes d'intérêts (*Verbände*)

Les *Verbände* – organisations de représentation d'intérêts socioprofessionnels ou économiques – jouent un rôle très important dans le processus décisionnel allemand. Bien organisés, ils bénéficient d'une bonne représentativité. Ils s'expriment par plusieurs canaux : consultation par le gouvernement[18], études, expertises, congrès, interventions dans les médias. Tout gouvernement entretient des relations denses avec les quatre confédérations :

– la Confédération syndicale allemande (DGB) ;
– la Confédération de l'industrie allemande (BDI) ;
– la Confédération des employeurs allemands (BDA) ;
– la Fédération des chambres de commerce et d'industrie (DIHK).

Le syndicat DGB qui s'engage activement dans le débat sur la mondialisation, s'avère être un vecteur important de l'altermondialisme. Il s'est joint à ATTAC Deutschland et à l'Association des ONG allemandes lors d'une déclaration commune adressée au gouvernement Schröder après les élections de 2002.

18. Ainsi, le règlement intérieur du gouvernement fédéral prévoit la communication automatique de tout projet de loi aux *Verbände* concernés, qui ont ainsi une possibilité d'agir très en amont sur les projets.

DÉCLARATION COMMUNE DU DGB, D'ATTAC ET DE VENLO (5 DÉCEMBRE 2002)

Les revendications portent sur les réponses à apporter au niveau mondial : la lutte contre la pauvreté, le développement durable, l'environnement, la réforme de l'architecture financière internationale, un commerce mondial équitable, le refus d'une libéralisation totale des marchés des services, des règles pour les entreprises transnationales, la démocratisation de la gestion politique de la mondialisation (poids des pays en développement, participation des syndicats et des ONG). Pour les organisations, « seule une participation sociale large aux décisions sur la politique économique internationale permettra d'opposer aux conséquences de la mondialisation néolibérale une mondialisation basée sur la justice sociale et le développement durable ».

Source : DGB-Attac-VENLO, *Globalisierung gerecht gestalten.*
Déclaration faite à Berlin, 5 décembre 2002.

Les organisations patronales portent des messages libéraux.

UNE PRISE DE POSITION DU BDI : GÉRER LA MONDIALISATION

Le BDI insiste sur les effets bénéfiques de l'ouverture des marchés. Dans la lutte contre la pauvreté, l'ouverture des pays en développement apporte de nombreux progrès. Il faut aider ces pays à ouvrir davantage leurs marchés et à créer des régimes démocratiques. Les pays riches doivent supprimer leurs barrières et leurs subventions aux exportations, comme dans le secteur agricole. Il faut voir aussi l'adoption de différents codes de bonne conduite par les entreprises transnationales. L'adoption de labels de qualité ou le respect de normes sociales ou environnementales pour les produits est aussi une voie possible. Quant au cadre réglementaire mondial, il existe déjà : « Il ne peut pas être question d'érosion de standards existants. » Les pires dégâts sociaux et environnementaux existent dans les pays qui ne sont pas ouverts à la mondialisation. La concurrence mondiale est un facteur de progrès.
« La méfiance envers la mondialisation n'est rien d'autre que la méfiance envers la capacité de la politique de gérer ce processus. » Cette gestion doit être assurée par des instances politiques légitimes.

Source : BDI *Globalisierung gestalten*, Cologne, 15 avril 2002

2.3. Les Églises

L'influence des Églises catholique et protestante se traduit, par exemple, par leur présence dans les conseils d'orientation des chaînes de radio et de télévision. Elles s'expriment souvent sur des questions de société, notamment sur la mondialisation, sur le tiers-monde, et sur la solidarité mondiale. Les Églises s'associent à des initiatives comme celle demandant une remise de dettes pour les pays les plus pauvres lors du sommet du G7 à Cologne en 2000. Elles utilisent aussi les réseaux internationaux afin de promouvoir leurs positions.

2.4. Les experts

On a pu dénombrer entre 130 et 150 instituts et centres d'analyse dans le domaine économique et social en Allemagne, ce qui représenterait 20 % de la capacité de recherche européenne. Il s'agit d'un paysage « hautement diversifié, reflétant à la fois le polycentrisme des organes décisionnels et le haut degré d'organisation de la société civile, notamment à travers la multiplicité des pouvoirs et des structures de représentation intermédiaires[19]. » Ce secteur est très important pour le débat public, les médias rendant compte de leurs publications.

Parmi les think tanks, citons le Conseil des sages (Sachverständigenrat)[20] qui publie chaque année un rapport analysant l'évolution de l'économie de la croissance allemande. Ce rapport est largement repris dans la presse, et le gouvernement doit y répondre.

Les autres grands acteurs du débat public sont : les grands instituts de recherche économique indépendants, les commissions ad hoc créées par le gouvernement, les instituts commerciaux comme la Prognos AG, des initiatives privées, comme la Stiftung Marktwirtschaft, et enfin des individus tels Norbert Walter (Deutsche Bank Research) ou Hans Werner Sinn, chef du laboratoire Ifo (Munich), qui a récemment déclenché une controverse en qualifiant l'économie allemande d'« économie de bazar ».

2.5. La société civile : les fondations

Les fondations sont dynamiques. Fin 2005, sur les 13 490 fondations allemandes, la moitié a moins de 10 ans, le mouvement s'est accéléré suite à l'amélioration du cadre fiscal des fondations en 2000. Rien qu'en 2005, on a dénombré 880 nouvelles créations. Elles constituent un troisième secteur entre l'État et le marché. Leur rôle dans des domaines comme l'action sociale, la recherche scientifique, la formation et l'insertion, la culture ou l'innovation politique est important. Les fondations, de part leur diversité, leur souplesse et leur capacité d'innovation, peuvent avoir un rôle d'incitation. Parmi les fondations les plus importantes, se trouvent la Fondation Volkswagen ou la Fondation Bertelsmann.

Certaines cherchent un impact politique et public en proposant des initiatives innovatrices, en servant de forum aux acteurs, en établissant des indicateurs de bonnes pratiques ou en permettant de nouvelles approches.

Certaines ont placé le travail international au centre de leur activité. Citons la Fondation ASKO Europa, qui se consacre à l'intégration européenne et au dialogue franco-allemand.

19. Markus Gabel, René Lasserre, « L'Expertise économique et le conseil politique à l'épreuve du changement », in *Regards sur l'économie allemande*, bulletin économique du CIRAC, n° 78, 2006, pp. 11-22 (11). Pour une perspective comparative internationale, cf. les contributions du dossier « Experts et think tanks : quel modèle de conseil ? », *Problèmes économiques*, n°.2912, 6 décembre 2006.

20. http://www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de.

LA FONDATION BERTELSMANN : THÉMATIQUES ET FORMES D'ACTION

La Fondation Bertelsmann est l'un des acteurs les plus présents sur la scène publique. Elle se concentre sur des thématiques qui influencent l'avenir de la société, comme l'éducation, l'évolution du modèle économique et social, le développement d'un système de santé « prévoyant », le développement d'une société « civique » (*Bürgergesellschaft*), la coopération internationale. Son objectif est d'identifier les défis et de développer des solutions.

Parmi la multitude des thématiques : la gestion du changement démographique, la gestion et le management communal, la gestion politique (pour une gestion « plus stratégique »), la politique d'immigration et d'intégration des immigrés, le projet « responsabilité sociale des entreprises », le projet « cultures d'entreprises dans l'interaction globale ».

Source : www.bertelsmann-stiftung.de

2.6. La société civile : le secteur associatif

Le secteur associatif joue un rôle de mobilisation et de sensibilisation concernant la mondialisation. On ne peut nommer la myriade des initiatives dans le domaine du développement économique dans le tiers-monde. Ainsi, la coordination BUKO (Bundeskoordination Internationalismus, www.buko.info) compte 150 groupes et initiatives de base portant sur le tiers-monde. Ses activités se dirigent contre le « capitalisme global », le racisme et le patriarcat. Le groupe Germanwatch (http://germanwatch.org) s'engage pour la justice dans les relations Nord-Sud, en concentrant son attention sur une nouvelle orientation économique et écologique du Nord, préalable à un développement durable et de meilleures conditions de vie dans le Sud. La coordination « erlassjahr.de » (www.erlassjahr.de) rassemble un millier d'organisations et d'initiatives, notamment du monde des Églises protestante et catholique, et s'engage pour le désendettement du tiers-monde par la remise de dette, dans le sillon d'une campagne officielle lancée par les deux grandes Églises allemandes en 2000. Si l'impact public du très grand nombre d'initiatives de base du type « tiers-monde » est plutôt limité, il ne faut pas sous-estimer son impact sur la pensée de beaucoup de citoyens, notamment jeunes, sur les thèmes du développement et des relations Nord-Sud. Cette influence se fait sentir notamment à travers les paroisses catholiques et protestantes, souvent très actives sur ces thématiques et présentes dans les villes sous la forme de boutiques commercialisant des produits du tiers-monde et engagées dans le commerce équitable.

En ce qui concerne les mouvements plus spécifiquement anti- ou altermondialistes, c'est ATTAC Deutschland qui peut se prévaloir de la plus grande notoriété parmi les initiatives issues de la société civile. Son mode de fonctionnement et ses thématiques suivent le modèle d'ATTAC France, d'où est parti ce mouvement international. Parmi les organisations membres d'ATTAC Deutschland, on trouve :

– des groupes d'extrême gauche ou des mouvements se situant à la gauche du SPD ;

– certains syndicats, comme la première fédération allemande, Ver.di (services, fonction publique), ou la fédération de la métallurgie, IG Metall, qui entretient des liens étroits avec ATTAC sans en être formellement membre ;

– des mouvements et des initiatives plus modérés, d'inspiration chrétienne, et centrées sur les problèmes du tiers-monde ;

– des mouvements écologistes, dont le BUND (Bund Umwelt und Naturschutz Deutschand) ;

– enfin, de manière plus éparse, quelques sections locales du SPD et des Verts.

Les thèmes des actions d'ATTAC comprennent les problèmes classiques des « altermondialistes » mais aussi la politique économique et sociale en Allemagne. À titre d'exemple, le mouvement a participé à la série de manifestations contre les réformes du gouvernement Schröder. Ce faisant, il a tendance à devenir un mouvement protestataire, dominé souvent par ses composantes politiques et syndicales proches de la gauche socialiste, voire extrémiste. Cette dernière, complètement marginalisée sur le plan politique ou électoral en Allemagne, tente de se servir du réseau d'ATTAC afin d'accroître son audience. En même temps, par son fonctionnement « basiste », ATTAC occupe un terrain délaissé par les Verts depuis qu'ils sont devenus un parti de gouvernement : celui des groupes de base faisant « monter » des thèmes et des revendications pour les imposer à l'agenda politique.

L'influence politique d'ATTAC est limitée, en tout cas nettement moins forte qu'en France. Certes, ATTAC est très présent dans certains mouvements de protestation et dispose d'un certain ancrage territorial à travers ses groupes de base, et certaines de ses positions peuvent être partagées par une partie plus ou moins grande de la population. Mais ses actions réussissent rarement à sortir du giron classique de la gauche syndicale et de la gauche de la gauche politique. Manque de figures emblématiques, une culture protestataire moins développée en Allemagne, une certaine distanciation de la classe politique, mais aussi de la population, réfractaires à des argumentaires politiquement trop marqués et des campagnes « criantes » ? Il est difficile de prendre la mesure exacte des causes des limites de l'influence d'ATTAC.

3. Les réponses apportées

3.1. Attitudes face à la mondialisation

Les Allemands sont assez pessimistes quant aux conséquences de la mondialisation sur leur pays et sur leur situation personnelle. Ainsi, IPSOS (mars 2006) révèle que deux Allemands sur trois soulignent ses désavantages, et seulement un Allemand sur six ses avantages[21]. Pour l'Institut Allensbach, les chiffres sont respectivement 47 % et 20 %. IPSOS dégage pour 2005 les motivations des optimistes et des pessimistes.

21. Source: http://www.ipsos.de/default.asp?c=160.

Pour les optimistes, viennent en tête les raisons suivantes :
– Promotion du progrès technique 72 %
– Nouveaux débouchés pour les entreprises sur les marchés étrangers 69 %
– Lutte plus efficace contre les catastrophes naturelles 53 %
– Baisse des prix pour les consommateurs 50 %
Les pessimistes se laissent guider par les motivations suivantes :
– Écart plus grand entre pays riches et pays pauvres 58 %
– Nouvelles menaces terroristes 51 %
– Menaces sur les chances de trouver un emploi 50 %
– Perte d'influence du gouvernement allemand 50 %

Toutefois, les pessimistes souscrivent aussi aux arguments des nouveaux débouchés et de la lutte contre les catastrophes naturelles (47 % pour chaque item).

IPSOS commente ces résultats en soulignant une certaine ambivalence dans le pour et le contre, comme si les Allemands ne disposaient pas d'un cadre d'interprétation univoque. Ainsi, l'appréciation positive des nouvelles opportunités (60 % en 2006) n'empêche pas une majorité d'Allemands (60 % également) de revendiquer la protection des entreprises allemandes contre une reprise par une firme étrangère.

L'étude Allensbach fournit une liste des problèmes ou avantages associés à la mondialisation. On voit l'importance des craintes économiques et sociales ; par contre, les arguments culturels apportent une vision positive[22].

Tableau 6. La mondialisation est associée à…

	2006 (%)	Évolution par rapport à 1998 (%)
la délocalisation de l'emploi à l'étranger	78	+ 9
la perte d'emploi	61	+ 13
la menace sur la protection sociale	54	+ 11
davantage d'échanges culturels	53	- 4
avantages uniquement pour des détenteurs de capital	49	+ 17
une compréhension mondiale plus facile	48	- 22
de meilleures chances de promotion professionnelle	45	- 7
la politique devenant moins transparente	44	0
des salaires globalement diminués	37	+ 10
da destruction de l'environnement	37	+ 6
l'économie relancée	28	- 14
davantage de sécurité dans le monde, moins de guerres	17	- 11
moins d'oppression dans le monde	11	- 2

Source : Étude Allensbach

22. Source : *Allensbacher Berichte* Nr. 11/2006 (à consulter à l'adresse www.ifd-allensbach.de).

Il y a peu de données permettant une comparaison internationale des attitudes face à la mondialisation. L'Eurobaromètre (automne 2006) fait valoir que les Allemands espèrent de nouveaux débouchés pour leurs entreprises (41 % ; 40 % en moyenne européenne) tandis que 47 %, contre 41 % pour la moyenne européenne, perçoivent un danger pour l'entreprise et leur emploi. L'influence de la mondialisation sur l'emploi est vue de manière pessimiste (73 % des Allemands, 90 % des Allemands de l'Est voient des effets négatifs contre 52 % en UE-15).

L'enquête Eurobaromètre-Flash Mondialisation de 2003 fournit de nombreuses données comparatives[23]. Il en ressort que les Allemands ont une attitude plus positive que la moyenne européenne en ce qui concerne la mondialisation et ses influences sur leur situation personnelle ou familiale. Une majorité affirme la nécessité d'une régulation de la mondialisation, mais celle-ci est vue avec plus de réticence que dans la moyenne européenne. Pour ce qui est des conséquences de la mondialisation, seule celle sur l'emploi est vue de manière particulièrement pessimiste, et nettement au-dessous de la moyenne de l'UE. Les réponses pour l'environnement sont mitigées comme chez les voisins européens ; en revanche, pour la démocratie mondiale, la solidarité entre les pays, et surtout les échanges culturels, c'est une attitude franchement optimiste qui prévaut et qui dépasse la moyenne européenne pour les deux derniers thèmes (tableau 7).

Ces résultats sont corroborés par l'enquête Kairos (question 11), qui révèle que la menace de la mondialisation sur l'emploi est perçue plus fortement en Allemagne que dans les autres pays analysés, par les jeunes (16-29 ans) comme par les plus âgés (30-50 ans). À noter, parmi les rares écarts significatifs de la moyenne, l'importance accordée par les jeunes à la recherche et au développement et à l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que le faible score pour associer à la mondialisation des règles communes et une régulation globale[24]. Dans la question 12, les Allemands accordent particulièrement peu d'influence aux ONG en tant qu'acteurs dans la mondialisation.

23. Commission européenne : Eurobarometer-Flash Globalisation, Novembre 2003, (http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2004/june/tradoc_114172.pdf).

24. Est-ce une critique implicite d'un manque de règles et de régulation, ou au contraire une importance moindre qu'on accorde à cette même régulation ? Voir aussi l'enquête Eurobaromètre, tableau 4.

Tableau 7. Réponses choisies de l'enquête Eurobarometer-Flash Globalisation (Allemagne ; moyenne UE-15)

	Allemagne		UE-15	
	pour/ positif %	contre/ négatif %	pour/ positif %	contre/ négatif %
Pour ou contre la mondialisation	70 %	28 %	64 %	28 %
Avantages/désavantages personnels	60	34	52	32
Régulation/contrôle possible ?	56	43	62	36
Régulation nécessaire ?	47	27	56	17
Conséquences : croissance nationale	55	42	57	37
Conséquences : emploi	34	63	40	52
Conséquences : solidarité entre pays	72	24	64	31
Conséquences : démocratie mondiale	62	31	59	32
Conséquences : échanges culturels	89	10	80	15
Conséquences : environnement	44	49	44	48

Source : Commission européenne Eurobarometer-Flash, Globalisation, novembre 2003

Il est généralement admis que les attitudes vis-à-vis de la mondialisation varient en fonction du statut social et du niveau de la formation : elle est vue de manière positive par ceux qui peuvent espérer en tirer profit. L'enquête IPSOS le confirme, montrant que la part des gens associant des avantages à la mondialisation double dans la population d'un niveau bac ou supérieur. Le même constat s'observe dans l'enquête Kairos : les jeunes de formation universitaire ont un intérêt pour la politique, pour l'environnement et pour le développement nettement supérieur aux jeunes dotés d'une formation de base. Pour le groupe des 30-50 ans, les différences de formation produisent moins de différences, comme s'il y avait un effet de génération (question 19).

Les jeunes ayant une formation universitaire sont davantage convaincus des effets positifs de la mondialisation (meilleure compréhension culturelle, augmentation du commerce international et de la mobilité, question 11) et se sentent plus concernés par la mobilité internationale (questions 15, 18). Les personnes ayant une formation de base sont plus pessimistes : tandis que les jeunes mettent l'accent sur le SIDA et l'abus des drogues, pour les 30-50 ans, la différence est encore plus nette et touche pratiquement toutes les menaces sociétales et sécuritaires (SIDA, drogues, terrorisme, guerre, crime organisé) ainsi que l'emploi (question 13).

3.2. Réponses politiques : quelle stratégie nationale ?

La mondialisation a ravivé le débat sur l'évolution du système économique et social allemand. Celui-ci reposait sur un ensemble de régulations étatiques et sociétales, assumées par les acteurs économiques et sociaux. Mais ses fondements ont été ébranlés par la montée en puissance de la mondialisation, tant par ses dysfonctionnements que par la

nouvelle perception qu'ont certains acteurs de leurs intérêts et de leur capacité à les faire prévaloir. Différentes formes de réponse politique s'opposent.

a) Le discours qui a dominé le débat relève d'une approche *néolibérale*, qui invoque les ruptures introduites par la globalisation et met l'accent sur les changements structurels qui devraient en résulter : baisse substantielle des coûts du travail, flexibilité renforcée et baisse sensible du degré d'intervention publique. Ce courant conteste la capacité du modèle consensuel à faire face aux mutations jugées inéluctables. Estimant que la globalisation entraîne une mise en concurrence brutale de l'ensemble du système socio-productif national, il juge l'Allemagne condamnée à abandonner son modèle et à s'orienter vers le modèle anglo-saxon. Il s'agit moins de la description d'une réalité économique que d'un discours idéologique, destiné à faire avancer des solutions de type néolibéral et à créer un nouveau rapport de forces (Beck 1997). Ce discours, en vogue chez les libéraux (FDP), une bonne partie de la CDU-CSU, mais surtout dans une grande partie des milieux d'affaires et les médias économiques, ainsi que chez les économistes universitaires, n'est pourtant pas majoritaire dans le pays.

b) Ceux qui jugent nocive cette approche néolibérale, s'opposent à toute politique de réforme en défendant le *statu quo*. Cette approche réunit altermondialistes, militants et parfois dirigeants syndicalistes, partis d'extrême gauche, ainsi qu'une partie de la gauche du SPD. Elle se retranche dans une position défensive et semble peu en phase avec l'évolution actuelle de l'économie. Les manifestations organisées contre la politique des réformes du gouvernement Schröder, si elles ont pu mobiliser, n'ont empêché aucune réforme de se réaliser.

c) La troisième approche d'une *adaptation maîtrisée du modèle* défend une vision plus « évolutionniste » de la mondialisation, et plus optimiste quant à la capacité de survie du modèle allemand. Elle soutient que ce modèle ne change pas de trajectoire pour se rallier à un autre modèle socio-productif national, même s'il traverse une phase de mutation majeure. Elle admet la nécessité de maîtriser les coûts, mais elle met au moins autant l'accent sur la préservation et l'amélioration des avantages hors coûts qui fondent le système allemand. Elle croit en la capacité du système allemand à renouveler ses avantages compétitifs qualitatifs, dans une perspective de concurrence postfordiste. Elle voit les défis posés par la mondialisation, mais insiste aussi sur les avantages de l'Allemagne, notamment son potentiel de ressources de haute qualité (réseaux d'entreprises, infrastructures, système de formation, stabilité politique et sociale, etc.).

Cette troisième approche correspond mieux à la réalité complexe du système socio-productif allemand et rend mieux compte des défis que pose l'insertion d'un tel système dans une économie de plus en plus mondialisée. Elle est majoritaire dans les deux grands partis (CDU, SPD), chez de nombreux dirigeants syndicaux et certainement dans la population. Elle laisse un espace pour un débat contradictoire sur l'étendue des adaptations nécessaires. Dans la définition même du modèle, les deux partis diffèrent : la CDU oppose le modèle de l'économie sociale de marché au modèle « étatiste », le SPD se prononce pour

le modèle du capitalisme social contre le modèle néolibéral misant sur le « tout-marché ». Tout se fait comme si les controverses politiques se jouaient sur le terrain d'un consensus implicite (sauvegarde du modèle de l'économie sociale de marché par son renouvellement). Les voix discordantes se trouvent seulement au parti de la gauche socialiste PDS-Die Linke, ou dans les *Verbände*, qui ont des positions plus accentuées (2.2), et dans le monde associatif (ATTAC, par exemple, voir 2.6).

3.3. Réponses politiques : quelle gouvernance mondiale ?

Le même consensus est perceptible quand il s'agit de politique mondiale. Les maîtres mots sont « gestion » et « maîtrise » de la mondialisation.

La perception de la mondialisation est ambivalente (sauf pour la gauche, très négative) : elle comporterait chances et risques. Pour cette raison, tous les partis demandent le développement d'un cadre réglementaire plus fort au niveau mondial, basé sur le principe de l'ouverture des marchés et sur la coopération internationale. Les divergences s'expriment quant au contenu politique du cadre réglementaire : le FDP le veut libéral, la gauche, plus contraignant. CDU et SPD expriment aussi l'idée implicite d'« exporter » le modèle économique et social allemand en s'en inspirant dans le développement des cadres réglementaires mondiaux (tableau 8).

Tableau 8. Regard des partis politiques sur la mondialisation

Parti	Mondialisation : définition	Mondialisation : risques/ chances	Mondialisation : quelle gouvernance ?
CDU	« La mondialisation représente la mobilité croissante des hommes, du travail, du capital, des biens et services sur les marchés mondiaux. Elle a pour effet un changement profond dans les formes de consommation, d'investissement et de travail, dans les styles de vie, les formes d'expression culturelle et les structures sociétales. La signification habituelle, tant émotionnelle que fonctionnelle, des frontières de l'espace et du temps subissent un changement. » Dynamiques propres de la mondialisation ; mise en doute de la capacité d'action des États nationaux.	Ambivalence. Les critiques : changement trop brusque, perte de bien-être, de sécurité sociale, de traditions culturelles. Craintes pour l'emploi et les prestations sociales. Perte de confiance dans les systèmes économiques et sociaux. Les chances : vaincre la pauvreté et le sous-développement ; potentiels nouveaux pour une croissance économique mondiale, l'augmentation du bien-être dans les pays riches et la lutte contre la pauvreté dans les pays peu développés ; la paix par la coopération internationale.	Donner un cadre réglementaire. Échange libre de biens et d'idées. Droits de l'homme universels. Développer, renforcer les organisations internationales. Inclure les ONG et les entreprises transnationales dans la recherche de solutions, mais priorité pour les pouvoirs politiques démocratiquement légitimés. Contre le protectionnisme économique et culturel. Économie : « pour une économie de marché sociale internationale. Ceci facilitera le maintien en Allemagne de l'ordre social qui, sous le nom d'économie sociale de marché, a combiné l'égoïsme et le bien commun. »
SPD	Mondialisation : « La raison centrale de nombreux changements de la société et de leurs interactions » ; « un processus qui comprend tous les domaines de la société » : économie, mais aussi culture, éducation, recherche, égalité des sexes. « Les États nationaux ne peuvent plus maîtriser les évolutions économiques et sociales tous seuls. »	Caractère ambivalent : « La mondialisation est perçue par les gens simultanément comme une chance pour l'avenir et une raison des problèmes… » : bien-être et pauvreté, échanges culturels et marginalisation de certaines cultures, ancrage mondial de la démocratie, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, mais aussi inégalités mondiales.	Création d'un ordre réglementaire mondial étendu ; renforcer les organisations internationales, mieux articuler leurs actions. Dialogue interculturel. Autodétermination culturelle mais lutte contre les fondamentalismes, nationalismes et ethnocentrismes. Des zones d'intégration régionale (comme l'UE) : un préalable important. Commerce équitable : ouverture des marchés des pays développés, fin du subventionnement des exportations agricoles. Des règles pour les marchés financiers internationaux ; dans ce contexte : la taxe Tobin « peut être un instrument… » Lutte contre le changement du climat.

FDP	« La mondialisation est la capacité croissante des hommes d'agir et de communiquer au niveau mondial. C'est un phénomène existant, que les antimondialistes le veuillent ou non. »	« Bien sûr ce processus comporte des risques qui doivent être minimisés par les responsables politiques. Mais en tant que libéraux nous voyons surtout dans la mondialisation des chances que la politiques doit exploiter dans l'intérêt des hommes : afin d'imposer la liberté, les droits de l'homme et l'économie de marché au niveau mondial. »	Coopération et gouvernance mondiale Pour un cadre judiciaire et réglementaire libéral au niveau mondial. Renforcement des institutions et des mécanismes existants. Pour le libre-échange : « Souvent, la critique répandue de la mondialisation n'est qu'un protectionnisme nationaliste des pays industriels. (...) Seul un commerce libre est un commerce vraiment équitable. » La suppression des multiples barrières au libre-échange « offre davantage de chances de développement que l'ensemble mondial des aides au développement. » Contre l'introduction de normes sociales dans les négociations de commerce OMC. Contre la taxe Tobin
	Critique de la mondialisation actuelle : « Elle ne doit pas être un processus qui soumet tout à une économie sans limites ; elle a besoin de cadres sociaux et écologiques ».	« Des risques, mais aussi des chances pour davantage de démocratie et de bien-être dans le monde. » « La voie vers une mondialisation plus juste passe par la lutte contre la pauvreté, la sauvegarde de notre environnement, des réponses communes au changement du climat et un système de commerce équitable. Une mondialisation juste signifie aussi la mondialisation des valeurs » (droits de l'homme, reconnaissance d'autres cultures et religions, démocratie, intégration sociale).	« Bâtir des institutions supranationales afin de maintenir le primat du politique dans la mondialisation. » Réformes profondes : ONU, FMI, ... « Une structure future de gouvernance mondiale doit s'ouvrir pour une participation accrue des parlements nationaux et de la société civile. » Ouverture des marchés pour les pays en développement, supprimer le protectionnisme agricole. De l'argent pour le développement. Soutenir les Objectifs du Millenaire. *Good governance* dans les pays en développement contre aide au développement, et remise des dettes. Des taxes internationales : taxe Tobin, taxe sur les billets d'avion.

PDS	La mondialisation est le résultat d'innovations techniques et de décisions politiques nationales et internationales (GATT, OMC), et la libéralisation du commerce et des flux de capitaux ; dérégulations et privatisations dans les économies nationales. Une transformation profonde de l'économie mondiale.	Risques uniquement Émergence de *global players* puissants et d'un réseau global financier (banques, investisseurs institutionnels, agences de notation, FMI) qui exercent une pression sur les économies nationales (demande de rentabilité). Aggravation du fossé entre riches et pauvres. Danger de crises internationales économiques et financières.	Limiter le pouvoir des grands groupes et des réseaux financiers ; repousser les idées néolibérales. Une UE « solidaire » ; standards sociaux minimaux en Europe. Zones monétaires flexibles pour les devises importantes afin d'éviter des crises ; réintroduction de contrôles des flux de capitaux. Taxe Tobin. Possibilité pour les pays en développement de protéger leurs marchés contre les pays industriels et asiatiques.

Sources : Synopsis de l'auteur à partir de documents programmatiques des partis.

3.4. Le rôle perçu de l'UE

Dans l'enquête Kairos, les Allemands estiment que l'UE est le second acteur (derrière les multinationales, devant l'OMC) et a une influence sur la régulation de la mondialisation (question 12). Ce faisant, ils se situent dans la moyenne des pays observés. Quant à la confiance accordée à l'UE, elle est plutôt moindre que dans les pays de référence, très clairement pour les 30-50 ans, un peu moins pour les 16-29 ans.

L'enquête Eurobaromètre-Flash sur la mondialisation permet de compléter le tableau. Ainsi, si les Allemands approuvent le fait que la Commission européenne soit chargée des négociations commerciales, et s'ils trouvent que l'influence de l'UE est trop faible dans la régulation de la mondialisation, la confiance majoritaire dans l'UE pour jouer ce rôle est un peu plus basse que la moyenne européenne. À noter aussi que si les Allemands sont contents de leur degré d'ouverture économique, ils sont 34 % à critiquer une UE « trop libérale » (moyenne UE-15 : 26 %).

Par rapport à cette perception mitigée de la population, les positions des partis politiques sont plus positives. Certes, il y a des critiques : le parti de la gauche socialiste plaide pour « une UE qui agisse de manière solidaire tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » afin de lutter contre une mondialisation néolibérale, et les Verts se prononcent pour une réforme de la PAC et la suppression des subventions à l'exportation pour faciliter aux exportateurs des pays en développement l'accès aux marchés européens. Mais au fond, l'UE est vue comme un niveau d'action efficace pour mettre en avant une régulation mondiale.

Pour la CDU, « l'UE est une réponse commune des Européens au défi de la mondialisation. (…) Par leur union, les États nationaux européens sauvegardent des possibilités d'action que, seuls, ils auraient perdues depuis longtemps. » Cela vaut en particulier pour les problèmes de gouvernance. La CDU souligne que dans le domaine de la mondialisation et de sa maîtrise, les États nationaux agissent « en tant que partenaires dans l'Union

européenne. » Elle constate que « sous des formes différentes, l'économie sociale de marché est devenue la base de la politique économique dans tous les États de l'UE. » Dans cette perspective, l'UE est un vecteur pour établir un cadre réglementaire mondial cherchant à concilier marchés ouverts et justice sociale.

De la même manière, le SPD souligne qu'« en Europe, s'est développé un modèle social et de civilisation spécifique, unique. L'Europe est le symbole de l'équilibre économique, social, culturel et écologique. (…) Même dans les conditions de la mondialisation, ce modèle offre de bonnes chances de développement et peut être exemplaire dans les relations internationales. » Dans la marche vers un monde multipolaire, l'UE est vue comme un atout par le SPD.

Dans ces deux grands partis de rassemblement, se retrouve donc l'idée d'« exporter » le modèle économique et social allemand via l'Europe, et d'utiliser l'Europe dans les négociations pour une gouvernance mondiale. Cette position nie l'idée d'une UE « rempart » contre la mondialisation néolibérale. Cette convergence de point de vue sur l'Europe qui unit les partis reflète leur engouement pour le processus d'intégration.

4. CONCLUSION

Comme partout en Europe, le débat sur la mondialisation a évolué, d'une prise en compte alarmiste à une vue plus différenciée. Ce débat peut même être jugé comme « atone », « dépassionné », « mesuré »[25]. Cela renvoie au contexte systémique (système politique, culture politique, position de l'économique allemande dans la division internationale du travail et fonctionnement du modèle économique et social). Dans un pays qui n'aime pas les affrontements idéologiques et qui cherche des ripostes pragmatiques et coopératives, voire consensuelles, les controverses politiques s'expriment souvent de manière modérée. La position assez forte de l'économie allemande dans la mondialisation permet également aux différents acteurs de penser qu'ils se trouvent parmi les gagnants de la mondialisation.

Aujourd'hui, la mondialisation est avant tout perçue comme un défi mettant à jour les faiblesses de l'économie allemande depuis les années 1990. Celles-ci ont provoqué un large débat sur les qualités et les défauts du site de production allemand et, plus tard, sur la viabilité du modèle économique et social allemand, le « capitalisme rhénan ». Les prises de position très nombreuses ont porté essentiellement sur l'adaptation nécessaire de l'économie allemande et du fonctionnement de ses marchés. Le débat sur les réformes récentes et actuelles en a largement été nourri. Le sentiment, très présent au début des débats, d'une impuissance politique devant la mondialisation a fait place à une attitude plus confiante dans la possibilité d'une action politique sur deux niveaux : pour maîtriser la mondialisation en la canalisant par un cadre réglementaire international, et pour adap-

25. Fabrice Larat, *op.cit.*, p.171.

ter l'économie allemande pour qu'elle puisse pleinement profiter de la mondialisation. Les maîtres mots sont « gestion de la mondialisation » et « cadre réglementaire mondial », ce qui démontre la permanence de la tradition « ordolibérale » allemande.

Ce regard globalement positif n'exclut pas des craintes vis-à-vis de la mondialisation, de par le risque de remise en cause du consensus allemand sur son système d'économie sociale de marché coopérative, portée vers la négociation et le compromis entre les intérêts en présence, au profit d'une vision plus « thatchérienne » du capitalisme. Ces craintes sont nourries par des prises de positions affirmant que « l'économie n'a pas obligation d'être sociale » et que « l'Allemagne a maintenant besoin d'une phase de vrai capitalisme. (...) Il faut briser le pouvoir des syndicats. Nous avons besoin d'une dose de thatcherisme. » (*Financial Times Deutschland*, 21 janvier 2002). Mais il s'agit d'un discours minoritaire, la plupart des acteurs politiques et économiques s'exprimant en faveur du maintien de la *Soziale Marktwirtschaft*.

Les débats sont caractérisés par un centrisme fort. S'il y a comme dans les autres pays un éventail allant d'une critique socialiste plus ou moins radicale à des positions prônant une rupture néolibérale, en passant par un discours plus modéré, gradualiste, ce dernier est largement dominant dans le débat public. S'inspirant du modèle allemand du capitalisme social, qu'il veut préserver, ce discours débat des adaptations nécessaires. Il ne veut pas de « rupture », mais la continuité. Cette voie du juste milieu qui veut garder l'équilibre entre lois des marchés et justice sociale est majoritaire dans le pays, tout en offrant suffisamment d'espace pour des débats contradictoires. La concurrence partisane droite-gauche se joue sur la base de cette approche acceptée de manière implicite. Reste à savoir si elle réussira son pari, s'il est possible de sauvegarder le modèle de la *Soziale Marktwirtschaft* en l'adaptant et le renouvelant.

BIBLIOGRAPHIE

Généralités

Afheldt, H. (2001), « Anpassung an die neoliberale Globalisierung ? », in *Aus Politik und Zeitgeschichte* nº B 9.

« Arbeitsplatzeffekte der Globalisierung », in *Bundesministerium der Finanzen*, Monatsbericht 08, 2004, p. 62 sq. À consulter sur le site http://www.bundesfinanzministerium.de/Anlage26006/Arbeitsplatzeffekte-der-Globalisierung.pdf.

Baus, R. T., Wilamowitz-Moellendorff, U. von, « Globalisierungsdebatte I. Wer oder was ist ATTAC ? », *Arbeitspapier* (November 2002), Konrad Adenauer Stiftung, Sankt Augustin.

Bissinger, M. (dir., 1997), *Stimmen gegen den Stillstand. Roman Herzogs « Berliner Rede » und 33 Antworten*, Hamburg, Hoffmann und Campe.

Boston Consulting Group (septembre 2004), *Deutschland : ein Perspektivenwechsel*, Mit Leidenschaft für Veränderung.

Deutscher Bundestag (2002), *Globalisierung der Weltwirtschaft*, Schlussbericht der Enquete-Kommission, Opladen, Leske und Budrich.

« Experts et think tanks : Quel modèle de conseil ? », *Problèmes économiques*, nº 2912, 6 décembre 2006.

Forrester, V. (1997), *Der Terror der Ökonomie*, Vienne, éd. Zsolnay (trad. de *L'Horreur économique*, Paris, Fayard, 1997).

Gabel, M., Lasserre, R., « L'Expertise économique et le conseil politique à l'épreuve du changement », in *Regards sur l'économie allemande*, Bulletin économique du CIRAC, nº 78, 2006, pp. 11-22.

Horn, G., Behncke, S., « Deutschland ist keine Basarökonomie », in *DIW-Wochenbericht* nº 40, 2004.

Köhler, H. *Erneuerung und Gerechtigkeit. Ansprache bei der Vollversammlung des Deutschen Industrie und Handelskammertages*, Bochum, 22 novembre 2006 (www.bundespraesident.de).

Larat, F., « L'Allemagne face aux défis de la mondialisation », in Demesmay, C. et al. (2006), *Qui sont les Allemands ?* Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, p. 167-183.

Müller, S., Kornmayer, M., « Globalisierung als Herausforderung für den Standort Deutschland », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, nº B 9, 2001, pp. 6-14.

Nunnekamp, P., « Schreckgespenst Globalisierung. Chancen und Risiken für den Standort Deutschland », in *Internationale Politik*, nº 5, 1998, pp. 15-24.

Paqué, K.-H., « Soziale Marktwirtschaft und globale "New Economy" : ein Widerspruch ? », in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, nº B 9, 2001.

Sinn, H. W. (2003), *Ist Deutschland noch zu retten ?* Ullstein, Munich.

Schumann, H., Martin, H.-P. (1996), *Die Globalisierungsfalle. Der Angriff auf Demokratie und Wohlstand*, Hamburg, éd. Rowohlt, (10e tirage atteint en 1998 ; aujourd'hui en vente : 11e tirage). Édition française : *Le Piège de la mondialisation*, Actes Sud, 1997.

Strack, C., *Katholische Kirche und Globalisierung*, texte pour la Bundeszentrale für politische Bildung (http://www.bpb.de/themen/55TZGR,0,Katholische_Kirche_und_Globalisierung.html).

Uterwedde, H., « L'Économie allemande : Comment sortir de la langueur ? » in Guérard, F. (dir., 2006), *Regards sur l'Allemagne unifiée*, Paris, La Documentation française, pp. 41-46.

Uterwedde, H., « Capitalisme rhénan : Défis d'adaptations et compétitivité virtuelle », in Bourgeois, I. (dir., 2005), *Le Modèle social allemand en mutation*, Cergy, CIRAC, S. 195-203.

Uterwedde, H., « CDU et SPD à la recherche de nouvelles orientations », in *Regards sur l'économie allemande*, Bulletin économique du CIRAC, nº 78, 2006, pp. 5-10.

Weizsäcker, E. U. von, *Weltpolitik*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1989.

Wiegand, J., « Lohnkosten der Angst », *Süddeutsche Zeitung*, 7 août 1997, p. 13.

Documents des associations, des organisations professionnelles et des Églises

Attac. Article dans Wikipedia, die freie Enzyklopädie (http://de.wikipedia.org/wiki/Attac).

Konrad Adenauer Stiftung (März 2003), *Die Globalisierungsdebatte*, Positionspapier des Kuratoriums der Konrad-Adenauer-Stiftung.

Ralf Zeppernick, R. (2003), *Wie wird Globalisierung heute beurteilt ? Ein Beitrag zu einer « rationaleren » Diskussion*, Sankt Augustin, Konrad Adenauer Stiftung, (Reihe Zukunftsforum Politik, nº 52).

Wilamowitz-Moellendorff, V. von (2003), *Globalisierungsdebatte II : Positionen und Gegenpositionen*, Sankt Augustin, Konrad Adenauer Stiftung, (Reihe Zukunftsforum Politik, nº 54).

Alfred Pfaller, A., (2002), *Globalisierung sozial gestalten : eine zurechtgerückte politische Agenda*, (Electronic ed.), Bonn, Friedrich Ebert Stiftung.

Friedrich Ebert Stiftung (2005), *Globalisierung und Soziale Gerechtigkeit. Die Förderung von Gewerkschaften in der internationalen Gewerkschaftsarbeit*, Bonn, Friedrich Ebert Stiftung.

Dauderstädt, M. (2006), *Sind unsere Löhne zu hoch ? Schlaflose Nächte in der Basarökonomie*, Bonn, Friedrich Ebert Stiftung, (série Internationale Politikanalyse, Globalisierung und Gerechtigkeit).

Heinrich Böll Stiftung, portail internet sur la mondialisation : www.globalternative.org.

Heinrich Böll Stiftung : documents sur la mondialisation sur le site: www.boell.de/de/04_thema/1912.html.

Sachs, W. (2000), « Wie zukunftsfähig ist die Globalisierung ? Über ökonomische Entgrenzung und ökologische Begrenzung », Berlin, *Studien und Berichte der Heinrich Böll Stiftung*, nº 3, Heinrich Boell Stiftung (éd.).

Friedrich Naumann Stiftung, Themenschwerpunkt « Globalisierung und Entwicklung » (http://www.fnst.org/webcom/show_article.php/_c-677/_nr-3/_lkm-726/i.html).

Rosa Luxemburg Stiftung, Revue *Utopie kreativ*.

Gräfe, H.-G., « Virtuelle Macht und reale Gegenmächte. Zur Globalisierung der

Ökonomie », in *Utopie kreativ*, nº 171, Januar 2005, pp. 12-20.

DGB : Europäische und Internationale Sozialpolitik, nº 1, Oktober 2001.

DGB, Attac, VENLO, *Globalisierung gerecht gestalten*. Déclaration faite à Berlin, 5 décembre 2002.

BDI, *Globalisierung gestalten*. Cologne, 15 avril 2002 (www.bdi-online.de).

BDA, « Auswirkungen der Globalisierung auf die deutsche Volkswirtschaft » (*Reihe Volkswirtschaftlicher Argumentendienst*, nº 51), 2005 (www.bda-online.de).

DIHK, *Going international. Erfolgsfaktoren im Auslandsgeschäft*, September 2005.

EKD (Evangelische Kirche in Deutschland), Grundinformation zum Thema : « Globale Wirtschaft verantwortlich gestalten », (http://www.ekd.de/synode2001/beschluesse_globalewirtschaft.html).

Kock, M., *Globalisierung als Herausforderung für den Sozialstaat aus Sicht der Evangelischen Kirche*, à consulter sur le site www.ekd.de.

Deutsche Bischofskonferenz (1999), *Die vielen Gesichter der Globalisierung. Perspektiven einer menschengerechten Weltordnung. Eine Studie der Sachverständigengruppe "Weltwirtschaft und Sozialethik" und der kirchlichen Werke Adveniat*, Caritas international, Misereor, missio Aachen, missio München und Renovabis, (http://www.aksb.de/upload/dateien/Projekt%20Globalisierung/Menschengerechte_Weltordnung.pdf).

Documents des partis politiques

Bündnis 90/Die Grünen (www.gruene.de)

Bundesvorstand : « Eine Welt » statt exklusive Acht. Reformen für eine gerechte Globalisierung. Antrag zur 26. Ordentlichen Bundesdelegiertenkonferenz von Bündnis 90/Die Grünen, 1-3 Dezember 2006.

Wahlprogramm « Eines für Alle », 2005.

Documents sur le site : www.gruene.de/cms/themen/rubrik/8/8843/gerechte_globalisierung.htm.

CDU (www.cdu.de)

Wertekommission der CDU Deutschlands (2003), *Globalisierung. Herausforderung an die politische Handlungsfähigkeit*, Berlin.

Bundesvorstand : « Eine Welt » statt exklusive Acht. Reformen für eine gerechte Globalisierung. Antrag an die 26. ordentliche Bundesdelegiertenkonferenz von Bündnis 90/Die Grünen, 1-3 Dezember 2006

FDP (www.liberale.de)

Globalisierung – Freiheit, Menschenrechte und Marktwirtschaft weltweit durchsetzen. Beschluss des 53. ordentlichen Bundesparteitages der FDP, Mannheim, 10.-12. Mai 2002

Die Linke. PDS (www.sozialisten.de)

Globalisierung. D'après : www.linksfraktion.de

Autres documents sur le site : http://www.sozialisten.de/service/suche/index.htm?srubrik=&orderby=relevance&words=Globalisierung&Abschicken.x=10&Abschicken.y=7&Abschicken=START&menu1=ServiceMen %FC

SPD (www.spd.de)

Wieczorek-Zeul, H. (Oktober 2004), *Globalisierung gerecht gestalten. Impulse für das neue Grundsatzprogramm der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, Berlin.

Grundsatzprogrammkommission der SPD : « Wegmarken für ein neues Grundsatzprogramm ». Sozialdemokratische Vorstellungen zur nachhaltigen Gestaltung der globalen Epoche, Zwischenbericht an den Parteitag der SPD in Nürnberg, 19-22 November 2001.

Sondages

Angst vor der Globalisierung wächst. [Résultats d'un sondage Allensbach] http://www.koerber-stiftung.de/frames/frames.php?param=http://www.koerber-stiftung.de/oeffentlichkeit/presse-archiv/pm_2004/pm_21_04_04b.html.

German Marshall Fund (2006), *Perspectives on Trade and Poverty Reduction. A Survey of Public Opinion, Key findings Report*, (http://www.gmfus.org/trade/research/survey.cfm.

PIPA-Globescan (2006), *20-Nation PollFinds Strong Global Consensus : Support for Free Market System But Also Regulation of Large Companies*. (www.globescan.com/news_archives/pipa_market.html)

IPSOS, *Globalisierung : Deutsche pessimistisch*. 2 juin 2006 (www.ipsos.de/default.asp?c=234)

IPSOS, Globalisierung : *Deutsche sehen schwarz*. 28 juin 2005 (www.ipsos.de/default.asp?c=160).

Marcus Noland, *Popular Attitudes, Globalization, and Risk*, Institute for International Economics, WP 04-2 (http://www.iie.com/publications/wp/wp04-2.pdf)

GMF, *Perspectives on Trade and Poverty Reduction. Key Findings Report 2006*.

Eurobaromètre 65, printemps 2006.

Institut für Demoskopie Allensbach (2006), *Globalisierung. Allensbacher Berichte,* n° 11 (à consulter sous l'adresse www.ifd-allensbach.de).

Commission européenne, Flash-Eurobarometer, *Globalisation*, novembre 2003. (http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2004/june/tradoc_114172.pdf).

Bundesverband deutscher Banken, *Die Deutschen vor den Herausforderungen der Globalisierung*, November 2000 (http://www.bdb.de/download/interesse/ie-1100.pdf).

Bundesverband deutscher Banken, *Globalisierung. Ergebnisse einer repräsentativen Bevölkerungsumfrage im Auftrag des B undesverbandes deutscher Banken*, November 2003. (www.bundesverband.de/pic/artikelpic/122003/um0311_pg_Globalisierung.pdf).
Bundesverband deutscher Banken, Deutschland im Wandel (2000), *Der Wirtschaftsstandort im Zeichen der Globalisierung. Ergebnisse einer repräsentativen Meinungsumfrage*, Berlin, S. 24-27.

LES ESPAGNOLS FACE À LA MONDIALISATION

Ferran MARTINEZ-i-COMA
Institut Juan March

Ismaël SANZ
Universidad Complutense de Madrid, GRIPICO

INTRODUCTION

L'étude de la mondialisation et de la façon dont les Espagnols et les autres Européens l'envisagent n'est pas chose aisée et cela pour trois raisons.

La première est l'absence d'un cadre théorique établi. Selon Held et McGrew (2004), « aucune analyse de la mondialisation ne s'est encore élevée au rang d'orthodoxie » (2004 : 2). Bien qu'il n'existe pas de théorie unifiée de la mondialisation, il est néanmoins possible de dire qu'elle a ses partisans et ses détracteurs. Ses défenseurs, ou « globalistes », estiment qu'elle constitue « une évolution historique réelle et significative », tandis que ses détracteurs, ou « sceptiques », affirment qu'elle est avant tout une construction idéologique et sociale dont la valeur explicative est limitée. Pouvons-nous avancer que les citoyens espagnols sont enclins au scepticisme à l'égard de la mondialisation, ou, au contraire, qu'ils estiment cette période historique exceptionnelle ?

La deuxième raison pour laquelle cette étude n'est pas une entreprise aisée est liée au concept même de mondialisation. Qu'est-ce que la mondialisation ? Comment la définir ? Cette notion n'est-elle qu'économique, ou inclut-elle des questions relatives à l'identité nationale, aux droits de l'Homme, à l'environnement ? Partons du postulat restreint que la mondialisation n'est liée qu'à l'économie. Quelle importance relative accorder aux créations d'emplois, aux délocalisations, à la pression à la baisse sur les salaires, au dumping social ou à l'immigration ? Par ailleurs, un certain nombre de difficultés vient s'ajouter à cet exercice si l'on décide d'intégrer au concept de mondialisation des éléments non économiques.

La troisième raison est liée au concept d'« Européens ». L'appréhension du concept de mondialisation ne peut être qu'hétérogène parmi toutes ces nationalités qu'englobe le terme « Européens ».

1. Analyse conceptuelle de la mondialisation

Il faut distinguer les arguments des globalistes de ceux des sceptiques.

Les échanges commerciaux et la circulation des capitaux et des personnes dans le monde sont rendus possibles par des infrastructures de transport et des normes telles que le contrat. Mais le concept de mondialisation ne se résume pas à cette « extension des relations et des activités humaines par-delà les régions et les frontières », mais recouvre également « une évolution importante de l'espace des relations et de l'organisation humaines, qui deviennent désormais interrégionales ou intercontinentales » (Held et McGrew, 2004 : 3). Ce qui signifie que le « local » est aussi influencé par ce qui se passe dans d'autres espaces. Si nous devons adopter une définition, celle proposée par Held et McGrew, par laquelle la mondialisation désigne « une extension, une ampleur accrue, une accélération et un approfondissement des flux et des formes d'interaction sociale » (2004 : 4), nous semble appropriée.

Les sceptiques considèrent que le concept de « mondialisation » n'est pas suffisamment précis. Il n'est pas possible, selon eux, de faire la distinction entre ce qui est mondial ou « global », et ce qui relève de relations transnationales. Étant donné qu'aucune définition claire n'est donnée, le concept devient si vaste qu'il devient pratiquement impossible de l'appliquer, il ne veut plus rien dire. Les sceptiques préféreraient parler d'« internationalisation » – ce terme désignant un processus dans lequel « les entités principales sont les économies nationales » (Hirst et Thompson, 1999) – ou de « régionalisation ».

Mais la gêne des sceptiques ne se limite pas à des problèmes de définition. La mondialisation, avancent-ils, est surtout une construction idéologique permettant de justifier le projet néolibéral. Les États-Unis jouent un rôle essentiel dans la mondialisation car ce pays est au cœur du processus et son modèle économique intégré est érigé en exemple. C'est pourquoi, aux yeux de certains marxistes, il n'y a pas de mondialisation mais une nouvelle forme d'impérialisme occidental. Les réalistes, pour leur part, considèrent que la mondialisation n'existe que tant que les États, véritables acteurs des relations internationales, la voient ainsi. En d'autres termes, sans l'influence des États-Unis, le processus s'effondrerait (Gilpin, 1987).

Un troisième argument rend compte de l'insatisfaction des sceptiques. Dans un sens, la mondialisation a la même utilité que l'UE pour certains politiques : l'excuse parfaite des gouvernements pour prendre en considération les nouvelles exigences des marchés internationaux, le prétexte leur permettant de prendre des décisions impopulaires tout en évitant de rendre des comptes à leurs concitoyens.

Nous pensons que la force du dernier argument – celui de l'excuse parfaite – réside dans le fait que les globalistes n'ont que peu de difficultés à accepter celui-là. Pour commencer, affirment les globalistes, la mondialisation ne peut être réduite aux relations économiques.

À négliger les autres phénomènes et à ne se concentrer que sur les échanges financiers, on risque de disposer d'une image incomplète du processus. Ensuite, la mondialisation n'est pas plus une nouvelle forme d'impérialisme anglo-américain qu'un processus qui ne doit son existence qu'à la seule volonté américaine. La mondialisation impliquerait en effet un changement dans l'approche du cadre socio-économique établi, du principe territorial et du pouvoir. Nous avons observé des divergences quant au sens à donner au concept de mondialisation. Concrètement, le débat d'experts s'est concentré sur cinq éléments clés : pouvoir, culture, économie, inégalités et sécurité.

Il convient de passer en revue ces éléments du débat entre globalistes et sceptiques afin de comprendre la position de l'opinion publique espagnole à l'égard de la mondialisation.

Le pouvoir : l' État moderne gouverne-t-il toujours ?

L'État a représenté le principal acteur politique des cinq cents dernières années de l'histoire humaine. La valeur des États ne se mesure pas seulement à l'aune des relations interétatiques. Leur rôle est crucial dans la vie de leurs habitants car ils sont garants du maintien de l'ordre et de la sécurité et détiennent le monopole de l'usage de la force. Aussi est-il quasi impossible de vivre dans une société occidentale sans subir l'influence des règles étatiques. Toutes ces raisons poussent les sceptiques à déclarer que si les États n'ont pas plus d'importance aujourd'hui qu'il y a deux siècles, ils sont au moins aussi influents qu'alors.

Les globalistes sont en désaccord sur ce diagnostic. D'abord, l'État est en proie à un affaiblissement de sa souveraineté. Par le sommet, tout d'abord : Union européenne, OTAN, OMC, MERCOSUR, ASEAN et autres prennent des décisions qui ont une influence plus grande dans la vie quotidienne des États nationaux et de leurs citoyens. Par la base également, à cause de mouvements nationalistes à tendance indépendantiste qui portent atteinte à la souveraineté de l'État. Le deuxième argument des globalistes concerne le rôle de l'État. Selon Weber, l'État détient le monopole légitime de l'usage de la force. Les globalistes adhèrent dans l'ensemble à cette définition. Mais une question se pose ensuite si l'on écarte du débat le concept de légitimité : sommes-nous certains que les États détiennent le monopole de la violence face à un terrorisme international ou à des trafiquants de drogues organisés ? C'est peut-être précisément parce que la réponse à cette question est négative que l'on observe une coopération internationale accrue dans la lutte contre la criminalité.

Les cultures nationales sont-elles menacées ?

L'organisation de la vie culturelle s'est faite à l'intérieur des frontières étatiques. C'est pour cette raison que les sceptiques estiment que l'identité nationale joue toujours un rôle déterminant, laissant bien peu de place à la mondialisation. La résurgence des mouvements nationalistes est à cet égard intéressante. Les causes de cette renaissance sont sans doute multiples, mais si nous nous penchons par exemple sur les résultats des élections législatives espagnoles de 2004, nous observons que les aspirations nationalistes ont

trouvé un écho important : les partis nationalistes ont en effet obtenu 30 sièges sur 350 sièges en jeu (nous excluons ici les partis régionalistes). Dans ce contexte, affirment les sceptiques, la mondialisation n'a qu'une influence restreinte, si ce n'est aucune.

Ce n'est pas l'avis des globalistes. Premièrement, il existe bel et bien une culture populaire mondiale, véhiculée par des médias. Deuxièmement, si les nations sont construites, elles ne sont ni indestructibles ni incapables de changement. Troisièmement, les mutations technologiques sont telles qu'il est pratiquement vain de vouloir contrôler l'information. Quatrièmement, les idées traversent le globe de part en part, et une partie importante de cette communication se fait en anglais. Cinquièmement, les grandes entreprises seraient devenues « les producteurs et les distributeurs de la mondialisation culturelle » (Held et McGrew, 2004 : 18). Sixièmement, les cultures nationales ont forcément évolué car des immigrants d'origines diverses représentent aujourd'hui près de 10 % de la population d'un pays donné. Il devient donc évident que la mondialisation force à redéfinir le concept de citoyen national.

Certains arguments soulevés par les sceptiques sont recevables. La vitalité des mouvements nationalistes démontre à merveille que le processus de mondialisation n'est pas aussi abouti qu'on le décrit parfois. Néanmoins, les globalistes avancent l'explication suivante : à cause de la mondialisation et des craintes qu'elle génère, les citoyens choisissent de se replier sur leurs « origines » nationales. Le débat n'est donc pas clos.

L'économie est-elle réellement mondiale ?

La montée en puissance des marchés internationaux s'accompagne d'une certaine frustration car les économies nationales sont jugées incapables de maîtriser leur propre destin et dépendent de plus en plus de la situation internationale. Si nous acceptons cet argument, la mondialisation actuelle est inédite. Mais l'est-elle réellement ?

Zevin (1992 : 43) écrit par exemple qu'« en dépit d'une plus grande ouverture des marchés financiers depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, leur niveau d'intégration actuel n'est ni exceptionnel ni inédit au regard de l'évolution historique des siècles précédents ». Rodrik soutient qu'« à bien des égards, le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui est loin du degré d'intégration économique atteint aux plus belles heures de l'étalon-or » (1998 : 2). Ces deux citations résument la thèse de certains chercheurs selon laquelle « avant les bouleversements provoqués par les deux conflits mondiaux et l'effondrement des marchés des matières premières et financiers dans un contexte de dépression économique généralisée, les économies étaient tout aussi internationalisées qu'aujourd'hui » (Bordo, Eichengreen et Irwin, 1999 : 1). Mais dans ce cas, comme s'interrogent Bordo, Eichengreen et Irwin, « pourquoi la mondialisation du siècle dernier ne suscita-t-elle pas les mêmes dilemmes que ceux que nous observons aujourd'hui ? (1999 : 2).

Première réponse apportée par les sceptiques : il ne s'agit pas de mondialisation mais de création de blocs régionaux. Chacun de ces blocs a son centre et sa périphérie, chacun

est matérialisé par une structure régionale formalisée (ALENA, MERCOSUR, Union européenne, ASEAN). Deuxième élément de réponse des sceptiques : les relations s'accroîtraient entre membres de zones intégrées, mais non entre membres de blocs différents. Enfin, il n'existerait pas d'économie mondiale à proprement parler : même parmi les pays membres de l'OCDE, l'ensemble économique le plus interdépendant, les chiffres ne suggèrent qu'un niveau restreint d'intégration (Zevin, 1992 ; Garret, 1998). Par ailleurs, Hirst et Thompson (1999) indiquent qu'il n'existe pas d'économie mondiale intégrée. Même si elles s'implantent partout dans le monde, les entreprises multinationales conservent surtout un lien étroit avec leur marché national ou régional.

Une fois de plus, le point de vue des sceptiques doit être confronté à celui des globalistes. Ces derniers expliquent certaines des évolutions de l'intégration économique mondiale en les comparant à une période de référence, les années 1900 (la Belle Époque). Bordo, Eichengreen et Irwin affirment que « si la production de biens échangeables constituait une plus grande part de l'activité économique il y a un siècle, les échanges commerciaux jouaient un rôle bien moindre qu'aujourd'hui dans cette production » (1999 : 4). En outre, « les échanges et l'investissement direct ont ouvert à la concurrence internationale des secteurs non soumis au commerce il y a cent ans, comme les services, la distribution, les services publics de l'énergie, de l'eau ou des télécommunications » (1999 : 4). D'où une importance accrue des échanges commerciaux aujourd'hui. Un deuxième argument indiquant que nous vivons bien dans un contexte d'intégration financière, caractéristique d'une économie mondiale, est l'existence d'effets de contagion avérés : le krach financier en Asie orientale de 1997-1998 a eu des répercussions dans le monde entier. Enfin, les globalistes ajoutent que deux des principaux agents de l'économie voient leurs rôles redéfinis : les employeurs et les salariés. Les premiers exercent « une influence décisive sur l'organisation, la localisation et la répartition du pouvoir et des ressources économiques dans l'économie mondiale contemporaine » (Held et McGrew, 2004 : 26). Les seconds subissent la mondialisation : la désindustrialisation des pays membres de l'OCDE accompagne la délocalisation vers des États d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe orientale. L'inquiétude de nombre de salariés va croissant.

Si sceptiques et globalistes développent tous des arguments valables, il reste indéniable que « la mondialisation actuelle soulève de nouvelles problématiques de gouvernance, non seulement parce qu'elle est liée à un système politique qui donne une voix prépondérante à des intérêts particuliers mais aussi parce que le phénomène économique lui-même est différent : l'intégration est plus grande et plus élargie qu'il y a un siècle » (Bordo, Eichengreen et Irwin 1999 : 3).

La mondialisation est-elle source d'inégalités ?

En dépit du recul de la pauvreté dans le monde au cours des cinquante dernières années et de l'amélioration des conditions de vie des individus dans presque toutes les régions du monde, perdurent des inégalités importantes. Le débat entre sceptiques et globalistes sur les inégalités ne porte pas sur leur existence ou leur absence, car les deux

camps s'accordent pour dire qu'inégalités il y a. Leur désaccord a trait aux origines de ces inégalités, et aux solutions à y apporter.

Aux yeux des sceptiques, des conflits d'intérêts provoquent divisions et inégalités dans le monde. Les capitaux internationaux ne créent pas un monde intégré, mais accentuent les inégalités par la marginalisation – voire l'exclusion – de la majorité des pays du tiers-monde. Évidemment, cette situation ne fait qu'accroître le fossé Nord-Sud et peut être considérée comme une nouvelle forme d'impérialisme occidental. Les solutions envisageables sont diverses. Les marxistes proposent un ordre international socialiste, visant à résoudre le problème de la pauvreté par le biais de la redistribution des richesses. Pour les réalistes, les inégalités sont indissociables de la structure de l'ordre mondial car il existe une hiérarchie, au moins en matière de pouvoir économique et militaire. Laquelle hiérarchie est essentielle au maintien d'un ordre mondial stable. Si hiérarchie il y a, elle plaide donc en faveur des inégalités. Par conséquent, la lutte contre les inégalités n'est pas un objectif rationnel car elle met à mal le fondement principal de l'ordre mondial : la stabilité. La seule solution consiste alors à réduire les inégalités à l'intérieur des pays.

Les globalistes sont eux aussi divisés sur cette question. Les néolibéraux considèrent que la création d'un marché mondial unifié conduira à la modernisation et au développement, et que les inégalités dans le monde, tout comme la pauvreté, sont des états transitoires qui disparaîtront. Quant aux globalistes plus proches de la tradition sociale-démocrate, la mondialisation économique est responsable de l'augmentation des disparités à travers le monde. De ce point de vue, les sociétés seraient divisées : a) en gagnants et perdants de la mondialisation économique ; b) à cause de la marginalisation de ces perdants ; c) à cause d'une moindre protection sociale car ces sociétés ne peuvent pas ou ne veulent pas assumer les coûts que représentent les individus les plus vulnérables. En outre, la mondialisation, à cause des délocalisations, serait à l'origine de la hausse de la pauvreté dans les pays de l'OCDE. L'une des solutions proposées par ces sociaux-démocrates est l'instauration d'une nouvelle éthique mondiale, d'un « devoir de solidarité » à l'intérieur des frontières et au-delà.

À l'instar des sceptiques, nous pensons que les inégalités sont une constante dans presque toutes les sociétés ; et comme les globalistes, il nous semble que la mondialisation est susceptible d'aggraver ces inégalités. Amartya Sen exprime parfaitement notre position : « Il est crucial de poser la question du partage des bienfaits de la mondialisation – entre les pays riches et les pays pauvres et entre différents groupes au sein d'un pays donné. Il ne suffit pas de dire que les pauvres du monde ont besoin de la mondialisation autant que les riches. Il faut également veiller à ce qu'ils obtiennent réellement ce dont ils ont besoin. Des réformes institutionnelles profondes seraient alors nécessaires, tout en défendant la mondialisation. » (2002 : 3.)

2. PERCEPTIONS ET REPRÉSENTATIONS DU PHÉNOMÈNE DE LA MONDIALISATION CHEZ LES ESPAGNOLS : PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

2.1. Méthodologie

En mai 2005, le Centre de recherche en sociologie (CIS) a réalisé une enquête sur la population âgée de 18 ans et plus, intitulée Perceptions et représentations du phénomène de mondialisation chez les Espagnols.

Les objectifs généraux de l'étude : compléter les résultats quantitatifs obtenus dans une précédente étude du CIS, *Mondialisation et relations internationales*, comprendre les discours et les perceptions des différents groupes sociaux, et enfin, dresser une cartographie de ces perceptions du processus de mondialisation. Cette étude qualitative se proposait de recueillir des réponses sur les points suivants : i) les perceptions de « l'extérieur » : comment les Espagnols perçoivent-ils le monde « extérieur » ? S'intéressent-ils à ce qui se passe à l'étranger ? Ont-ils le sentiment que leur destin est lié à celui d'autres pays ? De quelle façon ? ii) la mondialisation et la vie quotidienne : quels changements la mondialisation a-t-elle provoqué dans leur vie ? La perçoivent-ils comme un phénomène proche ou éloigné de leur vie ? Qui la mondialisation affecte-t-elle et comment ? Existe-t-il des différences entre les générations quant à cet impact ? iii) une définition subjective de la mondialisation : comment le processus est-il perçu ? Est-il nouveau ? Quelle importance relative accordent-ils aux divers volets de la mondialisation (économique, politique, social et culturel) ? iv) l'évaluation de la mondialisation : comment évaluent-ils le processus dans son ensemble ? Quels en sont les aspects positifs ? Et les aspects négatifs ? Quelles solutions sont envisageables afin de lutter contre les aspects négatifs de la mondialisation ? Qui sont les gagnants et les perdants ? v) mondialisation et participation des citoyens : comment la perception de la mondialisation influe-t-elle sur la participation et la mobilisation citoyenne ? Dans quelle mesure les citoyens connaissent-ils et soutiennent-ils les mouvements antimondialisation ? vi) et enfin, le rôle de l'État : quelle incidence l'internationalisation croissante de l'économie et le rôle accru des institutions politiques internationales et supranationales ont-ils eu sur les perceptions des citoyens ? Cette étude qualitative traite donc de nombreux sujets et constitue une source d'informations précieuse.

L'approche qualitative est parue la plus adaptée. Des groupes de discussion nous ont permis d'analyser le discours des différents groupes sociaux. La constitution des groupes a obéi à l'objectif suivant : intégrer un éventail suffisamment vaste de la population afin de tenir compte des différents points de vue sur les questions à traiter. Les variables choisies ont été l'âge, le sexe, le cadre de vie, la région et le niveau d'instruction.

Tableau 1. Descriptif des groupes

	Domicile	Catégorie socioprofessionnelle	Tranche d'âge	Sexe	Particularités
Groupe 1	Madrid (y compris la banlieue)	Étudiants à l'université (en cours de formation, à la recherche d'un 1er emploi ou avec une courte expérience professionnelle (2 ans maxi.)	18-25 ans	Groupe mixte : 50 % de femmes, 50 % d'hommes	
Groupe 2	Barcelone (y compris la banlieue)	Jeunes travailleurs. Ont une expérience de 3 à 7 ans, exercent une profession libérale, sont techniciens intermédiaires ou supérieurs, cadres supérieurs de l'administration ou en entreprise	26-35 ans	Groupe mixte : 50 % de femmes, 50 % d'hommes	Diplômés universitaires
Groupe 3	Badajoz	Travailleurs. Ont une expérience supérieure à 7 ans, exercent une profession libérale, sont techniciens intermédiaires ou supérieurs, cadres supérieurs de l'administration ou en entreprise	40-55 ans	Groupe mixte : 50 % de femmes, 50 % d'hommes	
Groupe 4	Madrid	Individus qui participent activement au travail d'ONG diverses, d'un parti politique, d'un syndicat. Ne se contentent pas de payer leur cotisation de membre.	28-46 ans	Groupe mixte : 50 % de femmes, 50 % d'hommes	Madrid est la Communauté Autonome qui compte le plus d'individus collaborant avec une ONG.
Groupe 5	Martorell (province de Barcelone)	Salariés des secteurs de l'industrie et des services occupant un poste non qualifié	30-50 ans	Groupe mixte : 50 % de femmes, 50 % d'hommes	Martorell est une région frappée par les délocalisations.
Groupe 6	Saragosse	Femmes au foyer de classe moyenne avec enfants.	40-55 ans		
Groupe 7	Vigo. Ville industrielle	Salariés occupant des postes peu qualifiés (vendeurs, réceptionnistes, salariés de la distribution, magasiniers)	18-25 ans	Groupe mixte : 50 % de femmes, 50 % d'hommes	Ont quitté l'école entre 14 et 17 ans.
Groupe 8	Madrid	Salariés du secteur des services. Niveau d'études : primaire ou secondaire	26-40 ans	Groupe mixte : 50 % de femmes, 50 % d'hommes	

	Domicile	Catégorie socioprofessionnelle	Tranche d'âge	Sexe	Particularités
Groupe 9	Medina del Campo. Ville en zone semi-rurale	Travailleurs indépendants, agriculteurs ou commerçants	40-55 ans	Hommes	Entre 20 000 et 40 000 habitants
Groupe 10	Barcelone (y compris sa banlieue)	Salariés préretraités ou retraités de l'industrie	18-25 ans	Hommes	
Groupe 11	Banlieue industrielle de Bilbao	Chômeurs du secteur de l'industrie	30-50 ans	Groupe mixte : 50 % de femmes, 50 % d'hommes	

La répartition des groupes suivant les différentes variables est la suivante :

Âge :

Fourchette : 18 à 70 ans

Jeunes (fourchette de 18 à 30 ans environ). Variable attribuée aux groupes G1, G2, G4 et G7 en partie.

Adultes (environ 30 à 55 ans). Les groupes G3, G4, G5, G6, G8, G9 et G11 sont les groupes concernés.

Seniors (55 à 70 ans environ) : groupe G10.

Sexe :

8 groupes sont mixtes. Le groupe G6 est composé exclusivement de femmes, le G9 et le G10 uniquement d'hommes.

Cadre de vie :

Grande ville : G1, G2, G4 et G6

Ville moyenne : G3, G8

Zone industrielle : G5, G7, G9, G10, G11

Zone rurale : G9

Communauté autonome (CA) :

Madrid : G1, G4, G6, G9

Catalogne : G2, G5, G10

Galice : G7

Pays Basque : G8, G11

Estrémadure : G3

Aragon : G6

Ces groupes de discussion constituent une source d'information extrêmement importante. À commencer par la grande hétérogénéité du niveau d'études des personnes interrogées. En outre, les sujets de l'étude vivent pour certains dans de grandes villes telles Madrid (plus de 3,1 millions d'habitants) et Barcelone (plus de 1,7 million), et pour d'autres

dans des villes situées dans des zones rurales, comme Medina (environ 20 000 âmes). Tous les groupes sont mixtes, à l'exception des trois suivants : un groupe composé uniquement de femmes au foyer et deux groupes exclusivement masculins qui comprennent des travailleurs indépendants, des agriculteurs ou des commerçants, ainsi que des salariés en préretraite ou retraités de l'industrie. Enfin, l'Espagne est divisée administrativement en 17 communautés autonomes dont six étaient incluses dans l'étude. L'échantillon choisi est donc assez représentatif. L'absence d'une étude de cas en Andalousie pourrait être critiquée. Bien que nous reconnaissions cette lacune, nous n'avons pas de raison de croire à l'existence d'une spécificité andalouse.

2.2. Résultats

Ces analyses ont été conduites à partir d'éléments fournis par les groupes de discussion et les résultats de l'étude internationale de Kairos Future en 2006.

Un premier constat : les groupes, à l'exception du Groupe 7 (GR7), sont globalistes. Dans le cas du GR7, les personnes interrogées ne sont pas sceptiques, mais semblent peu s'intéresser au débat sur la mondialisation. Quant aux autres groupes, ils estiment qu'un phénomène nouveau est en jeu dans le monde aujourd'hui et peuvent être qualifiés de globalistes tout en étant assez critiques par rapport au processus.

Les participants des groupes de discussion citent principalement deux types d'événements, historiques et sociaux, qui ont eu une incidence sur leurs perceptions de la mondialisation. Le premier événement historique cité est la chute du mur de Berlin, suivi du traité de Maastricht, de la politique agricole commune et de l'adoption de l'euro comme monnaie unique européenne. Ils sembleraient donc interpréter la mondialisation comme un processus européen. Cette perception correspond aux faits : l'Union européenne a transformé l'Espagne. Comme le dit un des membres du GR9 : « Lorsque nous avons rejoint le marché commun, on nous a dit que nous produisions peu, que nous n'étions pas compétitifs et que nous devions produire plus. Aujourd'hui, nous sommes le premier producteur de betteraves en Europe… » L'enquête internationale 2006 de Kairos Future confirme ce point. Cette enquête pose la question suivante : « Lequel des acteurs suivants a la plus grande influence sur la maîtrise de la mondialisation ? » Pour les Espagnols âgés de 16 à 29 ans, l'UE obtient un score de 5,05 sur une échelle de 7. Cette moyenne est plus élevée que la moyenne de référence de 4,96. Notons que les Espagnols au niveau d'instruction élémentaire considèrent l'UE comme un acteur clé de la mondialisation : son score au sein de ce groupe s'élève à 5,54 points sur 7, plus de 0,6 point de plus que chez les mêmes groupes dans d'autres pays de l'UE. Le groupe des 30-50 ans obéit à une logique similaire. Les Espagnols de cette tranche d'âge désignent l'Union européenne comme acteur mondial majeur, dans une proportion supérieure aux autres Européens, bien que l'écart ne soit pas statistiquement significatif. De la même façon, les Espagnols, notamment ceux qui ont un niveau d'éducation primaire, semblent croire que l'Europe est un élément plus important de leur identité que leurs voisins européens. Les Espagnols s'écartent le plus

de l'opinion de leurs voisins lorsqu'il s'agit du rôle de la police et du système judiciaire dans la mondialisation. Alors que les Espagnols estiment que ces systèmes jouent un rôle dans la mondialisation (3,5 points dans les deux tranches d'âge), les autres Européens ne semblent pas voir de lien significatif entre les deux (3,2 points). L'aide considérable reçue par l'Espagne de la part de polices et de systèmes judiciaires étrangers dans la lutte contre le terrorisme pourrait expliquer cette différence.

Lorsqu'on leur demande à quoi leur fait penser le terme de mondialisation, les impressions sont diverses. Pour certains, la mondialisation est un terme économique associé à la consommation et aux affaires (GR1). Pour d'autres, la mondialisation est synonyme d'« uniformisation des goûts et des idées » (GR1). Pour un autre groupe, elle implique « le mouvement des individus » (GR6) et est associée à l'immigration. Elle est également liée aux technologies de pointe selon d'autres (GR6). Mais apparaissent également des connotations négatives : la mondialisation est perçue comme « un nouvel esclavage, économique et culturel », « complètement injuste », « source de stress » (GR1), « dominée par la mafia », « les criminels », « ne bénéficiant qu'aux puissants », « provoquant la colère » (GR7) ; en outre, elle rendrait « les riches plus riches et les pauvres plus pauvres », créerait des « inégalités » (GR8), ferait que « les plus forts mangent les faibles » (GR10) et provoquerait « l'exode des entreprises vers d'autres pays » (GR11). Enfin, un lien est établi par les groupes entre mondialisation et États-Unis : de ce point de vue, les États-Unis sont le seul acteur à bénéficier de ce processus (GR7) ; pour d'autres groupes, les États-Unis protégeraient les intérêts des grandes entreprises (GR11). Aux yeux de certains, ce processus n'est qu'une manière d'imposer un mode de vie, la société de consommation, au reste du monde (GR1). Pour d'autres, elle est synonyme de prolifération des entreprises multinationales, de systèmes de production automatisés et de diversification des activités de ces entreprises (GR3). Les petites entreprises sont alors condamnées à se spécialiser ou à disparaître (GR3, GR11). Autrement dit, mondialisation équivaut à concentration (GR5, GR10). Un autre groupe parle d'une étape de plus du capitalisme (GR6), tandis qu'aux yeux d'un petit nombre, les puissants finiront par contrôler le monde (GR9).

Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que les perceptions tendent à favoriser les conséquences négatives de la mondialisation. Les causes sont multiples. Premièrement, certains individus constatent les apports bénéfiques de la mondialisation dans leur vie, mais ils considèrent le processus comme un jeu à somme nulle : si gagnants il y a, il y a forcément des perdants (GR2). En outre, plus la mondialisation s'accroît, plus la solidarité paraît reculer (GR4). Deuxième argument : la dégradation de l'environnement, qui se manifeste par exemple par la destruction progressive de la couche d'ozone (GR3). Troisième argument : la circulation de capitaux ne connaît pas de frontières, contrairement à celle des hommes (GR4), ce qui pourrait donner lieu à une forme d'asservissement des salariés par les grandes entreprises multinationales (GR9). Mais des retombées positives existent. Aux yeux de certains, la mondialisation a permis à l'Espagne de se faire une place sur la scène internationale (GR4) ; d'autres sont d'avis qu'une fois les problèmes d'inégalités résolus, le résultat global du processus connaîtra une nette amélioration (GR4).

La mondialisation est avant tout perçue sous un angle économique. Deux aspects sont mis au premier plan : l'immigration et les délocalisations d'entreprises. En matière d'immigration, les réactions sont complexes. Aux yeux de nombreux groupes (GR1, GR2, GR4, GR5, GR6 et GR7), l'immigration est perçue comme une menace. D'abord, les immigrés aspirent à nombre d'emplois recherchés par la population autochtone : emplois peu qualifiés et postes de faible valeur ajoutée. Cette concurrence est perçue comme « déloyale ». Ensuite, elle a un impact sur les salaires des Espagnols. Enfin, les groupes déclarent que les immigrés bénéficient d'avantages auxquels les Espagnols n'ont pas droit, tels que des incitations fiscales pour leurs entreprises, des bourses ou tout simplement le fait de ne pas payer d'impôts. Certains groupes affirment que « les Chinois nous envahissent et contrôlent tout le commerce » (GR2). Les immigrés ne s'intégreraient pas à leur pays d'accueil mais imposeraient leur culture aux Espagnols (GR1). Les délocalisations constituent l'autre question phare du débat économique sur la mondialisation. Il existe un argument rationnel que tous les membres des groupes de discussion (à l'exception du GR7) évoquent et comprennent : les entreprises doivent faire des bénéfices. Étant donné que les patrons sont conscients que les coûts du travail sont plus faibles dans d'autres pays d'Europe et du monde qu'en Espagne, ils décident d'y délocaliser leur activité. Comme le disent certaines personnes interrogées, des entreprises sont venues en Espagne lorsque l'investissement y était rentable et qu'elles partent désormais en Pologne, en Roumanie ou en Chine. Les participants à l'étude sont conscients que ce phénomène touche de nombreux secteurs de l'économie espagnole. Le secteur automobile, par exemple, avec les délocalisations de Seat et d'Opel (GR1, GR5). Les filières de la mode et de la chaussure, autrefois particulièrement importantes en Catalogne et dans la province de Valence, ne sont pas à l'abri et certaines entreprises ont délocalisé en Chine ou ont tout simplement fermé leurs portes. Les groupes semblent avoir accepté les délocalisations comme un phénomène inéluctable. On ne recueille ici aucune critique du rôle de l'État. Plus important encore, le protectionnisme n'est pas présenté de façon explicite comme une solution face à une concurrence économique mondiale accrue.

L'enquête internationale 2006 de Kairos Future confirme cette vision résignée ou réaliste de la société espagnole à l'égard de la mondialisation. Lorsqu'on leur pose la question des aspects positifs de la mondialisation, les Espagnols les jugent significativement moins importants que leurs voisins européens. De la même façon, les autres Européens sont plus nombreux que les Espagnols à voir dans la mondialisation un facteur de baisse des prix et d'accroissement des opportunités pour eux et pour leurs entreprises nationales. Les autres Européens jugent également la mondialisation comme un processus favorisant les échanges commerciaux internationaux, dans une proportion plus grande que les Espagnols. L'enquête de Kairos montre que les Espagnols ne sont pas disposés à profiter de la mondialisation en quittant leur pays pour améliorer leur situation professionnelle. Lorsqu'on les interroge sur le lieu où ils aimeraient passer la majeure partie de leur existence, la grande majorité des Espagnols se déclare en accord avec l'affirmation « J'aimerais passer la plus grande partie de ma vie dans la ville où je vis aujourd'hui. » De fait, les Espagnols sont moins nombreux à avoir voyagé ou travaillé à l'étranger, ou à prévoir de le faire que la moyenne des Européens.

On pourrait s'attendre, par voie de conséquence, à ce que les Espagnols accordent une plus grande importance aux aspects négatifs de la mondialisation. Mais ce n'est pas le cas. En Espagne, l'idée que cette mondialisation représente une menace pour l'emploi trouve un écho bien moindre qu'ailleurs en Europe. Alors même que les groupes de l'étude qualitative du CIS déclarent que l'immigration a des effets négatifs sur le marché du travail pour les nationaux, cette opinion semble moins largement partagée en Espagne que dans les autres pays européens étudiés par l'enquête 2006 de Kairos Future. De fait, si on leur demande quelle serait leur société idéale à l'avenir, les Espagnols se prononcent davantage que les autres Européens en faveur d'une société où il y aurait une égalité des chances entre citoyens autochtones et immigrés. La croissance économique et les créations d'emplois des dix dernières années en Espagne pourraient expliquer cette confiance des citoyens espagnols dans la stabilité de l'emploi. Les divergences avec les autres Européens, tant sur les aspects positifs que négatifs de la mondialisation, pourraient suggérer que ces derniers jugent les répercussions économiques de la mondialisation bien plus grandes que ne le pensent les Espagnols. L'enquête 2006 de Kairos Future corrobore d'ailleurs certaines des remarques sur la mondialisation recueillies au sein des groupes de l'étude du CIS. Ainsi, lorsqu'on leur demande : « Quelles sont les caractéristiques de votre société future idéale ? », les Espagnols sont moins enclins à vouloir protéger leur économie nationale (plutôt qu'à favoriser le libre-échange et la concurrence internationale) que les autres Européens.

Il est intéressant de souligner que les deux tranches d'âge considérées (les 16-29 ans et les 30-50 ans) ont des attitudes similaires : tous sont moins enthousiastes que les autres Européens par rapport aux aspects positifs de la mondialisation et moins méfiants par rapport aux aspects négatifs. La seule différence entre les 30-50 ans et les 16-29 ans est la suivante : les 30-50 ans considèrent la mondialisation comme un facteur de convergence entre les systèmes de protection sociale européens. L'Espagne a commencé à construire son système de protection sociale dans les années 1980, dix ans après la moyenne des États membres de l'UE. Les jeunes (16-29 ans) interrogés sont entrés dans l'âge adulte alors que le système social était déjà en place : ils accordent par conséquent moins de valeur aux progrès réalisés par l'Espagne dans ce domaine. Enfin, ajoutons que la plupart des divergences entre les Espagnols et les autres Européens sur la mondialisation sont observées au sein du groupe des individus dont le niveau d'instruction est primaire. Les personnes de niveau secondaire ou supérieur ont des points de vue semblables à ceux de leurs voisins européens.

Examinons à présent les réponses des personnes interrogées sur leur avenir. Il apparaîtrait que la variable explicative de leurs points de vue sur l'avenir et leurs attentes n'est pas l'âge, mais le niveau d'études. Les optimistes se trouvent davantage parmi les diplômés, surtout les titulaires d'un diplôme universitaire, que parmi les individus au niveau d'études plus faible. Les 18-25 ans (GR7) dont le niveau d'études est peu élevé sont plus enclins au pessimisme que les étudiants des universités (GR1). Les comparaisons des conclusions du GR3 (individus âgés de 40 à 55 ans, exerçant une profession libérale, techniciens intermé-

diaires ou supérieurs ou cadres supérieurs de l'administration ou des entreprises) et celles du GR9 (travailleurs indépendants ou agriculteurs âgés de 40 à 55 ans) le démontrent, tout comme celles des 26-40 ans représentés dans les GR8 et GR2. Le groupe des retraités est partagé entre pessimisme et optimisme, tandis que les femmes au foyer sont majoritairement optimistes. L'enquête de Kairos Future nous mène à la même conclusion : le niveau d'instruction est la variable déterminante des attitudes sur la mondialisation et les perspectives d'avenir. Le groupe d'individus au niveau d'études primaire fait la différence entre les opinions espagnoles et celles des autres Européens. Quant aux autres groupes, composés d'individus au niveau d'instruction secondaire ou supérieur, des hommes et des femmes de 16 à 29 ans et de 30 à 50 ans, leurs avis sont proches de ceux des autres Européens. Nous venons de voir que les Espagnols n'ayant pas dépassé l'enseignement primaire ne pensent pas la mondialisation de la même manière que leurs voisins. Cette tendance s'applique aux deux tranches d'âge. Les Espagnols, comme leurs voisins âgés de 16 à 29 ans, démontrent le même niveau de confiance élevé par rapport à leur avenir et à celui de leur société. Il n'apparaît pas de différence significative dans la mesure où tous les Européens envisagent un avenir positif. Si l'on affine l'analyse, on constate cependant que le groupe des individus espagnols au niveau d'études primaire est beaucoup moins confiant par rapport à leur avenir que dans le reste de l'Europe. Et ceci malgré le fait que ce même groupe, en Espagne, est convaincu qu'il aura un bon emploi à l'avenir, dans une proportion plus forte que leurs homologues européens. Quant aux autres groupes de l'étude (composés d'hommes et de femmes ayant un niveau d'études secondaire et universitaire), leur confiance est la même que celle de leurs voisins européens. Pour les 30-50 ans, l'enquête Kairos montre elle aussi que les Espagnols au niveau d'études secondaire ou supérieur sont plus optimistes que les autres Européens alors que les individus au niveau d'éducation primaire sont plus pessimistes. Notons toutefois que dans ce dernier cas, l'écart n'est pas statistiquement significatif.

En guise de conclusion, nous pourrions dire que le niveau d'études des individus et leur situation quant à l'emploi sont à l'origine des principales différences entre les groupes dans les attitudes face à la mondialisation. Cette conclusion n'est pas différente des résultats des études de Mayda et Rodrik en 2005 ou de Sanz et Martinez-i-Coma en 2007.

3. LES ACTEURS DU DÉBAT ESPAGNOL SUR LA MONDIALISATION

Depuis l'avènement de la démocratie en 1976, la politique étrangère de l'Espagne a bénéficié d'un climat de fort consensus politique. Dès le départ, le principal objectif de tous les grands partis (le Partido Socialista Obrero Español, ou PSOE, de centre gauche, ainsi que le Partido Popular, PP, et l'Unión de Centro Democrático, UCD, tous deux de centre droit) est l'intégration de l'Espagne dans le tissu économique des pays occidentaux développés, et notamment dans ce qui est alors la Communauté économique européenne. En effet, le consensus général autour de la politique extérieure et de la mondialisation est clairement démontré par l'adoption par l'Espagne de l'euro, la monnaie unique européenne. En 1993, le gouvernement PSOE de Felipe González signe le traité de

Maastricht, qui comporte des conditions économiques strictes – notamment une certaine discipline budgétaire –, en tant que prérequis pour l'entrée dans la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM). En 1995, le même gouvernement, et plus particulièrement son ministre de l'Économie et des Finances, Pedro Solbes – actuellement en fonction en 2007 –, entreprend plusieurs mesures visant à réduire le déficit budgétaire et la dette publique qui ont émergé à la suite de la crise économique de 1993. Un an plus tard, le gouvernement suivant, formé par le PP et José Maria Aznar (1996), poursuit le processus en faisant en sorte que l'Espagne remplisse, dans une large mesure, les critères de convergence théoriques du traité de Maastricht.

Ce consensus en matière de politique extérieure concerne également les questions qui divisaient l'opinion politique espagnole dans les années 1970. L'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, intervenue en 1981 sous le dernier gouvernement UCD, est vivement critiquée par le PSOE (centre gauche) et le Parti communiste espagnol. Pourtant, en 1982, le gouvernement suivant, du PSOE, choisit de ne pas revenir sur cette décision et organise en 1986 un référendum dont les résultats indiquent qu'une large majorité des Espagnols préfèrent que leur pays reste dans l'OTAN. Certains auteurs, comme Albert Aixalá-i-Blanch (2005), affirment que ce consensus public sur la politique étrangère s'est détérioré et que les gigantesques manifestations de 2003 contre la guerre en Irak viennent confirmer cette théorie. Le même auteur suggère que l'émergence de nouveaux acteurs transnationaux a entraîné les questions de relations internationales dans le domaine public, générant une politisation de la politique extérieure. Ainsi, dit-on, la politique étrangère n'est plus seulement une « affaire d'État » mais elle a fait son entrée dans l'arène du débat politique public.

Malgré ces observations, la politique économique internationale de l'Espagne semble encore bénéficier d'un certain consensus public, reflétant surtout l'opinion très répandue qui veut que la mondialisation soit un facteur exogène qui ne peut être modifié, et qui exerce une pression toujours croissante en termes d'efficacité économique et de compétitivité. En résumé, la majorité des Espagnols pense que la mondialisation est « ailleurs », en progrès, et que, même s'il existe de profondes divergences d'opinion sur ce processus, il n'y a rien que l'on peut faire concrètement pour l'arrêter. La suite de cet article s'intéressera à l'évolution du débat sur la mondialisation au sein :

– des partis politiques ;
– des syndicats ;
– du monde des affaires ;
– du grand public.

3.1. Les partis politiques

Jusqu'ici, l'Espagne n'a connu aucune division politique majeure sur la question de la mondialisation. L'absence de tout réel débat sur cette évolution économique est due à deux facteurs :

– l'opinion largement répandue que, en tant que pays de taille modeste au sein de la communauté mondiale, l'Espagne ne peut influencer le rythme de progression de la mondialisation. Aussi la seule option pour l'Espagne est-elle de s'adapter à l'environnement économique international ;

– L'intégration de l'Espagne au groupe des « pays occidentaux développés » est très récente et peu de groupes sont prêts compromettre cette progression. L'idée de « déconnecter » l'Espagne de la mondialisation de l'activité économique est une option risquée étant donné les conditions économiques actuellement très positives dans le pays.

Les résultats du référendum sur la ratification de la Constitution européenne tenu le 28 février 2005 ont fourni un bon indicateur du consensus existant sur la mondialisation en Espagne. Au cours du vote, il s'est avéré qu'une large part de la société espagnole identifie la mondialisation au processus d'intégration européenne, l'Union européenne (UE) étant en effet un moteur puissant de cette évolution et un catalyseur pour l'internationalisation de l'économie espagnole. Ainsi, contrastant avec les discussions qui ont accompagné le même référendum aux Pays-Bas et en France, les deux principaux partis espagnols (le PSOE et le PP) ont prôné la ratification du référendum européen. Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des résultats des dernières élections générales du 14 mars 2004, ainsi que la position officielle de chacun des partis représentés au Congrès vis-à-vis du référendum sur la Constitution européenne.

Tableau 2. Résultats des élections générales espagnoles du 14 mars 2004 (suite p. 114)

Parti	Voix	% du total	Sièges	Position sur la Constitution européenne
Partido Socialista Obrero Español (PSOE)	11 026 163	42,59 %	164	OUI
Partido Popular (PP)	9 763 144	37,71 %	148	OUI
Convergencia I Unio (CiU)	835 471	3,23 %	10	OUI
Esquerra Republicana De Catalunya (ERC)	652 196	2,52 %	8	NON
Partido Nacionalista Vasco (PNV)	420 980	1,63 %	7	OUI
Izquierda Unida (IU)	1 284 081	4,96 %	5	NON
Coalicion Canaria (CC)	235 221	0,91 %	3	OUI
Bloque Nacionalista Galego (BNG)	208 688	0,81 %	2	NON
Chunta Aragonesista (ChA)	94 252	0,36 %	1	NON

Parti	Voix	% du total	Sièges	Position sur la Constitution européenne
Eusko Alkartasuna (EA)	80 905	0,31 %	1	NON
Nafarroa Bai	61 045	0,24 %	1	NON

Source : Ministère de l'Intérieur. http://www.elecciones.mir.es/MIR/jsp/resultados/index.htm.

Aussi, si nous regroupons les partis sur la base de leur position concernant la Constitution européenne, nous observons que les partis défendant la ratification de la Constitution lors du référendum du 28 février 2005 ont obtenu 86,07 % des voix du pays lors des élections générales du 14 mars 2004.

Tableau 3. Répartition des résultats des élections en fonction de la position des partis sur la Constitution de l'UE

Regroupements	Voix	%	Sièges
Partis qui ont défendu la ratification du Traité de l'UE lors du référendum du 28 février 2005 PSOE + PP + CiU + PNV + CC	22 280 979	86,07	332
Partis qui se sont opposés à la ratification du Traité de l'UE lors du référendum du 28 février 2005 IU + ERC + BNG + ChA + EA + Nafarroa	2 381 167	9,20	18

Source : Sources propres.

Le fait que les principaux partis aient été favorables au traité européen se retrouve dans les résultats du référendum du 28 février 2005 :

Tableau 4. Résultats du référendum sur la ratification du traité européen (28 février 2005)

Registre électoral	34 692 491	
Nombre de votants	14 491 752	41,77 %
Abstentions	20 200 739	58,23 %
Nombre de votants	14 491 752	41,77 %
Votes valides	14 367 229	99,14 %
Votes non valides	124 523	0,86 %
Votes valides	14 367 229	99,14 %
OUI	11 057 563	76,96 %
NON	2 453 002	17,07 %
Blancs	856 664	5,96 %

Source : Ministère de l'Intérieur. http://www.elecciones.mir.es/MIR/jsp/resultados/index.htm.

Comme on le voit, près de 77 % de ceux qui ont voté étaient favorables à la ratification du traité européen. Le fort taux d'abstention est la conséquence du désintérêt qui entourait les questions relatives à l'UE et le texte constitutionnel, ainsi que de la certitude sur le résultat du référendum avant même qu'il n'ait lieu. Il est également intéressant de remarquer que, contrairement au Parti socialiste français, le PSOE a fait preuve d'une grande discipline et d'une unité solide en faveur de la ratification du traité. C'est cela qui a permis à José Luis Rodríguez Zapatero, Premier ministre d'alors (d'ailleurs toujours en poste), d'organiser le référendum. Ajoutons que, à ce moment-là, le PSOE bénéficiait du soutien privilégié à la fois de l'IU et de l'ERC, deux partis encore plus à gauche que le PSOE, et que ces deux partis ont fait campagne contre la ratification du traité de l'UE. Pourtant, les différences entre le gouvernement et ses partenaires minoritaires n'ont pas généré de divisions, et l'IU comme l'ERC ont continué à apporter leur soutien au gouvernement.

Il convient enfin de préciser que l'idée que l'Espagne doive gagner en compétitivité au sein d'une économie de plus en plus mondialisée est tout à fait acceptée et intégrée par les deux principaux partis espagnols. Le gouvernement actuel est conscient (tout comme le précédent) que le rythme actuel de la croissance économique espagnole s'explique largement par deux facteurs, l'immigration et la construction, qui ne sont pas des moteurs de croissance durables pour le long terme. Le modèle de croissance économique doit être modifié afin de permettre des accroissements de productivité qui rendront le pays plus compétitif et réduiront le déficit commercial dangereusement élevé. Le PSOE comme le PP sont d'accord avec ce diagnostic et sont partisans de la stratégie de Lisbonne (2000) à travers laquelle l'UE s'est fixé l'objectif de devenir « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». Pour réaliser une telle ambition, l'Espagne doit augmenter son capital humain et surtout son capital technologique, qui se trouve loin derrière celui de ses partenaires de l'UE. La baisse de l'impôt sur les sociétés pourrait être une bonne stratégie concurrentielle pour attirer les investissements étrangers. Dans cette optique, le gouvernement PSOE actuel vient de faire passer une réforme fiscale qui fait passer l'impôt sur les sociétés de 35 à 30 % pour les grandes entreprises et de 30 à 25 % pour les petites et moyennes entreprises (loi 35/2006 du 28 novembre relative à la taxation du revenu des personnes physiques [IRPF], avec un amendement partiel des lois sur la taxation des entreprises, des non-résidents et de la fortune personnelle). Cela semble être une nouvelle preuve de ce que la majorité de la gauche espagnole n'est pas opposée à la mondialisation, et cherche plutôt, comme la droite, le meilleur moyen de s'y adapter.

En résumé, le débat sur la mondialisation entre les différents partis espagnols est quasi inexistant, et les quelques débats observés ne correspondent en aucun cas au schéma traditionnel droite-gauche. Seuls les partis minoritaires et ceux qui sont situés aux extrêmes du spectre politique semblent soutenir les groupes antimondialisation.

3.2. Les syndicats

Dans les syndicats, le débat sur la mondialisation se concentre sur la volatilité que ce processus introduit sur le marché du travail. Par exemple, l'Organización Internacional del Trabajo (OIT) conclut dans l'un de ses rapports sur la mondialisation et l'emploi que les échanges internationaux et la mobilité du capital a engendré une augmentation de la volatilité sur le marché du travail et de l'insécurité économique (OIT : *Final report on the social impact of globalization*, 1999). Les deux principaux syndicats espagnols sont la Confederación Sindical de Comisiones Obreras (CCOO) et l'Unión General de Trabajadores (UGT).

En juin 2006, la CCOO a publié un document intitulé *Guide pour la défense de l'emploi* dans une économie mondialisée, qu'elle a présenté comme une « synthèse visant à soutenir et à défendre l'emploi en tant qu'instrument du développement humain, et identifiant les responsabilités et les conséquences du processus actuel de mondialisation de l'économie ». La position de ce syndicat vis-à-vis de la mondialisation est basée sur l'idée que ce processus est une menace pour la stabilité de l'emploi. Aussi la CCOO maintient-il que la mondialisation :

– donne la priorité à la croissance économique plutôt qu'au développement humain ;
– exacerbe les inégalités ;
– porte atteinte à la démocratie ;
– aggrave la crise écologique.

Comme l'a déjà observé et mentionné une publication du CIS (le pôle de gestion de la connaissance du Programme international sur la sécurité et la santé au travail et sur l'environnement), Comment les Espagnols perçoivent la mondialisation, c'est la troisième des critiques citées ci-dessus qui reçoit le plus de soutien de la part de l'opinion publique. La mondialisation est perçue comme un processus qui limite le pouvoir de l'État pour le transférer aux multinationales et aux marchés financiers. L'autre domaine pour lequel le syndicat reçoit le plus de soutien est la stabilité de l'emploi. Lorsqu'une multinationale implantée en Espagne annonce la délocalisation d'une usine ou d'une activité vers un autre pays, les syndicats ont l'habitude d'entreprendre des actions pour réclamer que les usines restent en Espagne et pour exhorter le gouvernement à contraindre l'entreprise de renoncer à son projet. Ainsi, dans la première semaine de février 2007, Delphi, fabricant nord-américain de composants automobiles, a annoncé la fermeture d'une usine en Espagne, entraînant le licenciement de 1 600 employés. Sur le site Internet de la CCOO, on peut lire que le syndicat exige la tenue d'une réunion d'urgence au ministère de l'Intérieur, du Tourisme et du Commerce « afin de préparer les négociations visant à conserver le centre industriel de l'usine Delphi à Puerto Real (Cadix) ». En effet, le syndicat demande au gouvernement de forcer Delphi à respecter le plan afin de maintenir les emplois et les activités jusqu'en 2010. Dans les négociations menées avec l'entreprise pour éviter la fermeture de l'usine, il a été suggéré que le gouvernement réclame le remboursement des aides publiques versées à l'entreprise au cours des dernières années.

La CCOO en a surpris plus d'un à la fin de l'année dernière lorsqu'elle a publié un document intitulé *Immigration et marché du travail : propositions pour la gestion des flux* (19 décembre

2006) dans lequel elle établit dans son premier point que « La régulation des flux devrait être déterminée sur la base de la capacité d'absorption du pays, qui elle-même devrait être déterminée par le niveau de demande sur le marché du travail nécessaire pour couvrir ses besoins réels ». Le deuxième point de la conclusion ajoute que « la capacité d'absorption n'est pas illimitée, et doit donc être planifiée. La meilleure façon de faire est d'établir un quota d'entrées annuel ». Ce document marque un changement significatif dans la position des syndicats face à l'immigration, puisque ceux-ci affichaient auparavant une vision bien plus libérale de la question. Il est possible que la hausse spectaculaire de l'immigration en Espagne ces dernières années ait eu un impact négatif sur les salaires des ouvriers les moins qualifiés et que cela ait poussé la CCOO à modifier sa position.

L'UGT, autre syndicat majeur, a adopté une position très semblable à celle de la CCOO sur la mondialisation. Simultanément à la publication par cette dernière du document *Guide pour la protection de l'emploi dans une économie mondialisée*, l'UGT a organisé, avec un certain nombre de syndicats européens, une convention à Saragosse, le 27 juin 2006, intitulée « Jeunesse, syndicalisme et mondialisation ». La déclaration de synthèse de cette rencontre établit que la mondialisation génère les résultats suivants :

– insécurité sociale et professionnelle ;

– mauvaise distribution des richesses mondiales ;

– affaiblissement croissant des États nationaux et de leur capacité à générer et à superviser des politiques sociales et de l'emploi.

Cette même déclaration reconnaît cependant certains aspects positifs, et affirme par exemple que « la mondialisation a également généré de nouvelles formes de communication ». Il est intéressant de noter que l'UGT insiste sur le fait que, selon elle, la mondialisation n'entraîne pas de bénéfices nets pour l'emploi. Ce syndicat est conscient que l'opinion publique et les recherches scientifiques ont affirmé que la mondialisation accroît la volatilité de l'emploi. L'opinion publique ne semble pourtant pas avoir une idée très claire sur l'effet net de ce phénomène sur l'emploi. Quel est le problème avec la mondialisation si elle détruit des emplois au travers de délocalisation vers d'autres pays et si c'est pour en recréer beaucoup d'autres qui facilitent les investissements et offrent de nouvelles opportunités ? Le problème que rencontrent les syndicats lorsqu'ils essaient de convaincre l'opinion publique des effets négatifs de la mondialisation sur l'emploi en Espagne est que c'est précisément depuis ces dernières années que l'économie espagnole a créé le plus d'emplois. L'étude de l'INE (office espagnol national des statistiques) sur la population active montre qu'au premier trimestre 1996, 12 626 700 personnes avaient un emploi, tandis qu'au dernier trimestre 2006, elles étaient 20 001 800. Cette création d'emploi a permis de faire passer le taux de chômage de 22,83 à 8,30 %.

3.3. Le monde des affaires

Au sein de la société espagnole, le secteur qui est le plus favorable à la mondialisation est celui des affaires. La mondialisation a apporté deux avantages majeurs aux employeurs espagnols :

– elle a ouvert les portes au commerce international et, avant tout, à l'investissement hors Espagne. Jusqu'au milieu des années 1990, l'Espagne a été receveur net d'investissements directs à l'étranger (IDE). Et pourtant, au cours de la dernière décennie, il y a eu plus d'IDE de la part des entreprises espagnoles (notamment celles des secteurs de la banque, des télécommunications et des infrastructures) que de multinationales qui ont investi en Espagne ;

– l'immigration a fourni une grande réserve de travailleurs non qualifiés, permettant de réduire la pression sur les salaires des ouvriers.

À propos du premier point, à la fin de 2005, le Consejo Superior de las Cámaras (le Conseil des chambres de commerce) a organisé toute une série d'événements journaliers pour célébrer « l'Espagne et ses multinationales » (26 novembre 2005). Les participants ont conclu qu'« il est nécessaire de soutenir le développement des multinationales afin de maintenir le rythme actuel de la croissance économique » et ont reconnu que « l'expansion des entreprises espagnoles a coïncidé avec une phase de mondialisation ».

Au moment où nous écrivons, c'est-à-dire autour du 20 février 2007, les chambres de commerce sont en train de tenir leur assemblée générale annuelle, avec pour thème principal « la production et le marketing dans un environnement mondial ». L'assemblée propose une réorientation des politiques de soutien en faveur de l'internationalisation des entreprises espagnoles, basée sur le besoin de compétitivité généré par le nouveau contexte économique mondial.

Pour le Conseil des chambres de commerce, ce nouvel objectif revient « avant tout à faire prendre conscience à la société espagnole et à ses agents politiques, économiques, sociaux et médiatiques des questions internationales et à promouvoir et soutenir une véritable culture de l'internationalisation. Cela demande davantage d'efforts dans les domaines de l'apprentissage des langues, de l'expérience dans les entreprises étrangères, de la connaissance des particularités et des cultures d'entreprise des principaux pays, de l'expatriation, etc. ».

En ce qui concerne le second point, les avantages que tirent les entreprises espagnoles de l'immigration ont été exposés avec clarté dans un rapport de septembre 2006 intitulé *L'immigration en Espagne. Analyse par région autonome.* Après une analyse des chiffres de l'immigration établis lors du recensement municipal et après avoir estimé le nombre total d'immigrants en Espagne à 3730610 (soit 8,5% de la population totale), le rapport se concentre sur les conséquences de ce phénomène sur le marché du travail. Sur le marché de l'emploi espagnol, les immigrants comptent pour 10,9% des personnes employées et pour 9,3% des inscrits à la Sécurité sociale. Le document consacre une partie fort intéressante à l'explication des avantages de cet afflux d'immigrants en Espagne : « Pour les pays hôtes, les avantages de l'immigration sont nombreux. Les plus évidents sont qu'elle permet de lutter contre le problème du vieillissement des populations des pays riches, tant en termes d'âge moyen que de contribution au taux de natalité ; elle aide

à maintenir notre système de sécurité sociale au travers des contributions sociales ; elle occupe des emplois essentiels que la population locale n'exerce plus, et elle améliore la société en contribuant à l'amélioration de la diversité culturelle et humaine ».

3.4. Le grand public

Ainsi que l'observe le rapport du CIS *Comment les Espagnols perçoivent la mondialisation*, les idées des Espagnols sur la mondialisation sont, en effet, assez conformistes. Le processus économique est perçu comme un phénomène inévitable – en tant qu'élément exogène – face auquel la meilleure réaction est de s'adapter. Il est néanmoins important de souligner, comme nous l'avons dit plus haut, que l'opinion des Espagnols sur la mondialisation a été, dans une large mesure, influencée par les conditions économiques favorables observées en Espagne depuis 1996. De fait, il est difficile de conclure que la mondialisation est destructrice d'emplois alors que l'Espagne crée davantage de postes que n'importe quel pays de l'UE. De plus, la chute spectaculaire du chômage dans le pays s'est accompagnée d'une hausse substantielle du revenu par habitant, ce qui a permis à l'Espagne de réduire l'écart qui la sépare du revenu moyen par habitant de l'UE.

Conséquence de l'attitude dans l'ensemble très conformiste de l'Espagne face à la mondialisation, très peu de voix s'élèvent en faveur de politiques protectionnistes ou isolationnistes. Cette attitude générale est encore renforcée par le fait que les politiques économiques des deux principaux partis du centre gauche et du centre droit peuvent être qualifiées de politiques libérales qui, à l'heure actuelle, semblent produire de bons résultats. Un autre rapport, celui de l'Enquête internationale 2006 de Kairos Future, conclut également que les Espagnols sont assez conformistes face à la mondialisation. Ils ne semblent pas si avertis des avantages et des inconvénients du phénomène sur leurs propres vies. En effet, les citoyens espagnols ne reconnaissent pas autant que d'autres Européens la contribution de la mondialisation à la baisse des prix et à la création d'opportunités.

Il y a cependant trois aspects de la mondialisation qui inquiètent les Espagnols, et notamment les jeunes générations :

– l'effet de la mondialisation sur les inégalités sociales ;

– l'impact de la mondialisation sur l'environnement ;

– l'appropriation partielle des pouvoirs de l'État par les grandes multinationales et les marchés financiers.

En fait, le mouvement antimondialisation a réussi à persuader une large part de l'opinion publique que la mondialisation exacerbe les inégalités économiques. Les campagnes pour le commerce équitable, et pour un budget de 0,7 % de l'aide au tiers-monde, bénéficient en Espagne du soutien massif de l'opinion publique et des jeunes. Les changements climatiques sont l'autre sujet de préoccupation de la population, malgré sa grande méconnaissance des détails techniques du processus. En effet, *l'Enquête internationale* de Kairos Future montre que les jeunes générations d'Espagnols, ainsi que les moins jeunes,

sont nettement plus inquiètes des effets de la mondialisation sur l'environnement et le développement durable que les autres Européens. L'enquête indique que les Espagnols ont davantage la conviction que la pollution de l'environnement est l'une des principales menaces pour l'avenir de l'humanité, et qu'ils considèrent dans une large mesure que cette pollution est l'un des effets secondaires de la mondialisation. Pour ce qui est du dernier point, l'étude du CIS *Comment les Espagnols perçoivent la mondialisation* a démontré que les Espagnols semblent croire que l'État a peu de moyens de contrôler ou d'influer sur la mondialisation. Différents groupes avancent que la mondialisation a fait augmenter le poids du pouvoir économique et diminuer celui du pouvoir politique dans le processus de prise de décision.

4. LES ATTENTES DES ESPAGNOLS EN MATIÈRE DE RÉGULATION DE LA MONDIALISATION

L'État

Aux yeux des Espagnols, l'impact et les possibilités de maîtriser le processus de mondialisation de l'État sont limités.

Tout d'abord, arguent certains participants du GR2, les décisions économiques ne sont pas prises indépendamment mais en lien avec d'autres acteurs. Une indépendance de décision est pratiquement impossible pour l'Espagne du fait de son statut de pays de taille moyenne. De la même façon, les membres du GR4 estiment que les considérations économiques dominent la prise de décision dans tous les autres domaines. Les possibilités d'influence politique de l'État ne sont donc pas nombreuses. Les participants du GR1 pensent que l'État ne peut pratiquement pas agir car le monde est dominé par des intérêts financiers et non par la politique. En outre, toujours dans ce groupe, la mondialisation est synonyme de privatisation et de disparition des entreprises publiques et la réduction consécutive du secteur public. Pour certains membres du GR7, les États décident, mais se soucient peu de l'avis de leurs citoyens. L'enquête Kairos confirme les inquiétudes de la société espagnole quant à l'impact de la mondialisation sur le secteur public. Quand on leur demande : « Quelles sont les caractéristiques de votre société future idéale ? », les Espagnols se prononcent davantage en faveur d'un système de protection sociale fort que pour une baisse des impôts. La divergence entre Espagnols et autres Européens sur ce point semble refléter les préoccupations des Espagnols à propos de la diminution du rôle des États dans un monde de plus en plus intégré.

L'UE

Tout en reconnaissant les retombées positives de l'adhésion de l'Espagne à l'UE (GR3), cette dernière est perçue comme un élément étranger, éloigné de la vie quotidienne des citoyens moyens. L'Union européenne influe sur la vie des gens, mais certains ne la perçoivent pas comme proche d'eux (GR1), elle ne tiendrait pas compte de l'avis des citoyens (GR7).

Néanmoins nous ne pouvons pas affirmer que la situation de l'UE dans l'opinion

est différente ou pire que celle du gouvernement national. L'opinion que les citoyens ont des politiques, que ceux-ci travaillent à l'échelon national ou européen, est sensiblement la même. De fait, l'étude internationale 2006 de Kairos Future révèle que l'intérêt des Espagnols pour la politique est nettement moindre que dans d'autres pays européens. En outre, lorsqu'on leur demande : « Dans quelle mesure faites-vous confiance aux groupes et institutions suivants ? », les Espagnols manifestent une moindre confiance envers leur gouvernement national et l'Union européenne que les autres Européens.

Les entreprises

En théorie, les entreprises concentrent leurs efforts sur la réalisation de bénéfices et sur l'activité économique. Mais elles détiennent également un certain pouvoir. Selon un participant du GR1, ce pouvoir dépasse celui des partis politiques. Un membre du GR11 va plus loin dans ce sens et estime que les entreprises sont plus influentes que les États. Dans ce contexte, le rôle de ces derniers se résume à l'expression suivante : « Les États jouent les gendarmes auprès des entreprises tout en tirant profit de ces mêmes entreprises. » (GR11)

Les mouvements antimondialisation

Les groupes de discussion leur attribuent des rôles divers. Certains participants du GR1 déclarent que ces mouvements sont opposés aux multinationales et aux États-Unis. Selon un membre du GR5, ils luttent contre l'idée de mondialisation de façon générale, contre les intérêts qui régissent les pays et contre la déshumanisation qu'elle provoque. Enfin, un membre du GR8 associe ces groupements aux écologistes. Les Espagnols expriment une certaine sympathie pour les mouvements antimondialisation car ils sont liés dans leur esprit à la lutte contre le changement climatique ou à la promotion du protocole de Kyoto.

L'étude internationale de Kairos Future démontre clairement que les Espagnols manifestent un intérêt bien plus grand pour les questions liées au respect de l'environnement et au développement durable que les autres Européens. Ils approuvent, dans une plus large mesure que le reste des Européens, l'affirmation selon laquelle la pollution de l'environnement constitue l'une des plus grandes menaces pour la société. Enfin, les Espagnols répondent dans une plus grande proportion qu'ils « achètent habituellement les biens commercialisés par des entreprises respectueuses de l'environnement ».

L'image du mouvement antimondialisation n'est pas totalement claire. Certains groupes l'associent à la jeunesse (GR3). Apparaît aussi une critique implicite des médias : les membres des groupes de discussion ont conscience que divers acteurs pourraient être considérés comme opposés à la mondialisation et qu'une minorité commet des actes de violence. Des participants des groupes 1 et 3 pensent que cette violence est très minoritaire mais les médias ne montrent que cela comme si elle était représentative du mouvement dans son ensemble. Ces personnes interrogées considèrent que cette image véhiculée par les médias ne représente pas la réalité des questions que tentent de soulever les

mouvements antimondialisation. Aux yeux d'autres participants à l'étude, soit ces derniers sont désorganisés, soit leurs actions sont restreintes ou insuffisantes (GR5).

5. L'INCIDENCE DES QUESTIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET MIGRATOIRES SUR LES ATTITUDES INDIVIDUELLES À L'ÉGARD DE LA MONDIALISATION

Depuis 1995, la compétitivité de l'économie espagnole ne cesse de reculer sur les marchés mondiaux, comme le démontre l'accroissement du déficit des balances des transactions courantes et des capitaux (tableau 5). L'écart entre le volume des importations et celui des exportations n'a fait que croître au cours des dix dernières années. Le déficit commercial est passé d'une moyenne de 3,4 % du PIB entre 1995 et 1999 à 5,7 % sur la période 2000-2004 (tableau 5). À l'inverse, l'Union européenne des 15 (à l'exclusion des pays de l'Europe centrale et européenne qui ont adhéré à l'UE en 2004 et 2007) a été en mesure de résister à l'émergence de nouveaux concurrents internationaux et a enregistré un excédent commercial. La hausse du déficit commercial n'est pas la seule mauvaise nouvelle pour la balance des paiements espagnole. Le solde du compte extérieur des revenus continue d'être négatif entre 2000 et 2004, parallèlement à la hausse du déficit net de la balance financière des investissements directs internationaux (Banque d'Espagne, 2006). Ce déficit, commercial et des revenus, n'est pas nouveau dans les échanges de l'économie espagnole avec le reste du monde. La nouveauté, c'est que ce déficit n'est plus compensé par un solde positif net des transferts courants. Entre 1995 et 1999, les transferts courants en provenance de l'UE ont contribué largement à un solde positif de ces transferts de 0,6 %. Toutefois, depuis 2000, l'excédent avec l'UE s'est réduit. De plus, les transferts des immigrés vers leurs pays d'origine ont augmenté. Le solde positif net du compte des transferts courants a été ainsi pratiquement gommé entre 2000 et 2004.

La seule bonne nouvelle pour la balance courante et la balance des capitaux espagnoles se trouve dans les excédents constants de la balance des services (grâce aux revenus du tourisme) et de la balance des capitaux (principalement du fait des transferts de l'UE). Néanmoins, on ne peut guère compter sur la continuité de ces excédents à l'avenir. L'instabilité politique d'autres destinations touristiques privilégiées et la crise de la grippe aviaire ont contribué à ramener certains touristes en Espagne. Si, comme chacun l'espère, l'instabilité mondiale actuelle recule, l'Espagne pourrait voir une diminution importante du nombre de ses visiteurs. On peut aussi prévoir une baisse des transferts de fonds en provenance de l'UE, dès que le nouveau cadre d'aides pour la période 2007-2013 aura intégré les pays de l'Europe centrale et orientale. Ces nouveaux États membres de l'UE ont un PIB par habitant beaucoup plus faible (même mesuré en parités de pouvoir d'achat) et nécessitent un soutien plus important de la part des fonds de cohésion de l'UE que l'Espagne. Cette dernière a traditionnellement financé le déficit commercial grâce aux excédents de la balance des services et des transferts courants et grâce aux entrées des investissements directs étrangers (IDE). Nous venons de voir que ces deux éléments feront défaut à l'avenir. Le tableau 5 montre que l'Espagne ne peut plus compter sur l'investissement étranger

afin de financer le déficit des échanges de biens et celui des revenus. Depuis 1995, les multinationales espagnoles investissent davantage à l'étranger que les entreprises étrangères n'investissent en Espagne. C'est là un fait nouveau. Avant 1995, l'Espagne recevait bien davantage d'investissements de la part de multinationales étrangères que ceux réalisés par ses entreprises à l'extérieur du pays. Pour résumer, le tableau 5 montre l'érosion de la compétitivité de l'économie espagnole, ce qui a entraîné une hausse du déficit commercial et un solde net négatif des IDE. Les données récentes de la balance des paiements de 2005 et des deux premiers trimestres de 2006 révèlent que le déficit commercial s'est creusé, passant à 7,6% du PIB, alors que les flux sortants des IDE continuent de dépasser 1% du PIB (Sources : Banque d'Espagne, *Balance des paiements et position de l'investissement internationa*l, 2005, et Eurostat, *Métadonnées statistiques de la balance des paiements*.)

Tableau 5. Balance des paiements de l'Espagne et de l'Union européenne des 15 (en % du PIB 1995-1999; 2000-2004) (suite p. 124)

	Solde net 1995-1999	Solde net 2000-2004
COMPTE COURANT		
Compte courant, biens		
Espagne	-3,4	-5,7
UE-15	1,6	0,8
Compte courant, services		
Espagne	3,1	3,1
UE-15	0,2	0,3
Compte courant, revenus		
Espagne	-1,3	-1,5
UE-15	-0,4	-0,3
Compte courant, transferts courants		
Espagne	0,6	0,1
UE-15	-0,7	-0,8
Total compte courant		
Espagne	-0,9	-4,0
UE-15	0,7	0,1
COMPTE DE CAPITAUX		
Espagne	1,1	0,9
UE-15	0,2	0,1
COMPTE FINANCIER		
Espagne	0,2	2,9
UE-15	-0,4	-0,3

	Solde net 1995-1999	Solde net 2000-2004
Dont investissements directs étrangers		
De l'Espagne à l'étranger	-3,0	-5,9
De l'étranger en Espagne	2,0	4,5
De l'UE-15 à l'extérieur	-3,8	-5,7
De l'extérieur dans l'UE-15	2,6	4,9
ERREURS ET OMISSIONS NETTES		
Espagne	-0,3	0,1
UE-15	-0,4	0,1

Source : Eurostat, Métadonnées statistiques de la balance des paiements

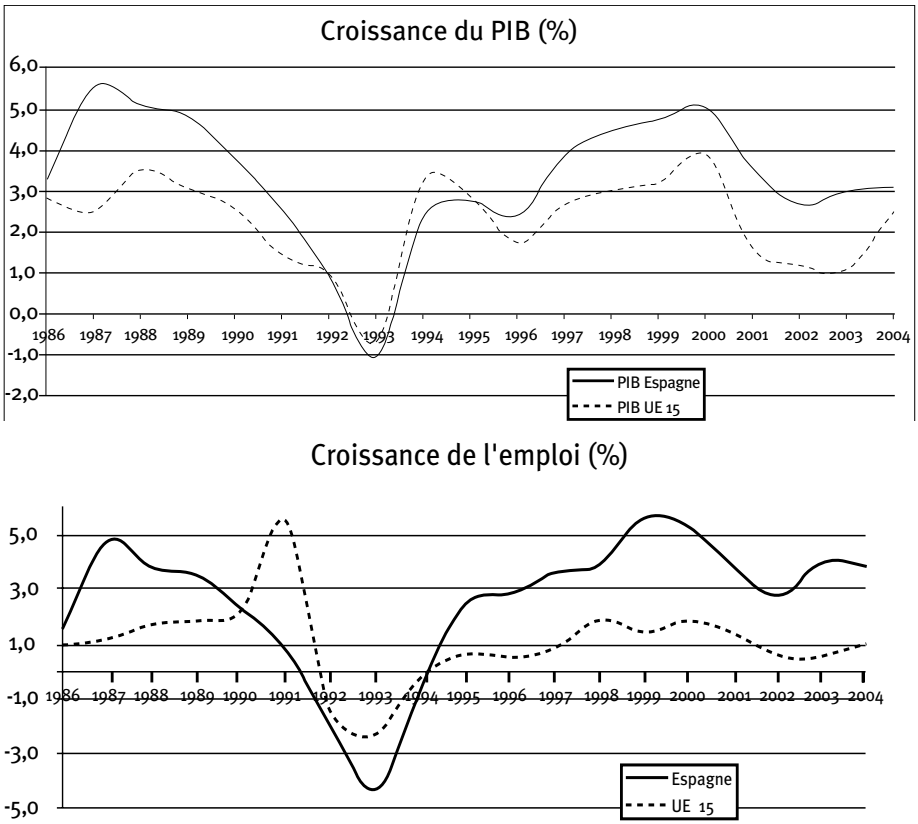
La dégradation des rapports commerciaux de l'Espagne vis-à-vis du reste du monde pourrait avoir une influence sur les attitudes individuelles à l'égard de la mondialisation. Dans un pays au déficit commercial aussi important que l'Espagne, une majorité de gens pourrait penser que la libéralisation des échanges favorise la hausse des importations. Par conséquent, l'érosion de la compétitivité de l'Espagne pourrait contribuer à accroître davantage l'opposition à la libéralisation des échanges commerciaux. De la même façon, les récents investissements d'entreprises espagnoles à l'étranger pourraient mettre à mal l'appui à la mondialisation. De fait, Scheve et Slaughter (2001) font par exemple état du fait que les salariés américains considèrent les IDE de leurs entreprises nationales comme une manière d'exporter des emplois à l'extérieur du pays. Les délocalisations d'entreprises autrefois basées en Espagne vers l'étranger ont d'ordinaire un écho important dans l'opinion publique. Les citoyens espagnols pensent que la mondialisation permet aux multinationales de transférer plus facilement leurs activités dans des pays à bas salaires et aux normes sociales moins importantes.

5.1. L'Espagne, pays d'immigration

En dépit d'une compétitivité fortement dégradée au cours de la dernière décennie, l'économie espagnole a connu une croissance plus rapide que l'UE des 15 tout en créant des millions d'emplois. Comme le montre le graphique 1, l'Espagne a enregistré une croissance économique de 3,3% entre 1985 et 2004 alors que l'UE des 15 se contentait de 2,3%. Le contraste entre la croissance espagnole et la stagnation de l'UE est encore plus flagrant si l'on compare les résultats en matière de créations d'emplois. Le taux de croissance de l'emploi total est passé en Espagne à 2,5% alors qu'il n'était que de 1% dans le reste de l'Europe. L'écart s'est notamment creusé dans la décennie 1995-2004. Cette prospérité économique a attiré de nombreux immigrants. Ce phénomène socio-économique est relativement nouveau en Espagne. Le pays était en fait un pays de forte émigration vers l'Europe dans les années 1960. On estime à 1,5 million le nombre d'Espagnols ayant quitté leur pays alors pour la France, l'Allemagne et la Suisse. Dans les années 1980, avec le retour de la démocratie et de la prospérité économique, certains émigrants sont rentrés au pays. Mais leur nombre est toutefois demeuré très faible.

Le graphique 2 fait état du nombre d'immigrants arrivés en Espagne et dans l'UE des 15 entre 1985 et 2004. Avant 1996, l'Espagne accueillait peu d'immigrants (entre 20 000 et 30 000 par an). En 1996, l'Espagne a commencé à enregistrer une hausse substantielle et continue du nombre d'entrées. Cette année-là, le pays accueillait 30 000 étrangers tandis que ce chiffre atteignait près de 700 000 individus en 2004. Afin de mieux appréhender la pertinence de ces données sur l'immigration, il convient de comparer ces statistiques à celle de l'UE des 15 dans son ensemble. Au milieu des années 1990, seul un immigrant vers l'UE des 15 sur 50 choisissait l'Espagne pour destination. En 2004, ce chiffre est passé à un nouvel arrivant sur cinq (plus de 20 %). La population espagnole ne représente que 8 % de la population totale de l'ensemble européen des 15 mais accueillait en 2004 plus de 20 % des nouveaux immigrants. Ces chiffres pourraient être plus élevés si des données récentes étaient disponibles, étant donné que le gouvernement espagnol a régularisé un total estimé de 700 000 clandestins en 2005.

Figure 1. Croissance du PIB et de l'emploi en Espagne et dans l'UE des 15 (1986-2004)



La figure 2 confirme que les flux migratoires en direction de l'Espagne se sont rapidement accélérés. Au cours de la période 1995-1999, le nombre de nouveaux arrivants en Espagne a connu une croissance annuelle de 48 %, ce qui signifie que le nombre total d'immigrés a doublé tous les deux ans. Entre 2000 et 2004, ce taux de croissance est passé à 50,7 % par an. Cette évolution est beaucoup plus forte que celle observée dans l'UE des 15 pour la même période : 2,5 % de hausse entre 1995 et 1999 et 8,6 % entre 1999 et 2004. Cette hausse rapide de l'immigration pourrait donner lieu à des craintes dans la population espagnole. Certains travailleurs peu qualifiés pourraient considérer les immigrés comme des concurrents potentiels, responsables de la stagnation de leurs bas salaires. Or, grâce aux nombreuses créations d'emplois en Espagne au cours de la dernière décennie, on a évité la montée de sentiments hostiles à l'égard de l'immigration. Mais que se passera-t-il si l'Espagne ne parvient plus à créer autant d'emplois ? Pourrait-on voir apparaître une politique d'immigration plus restrictive ? Dans cette section un certain nombre de conclusions sont tirées des expériences au sein de l'UE sur la manière dont une crise économique peut influer sur les attitudes individuelles en matière d'immigration.

Tableau 6. Flux et stocks migratoires en Espagne et dans l'UE des 15

	Taux croissance annuel des flux migratoires	Nombre d'immigrés (en % population totale)	
	1995-1999	1999-2004	2004
Belgique	2,9	7,0	8,3
Danemark	-11,0	-3,6	5,0
Allemagne	-2,7	-9,0	8,9
Grèce	-26,6	15,1	8,1
Espagne	48,0	50,7	6,6
France	8,1	10,3	8,0
Irlande	8,2	35,9	5,4
Italie	26,0	20,8	2,3
Luxembourg	12,5	-5,6	38,6
Pays-Bas	2,6	-7,2	4,3
Autriche	8,0	4,3	9,4
Portugal	40,7	5,0	2,2
Finlande	-2,0	3,1	2,0
Suède	-2,3	4,2	5,3
Royaume-Uni	11,8	13,0	5,0
UE-15	2,5	8,6	6,3

5.2. La conjoncture économique et son incidence sur les attitudes individuelles vis-à-vis de la mondialisation

Le tableau 7 présente les réponses de résidents de pays de l'UE à la question : « Que pensez-vous de l'éventualité de voir des étrangers venir travailler dans votre pays ? Parmi les mesures suivantes, laquelle le gouvernement devrait-il prendre ? » Nous avons analysé le questionnaire en utilisant l'échelle suivante : 1 correspond à la réponse « ouvrons le pays à toute immigration » ; 2 à « tant que des emplois sont disponibles » ; 3 à « imposons des limites strictes » et 4 à « interdisons l'immigration ». Les résultats montrent qu'au sein de l'UE, la moyenne est de 2,45. L'Espagne, la Suède et le Portugal semblent les pays où la tendance à laisser entrer des travailleurs étrangers aussi longtemps que des emplois sont vacants est la plus forte. À l'inverse, les opinions publiques du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne sont majoritairement favorables à des restrictions de l'immigration. Il est intéressant de faire remarquer que ces pays (notamment la France et l'Allemagne) connaissent depuis plusieurs années une situation de stagnation de leur économie. Existerait-il une corrélation entre faiblesse du taux de croissance et des créations d'emplois d'une part, et moindre appui aux politiques d'immigration ouvertes ? Il faut noter également que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne sont des pays d'immigration depuis longtemps. Peut-on dès lors établir un lien entre des flux et des stocks migratoires plus élevés et un soutien plus important en faveur de mesures restrictives ? Le graphique 3 montre le recul de la moyenne de l'opinion publique favorable à l'immigration en la comparant à la croissance du PIB, de l'emploi, des flux et des stocks migratoires mesurés en pourcentages de la population totale.

Tableau 7 : Évolution de l'opinion publique de l'UE sur la politique d'immigration

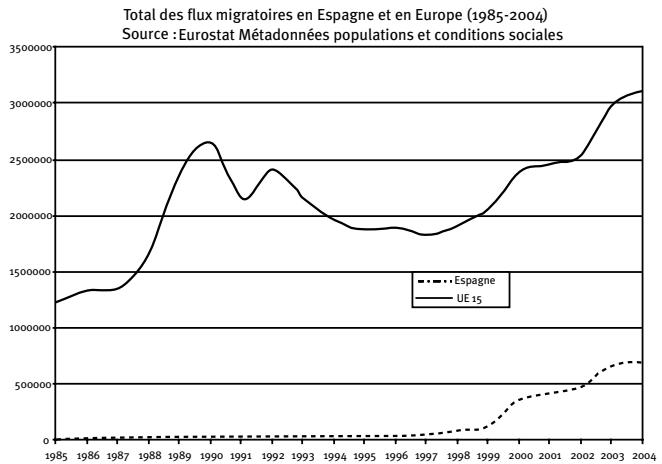
	Vague 1999	Échantillon	Année du questionnaire
Autriche	2,45	1483	1999
Belgique	2,60	1841	1999
Danemark	2,64	980	1999
Finlande	2,47	999	2000
France	2,67	1559	1999
Allemagne	2,67	1942	1999
Grèce	2,50	1127	1999
Irlande	2,39	996	1999
Italie	2,38	1942	1999
Luxembourg	2,34	1155	1999
Pays-Bas	2,59	990	1999
Portugal	2,17	969	1999
Espagne	2,09	2279	2000
Suède	2,14	967	1999
Royaume-Uni	2,70	965	1999
Moyenne simple	2,45		

Source : World Value Survey 2000.

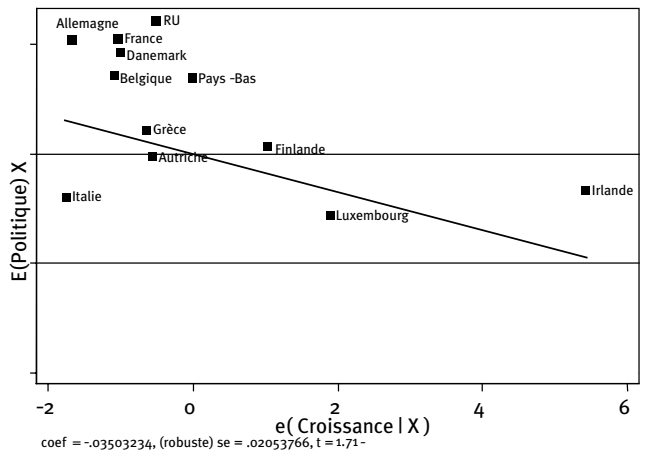
Les graphiques 3.a et 3.b mettent en exergue des données intéressantes. Il est possible de relever une corrélation négative significative (de 10%) entre le soutien apporté par les opinions publiques à une politique d'immigration stricte et le niveau de croissance du PIB et de l'emploi. Ce qui signifie que dans un contexte favorable de croissance économique nationale et de création d'emplois, les individus sont plus disposés à accueillir des étrangers. Ce lien entre la conjoncture économique nationale et les attitudes individuelles à l'égard de l'immigration pourrait expliquer pourquoi les Espagnols sont plus favorables à une politique d'immigration ouverte, aussi longtemps que la situation de l'emploi est positive.

Graphique 3. État de l'opinion sur la politique d'immigration au sein de l'UE et contexte socio-économique

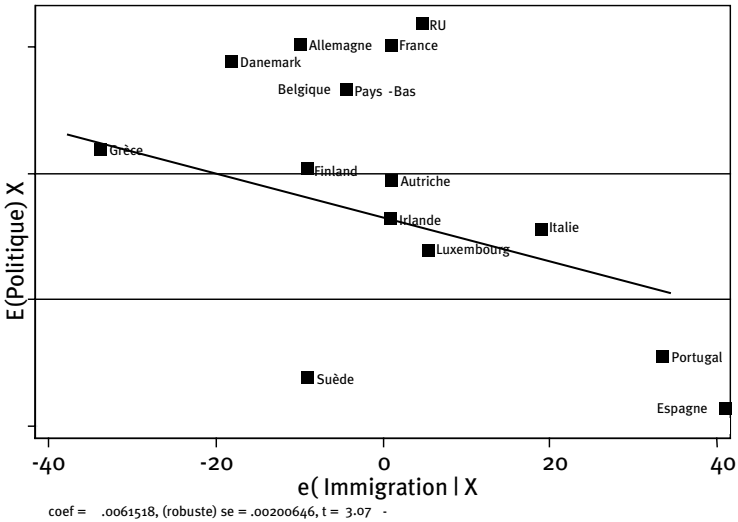
3a. Croissance du PIB (1995-1999) et état de l'opinion sur la politique migratoire



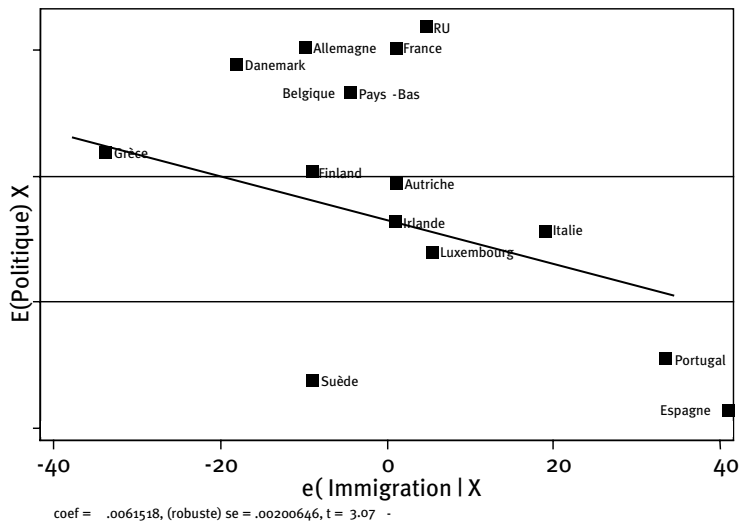
3b. Croissance de l'emploi (1995-1999) et état de l'opinion sur la politique migratoire



3c. Rythme de croissance des flux migratoires (1995-1999) et état de l'opinion sur la politique d'immigration



3d. Nombre d'immigrés en% de la population totale (2000) et état de l'opinion sur la politique migratoire



Le graphique 3.c montre une corrélation négative entre flux migratoires et soutien à des restrictions sévères de l'immigration. Ces résultats, qui vont à l'encontre de ce que l'on pourrait croire intuitivement, s'expliquent par le fait que les migrants s'installent dans des pays en situation de croissance économique et de création de nouveaux emplois. Cette prospérité économique réduit à son tour l'appui des opinions publiques à des politiques migratoires strictes. Autre explication possible : la corrélation est peut-être inversée, à savoir qu'une opinion favorable à une politique ouverte accroît peut-être les flux migratoires. En d'autres termes, les migrants choisissent peut-être les pays adoptant des politiques d'immigration moins strictes et à la réglementation qui leur est plus favorable. Enfin, le graphique 3.d indique clairement qu'il n'existe pas de lien direct entre les stocks migratoires existants et l'état de l'opinion sur les politiques d'immigration. Si les chiffres de l'immigration ont un effet quelconque sur les attitudes individuelles vis-à-vis de l'immigration, cet effet est dû aux flux migratoires récents plutôt qu'à l'immigration historique.

En résumé, le contexte économique national a une incidence sur les attitudes individuelles en matière d'immigration. Les pays qui enregistrent une croissance et créent des emplois sont moins enclins à soutenir des politiques restrictives. C'est pourquoi l'Espagne dispose aujourd'hui de la politique migratoire la plus généreuse de l'Union. Néanmoins, une récession économique en Espagne pourrait faire pencher la balance en faveur de restrictions plus grandes à l'immigration. À l'inverse, les flux migratoires et le nombre d'immigrés ne semblent pas renforcer la demande de l'opinion pour une politique plus sévère.

CONCLUSION

L'étude de la mondialisation et de la façon dont les Espagnols et les autres Européens l'envisagent n'est pas chose aisée et ceci pour trois raisons. La première est l'absence d'un cadre de référence déjà établi. Ce cadre théorique est en cours d'élaboration. La deuxième difficulté réside dans le concept même de mondialisation. Enfin, la troisième raison pour laquelle il n'est pas facile de réaliser cette étude de la mondialisation et des attitudes des Européens vis-à-vis de ce phénomène est contenue dans la notion d'« Européens ». Celle-ci fait référence aux individus alors que chaque individu obtient, traite et structure l'information disponible de manière distincte.

Face à la mondialisation, les États connaissent un affaiblissement manifeste, ne semblant plus à même d'influencer ce processus. Cependant, nombre de mouvements nationalistes souhaitent la création d'un État. La vitalité de ces mouvements démontre l'échec relatif de la mondialisation.

C'est dans le domaine économique que l'on s'intéresse le plus à la mondialisation. La mondialisation actuelle soulève des questions inédites en termes de gouvernance du fait du changement de la donne économique elle-même : l'intégration des économies est à la fois plus approfondie et plus étendue qu'il y a cent ans. Malgré le recul de la pauvreté dans le monde au cours des cinquante dernières années et l'amélioration des conditions

de vie des individus dans pratiquement toutes les régions de la planète, les inégalités restent importantes. Nous pensons que ces inégalités sont une constante dans la quasi-totalité des sociétés et, nous disons que celle-ci pourrait les aggraver. Notre avis est parfaitement exprimé par Amartya Sen qui pose la question cruciale du partage des retombées positives de la mondialisation.

À propos des résultats issus des groupes d'entretiens qualitatifs : pratiquement tous les groupes peuvent être qualifiés de *globalistes*, tout en demeurant relativement critiques du processus de mondialisation. Mais apparaissent également des connotations négatives qui nous semblent prédominantes : la mondialisation est perçue comme « un nouvel esclavage, économique et culturel », « complètement injuste », « source de stress ». De plus, un lien est établi par les groupes entre mondialisation et États-Unis d'Amérique, lien qui amène certains à remettre en cause le terme de mondialisation : de ce point de vue, les États-Unis sont le seul acteur à bénéficier de ce processus ; pour d'autres groupes, les États-Unis protégeraient les intérêts des grandes entreprises. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que les perceptions tendent à favoriser les conséquences négatives plutôt que les effets positifs de la mondialisation. Pourtant aux yeux de certains, la mondialisation a permis à l'Espagne de se faire une place sur la scène internationale ; d'autres sont d'avis qu'une fois les problèmes d'inégalités résolus, le résultat global du processus connaîtra une nette amélioration.

En matière d'immigration, les réactions sont complexes. La prospérité économique a attiré de nombreux immigrants. Ce phénomène socio-économique est relativement nouveau en Espagne. D'une part, il est largement admis que chaque individu a le droit de vivre dignement et d'avoir un emploi lui permettant de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Mais la situation est alarmante à plus d'un titre. Aux yeux de nombreux groupes, l'immigration est perçue comme une menace. D'abord, les immigrés aspirent à nombre d'emplois recherchés par la population autochtone : emplois peu qualifiés et postes de faible valeur ajoutée. La hausse rapide de l'immigration pourrait susciter des craintes chez les Espagnols. Dans un climat économique national favorable (croissance et créations d'emplois), les individus sont plus enclins à accueillir des étrangers parmi eux. Ce lien entre le contexte économique national et les attitudes individuelles en matière d'immigration pourrait expliquer un soutien plus élevé parmi les Espagnols en faveur d'une politique d'immigration ouverte, tant que des emplois sont à pourvoir. Toutefois, ce lien suppose aussi qu'une récession économique pourrait renverser la tendance en faveur de restrictions plus fortes à l'immigration.

Les délocalisations, à savoir les décisions prises par des entreprises de transférer leur activité dans d'autres pays, constituent l'autre question phare du débat économique sur la mondialisation. Les Espagnols semblent s'y résigner et les considérer comme des événements inéluctables contre lesquels ils ne peuvent rien. Plus important encore, le protectionnisme n'est pas explicitement présenté comme une solution face à la concurrence économique mondiale.

Nous avons également étudié le rôle des principaux acteurs du processus de mondialisation : l'État, les entreprises et le mouvement antimondialisation. La conclusion majeure concernant l'État est que son rôle et sa marge de manœuvre en matière de maîtrise de cette mondialisation sont limités. Face à l'État, émergent donc deux autres agents : les entreprises et les mouvements antimondialisation. Ils jouent toutefois un rôle très différent. D'aucuns estiment que les entreprises ont une plus grande influence que les partis politiques ou les pays. Les Espagnols manifestent à l'inverse une certaine sympathie à l'égard des mouvements antimondialisation car ils l'associent à la lutte contre le changement climatique et en faveur du Protocole de Kyoto.

Nous avons enfin présenté des questions spécifiques susceptibles de clore le débat sur la mondialisation et l'Espagne. La dégradation des rapports commerciaux de l'Espagne vis-à-vis du reste du monde pourrait avoir une influence sur les attitudes individuelles à l'égard de la mondialisation. Le soutien à la mondialisation dépend au premier chef de son incidence sur les conditions de vie matérielles des individus. Par conséquent, l'érosion de la compétitivité de l'Espagne pourrait contribuer à accroître davantage l'opposition à la libéralisation des échanges commerciaux. De la même façon, les récents investissements d'entreprises espagnoles à l'étranger pourraient mettre à mal l'appui à la mondialisation.

BIBLIOGRAPHIE

Aixala-i-Blanch, A. (2005), « La política exterior española ante los retos de su politización : del consenso a la legitimidad », Revista CIDOB d'Afers Internacionals, no 69, pp. 89-105.

Bank of Spain (2006), *The Spanish Balance of Payments and International Investment Position 2005, Madrid,* Bank of Spain.

Bordo, M. D., Eichengreen, B., and Irwin, D. (1999), *Is Globalization Today Really Different Than Globalization a Hundred Years Ago ?*

CCOO (2006), *Guía para la defensa del trabajo en la globalización*, CCOO, Madrid. CCOO (2006), *Inmigración y mercado de trabajo : propuestas para la ordenación de los flujos,* CCOO, Madrid.

CIS (2005), *Globalizacion : Percepcion e Imagen del Fenomeno de la Globalizacion*, Estudio 2628.

Consejo Superior de las Cámaras (2005), España y sus *Multinacionales*, Consejo Superior de las Cámaras, Madrid.

Consejo Superior de las Cámaras (2006), *La Inmigración en España. Análisis por Comunidades autónomas*, Consejo Superior de las Cámaras, Madrid.

Garret, G. (1998), « Global markets and national politics », in *International Organization* no 52.

Gellner, E. (1983), *Nations and Nationalism*, Blackwell, Oxford, UK.

Gilpin, R. (1987) *The Political Economy of International Relations,* Princeton University Press, Princeton, USA.

Held, D., McGrew, A. (2004), « The Great Globalization debate : an introduction », in *The Global Transformations Reader : An Introduction To The Globalization Debate*, Cambridge, Held, D. and McGrew, A. (ed), Polity Press, 2nd ed., UK.

Hirst, P. (1997), « The global economy : myths and realities », in *International Affairs* no 73 (3) (July).

Hirst, P., Thompson, G. (1999), *Globalization in Question*, Cambridge, Polity Press, 2nd ed., UK.

Krugman, P., Venables, À. (1995), « Globalization and the inequality of nations », in *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 110, 4, pp. 857-880.

Lodge, M., Steenbergen, M. R., Shawn, B. (June 1995), « The Responsive Voter : campaign information and the dynamics of candidate evaluation », in *American Political Science Review,* no 89, 2, pp. 309-26.

Lupia, À. (1994), « Shortcuts versus encyclopedias : information and voting behavior in California insurance reform elections », in *American Political Science Review*, no 88, 1, pp. 63-76.

Mayda, À. M., Rodrik, D. (2005), « Why are some people (and countries) more protectionist than others ?, in European Economic Review, no 49 (6), pp. 1393-1691.

OIT (1999), *Final report on the social impact of globalization*, OIT, Ginebra.

Popkin, S. L. (1991), *The Reasoning Voter*, 1st ed. Chicago, The University of Chicago Press.

Rodrik, D. (1998), *The Debate Over Globalization : How to Move Forward by Looking Backward*, unpublished manuscript, Harvard University.

Sanz, I., Velázquez, F.J. (2006), Has european economic integration affected the functional composition of government expenditures?, in *Contemporary Economic Policy*, no 24 (2), pp. 300-315.

Sanz, I., Martínez i Coma, F. (2007), « Skill and support to globalisation in the EU », in Applied Economics Letters, (forthcoming).

Scheve, K. F, Slaughter, M. J. (2001), *Globalization and the Perceptions of American Workers,* Washington D. C., Institute for International Economics.

Scheve, K. J., Slaughter, M. J., « Public Opinion, international integration, and the welfare state », in Bardhan, P., Bowles, S. and Wallerstein, M. (ed., 2005), *Globalisation and Egalitarian Redistribution, Princeton*, Princeton University Press.

Sen, À. (2002) « How to Judge Globalism », in *The American Prospect*, vol 13, 1, January 1st-January 14th, 2002.

Zevin, R., « Are world financial markets more open? » in Banuri, T. and Schor, J. B. (ed., 1992), *Financial Openness and National Autonomy, Oxford*, Oxford University Press, UK.

LES ESTONIENS FACE À LA MONDIALISATION

Aksel KIRCH
Université internationale Audentes, Estonie, Tallinn

Marika KIRCH
Chercheuse associée l'Institut d'études sociales et internationales,
experte générale auprès du ministère estonien de l'Éducation,
conseillère au Parlement estonien

INTRODUCTION

Les textes, discours publics, points de vue et opinions des leaders politiques influents et des personnalités majeures en Estonie seront analysés dans cette partie de l'étude. La mondialisation est tout d'abord comprise comme le résultat des changements dans l'économie mondiale, qui sont principalement causés par l'augmentation des échanges commerciaux et des communications interculturelles. La mondialisation est un sujet assez souvent évoqué dans les débats publics, et il est moins fréquent qu'elle soit analysée dans le cadre d'études concrètes. Aujourd'hui, les réseaux de transports et de communications, Internet, les migrations incontrôlées, les médias et les problèmes de l'environnement ont transformé les enjeux mondiaux en enjeux locaux et vice versa. La mondialisation est très souvent définie comme la mise en place de processus de transformation qui unifient les cultures et les rendent plus semblables à celles des sociétés développées occidentales.

Aujourd'hui, un consensus grandissant nous oblige à prendre part aux évolutions des autres pays et à définir des réponses nationales comme européennes dans le cadre international plus large d'une démarche progressiste (voir *Global Europe, Social Europe*, 2006). Alors que la mondialisation implique une augmentation de la concurrence et l'expansion des réseaux d'affaires, elle implique aussi la diffusion de la démocratie et le développement des ressources. Ces deux aspects sont extrêmement importants pour les pays de l'Europe de l'Est qui se développent rapidement.

1. LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ ESTONIENNE

Contexte général

L'Estonie est une économie en phase de transition. La situation économique actuelle de l'Estonie doit son origine à la renaissance de l'indépendance de l'Estonie au début des

années 1990. La sortie du système d'économie planifiée centralisée du bloc soviétique a apporté des défis à relever comme des opportunités. Aujourd'hui, l'Estonie est membre de l'Union européenne. Les opportunités de marchés plus importants et le développement du libre-échange sont compensés par la nécessité de relever les défis liés aux enjeux d'intégration et de participation croissants de l'économie mondiale. Pour faire face à ces défis, l'Estonie envisage maintenant de recourir à la conception d'une politique nationale. Le but de cette politique est de faire contrepoids aux effets croissants de l'économie mondiale.

La mondialisation était un sujet de discussion, surtout entre les intellectuels, longtemps avant la restauration de l'indépendance de l'Estonie. L'Estonie a toujours regardé beaucoup plus vers l'avenir et le progrès, par rapport aux autres anciennes républiques soviétiques, économiquement et sous bien d'autres aspects, longtemps avant la chute de l'Union soviétique. (L'Estonie était considérée comme la plus occidentale des républiques et pas seulement pour des raisons géographiques.) Dès les années 1970, les habitants des régions du Nord du pays ont eu accès aux chaînes de télévision finlandaises. Cela leur a donné l'occasion de voir au-delà du « rideau de fer » pendant les deux dernières décennies de l'URSS. (Il y avait aussi d'autres aspects qui ont rendu les communications avec le monde occidental plus faciles.) Quelques thèmes de débats liés aux problèmes mondiaux, introduits par le Club de Rome, spécialement ceux liés à la pollution de l'environnement et à la protection de la nature, étaient déjà discutés par un petit groupe de scientifiques et de sociologues dans les années 1970-1980. À ce moment-là, l'intérêt du public pour la protection de la nature n'avait pas atteint la sphère politique et par conséquent était autorisé par le gouvernement soviétique. La mondialisation a principalement été discutée dans le cadre de la protection de la nature (déchets de l'industrie pétrolière, eaux usées dans les rivières, etc.). Ensuite, dans le sillage de la Révolution en chantant (1988-1992), les problèmes environnementaux sont devenus plus politiques.

Avec l'émancipation politique au début des années 1990, l'Estonie a été confrontée à une économie complexe et à des problèmes environnementaux. Avec le démantèlement du dispositif militaro-industriel soviétique, la restauration des liens nécessaires avec l'économie mondiale était la priorité du moment. Occidentalisation et intégration aux structures occidentales internationales ont été au centre des enjeux des nouveaux responsables politiques pendant toute la période de transition.

Dans un pays, les forces du marché sont les vrais moteurs de la compétitivité. En Estonie, le taux de croissance moyen de la productivité, qui s'est situé entre 7 et 9 % pendant les cinq dernières années, et le niveau sain de création d'emploi ont reposé sur les initiatives et la créativité des entreprises locales. Ainsi, la compétitivité de l'Estonie est discutée publiquement et ce sujet est fortement lié aux problèmes de la mondialisation.

Retour au paysage économique et politique occidental

La période soviétique était « déprimante » pour la population estonienne en raison de la suppression des valeurs occidentales, entre autres celles qui concernent le libéralisme économique : le nivellement social imposé à tous (excepté les responsables du parti communiste), les attitudes négatives envers le succès économique personnel, l'égalité totale des conditions de vie, etc. La restauration d'une société libérale s'est présentée comme une réaction en chaîne pour beaucoup de personnes. Donc les courants politiques, partis et mouvements, ont eu des positions assez similaires concernant le futur du pays et la liberté économique. L'exemple le plus significatif en est ces considérations de l'ex-Premier ministre, Mart Siiman : « La participation de l'Estonie à l'intégration européenne est un processus naturel, qui résulte de notre appartenance séculaire à la culture de l'Europe occidentale. Au regard de ce contexte, l'adhésion aux structures européennes implique un retour à nos fondations historiques, économiques, politiques et culturelles[1]. »

Depuis le début des années 1990 la plupart des partis politiques influents ne considèrent comme possibles la modernisation et le développement rapide de l'économie qu'au moyen d'une libéralisation généralisée. L'expérience estonienne de modernisation et de développement fournit une preuve empirique. Pour l'Estonie, le commerce extérieur joue un rôle excessivement important dans l'économie.

Au cours de la dernière décennie et demie, l'un des traits caractéristiques de la politique étrangère de l'Estonie a été la prise de décisions fondamentales dans l'intérêt national et afin d'obtenir un soutien réel en favorisant un pays étranger par rapport à l'autre. À la fin des années 1990, selon les personnalités politiques majeures en Estonie, il n'y avait qu'une manière de garantir la sécurité et la stabilité de l'Estonie, à savoir l'intégration à l'Union européenne et à l'OTAN.

La mondialisation exige de nouvelles idées, de nouvelles approches et solutions permettant de s'adapter à un monde en rapide évolution. L'Estonie s'est avérée plutôt compétitive, et ses exportations ont augmenté sa part de marché au sein de l'Union européenne. L'Estonie est encore un des pays les plus attrayants pour les investissements étrangers directs. En 2005, la Banque mondiale et le Forum économique mondial citaient l'Estonie parmi les 20 meilleurs pays en termes de compétitivité.

Andres Tarand, le président du Comité pour les Affaires étrangères, a déclaré au cours d'un débat de politique étrangère au Parlement estonien (novembre 1999) que les points de départ pour définir les priorités de l'Estonie en termes de politique étrangère sont les suivants : la mondialisation comme un des processus les plus prégnants dans le monde moderne ; et trois aspects de l'État estonien : l'Estonie est un État-nation, un petit État et

1. Siiman, Mart, « Pourquoi intégrons-nous l'Union européenne ? », lors d'une conférence du Hansapank, le 20 mai 1998.

un État tampon. Il y a de nombreux conflits entre les concepts de mondialisation et d'État-nation, mais aussi entre l'équilibre interne des États ayant récemment acquis leur indépendance et l'intégration européenne. Par ailleurs, le statut ambigu de l'Estonie comme petit pays et comme pays tampon implique de surmonter ce type de conflits de façon prioritaire pour maintenir la souveraineté. Les priorités en matière de politique étrangère qui découlent de ce constat et qui font l'objet d'un consensus sont donc l'intégration à l'UE et à l'OTAN (Tarand 2000: 39-43)[2].

Un des aspects les plus importants du débat sur la mondialisation est le discours tenu par les grandes et les petites nations. L'Estonie appartient aux petits États en Europe et dans le monde. Le terme Europe est souvent utilisé au-delà de la référence à l'unité géographique pour désigner la construction culturelle, économique et politique. L'élite politicienne estonienne considère que l'Estonie appartient à l'Europe dans tous les domaines mentionnés ci-dessus.

Lennart Meri, président de la République d'Estonie (entre 1992 et 2001), a déclaré à la 26e Conférence des ministres européens dans la ville hanséatique de Wismar (9 novembre 2000) que sa vision consistait en une Europe des États, dans laquelle la Commission européenne est la gardienne des traités, un moteur qui soutient et promeut le développement du Marché commun. C'est une force équilibrant la différence entre les grands et les petits États membres. C'est l'institution qui garantit que l'Union européenne, où il y a des pays comme le Luxembourg, et bientôt des pays comme l'Estonie, mais aussi des pays comme l'Allemagne, aurait pour rôle de respecter le souhait des petits pays que leurs intérêts soient également pris en considération[3].

Dans un autre discours, au sommet de Sofia le 5 octobre 2001, Lennart Meri a lié la mondialisation aux craintes émergentes d'un terrorisme international. Dans ce texte, M. Meri a souligné l'importance de la solidarité dans les relations entre petits et grands pays. Il a dit que le combat contre le terrorisme implique également le soutien aux gouvernements démocratiques et le rejet des autres, et aussi de récompenser les comportements qui respectent le caractère sacré de la vie humaine. Cela implique aussi l'aide au développement et l'ouverture de nos marchés pour que les pays en développement puissent vendre leurs produits – notamment les biens alimentaires – dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord[4].

Eiki Nestor (leader du Parti démocratique social estonien) a analysé, dans son article « L'Ouverture au lieu de la dimension politique gauche-droite », les relations entre les dimensions politiques et l'ouverture ou la fermeture des sociétés. La véritable opposition ne se situe pas entre la gauche et la droite, mais plutôt entre les concepts contrastés que sont en réalité la politique mondiale et la politique de fermeture (locale)[5].

2. Tarand, A. (2000), « Eesti välispoliitika prioriteedid / Foreign Policy Priorities of Estonia », in Riigikogu Toimetised, vol 1, Tallinn, Riigikogu Kantselei.
3. http://vp1992-2001.vpk.ee/eng/k6ned/K6ne.asp?ID=3752.
4. http://vp1992-2001.vpk.ee/eng/k6ned/K6ne.asp?ID=10729.
5. SLOhtuleht. 19.05.2001.

Les Estoniens, en raison de leur situation géographique sur les rives de la Baltique, se considèrent comme une nation marchande et ont donc un intérêt direct à l'amélioration d'un système de commerce multilatéral capable d'affaiblir les barrières qui existent encore entre les nations. Lorsque l'Estonie a intégré l'OMC, le ministre estonien des Affaires étrangères Toomas Hendrik Ilves[6] a prononcé un discours à la troisième session de la conférence ministérielle de l'OMC (1er décembre 1999, Seattle). Dans ce discours, M. Ilves, l'un des leaders les plus influents d'Estonie, a évoqué l'« internetisation » et la mondialisation dans des termes extrêmement positifs. Il a déclaré : « La politique de commerce libéral ouvert que mon pays suit depuis bientôt dix ans a eu pour conséquence une croissance économique remarquable, des investissements directs étrangers extrêmement élevés, et l'intégration de l'économie estonienne dans le système commercial mondial à un niveau beaucoup plus positif qu'on aurait pu s'y attendre de la part d'une petite économie, précédemment planifiée. On peut attribuer un rôle décisif dans ce processus à la poursuite de d'objectifs similaires au sein de l'OMC. Une application réussie de ces principes démontre la viabilité et la nécessité d'un régime de commerce ouvert et libéral. »

L'appartenance à l'OMC a été vue comme la reconnaissance des politiques de réformes et des politiques économiques de l'Estonie. Le ministre des Affaires étrangères T.H. Ilves a déclaré que cette appartenance impose également à l'Estonie l'obligation et la responsabilité de progresser sur le chemin de la libéralisation des échanges ainsi que le devoir de partager des expériences avec d'autres membres de l'organisation. Ce n'est que par la mondialisation et le développement des échanges et des autres liens économiques que l'Estonie peut parvenir à la croissance économique, le partage optimal des ressources, et les moyens de production et de développement technologique les plus efficaces. Selon M. Ilves, le développement économique qui accompagne celui des échanges commerciaux profite à toutes les nations. La réduction ou l'élimination des barrières a été vue comme une politique bien meilleure qu'un protectionnisme acharné. On ne devrait pas craindre l'augmentation des échanges commerciaux. On devrait plutôt l'encourager. M. Ilves a déclaré : « La mondialisation et l'augmentation concomitante des échanges commerciaux ne sont en rien des ennemis que nous devrions combattre. Il s'agit plutôt d'un défi que nous devons relever et rendre aussi bénéfique que possible en concentrant nos efforts pour affronter les effets secondaires qui pourraient éventuellement être associés au processus.»

Dans le *Journal de politique étrangère estonienne*, peu avant l'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne, T.H. Ilves (alors membre du Parlement estonien) a écrit un article intitulé « L'Élargissement et la grande muraille de l'Europe ». Il a centré son analyse sur le développement de l'Europe et de ses membres à l'extérieur. Les conceptions présentées dans cet article sont d'un intérêt tout particulier puisqu'il ne s'est pas contenté d'analyser uniquement l'avenir de l'Estonie, mais a également développé ses idées concernant l'avenir de l'Europe dans un contexte plus large[7].

6. Depuis octobre 2006, Toomas Hendrik Ilves est président de l'Estonie ; http://www.vm.ee/eng/kat_140/1211.html.
7. http://www.evi.ee/lib/valispol2003.pdf.

Comme indiqué précédemment, la politique économique libérale a très largement dominé les prises de positions de la plupart des coalitions politiques. La majorité des partis politiques sont en faveur du mot d'ordre : un gouvernement aussi « mince » que possible.

L'ex-Premier ministre estonien Mart Laar (lauréat 2006 du Prix Milton Friedman pour le développement de la liberté du Cato Institute) a évoqué la mondialisation par rapport à la politique d'innovation et de communication. Mart Laar a été le Premier ministre qui a eu l'idée d'un *e-gouvernement* en Estonie. Ce e-gouvernement offre des services administratifs régionaux et locaux de meilleure qualité et plus rapides aux citoyens et aux entreprises. Au début de 2001, le gouvernement estonien, en liaison avec les entreprises privées, a démarré le développement d'un projet Technologies de l'information et de la communication (TIC) en vue de créer un système commun destiné aux services de l'e-gouvernement. Un environnement de gestion et de fourniture de services véritablement novateur a été développé. Son architecture est construite sur la base de *front* et *back offices* distincts, conçus pour le client et sur des connexions homogènes entre les partenaires. Ce processus a, d'une part, été un précurseur de la mondialisation (développement de réseaux mondiaux), et, d'autre part, a permis la rapidité et l'efficacité de l'e-gouvernement, ce qui fait de ces services publics un défi essentiel.

Le Parti de la Réforme estonien a joué un rôle dans la plupart des coalitions politiques dirigeantes et son idéologie prévaut sur l'ensemble du paysage politique. On y affirme que l'économie libérale et l'ouverture des frontières font l'essentiel d'une démarche raisonnable en vue de participer à l'économie mondiale. De plus, la plupart des responsables sont convaincus que l'on peut retenir quelque chose des expériences de l'Estonie en matière d'application d'une des politiques économiques les plus libérales au monde, et d'utilisation de cette politique comme moyen de développement. Cette période d'« euphorie pour le libéralisme total » dure toujours aujourd'hui.

Toomas Savi (membre du Parti de la Réforme, ex porte-parole du Parlement, membre estonien du Parlement européen) a publié un article dans l'hebdomadaire local *Maaleht* (06 avril 2006) concernant la mondialisation et la consommation d'énergie. L'accroissement de la consommation énergétique est un problème mondial qui a un impact considérable sur les économies des petits États. À mesure que les relations entre États sont plus étroites et que l'économie se mondialise, cela devient un problème que les gouvernements doivent gérer en commun.

En mai 2006, le Riigikogu (Parlement estonien) a ratifié le traité constitutionnel pour l'Europe. 73 parlementaires se sont prononcés pour, un contre, sans qu'il y ait d'abstention. Lors d'un séminaire d'entreprises tenu à Riga (7 décembre 2005), le Gouverneur de la Eesti Bank, Andres Lipstok, a déclaré : « L'élargissement de l'Union européenne est un bon exemple de mondialisation réussie. L'UE combine la croissance économique et un développement social équilibré, et apporte un soutien fondamental à la compétitivité des autres États[8]. »

8. http://eestipank.info/pub/en/dokumendid/publikatsioonid/seeriad/koned/varasem/_20051207.html?objId=875752.

Selon M. Lipstok, les pays compétitifs peuvent largement améliorer le niveau de vie et le bien-être de leurs citoyens dans le contexte actuel de mondialisation en se servant des échanges commerciaux et des investissements régionaux et mondiaux. La compétitivité et l'ouverture des marchés sont également essentielles à nos banques centrales. L'augmentation des échanges permet de contrôler les pressions inflationnistes, ce qui a été le cas en Estonie ces dernières années. La mondialisation offre davantage d'opportunités à la gestion des risques financiers. Le maintien de la stabilité macroéconomique constitue peut être la principale responsabilité de l'état afin de soutenir la compétitivité. L'économie a besoin d'une monnaie stable et de marchés financiers sains pour attirer l'épargne et investir. Les systèmes monétaires et financiers estoniens sont tout à fait semblables à ceux de Lettonie et de Lituanie. Les devises de ces pays, indexées sur l'euro, appartiennent au système MCE II, et leurs systèmes financiers sont totalement intégrés à ceux des pays nordiques et d'Europe continentale.

Débats identitaires et changements dus à la mondialisation

Dans leur étude fondamentale *Retour vers le monde occidental : perspectives culturelles et politiques sur la transition postcommuniste en Estonie*, les spécialistes de sciences humaines de l'université de Tartu Marju Lauristin et Peeter Vihalem ont expliqué comment les responsables politiques et universitaires estoniens décrivent l'impact géopolitique de l'Estonie sur la carte politique de l'Europe[9]. Leurs recherches académiques ont démontré que pour l'élite politique et universitaire estoniennes, l'Europe, et notamment l'Europe du Nord, est devenue un idéal ; leur appartenance à cette entité est considérée comme acquise. D'un point de vue culturel, l'Estonie fait partie de la Scandinavie plus que des pays de la Baltique. L'identité nordique est renforcée par la proximité linguistique avec le finlandais, que l'on peut observer par l'intermédiaire des coutumes culturelles traditionnelles introduite par l'Église luthérienne, et l'influence des critères contemporains nordiques que sont les garanties et la protection sociales.

Paul Goble (journaliste du quotidien estonien *Eesti Päevaleht*) se prononce à partir d'une perspective plus globale et attire l'attention des Estoniens sur le fait que l'avenir ne sera probablement pas plus simple que l'histoire récente ne l'a été. M. Goble indique que l'Estonie doit être consciente qu'à l'avenir il n'y aura probablement que quelques grandes villes en Estonie, et que ces villes seront probablement peuplées essentiellement d'immigrants. Dans le même temps, il y aura probablement une désertification des campagnes, et cette vision paraît très réaliste (*Eesti Päevaleht*, 10 juin 2006). L'Estonie doit tenir compte des pays voisins comme du développement de la mondialisation.

Kristiina Ojuland (responsable du Comité parlementaire pour les Affaires européennes, ex-ministre des Affaires étrangères d'Estonie) a prononcé un discours au Riigikogu

9. Vihalemm, P., « Changer les espaces nationaux dans les pays de la Baltique », in Lauristin, M., Vihalemm, P., Rosengren, K. E., et Weibull, L., (éd., 1997), Retour au monde occidental : perspectives culturelles et politiques de la transition postcommuniste estonienne. Tartu, Tartu University Press, pp. 129-162.

(Parlement estonien) le 6 avril 2006. Elle a indiqué que la mondialisation et l'immigration constituent des processus inévitables et interconnectés. L'immigration illégale représente un sérieux problème pour l'Union européenne. Selon elle, les états membres de l'Union doivent adopter des mesures communes pour contrôler l'immigration illégale.

Au cours des dernières années, il y a eu un débat en Estonie au sujet des différentes options en vue de la définition du grand objectif qui pourrait, à l'avenir, réunir les citoyens et accroître la solidarité entre les différents groupes sociaux. Jusqu'en 2004, il y a eu l'effort commun en vue de l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. Katrin Saks (membre du Parti social-démocrate, et aujourd'hui membre du Parlement européen) a proposé une vision commune pour la société estonienne – la préservation de la culture estonienne dans la mondialisation. Ceci pourrait être l'objectif commun des Estoniens (*Eesti Päevaleht*, 21 avril 2006).

Kaur Hanson, secrétaire politique du parti Respublica, est l'un des rares hommes politiques qui ait une interprétation négative de la mondialisation. Il estime que la concurrence mondiale et la rivalité se développent dans tous les domaines de l'activité humaine, et que l'Europe est trop petite pour résister à ce phénomène. Les États européens manquent de main-d'œuvre, ce qui rend l'immigration inévitable, et selon lui, les partis politiques estoniens doivent mettre en place leurs politiques d'immigration.

Identité ethnique et nationale estonienne

L'aspect que les Estoniens considèrent le plus important en ce qui concerne la mondialisation est la préservation de leur identité ethnique collective, la consolidation de l'État-nation et de l'identité ethnique et nationale pour les générations futures. L'une des questions clés qui est soulevée dans les discussions des personnalités politiques estoniennes et de l'élite culturelle est le danger d'un changement imposé de l'identité culturelle et ethnique. Un tel constat est le point de départ d'une vue d'ensemble des changements concernant le débat sur l'intérêt national que représente pour les petits États l'adhésion à l'UE. L'« européanisation » a-t-elle le même effet que celui qu'on peut attendre avec appréhension de la mondialisation ? Comment la culture estonienne peut-elle être préservée au sein d'une Europe multiethnique où les frontières sont de plus en plus gommées ?

Certains Estoniens ont exprimé la crainte que l'identité de l'Estonie en tant que nation ne soit diluée dans l'Union européenne. Martin Helme – jeune et ambitieux conservateur estonien – a écrit dans son article[10] « La séduction imaginaire de la mort lente » (en estonien : « Väljasuremise näiline ahvatlus ») que l'immigration a pour résultat que le processus de disparition de la nation est repoussé, et, parallèlement, que l'instabilité et l'insécurité de la société s'accroissent. L'immigration intensive a pour effet que la part de la population d'origine estonienne diminue de plus en plus. Les sociétés multiculturelles paraissent moins sûres que la société « monoculturelle ».

10. http://www.delfi.ee/news/paevauudised/arvamus/article.php?id=13289846

Dans ce domaine, il est intéressant de noter qu'afin de renforcer l'usage de la langue estonienne, des programmes informatiques en estonien ont été élaborés. Les linguistes ont analysé le rôle et l'usage de la langue estonienne dans le domaine de l'informatique.

Le thème de la libre circulation des personnes et des migrations comme fondement du marché libre (du travail) n'est pas encore sérieusement évoqué dans le débat public en Estonie. Le problème réside, d'une part, dans la pénétration de la main-d'œuvre étrangère, et, d'autre part, dans la fuite des cerveaux estoniens. Le troisième et principal aspect est la peur de la dilution et de la disparition de la nation estonienne. Il s'agit de quelque chose de spécifique, que les grandes nations ne ressentent pas habituellement.

L'une des raisons pour lesquelles le thème de la libre circulation des personnes n'est pas encore publiquement évoqué est que la véritable immigration des autres pays membres de l'UE est encore très faible. L'immigration en Estonie est contrôlée. Dans le même temps, l'émigration à l'étranger des habitants de l'Estonie qui souhaitent de meilleures conditions de travail devient plus intensive. En Estonie, on peut constater des difficultés dans le domaine de la santé (médecins, infirmières), dans le secteur de la construction, des transports, etc., en raison du manque de main-d'œuvre. La situation est encore plus complexe du fait que l'Estonie doit faire un effort important pour intégrer les immigrants de l'ex-URSS qui ne se sont pas encore adaptés et ne sont pas encore intégrés à la société estonienne.

La mondialisation est également un sujet d'analyse pour les étudiants des universités. Par exemple, certains étudiants (Ene Kuusk) ont soutenu des thèses à l'université de Tartu sur la mesure des critères de souveraineté. Elles soutiennent que la mondialisation et la régionalisation semblent constituer deux processus opposés, mais qu'en réalité ils se complètent mutuellement. Elles affirment que la mondialisation dans un contexte géopolitique, culturel et ethnique donné engendre une certaine unification du monde, tout en créant de nouvelles frontières [11].

Sous certains aspects du *Rapport sur le développement humain en Estonie*, les problèmes liés à la mondialisation ont été analysés sous un angle philosophique – dans le contexte général des études sociales, notamment les discussions concernant les théories du modernisme et du postmodernisme. Par exemple, le sociologue et professeur Rein Ruutsoo [12] analyse le développement des TIC, qui ont modifié de manière radicale notre compréhension des problèmes mondiaux. Le slogan « pensez sous l'angle mondial, mais agissez localement » est analysé dans le contexte des nouvelles valeurs émergentes et des mouvements sociaux. Dans l'arène mondiale, la concurrence ne crée pas de meilleures conditions de vie, mais protège les modes de vie et valeurs auxquels on est accoutumé. Les combats portant sur l'énergie nucléaire, l'égalité entre hommes et femmes, la protection de la nature (Verts)

11. http://www.utlib.ee/ekollekt/diss/mag/2004/b16974189/enekuusk.pdf.

12. *Rapport sur le développement humain en Estonie*, 1999. http://www.lepe.ee/orb.aw/class=file/action=preview/id=904/Eesti+Inimarengu+Aruanne+1999.pdf.

revêtent en général un caractère protecteur. Le principal souci de ces mouvements n'est pas la distribution des richesses mais la protection de valeurs. Le Pr Ruutsoo fait remarquer que le principal « champ de bataille » mondial se trouve sur le terrain des médias. Il y a plus de débats dans les médias que dans la réalité. Ces circonstances engendrent de nouvelles règles. La masse d'informations résultant de la mondialisation est énorme. D'une part, cela facilite le développement de la démocratie : les gens peuvent prendre des décisions d'un point de vue plus compétent. D'autre part, l'augmentation de cette masse d'informations a un effet décentralisateur.

Dans le *Rapport sur le développement humain en Estonie*[13] de 1998, Erik Terk (directeur de l'Institut des études prospectives) a rédigé un chapitre portant sur l'intégration européenne et la mondialisation. Il a mis en lumière le fait que l'intégration européenne en tant qu'entité a été interprétée comme un chemin vers la mondialisation de l'économie tout entière ainsi que de la communication, mais également comme un certain contrepoids régional à la domination mondiale des États-Unis et du Japon. Dans cette publication, Erik Terk s'oppose à Manuel Castells (Castells, 1998) qui soutient que le principal facteur à l'origine de l'unification européenne est la mondialisation, mais que ce processus se produit par l'intermédiaire des institutions européennes elles-mêmes. M. Terk souligne que « notre époque de l'information ne mondialise pas toute l'économie, mais mondialise plutôt les composants stratégiques de l'économie ». Les réseaux interconnectés électroniquement diffusent les échanges de capitaux, de biens et d'informations. Bien qu'une large part de l'emploi demeure nationale, régionale, ou même locale, les processus façonnant l'économie sont toutefois mondiaux, et non régionaux. « Dans le cyberespace, il n'y a pas d'Europe » – tel était le slogan retenu par la presse estonienne.

M. Terk est hésitant en ce qui concerne l'opposition entre les approches mondiale et européenne qui pourrait poser un problème pour l'Estonie à l'avenir. Les relations que l'Estonie entretenait avant l'adhésion à l'UE avec les pays tiers pourraient être moins bonnes que celles qu'elle entretient avec l'UE. M. Terk s'est montré critique en ce qui concerne la nouvelle expérience économique et sociétale régulée par l'Europe. Il est évident que, avec l'adhésion à l'UE, l'Estonie a dû limiter ses relations économiques avec certains pays tiers (par exemple l'Ukraine, la Biélorussie, etc.).

La mondialisation dans le domaine des études universitaires et de la recherche est devenu un sujet de débat tout à fait récemment. L'université actuelle, en dépit de sa localisation, devrait se concentrer sur les problèmes de développement de la technologie, et la création de nouveaux réseaux scientifiques mondiaux. Les études universitaires doivent être organisées de manière plus souple et mobile qu'au siècle dernier. Les universités estoniennes ainsi que les établissements d'enseignement secondaire ont commencé à modifier ces principes il y a relativement peu de temps. Les nouvelles circonstances impliquent également des exigences plus grandes pour ceux qui quittent le système. Dans une société

13. *Rapport sur le développement humain en Estonie 1998*. http://gaia.gi.ee/~tarmo/nhdr/1998/EIA98est.pdf.

ouverte et en raison de la liberté de circulation de la main-d'œuvre à l'intérieur de l'UE, les jeunes sont libres de choisir de vivre et travailler en dehors de leur pays natal. (Ce débat a eu lieu à l'université de Tartu du 14 au 17 septembre 1998 dans le cadre du projet de recherche universitaire germano-estonien intitulé Akademica II[14].)

L'aspect le plus visible de la connaissance globale de l'économie d'aujourd'hui est le fait que la valeur ajoutée la plus significative aux produits et services réside dans l'activité humaine. Pour cette raison, la stratégie nationale de concurrence implique généralement la découverte de manières de développer les secteurs qui apportent la plus grande valeur ajoutée à l'économie nationale. Dans un monde où la conception représente une occasion d'ajouter de la valeur aux produits et services à un coût marginal relativement faible, les gouvernements envisagent désormais des politiques servant à créer des avantages concurrentiels. Dans ce sens, les politiques de conception peuvent devenir un instrument de la croissance économique en quelque sorte similaire aux aspects des autres politiques qui affectent la croissance économique, dont les politiques fiscales, la formation, la santé ou l'immigration.

Politique d'innovation et technologies de l'information et de la communication (TIC)

Dans la situation moderne de mondialisation, le succès économique et une qualité de vie élevée ne sont atteints que dans les pays attachant une grande importance à l'usage efficace des connaissances et des informations, usage affecté au profit de la société. L'expression « société de l'information » dénote généralement une société dans laquelle la majorité des valeurs créées par l'homme sont contenues dans l'information. La plupart des informations engrangées par la société sont conservées, transformées et échangées sous forme numérique universelle. En utilisant un réseau d'échanges de données, tous les membres de la société ont accès à l'information.

On ne peut douter que les technologies de l'information et de la communication aient un impact significatif sur la croissance économique, l'emploi et le comportement humain. Ainsi, pour un petit pays aux ressources limitées comme l'Estonie, le développement d'une économie fondée sur la connaissance, une administration publique légère et cependant efficace et l'insertion de tous les citoyens dans l'organisation de la vie publique sont d'une importance toute particulière. En Estonie, également, les solutions des TIC modernes qui sont développées et utilisées tant par le secteur public que par le secteur privé donnent à penser que le développement de l'information doit être considéré comme un choix stratégique.

On peut donner un exemple de cette nouvelle ère en évoquant Internet. Selon une étude récente[15], 83 % des personnes entre 16 et 64 ans ont utilisé un ordinateur et 80 % des personnes ont utilisé Internet. En moins de dix ans, l'utilisation d'Internet en Estonie est

14. . http://greta.cs.ioc.ee/~opleht/Arhiiv/98Sept18/korgkool.html.

15. *Les Estoniens et Internet*. Étude disponible. *(Eesti elanikud ja Internet, in Estonian)* : http://www.riigikogu.ee/?id=36584.

devenue essentielle et naturelle. L'Estonie est l'un des pays les plus « connectés » de l'Europe de l'Est. Cette ouverture à la mondialisation dans un secteur spécifique a grandement contribué au rapide développement global de l'Estonie. Les hommes comme les femmes utilisent les ordinateurs de manière pratiquement similaire. Leur utilisation par les élèves et les étudiants est extrêmement répandue ; presque tous se servent d'ordinateurs et d'Internet. L'ordinateur et Internet sont principalement utilisés à la maison, et en fonction de l'âge et du niveau de formation, également sur le lieu de travail ou dans l'institution éducative. Les activités les plus fréquemment pratiquées par l'intermédiaire d'Internet sont la lecture de journaux ou de magazines, l'envoi et la réception d'e-mails, les opérations bancaires et la recherche d'informations sur les biens et les services. Les compétences les plus employées sont l'utilisation de moteurs de recherche, l'envoi d'e-mails avec pièces jointes et le dépôt de messages sur les forums de discussion. La majorité des utilisateurs estoniens suivent leurs opérations bancaires sur Internet. C'est devenu le moyen habituel d'effectuer des virements, de payer des services, ses impôts, de communiquer avec l'administration fiscale, etc. L'accès à des informations variées et aux services bancaires par téléphones portables en utilisant le Wireless Application Protocol (WAP) est très apprécié. Par exemple, l'établissement financier Hansapank compte à lui seul 31 000 clients WAP (septembre 2004).

Le haut niveau d'utilisation d'Internet en Estonie est largement lié à son adoption précoce par la recherche et l'enseignement supérieur, ainsi que par l'existence d'un réseau développé de télécommunications. Toutes les écoles estoniennes possèdent une connexion Internet. Les enfants des écoles l'utilisent davantage que la moyenne.

Les études de Urmas Varblane, Tõnis Mets et autres chercheurs de l'université de Tartu ont montré que l'apport de capitaux étrangers n'a pas amélioré de manière significative le nouveau savoir-faire technologique ni accéléré le rythme de la croissance de la valeur ajoutée. Il y a quelques exemples d'échanges de savoir-faire réussis en Estonie, tels que *Skype, Playtech, Microlink, Regio* etc. Ce sont de bons exemples de ce que la réussite économique ne dépend pas des subventions de l'État ni de la protection artificielle de « champions nationaux ». Mais malheureusement dans ces cas, les modèles des entreprises étrangères ont été plus réussis que ceux conçus par les entrepreneurs estoniens. Cela pose la question de la capacité d'innovation des entreprises estoniennes et de la société estonienne en général. Une forte innovation ne peut naître que de la capacité d'apprentissage.

Varblane et Mets sont persuadés que dans une véritable économie de marché, les sociétés peuvent et doivent être autonomes. Les facteurs clés sont l'accès à une main-d'œuvre qualifiée, des systèmes financiers développés et une bonne infrastructure. Cela ressemble à de l'opposition par rapport à ceux qui évoquent le soutien par l'État de l'économie nationale.

Ici, nous devons poser la question de savoir comment l'Estonie a pu réaliser les instructions de la stratégie de Lisbonne dans la réalité, et sur une si courte période (seulement

trois ans !). C'est que la société doit être capable, d'une part, d'intégrer les mécanismes de génération d'idées nouvelles dans la vie sociale et, d'autre part, d'améliorer les compétences d'apprentissage et de formation de tous ses membres dans le cadre professionnel (apprentissage permanent).

Cette vision du futur a été élaborée par les plans nationaux de développement : Estonie durable 21 et L'Estonie de la connaissance 2007-2013. Lors de sa réunion du 19 octobre 2006, le gouvernement estonien a approuvé la politique d'entreprise : Plan de développement pour les années 2007-2013. Le plan de développement traite principalement de la promotion de l'entreprise basée sur la connaissance et génératrice de forte valeur ajoutée. Les porte-parole du gouvernement indiquent que la politique d'entreprise de l'Estonie pour la période s'écoulant d'ici à 2013 comporte quatre domaines :

– le développement de compétences et du savoir-faire des dirigeants et des employés pour qu'ils se concentrent davantage sur des activités créatrices de valeur ;

– la promotion des investissements pour mettre en œuvre des technologies plus modernes et plus innovantes ;

– le soutien à la mondialisation, afin d'améliorer les capacités d'exportation de l'Estonie ;

– les occasions d'offrir plus de liberté et d'opportunités aux entrepreneurs par un meilleur environnement juridique.

Ainsi, plusieurs plans nationaux sont mis au point au niveau de l'État. Ils sont conçus en partie pour faire contrepoids à l'impact économique international (la mondialisation). D'un certain point de vue, il s'agit de mesures concrètes pour protéger et développer l'économie nationale, et cependant, ces documents stratégiques abordent peu l'influence des facteurs mondiaux sur la société estonienne.

Tarmo Pihl (expert national de TSI [Technologies de la société de l'information] pour l'Union Européenne et membre du Comité de programme et délégué national du programme européen eContentplus), Marek Tiits et Tarmo Kalvet ont analysé les innovations du secteur TIC (2002). Tiits et Kalvet ont indiqué que l'Estonie seule n'est pas en mesure d'atteindre la masse critique nécessaire à l'accès aux marchés internationaux, de soutenir les activités de standardisation de la technologie, ou même d'attirer les meilleurs spécialistes mondiaux dans le domaine concerné. La coopération internationale en matière de recherche et de technologie est dès lors essentielle à l'acquisition de l'expérience et des compétences, au choix de solutions innovantes adaptées aux besoins du marché, et à l'obtention d'une meilleure force de marché grâce à des alliances stratégiques. L'accession de l'Estonie aux programmes européens RDT a ouvert des perspectives totalement nouvelles à la recherche et au développement technologique en Estonie. L'Estonie avait reçu 75 propositions de projets dans le cadre du programme européen TSI en juin 2001. Cependant, le taux de succès de la participation estonienne n'est que de 17 %, alors que la moyenne est de 25 %. La majorité des échecs sur ces propositions de projets est due à une faible qualité scientifique et technologique, un faible degré d'innovation, et de mauvais plans

d'exploitation, le tout résultant d'un mauvais planning stratégique et d'une gestion insuffisante de l'innovation.

Actuellement, la situation dans les pays candidats à l'accession à l'UE est telle que tant les dépenses en R&D que la productivité moyenne sont encore beaucoup plus faibles que la moyenne au sein de l'UE. Le commerce, les transports et la communication, ainsi que les services commerciaux et financiers sont les secteurs les plus productifs des économies des pays candidats, où la productivité du travail a atteint 66 % du niveau de l'UE[16].

En raison de la mondialisation, l'Estonie a perdu ces dernières années sa place dans l'exportation des biens à moyenne et haute valeur ajoutée. Comme la valeur ajoutée a légèrement décru, la part des biens de moyenne et haute technologie a diminué considérablement. Cependant, cela n'est pas dû au fait que le marché estonien est petit. Les centres actuels de l'innovation tels que la Finlande, Taiwan ou Singapour sont tous de petits pays. L'enjeu consiste à se positionner exactement sur les innovations technologiques émergentes, qui fournissent les futurs marchés et génèrent des richesses bien plus importantes que les secteurs traditionnels.

En ce qui concerne l'avenir de l'Estonie, les auteurs prévoient plusieurs scénarios possibles. Soit se situer à la périphérie de la Scandinavie, avec une base fiscale favorable, des investissements suffisants en matière d'enseignement et un niveau de coût favorable, ou se concentrer sur la mise à niveau des secteurs traditionnels, tout en développant la capacité dans les secteurs économiques en développement, tels que la nanotechnologie ou la biotechnologie. Il est également possible de privilégier les secteurs spécifiques et appliquer une politique industrielle active.

Malgré un certain succès dans l'application des nouvelles technologies, le développement économique estonien semble diverger des objectifs de la stratégie de Lisbonne. Ainsi, il est nécessaire de prendre des mesures plus précises et plus efficaces en matière de politique de l'innovation, qui se caractérisent par la priorité donnée aux entrepreneurs, la mise à niveau de la qualité des investissements étrangers directs et une meilleure politique de coordination.

Jusqu'à maintenant, on a appliqué le scénario fondé sur une faible fiscalité, les investissements provenant de Scandinavie ayant été attirés par la faible assiette fiscale. Cependant, la structure de ces investissements a privilégié les secteurs traditionnels et n'a pas facilité la montée en puissance de l'activité innovatrice. Cet état de fait a été reconnu, et par conséquent on parle de plus en plus d'une politique d'innovation réalisable, dans laquelle le rôle de l'État consiste à stimuler l'innovation et partager les risques de R&D avec la recherche sur une base cohérente.

16. http://www.esis.ee/eVikings/evaluation/eVikings_executive_summary.pdf.

Selon les nouvelles perspectives financières de l'UE, on s'attend à ce que les investissements dans l'innovation soient multipliés par deux ou trois, mais on n'a pas encore de visibilité claire sur les opportunités de mise en œuvre. La conception de programmes spécifiques de secteurs nationaux prendra encore du temps, ce qui pourrait être la meilleure option pour une petite économie, pour laquelle on a procédé à une certaine sélection, car on ne peut pas être bon en tout. Ainsi, en résumé, une politique forte de l'innovation reste à concevoir, bien qu'on puisse assister à un mouvement progressif vers ce qu'on pourrait véritablement appeler une politique de l'innovation.

La politique d'unification est cependant sérieusement mise en cause par la mondialisation de l'économie. Les investissements ont tendance à sortir des pays où les coûts sociaux sont élevés et où les salaires augmentent, et à se diriger vers des pays plus favorables, très éloignés de l'Europe. Afin de compenser cette tendance on ne peut que promouvoir l'infrastructure et la formation. Ce sont les ex-pays socialistes, dont l'Estonie, qui sont placés devant un sérieux dilemme : comment améliorer la qualité de la vie, l'égalité et la solidarité entre les citoyens de manière à préserver la motivation pour une croissance économique rapide. Le dernier paragraphe a été rédigé en 1998[17]. Nous pouvons poser aujourd'hui, plus de dix ans plus tard, la question suivante : qu'est-ce qui a changé ? Ce dilemme est encore plus pertinent qu'il ne l'était auparavant.

L'Académie e-gouvernement a été créée en 2002 sous forme d'association sans but lucratif pour le développement et l'analyse de la e-démocratie. L'institution a été créée afin de transmettre des connaissances aux décideurs politiques au plus haut niveau ainsi qu'aux spécialistes des TIC dans les pays en développement. L'Académie fournit une plate-forme d'analyse et de systématisation des expériences nationales et internationales qui permet la transmission des connaissances aux personnes intéressées en Estonie et à l'étranger. Lorsqu'on observe la compétitivité de l'économie estonienne en général, il est évident que des défis sérieux vont se présenter, et avoir également un impact sur la stratégie de Lisbonne de l'UE.

Discussions avec des analystes occidentaux

Des prévisionnistes célèbres de l'avenir du monde tels que Francis Fukuyama, Samuel P. Huntington, Pierre Bourdieu, Ulrich Beck, George Soros, Joseph Stiglitz, Jeremy Rifkin, Manuel Castells, Zygmunt Bauman, David C. Korten sont bien connus des intellectuels estoniens. Plusieurs travaux de ces auteurs sont traduits en estonien et publiés par des éditeurs estoniens, de même que par les journaux. Francis Fukuyama et Samuel P. Huntington ont fait des conférences dans le cadre de séminaires internationaux en Estonie qui abordaient les tendances et les problèmes économiques mondiaux.

17. http://gaia.gi.ee/~tarmo/nhdr/1998/EIA98est.pdf.

Bien que les opinions et les ouvrages occidentaux majeurs soient assez souvent considérés comme présentant une vérité incontestable pour l'Estonie, il est utile de les prendre en compte mais non d'en débattre. Quelques rares débats ont été tenus avec des conférenciers éminents. Par exemple, en juillet 2000, Susan George, célèbre auteur du livre *The Lugano Report*, s'est rendue en Estonie. Elle a donné une conférence puis une interview à un journal local[18]. Elle déclare dans cette interview: « Un petit État-nation devrait participer davantage à ce processus de manière très sélective et selon ses propres critères car il ne sera pas très difficile aux sociétés multinationales et aux organisations qu'elles utilisent, telles que l'OMC, d'imposer leurs règles. Je recommanderais de privilégier localement la satisfaction du plus grand nombre possible de besoins de la population, notamment en aidant les petits fermiers à produire une nourriture saine à des prix raisonnables, tout en investissant massivement dans les infrastructures de santé, de formation et de technologie [Internet, communications]. Cela est différent du « protectionnisme » ou d'une attitude négative par rapport aux échanges, et implique en réalité des échanges sélectifs et de ne pas orienter son économie vers les exportations au détriment des besoins locaux. »

Il y a peu de domaines dans lesquels le concept de mondialisation souffre d'une vision exceptionnellement négative. L'un d'entre eux est par exemple le trafic des personnes. Un journaliste du quotidien estonien *Kristi Pent* a écrit par exemple un article intitulé « Trafic des personnes : un marché mondial choquant » (21 juin 2005). Ce type de commerce mondial, ainsi que le trafic de drogue, a atteint l'Estonie assez récemment mais très rapidement.

Il est intéressant de noter que le mot « mondialisation », très proche en estonien *« globaliseerumine »*, a longtemps été utilisé dans cette langue comme emprunt direct au mot anglais. Les débats autour du contenu de ce terme ont donné naissance à un nouveau mot d'origine estonienne *« yleilmastumine »*. Mais la discussion n'a concerné que les linguistes et n'a envisagé que des aspects du développement linguistique de l'estonien. En général, on peut dire que la mondialisation en tant que processus n'est pas un thème très répandu des débats publics en Estonie. Cependant, lorsque certains aspects de ce processus sont examinés, l'analyse privilégie les caractéristiques positives. Jusqu'à ce que les Estoniens soient affectés par les conséquences plus dangereuses du processus de mondialisation, leur vision positive prévaudra dans les années à venir.

2. ANALYSE THÉMATIQUE DU SONDAGE SUR L'ESTONIE

Quelles valeurs doivent être inculquées aux enfants ?

Dans le questionnaire proposé, les valeurs étaient listées comme suit : indépendance, travail, responsabilité et esprit d'entreprise. Il était demandé aux personnes interrogées d'indiquer l'importance qu'elles y accordaient.

18. http://www.tni.org/interviews/estonia.html.

Pour les jeunes Estoniens (tranche d'âge de 16 à 29 ans), la valeur la plus importante est la responsabilité (valeur moyenne 6,363 sur une échelle de 7), la seconde étant le travail (moyenne 6,066). Deux autres valeurs bénéficient également d'un score élevé : l'esprit d'entreprise (5,780) et l'indépendance (5,478).

En comparant les réponses de deux groupes d'âge, nous n'avons pas trouvé de grande différence entre l'opinion des plus jeunes et celle des plus âgés concernant les valeurs à inculquer aux enfants. Les plus jeunes (16 à 29 ans) placent le travail un peu plus haut que le groupe plus âgé (la différence entre les deux moyennes est de 0,210). Mais de manière globale, les deux générations ont donné des taux d'évaluation quasiment similaires.

C'est une tout autre image que donne l'évaluation de ces valeurs (esprit d'entreprise et travail) par les jeunes des autres pays. Pour les Estoniens, l'esprit d'entreprise bénéficie d'une bien meilleure évaluation que celle donnée par les jeunes des autres pays : la différence entre les opinions est de 0,970. L'évaluation donnée par les jeunes Estoniens concernant le travail est également plus élevée. Il est à noter que, en comparant les groupes plus âgés, on observe la même tendance : les scores les plus élevés sont donnés par les Estoniens. Ainsi la différence entre l'échantillon estonien et l'échantillon de référence concernant la qualité d'esprit d'entreprise est de 0,670 et de 0,463 pour la qualité travail.

Les Estoniens interrogés évaluent l'esprit d'entreprise et le travail à un score nettement plus élevé que les autres Européens, les jeunes Estoniens accordant par ailleurs une plus grande importance aux quatre valeurs (indépendance, responsabilité, travail et esprit d'entreprise) que tous les autres groupes de référence.

Ce résultat peut être interprété comme l'indice d'une éducation familiale stable et traditionnelle en Estonie. Au cours des quinze dernières années, on ne note pas de réévaluation notable en ce qui concerne les valeurs personnelles que sont l'indépendance, la responsabilité, le travail et l'esprit d'entreprise.

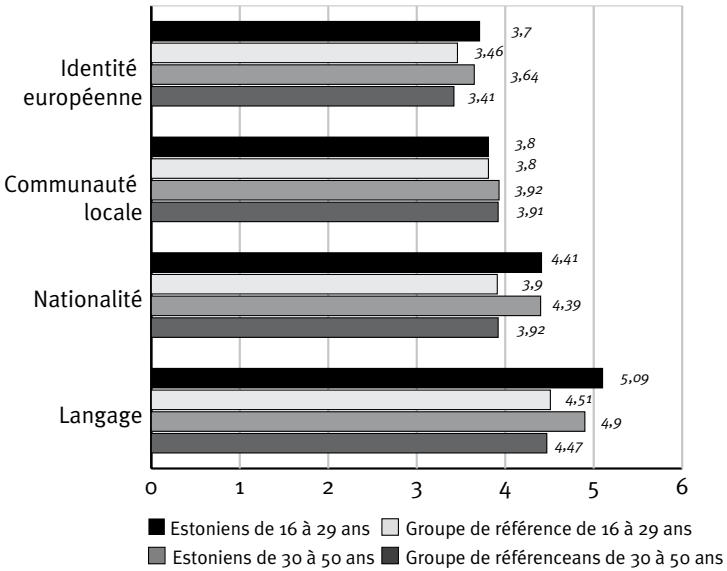
L'identité en question

Quatre questions de l'enquête étaient destinées à mesurer la perception de la notion d'identité. Il est intéressant de comparer l'évaluation de quatre dimensions distinctes : le critère ethnique et culturel (langue), la nationalité, l'identité locale et l'identité européenne. Les réponses recueillies sont intéressantes (voir figure 1). Les jeunes Estoniens (de 16 à 29 ans) mettent l'accent sur l'importance de la langue estonienne : à leurs yeux, c'est le principal critère qui détermine leur identité. Le score moyen obtenu pour la langue est de 5,099 sur une échelle de 7. En comparant les jeunes interrogés en Estonie à ceux d'autres pays, on observe un différentiel de 0,578 ; en les comparant au groupe des personnes plus âgées des autres pays, le différentiel s'élève à 0,627.

Les réponses des Estoniens (jeunes et plus âgés) indiquent que la différence d'opinion des deux groupes est faible (0,197). Il reste néanmoins intéressant de constater que les jeunes Estoniens considèrent davantage leur langue comme un critère significatif de leur identité que ne le font les Estoniens plus âgés.

La nationalité est également un critère d'identité important. Les deux groupes d'Estoniens lui attribuent un score relativement élevé (valeurs moyennes respectivement de 4,408 et 4,396). La différence de valeurs moyennes entre les deux groupes estoniens est pratiquement nulle (0,012) [19].

Figure 1. Comment percevez-vous l'importance des facteurs suivants pour votre identité ? (valeur moyenne sur une échelle de 7)



La hiérarchie des autres facteurs est semblable pour les Estoniens et le groupe de référence : nationalité, communauté locale et identité européenne. La différence entre le groupe de jeunes Estoniens et le groupe de référence montre des écarts concernant les valeurs moyennes : 0,499 avec le même groupe d'âge et 0,486 avec le groupe plus âgé (de 30 à 50 ans).

Les deux autres facteurs – communauté locale et identité européenne – sont évalués de manière plus faible par les jeunes par rapport à la langue et à la nationalité. Si la valeur moyenne attribuée à la langue par les personnes interrogées de 16 à 29 ans est de 5,099, le résultat moyen pour l'identité européenne est de 3,707.

19. Il est important de noter qu'en estonien, le mot *nationalité (« rahvus »)* signifie « origine ethnique ».

Ces résultats montrent que la construction identitaire des Estoniens est encore assez traditionnelle, voire conservatrice. La définition ethnique que les Estoniens donnent de leur identité a toujours été fondée sur la langue et la culture. Il est étonnant que la langue revête une importance aussi grande pour la jeune génération, d'habitude plus ouverte au changement identitaire (Kirch, Kirch, 2001, p. 141.)

Il est utile de mentionner que l'identité européenne représente un facteur identitaire plus important pour les Estoniens que pour le groupe de référence (la valeur moyenne est de 0,248 points plus élevée pour le groupe de jeunes Estoniens). En comparant les deux groupes d'âge des Estoniens, nous pouvons observer que les jeunes attribuent à l'identité européenne une importance légèrement plus élevée.

Comment peut-on expliquer la coexistence du renforcement de l'identité culturelle et linguistique d'une part, et de la revendication d'une identité européenne d'autre part ? Serait-ce la conséquence d'un sentiment de satisfaction « en général » ressenti par les Estoniens ? Nous allons maintenant tenter de répondre à ces questions.

La question suivante a été posée : « Dans quelle mesure êtes-vous satisfaits ou mécontents des aspects personnels de votre vie, c'est-à-dire des conditions de vie en général, de votre situation financière, de votre travail et de la situation générale dans le pays ? D'une manière générale, les réponses ont été relativement semblables : une opinion moyenne sur les quatre aspects proposés se situe entre 3,4 et 4,8 points (sur une échelle de 7). La valeur moyenne de l'indicateur conditions de vie en général a été la plus élevée et la satisfaction concernant la situation générale du pays, la plus faible.

Nous pouvons à nouveau constater que le groupe de jeunes Estoniens se distingue sur certains aspects. Ils sont plus satisfaits de leur vie en général que ne le sont les Estoniens plus âgés. Ils sont également plus satisfaits de leur situation financière et de leur travail (par comparaison avec le groupe de référence des autres pays, respectivement + 0,341 et + 0,241). La situation générale en Estonie est également considérée par les Estoniens de manière plus positive que par le groupe de référence (+ 0,442). Le groupe des Estoniens de 16-29 ans a une meilleure perception de sa situation professionnelle que le groupe des Estoniens plus âgés. La différence la plus visible (0,584) distingue le groupe de jeunes Estoniens et le groupe plus âgé des autres pays.

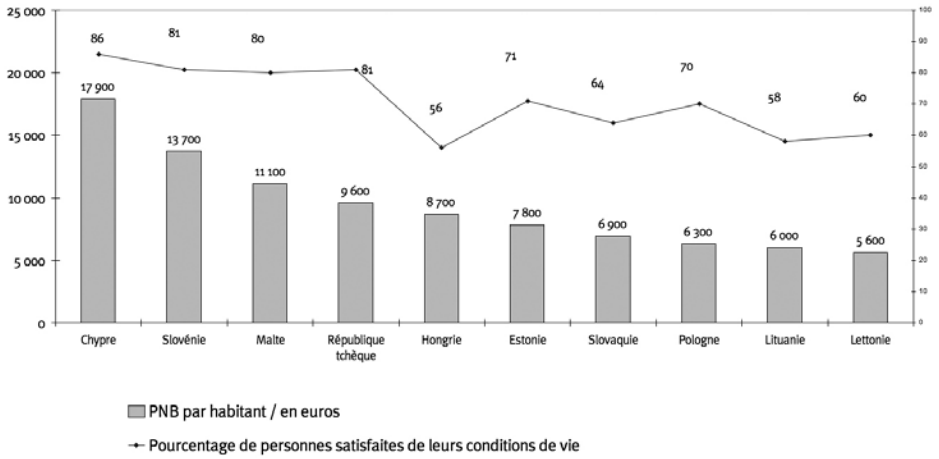
Les Estoniens titulaires d'un diplôme universitaire sont relativement optimistes sur leur environnement de travail (valeur moyenne 4,734).

Le PNB par habitant en Estonie demeure encore l'un des plus faibles de l'Union européenne (environ 64 % de la moyenne de l'UE) ; cependant, le rapide développement économique du pays explique l'optimisme des jeunes.

En 2003, les indicateurs estoniens de croissance économique et de satisfaction par rapport aux conditions de vie étaient parmi les plus faibles de l'UE. Mais, au cours de ces

deux dernières années, (voir figure 2), la situation s'est notablement améliorée et le PNB par habitant du pays est déjà supérieur à celui de la Pologne et de la Slovaquie.

Figure 2. PNB par habitant et satisfaction par rapport aux conditions de vie en Estonie en 2006 comparés aux mêmes indicateurs des autres nouveaux membres de l'UE*



*Données : New Cronos, Eurostat 10 mai 2006 et Eurobaromètre 66.1 (Sept-Oct. 2006).

Les Estoniens face à leur avenir personnel et à l'avenir de leur pays

Les jeunes Estoniens ont des attitudes extrêmement positives vis-à-vis de leur avenir et de celui de leur pays. Ils envisagent un avenir personnel très favorable (valeur moyenne 5,185 sur une échelle de 7). La valeur moyenne attribuée au jugement mon avenir est très favorable est supérieur de 0,372 points à celle du groupe de référence. Les Estoniens envisagent aussi l'avenir de la société de manière très favorable plus souvent que le groupe de référence (la différence est de 0,853).

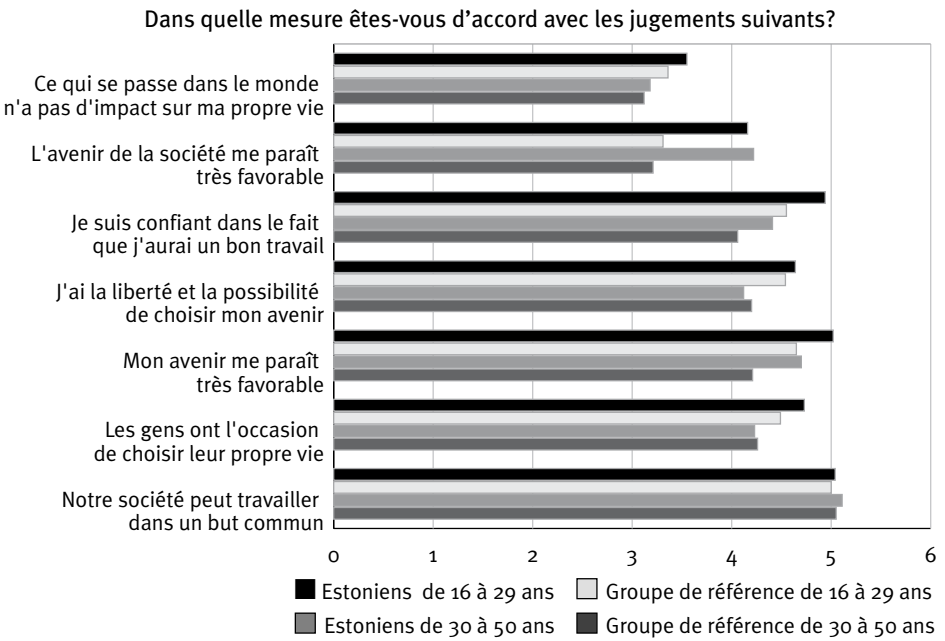
Il est intéressant de constater que les deux groupes, les jeunes Estoniens et les autres jeunes européens, ont donné le jugement le plus favorable à l'indicateur notre société pourrait vraiment avoir un but commun pour lequel travailler. Nous pourrions considérer ceci comme le fondement d'une solidarité entre Européens. Les deux groupes envisagent également tous deux leur avenir personnel comme plus favorable que celui de la société.

Les personnes titulaires d'un diplôme du second degré ou universitaire estiment plus souvent leur avenir « très favorable » que ceux ayant une éducation de niveau primaire. Par comparaison à l'échantillon de référence, les jeunes Estoniens titulaires de diplômes universitaires sont relativement plus optimistes (la valeur moyenne est de 5,185 sur une

échelle de 7), ils ont plutôt confiance dans leurs possibilités d'avoir un bon emploi dans l'avenir.

Concernant l'avenir de la société, les hommes sont plus optimistes que les femmes.

Figure 3. Satisfaction par rapport aux conditions de vie (octobre 2006) et PNB par habitant (en euros, 2005) chez les nouveaux membres de l'UE



Ces résultats – un optimisme global des Estoniens concernant leur avenir – pourraient être interprétés comme la conséquence de la croissance économique rapide.

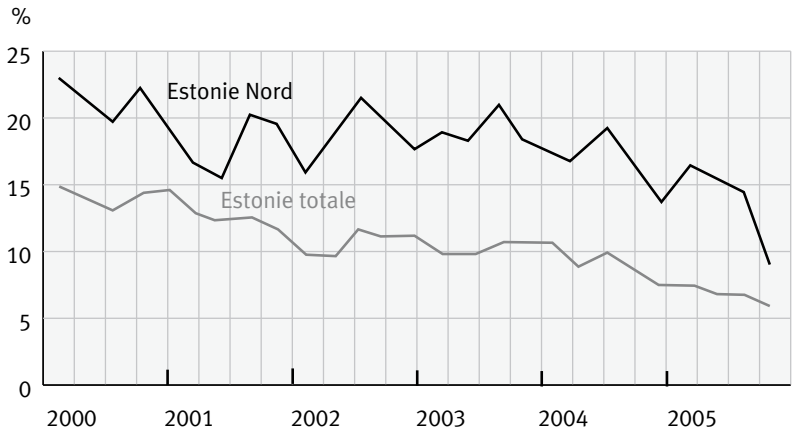
Donnons ici davantage d'informations concernant les changements intervenus ces dernières années en Estonie. Ces trois dernières années le PNB de l'Estonie a augmenté de 25 %, en tenant dompte de la croissance pour 2006, s'élevant à 11 %. Selon les pronostics de PNB récemment publiés par Eurostat, l'Estonie devrait rattraper le Portugal et probablement occuper le second rang derrière la Slovénie parmi les pays de l'Est européen en 2008.

Les perspectives futures sont directement liées à l'emploi. En Estonie, le taux de chômage est désormais le plus bas de toutes les années d'indépendance (4-5 % de la population active totale). Il décroît depuis 2001, mais ces deux dernières années, la baisse s'est montrée particulièrement rapide. Si, au troisième trimestre 2004, le taux de chômage atteignait encore 10%, il était quasiment inférieur de moitié au troisième trimestre de cette année. Comparé au troisième trimestre 2005, le nombre de personnes ayant un travail a

augmenté de 6,2 %. L'emploi a crû dans toutes les régions, particulièrement dans le Nord-Est de l'Estonie (18 %), où vivent les Russes et les autres minorités nationales (ils représentent environ 90 % de la population de trois villes – Narva, Sillamäe and Kohtla-Järve). Le nombre de personnes ayant un emploi a augmenté principalement en raison de la croissance du secteur des services. Dans le secteur industriel, l'emploi n'a augmenté que dans la construction, qui a embauché 21 % de personnes supplémentaires par rapport au même trimestre un an auparavant. Comparé à la situation en 2005, l'emploi a augmenté également en raison de la baisse de l'inactivité.

Selon les données de l'étude du marché du travail du troisième trimestre 2006, 37 000 personnes âgées de 15 à 74 ans étaient sans emploi et 363 000 étaient inactives (étudiants, retraités, femmes au foyer, personnes découragées, etc.). Le nombre de personnes sans emploi était inférieur de 9 000 et le nombre d'inactifs de 29 000 par rapport à l'année précédente.

Figure 4. Taux de chômage, premier trimestre 2000 – troisième trimestre 2006, en Estonie *



*Données du Conseil statistique estonien: rassemblées par Ülle Pettai (22 novembre 2006).

L'Estonie travaille sur une innovation sociale en matière d'emploi : le développement de l'emploi des jeunes Russes. Deux facteurs importants ont contribué à ce processus : la loi relative au chômage qui a été refondue (entrée en vigueur en 2006), puis la création de centres de développement pour les personnes sans emploi. Cette dernière initiative est tout particulièrement destinée aux russophones. En 2004, des centres de formation pour les personnes privées d'emploi étaient créés à Tallinn et Jõhvi, régions dont une partie importante de la population n'est pas estonienne. Pendant deux ou trois ans, on a créé un réseau d'intégration sociale pour les jeunes non-Estoniens sans emploi. La formation se compose de cours supplémentaires d'estonien et de pratique du travail dans les entre-

prises. Grâce à cette formation, les jeunes russophones ont l'occasion d'améliorer leurs compétences de travail et de parler l'estonien.

Le soutien public à la formation à une nouvelle profession a été réalisé grâce aux fonds structurels européens. Ces initiatives ont changé l'attitude des employeurs à l'égard des jeunes nouvellement formés. Ceux qui ont suivi avec succès les formations du ministère du Travail sont maintenant bien placés sur le marché du travail. Dans l'ensemble, l'adaptation aux besoins du marché du travail, l'amélioration de la connaissance de la langue nationale, et l'offre d'emplois stables sont des valeurs promues par la politique sociale de l'Union européenne.

La politique sociale estonienne, ciblée sur l'emploi et le développement du marché du travail, vise à transformer les jeunes en patriotes estoniens par la modernisation de l'environnement du travail. Notre analyse a démontré qu'une politique dynamique de l'emploi et l'intervention sur les processus du marché du travail peuvent créer des changements positifs. L'analyse des résultats des études sociologiques concernant les jeunes chômeurs (mai 2006 à Tallinn et dans le comté de Ida-Virumaa) montre l'égalité de situations entre Estoniens et non-Estoniens et un niveau de satisfaction similaire quant à leurs conditions de vie (voir Kirch et al., 2006).

La grande motivation à réussir personnellement est une caractéristique de la mentalité des jeunes Estoniens, surtout des hommes. Une proportion relativement importante de personnes considère comme essentiel de parvenir à un meilleur niveau de vie que leurs parents. La valeur moyenne donnée par les jeunes Estoniens interrogés est de 4,862 sur une échelle de 7. La valeur moyenne de l'échantillon de référence est de 3,892 – soit une différence de 0,970, ce qui est significatif. Les différences de motivations sont également intéressantes à observer si l'on compare l'échantillon des jeunes Estoniens avec ceux des deux groupes plus âgés. La différence par rapport au groupe estonien plus âgé est de 0,434; celle avec les groupes plus âgés des autres pays est de 1,073.

Ce résultat est similaire à celui obtenu par Marju Lauristin et son groupe de recherche de l'université de Tartu. Il a été montré que la confiance que la jeune génération estonienne témoigne a l'égard du système de protection sociale à venir est très forte. Leur vie est centrée sur la sphère économique, ils considèrent la vie en société comme une compétition (Lauristin, 2004, p. 252).

Marju Lauristin et les chercheurs associés de l'université de Tartu ont observé un haut niveau de confiance en eux-mêmes chez les étudiants estoniens. La majorité (59 %) du groupe 15-19 ans (soit 9 % de l'échantillon total) se considèrent comme faisant partie de la couche la plus élevée de la société estonienne (niveaux de 6 à 10) (Lauristin, 2004, p. 261). La majorité (58 %) d'entre eux développe des attitudes consuméristes fortes ou très fortes, et ils préfèrent les valeurs individuelles aux valeurs sociales. (Lauristin, 2006, http://www.loodusajakiri.ee/horisont/artikkel634_624.html).

L'étude Eurobarometer 66, menée à l'automne 2006, montre également que parmi les pays qui ont integré l'UE en 2004, l'Estonie est l'un des plus optimistes. Ses habitants sont optimistes sur l'avenir de l'UE, ils croient en leur propre avenir et en une réussite économique durable.

Dans quelle mesure les Estoniens ressentent-ils une communauté de culture, de valeurs, de styles de vie ?

Une série de questions tente de définir le sentiment communautaire que les Estoniens peuvent ressentir à l'égard des personnes du même pays, des pays voisins, et des Européens en général.

L'une des conséquences du processus de mondialisation est l'émergence de nouveaux réseaux de communication. La perception de similitudes en matière de culture, de valeurs et de style de vie en découle.

La communauté de culture, de valeurs et de style de vie avec les compatriotes est perçue en Estonie à un niveau de 4,358 sur une échelle de 7. La différence entre le groupe estonien et le groupe de référence, sur ce point, n'est pas significative. La valeur moyenne accordée à l'indicateur personnes de pays voisins est de 3,891 ce qui est également presque identique à l'échantillon de référence.

Concernant le sentiment de communauté avec les Européens, la différence entre les groupes est beaucoup plus grande. Le résultat moyen du groupe de jeunes Estoniens est de 0.28 points plus élevé que celui des échantillons de référence. Les jeunes ayant été à l'université sont plus enclins à ressentir une communauté de culture, de valeurs et de styles de vie avec les autres. Leur perception de cet indicateur est encore plus élevée vis-à-vis des compatriotes et des pays voisins, les jeunes les plus instruits (enseignement secondaire et universitaire) ont plus d'empathie à l'égard de leurs pairs. Les différences entre les groupes d'âge sont relativement mineures.

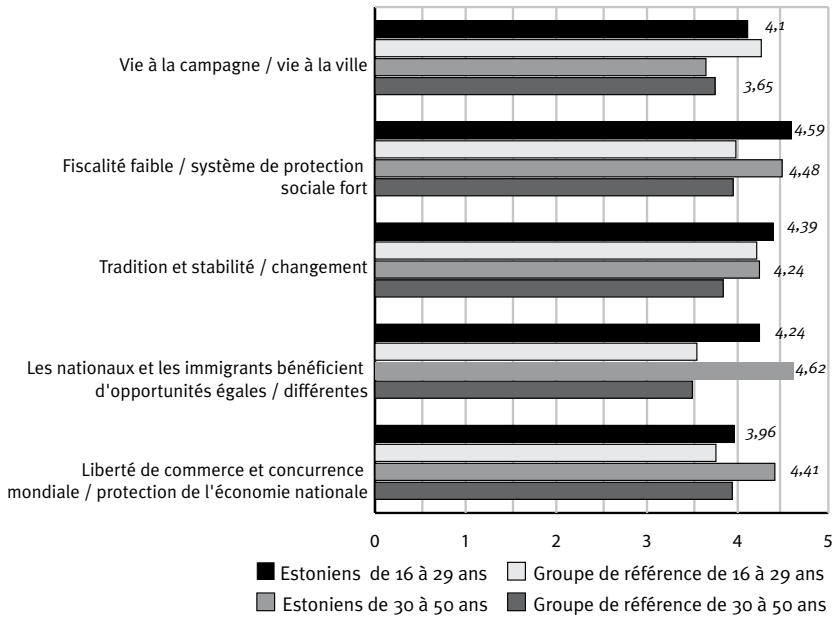
Quelle société idéale pour les Estoniens ?

Les personnes interrogées devaient choisir entre la vie à la campagne et la vie à la ville ; une fiscalité faible ou un système de protection sociale fort ; la tradition et la stabilité ou le changement. Par ailleurs, ils devaient donner se prononcer sur le statut des immigrés : doivent-ils ou non bénéficier des mêmes opportunités que les citoyens estoniens ? Enfin, ils devaient choisir entre différentes options : le libéralisme économique et la concurrence mondiale ou la protection de l'économie nationale.

À première vue, il semble que les problèmes fiscaux, le système social et les questions relatives à la protection de l'économie nationale sont nouveaux pour les Estoniens : ils n'ont pas de réponse toute faite à ces problèmes. Les réponses recueillies semblent contradictoires, des opinions libérales allant de pair avec des réponses plus conservatrices.

L'attitude à l'égard des immigrés n'est pas un problème simple. Pour des raisons historiques, la proportion de la population immigrée est très élevée (environ 25 %). La plupart des immigrés de l'époque soviétique sont des slaves russophones (Russes, Ukrainiens, Biélorusses). La plupart de ces personnes ne parlent pas couramment l'estonien et ont toujours des écoles, médias et autres institutions culturelles russes. Cette attitude des immigrés est la principale raison pour laquelle certains Estoniens se montrent critiques par rapport à eux et sceptiques sur l'instauration d'une égalité des opportunités entre citoyens originaires d'Estonie et immigrés.

Figure 5. « Qu'est-ce qui caractérise votre société idéale future ? Veuillez indiquer votre choix sur l'échelle entre les deux affirmations contradictoires »



Les 16-29 ans accordent 0,694 point supplémentaire par rapport au groupe de référence des autres pays en faveur d'une différence d'opportunités pour les immigrés. Mais on peut constater une évolution positive par rapport à l'opinion du groupe de 30 à 50 ans. Pour ce groupe, la valeur moyenne est de supérieure de 0,744 point.

L'admiration des jeunes pour un système social fort peut constituer une surprise. Ils attribuent à cet élément + 0,608 point par rapport à la valeur moyenne des échantillons des autres pays. La différence avec les personnes plus âgées est encore plus grande (0,637). L'Estonie a un système de protection très faible, les jeunes veulent une amélioration de ce système. L'attente exprimée la plus forte l'est par les jeunes titulaires d'un diplôme universitaire.

On s'attend à ce que leurs attitudes envers le libéralisme économique et la concurrence mondiale soient très progressistes. La différence entre les jeunes (de 16 à 29 ans) et les plus vieux (de 30 à 50 ans) sur ce sujet est notable. Si la valeur donnée par les jeunes Estoniens à l'indicateur relatif au libéralisme économique est de 3,96, ce même indicateur se voit attribuer 4,409 par le groupe plus âgé, soit une différence de 0,449. La plupart des personnes favorables au libéralisme économique et à la concurrence mondiale sont pourvues d'une éducation universitaire.

Il n'y a pas de différences significatives entre les Estoniens et les autres groupes en ce qui concerne les résultats donnés à l'indicateur tradition et stabilité ou changement.

En conclusion, il semble que la jeune génération estonienne soit une « génération citadine », qu'elle souhaite un meilleur système de protection sociale et qu'elle a une meilleure opinion du libéralisme que la génération plus âgée.

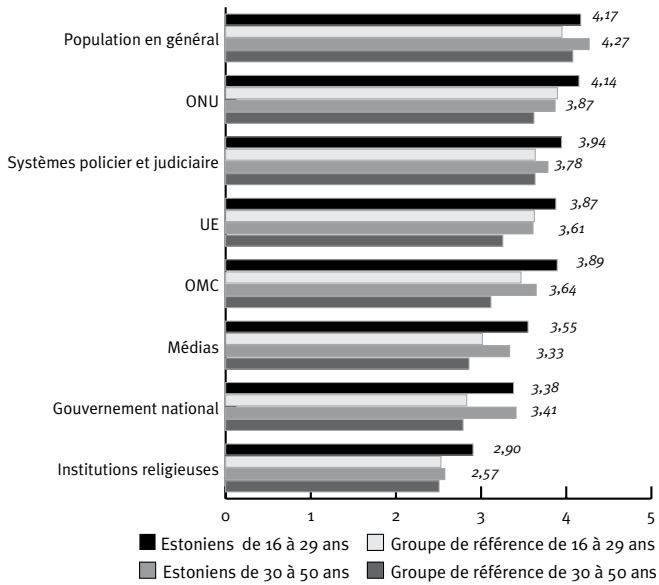
Dans quelle mesure les individus font-ils confiance aux groupes et institutions dans la société ?

La question : « Dans quelle mesure les personnes font-elles confiance aux groupes et institutions dans la société ? » a été posée en faisant référence au gouvernement, aux médias, à la population en général, à la police et à la justice, aux Nations unies (ONU), à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'Union européenne (UE) et aux institutions religieuses.

Si l'on compare la hiérarchie des institutions dans lesquelles les groupes de personnes interrogées ont confiance, il y a beaucoup de similitudes entre les deux groupes d'âge étudiés.

La hiérarchie donnée par le groupe des 16 à 29 ans est la suivante : la population en général, les Nations unies, la police et la justice. Puis viennent l'OMC et l'UE. Les jeunes Estoniens leur attribuent une note moyenne sur une échelle de 7 – des notes moyennes qui ne dépassent pas 4,17 (population en général). Pour les jeunes du groupe de référence, cette note maximale est légèrement inférieure (3,95).

Figure 6. « Dans quelle mesure faites-vous confiance aux groupes et institutions suivants ? » (Valeur moyenne sur une échelle de 7)



Il est surprenant de voir que les Estoniens, très laïques selon d'autres études (Eurobaromètre 66) font encore plus confiance (33 %) aux organisations religieuses. Selon l'étude Eurobaromètre, il n'y a que 20 ou 25 % des Estoniens qui appartiennent à une communauté religieuse.

Comparée celle qu'ils portent à l'ONU, au système policier et judiciaire et à l'OMC, la confiance témoignée par les jeunes au gouvernement et aux médias est moindre. Cependant, les jeunes Estoniens font plus confiance à ces institutions que le groupe de référence.

D'une manière générale, les institutions locales et internationales jouissent d'un prestige moyen chez les jeunes Estoniens.

Il est à remarquer que les deux générations estoniennes ont une opinion tout à fait similaire en ce qui concerne la confiance qu'ils ont dans les institutions.

Gratuité de l'enseignement universitaire

La question « Tous les jeunes devraient-ils pouvoir bénéficier d'un enseignement universitaire gratuit? » concerne de près les jeunes Estoniens, la moitié d'entre eux suivant leurs études dans des universités privées, des établissements d'enseignement secondaire ou des universités publiques à leurs propres frais. Entre 1998 et 2003, le nombre d'étudiants

a été multiplié par 2,5 (14 600 étudiants), mais dans les établissements publics financés par l'État, il n'a augmenté que de 1 % (200 étudiants). Dans l'ensemble, on compte 47 100 étudiants dans les différents secteurs universitaires et plus de 18 500 étudiants dans les secteurs universitaires d'enseignement appliqué (Kirch, 2005, 186).

Les étudiants empruntent pour suivre leurs études. Mais après leur diplôme, ils sont nombreux à préférer partir à l'étranger pour trouver un emploi. La fuite des cerveaux n'est qu'une des conséquences de cette situation. Il est donc compréhensible qu'une grande partie des étudiants apprécient la possibilité de bénéficier d'un enseignement universitaire gratuit. La valeur moyenne pour cet indicateur est de 6,019 sur une échelle de 7, soit 0,397 points de plus que l'échantillon de référence. Comparées à la génération estonienne plus âgée, les jeunes générations sont plus favorables à un enseignement gratuit. Par rapport aux groupes plus âgés des autres pays, on constate une différence de 0,509.

Figure 7a. Niveau d'enseignement chez les Estoniens âgés de 16 à 35 ans, étude sociale estonienne (en %)

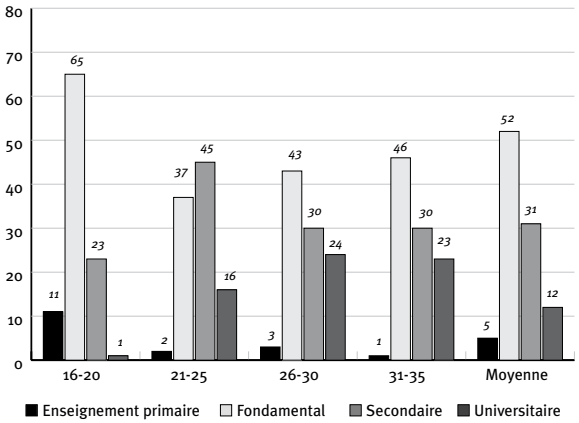
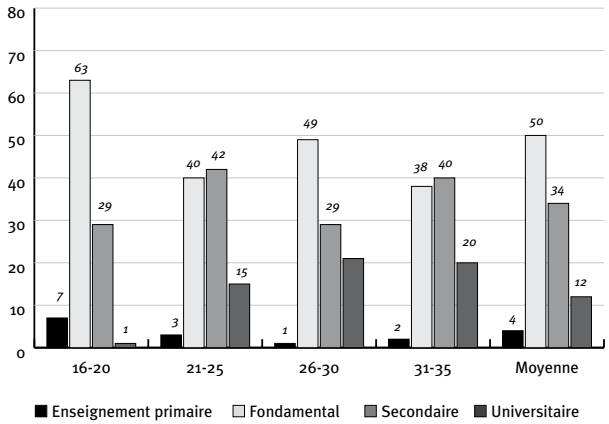


Figure 7 b. Niveau d'enseignement chez les Russes âgés de 16 à 35 ans, étude sociale estonienne (en %)



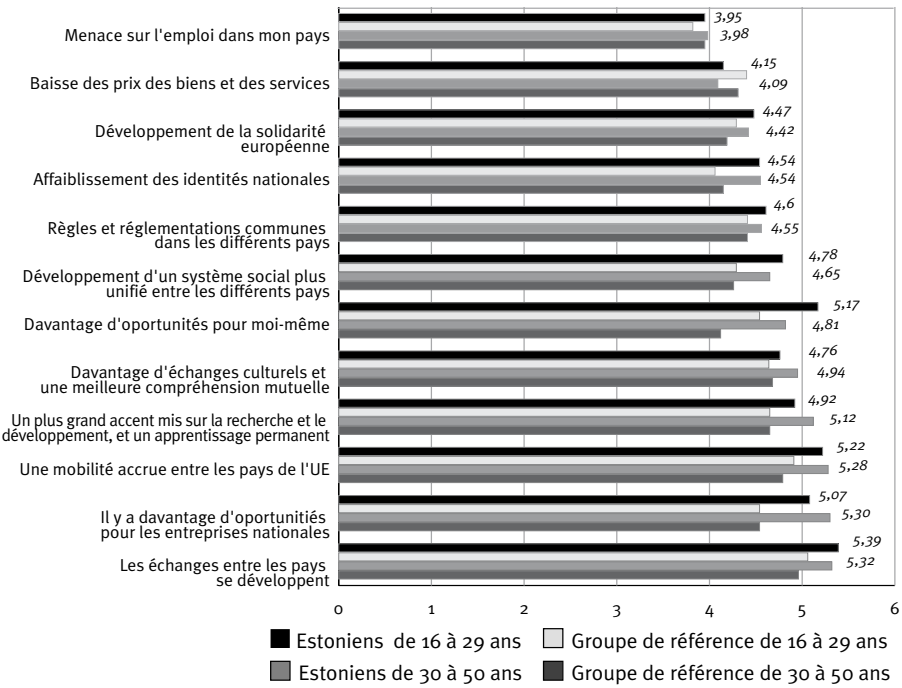
Ce que la mondialisation semble impliquer

Le processus de mondialisation implique des échanges multipliés entre les pays, des opportunités pour les entreprises nationales, une mobilité accrue entre les pays, un plus grand accent mis sur la recherche et le développement, un apprentissage permanent.

Les Estoniens ont attribué à ces caractéristiques citées une évaluation plus forte que les deux groupes de référence.

Aux yeux des Estoniens, la menace sur l'emploi, la baisse des prix des biens et des services ou le développement de la solidarité européenne ne sont pas des phénomènes liés à la mondialisation.

Figure 8. « Voici ce que la mondialisation représente pour moi … » (valeur moyenne sur une échelle de 7)



En effet, les Estoniens n'ont pas pu constater que la mondialisation pouvait influencer les prix des biens et des services, car la période de libéralisme économique et de marché libre a été trop courte. Pendant la période de transition, le prix des biens et services a souvent augmenté. C'est pourquoi les Estoniens sont enclins à considérer que cet aspect n'est pas directement lié à la mondialisation. De même, ils ne considèrent pas la mondialisation comme une menace directe pour l'emploi, ce qui les distingue du groupe de référence.

De manière générale, les Estoniens ont une vision assez idéaliste de la mondialisation. Ils l'associent à des phénomènes uniquement positifs, comme l'accroissement de la

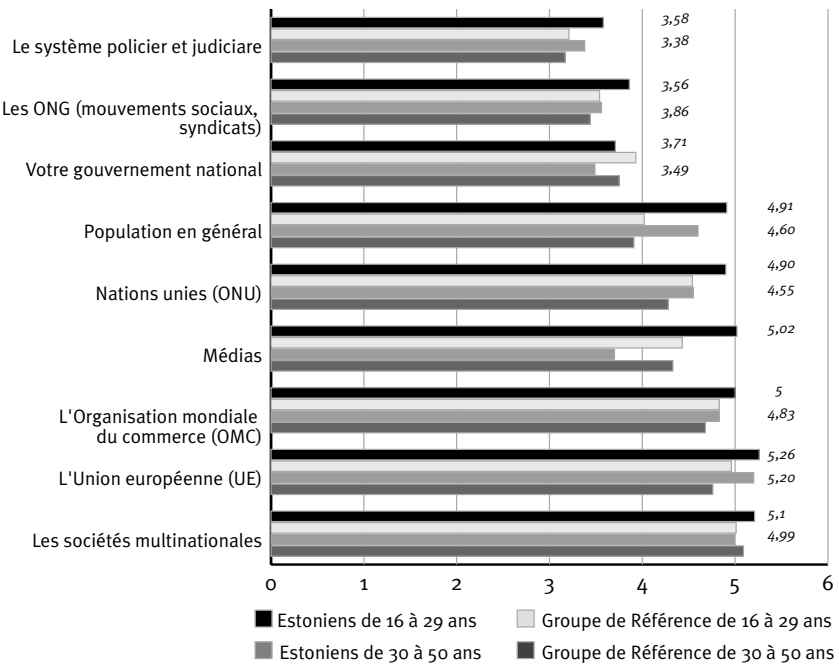
coopération en matière de R&D, et l'amélioration des opportunités pour les entreprises nationales et les personnes sont considérés comme des conséquences de la mondialisation. La différence entre les réponses données pour l'indicateur nouvelles opportunités personnelles entre les deux groupes de jeunes est de 0,631. Les Estoniens estiment que grâce à la mondialisation, le système social pourra se rapprocher de celui des autres pays.

Cependant, existe une menace que les Estoniens jugent plus grave que ne le font les autres personnes interrogées : l'affaiblissement des identités nationales. Les Estoniens sont sensibles à l'impact négatif de la mondialisation sur leur identité.

Quels acteurs régulent la mondialisation ?

Sur les neuf acteurs proposés qui pourraient avoir une influence sur la régulation de la mondialisation, les personnes interrogées ont cité les sociétés multinationales, l'Union européenne et l'Organisation mondiale du commerce comme étant les acteurs les plus influents. Les Estoniens de 16 à 29 ans donnent aux médias l'un des rôles les plus importants (5,021), l'estimation du groupe de référence étant notablement inférieure (4,41). Ce résultat peut être expliqué par l'accroissement du rôle des médias en Estonie, de nombreuses Estoniens estimant que les médias sont susceptibles de devenir le « quatrième pouvoir » du pays.

Figure 9. « Quels sont les acteurs, parmi ceux qui suivent, qui ont la plus grande influence sur la mondialisation ? » (Valeur moyenne sur une échelle de 7)



Les Estoniens considèrent également le rôle des Nations unies et des mouvements sociaux et syndicats comme importants.

Enfin, plus que les autres Européens, ils accordent un rôle important à la population en général (la différence entre l'échantillon de jeunes Estoniens et l'échantillon plus âgé des personnes des autres pays est la plus importante : 1,004).

Les Estoniens envisagent le rôle du gouvernement national comme étant le moins important dans le processus de régulation de la mondialisation. Cette opinion reflète de manière très réaliste la situation en Estonie : avant l'accession à l'Union européenne, une grande part de la législation estonienne a été modifiée conformément à la législation de l'UE.

Cependant, nous pouvons dire que les Estoniens voient les sociétés et les organisations internationales comme étant de meilleurs régulateurs que les institutions locales : le système policier et judiciaire (valeur moyenne 3,582), les ONG (3,86) et le gouvernement (3,707).

Quelles menaces majeures pour la société ?

D'une manière générale, les personnes interrogées s'accordent à considérer que la pollution est l'une des principales menaces pour la société à venir (valeurs moyennes entre 5,920 et 6,126).

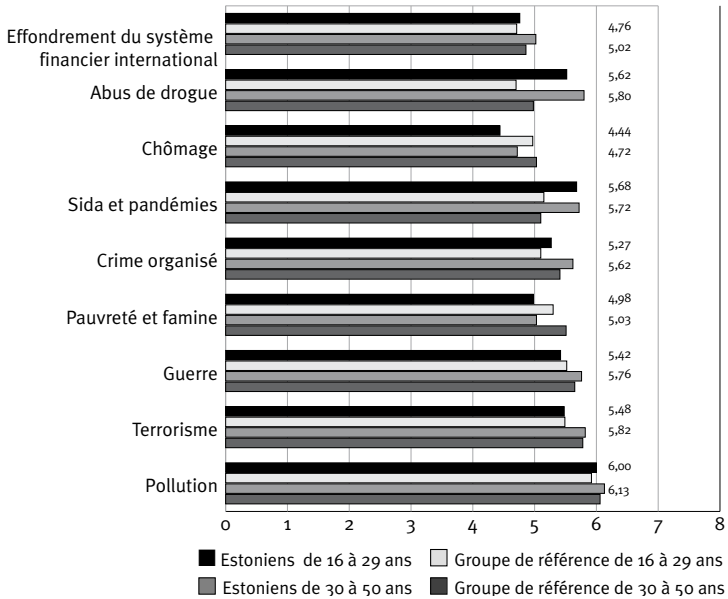
La menace du terrorisme est très importante pour les groupes plus âgés (pour les Estoniens 5,818 et pour le groupe de référence 5,493), la guerre constituant une menace réelle pour de nombreux Européens.

Les Estoniens considèrent la menace du chômage et de la pauvreté comme dangereuses, mais moins que les autres Européens.

Le crime organisé, le sida et les pandémies, la drogue constituent des dangers plus importants. L'évaluation par les jeunes Estoniens du danger drogue est supérieure de 0,812 points à celle de leur groupe de référence. De même, s'agissant du sida et des pandémies, les Estoniens s'estiment plus menacés (les différences entre les groupes de référence se situent à 0,522 et à 0,578). Les différences les plus importantes entre l'opinion des groupes estoniens et celle des groupes de référence concernent la drogue. En Estonie, l'abus de drogue se place en troisième position de toutes les menaces pesant sur la société.

D'une manière générale, les Estoniens sont très préoccupés par les menaces qui pèsent sur la société. Leurs réponses sont le reflet leurs problématiques actuelles : il s'est en effet produit quelques accidents graves en matière d'environnement récemment, comme ceux impliquant des pétroliers dans la Baltique et des feux de forêt, ce qui a rendu très réaliste le danger de pollution.

Figure 10. Menaces majeures pour la société dans l'avenir (Valeur moyenne sur une échelle de 7)



Il est intéressant de noter que le chômage et le probable effondrement du système financier sont considérés comme des menaces relativement mineures, malgré le fait que les quotidiens estoniens ne cessent d'évoquer la surchauffe de l'économie et l'augmentation rapide des prêts bancaires personnels.

L'expérience internationale des Estoniens

Les réponses apportées à la question « Avez-vous voyagé à l'étranger, étudié à l'étranger et travaillé à l'étranger ? » sont globalement homogènes.

Presque toutes les personnes interrogées ont voyagé à l'étranger, beaucoup moins de personnes y ont travaillé, et seuls quelques Estoniens y ont étudié. Le groupe estonien plus âgé n'a jamais eu l'occasion d'étudier à l'étranger et par conséquent, la différence entre les deux groupes d'âge est statistiquement significative (0.111).

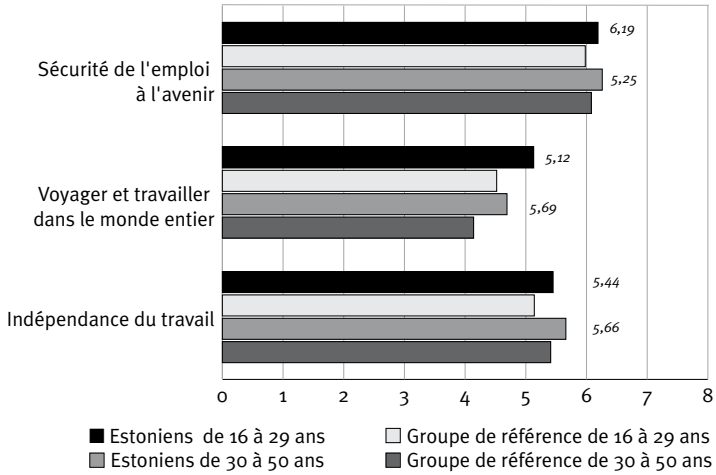
D'autres observations nous montrent que les Estoniens ont voyagé, étudié et travaillé à l'étranger environ autant que les groupes de référence. Les personnes titulaires d'un diplôme universitaire ont davantage voyagé et étudié à l'étranger que les Estoniens en général.

Beaucoup d'étudiants estoniens, après l'obtention de leur diplôme à l'étranger, ne reviennent pas en Estonie, préférant rester à l'étranger.

Les attentes en matière de carrière

Les attentes des personnes interrogées par rapport à leur carrière ont été examinées en prenant en compte trois aspects : sécurité de l'emploi à l'avenir, voyager et travailler dans le monde entier et indépendance du travail.

Figure 11. « Comment estimez-vous l'importance des facteurs suivants pour votre future carrière ? » (Valeur moyenne sur une échelle de 7)



Si tous les facteurs cités paraissent relativement importants pour les personnes interrogées, le plus important est la sécurité de l'emploi (valeur moyenne chez les Estoniens : 6,193) : l'indépendance au travail constitue un facteur plus important en termes d'avenir de carrière pour le groupe estonien plus âgé. Les Estoniens accordent une certaine valeur à la possibilité de voyager et de travailler dans le monde entier, ce que les jeunes apprécient tout particulièrement. Cela implique une propension plus forte de ce groupe d'âge à prendre des risques, et à être mobile. La différence de valeurs moyennes des 16 à 29 ans avec le groupe de référence est tout à fait significative : - 0,605.

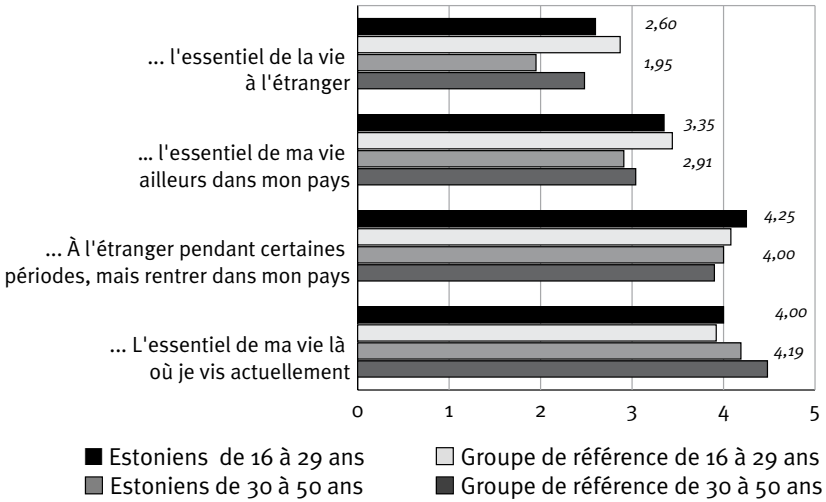
Les résultats de tous les échantillons montrent que les femmes accordent davantage d'importance à la sécurité de l'emploi que les hommes (différence de 0,387). Il est intéressant de mentionner que le niveau d'éducation des personnes interrogées n'a pas d'influence sur ces résultats.

L'analyse des réponses apportées sur le thème des préférences quant à l'environnement de vie montre que les jeunes Estoniens préféreraient de meilleures opportunités d'emploi, même si elles sont associées à des conditions de vie plus difficiles.

Les réponses à la question « Où souhaiteriez-vous vivre ? » montrent que la plupart des individus préfèrent vivre dans leur pays, ou vivre à l'étranger pendant une certaine

période puis rentrer chez eux. Ils sont très peu à envisager de passer l'essentiel de leur vie à l'étranger (valeur moyenne 2,601 sur une échelle de 7). Les femmes estoniennes préfèrent passer leur vie dans le même pays ou la même ville. Les jeunes ayant une formation de niveau primaire sont un petit peu plus nombreux à préférer l'étranger, la valeur moyenne de ce groupe étant de 2,846, et celle des jeunes ayant bénéficié d'une formation plus complète étant de 2,459.

Figure 12. « J'aimerais vivre… » (Valeur moyenne sur une échelle de 7)



Les jeunes générations des autres pays montrent davantage d'enthousiasme à l'idée de passer l'essentiel de leur vie à l'étranger (la différence entre les deux échantillons de 16 à 29 ans est de 0,267). Les jeunes estoniens montrent un désir plus fort de rentrer chez eux après avoir vécu à l'étranger que les autres groupes.

La génération estonienne plus âgée semble être plus conservatrice quant à une installation à l'étranger.

La majorité des personnes interrogées n'envisage pas de s'installer à l'étranger dans les quinze prochaines années. Environ 12,5 % de la jeune génération estonienne, contre 18 % du groupe de référence, aimerait s'installer à l'étranger au cours des quinze prochaines années. Chez les Estoniens plus âgés, ce pourcentage est deux fois moindre. La différence la plus notable distingue l'opinion des hommes et des femmes, ces dernières étant plus favorables au départ. Cela s'explique par le fait que les femmes du groupe d'âge de 40 à 50 ans ont plus de mal à trouver du travail et perçoivent des salaires plus faibles que les hommes.

La mesure de l'intérêt des personnes pour la politique, l'environnement et le développement durable donne des résultats intéressants. Les deux groupes estoniens montrent moins d'intérêt pour la politique, et davantage pour les problèmes de l'environnement et du développement durable. L'intérêt pour l'environnement et le développement durable est nettement plus élevé chez la jeune génération estonienne (4,902) que chez le groupe de référence des 16 à 29 ans (4,439). Les hommes et les diplômés de l'université montrent en général un peu plus d'intérêt pour la politique que les femmes et les personnes moins instruites.

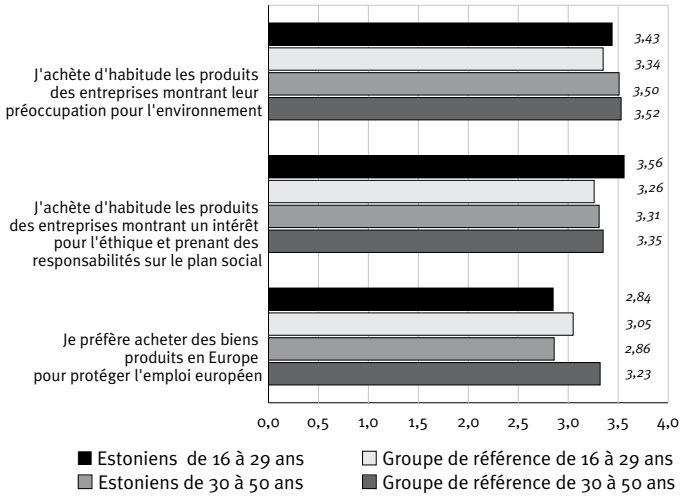
Les Estoniens plus âgés ne montrent pas non plus beaucoup d'intérêt pour la politique (valeur moyenne 3,287), l'échantillon de référence témoignant de plus d'intérêt pour ces problèmes (3,46).

D'une manière générale, les Estoniens se sentent peu concernés par la politique, mais montrent de l'intérêt pour les problèmes d'environnement et de développement durable. Comme la situation de l'environnement en Estonie est globalement meilleure que la moyenne en Europe, nous pouvons en conclure que l'éthique et la conscience des Estoniens en cette matière est plutôt élevée.

Les Estoniens et la consommation

Si l'on se fie aux résultats du graphique ci-dessous, les Estoniens accordent moins d'importance à la préférence donnée aux produits européens et à la protection des emplois européens que les citoyens des autres pays. Pour la plupart d'enter eux, il est plus important d'acheter des biens et services moins chers que de s'intéresser au lieu de production ou de chercher par ce biais à protéger des emplois européens.

Figure 13. Quelles sont vos opinions concernant la consommation?(Valeur moyenne sur une échelle de 7)



Ce n'est qu'en comparant les jeunes femmes et les jeunes hommes estoniens (16-29 ans) que l'on s'aperçoit que les hommes préfèrent acheter des biens produits en Europe et qu'ils se sentent plus concernés par la préservation des emplois européens que les femmes (la différence entre les hommes et les femmes est de 0,494 en faveur des hommes).

Il est intéressant de constater que la comparaison entre deux autres indicateurs – acheter habituellement les produits des entreprises montrant leur préoccupation pour l'environnement et acheter habituellement les produits des entreprises montrant un intérêt pour l'éthique et prenant des responsabilités sur le plan social – n'a pas permis d'établir des différences significatives entre les générations comme entre les Estoniens et les groupes de référence.

Il faudrait renforcer la coopération entre les Estoniens et les autres Européens. Le statut de la citoyenneté européenne devrait contribuer à la formation d'une identité nationale valorisée pour les Estoniens, les Russes, et les autres minorités ethniques, très probablement influencées par les valeurs européennes.

Selon notre analyse, nous pouvons conclure que la société estonienne a atteint le stade où le développement de la communication internationale et les liens économiques et culturels ont donné naissance à un fort mouvement en direction d'une nouvelle identité « sans frontières ».

BIBLIOGRAPHIE

Eurobarometer 66.1, *Public Opinion in the European Union. First Results*, Fieldwork, Sept.-Oct. 2006, Public. Déc. 2005.

Eurobarometer 66.1, Avalik arvamus Euroopa Liidus, Sügis 2006, Rahvuslik aruanne, Eesti.

Giddens, A., Diamond, P. and Liddle, R., *Global Europe, Social Europe*, Polity press, novembre 2006.

Kirch, A., Kirch, M. (2001), « National and european identities : the view from Estonia », in Drulak, P. (ed.) *National and European Identities in EU Enlargement : Views from Central and Eastern Europe,* Prague, Institute of International Relations, pp. 129-44.

Kirch, A. (2005), « On the perspectives of the implementation of knowledge-based Lisbon agenda in Estonia », in, *Audentes :10 years*, Proceedings of Audentes University, Tallinn, vol. 7, pp. 182-194.

Kirch, A., Tuisk, T. and Talts, M. (2006), *The Aspect of Culture in the Social Inclusion of Ethnic Minorities : Final Report. Estonia***,** European Centre for Minority Issues, ECMI Working Paper, nº 30, Flensburg, 111p.

Lauristin, M. and others (2004), Eesti elavik 21. sajandi algul.Ülevaade uurimuse « Mina. Maailm. Meedia tulemustest », Studia *Societatis et Communications I*, Tartu Ülikooli Kirjastus.

Lauristin, M. (2006), « Sotsiaalne enesemäärang siirdeühiskonnas », *Horisont*, 2.

http://www.loodusajakiri.ee/horisont/artikkel634_624.html

LES FRANÇAIS FACE À LA MONDIALISATION

Bruno CAUTRÈS
Chercheur au CEVIPOF, Centre de recherches politiques de Sciences Po

INTRODUCTION

La France est-elle devenue le pays où la contestation de la mondialisation se porte le mieux en Europe ? À la veille de l'élection présidentielle de 2007, que reste-t-il des clivages qui sont apparus depuis la fin des années 1980 dans l'opinion et l'espace public en France à propos de l'économie ouverte, de ses conséquences pour la France ? Le référendum du 29 mai 2005 sur la Constitution européenne, la mobilisation du camp du « non » à laquelle on a assisté durant toute la campagne électorale, l'éventuelle présence parmi les candidats à l'élection présidentielle de José Bové, figure emblématique de l'altermondialisme en France, manifestent à plusieurs égards que la France est travaillée en profondeur par la question du rôle et de la place de l'État-nation aujourd'hui, par celle de l'avenir du compromis français en matière sociale, et plus fondamentalement encore par la question du rapport de la France à la modernisation économique.

Ces questions ne datent pas d'aujourd'hui. Elles commencèrent à s'inscrire dans le débat public à la fin des années 1980 et au début des années 1990. À la fin des années 1980, un consensus sembla se dégager en France autour de l'idée de la fin de ce que l'on appelait l'« exception française ». L'expérience d'une gauche au pouvoir depuis 1981 et confrontée aux réalités de l'économie internationale et à l'épuisement budgétaire de l'État providence avait en effet considérablement atténué le climat des grands affrontements idéologiques des années 1970. Les transformations politiques et celles du paysage électoral (avec un PC en déclin électoral, une extrême droite émergente et une abstention croissant à chaque scrutin) venaient ajouter leur part pour transformer, au-delà des discours convenus sur le refus français du changement, le paysage social et politique de la France.

Comme l'a remarqué Eddy Fougier dans ses travaux sur l'altermondialisme en France, ces éléments de contexte expliquent la demi-surprise que constitue l'apparition au milieu des années 1990 d'une forte contestation de la mondialisation. Cette éclosion, nous dit-il, « semble contredire cette forme de « fin de l'histoire » à la française, c'est-à-dire cette reconnaissance quasi généralisée des principes de l'alternance démocratique, mais aussi, et surtout, de l'économie de marché ». Ce diagnostic est largement juste, mais on peut le nuancer : la naissance de l'altermondialisme en France au milieu des années 1990 n'est en fait qu'une demi-surprise car une tradition politique française contestatrice existe. La « France qui conteste », celle des périphéries de la société centralisée, s'incarne

depuis longtemps dans des mouvements politiques qui échappent souvent aux organisations politiques « dans le jeu » qui, après coup, réinterprètent, mettent en perspective et finalement intègrent à leurs stratégies politiques des enjeux, voire des acteurs qui ont tout d'abord contesté le jeu et ses règles. Dans une perspective plus récente et contemporaine, cette contestation à la française est née, en grande partie, dans le sillage des débats sur Maastricht. On ne peut expliquer l'apparition de l'altermondialisme en France sans prendre en compte deux éléments clefs : l'importance des changements opérés sous l'effet des agendas européens fixés dans la décennie allant du milieu des années 1980 au milieu des années 1990 d'une part ; la tradition intellectuelle française d'un universalisme d'autre part. Il est moins facile, mais néanmoins nécessaire, d'introduire dans l'analyse la complexité des relations entre la France et le monde « anglo-saxon », un adjectif que les Français utilisent souvent sans en connaître forcément le contenu : dans cette tradition intellectuelle française se mêlent le sentiment national que la France incarne des valeurs universelles qui ont vocation à « déborder » ses frontières, une relation historique ambiguë avec les États-Unis et une lecture en creux, en contrepoint, des choix politiques opérés aux États-Unis et au Royaume-Uni dans les années 1980 : Ronald Reagan et Margaret Thatcher incarnaient alors, aux yeux de nombreux segments de l'opinion publique et des forces politiques en France, l'antithèse du « modèle français ». Sans prétendre restituer ici sa généalogie à l'usage en France du concept de « libéralisme anglo-saxon », il faut bien admettre que cette décennie cristallise d'une certaine manière une représentation de la France comme étant particulière. Il faut enfin comprendre que la France moderne s'est constituée autour d'une centralisation qu'aucune décentralisation n'est parvenue à gravement remettre en cause. Si une réforme récente de la constitution de 1958 ajoute que la France est une et indivisible, mais qu'elle est une « république décentralisée », les réalités françaises continuent néanmoins d'incarner une verticalité et une centralité dans de nombreux secteurs. L'idée que l'État et les « services publics » sont les garants de l'égalité et de l'unicité de la République est une donnée idéologique fondamentale de la France, que l'on ne peut réduire à la défense des « privilèges » et des « acquis sociaux ». Cette particularité dépasse en effet largement le cadre de l'action publique et des conceptions du rôle de l'État ; elle fait partie de manière fondamentale des cadres normatifs français, elle s'incarne dans les pratiques sociales quotidiennes.

Les années 1991 à 1993 constituent à bien des égards un véritable tournant, et l'on ne peut comprendre le rapport que la France entretient avec la mondialisation sans prendre en compte ce tournant. La récession économique de l'année 1992, les débats frontaux entre tenants d'une approche européenne et tenants d'une approche plus nationale, et la chute de l'empire soviétique contribuent de manière significative à projeter la France dans un rapport à l'Europe et au monde plus inquiet.

C'est cette inquiétude qui constitue la trame commune aux quatre parties de ce rapport. Avant d'expliquer de manière « qualitative » cette situation de la France vis-à-vis des enjeux de la mondialisation, rappelons en quelques mots ce qui ressort des données de l'enquête Kairos.

Le tableau d'ensemble qui se dégage des données françaises de l'enquête Kairos, est celui d'une France qui, chez les jeunes comme chez leurs aînés (mais plus encore chez les 30-50 ans), développe une vision plus pessimiste de son avenir et de la mondialisation que l'ensemble des autres pays : les différences entre les données françaises et les moyennes des autres pays sont nettes sur tout ce qui touche au futur et à la confiance dans l'avenir. Par ailleurs, la demande de protection (identité nationale, État providence) est également plus fortement exprimée en France que parmi les autres pays, et notamment chez les 30-50 ans. Les images associées à la mondialisation sont également plus négatives en France que parmi les autres pays : tous les items qui connotent positivement la mondialisation obtiennent des scores moyens plus élevés dans les autres pays qu'en France tandis que les items qui pointent les conséquences négatives de la mondialisation (une menace pour l'emploi dans le pays en particulier) obtiennent en France des scores plus élevés. On voit bien dans ces données que la mondialisation est sans doute perçue par les Français, jeunes et plus âgés, comme menaçante, bien qu'inéluctable, pour l'identité du pays et l'emploi des gens. Les données de l'enquête ne permettent pas d'aller plus loin dans la compréhension de ces phénomènes, même si l'on voit bien apparaître que les jeunes Français, et nettement plus leurs aînés, sont moins enclins à vouloir travailler à l'étranger. Les craintes qu'ils expriment à propos du futur et leurs préoccupations sont en fait très nettement sous l'emprise des craintes socio-économiques. Ce ne sont pas les craintes en matière d'environnement, de guerre ou de terrorisme qui caractérisent le mieux les données françaises de l'enquête.

Les données de l'enquête française font apparaître, parfois moins nettement que dans d'autres pays, des écarts hommes-femmes, mais plus fortement des écarts selon le niveau d'éducation, confirmant largement ce que l'on sait de l'effet de la compétence culturelle (que mesure le diplôme) en matière d'opinions sur l'Europe et la mondialisation. Les plus diplômés sont en général plus favorables à tout ce qui touche à l'ouverture sur le monde extérieur.

1. LES ACTEURS DU DÉBAT FRANÇAIS SUR LA MONDIALISATION

La contestation française de la mondialisation n'est pas tant singulière par ses caractéristiques, que par son influence notable sur la société et sur le débat politique, et par la réapparition de mouvements sociaux importants, avec les actions des « sans » (logement, travail, papier) et surtout les grèves du secteur public fin 1995. La création, en juin 1998, d'ATTAC et son succès rapide, l'intense campagne menée par la Coordination contre l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement négocié à l'OCDE) et le démontage du restaurant McDonald's de Millau par des militants de la Confédération paysanne en août 1999 en réaction à la décision américaine de surtaxer des produits agricoles français, font de la France, à travers ses figures médiatiques, notamment celle de José Bové, l'un des hauts lieux de la lutte contre la « mondialisation libérale », avant même l'organisation des manifestations de Seattle à l'occasion de la conférence ministérielle de l'Organisation

mondiale du commerce (OMC) en novembre-décembre 1999. Elle le fut tout particulièrement en 2003, année où elle accueillit deux des grands événements de l'année sur le front contestataire : les manifestations à l'occasion du sommet du G8 à Évian du 1er au 3 juin, et le Forum social européen, qui se déroula à Saint-Denis du 29 octobre au 3 novembre.

Il n'existe pas pour autant un mouvement antimondialisation en France. On doit davantage parler d'une mouvance ou d'une nébuleuse de groupes souvent très disparates par leurs structures, leurs objectifs et leurs effectifs que d'un mouvement structuré. En outre, la contestation française apparaît plutôt altermondialiste qu'antimondialiste, dans la mesure où les protestataires défendent une autre mondialisation que l'actuelle « mondialisation libérale ». Ses acteurs apparaissent donc assez diversifiés et éloignés des clichés réduisant la critique de la mondialisation en France aux groupes ou aux personnalités les plus visibles lors des manifestations à l'occasion des sommets internationaux ou des réunions propres aux contestataires (Forum social mondial et, aujourd'hui, Forum social européen) ou dans les médias, à savoir José Bové et ATTAC. En effet, les activités protestataires ne se résument pas à ces manifestations. Les groupes s'expriment également à travers une intense activité de lobbying auprès des « décideurs » ou du grand public en réalisant un certain nombre de campagnes sur des thèmes spécifiques comme la dette, la taxe Tobin ou les organismes génétiquement modifiés (OGM) ; en ayant une activité d'information, d'analyse, de pédagogie, de publications et de contre-expertise sous la forme d'une surveillance et d'une évaluation de la politique menée par diverses institutions (nationales ou internationales) ou par des entreprises, fondement d'un véritable contre-pouvoir.

Ainsi, bien plus qu'ATTAC et la Confédération paysanne de José Bové, les groupes les plus impliqués dans les campagnes sont d'abord des organisations de solidarité internationale (OSI), souvent d'origine confessionnelle, telles Agir ici, AITEC, Artisans du monde, le CCFD, le CRID, Peuples solidaires, le Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, RITIMO, Solagral ou Terre des hommes, ou d'autres ONG, comme des groupes écologistes (Les Amis de la Terre et Greenpeace) et l'association de défense des droits de l'homme de Danielle Mitterrand, France Libertés. En fait, la mouvance contestataire française est composée de trois types de groupes : les ONG, les mouvements sociaux et les « nouveaux groupes contestataires ». Les ONG appartenant à cette mouvance sont des organisations spécialisées dans l'aide au développement et la lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud, ou dans la protection de l'environnement. Mais d'autres ONG tendent également à s'impliquer dans la critique de la « mondialisation libérale », comme celles qui défendent les droits de l'homme, la condition féminine ou les minorités sexuelles. Elles s'expriment principalement par le biais de campagnes, surtout axées sur l'amélioration de la situation des pays du Sud (développement durable, annulation de leur dette, lutte contre la politique menée par les institutions financières internationales). Une part notable de la contestation française, à l'instar de la situation existant dans d'autres pays, est ainsi composée d'organisations d'origine confessionnelle, rappelant que l'Église est également un pôle important de critique du capitalisme. Les mouvements sociaux comprennent des mouvements de défense des exclus – les « sans » –, des mouvements paysans et des syndicats

radicaux, comme Sud-PTT. Ils s'expriment en particulier par le biais de manifestations, souvent assez spectaculaires, mais aussi de campagnes contre l'OMC. Enfin, les nouveaux groupes contestataires, contemporains de la mondialisation, ont été spécifiquement créés en liaison avec ce thème. Ils comprennent des associations, comme ATTAC, des réseaux, des observatoires et des « groupes de surveillance » qui s'expriment par le biais de campagne, de publications ou de promotion de telle ou telle action. Ils sont surtout présents dans la lutte contre l'OMC. On peut distinguer parmi eux des groupes réformistes qui sont dans une logique d'engagement plus que d'affrontement face aux « acteurs » de la mondialisation (gouvernements, entreprises, institutions internationales), et qui acceptent d'entrer dans des mécanismes de consultation mis en place par ces derniers, et des groupes radicaux qui, eux, sont plutôt dans une logique d'affrontement et se refusent à tout compromis avec le « système ». Pourtant, concrètement, leurs différences paraissent beaucoup plus floues, et semblent être, en tout cas, plus des différences de degré que de nature. Ces groupes incarnent une certaine continuité historique avec les formes de contestation passées (ouvrière, intellectuelle, « anarchiste », mais aussi celle de l'Église) dans la tonalité de leurs critiques. Mais ils s'inspirent également de courants plus contemporains, comme les mouvements « postmatérialistes » des années 1960-1970 ou la mouvance ONG. Par ailleurs, ils ont une structuration inédite et de nouveaux objectifs. À la différence de la contestation ouvrière et marxiste d'autrefois, les groupes protestataires actuels n'aspirent plus au « Grand Soir », c'est-à-dire à une forme de prise de pouvoir politique et de transformation radicale de la société par la force, ou de toute révolution de type socialiste impliquant, par exemple, une appropriation collective des moyens de production. Ainsi, personne, au sein de la mouvance contestataire, ne défend l'expérience soviétique en tant que modèle alternatif au capitalisme. Un groupe comme ATTAC affirme même ne refuser ni l'existence du marché, ni celle de l'entreprise privée. Leur objectif réside donc plutôt dans la formation de contre-pouvoirs efficaces, et non dans la prise de pouvoir politique ou même une éventuelle participation gouvernementale.

La contestation française présente donc de nombreuses similitudes avec la nébuleuse contestataire internationale, mais aussi quelques particularités, avec d'un côté, une quasi-absence de think tanks, de groupes spécialisés sur la mondialisation, d'organisations radicales de la jeunesse et de pôle alternatif et, de l'autre, une surreprésentation des mouvements paysans et la singularité d'ATTAC. Elle se structure également autour des grandes campagnes internationales (contre l'OMC et les institutions de Bretton Woods, et en faveur de la taxe Tobin et de la remise de la dette des pays du Sud), mais aussi sur des thèmes spécifiques, comme l'Europe, la défense des services publics, ou les OGM, souvent sur fond d'antiaméricanisme.

Une France contestataire ?

Il existe une contestation « à la française ». Son influence est tangible tant sur la société que sur le discours politique. Elle peut être mesurée par le nombre d'adhérents ou de sympathisants des groupes protestataires. Le cas d'ATTAC est particulièrement emblématique

de ce point de vue. L'association compte aujourd'hui environ 30 000 adhérents et 230 comités locaux, y compris dans les universités et les grandes écoles. Les résultats aux élections professionnelles des syndicats appartenant à la mouvance montrent que ces groupes ont une représentativité certaine dans des secteurs qui tendent à fournir une grande partie des soutiens à la contestation de la mondialisation en France : l'agriculture, le secteur public et l'enseignement. La Confédération paysanne a obtenu 28 % des suffrages lors des élections aux chambres d'agriculture en janvier 2001 (mais elle est en recul en 2007). Le syndicat Sud obtient des scores importants lors des élections de représentants des salariés au conseil d'administration de grandes entreprises du secteur public (second syndicat à La Poste et à France Télécom, troisième à la SNCF) ou même d'entreprises privées (second syndicat chez Michelin). Enfin, la FSU est la première fédération syndicale du personnel enseignant, mais aussi de la fonction publique de l'État. Les succès éditoriaux (ouvrages de José Bové, de Susan George, de Viviane Forrester ou de Pierre Bourdieu, l'évolution des ventes du *Monde diplomatique*) ou le nombre important de signataires de pétitions (110 000 en faveur de la taxe Tobin, 520 000 pour l'annulation de la dette) et de manifestants (par exemple à Millau lors du procès des militants de la Confédération paysanne en juin 2000) en sont également les symptômes.

Les enquêtes d'opinion soulignent enfin que la perception des contestataires et surtout de leurs principales propositions est largement positive et tend même à dépasser les clivages partisans traditionnels, sauf si ces groupes sont bien identifiés à gauche. Ainsi une très importante majorité des personnes interrogées est favorable à la taxe Tobin et à l'annulation de la dette. On ne peut pas parler pour autant de France contestataire. Les Français ne sont pas majoritairement et foncièrement hostiles à la mondialisation, et n'apparaissent pas globalement partisans d'une fermeture économique et culturelle. Ils se montrent néanmoins plutôt inquiets face aux conséquences les plus négatives de ce processus et tendent à soutenir les propositions de régulation et d'« humanisation ». L'influence des contestataires est également évidente sur la politique et sur le débat.

Mais elle apparaît faible sur la décision politique à proprement parler. En effet, au-delà de leur impact très notable sur le discours politique, leur effet sur la décision paraît assez limité. Ceci est illustré par l'étude de deux cas où la France a joué un rôle fondamental : l'échec des négociations sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), suite à son retrait, et l'adoption d'une législation sur la taxe Tobin. Dans le premier cas, considéré comme la première « victoire » des contestataires, leur rôle sur la décision française a été beaucoup plus réduit que ce qu'ils affirment eux-mêmes, tandis que dans le second, la législation adoptée n'a aucune incidence pratique et le gouvernement, malgré une rhétorique plutôt favorable, s'est montré fermement opposé à toute mise en place effective d'une taxe Tobin. En fait, l'étude du processus de décision indique que les contestataires sont influents lorsque deux conditions sont réunies : lorsqu'ils font la promotion de « micro-propositions » concrètes et techniques sur lesquelles le gouvernement français peut avoir prise, et lorsqu'ils utilisent un relais politique, comme c'est le cas de la gauche socialiste au sein de la gauche française. En définitive, leur influence la plus notable est sur le débat. La

grande victoire des contestataires français est, en effet, d'avoir réussi à influencer la perception globale de la mondialisation en France et à définir les termes mêmes du débat. Les résultats des élections présidentielles et législatives de mai et juin 2002 en ont, par exemple, été une illustration. La gauche au pouvoir, écartelée entre, d'une part, une approche pragmatique et réaliste de l'économie de marché et de la mondialisation et, d'autre part, un discours souvent assez proche des thématiques des contestataires, a certainement souffert électoralement de ces contradictions, alors qu'un grand nombre de sympathisants de gauche étaient séduits par le discours contestataire défendant une « gauche de gauche ».

Cette influence est également perceptible dans les débats au sein d'une gauche en crise suite à ces défaites, en particulier chez ceux qui souhaitent que sa pratique s'adapte à son discours et qui reprennent à leur compte nombre d'analyses et de propositions contestataires. Malgré sa vigueur, la contestation en France n'a pourtant, pour le moment, pas véritablement modifié les trois grandes tendances durables de la société française : la pacification idéologique, sociale et politique. Elle ne constitue donc pas le ferment d'une nouvelle « exception française », celle-ci n'ayant pas vraiment créé de nouvel antagonisme idéologique fondamental autour de la mondialisation et les Français, globalement, n'étant pas opposés à son processus. La contestation apparaît en fait comme le symptôme d'une crise, celle de la difficile adaptation du « modèle social français » – crise d'adaptation de l'économie, de la société et du gouvernement, au sens large du terme – et du « modèle républicain » – crise de la représentation, de la démocratie représentative et du politique – au contexte contemporain marqué par la mondialisation. Elle soulève également l'un des principaux défis économique, social et politique en liaison avec les effets de la mondialisation, à savoir l'intégration économique, sociale et politique des catégories non qualifiées.

2. LES ENJEUX ET LES THÈMES DU DÉBAT FRANÇAIS SUR LA MONDIALISATION

Il est difficile de rendre compte de toutes les dimensions que les débats publics sur la « mondialisation » ont pris en France. Le terme lui-même est polysémique, saisi dans des sens différents par différents acteurs sociaux et politiques. Néanmoins, les grands thèmes à partir desquels les débats publics en France se sont orientés sont avant tout organisés autour des principales préoccupations socio-économiques françaises : l'emploi et le chômage, les inégalités sociales et, plus récemment, le pouvoir d'achat constituent les préoccupations essentielles des Français depuis trois décennies. La question de l'emploi et du chômage en particulier est au cœur des débats publics et constitue la pierre d'achoppement de tous les gouvernements depuis la fin des années 1970. Cette toile de fond doit être rappelée car on ne peut comprendre la tonalité inquiète sur les conséquences de la mondialisation en France sans la mettre en rapport avec des données aussi fondamentales que sont pour la France les points suivants : taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes et les plus de 50 ans, taux d'emploi faible, précarisation croissante, rotation

des travailleurs sur des emplois à faible productivité, marché du travail de plus en plus dual, faible transition du chômage vers l'emploi, absence d'anticipation tant du côté des emplois (effort de formation continue réduit et concentré sur les plus diplômés) que du côté de la restructuration des entreprises, faiblesse de l'investissement recherche (privée notamment), prélèvements obligatoires élevés, déficits publics importants.

Définitions

Rappelons également des questions de vocabulaire. En France, le terme de *globalisation* est considéré comme un américanisme imposé par la langue anglaise et plus fondamentalement, même, par la culture « anglo-saxonne » (les Français utilisent souvent cet adjectif sans en comprendre la portée historique) incapable de proposer l'équivalent du terme de *mondialisation*. L'usage du terme de *globalisation* est exceptionnel en France, réservé à des cercles restreints de spécialistes (en particulier économistes) et n'a en fait pas de portée dans l'espace public. Son utilisation tend même à régresser dans les cercles restreints des spécialistes tout comme celui d'*internationalisation*, plus daté et quasiment plus jamais usité.

Le terme de *mondialisation* est ainsi utilisé dans les titres de la plupart des ouvrages récents rédigés en français et s'est imposé dans l'espace public au point qu'il apparaît possible de faire usage de ce terme dans les questions des enquêtes d'opinions. D'une certaine manière, le glissement terminologique auquel on a assisté en France, entre *globalisation* et *mondialisation*, rappelle celui que les pays de langue anglaise ont connu entre *internationalization* et *globalization.* Une gamme rhétorique accompagne souvent le terme de *mondialisation* en France : les mots qui souvent accolés sont *marchandisation, libéralisation, déréglementation* et *délocalisation.* Le thème des délocalisations a été un puissant ferment d'attitudes défavorables à la mondialisation en France : l'image d'entreprises fermant leurs sites en France et déplaçant leurs machines en laissant sur place des employés à peine prévenus à beaucoup joué, lorsque le cas s'est produit. Il nous faudra bien sûr revenir sur un point central à cet égard : européanisation et mondialisation sont-elles adossées l'une à l'autre dans le débat public en France ?

La peur des délocalisations

Le débat public autour de la mondialisation s'est à ce point focalisé sur cette question des délocalisations qu'un projet de loi avait été déposé en 2004 (par un député communiste) contre les délocalisations. Dès cette époque, un ancien Premier ministre socialiste (Laurent Fabius) prenait d'ailleurs appui sur l'émotion provoquée par certaines opérations de délocalisations pour affirmer son nouvel ancrage politique et débuter une active campagne contre l'Europe des marchands, incapable de lutter contre les effets néfastes de la mondialisation. Il faut néanmoins ajouter ici que l'équation mondialisation = délocalisations ne constitue pas une exception française. Aux États-Unis, elle a occupé une place non négligeable dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2004. De son

côté, G. Schröder, alors chancelier allemand, s'en prenait publiquement au président des chambres de commerce allemandes pour avoir encouragé les entrepreneurs allemands à aller investir à l'Est de l'Europe. Il semble néanmoins possible de dire que l'opinion publique en France, pays dont sont aussi originaires des entreprises qui délocalisent, est assez opposée à la mondialisation à cause de, ou au nom, de cette équation. La mondialisation est, en d'autres termes, rendue responsable du chômage et de la désindustrialisation. L'appartenance politique ne compte qu'assez peu ici car à gauche comme à droite du spectre politique français on rencontre cette opinion : elle peut avoir différentes résonances dans le débat public, allant du « patriotisme économique (voir infra) au repli identitaire le plus fermé, protectionniste et souverainiste de gauche comme de droite. Les libéraux partisans de la compétitivité et de la mondialisation se trouvent côte à côte, de manière parfois surprenante, avec les altermondialistes et les anciens tiers-mondistes pour s'alarmer ensemble des effets du déplacement de certaines activités vers le Sud ou vers l'Est. Or, les délocalisations d'emplois, faut-il le rappeler, ne représentent que peu des pertes d'emplois en France. Il a été montré que les délocalisations étaient responsables de 5% au maximum des suppressions d'emplois au plan européen, le chiffre étant de 4% en France.

Les délocalisations sont donc encore un facteur mineur du chômage qui frappe pourtant lourdement la main-d'œuvre peu qualifiée de certains pays de l'Union européenne, notamment la France. Ce constat statistique ne signifie évidemment pas qu'il faille oublier ceux et celles qui sont touchés par les fermetures d'usines. Mais est-il sûr que ces dernières correspondent à chaque fois à une opération de délocalisation ? Pour répondre à cette question, il faut avoir une définition stricte de ce dont on parle. Le débat public français confond souvent et mélange « vraies » délocalisations et croissance des importations en provenance des pays émergents ou des pays d'Europe centrale et orientale, « vraies » délocalisations et flux d'investissement direct que les firmes effectuent, dans la majorité des cas, pour fournir le marché d'implantation ou pour prendre le contrôle d'un concurrent.

Un autre point doit ici être abordé. La France est le pays d'Europe où l'opinion publique craint le plus les transferts d'emplois vers d'autres pays de l'UE, notamment de l'Est. Le terreau sur lequel la rhétorique du « plombier polonais » a pu prendre pendant la campagne du référendum de 2005 a été nourrie par cette crainte diffuse alors même que les partisans du « non » de gauche défendaient en fait la thèse de la défense du « plombier polonais » qui devait pouvoir venir travailler en France sans bénéficier des mêmes droits sociaux. Il faut ici observer une autre confusion faite fréquemment en France entre délocalisations au sein de l'UE et hors de l'UE, vers la Chine, l'Inde ou d'autres pays émergents.

Le « patriotisme économique » : spécialité française ?

Qu'il s'agisse de la Pologne, qui interdit à une banque italienne de fusionner ses actifs locaux, de la France ou de l'Espagne, qui se précipitent pour fusionner leurs entreprises énergétiques nationales pour prévenir un assaut programmé par d'autres entreprises européennes, qu'il s'agisse des États-Unis, qui entendent protéger leurs firmes des appé-

tits arabes ou chinois au nom de la sécurité, ou qu'il s'agisse enfin de gouvernements européens qui entendent protéger Arcelor de l'appétit d'un entrepreneur d'origine indienne, une même orientation protectionniste paraît à l'œuvre partout dans le monde.

Mais la France occupe une place paradoxale dans ce concert de positions qui visent à gagner dans bien des pays sur deux tableaux : se protéger et conquérir des marchés. La France est un pays économiquement « extraverti » (exportations, flux directs d'investissements étrangers) mais entend dans le même temps être le champion du « patriotisme économique », notion développée par le Premier ministre, M. de Villepin. Il faut ici rappeler qu'un salarié sur sept en France travaille pour une entreprise industrielle contrôlée par l'étranger, c'est-à-dire bien plus que tous les autres pays européens développés !

La France semble faire une fixation dans ces débats publics sur la nationalité de l'entreprise. Elle y voit la clef de voûte économique d'une plus grande protection des emplois. L'hypothèse qui est faite est que la nationalité du capital, voire de ses dirigeants, et l'implantation du siège social a des effets déterminants sur la localisation des activités, la protection de l'emploi national, et le développement de la recherche et du tertiaire supérieur. Cet argument est très parlant pour le public et conduit même les acteurs sociaux et politiques à prendre certaines décisions : quand Renault a restructuré ses sites de production, il a préféré fermer Vilvoorde en Belgique plutôt qu'un site national ; la défense de la recherche en sciences du vivant a été décisive dans le soutien que le gouvernement français a apporté à SANOFI dans sa conquête d'AVENTIS.

Ces exemples illustrent un paradoxe français, celui de la contradiction entre mondialisation et volonté de maîtrise nationale de l'économie. Si la nationalité du capital importe tant, il ne faut pas libérer les mouvements de capitaux sans conditions, célébrer comme une grande victoire nationale chaque sortie d'un de nos « champions nationaux » en Europe, en Amérique ou en Asie, ne pas agir auprès de Bruxelles pour que nos monopoles nationaux publics en cours de transformation (EDF) puissent aller prendre des marchés en Italie (Edison). En d'autres termes, entre le développement national « autocentré » et les risques de la mondialisation, il faudrait choisir. Or s'il est incontestable que la France a fait le choix de la mondialisation, si ces grandes entreprises ont souvent été pionnières, l'opinion publique reste très réticente, pour ne pas dire acquise à une vision négative et critique de la mondialisation.

L'opinion publique française, mais aussi la classe politique, restent donc étonnement en contradiction avec les grands choix économiques du pays qui ont été opérés depuis le début des années 1980, lorsque la gauche au pouvoir a, de fait, enterré l'idée d'un développement économique national indépendant des grandes évolutions du monde. L'État colbertiste existe bien sûr toujours, ses structures administratives sont là, mais en fait la politique économique interventionniste et dirigiste a été abandonnée depuis cette époque. La politique des champions nationaux, la politique des grands programmes de recherche et des grands projets colbertistes servie par une démarche de protectionnisme a été abandonnée. La France a contribué à l'établissement du marché unique et à l'instauration

de l'euro, elle a massivement privatisé ses entreprises nationales. En vingt ans, la France a de fait transféré le contrôle des entreprises publiques aux marchés financiers, ou plus exactement aux investisseurs institutionnels anglo-américains (sur 100 milliards d'euros de produits de privatisation les deux tiers sont allés à ces fonds). Aujourd'hui 44 % de la capitalisation du Cac 40 est contrôlée par des investisseurs étrangers !

Que conclure sur le « patriotisme économique » ? En France, cette notion résume les contradictions et les impasses des gouvernants depuis vingt ans : privatisation, mais sans fonds de pension, démantèlement de l'État colbertiste, mais maintien du discours étatiste, mondialisation voulue mais non assumée par les élites politiques de gauche et de droite et refusée majoritairement par l'opinion publique. Ces orientations contradictoires émergent nécessairement quand les déséquilibres mondiaux s'exacerbent, quand la construction européenne est en panne.

3. L'EUROPE : UN REMPART CONTRE LA MONDIALISATION OU UN BOUC ÉMISSAIRE ?

L'une des particularités de la France dans son rapport à la mondialisation tient, on vient de le voir, à l'attribution des responsabilités dans la situation économique de la France et aux transformations et flux liés à la mondialisation. L'opinion publique est craintive face à ces changements – on le détaillera dans la quatrième et dernière partie de ce rapport – et elle est sous l'emprise d'un syndrome de pessimisme, de manque de confiance dans l'avenir économique et social. On pouvait penser, jusqu'en 2005, que l'opinion française acceptait que, face à cette mondialisation des échanges, l'intégration européenne constituait, à défaut d'un rempart, une réponse : jusqu'au milieu des années 1990, la vie politique française est d'ailleurs fortement traversée par la question de l'antagonisme entre les tenants de l'ouverture à l'Europe et les tenants du protectionnisme et de la défense de la nation. Le référendum de 1992 symbolisa ce combat politique entre partisans du « oui » et du « non » à l'Europe. Les tenants du « oui » développent alors la thèse de l'intégration européenne, économique, monétaire et politique, comme la seule réponse possible à l'émergence de nouvelles puissances économiques. Les tenants du « non » leur opposent principalement la perte de souveraineté économique et politique.

L'ampleur de la victoire du « non » au référendum du 29 mai 2005 en dit long sur les évolutions apparues en treize ans. Le clivage s'est déplacé et il oppose moins les forces politiques et les électeurs sur le principe de l'intégration européenne que sur ses modalités de mise en œuvre. À la question de principe sur l'intégration européenne, il substitue celle du type d'intégration européenne. Cette évolution manifeste clairement qu'en treize ans, de 1992 à 2005, la question européenne s'est à la fois politisée en France tout en ne parvenant pas à établir que plus d'Europe veut dire plus de protection face à la mondialisation. La France est, toutes les enquêtes le montrent, le pays d'Europe où la crainte des conséquences socio-économiques de l'Europe est l'une des plus fortes, où la crainte que

plus d'Europe veuille en fait dire plus de délocalisations (voir *supra*) est également très fortes. On ne peut donc dire qu'en France l'opinion publique adhère à une vision de l'Europe puissante, au sens économique, face à la mondialisation. Positionnée par rapport aux autres pays européens, la France n'est que tièdement favorable au principe même de l'intégration européenne, plus vécu comme un acquis et une donnée que comme une volonté politique. Lorsque l'on compare les opinions publiques européennes, la France occupe, du point de vue des opinions sur l'intégration européenne, une position intermédiaire entre les pays les plus « europhiles » et les pays les plus « europhobes ».

Le référendum du 29 mai 2005 n'a rien d'un mouvement d'humeur de l'électorat, lié à la conjoncture politique et uniquement à celle-ci. Un an après les scrutins qui avaient permis à l'électorat d'exprimer un « vote sanction » particulièrement fort à l'encontre du gouvernement Raffarin, le vote du 29 mai 2005, en partie « débarrassé » de cette composante, a révélé, de manière beaucoup plus nette et significative que les élections européennes du 13 juin 2004, comment l'intégration européenne travaille en profondeur l'électorat et le système partisan français. À cet égard, l'ampleur de la victoire du « non » s'inscrit dans des dynamiques sociales, idéologiques et politiques qui, au cours des dix dernières années, se sont progressivement structurées dans le sens d'un renforcement et d'un élargissement de l'euroscepticisme dans l'opinion française. Rappelons qu'en 1992 le traité de Maastricht a été adopté avec 51,4 % des suffrages seulement et, qu'au soir du 21 avril 2002 les candidats à l'élection présidentielle porteurs d'un message interrogeant, critiquant, voire rejetant l'intégration européenne représentaient plus de 40 % des suffrages exprimés. En s'imposant dans le débat public, l'enjeu européen s'est progressivement ancré dans les perceptions que les électeurs ont de leur environnement socio-économique. Le référendum du 29 mai 2005 a montré que les électeurs se livrent, malgré leurs faibles connaissances sur l'intégration européenne, à un véritable travail de décryptage pour donner une signification sociale et politique à la construction européenne. Ce travail semble s'enraciner de plus en plus dans les incertitudes, les craintes, voire les peurs qu'inspirent aux électeurs les délocalisations d'entreprises et d'emplois, dont ils rendent responsable l'Union européenne : interrogés à l'automne 2003 par l'Eurobaromètre, 86 % des Français déclarent craindre que les développements de l'Union européenne ne conduisent à des délocalisations dans des pays membres de l'Union où l'on produirait moins cher.

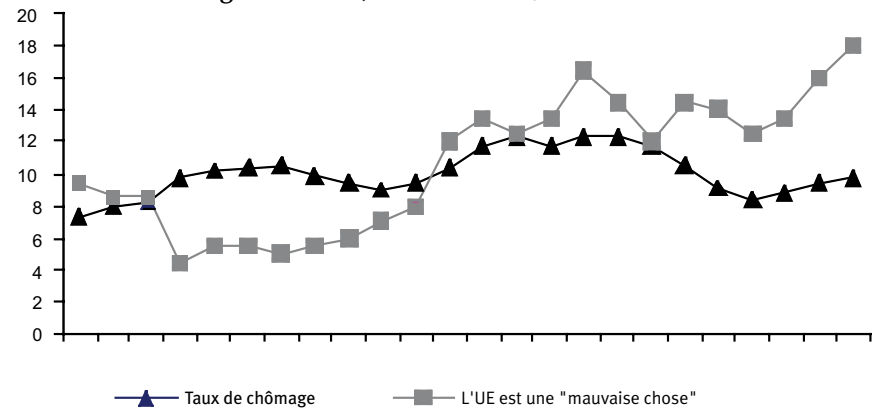
Quelles logiques d'opinions rendent compte des clivages sociologiques et politiques révélés par le vote du 29 mai 2005 et comment ces logiques prennent-elles place dans un tableau plus général, celui des liens que les Français font entre développement de l'intégration européenne et exposition aux risques de la mondialisation ? Nous souhaitons ici montrer que, loin d'être une « éruption » soudaine, le « non » du 29 mai 2005 était largement contenu dans la lente structuration de l'opinion française vis-à-vis de l'intégration européenne et de la mondialisation. Sans faire preuve de « réductionnisme sociologique » et sans nier l'importance décisive du contexte politique du printemps de 2005, il s'agit pour nous de montrer que les clivages ainsi révélés existaient déjà et qu'ils étaient nettement perceptibles dans l'opinion française depuis

plusieurs années. Nous prendrons essentiellement appui sur les données de l'Eurobaromètre réalisé au printemps de 2004, mais aussi sur les données de *European Election Study 2004* et du *Panel électoral français de 2002*.

Logiques d'opinions sur l'Europe et contexte économique

En matière européenne, le vote résulte d'un ensemble d'opinions, d'attitudes et de valeurs qui guident la décision de l'électeur. Ces schèmes de perception de la réalité européenne sont particulièrement sensibles à la conjoncture économique. Celle-ci, objective ou perçue par les électeurs, constitue un élément particulièrement prégnant dès lors qu'ils sont amenés à évaluer rétrospectivement l'impact sur le pays ou dans leurs quotidiens des progrès de l'intégration européenne. À cet égard, le référendum du 29 mai 2005 s'est déroulé sur fond de chômage à la hausse et de forte « déprime » des électeurs sur le présent et l'avenir économique à court terme. Les enquêtes Eurobaromètre nous apprennent que la confiance envers l'intégration européenne entretient une relation très étroite avec le climat économique : comme le montre le graphique ci-après, on observe, et pas seulement en France, une relation dans le temps entre la courbe des attitudes proeuropéennes et le taux de chômage (ou de croissance du PIB). Selon les données de l'Eurobaromètre, depuis 1981, la réponse « L'Union européenne est une mauvaise chose pour la France » est au plus bas entre 1984 et 1990 (4 à 8%), alors que le taux de chômage est stabilisé ; puis les opinions négatives progressent jusqu'en 1997, suivant la courbe du chômage. À la fin des années 1990, le chômage et les réponses négatives reculent, celles-ci restant supérieures à 10% ; le mouvement des deux courbes s'inverse à partir de 2001, le plus fort taux d'opinions négatives depuis 1981 étant atteint en 2004 (18%).

L'évolution des opinions sur l'appartenance de la France à l'Union européenne et l'évolution de chômage en France, 1981-2004 (en%).



Source : Enquêtes Eurobaromètre pour la courbe des opinions ; données Eurostat pour la courbe du chômage.

De mauvaises perspectives de développement économique combinées à un niveau élevé de chômage, supérieur à 10% de la population active, créent un contexte particulièrement propice au développement d'attitudes défavorables à la construction européenne et à la mondialisation. Cette méfiance à l'égard de processus politiques ou économiques perçus comme lointains et menaçants, dans un contexte économique difficile, peut être analysée au niveau des perceptions individuelles de ce contexte économique. Le pessimisme dans sa propre situation personnelle et professionnelle, et plus encore dans la situation économique du pays, est associé à « l'europessimisme ». Selon l'enquête *European Election Study* réalisée après les élections européennes de 2004 en France, parmi ceux qui déclaraient que la situation économique de la France avait empiré au cours des douze derniers mois, seuls 36% indiquaient que l'appartenance de la France à l'Union européenne était une bonne chose, pourcentage s'élevant à 75% parmi ceux déclarant que la situation s'était nettement améliorée.

Le degré de confiance dans les institutions, qu'elles soient nationales ou européennes, conduit aussi à faire varier les opinions favorables sur l'Europe : plus cette confiance est marquée, plus le soutien à l'intégration européenne est fort. Pessimisme socio-économique et défiance dans les institutions combinent leurs effets et activent chez les citoyens un syndrome de pessimisme social et politique qui pèse de façon déterminante sur les attitudes politiques des Français vis-à-vis de l'intégration européenne. Chez les électeurs, une vision particulièrement négative de leur environnement social rejaillit fortement sur l'attitude à l'égard de l'Europe : ceux qui estiment que la démocratie française ne fonctionne pas bien ne soutiennent pas l'Europe.

Le référendum du 29 mai 2005 s'est manifestement déroulé sur fondh de pessimisme économique et de crise de confiance dans le pouvoir exécutif. Ces deux éléments ont constitué la trame nécessaire à l'activation, chez les électeurs, de craintes et d'interrogations déjà présentes vis-à-vis de l'intégration européenne. On retrouve ici un point fondamental de nos analyses : les craintes relatives à l'Europe sont de même nature que celles relatives à la mondialisation et les vecteurs en sont exactement comparables : on craint pour son emploi, pour l'avenir de la protection sociale et l'on perçoit comme menaçant tout phénomène qui repose sur le mouvement, l'innovation, la recomposition de l'existant. Activées, ces craintes et ces peurs se sont en partie « converties » dans les urnes en votes négatifs. L'« angoisse sociale » a constitué la véritable clef du scrutin du 29 mai 2005, comme elle constitue le ciment de l'antimondialisme. Selon l'enquête réalisée par TNS-Sofres le jour du vote, la première raison du vote négatif fut la conviction que « ce traité va aggraver la situation du chômage en France » suivie par l'expression d'un « ras-le-bol vis-à-vis de la situation actuelle ». La campagne du « non » a su, de ce point de vue, mêler angoisse sociale et enjeu européen, réalisant dans l'opinion des électeurs un véritable « chaînage » entre ces deux ordres de préoccupations. Une nuance doit être apportée : les opinions défavorables à la mondialisation sont, plus que celles sur l'Europe, accompagnées de l'idée qu'un « autre monde » est possible, expression très importante dans la mouvance altermondialiste en France. Dit autrement, l'altermondialisme, dans sa version de gauche

en particulier, ne peut être réduit aux opinions négatives sur l'Autre, elles en sont même l'exact opposé : c'est bien au nom de la fraternité entre peuples et d'un monde plus juste que les opinions altermondialistes de gauche s'expriment.

Logiques politiques et idéologiques des opinions sur l'Europe

Les enjeux de l'intégration européenne renvoient à des débats idéologiques fondamentaux, sources de profondes divisions qui n'échappent pas aux électeurs. Le référendum de 1992 sur la ratification du traité de Maastricht s'était principalement joué sur la place de l'État-nation et l'exercice de sa souveraineté au sein du nouvel espace politique émergeant. L'opposition principale était entre les « souverainistes », hostiles notamment à la monnaie unique, et les « européistes », favorables à l'euro. Si l'on en croit l'analyse détaillée des données d'enquêtes de l'époque, les premiers se rencontraient principalement à droite, et surtout à l'extrême droite, mais aussi au Parti communiste. Mais cette opposition n'épargnait aucun parti. Finalement, près des deux tiers des électeurs de la gauche parlementaire votèrent en faveur du traité, alors que ceux de la droite parlementaire se partagèrent entre le « oui » et le « non ». La situation politique (la gauche au pouvoir) expliquait pour partie ce résultat. Mais l'analyse des réponses à des questions sur les conséquences de la construction européenne en fonction de la sympathie partisane montrait très nettement que le vote des électeurs correspondait avant tout à leur perception de l'Europe. Dès 1992, la cohérence entre opinions et votes est très forte, mais elle s'organise selon des logiques qui brouillent le clivage traditionnel entre la gauche et la droite. À partir du début des années 1990, c'est bien un clivage entre partisans et opposants à l'intégration européenne qui s'affirme dans l'opinion française et qui transcende le clivage gauche-droite selon une logique d'opposition propre aux extrêmes, les opinions les plus défavorables s'exprimant à l'extrême droite et au sein de la gauche communiste et de l'extrême gauche.

Le référendum du 29 mai 2005 a accentué ce phénomène de recomposition idéologique en permettant aux électeurs d'exprimer plusieurs formes de craintes, de critiques, voire de rejets de l'Europe telle qu'elle s'est incarnée dans les développements de l'intégration européenne depuis une quinzaine d'années. Avec Céline Belot, nous avions montré, dès 2002, que l'intégration européenne ne produisait plus un seul, mais deux clivages au sein de l'opinion française : d'une part, un clivage entre partisans et opposants aux processus d'intégration européenne, brouillant et perturbant le clivage gauche-droite ; d'autre part, un clivage relatif aux craintes des conséquences des développements de l'intégration européenne en matière de protection sociale et plus largement en matière sociale. Ce second clivage, séparé et indépendant du premier, restituait, en 2002, toute sa pertinence au clivage gauche-droite : les électeurs de gauche, socialistes et Verts en particulier, se montrant tout à la fois favorables au processus d'intégration européenne et soucieux, voire craintifs, de ses conséquences en matière sociale. Les clivages révélés par le 29 mai 2005 s'inscrivent donc dans l'évolution des opinions des sympathisants de gauche depuis la fin des années 1990. Les enquêtes révèlent en effet la montée d'une opposition de gauche à la construction européenne qui se fonde moins sur la contestation du principe même

de cette construction au nom de valeurs nationales et de la souveraineté française (thème de droite), que sur des considérations de nature socio-économique qui conduisent à critiquer les modalités de la construction européenne. Ainsi, la proximité des électeurs du FN et du PC dans leur refus de l'Europe s'explique par des « raisons » opposées : défense de l'identité française pour les premiers, acceptation de l'idée européenne mais contestation de l'Europe libérale pour les seconds. Au cours de ces dernières années, cette perception critique de la construction européenne a gagné une large partie des sympathisants Verts et socialistes, et le phénomène s'est nettement accentué au cours de la campagne référendaire, faisant basculer une nette majorité des électeurs de ces deux formations dans le camp du « non » (environ 60%). Le refus l'a largement remporté du fait de l'adhésion majoritaire (même si elle fut moins massive qu'on l'a souvent dit) des électeurs de gauche à une vision critique de l'Europe, perçue comme étant à l'origine des difficultés économiques et une menace pour le modèle social français.

Paradoxalement, la critique de gauche du projet européen brouille un peu plus les repères idéologiques traditionnels puisque l'appartenance à une même famille politique peut s'accompagner de positions diamétralement opposées sur l'avenir de l'Europe. C'est sur ce socle idéologique incertain que vont se mettre en place les stratégies concurrentes en vue des prochaines élections nationales.

Logiques sociologiques des opinions vis-à-vis de l'Europe

Ces bouleversements idéologiques qui affectent principalement les électeurs des différentes sensibilités de gauche ont une traduction sur le plan de la sociologie des votes. Toutes les données jusqu'à présent disponibles montrent que les attitudes vis-à-vis de l'intégration européenne sont, en France comme dans les autres pays européens, socialement structurées : ce sont parmi les salariés des catégories populaires, celles dont le niveau de diplôme est le plus faible, que l'on observe la plus forte proportion d'attitude très négative face à l'Europe, alors que cette proportion est à son minimum parmi les cadres et les professions supérieures. La différence d'attitude entre les positions sociales, ou les milieux sociaux, est encore plus nette si l'on prend en compte l'intensité des liens objectifs avec le monde ouvrier (être soi-même ouvrier, avoir un père et/ou un conjoint ouvrier) : plus l'appartenance au monde ouvrier est marquée, plus les critiques à l'égard de l'Europe sont fréquentes et le rejet de l'intégration européenne est fort. La perception de sa propre condition sociale contribue aussi à structurer les opinions vis-à-vis de l'Europe : se déclarer appartenir aux « pauvres », aux « exclus », à la « classe ouvrière », se traduit par des opinions plus négatives sur l'Europe.

Dans une série de travaux préalables, nous avions constaté que ce clivage vertical, objectif et subjectif, largement défini par la hiérarchie des professions et des diplômes, n'était pas vraiment remis en cause par d'autres éléments du statut social, à quelques exceptions près : l'enquête du *Panel électoral français de 2002* montrait ainsi que les salariés ouvriers du secteur public étaient devenus un peu plus défavorables à l'intégration

européenne que leurs homologues du secteur privé. Les opinions à l'égard de l'intégration sont clairement segmentées sociologiquement selon une opposition entre milieux sociaux plus éduqués, plus favorisés et ouverts par leurs professions à la mobilité et aux échanges avec l'Europe, et milieux sociaux moins favorisés, et surtout moins dotés en capital scolaire et culturel. Les hommes également sont plus favorables que les femmes.

Le thème de l'Europe sociale et la tonalité « antilibérale » de la campagne du « non » ont-ils créé les conditions favorables à la cristallisation politique des opinions sur l'Europe en France, à leur alignement sur les dimensions habituelles du débat politique gauche-droite ? Deux évolutions majeures se sont produites le 29 mai 2005. D'une part, le vote « non » a été important parmi des couches sociales jusqu'ici plutôt acquises aux développements de l'intégration européenne : les professions intermédiaires (enseignants, professions de la santé, éducateurs, cadres moyens d'entreprises) et plus généralement les salariés du secteur public : selon le sondage « sortie des urnes » d'IPSOS en date du 29 mai, 53 % des professions intermédiaires et 64 % des salariés du public ont voté « non » (respectivement 38 % et 49 % en 1992). Des analyses détaillées pourraient montrer que ce sont parmi les salariés moyens plus menacés par le déclassement social que ces évolutions se sont produites, déjà perceptibles dans l'enquête du *Panel électoral de 2002*. La seconde évolution fondamentale du 29 mai 2005 tient à la faiblesse du vote « oui » parmi l'électorat de la gauche et les deux phénomènes sont liés : les salariés du public, notamment les professions intermédiaires, constituent le socle du vote socialiste en France.

Ces évolutions sont bien sûr à mettre en résonance avec les données dont nous disposons dans l'enquête : si les plus éduqués, jeunes ou vieux, se montrent globalement favorables aux dimensions d'échanges et de fluidité des opportunités que donnent la mondialisation, ils craignent presque autant que ceux qui ont les plus faibles niveaux de diplôme que la mondialisation ne se traduisent par plus de chômage. Leur vision globale est certes favorable à la mondialisation (échanges culturels, compréhension mutuelle, mobilité accrue entre les pays de l'UE ; opportunités individuelles), mais cette vision positive ne saurait être lue naïvement. Du côté des moins éduqués, on retrouve dans les données de notre enquête, toutes les préoccupations et les craintes qui sont apparues le 29 mai 2005 à propos de l'Europe.

En conclusion de cette partie, on ne peut donc faire en France le constat que plus d'Europe est perçu comme plus de protection face à la mondialisation. Si les deux phénomènes ne sont pas perçus comme totalement identiques, on ne peut qu'être frappé des similitudes dans les logiques sociales et politiques d'opinion.

Il faut dire que depuis plus de vingt ans, une crise de la représentation politique ne permet pas aux leaders politiques de trouver le moyen d'expliquer aux Français ce monde qui change et ses contradictions. Comment expliquer le syndrome de pessimisme dans lequel l'opinion française est comme enclavée ? Quels en sont les ressorts et la portée aujourd'hui ? C'est à ces questions qu'est consacrée notre quatrième partie.

4. PERCEPTIONS NÉGATIVES ET POSITIVES DE LA MONDIALISATION EN FRANCE : « DÉCLINISME » ET PEUR DE LA MONDIALISATION, UN SYNDROME D'OPINION « À LA FRANÇAISE » ?

Nous voudrions conclure cette note par une quatrième partie, opérant une montée en généralité dans nos explications. La mondialisation est, bien entendu, perçue positivement par les groupes ou les catégories les plus gagnants de ce processus historique, en France comme dans les autres pays européens. Les cadres, les diplômés, les urbains, voient davantage que les catégories plus exposées aux effets négatifs de la mondialisation, ses bénéfices. Mais il existe dans la société française le sentiment diffus que la France n'arrive pas à tirer son épingle du jeu de ce processus.

Avançons ici un parti pris : l'explication ne doit pas en être recherché dans un « caractère français ». Selon des stéréotypes qui perdurent, la France serait atteinte du syndrome de refus du changement, et cela constituerait même la particularité de la France, comparée aux autres pays européens. Nous ne partageons pas cette analyse facile et superficielle : des secteurs de la société française avancent, changent, se transforment et s'adaptent face à l'impératif d'innovation. En fait, la France est en mutation silencieuse. La vraie difficulté française tient à une combinaison persistante de craintes face à l'avenir, de préoccupations face aux conséquences sociales de l'innovation et de la modernisation. Ce syndrome de pessimisme socio-économique se double d'un fort sentiment de défiance à l'encontre des élites politiques. C'est donc davantage la perception que les Français ont de la mondialisation à travers les problèmes du chômage et de l'emploi et à travers la crise de la représentation politique qui est en cause. Il y a comme une sorte de déconnexion entre ce syndrome et les avancées de certains secteurs de la société et de l'économie. Nous reviendrons en conclusion finale sur ce paradoxe français.

Nous allons, dans cette quatrième partie, rendre compte, à partir des données d'enquêtes récentes (celles du Baromètre politique français du CEVIPOF), de cette combinaison d'attitudes rencontrée parmi les citoyens en France. La première vague du Baromètre politique français, réalisée au printemps de 2006, a fait apparaître deux caractéristiques majeures et significatives de l'état d'esprit des Français : le pessimisme et la défiance. Le pessimisme élevé s'exprime surtout sur le terrain économique et social, alors que la défiance profonde touche le système politique.

Au printemps 2006, la société française, ébranlée par la crise du CPE (l'enquête s'est déroulée à ce moment précis et alors que l'épilogue n'était pas encore connu) est en proie à un pessimisme profond : 54% des personnes interrogées considèrent qu'elles « s'en sortent difficilement avec les revenus de leur foyer ». Le pessimisme concernant le niveau de vie est largement répandu : certes 76% des chômeurs pensent ainsi, mais ce sont aussi 52% des personnes ayant un travail, 55% des inactifs et retraités qui partagent ce diagnostic. Globalement, 76% des personnes interrogées pensent que « les jeunes d'aujourd'hui auront moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain ».

Ce pessimisme pour la génération montante est général, touchant de manière égale toutes les classes d'âge, et frappant aussi les différents milieux sociaux même les plus aisés (59% des cadres supérieurs et professions libérales partagent cette opinion). Certes, les milieux populaires sont encore plus pessimistes quant à l'avenir de leurs enfants comparé à leur propre situation (80% des employés, 82% des ouvriers), mais, quelle que soit l'aisance personnelle, l'inquiétude reste élevée : si 80% des personnes ayant le sentiment qu'ils vivent difficilement avec les revenus du foyer sont pessimistes pour l'avenir de leurs enfants, ils sont 70% chez ceux qui déclarent s'en sortir facilement. Ce pessimisme pour soi-même et pour ses enfants se prolonge par un pessimisme pour le pays. 74% des personnes interrogées sont pessimistes quant à « l'évolution de la situation économique de la France dans les six prochains mois ». Les jeunes (78% des 18-24 ans) comme les personnes âgées (73% des plus de 65 ans), les cadres supérieurs et professions libérales (61%) comme les ouvriers (74%), ceux qui sont de gauche (78%) mais aussi ceux qui sont de droite et donc proches du pouvoir en place (66%) partagent massivement ce sentiment. Aucun groupe ne semble pouvoir échapper à cette sinistrose puisque le pessimisme sur la situation économique et sociale est très fort même chez ceux qui déclarent s'en sortir « très facilement » sur le plan personnel (64%).

L'ampleur de ce pessimisme se nourrit de l'absence de crédit accordé au discours gouvernemental lorsqu'il affirme que le chômage est en baisse. Seules 23% des personnes interrogées le croient. Le pessimisme de l'opinion est profond car il se nourrit du sentiment d'une « France qui souffre » de tous les changements du monde. Ce sentiment inclut la mondialisation des échanges économiques, la mobilité des travailleurs et des individus mais aussi la construction européenne. 46% des personnes interrogées pensent que la mondialisation est « plutôt un danger pour la France, parce qu'elle menace ses entreprises et son modèle social » contre seulement 24% qui considèrent qu'elle est « plutôt une chance, parce qu'elle lui ouvre des marchés à l'étranger et la pousse à se moderniser » (30% se retrouvant ni dans l'une, ni dans l'autre position). 42% pensent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques (contre 25% qui considèrent qu'elle en tire profit), 41%, que la France souffre de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne (contre 18% pensant qu'elle en tire profit), 34%, qu'elle souffre de la mobilité croissante des individus au sein de l'Union européenne (contre 23% pensant qu'elle en tire profit). Évolution majeure de ces dernières années, la construction européenne est elle-même mise en accusation : 41% des Français pensent que la France en souffre, contre 27% qui estiment qu'elle en tire profit.

Même les milieux dont le profil social et culturel pourrait contribuer à les mettre à l'abri du pessimisme sont touchés : 39% des cadres supérieurs et professions libérales considèrent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques, une proportion proche de celle qui est observée parmi les ouvriers (45%). Parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, 35% pensent que la France souffre de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne (le chiffre est de 41% parmi ceux qui ont un niveau BEPC, CAP ou BEP). Ce sentiment d'une France qui ne tire profit d'aucun des

mouvements qui touchent le monde, y compris de la construction européenne, n'est pas réservé aux extrêmes politiques, très porteurs d'un discours hostile à la mondialisation, à la mobilité des travailleurs et à l'Europe. Il atteint aussi les sympathisants des partis de gouvernement. Si 48% des sympathisants d'extrême gauche et 47% de ceux d'extrême droite considèrent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques, ils sont presque aussi nombreux à le penser parmi les sympathisants de la gauche de gouvernement et parmi ceux de la droite de gouvernement (respectivement 41% et 39%). Il en est de même pour l'appréciation de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne et, à un moindre degré, pour le jugement sur la construction européenne.

Dans cette France qui paraît souffrir de tous les grands mouvements qui touchent le monde, c'est surtout la concurrence économique et sociale qui est en cause, comme le montre la différence d'appréciation entre la mobilité des « individus » et celle des « travailleurs ». Selon l'un ou l'autre mot utilisé dans le libellé de la question – posée alternativement à une moitié de l'échantillon – on enregistre un écart de sept points en moyenne. Mais cette différence ne touche que les sympathisants de gauche et d'extrême gauche. Si 46% des sympathisants d'extrême gauche et 41% de ceux de gauche considèrent que la France souffre de « la mobilité des travailleurs au sein de l'UE », ils ne sont plus que 33% et 29% à penser de même pour « la mobilité croissante des individus au sein de l'UE ». En revanche, à droite, les deux mobilités font l'objet du même niveau d'appréciation négative. À l'extrême droite, c'est la mobilité des individus qui inquiète beaucoup plus que celle des travailleurs (différence de onze points en ce sens) signifiant sans doute que la figure inquiétante de l'immigré est celle du chômeur ou de l'inactif, beaucoup plus que celle du travailleur. Les craintes du monde sont donc ainsi partagées par tout l'échiquier politique mais selon la famille de pensée, elles ne s'articulent pas autour des mêmes boucs émissaires.

Ce pessimisme et ces craintes débouchent sur un sentiment assez largement partagé du « déclin » de la France. Il y a six fois plus d'interviewés qui estiment que la France est en déclin plutôt qu'en progrès : 52% contre 8%. Cependant, 40% des interviewés refusent de s'inscrire dans cette problématique. Contrairement aux idées reçues, cette propension « décliniste », longtemps présentée comme une idée de droite, est aujourd'hui partagée dans les mêmes proportions à gauche. Elle est portée par les partis de gouvernement comme par les extrêmes, avec une sensibilité plus grande au sein de l'électorat du Front national.

Ce sentiment de déclin n'est pas une idée liée seulement à l'attitude à l'égard de la mondialisation. Même parmi ceux qui pensent que la France « tire profit » de la mondialisation, le sentiment du déclin est assez largement répandu : il ne semble épargner aucun domaine, qu'il soit social, éducatif diplomatique ou économique. 74% des personnes interrogées pensent que la France est en déclin en ce qui concerne le pouvoir d'achat (contre 7% en progrès, 19% ni l'un, ni l'autre), 48% pour ce qui a trait à l'école et à

l'université (contre respectivement 19% et 33%), 47% pour le système de santé (31% et 22%), 46% pour ce qui touche à l'influence de la France dans le monde (19%, 35%), 45% pour la solidarité dans la société (24% et 31%), 42% en ce qui concerne la compétitivité des entreprises (22% et 36%). Les seuls domaines pour lesquels les Français considèrent que leur pays est davantage en progrès qu'en déclin sont la recherche et l'innovation, ainsi que le rayonnement culturel.

Analysé plus finement, le sentiment de déclin peut être décomposé en deux éléments distincts : le déclin de la France en tant que puissance (trois éléments ont été retenus pour qualifier ce « déclin-puissance » : l'influence de la France dans le monde, la compétitivité des entreprises, l'école et l'université) et le déclin d'une France porteuse de certaines valeurs (trois éléments ont été proposés aux enquêtés à propos du déclin social : la solidarité dans la société, le système de santé, le pouvoir d'achat). Le premier aspect fait référence au thème du déclin touchant la place de la France dans le monde et dans la compétition internationale. C'est la crainte d'un décrochage du pays sur le plan international qui s'exprime ainsi. Le deuxième aspect renvoie à l'idée du déclin portant sur le pacte social et à la promesse d'un progrès partagé. C'est l'idée d'un recul par rapport au passé et d'une évolution tirant le pays vers le bas qui est alors privilégié.

44% des interviewés ont une note élevée sur le déclin de la France comme puissance. C'est parmi les commerçants et chefs d'entreprise, ainsi que parmi les cadres supérieurs et professions libérales que cette impression d'un fort déclin de la puissance française est la plus répandue. La droite et l'extrême droite sont également plus sensibles à cette dimension que la gauche et l'extrême gauche. Mais le sentiment du déclin de la France est encore plus élevé en ce qui concerne les valeurs associées au pacte social : 58% des personnes interrogées ont une note élevée sur cette dimension. Ce sentiment du « déclin-valeurs » est plus développé parmi les cols blancs que parmi les cols bleus. Il se situe surtout au cœur de l'électorat de gauche.

Cette appréciation différenciée du déclin permet de construire une typologie des attitudes par rapport au déclin. Seul un gros quart de la population (28%) ne partage pas l'idée du déclin, qu'il s'agisse du déclin-puissance ou du déclin-valeurs. Ce refus rassemble un tiers de la population chez les agriculteurs, les ouvriers, les inactifs et les retraités, ainsi que 35% des sympathisants du Front national apparemment plus sensibles à l'idée générale du déclin qu'à ses formes particulières. En fait, ce sont ceux qui sont en bas de la hiérarchie des diplômes (sans diplôme, certificat d'études primaires) qui sont le plus à l'abri du sentiment de déclin : 36% des personnes appartenant à cette catégorie n'ont pas le sentiment d'un déclin. Une petite minorité (14% des personnes interrogées) a le sentiment d'un déclin limité à la puissance de la France. Cette minorité est particulièrement bien représentée chez les commerçants et chefs d'entreprise, clientèle privilégiée de la droite. 21% des sympathisants de la droite partagent ce sentiment d'un unique déclin-puissance. Ce sont deux fois plus de personnes (28% contre seulement 14% pour le déclin-puissance) qui se retrouvent dans le sentiment d'un unique déclin-valeurs. Ce dernier est fortement

présent à gauche, à l'extrême gauche ainsi que parmi les professions intermédiaires et les employés. Enfin, presque un tiers de la population interrogée (30 %) se retrouve dans un sentiment global de déclin sur les deux terrains de la puissance et des valeurs. Ce profond « déclinisme » touche particulièrement les couches supérieures de la société : les cadres et professions libérales, les enseignants, les commerçants et chefs d'entreprise. S'il est fortement clivé vers le haut sur le plan des classes sociales, il touche en revanche de façon sensiblement égale les différentes familles politiques.

De quelle manière ces opinions différenciées à propos du déclin de la France et de la mondialisation s'articulent-elles au sentiment de défiance face aux élites politiques ?

Deux chiffres clefs de cette première vague du Baromètre politique français attestent de l'ampleur de la défiance et de la contestation qui règnent au sein de l'électorat : invitées à se situer sur l'échelle gauche-droite, 37 % des personnes interrogées ne se classent « ni à gauche, ni à droite ». Plus spectaculaire encore, concernant leur confiance dans la droite ou dans la gauche pour gouverner le pays, 69 % des interviewés du printemps 2006 déclarent ne faire confiance ni à l'une, ni à l'autre.

À partir de ces deux attitudes, on peut distinguer les Français quant à leur rapport au système politique en distinguant trois grandes catégories :

– les « intégrés » : ils se classent sur l'échelle gauche-droite (à gauche, au centre ou à droite) et déclarent faire confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays ;

– les « défiants » qui se classent sur l'échelle gauche-droite mais ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner ;

– les « hors-système » qui ne se situent « ni à gauche, ni à droite » sur l'échelle gauche-droite et déclarent ne faire confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner.

Hormis les 3 % d'interviewés non classables (leurs réponses ne rentrant pas dans la catégorisation ci-dessus), la répartition des trois types est la suivante : moins d'un tiers (28 %) des Français sont « intégrés » au système politique, 37 % sont dans une attitude de « défiance » et 35 % sont « hors système ». Les électeurs hors système comptent pour plus du tiers du corps électoral. Ils sont très nombreux non seulement parmi les jeunes mais aussi au-delà et même jusqu'à l'âge de 50 ans. La proportion est élevée dans les classes moyennes et plus encore dans les catégories populaires (45 % chez les employés et les ouvriers). Sur le plan politique, elle est à son maximum parmi les sympathisants de petites formations. Il est à noter que les sympathisants communistes restent parmi les mieux insérés dans le système politique – défini ici, rappelons-le, par la double capacité à se classer sur l'axe gauche-droite et à faire confiance à la gauche et à la droite pour gouverner –, ce qui, du coup, continue de les différencier profondément des sympathisants de l'extrême gauche. Mais globalement, la gauche est davantage touchée par l'importance des hors-système puisque 31 % de ses sympathisants (hors extrême gauche) s'y classent, contre seulement 20 % de ceux de droite (hors extrême droite). Tout cela montre l'ampleur de la prise de distance – et même de la rupture – par rapport au système politique.

Si l'on classe les partis en trois groupes : les formations extrémistes (LO, LCR, FN), périphériques (tous les autres partis sauf les dominants) et dominantes (PS et UMP), on constate que les hors-systèmes ne se recrutent pas seulement parmi les sympathisants des formations extrémistes mais qu'on les retrouve aussi parmi les sympathisants des partis périphériques. Par ailleurs, le mécanisme de défiance touche presque un sympathisant sur deux des partis dominants. Aucune catégorie de l'électorat, même celle qui s'intéresse à la politique, n'est aujourd'hui à l'abri de cette défiance : le rapport entre défiance et intégration chez les électeurs intéressés par la politique (beaucoup ou assez) est presque parfaitement équilibré, à 49/51. Pour plus d'un électeur sur deux, l'intérêt pour la politique s'accompagne désormais d'une attitude de défiance. La confiance, vertu et mécanisme fondamental de la démocratie représentative, est devenue une denrée rare. Ce rapport de défiance au système politique est tel, que les électeurs reconnaissent massivement aux leaders protestataires de l'extrême gauche une qualité de proximité et le fait qu'ils sont plus à même de comprendre « les gens comme eux ».

Nous voudrions à présent et pour finir cette partie, tisser les liens qui unissent dans l'opinion française les différents éléments. La spécificité française est sans conteste l'ampleur du syndrome d'opinions qui unit les craintes des effets de l'innovation et de la modernisation à la défiance politique. Nous faisons une hypothèse forte pour interpréter ce lien : en France, il nous semble que deux éléments fondamentaux se sont historiquement unis. D'une part le sentiment d'identité nationale, d'autre part le sentiment favorable à un État social et protecteur. Tous les pays européens n'ont pas réalisé dans leur histoire la synthèse de ces deux éléments. En France, le pacte national et le pacte social sont liés. C'est bien ce qui explique, selon nous, que toute remise en cause ou projet de modification du périmètre de l'un touche l'autre. L'Europe, la mondialisation, sont perçues comme des données inéluctables du monde d'aujourd'hui par les Français, mais ces derniers sont avant tout sensibles aux conséquences de ces processus sur le pacte social qui les lie à leur pays. Le pessimisme social français se nourrit de cette interprétation alors même que des secteurs de la société et de l'économie bougent. La crise du leadership politique, et plus généralement la crise du rapport à la politique n'a pas permis aux élites d'être perçues comme celles qui donnaient le mode d'emploi de ces changements ou qui étaient capables de mettre en œuvre les solutions d'adaptation.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, quel tableau d'ensemble se dégage ? Tout un ensemble de paradoxes semble *a priori* caractériser le rapport de la France à la mondialisation. Le monde compte aujourd'hui plus de 6 milliards d'habitants. L'Europe, qui représentait 20 % de la population mondiale en 1970, ne compte aujourd'hui que pour 5 %. La France suit le même chemin et représente moins de 1 % de ce total ! Dans le même temps, son degré d'ouverture à l'économie mondiale, qui mesure le rapport entre les échanges internationaux de la France et son PIB, est passé de 11 % en 1960 à 22 % en 2005-2006. Durant cette

période, la France s'est ouverte à l'économie mondiale et aux capitaux étrangers, tandis que les grandes entreprises françaises prenaient souvent des parts de marché importantes sur le plan européen ou international.

Si l'on compare la France à ses voisins, on s'aperçoit que, dans le même temps, le Royaume-Uni passait de 16 à 20% et les États-Unis de 3 à 10%. La comparaison avec le Royaume-Uni, toujours présenté comme l'économie la plus ouverte du vieux continent européen et comme celle qui incarne le mieux l'adaptation à l'économie mondialisée, est particulièrement parlante. Elle montre à la fois la grande ouverture de l'économie française et sa rapide transformation pendant cette période. Les sociétés du CAC 40 réalisent les deux tiers de leurs activités et emploient les deux tiers de leurs salariés hors de France. L'économie française représente aujourd'hui 5% des échanges mondiaux. En 2005, la France était 5e exportateur mondial de marchandises (avec plus de 350 milliards d'euros) et 4e exportateur mondial de services (plus de 90 milliards d'euros). En termes de PIB, la France se classe au 6e rang mondial et au 3e rang européen. La France semble donc tirer son épingle du jeu dans la compétition internationale. Mais dans le même temps, les Français expriment leur crainte des excès de la mondialisation en votant « non » au référendum du 29 mai, et les délocalisations les plus spectaculaires, comme celle de Hewlett Packard, figurent régulièrement en une des journaux.

La France n'est en fait pas immobile, comme on le croit trop souvent. Pour reprendre le titre d'un ouvrage récemment édité par Bruno Palier, Peter Culpepper et Peter Hall, la France est « en mutation ». Contrairement aux thèses « déclinistes », la France ne refuse pas le changement. Lorsque l'on dit « la France », cela est d'ailleurs un abus de langage : la France, est-ce son économie, ses structures sociales, ses élites, les Français eux-mêmes ? La caractéristique majeure de la France est en fait celle d'une perte de confiance des citoyens dans la capacité des élites sociales, politiques et économiques à anticiper et accompagner les mutations liées à l'Europe et à la mondialisation. C'est aussi la perte de confiance dans le fait que l'on va les associer à ces changements. Il existe néanmoins une difficulté spécifique à la France : notre pays est sans aucun doute l'un de ceux où l'identité nationale et le pacte social ont tissé les liens les plus forts. Être français c'est aussi revendiquer une certaine forme du lien social que certains appellent « modèle social » français. Cette expression ne veut pas dire grand-chose bien sûr. Elle est plus du domaine de la représentation symbolique, mais elle est particulièrement effective parmi les citoyens. Le tableau d'ensemble que nous avons dressé mériterait d'être complété par des approches segmentant davantage encore l'espace politique et l'espace territorial français : les « gagnants » et les « perdants » de la mondialisation ne sont pas aléatoirement distribués sur le territoire. Les intérêts qui les opposent risquent bien à nouveau de s'exprimer le 22 avril 2007 comme ils le firent le 21 avril 2002 et le 29 mai 2005.

LES ITALIENS FACE À LA MONDIALISATION

Gianfranco PASQUINO
Professeur de science politique à l'université de Bologne et professeur adjoint de science politique au Centre de Bologne de l'université Johns Hopkins

1. PRÉSENTATION DU DÉBAT SUR LA MONDIALISATION

En Italie, la mondialisation ne constitue pas un sujet fréquemment débattu sur la place publique. Il est clair qu'elle ne figure pas en tête des préoccupations de la classe politique et des médias. Il suffit pour s'en convaincre de constater l'absence d'étude spécifique et de sondage d'opinion sur la question. À ce jour, la mondialisation n'a pas réellement pris place dans le débat public et dans le discours politique et culturel de l'Italie. Certes, une prise de conscience émerge quant au fait que le système politique italien dans son ensemble, les responsables gouvernementaux et les chefs d'entreprise n'ont plus le contrôle absolu de leurs champs d'activités respectifs. Des forces puissantes et irrépressibles, d'envergure internationale, transnationale et supranationale pèsent constamment et lourdement sur les décisions et les actions « nationales ». La mondialisation semble cependant *être* perçue comme un phénomène banal, inévitable et d'une manière générale peu préjudiciable, notamment dans le domaine de la communication et de la finance. En revanche, on assiste depuis une dizaine d'années à l'expression d'une crainte nouvelle quant au poids de l'Union européenne sur la politique, la société et l'économie italiennes.

Jusqu'à présent, la plupart des citoyens italiens avaient une image positive des institutions européennes, censées rapprocher leur pays des démocraties plus performantes des autres États membres. Ils voyaient dans le processus global d'unification politique la promesse d'une vie meilleure. Depuis peu, l'Union européenne a perdu de son charme, notamment aux yeux des électeurs de centre-droit. De toute évidence, on doit cette évolution à la campagne politique négative menée par la coalition de centre-droit de l'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi et à la multiplication des réglementations et des sanctions imposées par l'UE. De nombreux Italiens imputent aujourd'hui la plupart des problèmes sociaux et économiques, que certains associent généralement à la mondialisation, au dysfonctionnement et à la bureaucratisation de l'Union européenne. D'un autre côté, un grand nombre pense encore que seule une collaboration étroite avec les autres États membres de l'UE dans le cadre de la Commission européenne et du Parlement européen peut protéger l'Italie des effets néfastes de la mondialisation, et même profiter au pays.

Ceci étant dit, il est très difficile de dater avec précision la prise de conscience de l'opinion italienne par rapport à la mondialisation. Il est tout aussi difficile d'expliquer pourquoi nous, Italiens, nous tardons tant à réaliser que la mondialisation est aujourd'hui

l'affaire de tous. Les chiffres affichent même un net recul : en 2000, 78 % des Italiens se disaient préoccupés ou très préoccupés par la mondialisation, notamment par les répercussions des tendances mondiales sur leur vie et sur l'économie. En 2003, le pourcentage d'inquiets était tombé à 66 %. En 2005, seuls 37 % d'Italiens se déclaraient souvent soucieux des répercussions de la mondialisation. Pour avoir un ordre d'idées, la moitié d'entre eux se déclarait souvent préoccupée par les questions de la guerre et du chômage (données citées avec l'aimable autorisation d'Ilvo Diamanti et de Fabio Bordignon, responsables de la réalisation des enquêtes d'opinion à l'Institut LaPolis). Par conséquent, on peut dire que si la mondialisation a été dans le passé un thème important au cœur du débat public et du discours sociopolitique, elle ne l'est plus aujourd'hui. Ce qui est certain, c'est qu'elle a fait brutalement irruption sur la scène politique italienne à Gênes en juillet 2001, lors du sommet du G8. Mais ce retour était prévisible.

Les manifestants du vaste mouvement altermondialiste de Gênes protestaient contre des cibles très diverses. Ils s'attaquaient notamment au gouvernement de centre-droit fraîchement élu et dirigé par Silvio Berlusconi. Ils s'en prenaient aussi aux politiques des pays les plus industrialisés qui, selon eux, portaient atteinte aux pays pauvres et laissaient la mondialisation creuser les inégalités socio-économiques au sein même de leurs sociétés. Dans l'ensemble, il semble que, plus que l'existence troublante d'un phénomène nommé mondialisation, les événements dramatiques de Gênes dévoilaient la mobilisation de milliers d'individus, capables, au-delà de la critique, d'aller jusqu'à agresser physiquement des représentants de leur gouvernement. C'est l'existence d'un mouvement transnational, composé d'antimondialistes, d'altermondialistes et de « néomondialistes » de points de vue divers mais unis dans leur opposition aux politiques de leurs gouvernements, qu'ont mis en évidence les événements de Gênes.

Bien qu'il n'y ait pas à notre connaissance d'enquête détaillée sur les opinions des dirigeants, des militants et des membres de partis sur la mondialisation et sur d'autres questions internationales et transnationales connexes, il me semble que le phénomène ne constitue pas un facteur de division entre les partis de gauche et de droite. En Italie, les prises de position semblent éparses sur l'échiquier politique. Lors de la dernière campagne électorale de 2006, aucun parti n'a expressément abordé la mondialisation comme une question majeure ; manifestement, ce n'est pas un thème porteur. Les plateformes politiques ont juste abordé en quelques lignes la mondialisation comme un problème à résoudre. Il est intéressant de constater que le manifeste de 281 pages de l'« Unione », la coalition victorieuse de centre-gauche, fait vaguement et indirectement référence à la mondialisation : « Dans le cadre plus large et plus complexe de la mondialisation, on peut déceler une crise commune qui devrait inciter l'Europe à stimuler de nouvelles politiques communes en faveur du développement régional, fondées sur des principes universels. »

Si l'on se réfère à leurs rares déclarations, il est possible de distinguer trois grands groupes au sein du centre-gauche qui s'opposent globalement à la mondialisation : la Refondation communiste, le Parti des communistes italiens et les Verts. Ils sont rejoints

par une aile des Démocrates de gauche, représentant moins d'un tiers du parti, qui a souvent des prises de position indépendantes. À l'inverse, la majorité des Démocrates de gauche et de la Marguerite, l'autre parti important de centre-gauche, pensent que, d'une manière générale, la mondialisation aura davantage d'effets positifs que négatifs, même si des mesures d'encadrement s'avèrent nécessaires pour limiter certaines conséquences néfastes.

Dans la coalition du centre-droit, on observe un véritable paradoxe en la personne de Silvio Berlusconi, magnat des médias mais aussi fondateur et dirigeant de Forza Italia : il se déclare favorable à la mondialisation mais dans la pratique, outre un euroscepticisme notoire, ne suit aucune des orientations politiques généralement associées à la mondialisation (commerce, libéralisation, mobilité). Parmi les partis de droite, seule la Ligue du Nord critique explicitement la mondialisation. Sans doute parce qu'elle représente les chefs de petites entreprises qui sont les plus touchées par la concurrence non réglementée. Une aile de l'Alliance nationale, parti néofasciste, s'est en toute logique prononcée contre la mondialisation au nom d'une prétendue « vision néocommunautaire » qui tient à préserver les traditions italiennes. Pris dans leur globalité, Forza Italia et le petit parti des anciens démocrates-chrétiens pensent que la mondialisation peut être orientée dans la bonne direction.

Pour traiter la notion de mondialisation, il faut s'appliquer à identifier précisément les différentes questions qui émergent et à distinguer celles qui sont principalement économiques (par exemple la restructuration au sein des entreprises), culturelles (l'identité nationale, le multiculturalisme) et environnementales (les changements climatiques, la pollution), tout en conservant une vue d'ensemble. Dans le tableau 1, nous avons regroupé les différentes questions dans trois catégories – l'économie, la culture et la société –, afin de mieux comparer les réponses des Italiens et des Européens interrogés dans l'enquête internationale effectuée en 2006 par l'Institut Kairos Future International.

Tableau 1. Ce que signifie la mondialisation

	ITA J *	ITA A *	REF J *	REF A *
Questions économiques				
Baisse des prix des biens et des services	4,759	4,899	4,401	4,314
Opportunités accrues pour les entreprises nationales	4,517	4,512	4,544	4,543
Emploi menacé dans mon pays	3,399	3,499	3,818	3,948
Développement du commerce international	5,132	5,018	5,057	4,962
Réglementations communes dans le monde	4,583	4,729	4,406	4,410
Questions culturelles				
Affaiblissement des identités nationales	3,915	4,048	4,064	4,148
Développement des échanges culturels et meilleure compréhension mutuelle	4,912	5,038	4,636	4,678
Renforcement de la recherche et du développement, et de la formation tout au long de la vie	4,884	4,954	4,651	4,652
Nouvelles opportunités pour moi	4,601	4,411	4,539	4,121
Questions sociales				
Mobilité accrue dans les pays de l'UE	4,973	4,914	4,905	4,788
Rapprochement des systèmes d'aide sociale	4,334	4,379	4,286	4,255
Solidarité européenne renforcée	4,627	4,741	4,291	4,188

** ITA J (jeunes : 16-29 ans) ; ITA A (adultes : 30-50 ans) ; REF J (jeunes : 16-29 ans) ; REF A (adultes : 30-50 ans)*

S'agissant des questions politiques, il est intéressant de noter que, malgré les différences d'âge et de nationalité, toutes les réponses semblent s'accorder sur quatre points essentiels. La mondialisation promeut le commerce international, entraîne une baisse des prix des biens et des services, permet d'élaborer des réglementations communes à l'échelle mondiale, et accroît les opportunités des entreprises nationales. En ce qui concerne l'emploi, les réponses sont moins claires. Globalement, les Italiens craignent moins que l'ensemble des Européens que la mondialisation ne nuise à leurs emplois.

S'agissant des questions culturelles, les Italiens sont beaucoup plus convaincus que les autres personnes interrogées de l'amélioration des échanges culturels et de la compréhension mutuelle. Il est intéressant de noter que les Italiens adultes expriment un point de vue plus positif que leurs concitoyens jeunes, peut-être sur la base de leur expérience. Les Italiens – notamment les adultes – pensent que la mondialisation entraîne un

« renforcement de la recherche et du développement, et de la formation tout au long de la vie ». Ils sont en cela davantage convaincus que l'ensemble des Européens. Dans le même temps, les jeunes Italiens semblent plus optimistes, puisqu'ils pensent que la mondialisation leur offrira davantage d'opportunités. Cette réponse peut cependant s'interpréter comme un triste constat face au peu d'opportunités que leur propre pays leur offre. Ils ne pensent pas que la mondialisation affaiblisse nécessairement les identités nationales. L'écart se creuse davantage entre les adultes italiens et leurs homologues européens quant aux opportunités offertes par la mondialisation. Deux interprétations sont possibles : ou les adultes italiens bénéficient déjà de ces opportunités, ou ils se contentent d'émettre un vœu.

À la lecture des données fournies par Ilvo Diamanti et Fabio Bordignon (dans le cadre des enquêtes menées par l'Institut LaPolis), il faut souligner dès le départ que 56 % des Italiens interrogés en octobre 2004 considèrent la mondialisation et l'internationalisation de l'économie comme une opportunité, contre 16 % qui y voient une menace. Dans le même sens, 66,5 % des Italiens estiment que le processus d'intégration dans l'Europe este une opportunité alors que 10 % pensent le contraire. Naturellement, plusieurs questions s'articulent autour de la notion de mondialisation, dont certaines d'ordre culturel, et le plus souvent, économique. Étant donné la faiblesse des Verts, les questions telles que le changement climatique et la pollution ne sont pas sérieusement débattues sur la place publique, même si le gouvernement italien a rapidement ratifié le traité de Kyoto. Cela ne signifie pas pour autant que les Italiens ne se soucient pas de l'environnement. Bien qu'ils n'affichent pas vraiment un comportement respectueux de celui-ci, une enquête menée en 2003 révèle que 94 % d'entre eux se disent préoccupés voire très préoccupés par la « destruction de l'environnement et des ressources naturelles ».

Le phénomène complexe de l'immigration influe et a toujours influé sur le débat autour de la mondialisation. En raison entre autres du faible taux de natalité, l'économie italienne a besoin d'accueillir un grand nombre d'immigrés, et pas uniquement pour de petits travaux. En Italie, les immigrés proviennent de nombreux pays, appartiennent à des communautés socioculturelles variées et amènent avec eux, si l'on peut dire, autant de problèmes différents. Bien que les immigrés d'Europe orientale se soient aisément intégrés à la société italienne, ils sont souvent accusés de pratiquer des activités criminelles, surtout dans le Nord de l'Italie. Les immigrés issus des pays méditerranéens, africains et asiatiques connaissent plus de problèmes d'intégration, que certains attribuent à leur identité culturelle et à leurs convictions religieuses. S'il ne faut pas nécessairement parler de « conflit de civilisations » en gestation, on assiste tout de même à un « conflit de styles de vie », lié aux pratiques religieuses des musulmans et à la place de la femme dans les familles et les communautés musulmanes.

Si l'on excepte les activités commerciales chinoises et les pratiques de dumping, les questions économiques ne figurent pas au premier plan du débat sur la mondialisation. Il semble qu'un nombre relativement conséquent de petits chefs d'entreprise italiens aient

résolu leurs problèmes de salaires en délocalisant leurs activités dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, notamment pour l'instant en Roumanie, en Slovaquie et en Albanie. D'autres chefs d'entreprise profitent du contexte actuel pour « exploiter » des immigrés clandestins. Les syndicats italiens tentent, bon an mal an, de lutter contre ce phénomène, et les organisations caritatives et religieuses s'attachent à venir en aide aux immigrés, sans différencier nécessairement les immigrés légaux des clandestins. Ceci étant dit, même le souci de préserver l'identité italienne ne s'associe pas toujours au problème de la mondialisation. Après tout, de nombreux Italiens ont émigré aux États-Unis, dans des pays latino-américains et dans des pays européens plus riches bien avant que l'on parle de mondialisation. D'ailleurs, la libre circulation des travailleurs des États membres n'est pas mise en cause et ne semble poser aucun problème : l'Italie n'a jamais redouté l'invasion du fameux « plombier polonais ». En revanche, l'immigration issue de pays non européens apparaît comme une menace sérieuse pour des raisons économiques, culturelles et sociales. Étant donné la situation géographique du pays en Méditerranée, les Italiens savent qu'ils ne peuvent avoir recours à aucune solution nationale et espèrent que les responsables de l'Union européenne élaboreront sans tarder une politique commune efficace dans cette zone névralgique.

Outre certaines perceptions négatives (menace sur l'emploi des ressortissants nationaux, hausse des taux de criminalité), l'immigration semble faire surtout débat dans les pays qui ont une faible identité nationale. Or ce serait le cas de l'Italie si l'on en croit la fameuse déclaration du comte Metternich vieille de plus de deux siècles selon laquelle l'Italie n'est qu'une « expression géographique ». Au-delà des efforts du Vatican pour renforcer une identité religieuse catholique, la plupart des recherches précédentes (telles que la très célèbre *The Civic Culture* de Gabriel A. Almond et Sidney Verba, 1959) mettent l'accent sur des facteurs autres que politiques. Être italien, c'est vivre dans un pays qui regorge d'œuvres d'art, abrite des monuments splendides dans un paysage romantique et avoir pour ancêtres Dante, Léonard de Vinci et Michel-Ange. Bien que cette vue d'ensemble corresponde à un pan de la réalité, les données présentées dans le tableau 2 proposent une autre vision du pays, pas nécessairement contradictoire. En général, les Italiens, jeunes et adultes, témoignent d'un attachement plus fort que les autres Européens à tous les facteurs identitaires : la nationalité, la langue, la communauté locale et l'Europe. L'écart est particulièrement flagrant en ce qui concerne la nation et l'Europe. Ce faisant, ils démentent ceux qui prétendent qu'il est plus facile pour les Italiens (par rapport aux Français par exemple) de soutenir une « nation » européenne en raison d'une identité nationale faible. En effet, les Italiens interrogés soulignent que les deux identités ne s'opposent pas forcément et peuvent même cohabiter sans heurts. La reconnaissance de la nation et celle de l'Europe ne devraient pas être considérées comme une espèce de jeu à somme nulle, mais bien plutôt comme un jeu à somme positive. L'avenir nous le dira.

Tableau 2. Facteurs importants pour l'identité personnelle

	ITA J	ITA A	REF J	REF A
Nationalité	4,318	4,411	3,909	3,922
Langue	4,736	4,629	4,512	4,472
Communauté locale	4,003	4,107	3,808	3,919
Identité européenne	4,118	4,290	3,459	3,415

Nous allons tenter de savoir dans quelle mesure la situation économique d'un pays influence sa perception de la mondialisation. D'autres facteurs peuvent entrer en ligne de compte, comme les perspectives d'avenir des citoyens dans la sphère privée et l'interaction entre le contexte économique national et les attitudes individuelles face à la mondialisation. Toutes les enquêtes ont mis en exergue le même écart entre l'optimisme des Italiens sur leurs opportunités socio-économiques et leur pessimisme sur le fonctionnement du système politique, des institutions gouvernementales et de la démocratie italienne, comme le montre régulièrement l'Eurobaromètre. Depuis une trentaine d'années, près de 60 % des Italiens se déclarent un peu ou très mécontents quant au fonctionnement de leur démocratie, quel que soit le gouvernement ou la coalition au pouvoir. L'image qu'ont les Italiens de leurs problèmes personnels et politiques n'est pas très affectée par la situation et les prévisions économiques.

Depuis 1991-1993, le système politique italien connaît une transition institutionnelle difficile qui se traduit par un climat d'angoisse collective. La faiblesse des institutions, le comportement politique imprévisible des partis et de leurs dirigeants, voire l'incompétence et l'intégrité douteuse de certains pèsent visiblement sur les perceptions individuelles de la mondialisation. Il faut également relever que les Italiens se disent capables de gérer eux-mêmes les conséquences de la mondialisation ou misent sur la protection de l'Union européenne. Pour obtenir un point de vue global, nous commencerons (tableau 3) par étudier le degré de satisfaction des Italiens par rapport à plusieurs aspects de leur vie quotidienne, puis (tableau 4) leur appréciation globale sur la « personne et la société » (ce sont les mots employés dans l'enquête internationale de l'Institut Kairos Future International).

Tableau 3. Degré de satisfaction par rapport à certains aspects de la vie

	ITA J	ITA A	REF J	REF A
La vie dans son ensemble	4,904	4,973	4,878	4,889
Les finances	4,024	4,027	3,809	3,878
L'emploi	4,361	4,452	4,332	4,519
Situation générale de mon pays	3,217	3,161	3,424	3,282

Selon les réponses du tableau 3, les Italiens de tous âges semblent autant satisfaits de leur emploi que les autres Européens. Il faut toutefois préciser que ce degré de satisfaction est supérieur chez les hommes adultes, les jeunes et les femmes aspirant sans doute encore à des avancements. L'écart le plus important entre Italiens et Européens concerne la question des finances. Tous les Italiens interrogés, jeunes et adultes confondus, semblent curieusement plus satisfaits que leurs congénères européens. Ce constat est aussi valable au sujet de leur perception de la vie dans son ensemble, qui obtient le degré de satisfaction le plus élevé en Italie. En revanche, les Italiens sont un peu plus inquiets que leurs voisins européens quant à la situation générale de leur pays. Ce faible degré de satisfaction commun à la plupart des pays européens exprime probablement une critique des méthodes de gouvernement, un mécontentement général envers la politique et les hommes politiques. Toutefois, ces résultats ne peuvent être interprétés correctement qu'à la lumière des données spécifiques de chaque pays concerné.

Le tableau 4 offre une vue d'ensemble et met en évidence un point commun à toutes les réponses des Italiens : ils nourrissent des perspectives plus sombres que le reste des personnes interrogées, malgré une vision plus positive de leur avenir personnel que de l'avenir de la société. Les adultes sont les plus pessimistes, peut-être parce que dans cette société relativement stagnante, ils ont le sentiment qu'à leur âge (entre 30 et 50 ans), il ne leur reste plus grand-chose à accomplir ou à espérer. Le plus grand écart entre les deux groupes d'âge se rapporte à l'espoir d'obtenir un jour un emploi satisfaisant. Si les deux groupes d'adultes sont les moins confiants (ils pensent probablement que « les jeux sont faits »), les Italiens expriment un désenchantement plus marqué. Pourtant, la majorité des Italiens pensent qu'ils ont – ou qu'ils ont eu – l'opportunité de choisir leur mode de vie. Il convient de noter que les Italiens adultes croient davantage en cette opportunité que leurs jeunes compatriotes, contrairement aux autres Européens. Les chiffres révèlent également une critique envers les sociétés européennes, qui seraient incapables de se retrouver autour d'un objectif commun. Avec le recul ou du fait de leur expérience, les deux groupes adultes sont plus critiques que les jeunes de leur pays.

Tableau 4. Perspectives individuelles et collectives

	ITA J	ITA A	REF J	REF A
J'ai un bel avenir devant moi	4,226 *	3,846	4,645	4,205
La société a un bel avenir devant elle	2,969	2,864	3,311	3,206
Dans mon pays, les gens peuvent choisir leur mode de vie	4,244	4,308	4,534	4,263
Liberté et maîtrise totales de mon avenir	4,251	4,067	4,540	4,198
Mon avenir professionnel est prometteur	4,196	3,839	4,554	4,063
Ma société pourrait s'entendre sur un objectif commun	5,054	5,151	4,995	5,053
Les événements mondiaux influent peu sur ma vie	3,169	2,927	3,364	3,122

** Les chiffres indiquent l'accord de la personne interrogée (de 1 = non à 7 = oui)*

Pour en savoir plus, nous allons nous appuyer sur des données extraites une nouvelle fois du dernier sondage LaPolis réalisé par Ilvo Diamanti et Fabio Bordignon et paru dans *La Repubblica* du 2 janvier 2007. Comme on pouvait s'y attendre, les Italiens misent plutôt sur une augmentation de leurs revenus en 2007 (30,5 %) que sur une baisse (15,2 %). Si les Italiens se disent très optimistes quant à la croissance économique (46,6 % contre 26,2 %), ils sont moins confiants dans l'avenir de la politique de leur pays : 31,3 % prévoient une amélioration, 35,6 % une détérioration. Ces chiffres semblent refléter exactement la situation actuelle d'un électorat très divisé depuis les élections d'avril 2006 que le centre-gauche a remportées sur le fil du rasoir. Il convient de signaler qu'un quart des sondés (25,6 %) n'attendent ni amélioration ni détérioration de la politique italienne : un point de vue pondéré et sceptique.

Les élites et les classes ouvrières (moyennes à inférieures) adoptent-elles des attitudes différentes envers la mondialisation ? Faute de données précises sur la question, nous nous contenterons à ce stade d'élaborer quelques hypothèses. Les divergences possibles dépendent en grande partie du niveau de conscience des problèmes (et des opportunités) engendrés par la mondialisation. Particulièrement sensibles au phénomène, certaines élites italiennes, notamment les chefs d'entreprise, revendiquent le soutien de l'appareil d'État *via* des politiques plus souples et plus efficaces, afin de pouvoir asseoir leur compétitivité sur la scène internationale. Très concernée par les questions internationales, l'Église catholique italienne, pour sa part, s'inquiète des conséquences de l'immigration musulmane et, très prudemment, semble solliciter la réciprocité, c'est-à-dire la possibilité de prêcher dans les pays musulmans. L'Église catholique – et plus précisément le Vatican – souhaiterait également recevoir le soutien de l'État italien pour protéger son statut privilégié. Outre l'absence de débat ou de confrontation animée, les rares intellectuels italiens qui s'intéressent explicitement à la question de la mondialisation adoptent des attitudes directement liées à leurs préférences politiques. En règle générale, les quelques intellectuels de droite qui bénéficient d'une reconnaissance nationale s'opposent à la mondialisation car pour eux, elle traduit, à grande échelle, la volonté hégémonique américaine (Marcello Veneziani, Marco Tarchi). Ils associent systématiquement la mondialisation à la destruction de l'identité et des traditions nationales. Dans la même lignée, les intellectuels d'extrême gauche se déclarent opposés à la mondialisation, vécue comme une américanisation rampante. À leurs yeux, elle reflète surtout l'expansion débridée du capitalisme au plan mondial. Au-delà de l'attachement aux traditions et à l'identité nationales, certains craignent que la mondialisation ne restreigne inexorablement la liberté d'expression dans les débats publics.

Les nombreux intellectuels réformistes qui sont dans l'ensemble favorables à la mondialisation se gardent de le clamer haut et fort. La plupart d'entre eux tiennent pour acquis que la mondialisation favorise le développement de la démocratie, l'expansion et l'extension universelle des droits de la personne, surtout des femmes, la mise en évidence des inégalités, l'émergence d'une prise de conscience mondiale des problèmes tels que la faim, la santé, la guerre, qui peuvent uniquement être appréhendés et résolus à l'échelon

mondial. Mais ils tiennent également compte des problèmes à court terme et de la nécessité de trouver un juste équilibre entre la tradition et le changement. De leur côté, les classes moyennes et les classes laborieuses sont davantage préoccupées par les conséquences concrètes de la mondialisation sur leur vie quotidienne : concurrence plus forte, pertes d'emploi, chocs culturels. Comme dans la plupart des pays, la voix des classes moyennes ne peut être entendue que si un parti les représente, les défend et soutient leurs points de vue. Comme je l'ai indiqué précédemment, le parti des classes moyennes par excellence, Forza Italia, affiche dans l'ensemble une attitude positive, quoique parfois ambiguë envers la mondialisation. En tout état de cause, quand il était au pouvoir (2001-2006), le parti n'a jamais formulé de critique cinglante envers le processus de mondialisation, pas plus que les anciens démocrates-chrétiens qui représentent aussi les classes moyennes. En conclusion, tous ces éléments rassemblés expliquent en grande partie pourquoi la mondialisation ne constitue ni un point de désaccord sur l'échiquier politique, ni une menace particulièrement sensible.

Les classes laborieuses pourraient se sentir davantage menacées par le défi de la mondialisation. Malgré cela, elles ne rejettent pas encore le phénomène pour deux raisons principales. La première est que la classe ouvrière industrielle restante, aujourd'hui très réduite, est bien protégée par les syndicats italiens et par la réglementation du travail en Italie. La seconde est qu'en dépit des délocalisations, la fermeture des usines a rarement été imputée à la mondialisation, mais plutôt aux propriétaires de ces usines, souvent des étrangers. On peut donc penser que l'attitude générale des Italiens envers la mondialisation n'est pas nécessairement motivée par leur positionnement social ou par des facteurs de classe. Dans l'ensemble, il existe des facteurs transversaux, facteurs qu'un seul parti ou mouvement peut difficilement exploiter ou s'approprier. Bien que cette question mérite une étude plus approfondie, le niveau d'instruction plus que l'appartenance de classe semble expliquer des interprétations et des perceptions variées. Selon toute probabilité, les Italiens possédant un niveau d'instruction élevé ont le sentiment d'avoir les connaissances et les savoir-faire requis pour mettre à profit le processus de mondialisation. Ce qui est certain, c'est qu'ils sont moins touchés par les effets potentiellement négatifs de la mondialisation. Certaines données fournies par Kairos Future International semblent étayer cette interprétation.

2. LES ACTEURS ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Comme indiqué précédemment, pour l'opinion italienne, l'existence d'un phénomène nommé « mondialisation » a fait une entrée fracassante sur la scène publique en juillet 2001 au sommet du G8 à Gênes, théâtre d'événements sanglants. S'il va sans dire que lesdits événements peuvent faire l'objet d'interprétations diverses, les téléspectateurs ont tout de même été témoins pendant plusieurs jours d'affrontements meurtriers et de violentes altercations entre la police italienne et certains groupes qui stigmatisaient les effets négatifs de la mondialisation ; or ces groupes ne se composaient pas exclusivement

de jeunes et d'Italiens. Il est quasiment impossible d'évaluer l'influence des antimondialistes et des altermondialistes sur l'opinion italienne, surtout lorsqu'ils ont recours à la violence. Bien que ces groupes soulignent un problème de taille, les événements ultérieurs ont montré qu'ils ne bénéficient d'aucun soutien social et politique solide. Parmi eux, quelques rares dirigeants ont été cooptés par des partis de gauche, notamment la Refondation communiste, mais, en acceptant de rejoindre un parti politique, ils semblent avoir oublié leurs engagements premiers. À notre connaissance, aucun n'a suffisamment d'assise pour argumenter en faveur de – ou contre – la mondialisation. Seuls quelques cours d'université se penchent sur la question. Aucune émission télé n'a été consacrée à l'analyse de la mondialisation et à ses conséquences, et la presse écrite n'a proposé aucun article de fond, aucune enquête fouillée sur le sujet. Seules deux grandes pointures du journalisme, Tiziano Terzani et Oriana Fallaci, ont, surtout dans leurs derniers travaux, abordé le thème de la mondialisation, même si le « message » culturel et politique qu'ils entendaient soutenir n'apparaissait qu'entre les lignes.

Terzani, journaliste de gauche, plaidait en faveur de la diversité culturelle mondiale et d'une meilleure circulation de la connaissance entre les peuples. Esprit indomptable, Fallaci a consacré ses dernières forces à critiquer la démission des Occidentaux et notamment des Européens face à la montée en puissance du monde musulman et de l'islam. Malgré une renommée internationale et le succès mondial de son livre *Empire* (écrit avec Hardt), Antonio Negri, n'est pas un héraut des altermondialistes, du moins en Italie, peut-être du fait de ses accointances passées avec les organisations terroristes d'extrême gauche. De la même façon, les rares ONG qui appartiennent à la mouvance altermondialiste sont encore peu visibles à côté de l'Église catholique qui détient un quasi-monopole des activités caritatives, surtout celles vouées à l'Afrique. Sur la scène internationale, Caritas constitue de loin l'association catholique la plus importante. Pour finir, force est de constater qu'à ce jour, aucun économiste, aucun sociologue ou aucun politologue italien n'a écrit de texte culte sur la mondialisation. La quasi-totalité des études disponibles sont des traductions de textes français et anglais et, pour l'instant, ce ne sont pas encore des succès de librairie.

Il faut consulter le tableau 5 pour évaluer l'importance qu'accordent les Européens et les Italiens à certains acteurs dans la régulation de la mondialisation. Les multinationales arrivent en tête, portées par un score légèrement supérieur chez les Italiens. Il n'est guère surprenant que les institutions policières et judiciaires, ainsi que les organisations non gouvernementales, occupent les deux dernières places, mais nous devrions nous en soucier. Comme il fallait s'y attendre, les gouvernements nationaux, et plus particulièrement les autorités italiennes, sont également à la traîne. Inutile de dire que la mondialisation sape d'autant plus le pouvoir d'un gouvernement qu'il est fragile et inefficace (comme le gouvernement italien selon la plupart des analystes). Les citoyens européens s'attribuent en général la capacité de participer à la régulation de la mondialisation. Cette opinion est certes modeste, mais tangible. Les Italiens et les Européens affirment clairement quels sont – ou quels devraient être – les principaux acteurs de la régulation. Paradoxalement, malgré

leur confiance dans le rôle majeur de l'Union européenne, les Italiens semblent lui porter une considération moindre que leurs congénères européens. Ils accordent même une plus grande influence à l'Organisation mondiale du commerce. Incidemment, ils n'ont peut-être pas tort. Pour finir, les personnes interrogées placent les médias quasiment au même rang que les Nations unies. Chacun appréciera. Nous devrions peut-être nous demander si les personnes interrogées ont évalué l'influence des médias telle qu'elle *est* aujourd'hui ou telle qu'elle *devrait* être dans la régulation du processus de mondialisation.

Tableau 5. Principaux acteurs dans la régulation de la mondialisation

	ITA J	ITA A	REF J	REF A
Gouvernements nationaux	3,791	3,670	3,926	3,753
Médias	4,454	4,381	4,430	4,325
Multinationales	5,121	5,303	5,011	5,088
ONG (mouvements sociaux, syndicats, etc.)	3,414	3,618	3,537	3,436
Populations en général	3,872	3,833	4,022	3,906
Institutions policières et judiciaires	3,236	3,265	3,208	3,166
Nations unies	4,427	4,232	4,537	4,280
Organisation mondiale du commerce	4,868	4,803	4,827	4,680
Union européenne	4,791	4,513	4,960	4,758

Le tableau 6 répond peut-être à cette question, car il indique le degré de confiance des personnes interrogées envers chacun des acteurs. Bien qu'ils considèrent les médias comme des acteurs majeurs de la mondialisation, les Italiens (des deux classes d'âge, mais plus particulièrement les adultes) leur accordent un degré de confiance plus que faible. Quant aux gouvernements nationaux, ils cumulent les échecs : premièrement, ils ne sont pas considérés comme des acteurs influents dans le processus de mondialisation ; deuxièmement, ils partagent la queue du peloton avec les médias et les institutions religieuses quant à la confiance que les Italiens leur portent. Les autres Européens livrent le même classement, sauf qu'ils placent les institutions religieuses au dernier rang. Ces chiffres réfutent – du moins pour les huit nations européennes ici représentées – certaines thèses sur le retour de la religion. Malgré leur place majeure dans le processus de la mondialisation, ni les Nations unies ni l'Organisation mondiale du commerce ne sont jugées fiables. Pour finir, l'Union européenne obtient le degré de confiance le plus élevé de toutes les institutions auprès des jeunes Italiens. Contrairement aux idées reçues sur le cynisme des Italiens (le « familisme amoral » tel que le définit la célèbre étude révolutionnaire d'Edward Banfield, *The Moral Basis of a Backward Society*, Glencoe, The Free Press, 1958), les adultes italiens accordent une grande confiance aux « populations en général ».

Tableau 6. Confiance dans les acteurs de la mondialisation

	ITA J	ITA A	REF J	REF A
Gouvernements nationaux	2,703	2,842	2,831	2,788
Médias	2,868	2,693	3,016	2,858
Populations en général	3,916	4,106	3,950	4,077
Institutions policières et judiciaires	3,346	3,624	3,636	3,634
Nations unies	3,983	3,775	3,897	3,620
Organisation mondiale du commerce	3,439	3,190	3,469	3,115
Union européenne	4,000	3,687	3,626	3,255
Institutions religieuses	2,905	3,233	2,528	2,507

À ce stade, l'analyse des données indique que les Italiens et les Européens sont pleinement conscients du processus de mondialisation, peuvent en identifier les principaux acteurs et, en règle générale, semblent en attendre des retombées plus positives que négatives. Néanmoins, dans la plupart des pays, les mouvements antimondialistes ont acquis une certaine visibilité à défaut d'une influence majeure. Dans certains cas, cette visibilité n'est que la conséquence directe de l'établissement d'actions et de réseaux transnationaux. Pour finir, lorsqu'il s'agit de traiter des mouvements antimondialistes nationaux, internationaux et transnationaux, les intellectuels se laissent trop souvent guider par leurs préférences idéologiques. Certains stigmatisent les opposants à la mondialisation comme étant foncièrement réfractaires au progrès ; d'autres approuvent de façon simpliste les mouvements anti- ou altermondialistes qui lutteraient contre le capitalisme et les multinationales, défendraient les valeurs traditionnelles de la communauté et tenteraient de contenir et de réduire les inégalités socio-économiques émergentes.

En ce qui concerne l'Italie, les mouvements antimondialistes sont quasiment absents du débat public ; leur cause ne figurant pas à l'ordre du jour, ils n'influencent guère la politique des pouvoirs publics. D'ailleurs, la part du budget italien consacrée à l'aide internationale est l'une des plus faibles et l'organisme d'État responsable des dotations a fait l'objet d'un scandale de grande ampleur. Du fait de graves problèmes d'organisation, le mouvement antimondialiste peine aussi à se rapprocher de ses homologues étrangers. Les antimondialistes italiens participent cependant activement à toutes les rencontres internationales, notamment celle de Porto Alegre. La presse italienne mentionne les activités du Forum mondial annuel et du Forum social européen, mais ne leur fait pas grand écho. Elle commente ces rassemblements comme elle commenterait n'importe quelle réunion de ministres et de représentants. Ce faisant, elle n'élève ni la portée, ni la qualité d'un débat sur la mondialisation déjà limité.

Ce qui est certain, c'est que le débat – de quelque nature qu'il soit – souffre énormément de la langue pratiquée. Concernant la « sémantique de la mondialisation », les

termes actuellement employés pour décrire les phénomènes associés à la mondialisation trouvent leur source dans une espèce de tour de Babel contemporaine. En premier lieu, la définition même de la mondialisation ne fait l'objet d'aucun consensus. De plus, certains pensent à la base que le phénomène *n'est pas nouveau* et que la mondialisation était même plus étendue au début du xx^{e} siècle. À cette époque, l'Empire britannique avait assis une mondialisation étendue (et relativement humaine) qui allait perdurer un certain temps. Comme nous l'avons indiqué plus haut, nombreux sont également ceux qui pensent que la mondialisation actuelle n'est qu'une forme légèrement remaniée de l'*américanisation*. La mondialisation parle une seule langue, l'anglais, et il semble qu'elle ne peut imposer qu'une culture dominante, la culture anglo-saxonne. En second lieu, on trouve d'une part ceux qui affirment que la mondialisation représente fondamentalement une *étape* dans l'histoire de l'humanité, et d'autre part ceux qui pensent qu'elle est un *processus* en marche.

Qu'il s'agisse d'une étape ou d'un processus, les observateurs et commentateurs italiens soutiennent presque tous que la mondialisation est *inévitable*. Ceci étant posé, ils empruntent des voies différentes. La plupart d'entre eux sont convaincus que le processus est *inévitable* et *positif*, même s'il représente un coût réel en termes de compétitivité, de transformation et d'adaptation. Une minorité à l'inverse insiste sur le caractère *négatif* de la mondialisation, et en particulier sur ses coûts élevés, voire impossible à couvrir. Selon ses détracteurs, le processus annihilera la diversité des cultures, détruira les identités nationales et entraînera l'homogénéisation, le conformisme, l'uniformisation ; il façonnera une (sous-)culture commune, brassant les séries télévisées de seconde zone et les *reality shows*, la pop music et les établissements de restauration rapide de type McDonald's, les communications triviales *via* le Net. Enfin, il ouvrira la voie à de nouveaux obscurantismes, si ce n'est pas déjà fait. Une telle vision justifierait certaines réactions, notamment celles du monde musulman et des pays arabes au nom de l'islam. Pour certains, la lutte contre l'hégémonie américaine et contre la création d'un empire américain sous couvert de défendre les droits universels et d'« exporter » la démocratie devrait s'étendre au-delà de la sphère politique. C'est un devoir moral, même si ce combat passe par le maintien de sultanats autoritaires alliant oppression et répression, sous prétexte de défendre l'authenticité et l'originalité de leurs traditions culturelles et politiques.

À ce stade, une ligne de fracture sépare ceux qui perçoivent la mondialisation comme une force positive, participant à étendre les droits civils, politiques, et plus généralement les droits de l'homme et la démocratie, et ceux qui craignent qu'outre ses effets négatifs, cette force ne serve exclusivement les intérêts de la seule superpuissance restante, voire d'une poignée de capitalistes qui ne se retranchent même plus dans l'anonymat. Les premiers ont souvent une image standard des opposants à la mondialisation. À leurs yeux, les altermondialistes et les antimondialistes sont incapables de s'adapter à la marche implacable du progrès. Les plus jeunes en particulier, soucieux de leur avenir, seraient totalement réfractaires au changement, leur âge et leur inexpérience les empêchant de saisir les complexités de la mondialisation. Refusant d'accepter toute compromission, ils

ne réaliseraient pas que les coûts engendrés par le processus seraient très positivement compensés aussi bien à long terme qu'à court terme.

Si l'on excepte quelques rares articles de fond, la presse italienne, et notamment les quatre grands quotidiens du pays, *La Repubblica*, *Corriere della Sera*, *Il Sole 24 Ore*, et *La Stampa*, ne se pose pas de questions. À plusieurs reprises, ceux qui rejettent ou simplement s'interrogent sur la mondialisation (ou l'une de ses composantes) ont fait l'objet de critiques virulentes. Selon nous, la sémantique employée dans ce débat doit distinguer nettement les différentes composantes du phénomène. Il est facile et naturellement politiquement correct d'assurer que la mondialisation participe à la reconnaissance, à la protection et la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. Reste à déterminer si la vague de mondialisation actuelle fait réellement trembler les dictateurs et offre un environnement plus favorable aux droits de la personne. Certes, il est facile de citer les nombreux avantages produits par la mondialisation des communications (encensée dans la une du *Times* de décembre 2006 consacrée à Internet), mais il ne faut pas négliger les risques encourus en termes de vie privée, qui sont malheureusement d'actualité. Il s'avère à l'inverse très difficile de convaincre certains gouvernements, certains groupes, et de nombreux citoyens des vertus de la mondialisation en ce qui concerne le commerce, les transactions financières et la spéculation. En conclusion, nous pensons que les peurs les plus courantes se focalisent sur la perte éventuelle des valeurs d'une communauté, la destruction des identités et des valeurs traditionnelles, l'apparition d'une culture complètement américanisée et l'émergence d'une situation qui rappelle celle décrite par George Orwell dans *1984*.

Tableau 7. Les plus grandes menaces pour la société de demain

	ITA J	ITA A	REF J	REF A
Pollution de l'environnement	5,973	6,167	5,920	6,056
Pauvreté et famine	5,404	5,600	5,304	5,511
Terrorisme	5,719	5,795	5,493	5,784
Sida et pandémies	5,068	4,916	5,154	5,098
Toxicomanie	4,790	4,858	4,703	4,978
Guerre	5,870	5,809	5,519	5,650
Chômage	5,179	5,185	4,968	5,033
Crime organisé	5,481	5,685	5,098	5,412
Effondrement du système financier mondial	5,066	5,135	4,705	4,857

Les résultats du tableau 7 nous contredisent pourtant. D'après la majorité des personnes interrogées, les plus grandes menaces pesant sur l'avenir sont d'envergure « mondiale » et, curieusement, ne se rapportent en rien à des communautés et à des styles de vie spécifiques locaux ou nationaux. Peut-être une question précise liée par exemple au

multiculturalisme eût pu apporter un éclairage intéressant. Mais indéniablement, les principales menaces citées – pollution de l'environnement, guerre et terrorisme – s'inscrivent dans une problématique mondiale et sont exacerbées par la mondialisation. Cette dernière aggrave également les effets de deux fléaux : le crime organisé et les pandémies. Trois des menaces présentées dans le tableau 7 – le crime organisé, le chômage et l'effondrement du système financier international – effraient particulièrement les Italiens. Les craintes quant au crime organisé, véritable État dans l'État tant son pouvoir est important, s'expliquent aisément, puisqu'il sévit surtout dans les régions méridionales : la Sicile, la Calabre et la Campanie. Dans un pays longtemps frappé par le chômage, on comprend aisément que le spectre de sa réapparition hante les esprits. Pour finir, les Italiens présentant une forte propension à épargner, il n'est guère surprenant qu'ils considèrent l'« effondrement du système financier international » comme une menace très sérieuse. Pour ces trois questions, on observe un décalage important entre les Italiens et les autres Européens.

L'enquête internationale de l'Institut Kairos présente un autre enjeu fondamental : la société idéale de demain telle que les personnes interrogées l'imaginent. À la lecture du tableau 8, nous pouvons constater en premier lieu que les citoyens se prononcent pour une société future équilibrée. Si les Italiens manifestent une certaine préférence pour la vie citadine comparés à leurs homologues européens, c'est probablement en raison de la taille humaine et du caractère convivial de leurs cités. Contrairement aux autres Européens, les Italiens privilégient la baisse des impôts au renforcement de la protection sociale. Cette position traduit sans doute leur perception d'une protection sociale jugée déficiente, et également une certaine défiance envers un État qu'ils pensent incapable d'assurer des biens et des services de qualité. Les trois autres points traitent plus ou moins directement de questions relatives à la mondialisation. Les Italiens de tous âges prônent plutôt le changement, manifestant peut-être ainsi leur mécontentement face à la société actuelle. En ce qui concerne l'égalité des droits entre les citoyens de souche et les immigrés, ainsi que le libre-échange comparé à la protection de l'industrie nationale, tous les groupes opteraient pour un certain équilibre qui pencherait légèrement en leur faveur. À notre sens, il serait juste d'interpréter ces données dans un sens positif : elles expriment une confiance naissante dans la mondialisation.

Tableau 8. Les particularités de la société idéale de demain (échelle de 1 à 3, 5 à 7)

	ITA J	ITA A	REF J	REF A
Vie rurale/citadine	4,871	4,259	4,262	3,749
Baisse des impôts/protection sociale renforcée	3,146	3,207	3,981	3,952
Tradition et stabilité/changement	4,316	4,059	4,206	3,844
Droits égaux/différents entre les citoyens de souche et les immigrés	3,640	3,349	3,547	3,497
Libre-échange et concurrence mondiale/ protection de l'industrie nationale	3,826	3,731	3,764	3,937

3. RÉPONDRE À LA MONDIALISATION

Pendant des décennies, des centaines de milliers d'Italiens ont dû émigrer pour obtenir un travail et une vie décente. Dans les années 1950 et 1960, grâce au « miracle économique », les vagues de migration ont pu être contenues à l'intérieur des frontières nationales. De 5 à 6 millions d'Italiens du Sud ont migré à la recherche d'emplois vers le Triangle industriel (Turin, Milan, Gênes) et plus généralement vers le Nord, et s'y sont souvent implantés avec leur descendance. Depuis une dizaine d'années, cette migration interne se ralentit, car l'économie du Sud se porte mieux. Comme la mobilité géographique, la mobilité de la main-d'œuvre s'est grandement stabilisée, sauf en cas de catastrophe socio-économique majeure. Selon les sociologues et les économistes italiens, ces disparités géographiques cèdent la place à des disparités amplifiées entre les employés du secteur public et ceux du secteur privé. Les premiers bénéficient de la sécurité de l'emploi et sont quasi « intouchables », surtout s'ils sont membres d'un syndicat puissant. Les seconds, principalement les jeunes et les femmes, n'ont aucune stabilité d'emploi. Leurs chances d'obtenir une retraite correcte se réduisent comme peau de chagrin et, pour diverses raisons, ils ne bénéficient pas de l'appui de syndicats. Cette main-d'œuvre qui représente aujourd'hui près de la moitié de la population active peut quasiment être licenciée du jour au lendemain, au bon vouloir de l'employeur. On la définit comme « précaire ».

Dans l'ensemble, les syndicats italiens affichent une attitude plutôt conservatrice quand il s'agit d'innover en matière d'emploi. Durant les deux dernières décennies, alors que les travailleurs peinaient à suivre le rythme des avancées technologiques, ni l'État ni les syndicats n'ont été suffisamment motivés et équipés pour requalifier et recycler les forces vives du pays. En cela, l'Italie est loin derrière l'action remarquable menée par les Suédois et d'une manière générale les syndicats scandinaves et leurs politiques gouvernementales respectives. Jusqu'à récemment, la solution adoptée par l'Italie était simple – pour ne pas dire simpliste – et coûteuse : inciter la main-d'œuvre qui semblait excédentaire à prendre sa retraite anticipée. Conséquence, un régime de retraite en berne qui requiert une réforme de fond à mettre en œuvre malgré l'opposition des syndicats. Il semble d'une part que ces derniers assurent ce qui s'apparente peut-être à une surprotection, et d'autre part que le travailleur italien ne présente aucune prédisposition à la mobilité. Le tableau 9 fournit des éléments de réponse.

Tableau 9. Mobilité personnelle et expérience internationale

	ITA J	ITA A	REF J	REF A
Je voudrais vivre la majeure partie de ma vie dans ma ville	4,094	4,566	3,916	4,478
ailleurs dans mon pays	3,484	3,389	3,436	3,043
presque toute ma vie à l'étranger	3,204	3,037	2,868	2,482
certaines plages de temps à l'étranger mais je rentrerai toujours chez moi	4,435	4,377	4,078	3,897
J'ai voyagé à l'étranger*	1,136	1,075	1,119	1,096
J'ai étudié à l'étranger*	1,748	1,854	1,869	1,864
J'ai travaillé à l'étranger*	1,888	1,816	1,842	1,775
Je voudrais pouvoir voyager et travailler dans le monde entier	5,019	4,763	4,520	4,137
J'envisage de déménager à l'étranger dans les 15 prochaines années	0,180	0,134	0,180	0,116

* *1= oui ; 2 = non*

Les Italiens interrogés brossent un tableau composite et assez inattendu. Les questions portant sur les voyages, les études ou les emplois à l'étranger donnent des résultats très similaires chez les Italiens et les autres Européens. Les Italiens l'emportent sur le dernier point (travail à l'étranger) mais ont un score légèrement inférieur en ce qui concerne les études. Comme on pouvait s'y attendre, les Italiens sont plus nombreux que les Européens à souhaiter demeurer dans leur ville la majeure partie de leur vie. Paradoxalement, ils sont aussi plus nombreux à souhaiter passer la majeure partie de leur vie à l'étranger et, dans tous les cas, à souhaiter vivre à l'étranger pendant certaines périodes. Dans le même temps, un nombre supérieur d'Italiens déclare vouloir voyager et travailler à l'étranger. Cette aptitude à la mobilité géographique constitue un point fort. Ceci étant dit, rares sont ceux qui prévoient de déménager à l'étranger dans les quinze ans à venir ; rares quoique présents puisqu'ils sont quand même 18 %.

Le protectionnisme répond-il aux problèmes soulevés par la concurrence économique mondiale ? Le protectionnisme est presque tabou sur la place publique. En général, les mesures protectionnistes visent les produits chinois (textiles et chaussures) qui inondent le marché italien, ou les contrefaçons fabriquées sur le territoire italien par un réseau d'immigrés clandestins qui vivent dans des conditions misérables, sous la houlette d'un contremaître. Sauf cas de force majeure, les réglementations de l'Union européenne interdisent aux pays membres tout recours individuel à des mesures de type protectionniste. Même les syndicats italiens ne considèrent pas le protectionnisme comme une solution adéquate face aux problèmes soulevés par la mondialisation ou par les formes de concurrence déloyale. Quant aux chefs d'entreprise, ils réclament principalement un État plus efficace, capable de leur fournir des infrastructures décentes, moins de paperasserie, un

renforcement du soutien logistique et politique des ambassades italiennes, notamment en Europe de l'Est ; en effet, ils doivent y affronter des entreprises concurrentes allemandes et françaises qui sont promues et soutenues par un appareil d'État beaucoup plus musclé, mieux équipé et plus énergique. Les entreprises italiennes qui tentent de s'implanter dans les pays asiatiques connaissent le même problème, mais à une plus grande échelle. Le charme et le raffinement de la création italienne ne pallieront pas éternellement les insuffisances d'un système obsolète et freiné par la bureaucratie. Le protectionnisme ne constitue en rien une solution viable, parce qu'il serait très difficile voire impossible à pratiquer, et parce qu'un pays comme l'Italie, qui est un gros exportateur, pâtirait énormément des mesures de rétorsion à prévoir.

L'UE représente-t-elle le niveau de gouvernance adéquat pour protéger les États contre toutes les retombées de la mondialisation ? L'UE est-elle associée à la mondialisation dans le débat public ? Dans la négative, quel est le niveau de gouvernance (local, national, international) jugé approprié ? Ces questions sont primordiales. Pour une multitude de raisons, dont le fait que l'Italie a été l'un des membres fondateurs des premières institutions européennes, l'Union européenne est perçue sous un jour favorable, comme je l'ai déjà souligné. Très souvent, et pas seulement en l'absence totale de solutions nationales, l'opinion italienne tend à penser que l'Union européenne détient le niveau de gouvernance adéquat pour venir à bout des problèmes. Des associations italiennes ont parfois décrié certaines réglementations spécifiques imposées par l'Union européenne ; les gouvernements italiens eux-mêmes tardent souvent à intégrer ces réglementations dans la législation nationale, sous couvert d'une conception quelque peu « byzantine » des institutions. Parfois, l'Union européenne sert même de bouc émissaire pour remédier à l'incompétence de certains gouvernements qui tentent de rejeter sur elle et sur ses réglementations injustes et démesurées toute la responsabilité de leur inaction. Elle peut également servir d'alibi pour justifier la mise en œuvre de politiques et de réformes impopulaires : restrictions budgétaires, réforme du système de protection sociale, règles de sécurité. En fin de compte, presque tous les Italiens s'accordent à penser que la plupart des problèmes, y compris l'immigration, trouveront une solution adéquate, si tant est que tous les États membres acceptent de coopérer.

L'Union européenne est souvent considérée comme le (seul) niveau de gouvernance adéquat, même si parfois des responsables politiques, des observateurs et des intellectuels mentionnent le rôle que peuvent jouer les Nations unies. Certains rêvent également d'un « gouvernement mondial », mais parmi les Italiens bien informés, rares sont ceux qui croient encore en cette illusion ancestrale. L'Union européenne, ses politiques, ses prérogatives et le pouvoir qu'elle détient semblent donc perçus comme la seule arme politique et institutionnelle capable d'endiguer le processus de la mondialisation et de protéger les États membres contre ses conséquences néfastes. Régulièrement, l'Union européenne se voit reprocher son immobilisme et le fait qu'elle tarde à mettre en œuvre des politiques adéquates et efficaces. Peu enclines à l'autocritique, la classe politique et la population italiennes ne se demandent pas ce qu'elles devraient faire pour l'Europe, mais bien plutôt

ce que l'Union européenne devrait faire pour elles. Si les Nations unies sont rarement mentionnées, comme nous l'avons dit précédemment, d'autres organisations internationales (dont certaines directement issues de l'ONU) sont parfois évoquées eu égard à la mondialisation. Certains désignent notamment l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale comme ayant la capacité de canaliser la mondialisation et ses effets. Pourtant, ce sont leurs insuffisances qui sont le plus souvent mises en avant. En fin de compte, si l'on excepte les partisans de la mondialisation et les sympathisants des mouvements antimondialistes et altermondialistes, un sentiment domine : le mécontentement. Mais les dirigeants du pays n'émettent pas en réponse des propositions dynamiques, originales ou novatrices.

En ce qui concerne le niveau de gouvernance national – sans aller jusqu'à dire qu'il n'a plus aucune incidence –, deux arguments prouvent qu'il ne peut jouer qu'un rôle mineur dans la gestion de la mondialisation. Premièrement, chacun sait qu'aucun gouvernement national ne peut dans sa tour d'ivoire vaincre les effets négatifs de la mondialisation ou se prévaloir de ses retombées positives. Il suffit pour s'en convaincre d'observer des États aussi puissants que la France et l'Allemagne. Deuxièmement, le peuple italien a perdu toute confiance dans ses gouvernements nationaux, dans leur compétence, leur volonté d'accomplir des réformes difficiles, leur engagement à mobiliser les ressources du pays pour lutter contre la mondialisation. Cet état de fait explique en grande partie la confiance que les Italiens placent désormais dans les institutions de l'Union européenne. Enfin, personne n'a jamais cru un instant que les autorités locales pouvaient faire face à la mondialisation. Toutefois, le concept (plus que la pratique) de la subsidiarité rencontre un succès grandissant ; selon celui-ci, certains problèmes peuvent effectivement se résoudre à l'échelon local, et l'échelon supérieur ne peut prendre en charge que les problèmes non résolus localement.

Dans certains cas, l'accent mis sur la subsidiarité et le niveau de gouvernance local masque un esprit de clocher relativement développé en Italie. Dans d'autres cas, l'accent mis sur les traditions locales s'appuie sur une interprétation indulgente du communautarisme. La défense de la gouvernance locale est aussi le cheval de bataille des tenants de la reconstruction d'un système démocratique classique pour combattre les effets de la mondialisation : au niveau local, la participation et l'engagement des citoyens peuvent asseoir l'influence et les compétences de leurs représentants politiques. Un slogan séduisant est né de ces expériences ou réflexions « théoriques » : « local quand c'est possible ; mondial quand c'est nécessaire ». Le nouveau terme « glocal » est devenu la définition magique de cette combinaison complexe de niveaux de gouvernance différents et de l'activisme politique des citoyens.

4. LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ITALIE

Enfin, pour bien comprendre le comportement des Italiens par rapport à la mondialisation, il faut tenir compte de plusieurs facteurs structurels. Premièrement, abstraction faite d'une certaine élite intellectuelle, professionnelle et dirigeante, les Italiens restent plutôt centrés sur leurs propres préoccupations. Ils ne comprennent guère les phénomènes internationaux auxquels ils ne s'intéressent d'ailleurs pas. Deuxièmement, la mondialisation en tant que telle ne perce ni dans la sphère publique ni dans les débats privés. Même les thèmes connexes tels que l'immigration, les délocalisations, les opérations financières internationales et Internet sont analysés séparément et non – à tort ou à raison – sous l'angle global de la mondialisation. En conséquence, en Italie, le phénomène ne suscite pas encore de craintes et de critiques, mais reçoit plutôt un accueil indifférent ou positif. Les Italiens, dans leur immense majorité, souscrivent probablement à l'affirmation selon laquelle « la mondialisation existe, elle fait partie intégrante de notre vie et de notre histoire, et peut contribuer à promouvoir les droits de l'homme et la démocratie ». Troisièmement, la plupart des Italiens obéissent à un principe absolu selon lequel lorsqu'un problème surgit, il faut trouver un arrangement vaille que vaille (*arrangiarsi*). Certes, les autorités peuvent aider à résoudre le problème, mais pas complètement. Depuis un certain temps, les Italiens semblent faire confiance à l'Union européenne et à ses institutions pour trouver des solutions et les imposer à l'État italien. Quatrièmement, les Italiens n'agissent jamais mieux que dans l'urgence.

Dans des circonstances exceptionnelles, les Italiens ont prouvé qu'ils avaient la capacité de coopérer et de produire un effort collectif. En témoignent la reconstruction du pays après la Seconde Guerre mondiale ou la réussite du passage à l'euro. À ce jour, la mondialisation n'apparaît pas comme un danger aux effets potentiellement dévastateurs. Il ne semble donc pas nécessaire d'y apporter une réponse coordonnée commune. Les Italiens placent au premier plan d'autres problèmes plus importants à leurs yeux : l'immigration, les délocalisations, l'environnement, et éventuellement le choc des civilisations et la construction d'une société multiculturelle. Pour l'heure, les élites politiques, universitaires et intellectuelles, pourtant promptes à jeter de nouveaux thèmes dans l'arène médiatique, ne s'intéressent que marginalement à la mondialisation et ne travaillent guère sur le sujet. La jeunesse italienne, impatiente et soucieuse de son avenir, se préoccupe plus de son entrée dans la vie active qu'aux conséquences collectives d'une mondialisation galopante sur le marché du travail italien.

LES POLONAIS FACE A LA MONDIALISATION

Frédéric BAFOIL
Directeur de recherche au CNRS-CERI

Marcin DABROWSKI
PhD Student, Paisley Business School, University of Paisley

INTRODUCTION

En matière d'ouverture au monde – qu'il s'agisse des échanges économiques, des représentations ou des valeurs, en bref de mondialisation –, la Pologne offre un visage paradoxal.

Coexistent un grand soutien au libéralisme anglo-saxon qui s'enracine dans la « thérapie de choc » adoptée en 1990 pour faire passer sans transition le pays du communisme au marché, et un non moins large soutien à l'État providence dont témoigne depuis seize ans la permanence de dépenses publiques élevées. De tous les pays intégrés en 2004, la Pologne est en effet le pays qui a consacré la part la plus importante de son budget aux politiques sociales (voir annexes).

Mais ce paradoxe est-il si original ? Nullement si l'on considère qu'avant 1989, la Pologne était le pays du bloc soviétique le plus ouvert politiquement. Cette ouverture, la Pologne la devait aux nombreuses révoltes qui ont scandé les quarante années de domination communiste (1956, 1968, 1970 et 1971, 1976, et dans les années 1980 avec le mouvement Solidarnosc). Solidarnosc a représenté le soulèvement le plus abouti au sein du bloc soviétique. Cet immense mouvement social regroupa jusqu'à 10 millions d'adhérents, et diverses sensibilités virent le jour en son sein, des plus nationalistes aux plus ouvertes, sur le plan politique comme sur le plan économique. Un courant plaida pour une république autogérée sur les bases du maintien de la propriété publique nationale et d'un vaste État providence érigé en faveur des ouvriers ; un second courant, alors minoritaire, se déclara en faveur de la propriété privée, de l'initiative individuelle, de l'ouverture à l'Ouest et des privatisations.

C'est ce dernier courant qui l'a emporté en 1989-1990, se trouvant en phase avec « l'air du temps » qui privilégiait, à ce moment de l'histoire, les approches de type thatchériens, les « *epistemic communities* » outre-Atlantique (notamment le FMI et la BM) et l'aspiration du plus grand nombre de citoyens, désireux d'atteindre au plus tôt les rives de l'abondance. En 1990, une fois le communisme défait, la Pologne s'illustra ainsi en

faisant le choix d'une politique de réforme radicale, dite « thérapie de choc », qui devait conduire à la privatisation intégrale du patrimoine public et à la libre entreprise.

Mais cette réforme se heurta à une considérable coalition de groupes d'intérêts qui n'entendaient pas perdre leurs avantages acquis de longue date. Au sein de cette coalition hétéroclite s'agrégèrent de nombreux groupes, par ailleurs très hostiles entre eux : ceux qui se prévalaient du catholicisme, ceux qui restaient attachés aux partis de l'ancien régime, les ouvriers qualifiés, les paysans (qui représentaient alors 20 % de la population), les petits exploitants (largement majoritaires), et d'autres groupes d'individus privilégiés par l'ancien régime. Tous firent obstacle au vent nouveau qui soufflait en faveur des mesures d'ouverture du capital aux étrangers, d'obtention des investissements directs étrangers (IDE), et d'intégration dans l'Union européenne.

Alors que cette résistance a conduit à une série de compromis entre les élites libérales (issues des rangs de Solidarnosc) et les courants opposés à la privatisation, la scène politique polonaise s'est structurée durant la décennie 1990 autour de deux axes : le premier oppose les tenants de la mondialisation aux tenants du souverainisme et de l'étatisme. Le second axe oppose les tenants du marché à ceux de l'État.

Dans ce paysage, l'Église catholique se répartit de manière équilibrée en insistant soit sur les valeurs d'ouverture propres aux messages de Jean-Paul II, soit sur celles de fermeture et de nationalisme. De la même manière, l'opinion proatlantiste est un choix qui ne semble pas cliver les partis tant elle est partagée par tous, en dépit du fait qu'une majorité de l'opinion publique se déclare hostile à l'engagement aux côtés des Américains dans la guerre en Irak. Ces deux axes, celui de la solidarité et celui de l'« américanisation » semblent constituer les parties de l'identité collective polonaise aujourd'hui.

Ces éléments permettent de comprendre les différentes perceptions de la mondialisation par les citoyens polonais, la faveur qu'une majorité lui accorde, et les vastes résistances qu'elle occasionne.

1. LA MONDIALISATION, OBJET DU DÉBAT PUBLIC POLONAIS

1. 1. Comment les Polonais perçoivent-ils la mondialisation ?

Une perception vague

Bien que la plupart des Polonais connaissent le terme *mondialisation*, en réalité peu d'entre eux sauraient lui donner une définition. Selon une étude du CBOS[1], 62 % des personnes interrogées déclarent avoir rencontré ce terme, mais seulement une sur

1. *Spoleczne rozumienie i oceny globalizacji* (« Compréhension et évaluation sociale de la mondialisation »), CBOS, janvier 2004.

trois le comprend. La connaissance du mot *mondialisation* semble être liée au niveau d'éducation : 99 % des sondés ayant un diplôme d'éducation supérieure ont rencontré ce terme et 79 % d'entre eux affirment le comprendre, tandis que seulement 31 % des personnes ayant un niveau élémentaire d'éducation ont rencontré ce terme, et seulement 11 % d'entre elles le comprennent.

Quelle définition ?

Comment les Polonais définissent-ils la mondialisation ? Les enquêteurs du CBOS ont demandé à ceux qui ont déclaré qu'ils savaient ce qu'était la mondialisation d'en expliquer le sens. Environ un tiers d'entre eux ont donné des réponses plutôt générales (32 %), soulignant surtout les phénomènes d'uniformisation et d'unification (15 %), et évoquant des processus ayant un impact global, l'émergence de la communauté mondiale, l'abolition des frontières ou le « rétrécissement » du monde (respectivement 4 %, 4 %, 5 %, 3 %). Il est intéressant de noter que 3 % des sondés associent la mondialisation à la création d'une commune mondiale, à la « kolkhozisation » du monde.

Le Centrum Badania Opinii Spolecznej (« Centre d'études d'opinion sociale ») est la plus ancienne et une des plus grandes institutions d'enquêtes d'opinions en Pologne. Ses enquêtes concernent les principaux problèmes sociopolitiques et économiques et servent comme source d'information aux principaux médias. Depuis 1997, le CBOS jouit du statut d'institution indépendante chargée des enquêtes sociales d'utilité publique. Le centre est dirigé par un conseil composé d'experts issus des milieux académiques, mais également de représentants de la Diète, du Sénat, du Premier ministre et du président de la République.

La mondialisation perçue avant tout comme un phénomène économique

Cependant, la majorité des personnes interrogées a tendance à associer la mondialisation aux phénomènes économiques tels que l'émergence d'une communauté économique globale, la liberté économique et la création des entreprises multinationales. L'aspect économique de la mondialisation semble être le plus apparent aux yeux de la société (53 % des sondés l'évoquent). Ainsi, 29 % des personnes interrogées définissent la mondialisation comme l'émergence d'une communauté économique mondiale, comme l'unification des marchés et la multiplication des liens économiques entre pays. 9 % des sondés perçoivent la mondialisation comme porteuse de mesures telles que le marché libre, la libéralisation du commerce et le libre flux de capital, de marchandises et de technologies.

Plus rarement, les sondés associent la mondialisation au développement économique et à la croissance du bien-être (respectivement 2 % et 1 %) ou, inversement, au creusement des inégalités entre pays (1 %).

Enfin, un groupe relativement significatif de sondés définit la mondialisation comme concentration du capital. Selon 13 % des interrogés, les fusions des entreprises,

la création des multinationales et la disparition des petites entreprises sont des symptômes de la mondialisation. Pour certains sondés, le grand capital prend le pouvoir sur l'économie mondiale (4 %).

Cette perception dominante de la mondialisation comme un phénomène économique se trouve confirmée par l'étude de Kairos Future International menée en 2006, selon laquelle beaucoup de Polonais associent la mondialisation à la mobilité et au commerce accru entre les pays (respectivement, sur l'échelle de 1 à 7 : 5,09 et 5,15 chez les jeunes et 4,97 et 5,13 chez les 30-50 ans).

Une mondialisation politique ?

Moins nombreux sont ceux qui soulignent l'aspect politique de la mondialisation (18 %). L'unification des pays, la multiplication des liens politiques et l'émergence d'un organisme étatique commun sont évoquées par 7 % des sondés. En outre, certains définissent la mondialisation comme la création d'un gouvernement mondial pour gérer la planète (3 %) ou comme la coopération des États dans différents domaines. Notons que 3 % des sondés donnent l'Union européenne comme exemple de mondialisation. Enfin, certains l'associent à la diffusion de la démocratie (2 %) et de la paix (1 %).

Dans certaines réponses, l'accent n'est pas mis sur l'aspect économique ou sociopolitique de la mondialisation, mais sur des conséquences qui lui sont liées. Ainsi, certains sondés associent la mondialisation à la centralisation de prise de décision, à la concentration du pouvoir sur le monde (3 %) ou à une relation de domination et de soumission dans les domaines politique et économique (3 %). Enfin, une partie des interrogés définit la mondialisation comme un processus de domination d'un petit nombre des pays riches sur les pays pauvres ou de soumission du monde entier aux intérêts des oligarques internationaux (4 %).

Une mondialisation culturelle ?

Les sondés soulignent rarement l'aspect socioculturel de la mondialisation. Ils sont seulement 8 % à percevoir la mondialisation comme un processus menant à la création d'une société mondiale et à l'unification des nations et cultures, voire à l'effacement des différences culturelles.

Figure 1. Comment les Polonais définissent-ils la mondialisation ?

Que veut dire pour vous le terme mondialisation ?	
Définition générale	32 %
Uniformisation, unification, assemblage	15 %
Processus et actions ayant un impact global et un caractère supranational	4 %
Uniformisation, unification du monde, communauté mondiale	4 %
Monde sans frontières, ouverture des frontières	5 %
Le monde comme un village global, rétrécissement du monde, diminution des distances entre les États	3 %
Commune internationale, « kolkhozisation » du monde entier	3 %
Agrandissement de quelque chose, élargissement abstrait	2 %
Aspect économique de la mondialisation	53 %
Communauté économique mondiale, unification des marchés mondiaux, liens économiques entre les pays, économie mondiale, unification économique	29 %
Liberté économique, marché libre, libre commerce, libre flux de capital, technologies, marchandises	9 %
Développement économique, croissance économique	2 %
Égalisation des niveaux du développement économique des différents pays	2 %
Croissance du bien-être, amélioration des conditions de vie	1 %
Aggravation des inégalités économiques entre les pays et les gens	1 %
Au niveau des entreprises :	
Fusions, création de multinationales et disparition des petites entreprises, fusions des capitaux en structures supranationales	13 %
Pouvoir du capital, des entreprises multinationales, multinationales prennent le pouvoir économique et contrôlent l'économie mondiale	4 %
Aspect politique de la mondialisation	18 %
Unification des pays, liens politiques entre les pays, intégration des États, organisme étatique commun	7 %
Gouvernement commun des États, gestion globale de la planète, unification des forces et des moyens politiques	3 %
Coopération des États dans différents domaines, actions communes des États	3 %
Union européenne	3 %
Uniformisation de la loi et des normes sociopolitiques, développement de la démocratie	2 %
Fin des guerres, paix dans le monde	1 %
Aspect socioculturel de la mondialisation	8 %
Création d'une société mondiale, unification des nations et cultures, effacement des différences culturelles, effacement des nations	8 %
Liberté de flux d'informations	1 %
Autres aspects de la mondialisation	9 %
Centralisation des décisions et actions (politiques, économiques), concentration de la prise de décision par un acteur	3 %
Relation de domination et soumission en économie et politique	3 %
Domination des riches sur les pauvres	4 %
Difficile à dire	1 %

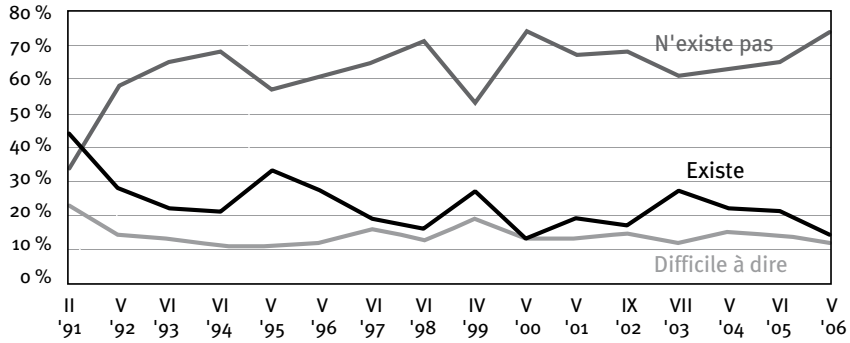
La Pologne et les autres pays

Comment les Polonais perçoivent-ils la position de leur pays en Europe et dans le monde ? Depuis plusieurs années, les études du CBOS montrent que de plus en plus de sondés perçoivent favorablement la situation internationale de la Pologne[2]. En effet, en 2003, 55 % des Polonais interrogés exprimaient cette opinion (28 % d'avis contraires), en 2004, ils étaient 45 % (41 % d'avis contraires), en 2005, 60 % (26 % d'avis contraires) et, en mai 2006 ils représentaient 52 % des sondés (contre 32 % d'opinions négatives).

En 2006, le nombre de polonais à avoir une opinion négative sur la position de la Pologne dans le monde a augmenté, ce qui pourrait suggérer l'existence d'une conviction qu'un danger pèse à l'encontre de la souveraineté nationale. En réalité, c'est la situation contraire qui prévaut : en 2006, près des trois quarts des Polonais (74 %) estimaient qu'il n'y avait pas de danger pour la souveraineté nationale, ce qui correspond à une augmentation de 9 % par rapport à l'année précédente. Notons que le nombre des sondés exprimant des craintes par rapport à un danger extérieur menaçant la souveraineté du pays diminue progressivement depuis 2003, ce qui est sans doute lié au fait de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne et à la disparition des craintes par rapport à la perte de souveraineté au profit de Bruxelles. Dans une autre étude du CBOS parue en février 2006, le taux de satisfaction à l'égard de l'intégration de la Pologne dans l'UE s'élève à 88 %, ce qui est le taux le plus élevé de tous les nouveaux entrés.

Il est également intéressant de noter que les opinions ne semblent pas dépendre des convictions politiques et ne sont pas davantage liées à l'appartenance à un quelconque groupe sociodémographique. Par ailleurs, les enquêteurs notent que les personnes peu intéressées par les questions politiques tendent à adhérer au stéréotype pessimiste de la destinée de la Pologne.

Figure 2. Existe-t-il un danger extérieur menaçant la souveraineté de la Pologne ?



Source : CBOS.

2. *Postrzeganie sytuacji Polski na arenie miedzynarodowej* (« La perception de la situation de la Pologne sur l'arène internationale »), CBOS, juin 2006.

L'étude de Kairos met en valeur des données intéressantes par rapport à la proximité que les Polonais ressentent par rapport aux autres nations. Sans surprise, les Polonais déclarent se sentir proches de leurs compatriotes (sur une échelle de 1 à 7, 4,5 chez les 16-29 ans et 4,7 chez les 30-50 ans). Ils se sentent également proches des Européens (4,22 chez les 16-29 ans et 4,36 chez les 30-50 ans), mais sensiblement moins proches des habitants des pays voisins (3,88 chez les 16-29 ans et 4,00 chez les 30-50 ans), certainement en raison du poids de l'histoire marquée par des tensions avec ces pays. À cet égard, il est intéressant de noter que les jeunes se sentent moins proches des Européens et des habitants des pays voisins que les Polonais entre 30 et 50 ans.

Les pays européens

Dans une enquête sur les relations de la Pologne avec d'autres pays européens[3], les sondés, interrogés sur l'identité de leurs principaux alliés, font avant tout référence à l'Allemagne (35 %) au Royaume-Uni (28 %), mais également à la France (19 %), à l'Espagne et à la République tchèque (16 %). Les enquêtes ne dégagent pas un pays européen particulier qui serait perçu comme étant hostile à la Pologne. À cet égard, les trois plus grands pays européens sont mentionnés avec quasiment la même fréquence : la France (26 %), l'Allemagne et le Royaume-Uni (chacun 25 %). Il est notable que, sur ce point, les opinions des Polonais changent rapidement en fonction des alliances nouées lors des négociations entre pays membres de l'UE et d'autres événements liés à la politique européenne. Ainsi, entre janvier 2004 et janvier 2006, le nombre des Polonais estimant que la France faisait partie des pays hostiles à la Pologne a diminué de 54 % à 26 %. Concernant l'Allemagne, les opinions ont évolué dans le sens d'une meilleure perception, passant de 57 % à 25 %, pendant que, dans le même temps, le nombre des Polonais considérant l'attitude de la Royaume-Uni par rapport à la Pologne comme hostile a considérablement augmenté, passant de 13 % à 25 %. Il faut lier ce phénomène aux positions prises par Tony Blair par rapport au budget de l'UE (le Premier ministre britannique s'était déclaré défavorable à tout projet excédant 1 % du PIB européen). Face à cette variation des opinions, il peut paraître surprenant que la grande majorité des sondés se prononce en faveur d'alliances durables avec les partenaires européens (68 %).

Les États-Unis

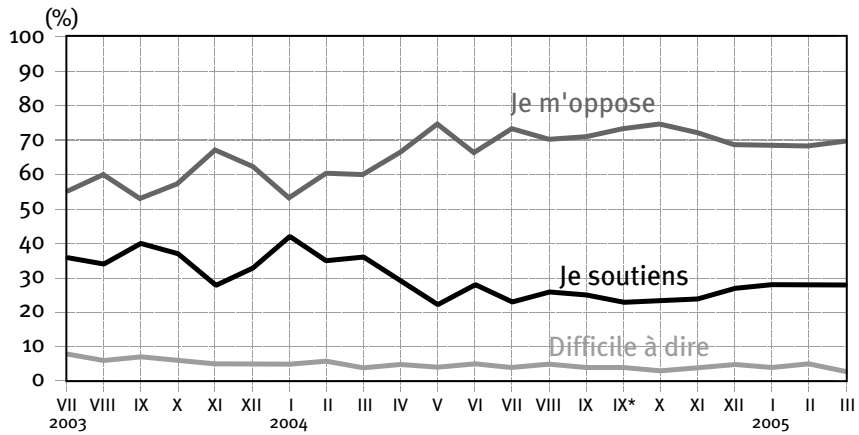
La perception que les Polonais ont des relations avec les États-Unis et du rôle de ce pays dans le monde mérite une attention particulière. En effet, l'alliance avec les États-Unis a toujours été une priorité de politique étrangère de la Pologne après la chute du communisme, ce qui a pu susciter frustration voire incompréhension chez ses partenaires européens. On se souvient des propos du président Kwasniewski en 2002 : « Si c'est la position de Georges Bush, c'est la mienne ». Pour autant, les perceptions des Polonais suivent-elles l'orientation proaméricaine des gouvernements successifs ? Les sondages montrent que la plupart des Polonais jugent le rôle des États-Unis dans

3. *Ocena brukselskiego szczytu i postrzegany stosunek panstw UE do Polski* (« L'évaluation du sommet bruxellois et la perception des attitudes des pays de l'UE par rapport à la Pologne »), CBOS, février 2006.

le monde après la fin de la « guerre froide » comme ambivalent (55 %)[4]. Cependant, le nombre des sondés affichant des opinions positives est deux fois plus élevé (23 %) que ceux qui se montrent critiques (11 %). Cela dit, la politique étrangère actuelle de cette superpuissance est perçue comme facteur d'instabilité et de conflits dans le monde par 58 % des sondés ; seuls 21 % soutiennent que cette politique favorise la paix et la stabilité. Il est intéressant de souligner que le nombre de sondés à ne pas avoir d'opinions là-dessus est faible (11 %). À titre de comparaison, près de 20 % des sondés ne sont pas capables de se prononcer sur la politique étrangère de la Pologne.

Enfin, depuis le début de la guerre en Irak et l'engagement polonais au côté de la coalition menée par les États-Unis, selon les sondages du CBOS[5], le nombre de Polonais s'opposant à la participation de leurs troupes dans ce conflit est plus élevé que celui de leurs partisans (en mars 2005, respectivement, 69 % contre 28 %).

Figure 3. L'attitude des Polonais par rapport à la présence des troupes polonaises en Irak



Source : CBOS.

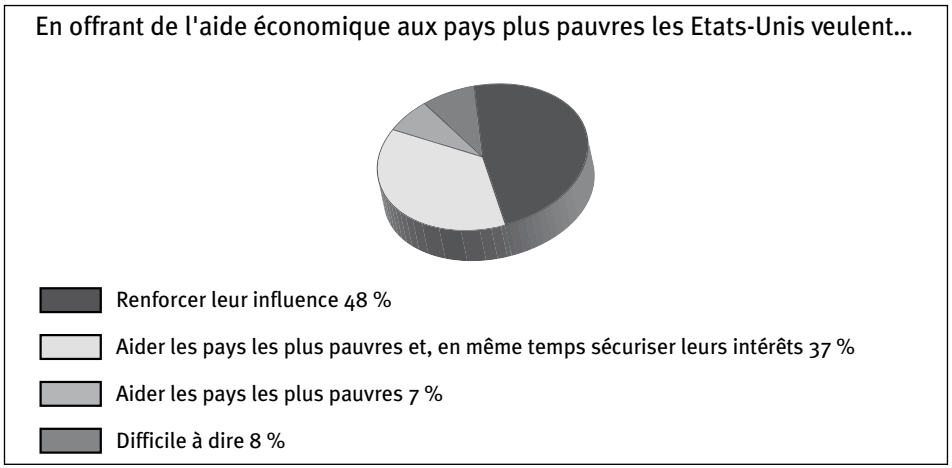
Si, en mai 2003, 41 % de sondés estimaient que la présence des troupes polonaises en Irak impliquait des bénéfices pour la Pologne (21 % estimant que cela était plutôt désavantageux), deux ans plus tard, en mars 2005, ce rapport s'est inversé. Désormais seulement 12 % des sondés estiment que le jeu en valait la chandelle et 49 % estiment l'engagement irakien nuisible pour les intérêts du pays[6]. Il est intéressant de noter que le mécontentement des Polonais par rapport à la présence des troupes polonaises en Irak, ne trouve pas son reflet dans les opinions exprimées par rapport à l'OTAN : selon l'étude du CBOS

4. *Polacy o roli Stanow Zjednoczonych w Swiecie* (« Les Polonais sur le rôle des États-Unis dans le monde »), CBOS, novembre 2004.
5. *Opinie o obecnosci polskich zolnierzy w Iraku i o innych interwencjach zbrojnych* (« Les opinions sur la présence des troupes polonaises en Irak et sur les autres interventions militaires »), CBOS, avril 2005.
6. *Ibid.*

d'avril 2005, 81 % des sondés soutiennent l'adhésion de la Pologne à cette organisation. De surcroît, près de la moitié de Polonais ne se fait pas d'illusions en ce qui concerne les intentions qui peuvent accompagner l'aide économique des États-Unis.

Ainsi, selon l'étude du CBOS, 48 % des sondés estiment qu'en apportant leur aide, les Américains souhaitent renforcer leur influence économique, 37 % soutiennent qu'ils essaient par ce biais de sécuriser leurs intérêts économiques en souhaitant améliorer la situation économique des autres pays, et seulement 7 % d'entre eux estiment que derrière l'engagement américain en faveur du développement des pays plus pauvres se trouve une réelle volonté d'assistance.

Figure 4. L'interprétation que font des Polonais de l'aide économique américaine aux pays plus pauvres



Source : CBOS.

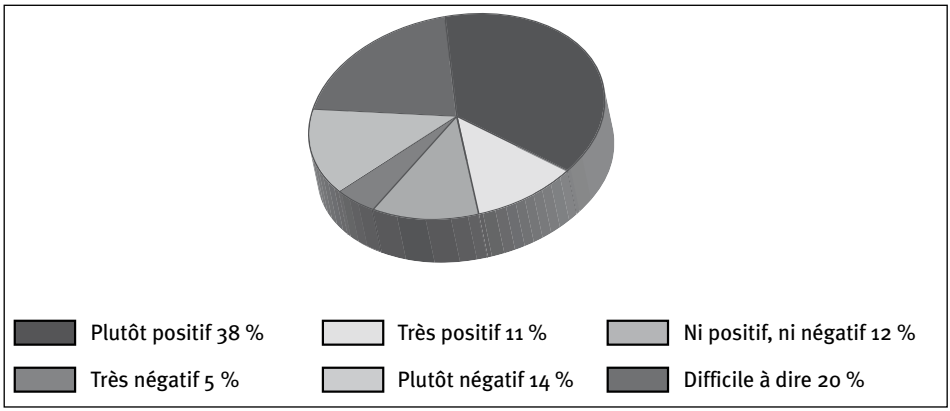
La perception du rôle des États-Unis dans le monde tend à être plus souvent négative parmi les sympathisants de la gauche : parmi les personnes adhérant aux idées de droite, seulement 6 % présentent une attitude critique par rapport aux États-Unis, contre 20 % chez les personnes de gauche. Notons enfin que l'attitude par rapport à l'intégration européenne, paradoxalement peut-être, n'influe pas significativement sur l'opinion par rapport aux États-Unis.

1. 2. Une vision positive de la mondialisation

Comme indiqué plus haut, la majorité des Polonais associe la mondialisation aux processus d'intégration et de multiplication des liens et interdépendances économiques à l'échelle globale. Mais quel est leur jugement par rapport à ces transformations ? Les Polonais semblent être plutôt favorables au processus de mondialisation dans la

sphère économique : 49 % des sondés le jugent positivement, 19 % négativement[7].

Figure 5. Le jugement des Polonais sur la multiplication des interdépendances économiques entre pays, le développement des multinationales et la liberté du commerce



Source : CBOS.

De plus, selon une enquête d'octobre 2006, plus de la moitié des Polonais estime que la mondialisation est favorable à la Pologne, et un Polonais sur cinq souligne les conséquences négatives de ses processus (21 %)[8].

Bénéfique, mais pour qui ?

Les opinions sur la mondialisation varient surtout en fonction du niveau d'éducation : plus celui-ci est élevé, plus fréquentes sont les opinions en sa faveur. Près des trois quarts des personnes ayant un diplôme d'études supérieures en ont une opinion positive (72 %), tandis que parmi les personnes ayant une éducation de base c'est le cas d'environ un tiers des sondés (31 %)[9]. Les bénéfices de la mondialisation sont perçus par la plupart de personnes de moins de 24 ans (63 %), par les employés bénéficiant d'un revenu mensuel dépassant 1 200 zlotys[10] (61 %), et par les individus satisfaits par leur situation matérielle (66 %)[11] ou qui habitent dans des grandes villes de plus de 500 000 habitants (65 %). Parmi les groupes socioprofessionnels, ce sont les étudiants et les élèves, ainsi que les cadres et l'intelligentsia qui déclarent le plus fréquemment soutenir la mondialisation économi-

7. *Spoleczne rozumienie i oceny globalizacji* (« La compréhension et l'évaluation sociales de la mondialisation »), CBOS, janvier 2004.
8. *Skutki globalizacji dla Polski* (« Les conséquences de la mondialisation pour la Pologne »), CBOS, octobre 2006.
9. *Spoleczne rozumienie i oceny globalizacji* (« La compréhension et évaluation sociales de la mondialisation »), CBOS, janvier 2004.
10. Environ 310 euros.
11. *Skutki globalizacji dla Polski* (« Les conséquences de la mondialisation pour la Pologne »), CBOS, octobre 2006.

que (respectivement, 67 % et 66 %). Toutefois, les sympathisants de la mondialisation sont également nombreux parmi les ouvriers non qualifiés (62 %) et les chômeurs (61 %).

Cette vision plutôt positive de la mondialisation est confirmée par l'étude de Kairos qui montre que les Polonais perçoivent la mondialisation comme source de nouvelles opportunités. C'est ce qu'affirment les jeunes à qui il est demandé ce que signifie la mondialisation (sur une échelle de 1 à 7, 5,16 chez les 16-29 ans et 4,50 chez les 30-50 ans). Ceci peut s'expliquer par le fait que la mondialisation économique est communément associée aux idées libérales : les Polonais sont, dans leur majorité, des partisans du libéralisme économique. À titre d'exemple, selon la même étude de Kairos, les Polonais tendent à pencher plutôt en faveur de la diminution des taxes que du renforcement de l'État providence (sur une échelle de 1 à 7 où 1-3 correspond à la diminution des taxes et 5-7 à l'État providence développé : 3,61 pour les jeunes et 3,64 pour les 30-50 ans). De même, ils soutiennent le libre commerce et la concurrence mondiale plutôt que le protectionnisme (même échelle : 3,60 chez les 16-29 ans et 3,81 chez les 30-50 ans).

Les personnes interrogées s'accordent également sur le fait que la mondialisation favorise les échanges culturels et la compréhension mutuelle entre les nations (4,95 chez les 16-29 ans et 4,98 chez les 30-50 ans). En revanche, bien que les sondés âgés de plus de 30 ans associent – davantage que leurs compatriotes plus jeunes – la mondialisation à l'affaiblissement des identités nationales (3,92) et à la menace pour l'emploi dans leur pays (3,34) (chez les 16-29 ans 3,69 et 3,32 respectivement), les Polonais se montrent dans leur ensemble peu enclins à concevoir la mondialisation comme un danger, et développent une vision plutôt positive de ce processus.

C'est parmi les personnes âgées (26 % des plus de 65 ans) et les agriculteurs (40 %) que l'on trouve le moins d'opinions favorables à la mondialisation. Cela dit, ces derniers, dans la plupart des cas, n'ont pas d'attitude clairement hostile envers la mondialisation. Ils n'ont simplement pas d'opinion tranchée. Ce groupe témoigne en effet de profondes évolutions, ne serait-ce que par rapport à l'UE : massivement opposés au début des années 2000, ils ont toutefois été majoritaires à témoigner de leur volonté d'entrer dans l'UE lors du référendum de 2003, et deux ans plus tard (soit un an après l'intégration), le nombre de suffrages positifs en faveur de l'UE avait fait un bon considérable, plus de 70 % s'en déclarant satisfaits. Il est vrai que dans l'intervalle, le prix de la terre avait quadruplé dans certaines régions (notamment en Silésie), et le revenu annuel avait doublé, passant à 6 500 euros. Depuis, cette croissance ne s'est pas démentie et le groupe des paysans se révèle être un puissant soutien à la PAC, dont ils tireront près de 25 milliards d'euros pour la période 2007-2013, et plus de 10 milliards au titre des aides structurelles au développement rural.

Notons enfin que la catégorie sociale des professions libérales, hors agriculture

(30 %), est celle qui concentre le plus d'opinions négatives[12]. Pourtant la plupart d'entre eux estiment que la mondialisation a des conséquences positives (55 %). L'opinion de ce groupe est une des caractéristiques marquantes de la Pologne de l'après-1990. Le *self-employment* tire sa particularité du droit anglo-saxon qui, dans les relations professionnelles, se caractérise par la faiblesse des liens unissant l'employeur à l'employé. Fondé sur le principe de la liberté des acteurs, il fait obligation à l'employeur de payer une somme en échange d'une prestation, à charge pour l'employé de s'acquitter de ses propres charges sociales. Cette forme d'emploi très répandue dès le début de la décennie 1990 s'est maintenue jusqu'en 2006. La Pologne et la Roumanie sont les pays qui en font le plus état[13]. Ces données viennent confirmer les études qui concluent que même si le phénomène du *self-employment* distend la relation sociale et isole le salarié dans la relation d'emploi, il fait néanmoins l'objet d'un soutien massif de la part de nombre d'individus qui y voient le moyen d'exercer leur liberté, notamment en rompant selon leur bon vouloir le contrat salarial. Ceci se trouve confirmé par la hiérarchisation des valeurs qui devraient être, selon les Polonais, enseignées aux enfants par les parents, révèle l'étude de Kairos. Ainsi, l'esprit d'entreprise se place en troisième position (en moyenne 5,3 sur une échelle de 1 à 7, chez les jeunes, et 5,5 chez les 30-50 ans) derrière les valeurs telles que la responsabilité (respectivement 6,34 et 5,57) et l'indépendance (5,57 et 5,66), mais devant le travail difficile (4,95 chez les jeunes et 4,81 chez les 30-50 ans).

Figure 6. Part des professions libérales dans l'emploi total entre 1993 et 2000 (en %)

	1993			2000		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Pologne	32,2	29,9	31,2	25,9	18,4	22,5
Hongrie	17,4	11,3	14,6	18,7	9,6	14,6
République tchèque	15,8	9,4	12,8	18	9,0	14,5
Slovaquie	9,0	3,5	6,6	10,9	4,1	7,8
Lituanie	21,5	14,6	18,3	19,2	12,7	15,9
Estonie	10,4	6,2	8,4	9,7	6,4	8,1
Lettonie	12,4	6,9	9,8	12,5	8,4	10,5
Bulgarie	12,9	9,2	11,2	18,3	10,6	14,7
Roumanie	24,4	19,4	22,1	32,6	17,4	25,4

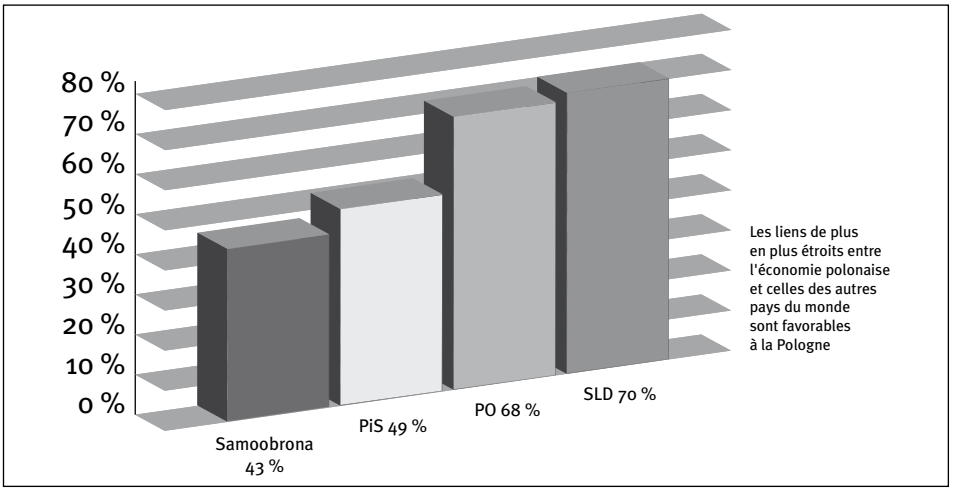
Source : Economic survey, 2003.

12. *Spoleczne rozumienie i oceny globalizacji*, [La compréhension et l'évaluation sociales de la mondialisation], CBOS, janvier 2004.

13. Voir Portet, S., « La société polonaise, entre modernité et archaïsme », in Bafoil, F. (dir., 2007), *La Pologne, politique économie et société*, Fayard (à paraître).

Concernant les perceptions de la mondialisation économique parmi les électorats des principaux partis politiques : la majorité des électeurs des partis de centre gauche et de centre droit ont des opinions favorables. Leur nombre dépasse celui des opinions négatives chez les électeurs des populistes et des conservateurs.

Figure 7. Les opinions favorables à la mondialisation économique parmi les électorats potentiels des principaux partis [14]



Source : CBOS.

Ainsi, 70 % des électeurs potentiels de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) et 68 % de ceux de la Plateforme citoyenne (PO) estiment que l'interdépendance croissante entre l'économie polonaise et celles des autres pays est favorable pour la Pologne. Parmi les électeurs de Droit et Justice (PiS) et de Samoobrona, cette opinion est exprimée respectivement par 49 % et 43 % de sondés[15].

Négative pour qui ?

Les opinions des Polonais sur les conséquences du processus de mondialisation sont plutôt ambiguës. Selon l'étude du CBOS, la grande majorité pense que ce sont les pays riches qui bénéficient de la multiplication des liens et des interdépendances économiques dans le monde (82 %), tandis qu'un peu plus de la moitié des interrogés déclare que ces processus sont défavorables aux pays pauvres (58 %). De plus, 42 % des sondés estiment que l'accroissement des liens économiques entre les pays entraîne de plus profondes disparités dans les niveaux de vie, et 44 % d'entre eux estiment que cela fait également croître le nombre de chômeurs. À peu près deux fois moins de personnes estiment que grâce à la

14. Les électeurs potentiels de la LPR et du PSL sont omis en raison de leur petit nombre dans l'échantillon.
15. *Skutki globalizacji dla Polski* (« Les conséquences de la mondialisation pour la Pologne »), CBOS, octobre 2006.

mondialisation, les disparités des niveaux de vie entre les pays diminuent (23 %) et que le taux de chômage baisse.

Les positions à l'égard des investissements directs étrangers (IDE)

La plupart des Polonais (60 %) se prononcent en faveur de la présence du capital étranger, seulement un Polonais sur huit s'y opposant[16]. Depuis plus de dix ans, le nombre de Polonais estimant que les IDE ont des effets positifs est plus élevé que celui de personnes ayant un avis contraire.

Figure 8. Tableau des IDE, 1990-2004 (en stock annuel, en millions de dollars américains)

1990	1993	1997	1998	1999	2000	2001	2004
10	180	3 077	5 130	6 474	8 293	6 995	6 159

Source : Economic Survey, 2003, p. 177, 2005, p. 188.

Le niveau de soutien aux investissements directs étrangers (IDE) est corrélé positivement avec la conjoncture économique favorable. Si le soutien aux IDE a diminué à la suite du ralentissement économique de l'an 2000 (51 % en 1999 et 44 % en 2000), il a augmenté progressivement jusqu'à atteindre 61 %, en 2005, le niveau le plus élevé depuis dix ans. Actuellement, 60 % de Polonais estiment que la présence du capital étranger en Pologne est bénéfique, et seulement 13 % la jugent défavorable, ce qui est le chiffre le plus bas depuis 1995.

Figure 9. La présence de capitaux étrangers est-elle favorable ou défavorable à l'économie polonaise ?

	1995	1996	1998	1999	2000	2001	2003	2005	2006
Favorable	59	63	62	51	44	48	51	61	60
Défavorable	27	16	18	31	36	29	28	22	13
Difficile à dire	14	21	20	18	20	23	21	18	27

Source : CBOS.

Les opinions sur les IDE dépendent également des préférences politiques : les sympathisants du centre gauche (SLD), du centre droit (PO) et même de la droite conservatrice (PiS) sont généralement favorables aux IDE, tandis que l'électorat potentiel de Samoobrona (parti populiste de gauche) y est plus hostile.

16. *Kapital zagraniczny w Polsce* (« Le capital étranger en Pologne »), Varsovie, CBOS, mai 2006.

Figure 10. La présence de capitaux étrangers est-elle favorable ou défavorable à l'économie polonaise ?

Électorats potentiels	Favorable	Défavorable	Difficile à dire
SLD	74	8	18
PO	71	8	21
PiS	61	19	20
Samoobrona	48	23	29
Indécis	47	18	34
Abstentionnistes	56	13	31

Source : CBOS.

En outre, relativement peu de Polonais (19 %) pensent que les IDE peuvent augmenter le chômage[17]. Selon la récente enquête du German Marshall Fund[18], parmi les six nations interrogées, les Polonais sont les moins nombreux à soutenir que la libéralisation du commerce entraîne des pertes d'emploi : 39 % des Polonais l'affirment, ce qui contraste, par exemple, avec les résultats d'enquête en Allemagne et en France où, respectivement, 51 % et 58 % des sondés craignent l'augmentation du chômage suite à la levée des barrières commerciales. Beaucoup de Polonais (70 %) estiment que les IDE contribuent à la création d'emploi (à titre de comparaison 62 % des Français, 65 % des Allemands et 79 % des Slovaques partagent cet avis).

Cependant, il ne faut pas en déduire que les Polonais soutiennent l'implantation d'entreprises multinationales. En dépit d'un soutien massif aux IDE, et de la prédominance des convictions sur leur impact positif, le niveau de confiance par rapport aux multinationales est très bas parmi les Polonais. Ainsi, le nombre de sondés déclarant leur méfiance par rapport aux grandes compagnies étrangères dépasse de 35 % le nombre de ceux qui leur font confiance[19]. Les Polonais tendent également à ne pas faire confiance aux grandes entreprises nationales (24 %), en dépit des bonnes performances de l'économie polonaise. Ceci peut s'expliquer par la prédominance d'une vision plutôt négative des entrepreneurs, davantage associés à la corruption et aux magouilles qu'à la création d'emplois ou au développement économique du pays.

17. *Perspectives on Trade and Poverty Reduction, A Survey of Public Opinion, Key Findings Report 2006*, German Marshall Fund, 2006.

18. The German Marshall Fund of the United States est une organisation non gouvernementale américaine visant la promotion de la coopération et de la compréhension mutuelle entre les États-Unis et l'Europe. L'étude *Perspectives on Trade and Poverty Reduction* a été réalisée en septembre 2006 et est basée sur les données provenant de sept pays : France, Allemagne, Italie, Pologne, Slovaquie, Royaume-Uni et États-Unis. Elle concerne les diverses questions liées à la mondialisation économique, le commerce international, le développent, etc.

19. *Zaufanie do rzadu, przedsiebiorstw, ONZ i organizacji pozarzadowych w 20 krajach Swiata* (« La confiance par rapport au gouvernement, aux entreprises, à l'ONU et aux organisations non gouvernementales dans 20 pays du monde »), Varsovie, CBOS, janvier 2006.

1. 3. Deux caractéristiques

Les attentes vis-à-vis de l' État

Ce qui semble particulier à l'opinion publique polonaise, ce sont les fortes attentes en termes d'étatisme, l'État devant contrebalancer les effets négatifs de la mondialisation. Compte tenu de la forte acceptation des IDE, et même de la mondialisation corrélée avec développement économique, on pourrait s'attendre à ce que les effets négatifs soient imputés aux travailleurs. Or ce n'est pas le cas. La forte acceptation de la mondialisation se conjugue avec un très fort étatisme compensatoire. En effet, un pourcentage relativement élevé de Polonais estime que les dommages causés aux travailleurs par la mondialisation, comme les délocalisations des entreprises vers les pays à moindre coût de main-d'œuvre, devraient être compensés par l'État (67 %)[20]. Seulement 16 % des Polonais estiment que ce sont aux entreprises ayant décidé de délocaliser leur production de payer un dédommagement aux employés licenciés. Comment l'interpréter ?

S'agit-il d'un héritage du passé communiste et une marque de la nostalgie de l'État protecteur ? À titre de comparaison, en France 38 % des sondés estiment que le dédommagement des licenciés à la suite de délocalisations est de la responsabilité du gouvernement, et 45 % d'entre eux jugent que cette responsabilité revient aux employeurs. En Allemagne, ces pourcentages s'élèvent respectivement à 34 % et 42 %.

Mais ceci ne veut pas forcément dire que les Polonais estiment que c'est au gouvernement qu'appartient le rôle de régulateur de la mondialisation. L'étude de Kairos montre que, peut-être en raison de la confiance très limitée qu'ils ont dans le pouvoir et les capacités de l'État, les Polonais estiment qu'il incombe à l'UE ainsi qu'aux entreprises multinationales de remplir ce rôle de régulation (sur une échelle de 1 à 7, UE : 5,28 chez les jeunes et 5,25 chez les 30-50 ans, multinationales : 4,86 et 5,10 respectivement).

L' immigration

Nombre de Polonais craignent l'immigration, et l'associent à la diminution des salaires. Ainsi, 70 % des Polonais sondés estiment que le risque de diminution des salaires en raison de l'arrivée des immigrants existe pour les travailleurs non qualifiés, et 62 % pensent qu'il existe également pour les travailleurs qualifiés. À titre de comparaison, 39 % des Français estiment que l'immigration favorise la diminution des salaires des travailleurs non qualifiés et 27 % pour les salaires des travailleurs qualifiés ; en Italie, ce sont respectivement 54 % et 32 % des personnes interrogées. Est-ce lié au chômage élevé en Pologne[21], ou plutôt au fait que le nombre des immigrants y demeure relativement bas ? Les résultats de l'étude de Kairos suggèrent que les craintes des Polonais sur ce sujet ne s'accompagnent pas de xénophobie ou de la conviction que les immigrés ne devraient pas avoir des droits égaux aux nationaux (sur l'échelle allant de 1 à 7, un résultat allant de 1 à 3 correspond à l'idée que les nationaux et les immigrés doivent jouir de mêmes droits et de 4 à 7 à l'idée contraire : on obtient 3,46 pour les jeunes Polonais et 3,37 pour les 30-50 ans).

20. *Ibid*.
21. En novembre 2006, le taux de chômage en Pologne s'élevait à 14,8 %.

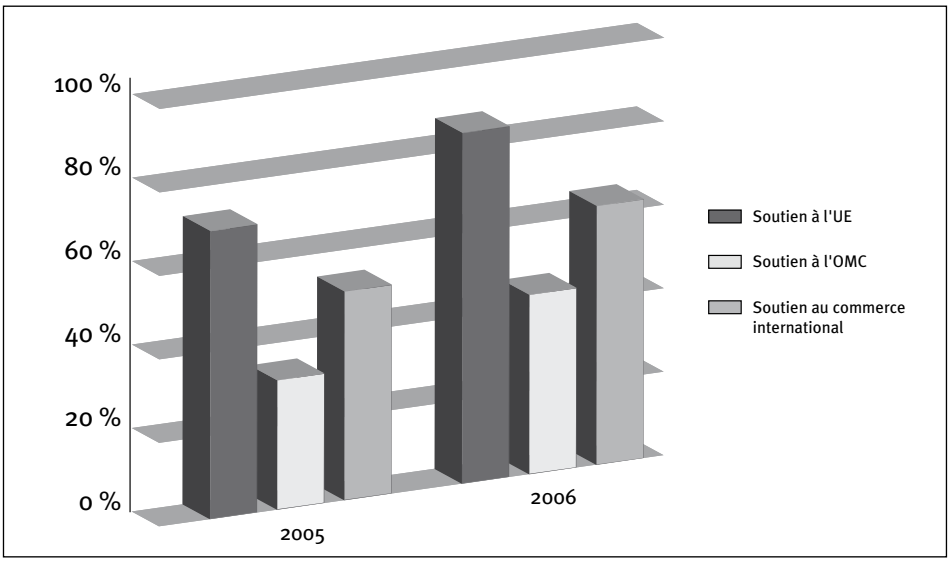
Figure 11. Taux de chômage entre 1994 et 2006 (%)

1994	1998	2000	2004	2006
14,0	10,5	16,6	18,5	15, 5

Source : Eurostat, in Economic Survey of Europe, 2003, p. 87, 2005, 2006 (prévisions).

Enfin, notons que les Polonais jugent de plus en plus positivement la mondialisation. Selon l'étude du German Marshall Fund[22], ils ont été 34 % de plus en 2005 et 49 % en 2006 à en avoir une opinion favorable.

Figure 12. Croissance du soutien à l'UE, à l'OMC et au commerce international



Sources : CBOS, GMF.

1. 4. L'intégration européenne et l'attitude envers la mondialisation

Le soutien croissant à la mondialisation économique va de pair avec le soutien à l'intégration européenne. Les partisans de l'intégration européenne sont majoritairement convaincus que les phénomènes liés à la mondialisation économique, comme la multiplication des liens économiques et commerciaux entre pays ou la prolifération des multinationales, sont bénéfiques (62 %). En revanche, les opposants à l'adhésion de la Pologne à l'UE sont partagés dans leur perception de la mondialisation : près d'un tiers d'entre eux (31 %) la perçoit comme un phénomène négatif, et ils sont autant à la considérer comme positive (29 %).

22. *Ibid.*

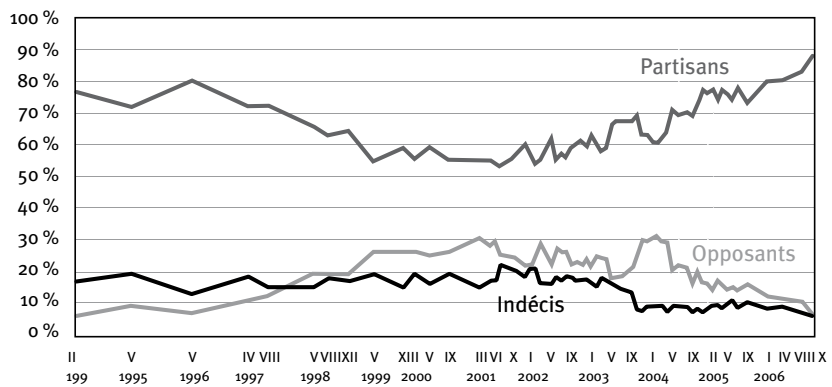
Figure 13. Attitude des Polonais par rapport à la mondialisation économique et par rapport à l'adhésion à l'UE

Attitude, par rapport à l'adhésion à l'UE, des :	Les économies des différents pays sont de plus en plus interdépendantes, il y a beaucoup d'entreprises multinationales opérant dans de nombreux pays et l'économie se développe librement en transgressant les frontières. Est-ce selon vous un phénomène positif ou négatif ?			
	Positif	Négatif	Ni positif, ni négatif	Difficile à dire
Partisans	62 %	14 %	12 %	12 %
Opposants	29 %	31 %	14 %	26 %
Indécis	25 %	7 %	15 %	53 %

Source : CBOS.

Le soutien des Polonais par rapport à l'intégration européenne tend à s'accroître après l'adhésion de la Pologne à l'UE en mai 2004, au fur et à mesure qu'ils observent ses effets bénéfiques pour l'économie (aide au développement dans le cadre des fonds structurels, subventions pour les agriculteurs, augmentation des exportations) et pour leur propre situation (possibilité de travailler à l'étranger). Ainsi, le soutien à l'UE est actuellement exprimé par 88 % des Polonais, ce qui correspond à une augmentation de 24 % depuis mai 2004[23].

Figure 14. Soutien à l'adhésion de la Pologne à l'UE



Source : CBOS.

23. Données de novembre 2006, *Spoleczne poparcie dla czlonkostwa w Unii Europejskiej* (« Soutien social à l'adhésion à l'Union européenne »), Varsovie, CBOS, novembre 2006.

Figure 15. Aides accordées par l'UE à la Pologne pour la période 2007-2013 (en milliards d'euros)

Total accordé	Fonds structurels et politique de cohésion	PAC	Stratégie de Lisbonne	Justice et Affaires intérieures
91 (soit 10,1 % du budget communautaire)	59,6	27	3,9	0,5

La tendance à associer les bénéfices de l'intégration européenne à ceux de la mondialisation de l'économie est antérieure à l'adhésion à l'UE. Ceci est confirmé par une étude du CBOS de 1999[24] qui montre que l'attitude des Polonais par rapport à l'ouverture économique est corrélée avec le soutien à l'intégration européenne. Selon une enquête du CBOS conduite en 1997, le pourcentage des personnes se déclarant favorable à l'ouverture culturelle et économique était plus élevé que celui de ses opposants, mais avec le déclin du soutien à l'intégration européenne (80 % en mai 1996, 55 % en mai 1999) et la baisse de l'optimisme par rapport à ses conséquences, on observe une montée des attitudes isolationnistes. Cette tendance s'est renversée progressivement avec le retour d'un enthousiasme pour l'UE encore présent aujourd'hui.

Il convient de noter que les opinions sur la mondialisation de l'économie sont également liées aux jugements portés sur les conséquences de la transformation systémique en cours depuis la chute du communisme. Une majorité écrasante de sondés estime que la transformation a eu des conséquences essentiellement positives pour la société, et est convaincue que la mondialisation est un phénomène positif (78 %). En conséquence, le fait que les attitudes par rapport à la mondialisation soient corrélées avec les opinions sur l'adhésion à l'UE et sur les changements systémiques en Pologne montre que l'intégration européenne, la libéralisation et l'ouverture de l'économie sont perçues comme des éléments des processus « mondialisants ».

24. *Opinie o istotnych kwestiach spolecznych w elektoratach partyjnych* (« Les opinions sur les importantes questions sociales dans les électorats des partis »), Varsovie, CBOS, mai 1999.

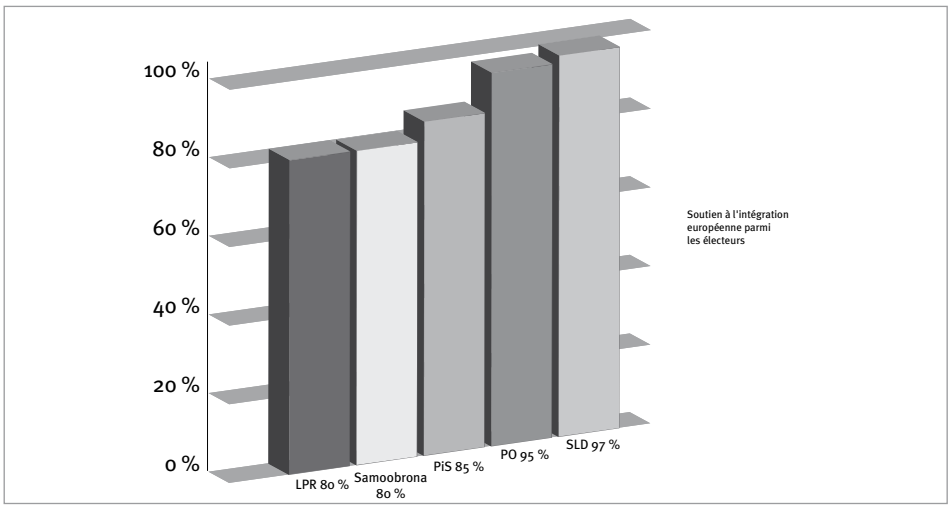
Figure 16. Attitude par rapport à la mondialisation économique et par rapport à la transformation systémique en Pologne

Les changements en Pologne, en cours depuis 1989, ont-ils apporté plus de bénéfices ou des pertes ?	Positif	Négatif	Ni positif, ni négatif	Difficile à dire
Plus de bénéfices que de pertes	78 %	11 %	7 %	4 %
Autant de bénéfices que de pertes	52 %	16 %	14 %	18 %
Plus de pertes que de bénéfices	38 %	23 %	15 %	24 %
Indécis	29 %	16 %	7 %	48 %

Source : CBOS.

Actuellement, le soutien à l'UE se fait ressentir dans toutes les catégories socio-démographiques et s'enracine même dans les électorats des partis populistes auparavant eurosceptiques : 80 % des sympathisants de la Ligue des familles polonaises (LPR) et de Samoobrona déclarent soutenir l'UE[25].

Figure 17. Le soutien à l'intégration européenne parmi les électeurs des principaux partis polonais



Source : CBOS.

25. *Ocena brukselskiego szczytu i postrzegany stosunek panstw UE do Polski* (« L'évaluation du sommet bruxellois et la perception de l'attitude des États de l'UE envers la Pologne »), Varsovie, CBOS, février 2006.

2. LES ACTEURS DU DÉBAT POLONAIS SUR LA MONDIALISATION

2. 1. Les partis politiques

La mondialisation et ses conséquences ne sont pas un thème prioritaire dans les discours des partis politiques polonais[26]. Le thème qui occupe actuellement la première place dans le débat public concerne les règlements de comptes avec le passé communiste et les projets concurrents d'assainissement de l'État rongé par la corruption. La question de la « décommunisation » occupe le devant de la scène depuis le début de la transition (Bafoil, 2007).

Si la mondialisation est présente dans le débat politique, elle l'est avant tout en association avec l'intégration européenne. Cela explique que l'attitude par rapport à la mondialisation est davantage défensive et hostile dans les partis « europhobes », comme la LPR (Ligue des familles polonaises, extrême droite catholique), ou le parti paysan populiste de centre gauche, Samoobrona (« Autodéfense »). Dans le discours du PiS (Droit et Justice, parti conservateur et étatiste), la mondialisation et l'intégration européenne sont pratiquement absentes, cachées derrière des slogans souverainistes. En revanche, dans le discours des partis proeuropéens, comme la PO (Plateforme citoyenne, parti libéral) ou le SLD (Alliance de la Gauche démocratique, parti postcommuniste) l'adhésion à l'UE est explicitement présentée comme une chance historique permettant à la Pologne de rejoindre le club des gagnants de la mondialisation.

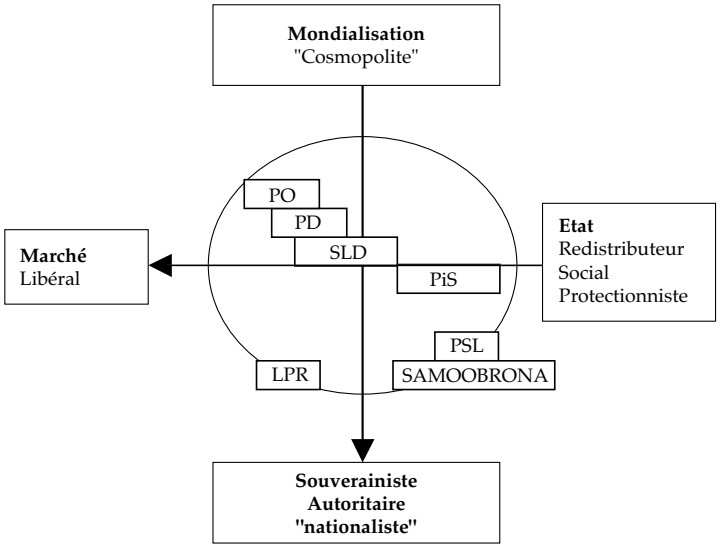
La conjonction évoquée précédemment d'un fort libéralisme et de l'attente d'un État providence fort peut expliquer la coalition formée en 2005 entre le PiS, Samoobrona et la Ligue des familles polonaises. Ces trois partis s'unissent dans la volonté de sauver les avantages acquis dans la période précédente (qu'il s'agisse de celle de l'ère communiste et de celle de Solidarnosc) pour mieux renforcer la solidarité, lutter contre « la vente de la Pologne à l'étranger » et défendre des valeurs nationales et familiales. Si Samoobrona est plus centriste en matière de soutien à l'UE, et si la Ligue est hostile à tout cosmopolitisme (liant dans un même rejet UE et mondialisation), le PiS réussit à conserver un équilibre propre et à favoriser les « déçus » de la transformation systémique. Ces « déçus », qui sont-ils ? Ce sont les populations des petites villes, très touchées par la crise depuis seize ans, les habitants des espaces ruraux des territoires de l'Est, et plus généralement, tous les Polonais soucieux de voir revalorisées les valeurs de la « polonitude » (*polskosc*), faite de fierté nationale, d'homogénéité ethnique, d'attachement à la terre et de valorisation du patrimoine national.

À l'opposé de cette constellation de partis de la droite conservatrice, nationaliste et extrémiste, et pour aussi curieux que cela puisse paraître, tant les polarisations idéologiques les ont opposés dans la décennie écoulée, deux partis se rapprochent : un parti de droite (Plateforme citoyenne, PO) et le parti social démocrate (SLD). Le premier est

26. On trouvera en annexe les résultats des différents résultats électoraux de 1997 à 2005.

l'héritier du courant libéral de Solidarnosc, de la « thérapie de choc » de 1990 et de ses réformes. Le second est l'héritier de l'ancien parti communiste qui a su se réformer en 1990, perdre les élections à cette date avec 11 % des voix, pour mieux les regagner trois ans plus tard en doublant son score. Battu à nouveau en 1997, il est revenu au pouvoir en 2001 avec plus de 45 % des voix, et a disparu en 2005, en regagnant à peine les 11 % atteints quinze ans auparavant. En novembre 2006, à l'occasion des élections régionales et locales, la SLD a réuni ses forces avec le parti centriste, Demokraci.pl (PD), comptant parmi ses rangs d'anciens leaders de Solidarnosc, comme Bronislaw Geremek ou Tadeusz Mazowiecki. La droite libérale et le centre gauche regroupent les voix des classes moyennes, urbaines, généralement jeunes et bien formées. Qu'ils visent davantage la pénétration du marché avec la PO ou plus d'État avec le SLD, leurs électeurs se retrouvent pour plébisciter l'UE et l'axe transatlantique, le rejet du souverainisme et l'ouverture au monde, conditions du développement national.

Figure 18. Axe des préférences des principaux partis politiques par rapport à l'ouverture au monde et au rôle de l'État



Samoobrona

Le programme politique de Samoobrona, parti issu d'un syndicat paysan, se fonde sur deux arguments : la dénonciation des erreurs de la transformation systémique accusée d'avoir été dictée par les intérêts d'oligarques libéraux et d'investisseurs étrangers, et la défense des perdants de ce processus. Dans un discours manichéen, la mondialisation est associée à un risque de perte de contrôle sur l'économie au profit du capital étranger qui aurait des conséquences néfastes en termes d'emploi et conduirait à la crise de l'écono-

mie nationale. L'intégration européenne conduirait à l'intensification de ces phénomènes, l'abolition des barrières commerciales étant jugée dangereuse. Elle rendrait notamment possible la poursuite du pillage du patrimoine national avec le rachat de la terre[27] et des entreprises par les étrangers. Les entreprises polonaises seraient mises en danger face à l'arrivée des concurrents européens. La critique de l'UE est à la fois idéologique parce que la nation est considérée comme un bien suprême, et économique parce que l'UE est associée au libéralisme, et celui-ci à la personne de Leszek Balcerowicz, père de la « thérapie de choc », bouc émissaire favori de Samoobrona. Le slogan du parti, répété par son leader Andrzej Lepper, n'est-il pas « Balcerowicz doit partir » ?

Face à l'ouverture économique du pays, Samoobrona prône une intervention de l'État en faveur des entreprises polonaises, une politique économique fortement redistributive et un patriotisme économique. Pour illustrer le discours des partis populistes polonais sur l'intégration économique de la Pologne, Marek Jazinski (2003) cite l'écriteau collé sur la porte d'un magasin PSS Spolem[28] à Kutno (petite ville du centre) rappelant le « bon temps » de l'ancien régime : « En achetant des produits polonais dans les magasins polonais, tu combats le chômage polonais ». En outre, Samoobrona se prononce en faveur d'une réorientation de la politique commerciale vers les voisins de l'Est, apparemment jugés plus crédibles que les partenaires commerciaux de l'Ouest.

La Ligue des familles polonaises (LPR)

Le discours de la LPR sur la mondialisation est proche de celui de Samoobrona, notamment en ce qui concerne la dénonciation de l'influence du capital étranger, perçue comme dévastatrice pour le patrimoine national, et la vision manichéenne du monde, la distinction entre « nous » et « eux », c'est-à-dire les forces libérales extérieures et, à l'intérieur du pays, les traîtres servant les intérêts de ces dernières. Cependant, l'opposition de la LPR à la mondialisation, également assimilée à l'intégration européenne, semble être chargée idéologiquement et marquée par une théorie du complot international contre la nation polonaise. Comme l'affirme le programme électoral de la Ligue : « Il n'y aura pas de participation équitable de la Pologne dans la coopération internationale, tant que l'État polonais continuera d'être démonté[29]. »

Ce parti – dont les racines plongent dans la tradition des partis nationalistes polonais d'avant la Seconde Guerre mondiale – assimile les transformations d'inspiration libérale,

27. C'est un sujet explosif en Pologne en raison des traumatismes historiques et une peur profondément enracinée vis-à-vis des revendications des Allemands par rapport aux terres qui leur appartenaient sous le IIIe Reich, avant la Deuxième Guerre mondiale. Ces craintes ont conduit à l'imposition de restrictions temporaires à l'achat de biens immobiliers par les étrangers après l'adhésion de la Pologne à l'UE.

28. Réseau de magasins gérés en coopérative emblématique de la période communiste.

29. Programme politique de LPR (Chapitre IX : Les défis politiques), cité dans Jezinski, M., « Parlamentarny dyskurs antyunijny jako przyklad tendencji kontrakulturacyjnych w polityce polskiej. Przypadek Samoobrony RP i Ligi Polskich Rodzin » (« Le discours antieuropéen au Parlement comme exemple de la tendance contre-culturelle dans la politique polonaise »), in Bäcker, R., Marszalek-Kawy, J., Modrzynska, J. (2003), *Globalizacja, Integracja, Transformacja. Glowne problemy globalizacji, integracji europejskiej oraz transformacji politycznej Europy srodkowej i wschodniej*, (« Mondialisation, intégration, transformation. Les principaux problèmes de la mondialisation, de l'intégration européenne et de la transformation politique de l'Europe centrale et orientale »), Torun, Adam Marszalek.

les privatisations et l'ouverture du marché polonais au capital étranger à un « programme d'assujettissement de la Nation polonaise, de son anéantissement et de déchristianisation, de liquidation finale de l'État polonais, de prise de contrôle de l'économie et de toutes les autres structures sociales par les forces internationales[30]. » La mondialisation apparaît ici comme porteuse d'une menace pour l'économie nationale, et comme vecteur d'un danger mortel pour la nation dont les valeurs traditionnelles chrétiennes seraient éradiquées par l'imposition des valeurs occidentales et du libéralisme économique et moral. Se retrouve dans le discours de la LPR l'écho de la martyrologie polonaise, la nation polonaise est perçue comme l'éternelle victime des puissances étrangères ennemies, et la culture polonaise est exaltée. Le parti se présente comme la seule force capable de sauver la nation de sa dépendance croissante de l'Occident.

Cette logique trouve son écho dans le discours exalté des jeunes membres de Mlodziez Wszechpolska (MW, « Jeunesse panpolonaise »), une organisation satellite de la LPR[31], qui a envoyé au Parlement une douzaine de députés en 2005 et qui cache mal ses tendances fascisantes. Derrière des slogans nationalistes ou antilibéraux et des revendications d'un rôle de défenseurs de l'Église, la Jeunesse panpolonaise cache mal la xénophobie et la sympathie de ses membres à l'égard des idées nazies. Afin de contribuer à un renouveau moral en Pologne, l'organisation prône l'ethos de puissance du groupe ; elle veut propager l'esprit de patriotisme et le refus de tout ce qui vient de l'Occident dépravé (laïcité, libéralisme, homosexualité, individualisme, etc.), de tout ce qui pourrait menacer la « polonitude » et la foi catholique. Par conséquent, la mondialisation, vecteur de diffusion des idées libérales et d'uniformisation culturelle, apparaît comme un danger redoutable face auquel les Polonais devraient s'unir sous l'étendard du catholicisme et des idées nationalistes.

30. Citation extraite d'un article paru dans *Nasz Dziennik*, quotidien d'extrême droite catholique : « *Platforma Obywatelska – masonskie sprzysiezenie wilkow* » (« La Plateforme Citoyenne – un pacte des loups francs-maçons »), *Nasz Dziennik*, n° 211 (2316), 10-11 septembre 2005.

31. À la suite d'un récent scandale lié à la diffusion sur les ondes d'une chaîne de télévision privée, d'une vidéo compromettante pour les leaders de MW, dans laquelle ils font des saluts nazis en face d'une croix gammée brûlante, la direction de LPR s'est distanciée de sa pépinière de militants en décembre 2006, du fait de sa présence au gouvernement.

PROFESSION DE FOI DE MLODZIEZ WSZECHPOLSKA[32]

1. Mlodziez Wszechpolska est l'héritier idéologique du Camp national, de la pensée politique de Roman Dmowski et des autres fondateurs de l'idée nationale. Nous reconnaissons que la nation est la valeur temporelle la plus importante. Après Dieu, le premier service se doit à sa propre nation.

2. Mlodziez Wszechpolska se réfère au canon des principes de l'Unique, Vraie et Sainte Foi catholique, considérant Dieu comme le but ultime de l'homme. Mlodziez Wszechpolska reconnaît le rôle de l'Église catholique dans la création, dans le renforcement de l'idée nationale des Polonais et dans leur développement multidimensionnel.

3. Mlodziez Wszechpolska a l'intention de réaliser le renouveau moral et national de la jeune génération, en déclarant la guerre aux doctrines qui appellent à l'autonomie, au libéralisme, au « tolérancionnisme » et au relativisme.

4. Les moyens de notre activité sont le travail de formation dans l'esprit national et catholique, une lutte active contre les menaces qui touchent la nation et l'Église, ainsi qu'une participation active dans la vie politique et sociale.

5. Par notre travail commun, nous avons pour but de construire un État catholique de la nation polonaise, un État qui sera le pilier de la civilisation européenne latine.

Notons enfin que depuis la formation de la coalition gouvernementale PiS-Samoobrona-LPR en mai 2006, les anciens leaders de la Jeunesse panpolonaise ont obtenu des postes importants au sein du gouvernement, comme celui de ministre de l'Économie maritime ou de secrétaire d'État au sein du ministère des Sports.

Droit et Justice (PiS)

Le parti conservateur Droit et Justice (PiS) se présente comme le continuateur de la droite d'avant-guerre d'inspiration dmowskienne, d'une partie de l'héritage pilsudskiste, de la période de Gierek et d'une partie de l'œuvre de Solidarnosc. Il est actuellement l'acteur dominant de la scène politique polonaise, et son discours est focalisé sur les affaires nationales. Ses principaux centres d'intérêt sont la « décommunisation », la lutte contre la corruption et le renforcement de l'appareil de l'État. Son programme défend un patriotisme économique et des mesures redistributives au nom du slogan « la Pologne solidaire » (en opposition à la « Pologne libérale » de la PO, son principal rival). La mondialisation est pratiquement absente du discours du PiS et son programme de réforme radicale de l'État ne prévoit pas de mesures visant à répondre aux défis qu'elle implique. Le PiS est ambigu sur la question de l'intégration européenne. Défenseur de la souveraineté nationale, il ne voit pas le rôle de l'intégration européenne comme un processus permettant à la Pologne de s'adapter aux défis de mondialisation. Son programme de politique internationale est axé sur l'alliance stratégique avec les États-Unis, sur le soutien des changements démocratiques en Ukraine et en Biélorussie ainsi que sur la défense des intérêts de la Pologne menacés par l'Allemagne et la Russie.

32. Adoptée au congrès fondateur du 2 décembre 1989, pendant lequel Mlodziez Wszechpolska fut officiellement réactivée, au Collegium Novum de l'université de Poznan. Disponible sur le site web de l'organisation : http://www.wszechpolacy.pl/. Je remercie Marek Naczyk et Paul Lassalle de m'avoir fait connaître ce texte.

L'Alliance de la Gauche démocratique (SLD)

Le programme de la SLD, alliance de postcommunistes réformés, affiche une orientation proeuropéenne et libérale, se référant explicitement à la mondialisation. Elle y est présentée comme un processus inévitable. Selon le SLD, l'État ne doit pas rester passif devant les changements liés à la mondialisation. Le gouvernement devrait participer activement aux efforts de régulation de la mondialisation économique à l'échelle globale. On peut lire dans le programme : « Nous voulons participer activement à la régulation socialement bénéfique de ce phénomène afin d'assurer un partage des ressources dans le monde qui serait plus équitable et le principe de développement durable[33] ». Se retrouvent des échos altermondialistes : « La SLD soutient la politique publique orientée non pas vers les intérêts du capital international et le profit, mais vers les besoins des individus[34]. »

Le centre gauche polonais souhaiterait que la Pologne agisse en faveur d'une coopération mondiale pour l'aide aux pays pauvres en collaborant avec l'UE. Dans le discours de la SLD, l'intégration économique et politique de l'UE est présentée comme un vecteur de connexion de la Pologne aux transformations économiques globales et comme le moyen d'éviter d'être exclu de la mondialisation. Selon Wlodzimierz Cimoszewicz, un des dirigeants du parti et ancien ministre des Affaires étrangères, avant 2005, la mondialisation va de pair avec la régionalisation ; elle rend plus important le rôle des organisations régionales telles que l'UE ou le MERCOSUR. Par conséquent, l'intégration avec l'UE permet à la Pologne d'avoir une influence sur les processus de mondialisation, de devenir non plus son objet mais un participant actif[35]. Selon Michal Syska[36], les problèmes liés à la mondialisation, comme les flux spéculatifs incontrôlables, les crises écologiques ou le terrorisme global dépassent l'État-nation, et le gouvernement devrait faire sienne la maxime selon laquelle la « politique est d'autant plus nationale et efficace, qu'elle est plus cosmopolite[37] ».

En outre, le centre gauche polonais soutient que l'adhésion à l'UE est liée à l'ajustement institutionnel et économique qui fait suite à l'impératif d'adoption de l'acquis communautaire et la nécessité de rendre l'économie polonaise plus compétitive. Ces changements satisferont également les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir bénéficier de la mondialisation de l'économie. Par conséquent, dans le discours du centre gauche, les efforts d'ajustement du cadre législatif et institutionnel liés à l'UE sont associés à ceux liés à la mondialisation. Selon Cimoszewicz, l'UE est le moyen pour la Pologne de s'ajuster par rapport aux exigences de la mondialisation et d'accroître sa compétitivité économique[38].

33. Extrait du programme électoral de SLD : http://www.sld.pl.
34. *Ibid.*
35. Cimoszewicz, W., « *Polska i globalizacja* » (« La Pologne et la mondialisation »), in Kolodko, G. (2003), *Globalizacja, Marginalizacja, Rozwoj* (« Mondialisation, Marginalisation, Développement »), Varsovie, Wydawnictwo Wyzszej Szkoly Przedsiebiorczosci i Zarzadzania im. Leona Kozminskiego.
36. Député de la Social-Démocratie polonaise, parti issu d'une division au sein de SLD.
37. Blog de Michal Syska : http://syska.pl/publikacje/8/.
38. *Ibid.*

La Plateforme citoyenne (PO)

La Plateforme citoyenne présente la mondialisation comme un processus inévitable face auquel la Pologne a une alternative : soit elle peut agir, s'adapter et faire partie des gagnants des transformations en cours ; soit elle peut se replier et se retrouver marginalisée dans le jeu économique mondial. Pour Andrzej Olechowski, un des fondateurs de la PO, la mondialisation est une chance inédite : « Il s'agit de faire en sorte que les Polonais ne se retrouvent pas parmi ceux qui se sont réfugiés dans un musée[39]. » En outre, il suggère que la mondialisation porte des valeurs démocratiques et libérales qui pourraient contrecarrer la persistance des idées nationalistes[40].

En conséquence, la PO prône l'ouverture commerciale, la libre circulation des biens et des capitaux ainsi que l'intégration économique, tant dans le cadre des organisations internationales que dans l'UE. L'adhésion à l'UE apparaît comme un catalyseur des changements nécessaires pour faire face aux défis de la mondialisation et un moyen de faire entendre la voix de la Pologne sur l'arène internationale. Cependant, contrairement à la SLD qui se prononce en faveur d'une redistribution efficace des bénéfices de la mondialisation, PO s'oppose à pareille intervention et prône le retrait de l'État. Sa politique économique devrait se limiter à stimuler la compétitivité.

2. 2. L'Église catholique

Plus de 90 % de Polonais se déclarent catholiques et l'Église catholique est en Pologne un acteur incontournable. Sa voix pèse fréquemment sur les affaires publiques en dépit de la séparation formelle entre l'Église et l'État. Quelle est son attitude envers la mondialisation ?

L'Église catholique en Pologne ne parle pas d'une seule voix. Certains parlent même d'une division entre une Église ouverte, fidèle aux idées de Jean-Paul II, qui demeure dominante et une « Église de Torun[41] », courant conservateur politisé qui diffuse ses idées dans les médias, notamment sur les ondes de Radio Maryja.

Ces deux tendances prônent des attitudes contrastées envers la mondialisation et suggèrent des réponses différentes par rapport à ses défis. Le courant modéré dénonce les effets négatifs de la multiplication des interdépendances économiques tout en admettant qu'elles puissent être vecteur de solidarité et de paix. Cette position reflète l'attitude ambiguë de Jean-Paul II qui s'interrogeait pour savoir si le monde pourrait bénéficier du marché global, tout en voyant dans l'intégration croissante une chance pour favoriser la paix. Bien qu'il craignît que la rivalité économique puisse conduire à l'instabilité, il soulignait que la mondialisation ouvrait des possibilités nouvelles, avec la promotion de valeurs telles que la justice, l'égalité et la solidarité.

39. Olechowski, A., *Wygrać przyszłość* (« Gagner l'avenir »), Varsovie, Twigger SA, 1999, p. 127.
40. *Idem*, p. 128.
41 Le siège de la fameuse radio se trouve à Torun.

L'attitude de la fraction réactionnaire est plus hostile. La mondialisation est perçue comme une menace pour la « polonitude » et pour les valeurs traditionnelles nationales et catholiques. C'est un écho lointain de la vision d'une Pologne conçue comme sentinelle du christianisme en Europe, telle qu'elle a été forgée au XVII[e] siècle et perpétuée ensuite dans la littérature, avec cette différence qu'aujourd'hui les païens ont été remplacés par les libéraux. Sur les ondes de Radio Maryja et des autres médias liés à « l'empire médiatique » du Père Rydzyk[42], les globalistes sont associés aux capitalistes, aux néolibéraux étrangers ainsi qu'aux partisans du libéralisme et aux médias à tendance libérale en Pologne. Comme tels, ils sont diabolisés et stigmatisés comme ennemis de la nation et voulant la détruire. Les représentants de cette fraction de l'Église s'adressent aux électeurs des partis populistes et conservateurs (Samoobrona, LPR, PiS), souvent désignés comme les perdants de la transformation des années 1990 et nostalgiques de la tutelle étatique d'ancien régime. Ils présentent la mondialisation comme le vecteur de promotion des idées néolibérales et anticléricales et l'associent aux privatisations des entreprises étatiques et à l'invasion du capital étranger. Cette dernière conduirait à la fermeture des entreprises, aux licenciements massifs et à la dévastation du patrimoine national. Parfois, cette vision est poussée à l'extrême, et la mondialisation est présentée comme un complot international, orchestré par les francs-maçons, censé démonter l'État polonais, favoriser la prise de contrôle sur son économie et nier la chrétienté pour construire un « nouveau, meilleur monde païen, dans lequel l'Homme est l'unique dieu, mais en réalité ce sont seulement les maçons élus[43] ».

2. 3. Les ONG

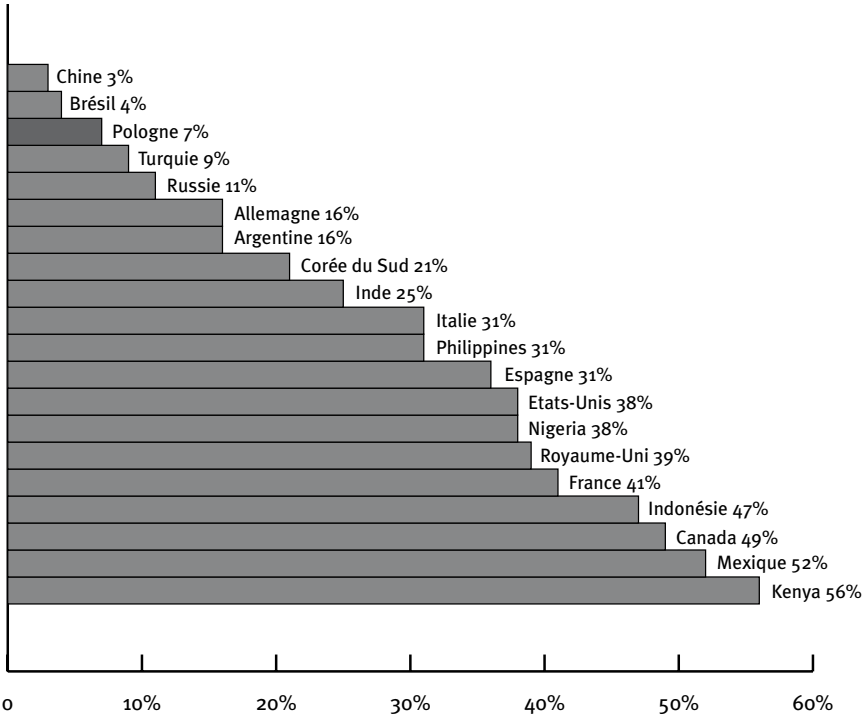
Quel est le rôle des organisations non gouvernementales dans le débat sur la mondialisation en Pologne ?

Force est de constater que leur voix est à peine entendue. Les ONG demeurent des acteurs marginaux du débat public en Pologne, ne bénéficiant pas d'une présence médiatique qui leur permettrait d'avoir un impact sur l'opinion publique et sur les décideurs politiques. En conséquence, le niveau de confiance dans ces organisations est particulièrement bas en Pologne. Selon une étude du CBOS conduite dans 20 pays, bien que la majorité de sondés affirme qu'ils ont confiance dans les ONG, leur nombre ne dépasse que de 7 % celui de sondés ayant une opinion contraire, ce qui contraste avec les niveaux de confiance observés en France ou au Royaume-Uni (respectivement 41 % et 39 %). Il n'y a qu'au Brésil (4 %) et en Chine (3 %) que le niveau de confiance est plus bas.

42. « Père-directeur » de *Radio Maryja* et fondateur de la télévision Trwam et du quotidien *Nasz Dziennik*.

43. « Platforma Obywatelska – masonskie sprzysiezenie wilkow » (« La Plateforme Citoyenne – un pacte des loups francs-maçons »), *Nasz dziennik*, n° 211 (2316), 10-11 septembre 2005.

Figure 19. La confiance dans les ONG parmi les populations des différents pays



Source : CBOS.

Les ONG ne sont pas considérées par les Polonais comme des acteurs importants de l'espace public. Les organisations altermondialistes sont fréquemment associées aux violences qui ont accompagné les sommets économiques internationaux. Les résultats d'une enquête conduite par le CBOS à la veille du forum économique européen de Varsovie en avril 2004 sont révélateurs[44]. Ainsi, bien que plus de la moitié des sondés soulignât les bénéfices en termes de prestige international de la Pologne et d'échanges commerciaux (58 % et 52 % respectivement), la grande majorité d'entre eux exprimait une crainte que l'organisation du Forum implique des violences liées aux organisations altermondialistes (62 %). Ceci tendrait à montrer que les ONG altermondialistes, telles que ATTAC Polska[45], demeurent inconnues auprès du grand public, qui tend à les associer à la violence et au vandalisme plutôt qu'à un mouvement civique global. Notons que le déroulement du Forum ici mentionné a été contraire aux attentes du public. Si des commerçants avaient blindé les fenêtres de leurs boutiques et si le gouvernement avait décidé de transformer Varsovie en forteresse, les militants altermondialistes, quant à eux, se sont révélés calmes et pacifiques.

44. *O Europejskim Forum Gospodarczym* (« Du Forum économique européen »), Varsovie, CBOS, avril 2004.
45. http://www.attac.org.pl/.

CONCLUSION

La Pologne présente un paradoxe : un large soutien accordé à la mondialisation jouxte des forces politiques enclines à faire valoir la souveraineté. À la mondialisation sont associés les bénéfices tirés du marché commun qu'aucune force politique ne remet en cause. Au marché et à la croissance qui en découle, surtout depuis 2004, est liée étroitement l'UE, pour laquelle l'engouement, deux ans après l'intégration, est notable. La Pologne, qu'on disait eurosceptique, et qui dans une certaine mesure l'a montré en 2004 en participant faiblement aux élections européennes et en y envoyant un fort contingent de députés eurosceptiques, voire « europhobes », est néanmoins en 2006 le pays qui témoigne le plus de soutien à l'UE. Pareil enthousiasme est sans doute le résultat de l'obtention d'un budget considérable à sa disposition, au titre de l'actuelle programmation (2007-2013), mais c'est aussi le résultat d'un développement évident pour quiconque parcourt le territoire. Partout, ce ne sont que chantiers d'infrastructures et immobiliers, projets municipaux et régionaux, aménagements des territoires. Dans ces conditions, les options souverainistes sont-elles contradictoires ? Nullement, si l'on considère, à l'instar des discours du PiS, que le libéralisme et l'ouverture au monde peuvent s'adosser à un « patriotisme économique » qui n'entend pas faire dépendre son développement des seuls IDE mais entend aussi construire des champions industriels nationaux. Tel est l'équilibre fragile que parvient à entretenir la coalition au pouvoir. Elle peut y parvenir sur la durée, tant que la croissance portée par l'absorption des fonds est en marche, que les paysans y gagnent, que les salaires sont suffisamment bas pour attirer les IDE et que les dépenses publiques comblent les attentes. C'est dire combien les échéances de la renégociation de la politique agricole et de la discipline budgétaire vont peser lourdement à courte échéance.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bafoil, F. (dir., 2007), *La Pologne, politique, économie, société*, Fayard (à paraître, avril 2007).

CBOS, *Kapital zagraniczny w Polsce* (« Le capital étranger en Pologne »), Varsovie, CBOS, mai 2006.

CBOS, *Ocena brukselskiego szczytu i postrzegany stosunek panstw* UE do Polski (« L'évaluation du sommet bruxellois et la perception de l'attitude des États de l'UE envers la Pologne »), Varsovie, CBOS, février 2006.

CBOS, *O Europejskim Forum Gospodarczym*, (« Du Forum économique européen »), Varsovie, CBOS, avril 2004.

CBOS, *Opinie o istotnych kwestiach spolecznych w elektoratach partyjnych* (« Les opinions sur les importantes questions sociales dans les électorats des partis »), Varsovie, CBOS, mai 1999.

CBOS, *Opinie o obecnosci polskich zolnierzy w Iraku i o innych interwencjach zbrojnych* (« Les opinions sur la présence des troupes polonaises en Irak et sur les autres interventions militaires »), Varsovie, CBOS, avril 2005.

CBOS, *Polacy o roli Stanow Zjednoczonych w Swiecie* (« Les Polonais sur le rôle des États-Unis dans le monde »), Varsovie, CBOS, novembre 2004.

CBOS, *Postrzeganie sytuacji Polski na arenie miedzynarodowej* (« La perception de la situation de la Pologne sur l'arène internationale »), Varsovie, CBOS, juin 2006.

CBOS, *Skutki globalizacji dla Polski*, (« Les conséquences de la mondialisation pour la Pologne »), Varsovie, CBOS, octobre 2006.

CBOS, *Spoleczne poparcie dla czlonkostwa w Unii Europejskiej* (« Soutien social pour l'adhésion à l'Union européenne »), Varsovie, CBOS, novembre 2006.

CBOS, *Spoleczne rozumienie i oceny globalizacji* (« Compréhension et évaluation sociale de la mondialisation »), Varsovie, CBOS, janvier 2004.

CBOS, *Zaufanie do rzadu, przedsiebiorstw, ONZ i organizacji pozarzadowych w 20 krajach Swiata* (« La confiance par rapport au gouvernement, aux entreprises, à l'ONU et aux organisations non gouvernementales dans 20 pays du monde »), Varsovie, CBOS, janvier 2006.

Cimoszewicz, W., « Polska a globalizacja » (« La Pologne et la mondialisation »), in Kolodko, G. (2003), *Globalizacja, Marginalizacja, Rozwoj* (« Mondialisation, Marginalisation, Développement »), Wydawnictwo Wyzszej Szkoly Przedsiebiorczosci i Zarzadzania im. Leona Kozminskiego, Varsovie.

German Marshall Fund, *Perspectives on Trade and Poverty Reduction, A Survey of Public Opinion, Key Findings Report 2006*, German Marshall Fund, 2006.

Jezinski, M., « Parlamentarny dyskurs antyunijny jako przyklad tendencji kontrakulturacyjnych w polityce polskiej. Przypadek Samoobrony RP i Ligi Polskich Rodzin », in Bäcker, R., Marszalek-Kawy, J., Modrzynska, J. (2003), *Globalizacja, Integracja, Transformacja. Glowne problemy globalizacji, integracji europejskiej oraz transformacji politycznej Europy srodkowej i wschodniej* (« Mondialisation, intégration, transformation. Les principaux problèmes de la mondialisation, de l'intégration européenne et de la transformation politique de l'Europe centrale et orientale »), Torun, Adam Marszalek.

Olechowski, A. (1999), *Wygrać przyszłość* (« Gagner l'avenir »), Varsovie, Twigger SA.

ANNEXES

Part de la dépense sociale publique en % du PIB

	1996	1998	2000
Bulgarie	12,1	14,9	17,9
République tchèque	17,4	18,1	19,5
Estonie	15,9	14,74	15,2
Hongrie	24,8	24,2	23,2
Lettonie	17,5	17,6	17,8
Lituanie	14,2	15,8	15,8
Pologne	31,0	29,5	29,9
Roumanie	10,6	13,8	13,9
Slovaquie	23,28	21,88	21,7
Slovénie	25,5	26,1	–
UE-15			27,6

Source : Economic Survey of Europe, 2003.

Allocations chômage en relation avec le salaire minimum en 2002

	Alloc. chômage en % du salaire minimum	Salaire minimum en % du salaire moyen
Bulgarie	40,9	39,8
République tchèque	57,4	34,8
Estonie	21,6	31,5
Hongrie	60,2	42,7
Pologne	62,7	34,3
Slovaquie	69,2	36,9
Slovénie	92,9	41,4

Source : Economic Survey of Europe, 2003.

Les résultats des élections (2e tour) au Parlement entre 1997 et 2005

1997

Partis	%	Sièges
Action électorale Solidarité (AWS)	33,83	201
Alliance de la Gauche démocratique (SLD)	27,13	164
Union pour la liberté (UW)	13,37	60
Parti paysan polonais (PSL)	7,31	27
Mouvement pour la reconstruction de la Pologne (ROP)	5,56	6

2001

Partis	%	Sièges
Alliance de la Gauche démocratique-Union du travail (SLD-UP)	41,00	216
Plateforme citoyenne (PO)	12,60	65
Autodéfense (Samoobrona)	10,52	53
Droit et Justice (PiS)	9,50	44
Parti paysan polonais (PSL)	9,00	42
Ligue des familles polonaises (LPR)	7,90	38

2005

Partis	%	Sièges
Droit et Justice (PiS)	26,84	155
Plateforme citoyenne (PO)	24,23	133
Autodéfense (Samoobrona)	11,66	56
Alliance de la Gauche démocratique (SLD)	11,38	55
Ligue des familles polonaises (LPR)	7,89	34
Parti paysan polonais (PSL)	6,95	25

LES BRITANNIQUES FACE À LA MONDIALISATION

Colin HAY et Nicola SMITH
Département de sciences politiques et d'études internationales
Université de Birmingham

INTRODUCTION

Ces dernières années, on a pu remarquer un intérêt croissant quant au rôle des discours sur la mondialisation dans la définition des thématiques politiques en Europe. Comme l'ont suggéré de nombreux auteurs, ces discours peuvent jouer un rôle causal fort important dans la détermination de la trajectoire de changement d'une politique et, à ce titre, devraient faire l'objet d'une enquête en tant que tels. Le Royaume-Uni a constitué le point central de cette analyse, étant donné que les idées sur la mondialisation y ont fréquemment servi de justification, et souvent de justification principale, pour des réformes économiques et sociales au cours de ces dernières décennies. Et, pourtant, si de nombreux travaux universitaires récents ont indiqué la nécessité de réaliser une analyse empirique systématique des discours publics, pour l'instant ils n'ont guère été suivis d'effets.

Le présent rapport a pour objet de contribuer à cette tâche, en établissant une classification des appels contemporains à la mondialisation lancés au Royaume-Uni par les élites politiques, et d'évaluer, grâce à nos propres données, les conceptions sous-jacentes de ces élites à propos de la mondialisation[1]. Nous mettons en parallèle ces discours publics et privés des élites politiques sur la mondialisation avec les perceptions qu'a le grand public de ce phénomène, en nous fondant, pour ce faire, sur l'étude pionnière multipays récemment réalisée pour la Fondation pour l'innovation politique et par Kairos Future International.

Sur la base de travaux antérieurs, que nous avons prolongés et actualisés (voir notamment Hay et Rosamond, 2002 ; Hay et Smith, 2005), nous classons ces discours par catégorie, selon le caractère subsidiaire ou inévitable attribué au processus de mondialisation, et les connotations positives, variables ou négatives qu'il est censé entraîner. Ce que l'on remarque, et ce qui va à l'encontre des suppositions véhiculées par la plupart de la littérature existante, c'est la diversité et l'étendue des discours portant sur la mondialisation exprimés par les principaux acteurs politiques au Royaume-Uni. L'analyse des données

1. Nous sommes redevables à l'Economic and Social Research Council (ESRC) du financement de cette recherche (bourse de projet RES000220780). Nous sommes également extrêmement reconnaissants à l'équipe de projet des membres du Parlement David Baker, Andrew Gamble, Nick Randall et David Seawright, pour leur collaboration et leur soutien sans faille. Enfin, nous aimerions remercier Akrivi Andreou pour l'aide inestimable qu'elle a apportée à cette recherche.

concernant l'attitude de l'élite politique montre la prévalence constante de conceptions spécifiques (et surtout de perceptions erronées) de la mondialisation, et notamment de conceptions ayant été récusées empiriquement. Et, ce qui est peut-être plus intéressant, elle met en lumière une série de tensions et de contradictions centrales au sein du discours politique de l'élite au Royaume-Uni, à tous les niveaux de gouvernement. Ces éléments, à notre avis, indiquent une certaine fragilité de la thèse dominante de l' « hyper mondialisation » à laquelle les acteurs politiques de premier plan sembleraient autrement adhérer, s'agissant de ses conséquences distributives. Enfin, à l'aide des résultats de l'enquête de Kairos Future International, nous avons comparé nos résultats concernant les constructions et conceptions de l'élite politique quant à la mondialisation à celles du grand public au Royaume-Uni. Nous démontrons une convergence étonnamment élevée entre les perceptions du grand public et celles de l'élite politique quant à la mondialisation, ce qui indique que le caractère hautement distinctif des discours de l'élite politique sur la mondialisation se voit également reflété dans la perception du grand public.

Le rapport est composé de six sections. Dans la première, nous décrivons brièvement le plan de recherche et la méthodologie qui sous-tend l'analyse menée dans les sections suivantes. Dans la deuxième, nous examinons et apprécions les signes fondamentaux de l'exposition de l'économie britannique à la mondialisation. Dans la troisième, nous établissons un schéma regroupant les caractéristiques et les catégories des discours politiques publics de l'élite, en nous fondant sur des travaux précédents, que nous utilisons afin de classer ces discours publics au Royaume-Uni. Dans la quatrième et la cinquième section, nous passons de l'aspect public aux discours et conceptions privés. Ici, nous nous fondons respectivement sur nos propres données issues de l'étude financée par l'ESRC sur les perceptions que l'élite politique a de la mondialisation, et sur l'enquête réalisée par Kairos Future International sur les perceptions et attitudes du public face à la mondialisation, afin d'établir une classification de ces perceptions et conceptions au Royaume-Uni aujourd'hui. Dans la dernière section, nous comparons, mettons en contraste et recontextualisons les discours et les conceptions de l'élite et du public quant à la mondialisation, en réfléchissant sur le caractère distinctif de l'attitude politique du Royaume-Uni face la mondialisation, dans le contexte plus large de l'Europe.

Plan de recherche

Le rapport se fonde sur deux nouvelles sources de données comportementales à propos des perceptions et des conceptions qu'ont l'élite et le grand public de la mondialisation. La première est notre propre enquête sur les opinions politiques de l'élite, que nous avons achevée récemment, grâce au financement de l'ESRC. La deuxième, une enquête équivalente sur les attitudes du grand public, menée par Kairos Future International en 2006 pour la Fondation pour l'innovation politique, est décrite en détail par ailleurs.

L'objectif principal de notre recherche était d'étudier et de classifier les attitudes politiques de l'élite face à la mondialisation. L'étude a consisté en plusieurs éléments :

l'envoi de questionnaires par la Poste aux membres du Parlement et aux fonctionnaires ; des entretiens semi-directifs avec des responsables politiques de haut rang ; et l'analyse du discours développé dans des documents politiques, des discours de ministres et des débats parlementaires.

Notre recherche s'est appuyée sur les questions clés suivantes :

– Qu'entendent les responsables politiques par le terme mondialisation et comment perçoivent-ils ses processus – comme des contraintes extérieures, comme des processus pouvant être régulés par une médiation nationale ou, au contraire, comme des projets politiques de plein droit ?

– Comment les responsables politiques conçoivent-ils la relation entre la mondialisation et l'intégration européenne – comme des tendances complémentaires ou concurrentes, comme des éléments clairement distincts ou faisant partie du même processus ?

– Est-il possible d'identifier des discours distinctifs sur la mondialisation et ses relations avec l'intégration européenne, dans quelle mesure se font-ils sentir, dans quelle mesure sont-ils réservés à des groupes nationaux, sont-ils communs à plusieurs groupes, à des partis politiques, sont-ils réservés aux fonctionnaires ou aux politiques, aux simples députés ou aux ténors du parti ?

– Y a-t-il des disparités entre les attitudes des responsables politiques envers la mondialisation telles que révélées par les recherches fondées sur des enquêtes comme celle-ci, et le recours officiel/public à de tels discours ?

À ces questions qui ont nourri notre recherche initiale, nous sommes à présent en mesure d'en ajouter une cinquième, grâce à l'aide de la base de données de Kairos Future International.

– Y a-t-il des disparités entre les attitudes des responsables politiques envers la mondialisation et leur articulation, et les perceptions qu'a le grand public de la mondialisation ?

Afin de classifier les attitudes des responsables politiques envers la mondialisation, nous avons utilisé des techniques tant qualitatives que quantitatives. Notre analyse qualitative a consisté, tout d'abord, en une analyse du discours employé dans les documents politiques clés, et ensuite en des entretiens semi-directifs avec des responsables politiques de haut rang des deux pays. En premier lieu, nous avons réalisé une analyse détaillée du discours employé dans plus de 100 documents officiels, y compris des livres blancs, des discours de ministres, des enregistrements de débats parlementaires et des manifestes politiques publiés entre 1997 et 2005. En second lieu, nous avons mené 35 entretiens avec des parlementaires et des hauts fonctionnaires expérimentés. Il s'agissait d'entretiens semi-directifs et ouverts, plutôt que structurés et fermés, afin de permettre aux personnes interrogées de s'étendre sur leur attitude et leurs croyances concernant la mondialisation et l'intégration européenne. Les personnes interrogées avaient le choix de conserver l'anonymat et la confidentialité des débats était proposée, même si la plupart du temps elles ont autorisé l'enregistrement et la transcription des entretiens (à la condition que le texte soit alors anonyme). Ces deux séries de données ont ensuite été codées et analysées par le logiciel QSR Nvivo. Sur la base d'un débat précédent que nous avons prolongé et actualisé

(Hay et Rosamond, 2002), nous avons trié les discours selon le caractère subsidiaire ou inévitable attribué au processus en question, et selon les connotations positives, variables ou négatives qu'il est censé entraîner (ce point est repris plus en détail dans la section suivante). Ceci nous a fourni un cadre grâce auquel nous avons pu identifier et évaluer (à l'aide d'une simple méthodologie basée sur le nombre d'occurrences) la prévalence relative de discours spécifiques, et s'ils étaient plus susceptibles d'être utilisés dans certains contextes que dans d'autres.

Notre recherche quantitative a consisté en une enquête sur les attitudes de parlementaires et de fonctionnaires. La méthodologie employée ici rappelle beaucoup celle de l'enquête d'opinion sur les députés britanniques et la mondialisation (dorénavant EDM) de Gamble *et al.*, financée par l'ESRC, afin d'assurer la compatibilité entre les deux projets. À l'instar de l'EDM, les données ont été acquises par le biais de la distribution d'une enquête par voie postale, composée de questions fermées avec des formats de réponse identiques (« tout à fait d'accord », « d'accord », « ne se prononce pas », « pas d'accord » ou « pas du tout d'accord »). Le questionnaire comptait 37 questions qui avaient été soigneusement sélectionnées, grâce à notre analyse qualitative précédente, afin de refléter un éventail d'opinions concernant la mondialisation et l'intégration européenne (voir Annexe 1). Le questionnaire a été envoyé à tous les membres du Parlement du Royaume-Uni, ainsi qu'à 500 hauts fonctionnaires et fonctionnaires de grade inférieur (sélectionnés au hasard à l'aide de l'annuaire des fonctionnaires britanniques). L'enquête a été réalisée par le biais de trois envois postaux distincts, et nous avons également contacté par téléphone et/ou courrier électronique les bureaux des personnes n'ayant pas répondu, afin de les informer qu'elles ne participeraient pas à l'étude si nous ne recevions pas de réponse de leur part. Les réponses au questionnaire ont ensuite été codées et analysées à l'aide des techniques de saisie et d'analyse de données disponibles dans les SPSS (Statistical Packages for the Social Sciences). En fin de compte, nous avons reçu 371 questionnaires remplis sur un total de 1 146 réponses possibles, ce qui constitue un taux de réponse général de 32,4 % (voir Annexe 2). La répartition générale des réponses était globalement représentative de la population échantillon (voir Annexe 3).

Outre notre recherche qualitative et quantitative initiale, nous avons également pu, cette fois-ci, nous inspirer des données émanant des enquêtes réalisées par Kairos Future International en 2006. Ces données ont été obtenues grâce à un questionnaire distribué de façon électronique à un panel d'internautes de 15 pays (dont le Royaume-Uni). Chaque panel était composé d'un échantillon (représentatif) de 1 000 personnes nées entre 1977 et 1990 et 300 personnes nées entre 1956 et 1976. Ces données nous ont permis de classer les attitudes des citoyens britanniques envers la mondialisation, de comparer ces attitudes à celles des responsables politiques britanniques, et enfin de les comparer à celles des citoyens des sept autres pays de l'UE inclus dans l'analyse.

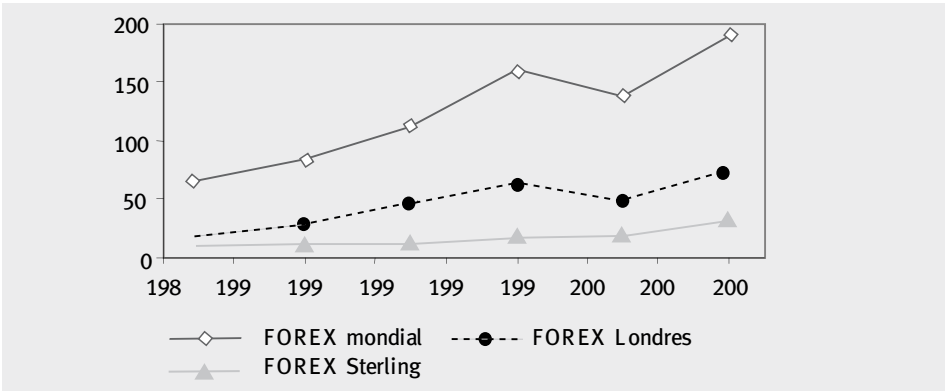
1. Contextualisation des perceptions de l'élite et du public quant à la mondialisation

La gestion économique au Royaume-Uni depuis la moitié des années 1990 a toujours fait état d'une adaptation nécessaire à la « dure réalité » des changements économiques en cours. Cette nouvelle donne économique est définie principalement, à son tour, en termes de mondialisation. Ceci n'a jamais été aussi clair que dans l'économie politique du gouvernement britannique depuis 1997, qui est invariablement présentée, de façon apparemment dépassionnée, presque technocratique, comme la conséquence logique de l'assimilation des leçons de la mondialisation. Nous faisons référence à des processus échappant au contrôle des acteurs politiques, qui doivent simplement être adaptés, et par conséquent à une simple logique mécanique de contrainte économique non négociable.

Et pourtant, la preuve de la mondialisation de l'économie britannique, que ces discours prennent pour acquise, n'est pas aussi facile à trouver qu'on pourrait le penser. En effet, ce n'est qu'en faisant appel aux standards de définition les moins rigoureux que le Royaume-Uni peut être considéré comme ayant traversé un processus de mondialisation simple et sans problème depuis les années 1960. Et une définition aussi peu rigoureuse n'est pas compatible avec les postulats sur la mondialisation à partir desquels la majeure partie de la gestion économique a été publiquement construite ces dernières années. Une brève étude de l'exposition de l'économie britannique à la mondialisation peut donc être utile pour contextualiser ce qui suit.

La preuve la plus facilement associée à la thèse de la mondialisation concerne l'activité de l'économie britannique et son exposition aux marchés financiers mondialement intégrés.

Graphique 1 : volume moyen des opérations de change par jour, 1988-2004 (milliards de dollars)



Source des données : Calculé à partir de la Banque des règlements internationaux (2004), *Triennial Central Bank Survey of Foreign Exchange and Derivatives Market Activity in April 2004*, Bâle, BRI, département monétaire et économique. Volumes exprimés aux taux de change d'avril 2004.

Comme le montre le graphique 1, si les échanges de sterling sur les marchés des changes étrangers (FOREX) représentent une part plus petite du volume général échangé sur ces marchés aujourd'hui que pendant les années 1990, la part des échanges FOREX mondiaux réalisés dans la ville de Londres est demeurée relativement constante et a suivi la tendance générale. Si le volume des échanges sur les marchés financiers mondiaux a augmenté, le volume de l'activité dans le quartier de Square Mile aussi. De telles données semblent conforter l'idée que l'économie britannique est ancrée dans une économie mondiale plus étroitement intégrée que jamais.

Il en va autrement si on prend en considération l'ouverture de l'économie britannique aux échanges commerciaux. En effet, comme le montre le graphique 1, le ratio d'échanges de marchandises par rapport au PIB (et donc l'ouverture de l'économie britannique) est plus bas aujourd'hui qu'à n'importe quel moment depuis 1950. Le fait que les ratios entre le commerce britannique et le PIB aient fluctué depuis 1913, passant d'un point culminant de presque 45 % en 1913 à un creux de 36 % en 1950, et que la moyenne sur cette période (d'environ 41 %) est quelque peu plus élevée que les niveaux actuels va très certainement à l'encontre de la thèse exagérée selon laquelle il existerait des pressions *inexorables* menant à des degrés *sans précédent* d'intégration économique. À la lumière de ce qui précède, il semble plutôt peu sincère de présenter les importateurs britanniques comme devant relever davantage de défis qu'auparavant pour faire face aux impératifs de la concurrence mondiale.

Tableau 1 : ratio d'échanges de marchandises par rapport au PIB aux prix actuels 1913-2003 (exportations plus importations)

	1913	1950	1973	1995	2000	2003
France	35,4	21,2	29,0	36,6	46,6	44,2
Allemagne	35,1	20,2	35,2	38,7	56,3	56,2
Japon	31,4	16,9	18,3	14,1	17,7	19,9
Pays Bas	103,6	70,2	80,1	83,4	112,5	108,9
Royaume-Uni	**44,7**	**36,0**	**39,3**	**42,6***	**43,9**	**38,7**
États-Unis	11,2	7,0	10,5	19,0	20,7	18,5

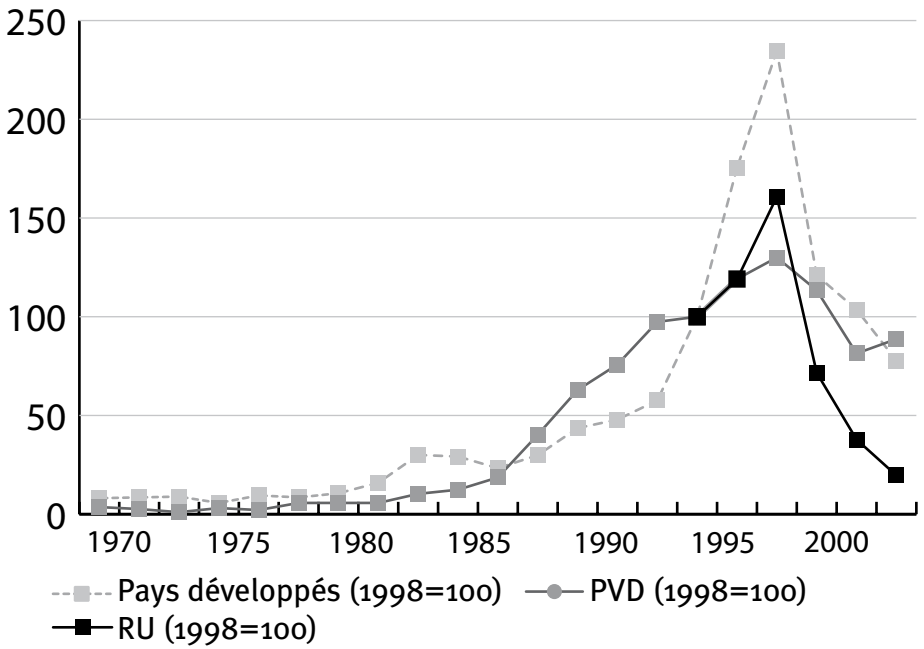
Sources : Calculé à partir de Maddison (1987, tableau A-23) ; Hirst and Thompson (1999 : 27, tableau 2.3) ; Banque Mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*, années diverses.

Note : Données de 1994.

La situation globale concernant l'investissement direct étranger est peut-être plus facile à rapprocher de la thèse de la mondialisation. Comme le montre le graphique 2, au moins jusqu'aux premières années du siècle actuel, l'investissement direct étranger à destination des économies développées suit une trajectoire de croissance exponentielle. En outre, le

repli significatif qui a eu lieu depuis 2000 est largement imputable à un déclin de l'activité (essentiellement improductive) de fusions et acquisitions (F&A) suite au réajustement des marchés des actions mondiaux (par exemple, FMI 2004). Ce n'est pas en soi une indication d'un inversement du processus de mondialisation.

Graphique 2 : investissements directs étrangers (1998=100)



Source des données : Calculé à partir du *Balance of Payments Statistics Yearbook* du FMI, différentes années ; ONU, *Rapport sur l'investissement dans le monde*, 2004.

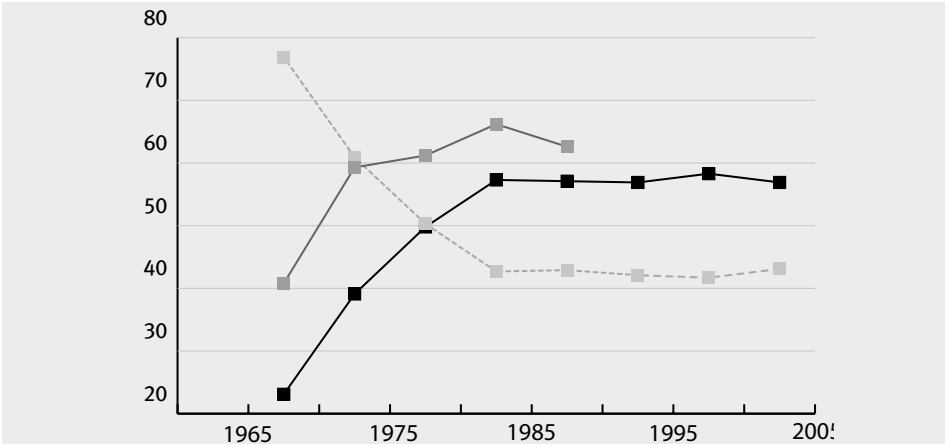
Le Royaume-Uni suit, pour l'essentiel, la tendance des économies développées. Et pourtant, depuis 2000, les niveaux d'investissements directs dans l'économie britannique ont diminué de façon relativement plus marquée que dans toutes les autres économies développées. Et si la variante du capitalisme appliquée au Royaume-Uni est fortement orientée vers la Bourse et a toujours attiré des niveaux d'investissements directs étrangers improductifs plus élevés que la moyenne, un examen plus précis des données montre que ce déclin récent ne s'explique pas uniquement par la chute de l'activité de F&A. Ici aussi, il semblerait que la tendance récente aille dans le sens d'une démondialisation de l'économie britannique, accompagnée notamment de la réduction de la taille de sa base manufacturière.

Toutefois, ces données cumulées ne montrent pas tout le tableau. Ce que les données examinées jusqu'ici ne nous disent pas, c'est dans quelle mesure les échanges, les investissements et les transactions financières internationaux dans lesquels l'économie britannique est impliquée sont régionaux (c'est-à-dire européens) ou réellement mondiaux par nature.

Ici les preuves abondent : l'économie britannique, à l'instar de ses voisins européens, ne s'est pas tant mondialisée que régionalisée (à l'échelle européenne) au cours de ces dernières années. Décrire les flux économiques qui traversent ses frontières en terme de mondialisation est pervers, étant donné qu'une part toujours plus réduite des échanges commerciaux et des investissements directs étrangers, par exemple, se fait avec des pays tiers à l'UE.

Ainsi que nous le verrons avec davantage de détails dans la section suivante, le discours du gouvernement New Labour sur la compétitivité décrit l'économie britannique comme entraînée dans une lutte concurrentielle de plus intense avec des producteurs issus de tous les pays, dans une économie mondiale de plus en plus étroitement intégrée. Et pourtant, empiriquement, on obtient une toute autre histoire. Comme le démontre le graphique 3, la part des exportations britanniques à destination des marchés de l'UE a été multiplié par trois depuis 1955. Il convient également de rappeler qu'au cours de la même période, le volume des échanges commerciaux exprimé en tant que part du PIB n'a pas significativement augmenté (elle a même baissé ces dernières années). On ne peut pas dire que tout ceci soit une preuve de mondialisation, mais bien plutôt de régionalisation. D'ailleurs, tant la part que le volume du commerce britannique avec le monde, à l'exclusion de l'UE, ont significativement diminué depuis les années 1950.

Graphique 3 : exportations du RU vers l'UE en tant que part des exportations totales, 1960-2004



Source : Calculé à partir de la Commission Européenne (1996), *European Economy: UK Trade Information Dataset* (disponible sur www.ukintrastat.com).

Par conséquent, l'économie britannique dépend de moins en moins pour son succès de ses avantages comparatifs et compétitifs sur les marchés mondiaux, et dépend de plus en plus de ses avantages comparatifs et compétitifs sur les marchés européens de l'UE. Il est donc probable qu'un modèle indifférencié des facteurs déterminants de la compétitivité dans une économie mondiale pleinement intégrée n'est alors qu'un guide bien peu utile pour discerner les priorités en matière de marché du travail et de politique économique.

On peut faire les mêmes observations au sujet de la lutte compétitive pour attirer les investissements directs étrangers. La part des investissements directs étrangers mondiaux à destination du Royaume-Uni a considérablement diminué ces dernières années. Et pourtant le plus important, peut-être, est que la nature de ces investissements, de même que la nature de ses relations commerciales, est loin d'être mondialement indifférencié. En effet, en 2004, pas moins de 98 % des flux d'investissements directs étrangers à destination de l'économie du Royaume-Uni venaient de l'Amérique du Nord, du Japon ou des États membres de l'UE (souvent appelé les économies de la « triade »). En outre, reflétant les tendances des données commerciales décrites plus haut, une proportion de plus en plus grande des investissements directs étrangers à destination du Royaume-Uni provient de l'intérieur de l'Union européenne. Enfin, si l'on prend en considération le fait que la grande majorité des investissements directs étrangers à destination du Royaume-Uni en provenance de pays tiers à l'UE est motivée par la proximité et l'accès privilégié de ce pays au marché de l'UE, l'idée que le Royaume-Uni est en proie à une concurrence réellement mondiale concernant les investissements directs étrangers, est, au mieux, mise à mal.

2. La classification des discours politiques de l'élite sur la mondialisation

Suite à des travaux précédents que nous avons développés, (Hay et Rosamond, 2002 ; Hay et Smith, 2005), nous avons classé les discours officiels sur la mondialisation selon le caractère subsidiaire ou inévitable du processus dont il est question, et selon les connotations positives, variables ou négatives qu'il est censé entraîner (voir le tableau 1).

Tableau 2 : discours sur la mondialisation

	La mondialisation comme clairement positive	Caractère de la mondialisation subsidiaire des choix politiques	La mondialisation comme clairement négative
Processus inévitable/ inexorable (non négociable)	1 – la mondialisation comme une contrainte économique extérieure non négociable	2 – la mondialisation comme un processus inévitable mais dont le contenu est sensible à l'influence politique	3 – la mondialisation comme menace d'homogénéisation
Processus subsidiaire ou tendance contre laquelle des contre-tendances peuvent être mobilisées	4 – la mondialisation comme projet politique devant être défendu	5 – la mondialisation comme projet politique devant être rendu défendable	6 – la mondialisation comme projet politique auquel il faut résister

Lequel de ces discours hypothétiques peut, le cas échéant, être identifié dans le contexte britannique contemporain ?

Le discours politique que tient l'élite britannique sur la mondialisation semble être dominé sans exception par la référence à la mondialisation dans une logique de contrainte économique externe. Ce discours, comme cela a été établi, trouve ses origines dans la modernisation que le Parti travailliste s'est imposée alors qu'il se trouvait dans l'opposition au début des années 1990 (voir par exemple Driver et Martell, 2003 ; Hay, 1999)[2]. L'économie politique du New Labour, dans l'opposition puis au gouvernement, s'est toujours située par rapport à la mondialisation en tant que réponse pragmatique aux contraintes qu'elle impose.

La mondialisation est donc devenue un thème récurrent et unificateur pour le New Labour, et plus récemment dans des discours sur la troisième voie. Le caractère non négociable de cet impératif externe a été invoqué avec succès pour établir le besoin de modernisation du parti et pour légitimer le contenu du processus qui a suivi. Une fois au gouvernement, il a été déployé dans un but similaire dans le cadre de bon nombre d'institutions britanniques. Et, plus récemment encore, il a été choisi comme slogan de ralliement par les partisans du processus de Lisbonne sur le plan européen, en établissant le besoin d'un rajeunissement massif du « modèle social européen ». D'ailleurs, un autre thème clé des discours de la troisième voie est l'idée que la mondialisation expose toutes les institutions, du niveau local au niveau européen, à un contrôle exigeant de la compétitivité. En conséquence, la mondialisation est constamment présentée comme le contexte par rapport auquel le succès d'un ensemble d'initiatives de modernisation, sur plusieurs niveaux, devrait être jugé.

Tout ceci a déjà fait l'objet de recherches. Et pourtant, ce que l'on reconnaît moins, c'est que la référence à la mondialisation en tant que contrainte économique externe non négociable ne représente pas la seule référence politique à la mondialisation évoquée par l'élite au Royaume-Uni aujourd'hui. De fait, au gouvernement, la référence à la mondialisation employée par le New Labour a considérablement varié. Là où, auparavant, il n'y avait qu'un seul discours cohérent, il y en a à présent au moins trois, chacun pointant dans une direction quelque peu différente. Il est donc potentiellement instructif de classer les références à la mondialisation que fait le gouvernement britannique et d'examiner les contextes dans lesquels ces différentes références sont invoquées.

Cette analyse est présentée, de façon schématique, dans le tableau 3. Ce tableau montre toute la gamme potentielle des discours sur la mondialisation, en mettant l'accent (en caractères gras) sur ceux qui ont été directement invoqués par le gouvernement Blair

2. Ceci était présagé, dans une certaine mesure, par le tournant pris, sous la tutelle de Michael Heseltine au début des années 1990, par le ministère du Commerce et de l'Industrie vers un discours de compétitivité, ainsi que par une série de postulats macroéconomiques d'économie ouverte. Et pourtant à l'époque la mondialisation n'était que rarement invoquée.

depuis 1997. Ces discours publics sont classés, comme nous l'avons indiqué plus haut, selon le caractère subsidiaire ou inévitable du processus de mondialisation, et selon les connotations positives, variables ou négatives qu'il est censé entraîner.

Tableau 3 : articulations de la mondialisation dans le discours politique public au Royaume-Uni

	La mondialisation comme clairement positive	Caractère de la mondialisation subsidiaire des choix politiques	La mondialisation comme clairement négative
Processus inévitable/ inexorable (non négociable)	1 – la mondialisation comme une contrainte économique extérieure non négociable	2 – la mondialisation comme un processus inévitable mais dont le contenu est sensible à l'influence politique	3 – la mondialisation comme menace d'homogénéisation
Processus subsidiaire ou tendance contre laquelle des contre-tendances peuvent être mobilisées	4 – la mondialisation comme projet politique devant être défendu	5 – la mondialisation comme projet politique devant être rendu défendable	6 – la mondialisation comme projet politique auquel il faut résister

Ceci est déjà très éloquent, et nous donne un certain nombre d'indices significatifs sur le caractère de la politique économique britannique (étrangère et intérieure). Tout d'abord, et c'est le plus évident, cela montre que l'appel à la mondialisation est loin d'être cohérent. Cependant, comme nous le verrons, il nous faut être prudents quant aux déductions que nous en tirons. Ensuite, et malgré tout, cela suggère que la mondialisation est plutôt représentée sous un jour positif dans les discours politiques officiels britanniques[3]. La mondialisation est constamment associée à des connotations positives, et même lorsque le caractère subsidiaire de son contenu est reconnu (comme dans le discours 5), l'accent est mis sur les effets induits potentiellement positifs. Enfin, et c'est d'une importance primordiale, le discours public du gouvernement Blair entretient une ambivalence apparente profonde quant au caractère négociable ou non de la mondialisation en tant que processus.

Afin d'évaluer pleinement les implications de chacune de ces observations, il est nécessaire d'examiner davantage en détail le contenu substantiel de chacun de ces trois discours, et, plus important, le contexte dans lequel ils ont été prononcés. Ces informations sont présentées de façon schématique dans le tableau 4.

Comme nous l'avons déjà suggéré, trois discours clairs, et apparemment incompatibles entre eux, semblent émerger. Mais le plus intéressant, c'est le recours qui est systématiquement fait, dans des contextes spécifiques, à un discours spécifique. Ainsi, semble-t-il,

3. Et bien que nous mettions l'accent ici sur le seul discours du gouvernement, ce commentaire peut très facilement être étendu à chacun des principaux partis politiques britanniques.

l'administration Blair privilégie le discours 1 pour ce qui est de l'économie politique intérieure, et d'ailleurs européenne, alors que sa politique économique étrangère est constamment présentée dans les termes du discours 4, et que sa politique de développement international est formulée dans les termes du discours 5. En outre, ce phénomène semble résister à des changements de personnel significatifs, tels que la démission de Clare Short et son remplacement par Hilary Benn au poste de secrétaire d'État au Développement international. Ce schéma distinctif et apparemment cohérent, tant par rapport au recours à la mondialisation qu'au caractère du processus invoqué, suggère moins une certaine confusion et incohérence qu'un déploiement stratégique et rhétorique de la mondialisation. Cette impression est renforcée lorsqu'on examine chaque discours tour à tour.

Tableau 4 : le recours du gouvernement britannique à la mondialisation depuis 1997

	La mondialisation comme clairement positive	Caractère de la mondialisation subsidiaire des choix politiques	La mondialisation comme clairement négative
Processus inévitable/inexorable (non négociable)	1 – la mondialisation limite les paramètres du choix politique et économique (Économie politique intérieure du New Labour)	2 – pas de référence à ce discours	3 – pas de référence à ce discours
Processus subsidiaire ou tendance contre laquelle des contre-tendances peuvent être mobilisées	4 – la mondialisation en tant que libéralisation est potentiellement bénéfique pour tous (Politique économique étrangère du New Labour)	5 – une mondialisation socialisée est, et doit être, bénéfique pour tous (Politique de développement du New Labour)	6 – pas de référence à ce discours

Prenons d'abord les discours 4 et 5. Comme nous l'avons déjà indiqué, ils sont apparus au gouvernement et demeurent cantonnés, dans une grande mesure, aux forums internationaux. Ces deux discours prennent en compte et répondent directement aux défis des manifestants antimondialisation. Il est intéressant de noter qu'il n'existe pas, jusqu'à présent, de parallèle sur la scène nationale. Le New Labour refuse de reconnaître, et encore moins de répondre, aux opposants aux inégalités de distribution pouvant être associées aux réformes intérieures se fondant sur la mondialisation. Cela peut être dû au fait qu'ils doivent encore trouver une voix prééminente dans les partis d'opposition.

Le discours 4 représente peut-être la face extérieure la plus importante du New Labour. Il a principalement été exprimé par Tony Blair – et par Stephen Byers pendant son mandat interrompu au ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) – dans une série de discours de haut vol devant des assemblées internationales, de Seattle à Davos et au-delà. De fait, le développement de cette thèse particulière semble trouver son origine dans un discours, réécrit à la va-vite, prononcé en plénière par Byers, alors secrétaire d'État au

MCI, à l'occasion de la réunion ministérielle de l'OMC de Seattle, en novembre 1999. Alors que des manifestants campaient à l'extérieur du centre de conférence, et que des secteurs de la ville se trouvaient sous la loi martiale, Byers s'est lancé dans une défense, plutôt intempestive et pouvant potentiellement mettre le feu aux poudres, de ce qu'il considérait assurément comme les mérites indéniables de la mondialisation. Ses propos étaient clairement destinés aux détracteurs de la mondialisation campés à l'extérieur du lieu de la conférence.

« Il y a ceux qui disent que le mondialisation et la libéralisation des échanges commerciaux sont nuisibles par nature, qu'elles ne bénéficient qu'à une poignée d'entreprises multinationales, qu'elles creusent le fossé entre les plus riches et les plus démunis, qu'elles menacent l'environnement et qu'elles mettent en péril les structures sociales. Ces personnes peuvent se rencontrer à toutes les époques de l'histoire de l'humanité, elles entachent le progrès d'un doute et elles dénoncent les maux que, prétendument, il apporte, tout en ignorant ses avantages… En travaillant ensemble, nous pouvons faire taire les critiques et montrer que la mondialisation et la libéralisation peuvent, ensemble, être une force décisive pour de bon. Mais il nous faut œuvrer dans nos pays, pour convaincre nos citoyens que nous devons saluer cette force, plutôt que la craindre » (30 novembre 1999).

Ceci a donné le ton à des commentaires très similaires, mais un peu plus conciliants, exprimés cette fois par Blair lui-même au Forum économique mondial de Davos en 2000. Le thème choisi par Blair était, une fois de plus, le défi émanant de Seattle.

« Notre conclusion ne devrait pas être que l'ouverture des marchés et le libre-échange sont nocifs. Le pire que nous puissions faire pour les pays en voie de développement serait d'ajourner *sine die* l'agenda de libéralisation des échanges commerciaux et d'attendre que les barrières au commerce soient reconstruites dans le monde entier. La conclusion exacte est que nous avons énormément à faire pour convaincre les opposants à l'agenda de l'OMC, qui sont sincères et motivés, que cette organisation peut être, et est déjà, une amie du développement, et que, loin d'appauvrir les pays les plus pauvres de la terre, la libéralisation des échanges commerciaux est la seule voie certaine vers le genre de croissance économique nécessaire pour que leur prospérité soit plus proche de celle des principales économies développées » (28 janvier 2000).

Dans les deux cas, ce que nous voyons c'est une reconnaissance publique de la nature potentiellement fragile, et surtout éminemment politique, du processus de mondialisation, et de celui de la libéralisation des échanges et du capital dont il est utilisé comme synonyme ici. La mondialisation est présentée comme un processus bénin et bénéfique qui doit à la fois être défendu contre ses opposants, de peur de paralyser son progrès, et davantage institutionnalisé et protégé de ses détracteurs mal informés, en accordant un poids accru aux institutions de gouvernance économique mondiale. Ici le gouvernement montre son vrai visage. Depuis 1997, le gouvernement britannique a été l'avocat le plus véhément, bruyant et inflexible des États membres de l'OCDE en faveur d'un régime

mondial de libre-échange et de libre circulation des capitaux (Watson, 2002). D'ailleurs, la comparaison avec la position adoptée par l'administration Clinton envers les manifestations antimondialisation, par exemple à Davos, est éminemment instructive (Coates et Hay, 2001, pp. 455-456). Là où Clinton présente les manifestations de Seattle comme une « sonnette d'alarme » à la communauté internationale, et un rappel, invitant à la réflexion, des dangers de traiter « par le mépris ces nouvelles forces cherchant à se faire entendre dans le dialogue mondial » (29 janvier 2000), le message de Blair était d'un tout autre genre. On peut soutenir qu'il illustrait précisément le mépris contre lequel Clinton a mis en garde. Les détracteurs de la mondialisation étaient des Cassandres d'aujourd'hui, mal informées, qui ne savaient tout simplement pas ce qui était bon pour elles.

Si l'administration Clinton reprenait avec constance le discours 5, alors l'administration Blair reprenait la rhétorique du discours 4 à Seattle, puis à nouveau à Davos. À cet égard, elle a plutôt davantage en commun avec l'administration Bush qu'avec celle de son prédécesseur immédiat. Et pourtant, dans d'autres assemblées internationales, des ministres travaillistes de premier plan ont tenu des propos ressemblant davantage à ceux de leurs anciens homologues américains du Parti démocrate[4]. Alors que l'attention internationale s'est tournée vers la question du développement, le gouvernement britannique a sans cesse depuis 1997 repris le discours 5. Ce discours décrit la mondialisation comme un projet variable qui est, en principe, bénéfique et par conséquent défendable, et dont le caractère dépend des interventions politiques. On l'a associé, avec le temps, notamment à Gordon Brown et, avant sa démission, à Clare Short, la ministre travailliste du développement international qui ne mâchait pas ses mots[5]. Si le Premier ministre et les ministres successifs du MCI semblent remplacer le discours 1 par le discours 4 lorsqu'ils quittent Londres pour des lieux situés à l'extérieur de la zone euro, le discours que le Chancelier réserve à l'international est le 5.

Le caractère distinctif de ce discours est bien saisi dans le passage suivant d'un discours de Gordon Brown au Press Club, à Washington, en décembre 2001 où, pour la première fois, on peut soutenir qu'il est clairement apparu.

« Voici notre réponse à la mondialisation et à ses détracteurs. Certains opposants déclarent que la question est de savoir si nous devrions avoir la mondialisation, ou non. En fait, la question est de savoir si nous gérons la mondialisation bien ou mal, de façon juste ou injuste. *La mondialisation peut se faire pour les personnes ou contre les personnes.* Mal gérée, elle peut créer un cercle vicieux de pauvreté, accentuer les inégalités et augmenter le ressentiment. Sagement gérée, elle peut sortir des millions de personnes de la privation

4. Il est d'ailleurs difficile de clairement définir le discours de politique économique étrangère de l'administration Bush. Car, que ce soit parce qu'il a été pris par d'autres événements ou de façon plus consciente, la nouvelle présidence américaine ne s'est pas beaucoup aventurée dans la sphère publique mondiale pour défendre la mondialisation.

5. Clare Short, à l'instar d'autres membres du cabinet Blair, n'a en aucun cas été cohérente dans son appel à la mondialisation. Ainsi, notamment en réponse à des critiques, elle a invoqué le caractère non négociable de la mondialisation, déclarant en octobre 2000 : « Les gens m'ont accusée d'être en faveur de la mondialisation. Cela revient à m'accuser d'être favorable à ce que le soleil se lève le matin. » Je suis redevable à Paul Williams de m'avoir fait remarquer ceci.

et devenir la voie par excellence vers une économie mondiale plus juste et qui intègre davantage. Notre réponse aux partisans de l'antimondialisation… est que *nous ne nous retirerons pas de la mondialisation* » (discours au Press Club, Washington, 17 décembre 2001, italiques ajoutés).

Des sentiments quasi identiques ont été exprimés, dans une prose remarquablement similaire, devant la Réserve fédérale américaine, à New York en novembre 2001, et ils ont été un thème récurrent du mandat de Brown en tant que Chancelier, bien qu'il les ait toujours réservés à des assemblées internationales. Dans le contexte des discours politiques de l'élite britannique sur la mondialisation, c'est un élément très particulier, et quelque peu en contradiction avec le ton plus agressif des discours que nous avons examinés jusqu'ici. La reconnaissance que la mondialisation n'est pas nécessairement une bonne chose en soi, et que son caractère et son attrait dépendent de la qualité de sa gouvernance, représente une concession significative aux opposants à la mondialisation, et invite à la comparaison avec les autres administrations européennes (comme nous le verrons). Elle révèle également une certaine tension dans le discours de politique économique étrangère, voire même dans la politique qu'elle est censée légitimer. Car, très franchement, l'idée que « la mondialisation peut se faire… contre les personnes » ou qu'elle pourrait être « mal gérée » semblerait impensable pour Blair ou les ministres successifs du MCI.

Même si cette tension est significative, nous devons cependant procéder avec une certaine prudence. Car le train de mesures de politique économique étrangère auquel est associé le discours sur le développement du gouvernement n'est pas très éloigné de celui promu par Byers à Seattle, et par Blair à Davos. Le premier a beau jeu de mettre l'accent sur les obligations pesant sur les démocraties libérales avancées pour alléger le fardeau de la dette des nations les plus endettées. Une telle générosité dépend pourtant, c'est de plus en plus évident, du fait que les pays en voie de développement signent un programme de libéralisation complet. Comme Matthew Watson se le demande, cette préoccupation quant à la réduction de la dette est-elle « davantage qu'un simple moyen d'obtenir une base adéquate pour imposer la libéralisation au Tiers-Monde ? ». À nouveau, une contradiction apparente peut masquer un objectif stratégique plus profond.

Ce qui est clair, c'est que depuis 1997, et notamment suite à la crise financière asiatique, le gouvernement britannique est devenu un partisan de plus en plus franc de ce que certains ont appelé le « consensus post-Washington » (Schuler, 2002) et a joué un rôle crucial, avec l'administration Clinton, dans la promotion d'un « nouveau Bretton Woods ». Ainsi, alors que bon nombre des partis de centre-gauche voisins ont préconisé un apprivoisement des excès spéculatifs des marchés financiers internationaux, avec l'introduction de la taxe Tobin, le gouvernement britannique a constamment défendu la valeur d'un régime de libre-échange et de libre circulation du capital. Comme Blair lui-même l'a expliqué à John Humphrys dans une interview accordée au *Today Programme*, l'imposition d'une taxe Tobin serait précisément « la chose à ne pas faire… En réalité, nous voulons que les gens soient en mesure de déplacer de l'argent très, très vite ». La taxe Tobin, a-t-il ensuite

suggéré, ouvrirait la voie d'abord aux restrictions des échanges puis aux contrôles des exportations (28 octobre 1998).

La vision qu'a l'administration Blair d'une nouvelle architecture pour la finance internationale est radicalement différente, accordant la priorité à la transparence, promouvant le préengagement et cherchant à institutionnaliser de nouveaux codes de conduite en matière fiscale et monétaire et leur divulgation sur le plan international. Gordon Brown nous fournit à nouveau une démonstration particulièrement éloquente et précoce : « La réponse à l'incertitude et à l'imprévisibilité des flux financiers de plus en plus rapides passe par des objectifs de politique à long terme. » Ce qu'il nous faut, c'est la « certitude et la prévisibilité de règles procédurales bien comprises en matière de politique fiscale et monétaire » (discours devant le Conseil des relations étrangères, New York, 16 septembre 1999).

La politique économique étrangère du gouvernement britannique se caractérise donc par sa défense de l'économie politique mondiale en tant qu'ordre *libéral*. Et pourtant, comme l'a bien noté Steven K. Vogel, des marchés plus libres génèrent souvent plus de règles (Vogol, 1996). Par conséquent, la défense d'un régime libéral de libre-échange et de libre circulation des capitaux exige un nouveau Bretton Woods capable d'imposer et de contrôler un tel ordre. Plus concrètement, le programme du New Labour consiste à renforcer les institutions de gouvernance économique mondiale afin qu'elles soient en mesure de *promouvoir* et, dans le cas d'États réticents, d'*imposer* un paradigme de politique économique commun. Cinq éléments clés sont nécessaires ici : 1) l'indépendance de la Banque centrale ; 2) un taux d'inflation cible de faible valeur ; 3) la priorité mise sur la stabilité du taux de change avec des taux de change flexibles, et sur la « dollarisation » lorsque la stabilité du taux de change se révèle insoutenable ; 4) une action gouvernementale rapide pour éliminer toutes les sources de déficits budgétaires durables, et 5) l'adoption d'un système bancaire prudentiel. Voilà le programme que le New Labour soutient de plus en plus dans les forums économiques internationaux.

Si la politique économique étrangère britannique a été alimentée, depuis 1997, par une série de discours sur la mondialisation qui prenaient pour point départ le caractère *subsidiaire* du processus, nous ne devrions pas pour autant minimiser l'importance relative des références répétées faites au caractère *nécessaire* de la mondialisation dans des contextes nationaux. Comme c'est maintenant bien documenté, la mondialisation est présentée ici non comme un processus subsidiaire mais comme une contrainte économique extérieure non négociable dans son intégralité, imposant une série d'impératifs qui doivent simplement être adaptés. Au premier plan de ces impératifs, on trouve la *crédibilité* et la *compétitivité*, qui sont toutes deux présentées comme des jugements que les acteurs du marché mondial portent respectivement sur la conduite de la politique intérieure, et sur la valeur relative des marchandises nationales. La majeure partie du programme national, et à présent européen, du New Labour peut être rattachée à ces deux éléments considérés comme impératifs (Hay, 2004).

Avant de conclure cette brève étude des articulations politiques publiques de la mondialisation au Royaume-Uni, il peut être important d'examiner la question des variations entre partis. En effet, à la différence de nombreux autres régimes européens, la mondialisation n'est pas un thème de discorde ou de division entre les partis politiques britanniques. On peut soutenir que ceci est dû en grande partie à la façon dont le New Labour s'est adapté à l'héritage thatchérien du néolibéralisme. Car, comme nous l'avons indiqué plus haut, c'est précisément en faisant référence à la notion de mondialisation en tant qu'ensemble d'impératifs économiques externes non négociables que le Parti travailliste britannique a adhéré pour la première fois à l'orthodoxie économique néolibérale. Et ce faisant, en ce qui concerne la politique économique à tout le moins, il s'est repositionné sur un territoire qui était déjà occupé depuis longtemps par le Parti conservateur. Toutefois, jusqu'à récemment, les conservateurs ont eu recours de façon bien moins explicite au discours sur la mondialisation. Un changement significatif a eu lieu à cet égard avec l'élection de David Cameron à la tête du parti en 2005. Ceci a contribué à rapprocher considérablement les parties quant à leur discours ; ils étaient déjà proches en matière de politique économique, mais caractérisés par des modes de justification plutôt différents de leurs choix de politique économique.

Dans un discours fort commenté sur « les défis de la mondialisation » prononcé en Inde en septembre 2006, David Cameron s'exprimait ainsi :

« Tony Blair a fait une remarque importante sur la mondialisation avec laquelle je suis tout à fait d'accord : "La réponse à la mondialisation peut être le libre-échange, l'ouverture des marchés et des investissements sur les moyens de concurrence : l'éducation, les sciences, la technologie. Ou ce peut être le protectionnisme : des tarifs, des réglementations strictes du marché, une résistance aux acquisitions étrangères." Il a défini un choix entre la première option, qu'il a appelée une économie ouverte, et la seconde option, une économie fermée. Face à ce choix, la seule option possible est effectivement une économie ouverte dans une société ouverte » (Cameron, 2006).

Le consensus entre tous les partis sur le concept de mondialisation est achevé avec le Parti libéral-démocrate. À l'instar des conservateurs, un changement récent à la tête du parti (avec le remplacement de Charles Kennedy par Menzies Campbell) a eu pour conséquence que les libéraux-démocrates ont situé leurs choix de politique économique en termes de discours public sur la mondialisation. Comme Campbell lui-même l'a suggéré :

« La mondialisation a altéré les termes de l'échange pour les hommes politiques. Au fur et à mesure que notre économie devient de plus en plus ancrée dans le système commercial international, la capacité des politiques à influencer le cours des événements qui les dépassent s'est réduite. La mondialisation a un effet de nivellement important. Les gouvernements nationaux peuvent faire beaucoup pour aider les citoyens à gérer les effets déstabilisateurs de la mondialisation, notamment par l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie, afin qu'ils puissent développer de nouvelles capacités et exploiter de

nouvelles opportunités professionnelles, mais ils ne devraient jamais prétendre qu'ils peuvent isoler les gens d'une économie internationale ouverte » (Campbell, 2006).

3. Les attitudes des élites politiques face à la mondialisation

L'analyse qualitative ci-dessus met en évidence la façon dont les discours notamment gouvernementaux sur la mondialisation au Royaume-Uni varient énormément selon le contexte dans lequel ils sont développés et le public auquel ils sont adressés. Une telle variation peut évidemment être interprétée différemment. Il est certainement tentant d'attribuer toute incohérence dans l'utilisation d'un concept tel que celui de la mondialisation à une confusion ou plus simplement à un manque de réflexion soutenue chez ceux qui y ont recours. Et pourtant, la cohérence du modèle de recours à la mondialisation, dans lequel différents contextes et domaines politiques génèrent des discours différents sur la mondialisation, et de façon prévisible, suggère, peut-être, un plus haut degré de délibération stratégique. Ceci est renforcé par la façon dont le recours à la mondialisation au Royaume-Uni a servi à dépolitiser les programmes de réformes nationales, et donc à désarmer l'opposition, tout en politisant des questions de nature transnationale où l'on pourrait soutenir que les responsabilités et la capacité des acteurs politiques britanniques à obtenir des résultats est plutôt moindre. L'utilisation de la mondialisation par les élites politiques britanniques a, semble-t-il, plutôt servi à dépolitiser des questions internes épineuses, tout en attirant l'attention sur des questions n'étant pas du ressort immédiat des autorités nationales, en les rendant plus délicates.

Une grande partie de la justification de l'étude sur les attitudes des élites politiques envers la mondialisation était d'explorer davantage en profondeur ces questions, en examinant l'ampleur des disparités entre la conception du public de la mondialisation (la dimension « interactive » du discours, pour ainsi dire) et les attitudes sous-jacentes des responsables politiques envers ce même phénomène (la dimension plus authentiquement cognitive et/ou « mentale » du discours)[6]. En tant que telle, l'approche que nous avons adoptée pour l'enquête postale contenait des éléments tant inductifs que déductifs. De façon déductive, nous avons essayé de voir dans quelle mesure nos tentatives qualitatives (précédentes) pour classifier les discours de l'élite, correspondaient à la répartition visible des attitudes politique de l'élite. Mais dans le même temps, et c'est peut-être le plus important, nous avons essayé de voir si des modèles distincts apparaissaient à partir des seules données brutes, et comment.

Les résultats de l'enquête postale suggèrent, et ce n'est peut-être pas surprenant, que la mondialisation est considérée, au fond, par l'establishment politique britannique comme un phénomène économique. Quasiment toutes les personnes interrogées (99,2 %) étaient

6. Ceci est un emprunt à la distinction que fait Schmidt entre la dimension « mentale » du discours (c'est-à-dire les idées et croyances sur la nécessité et le bien fondé d'un programme politique particulier) et la dimension « interactive » du discours (c'est-à-dire le processus par lequel les élites politiques « coordonnent la construction du programme politique et le communiquent au grand public »).

tout à fait d'accord/d'accord avec le fait que la mondialisation représente « l'intégration des marchés mondiaux » (voir le tableau 5), et presque toutes étaient tout à fait d'accord/d'accord avec le fait que la dynamique qui sous-tend la mondialisation est principalement économique (99,2 %). Cependant, curieusement, il ne semble pas y avoir de facteur marqué gauche/droite quant à la prévalence de ces opinions, les parlementaires travaillistes étant moins susceptibles que leurs homologues libéraux-démocrates ou conservateurs d'être tout à fait d'accord avec cette déclaration. Cela étant dit, la majorité des personnes interrogées comprenaient aussi que le terme *mondialisation* faisait référence à l'étendue de la technologie (77,2 %), alors qu'un pourcentage moindre le définissait en termes d'érosion de la souveraineté nationale (26,9 %), de montée en puissance de la démocratie libérale (21,2 %) ou de gouvernance par les institutions internationales (27,6 %).

Tableau 5 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « je comprends le terme "mondialisation" comme signifiant l'intégration des marchés mondiaux »

	Tout à fait d'accord (%)	D'accord (%)	Ne se prononce pas (%)	Pas d'accord (%)	Pas du tout d'accord (%)	N
Fonctionnaires britanniques	70,3 %	27,9 %	1,8 %	0 %	0 %	165
Parlementaires britanniques	65,3 %	34,7 %	0 %	0 %	0 %	199
Conservateurs	77,4 %	22,6 %	0 %	0 %	0 %	62
Travaillistes	59 %	41 %	0 %	0 %	0 %	105
Libéraux- Démocrates	62,5 %	37,5 %	0 %	0 %	0 %	24

Si la mondialisation était considérée comme un phénomène principalement économique, elle était également, et c'est peut-être plus significatif, perçue comme une force largement inexorable. Par exemple, près des trois quarts des personnes interrogées étaient tout à fait d'accord/d'accord avec le fait que « le mouvement antimondialisation cherche à renverser l'irréversible » (voir le tableau 5) et les presque trois quarts du panel n'étaient pas du tout d'accord/pas d'accord avec le fait que « le mouvement antimondialisation est susceptible d'être efficace ». Cette découverte est intéressante et potentiellement très importante, car elle démontre la domination au Royaume-Uni d'une conception particulière de la mondialisation (comme contrainte économique largement non négociable), souvent qualifiée de « radicale » ou d'« hypermondialiste » (discours 1 examiné plus haut). Un tel discours a souvent été jugé comme caractérisant l'opinion politique des élites, mais très peu de preuves substantielles avaient été proposées jusqu'à présent pour étayer cette thèse. En outre, alors qu'une petite minorité (9,5 %) pense que « la mondialisation

est réglementée de façon efficace » et qu'une majorité significative (57,6 %) estime que « la mondialisation *devrait* être réglementée de façon plus efficace », moins de la moitié (40,9 %) pense que « la mondialisation *peut* être réglementée de façon efficace » (voir le tableau 6). Ceci va plutôt dans le sens de l'association entre la mondialisation, d'une part, et les perceptions de fatalisme politique d'autre part qui émanent des analyses du discours public sur la mondialisation (voir par exemple Hay et Rosamond, 2002 ; Hay, 2007).

Tableau 6 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « la mondialisation peut être réglementée de façon efficace »

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ne se prononce pas	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	N
Fonctionnaires britanniques	3,1 %	33,1 %	19,6 %	34,4 %	9,8 %	163
Parlementaires britanniques	11,6 %	33,3 %	14,3 %	31,7 %	9,1 %	189
Conservateurs	5,3 %	24,5 %	19,3 %	40,4 %	10,5 %	57
Travaillistes	14 %	35 %	13 %	29 %	9 %	100
Libéraux-Démocrates	16 %	52 %	8 %	20 %	4 %	25

En termes normatifs, la mondialisation était plutôt jugée comme positive que négative. La majorité des personnes interrogées étaient d'accord ou tout à fait d'accord quant au fait que, pour le Royaume-Uni, « les avantages de la mondialisation dépassent ses coûts » (78,1 %), abondant ainsi dans le sens d'une conception « hypermondialiste » de l'opinion des élites. Les responsables politiques britanniques étaient également enthousiastes quant à l'impact de la mondialisation sur la qualité de vie (65,2 %), la prospérité économique (86,4 %) et le profil international (70,3 %).

Tableau 7 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « pour le Royaume-Uni, les avantages de la mondialisation dépassent ses coûts »

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ne se prononce pas	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	N
Fonctionnaires britanniques	33,7 %	49,4 %	9,6 %	7,3 %	0 %	166
Parlementaires britanniques	30 %	44 %	16,5 %	8 %	1,5 %	200
Conservateurs	43,5 %	40,3 %	11,4 %	4,8 %	0 %	62
Travaillistes	25,6 %	44,3 %	17,9 %	9,4 %	2,8 %	106
Libéraux-Démocrates	24 %	52 %	20 %	4 %	0 %	25

Tableau 8 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « la mondialisation a un impact positif sur la prospérité économique au Royaume-Uni »

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ne se prononce pas	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	N
Fonctionnaires britanniques	34,9 %	56,1 %	4,8 %	4,2 %	0 %	166
Parlementaires britanniques	31 %	51,5 %	9 %	7 %	1,5 %	200
Conservateurs	45,2 %	43,5 %	6,5 %	4,8 %	0 %	62
Travaillistes	26,4 %	52,8 %	11,3 %	6,7 %	2,8 %	106
Libéraux-Démocrates	24 %	64 %	4 %	8 %	0 %	25

Quant à savoir à *qui* profite la mondialisation, la majorité des personnes interrogées étaient d'accord ou tout à fait d'accord pour dire qu'elle profitait aux entreprises britanniques (83,5 %), bien qu'un pourcentage moindre pensait qu'elle profitait aux travailleurs de leur pays (54,7 %). En outre, la mondialisation est très largement perçue comme bénéficiant aux nantis (87,7 %) plutôt qu'aux plus démunis (36,9 %). Curieusement, et c'est un peu paradoxal, très peu de personnes interrogées considéraient la mondialisation comme une menace pour la justice sociale dans leur pays (16,3 %). Elle n'était pas non plus perçue comme une menace significative pour la démocratie (11 %), pour l'identité nationale (14,4 %), pour la souveraineté nationale (20,8 %) ou pour la sécurité nationale (19,3 %). Ces découvertes sont particulièrement intéressantes si on les compare avec l'opinion publique britannique (voir la section suivante).

Tableau 9 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « la mondialisation bénéficie aux démunis au Royaume-Uni »

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ne se prononce pas	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	N
Fonctionnaires britanniques	10,4 %	25,8 %	26,4 %	31,9 %	5,5 %	163
Parlementaires britanniques	11,5 %	26 %	26 %	27,6 %	8,9 %	192
Conservateurs	23,7 %	37,3 %	25,4 %	8,5 %	5,1 %	59
Travaillistes	6,8 %	21,3 %	26,2 %	35 %	10,7 %	103
Libéraux-Démocrates	4,2 %	25 %	29,2 %	33,3 %	8,3 %	24

Et pourtant, alors que le discours 1 (la mondialisation en tant que contrainte économique non négociable) était certainement prédominant, de nombreuses occurrences du discours 2 (la mondialisation en tant que processus inévitable mais pouvant être influencé sur le plan national) et du discours 5 (la mondialisation en tant que projet politique devant être

rendu défendable) ont également été enregistrées. La quasi-totalité des personnes interrogées (91,5 %) estimait que « les pays développés ont une part de responsabilité pour s'assurer que les bénéfices de la mondialisation soient distribués plus équitablement » (voir le tableau 9). Une grande majorité du panel pensait que leur pays devrait jouer un rôle plus important sur la scène internationale pour façonner le processus de mondialisation. La majorité (67,2 %) pensait également que leur pays avait de l'influence pour façonner le processus de mondialisation. Ceci représentait un contraste frappant avec les opinions équivalentes des responsables politiques irlandais et peut sans aucun doute être attribué à la différence significative d'influence relative et de profil sur la scène internationale entre les deux gouvernements. Néanmoins, il est intéressant de noter la proportion élevée des Britanniques interrogés qui estimaient que la mondialisation ne pouvait pas être règlementée de façon efficace et qui, malgré cela, pensaient que leur gouvernement portait une part de responsabilité envers le monde en voie de développement pour les inégalités de distribution de la mondialisation et/ou avaient la sensation que leur gouvernement avait une influence sur la direction que prenait la mondialisation. Ce n'est ni la première ni la dernière fois que des réponses curieusement contradictoires apparaissent ici, qui exigent une analyse plus détaillée et plus approfondie.

Tableau 10 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « les pays développés ont une part de responsabilité pour s'assurer que les bénéfices de la mondialisation soient distribués de façon plus équitable »

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ne se prononce pas	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	N
Fonctionnaires britanniques	45,8 %	47,6 %	2,4 %	3 %	1,2 %	166
Parlementaires britanniques	51 %	38,9 %	5,6 %	4 %	0,5 %	198
Conservateurs	28,3 %	48,3 %	10 %	11,7 %	1,7 %	60
Travaillistes	61 %	33,2 %	4,8 %	1 %	0 %	105
Libéraux-Démocrates	68 %	32 %	0 %	0 %	0 %	25

Bien que la mondialisation ne soit pas généralement perçue, en soi, comme une menace significative pour la démocratie ou pour la souveraineté nationale, une partie non négligeable des personnes interrogées *voyaient* la mondialisation comme une menace à l'autonomie des responsables politiques du pays (52,7 %). Cette contradiction apparente aussi est intéressante. Elle suggère que les personnes proches du processus politique de prise de décision voient effectivement la mondialisation comme un ensemble de défis qu'elles doivent relever, mais qu'elles sont, la plupart du temps, incapables d'influencer. Mais cette contradiction suggère également que ces personnes sont réticentes à associer ce sentiment croissant d'incapacité politique avec un défi posé à la souveraineté nationale en soi, et encore moins avec une menace à la gouvernance démocratique. Il se pourrait bien que nous n'ayons pas encore atteint, à leur avis, le point à partir duquel toute perte d'autono-

mie dans la prise de décision politique se traduit par un échec palpable du gouvernement national à satisfaire avec efficacité les demandes démocratiques. Cependant, on peut y voir une certaine prise de conscience de cette tension potentielle qui se profile.

Tableau 11 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « la mondialisation sape l'autonomie des responsables politiques britanniques »

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ne se prononce pas	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	N
Fonctionnaires britanniques	9,2 %	47,6 %	20,1 %	20,7 %	2,4 %	164
Parlementaires britanniques	6,6 %	42,9 %	17,7 %	22,7 %	10,1 %	198
Conservateurs	9,7 %	40,3 %	16,1 %	24,2 %	9,7 %	62
Travaillistes	4,8 %	40 %	19 %	24,8 %	11,4 %	105
Libéraux-Démocrates	4,2 %	66,7 %	8,3 %	12,5 %	8,3 %	24

Concernant les effets spécifiques sur la politique, la plupart des personnes interrogées voient dans la mondialisation une force de convergence du marché du travail (77 %), de la politique monétaire (70,6 %) et des niveaux d'imposition des entreprises (67,1 %). Étant donné que chaque vague de réforme au Royaume-Uni, ces dernières années, a été principalement justifiée au nom de l'adaptation à la mondialisation, ce n'est pas vraiment surprenant. Plus curieusement, étant donné que les justifications sont similaires, moins de la moitié du panel a associé la mondialisation avec la convergence de la politique de l'éducation (42,3 %), de la politique de l'immigration (43,2 %) ou de la fiscalité des personnes physiques (39,7 %). Cependant, d'autres personnes estimaient qu'elle n'avait « pas d'effet » plutôt qu'elles ne voyaient en elle une source de divergence. Une fois de plus, et dans les termes les plus généraux, ceci suggère la prévalence d'une vision de la mondialisation qui se rapproche beaucoup de la thèse « hypermondialiste » (discours 1). Et pourtant, contrairement à ce que la plupart de la littérature universitaire pourrait nous faire croire (Ohmae, 1990 ; Scharpf, 1991 ; Kurzer, 1993 ; Gray, 1996 ; Cerny, 1997), la mondialisation n'était pas associée à la « fin de la démocratie sociale » et à l'ascendance du capitalisme de libre marché. Bien au contraire : seule une petite minorité des personnes interrogées associaient la mondialisation à une pression à la baisse des dépenses sociales (16,8 %)[7]. Au lieu de cela, elle était davantage associée à la hausse des besoins en investissement public en compétences (88 %) et en dépenses de R&D (86,6 %). Bien qu'un pourcentage non négligeable ait associé la mondialisation à une pression à la baisse de la fiscalité des entreprises (43,2 %), un pourcentage encore plus élevé estimait qu'elle augmente plutôt qu'elle ne diminue la nécessité d'une réglementation environnementale (51,7 %).

7. Comme on pouvait s'y attendre, parmi les parlementaires, ce sont les conservateurs plutôt que les travaillistes qui sont le plus susceptibles d'associer la mondialisation à une pression à la baisse des dépenses sociales. D'autres facteurs tels que le genre, l'âge ou le grade ne semblaient pas jouer un rôle significatif dans les réponses des responsables politiques à cette question.

Tableau 12 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « la mondialisation augmente, au Royaume-Uni, la nécessité de réduire les dépenses sociales »

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ne se prononce pas	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	N
Fonctionnaires britanniques	1,2 %	9,8 %	28,7 %	51,2 %	9,1 %	164
Parlementaires britanniques	7,2 %	14,5 %	17,5 %	46,4 %	14,4 %	194
Conservateurs	19,7 %	29,5 %	26,2 %	24,6 %	0 %	61
Travaillistes	1,9 %	7,8 %	11,6 %	57,3 %	21,4 %	103
Libéraux-Démocrates	0 %	0 %	13 %	60,9 %	17,4 %	23

Tableau 13 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « la mondialisation augmente la nécessité d'accroître les investissements publics en compétences, au Royaume-Uni »

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ne se prononce pas	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	N
Fonctionnaires britanniques	29,1 %	55,8 %	7,2 %	7,3 %	0,6 %	165
Parlementaires britanniques	36,5 %	54,2 %	5,2 %	3,6 %	0,5 %	192
Conservateurs	13,1 %	67,2 %	13,1 %	6,6 %	0 %	61
Travaillistes	51 %	44,1 %	1 %	2,9 %	1 %	102
Libéraux-Démocrates	36,4 %	59,1 %	4,5 %	0 %	0 %	22

Pour ce qui est de la relation entre la mondialisation et l'intégration européenne, la majorité des personnes interrogées (71 %) était d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que cette dernière se poursuit indépendamment de la première (voir le tableau 14). Et pourtant, la mondialisation était également perçue par beaucoup (60 %) comme rendant l'intégration européenne plus importante pour leur pays, et la majorité (71,5 %) estimait également que « l'UE devrait jouer un rôle plus important dans le modelage du processus de mondialisation ».

Tableau 14 : réponses des responsables politiques britanniques à la déclaration « l'intégration européenne se poursuit indépendamment de la mondialisation »

	Tout à fait d'accord	D'accord	Ne se prononce pas	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	N
Fonctionnaires britanniques	8,4 %	59,3 %	12,6 %	19,1 %	0,6 %	167
Parlementaires britanniques	21,9 %	51,8 %	10,9 %	13,9 %	1,5 %	201
Conservateurs	32,3 %	54,8 %	4,8 %	6,5 %	1,6 %	62
Travaillistes	17,8 %	49,1 %	12,3 %	18,9 %	1,9 %	106
Libéraux-Démocrates	12 %	60 %	24 %	4 %	0 %	25

4. Les attitudes du public britannique face à la mondialisation

Nous avons jusqu'à présent examiné la façon dont la mondialisation est exprimée et comprise par les élites politiques publiques et privées, tant élues que nommées, au Royaume-Uni. Mais, étant donné que, pour la première fois, des données issues d'une enquête de grande qualité sur l'opinion publique sont disponibles, nous sommes maintenant en mesure d'observer la façon dont la mondialisation est perçue par le public britannique. La dernière section de fond de notre rapport se penchera donc sur les données récemment recueillies par Kairos Future International, classera les attitudes des citoyens britanniques envers la mondialisation, les comparera à celles des responsables politiques de ce pays, et enfin confrontera ces mêmes attitudes à celles des citoyens des autres pays de l'UE.

Avant de traiter la question spécifique de la mondialisation, il convient de décrire à grands traits ce que les données peuvent révéler plus généralement sur les valeurs politiques des citoyens britanniques, car ceci nous fournira un cadre important à partir duquel interpréter les attitudes envers la mondialisation. La première chose à noter, peut-être, est que, l'un dans l'autre, les valeurs politiques essentielles des Britanniques sont assez proches de la moyenne européenne, bien que généralement elles tendent davantage vers le pôle conservateur. Les idéaux politiques des citoyens du Royaume-Uni étaient plus susceptibles d'être associés avec la vie à la campagne (par opposition à la vie en ville), avec un faible niveau d'impôts plutôt qu'un État providence fort, avec la stabilité et la tradition plutôt qu'avec le changement, et avec l'inégalité des chances pour les immigrants. Étant donné que les partis politiques britanniques ont, au cours des trois dernières décennies, constamment préconisé un faible niveau d'impôts contre un État providence fort, tout en défendant de plus en plus les valeurs traditionnelles, il fallait très certainement s'y attendre. Cela suggère également que les dispositions du public britannique envers les valeurs conservatrices n'ont pas été découragées par quasiment trois décennies de gouvernement néolibéral. Curieusement, et c'est plus surprenant, les citoyens britanniques les plus jeunes étaient relativement plus favorables que leurs homologues européens à la protection des industries nationales contre le libre-échange et la concurrence mondiale ; à l'inverse, ceux

dont l'âge était compris entre 30 et 50 ans étaient plus favorables que leurs homologues européens au libre-échange. Ceci est une découverte intéressante, qui indique peut-être un niveau de préoccupation plus élevé qu'on a tendance à le croire, chez les jeunes citoyens britanniques, à propos des avantages de la flexibilité du marché du travail dans une économie ouverte, dont on fait tant l'éloge. Cette impression se voit renforcée par la prévalence beaucoup plus haute chez les jeunes citoyens britanniques, par rapport à la moyenne de l'UE, d'attitudes hostiles envers les immigrants. Si on les rapproche, ces conclusions suggèrent, chez les jeunes Britanniques, une réaction potentiellement assez alarmante contre les effets de l'interdépendance économique sur le marché du travail.

Tableau 15 : le grand public au Royaume-Uni – valeurs politiques

Quelles sont les caractéristiques de votre société future idéale ? Veuillez faire votre choix, sur la grille, entre les deux déclarations opposées	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
Vie à la campagne / Vie en ville	3,849	3,147	3,687	4,262	3,749	4,144
Impôts peu élevés / État providence fort	3,662	3,878	3,711	3,981	3,952	3,974
Tradition et stabilité / Changement	3,997	3,537	3,891	4,206	3,844	4,123
Les citoyens nationaux et les immigrants ont des chances égales / différentes	4,050	3,752	3,981	3,547	3,497	3,535
Libre-échange et concurrence mondiale / Protection de l'industrie nationale	3,870	3,771	3,847	3,764	3,937	3,804
Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les groupes et organisations suivants ?	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
Votre gouvernement national	2,858	2,690	2,819	2,831	2,788	2,821
Les médias	2,611	2,535	2,593	3,016	2,858	2,980
Les gens en général	3,863	3,956	3,884	3,950	4,077	3,979
La police et le système judiciaire	3,610	3,476	3,579	3,636	3,634	3,636
Les Nations unies (ONU)	3,531	3,289	3,475	3,897	3,620	3,833
L'Organisation mondiale du commerce (OMC)	3,310	3,012	3,241	3,469	3,115	3,387
L'Union européenne (UE)	3,165	2,700	3,058	3,626	3,255	3,540
Les institutions religieuses	2,687	2,579	2,660	2,528	2,507	2,523
Dans quelle mesure êtes-vous intéressé par les éléments suivants ?	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
La politique	3,195	3,482	3,213	3,482	3,460	3,477
L'environnement et le développement durable	4,217	4,439	4,277	4,439	4,677	4,494

Les données de l'enquête indiquent également, à nouveau, le faible niveau de confiance dans les institutions politiques formelles, et même les institutions formelles de tout type, chez les citoyens britanniques (voir aussi Hay, 2007). Et pourtant, elles montrent qu'à l'exception des médias et de l'Union européenne, cette méfiance n'est pas plus élevée au Royaume-Uni que dans l'UE en général. En outre, elles révèlent que les jeunes sont plutôt plus confiants que leurs aînés dans les institutions internationales telles que l'ONU, l'OMC et l'UE, qu'ils ne le sont envers leur gouvernement national. Ceci constitue peut-être un léger encouragement. Ce qui est peut-être plus alarmant, ce sont les niveaux d'intérêt significativement plus bas envers la politique, l'environnement et le développement durable affichés par les citoyens britanniques par rapport à leurs homologues de l'UE, et le fait que les jeunes Britanniques ont moins tendance que leurs aînés à montrer un intérêt pour ces questions.

Les données issues de l'enquête de Kairos Future International montrent également le degré d'euroscepticisme au Royaume-Uni par rapport aux autres États membres de l'UE. Comme cela a déjà été amplement documenté dans les enquêtes Eurobaromètre depuis de nombreuses années, les citoyens britanniques sont considérablement moins susceptibles de se fier aux institutions de l'UE et de s'identifier aux ressortissants des pays voisins et compatriotes européens que leurs homologues européens. Toutefois, il est intéressant de noter que les citoyens britanniques affichaient un niveau de confiance plus élevé envers les institutions européennes qu'envers leur propre gouvernement. En outre, ils étaient seulement légèrement moins susceptibles de s'identifier aux autres Européens qu'à leurs compatriotes (tableau 14). Si en plus nous considérons les niveaux de confiance envers autrui (tant pour les personnes que pour les institutions) généralement moins élevés qui caractérisent la culture politique britannique contemporaine, il se pourrait bien que nous découvrions que les niveaux d'euroscepticisme ne sont pas plus élevés au Royaume-Uni que dans le reste de l'UE. Comme nous pouvons le voir ici, lorsque nous interprétons des données comportementales comme celles-ci, il est important de ne pas confondre de faibles niveaux de confiance politique en général avec l'euroscepticisme en particulier. Il se pourrait tout à fait que la réputation britannique d'euroscepticisme soit plutôt surestimée.

Tableau 16 : le grand public au Royaume-Uni – l'identité nationale

Combien pensez-vous avoir en commun avec ... (concernant la culture, les valeurs et le style de vie)	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
Vos compatriotes	3,945	4,025	3,963	4,385	4,581	4,430
Les ressortissants des pays voisins	3,497	3,480	3,493	3,894	3,978	3,913
Les Européens	3,524	3,482	3,514	4,078	4,127	4,089
J'aimerais vivre...	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
... la plupart de ma vie dans la ville où j'habite actuellement	3,307	3,727	3,404	3,916	4,478	4,046
... la plupart de ma vie ailleurs dans ce pays	3,709	3,409	3,640	4,436	3,043	3,345
... la plupart de ma vie à l'étranger	3,162	3,129	3,154	2,868	2,482	2,779
... à l'étranger pendant certaines périodes, mais je reviendrai toujours chez moi	4,052	4,056	4,053	4,078	3,897	4,036

Ceci nous fournit la toile de fond des attitudes du grand public britannique envers la mondialisation.

À l'instar de leurs compatriotes des élites politiques, les citoyens britanniques ont cité l'augmentation des échanges commerciaux entre nations comme l'élément le plus important de la mondialisation. Un certain nombre d'autres éléments étaient aussi perçus comme importants, notamment des opportunités accrues pour les entreprises nationales, la diminution des prix des biens et services ainsi qu'une plus grande importance accordée à la R&D et à l'apprentissage tout au long de la vie. Ceci laisse apparaître un degré important de cohérence avec les opinions des élites politiques, la mondialisation étant conçue par ces deux populations en termes principalement économiques, et étant associée à une série d'impératifs économiques et sociaux. Cette impression est renforcée par l'association que font les citoyens britanniques entre mondialisation et convergence des politiques sociales.

Curieusement, cependant, la mondialisation était associée à des menaces sur l'emploi, et, pour les plus de 30 ans, elle était considérablement moins susceptible d'être associée à des opportunités personnelles que chez les autres ressortissants européens du même âge, ou chez les jeunes citoyens britanniques. Ceci donne à penser, à nouveau, et contrairement

à bon nombre des idées véhiculées par la littérature existante, qu'il existe quelques angoisses chez les citoyens britanniques quant à l'ouverture des marchés du travail, dans un contexte de mondialisation perçue. Voilà une disparité claire et très intéressante entre les opinions des élites politiques et celles des citoyens britanniques. Une disparité similaire peut être observée dans les attitudes envers l'identité nationale, les citoyens britanniques, à la différence de leurs élites politiques, associant la mondialisation à des menaces pour cette identité.

Tableau 17 : le grand public au Royaume-Uni –la conception de la mondialisation

Pour moi la mondialisation signifie...	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
Une réduction des prix des biens et services	4,423	4,364	4,409	4,401	4,314	4,381
Des identités nationales affaiblies	4,130	4,166	4,118	4,064	4,148	4,083
Des opportunités accrues pour les entreprises nationales	4,444	4,415	4,437	4,544	4,543	4,544
Une menace pour l'emploi dans mon pays	4,032	4,081	4,043	3,818	3,948	3,848
Davantage d'échanges culturels et de compréhension mutuelle	4,396	4,272	4,367	4,636	4,678	4,646
Une plus grande importance accordée à la Recherche-Développement et à l'apprentissage tout au long de la vie	4,337	4,320	4,333	4,651	4,652	4,651
Une mobilité accrue entre les pays de l'UE	4,571	4,394	4,530	4,905	4,788	4,878
Un rapprochement des systèmes sociaux de différents pays	4,169	3,917	4,111	4,286	4,255	4,279
Une augmentation des échanges commerciaux entre pays	4,823	4,615	4,775	5,057	4,962	5,035
Des règles et réglementations communes dans le monde entier	4,441	4,240	4,436	4,406	4,410	4,407
De nouvelles opportunités pour moi	4,284	3,758	4,163	4,539	4,121	4,443
Une solidarité européenne accrue	3,883	3,592	3,816	4,291	4,188	4,267

Concernant l'influence sur la mondialisation, les citoyens britanniques pensaient que c'étaient les entreprises multinationales qui avaient la plus grande influence sur la réglementation de la mondialisation, suivies par l'Organisation mondiale du commerce et l'Union européenne. Mais ils ont également cité leur propre gouvernement comme ayant une influence sur la réglementation de la mondialisation. Ceci semble refléter nos conclusions (discutées plus haut) selon lesquelles la majorité des responsables politiques britanniques pensent que le Royaume-Uni a de l'influence sur l'évolution du processus de mondialisation. Curieusement, les citoyens britanniques étaient beaucoup plus susceptibles que les ressortissants des autres pays de l'UE de citer leur propre gouvernement comme ayant une influence sur la réglementation de la mondialisation. Ceci concorde avec les résultats de notre enquête sur les opinions des responsables politiques britanniques et irlandais.

Tableau 18 : le grand public au Royaume-Uni – influence sur la mondialisation

Lesquels des acteurs suivants ont le plus d'influence sur la réglementation de la mondialisation ?	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
Votre gouvernement national	4,439	4,122	4,366	3,926	3,753	3,886
Les médias	4,207	4,133	4,190	4,430	4,325	4,406
Les entreprises multinationales	4,742	4,733	4,740	5,011	5,088	5,029
Les ONG (mouvements sociaux, syndicats, etc.)	3,769	3,475	3,701	3,537	3,436	3,514
Les gens en général	3,913	3,819	3,891	4,022	3,906	3,995
La police et le système judiciaire	3,298	3,091	3,250	3,208	3,166	3,198
Les Nations unies (ONU)	4,557	4,148	4,463	4,537	4,280	4,478
L'Organisation mondiale du commerce (OMC)	4,672	4,540	4,642	4,827	4,680	4,793
L'Union européenne (UE)	4,745	4,453	4,678	4,960	4,758	4,913

Pour ce qui est des menaces futures sur la société, les personnes interrogées pensaient que le facteur le plus important était la pollution de l'environnement, suivie du terrorisme, de la guerre, de la pauvreté et de la famine. Le chômage ainsi que l'effondrement du système financier international étaient perçus comme des menaces quelque peu moins importantes. Ce qui frappe dans ces réponses, c'est leur haut degré de conservation entre le grand public au Royaume-Uni et les citoyens de l'UE plus généralement. De façon générale, les Britanniques estimaient que tous ces risques étaient relativement moins significatifs que leurs homologues européens, avec l'exception notable du terrorisme et de la guerre, deux facteurs avec lesquels, pourrait-on soutenir, la population britannique a eu

un contact plus direct que la plupart des autres populations européennes, au cours de ces dernières années. Curieusement, le chômage n'était pas considéré comme une menace aussi sérieuse par l'opinion publique britannique que par les citoyens européens en général, ce qui, peut-on supposer, reflète le faible taux de chômage officiel au Royaume-Uni par rapport à la moyenne européenne. La criminalité organisée et les pandémies étaient également considérées comme des menaces moindres, opinion peut-être due à la position géographique du Royaume-Uni, à l'extérieur de la masse continentale européenne.

Tableau 19 : le grand public au Royaume-Uni – les menaces internationales

Quelles sont les plus grandes menaces qui pèsent sur la société du futur ?	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
La pollution de l'environnement	5,694	5,840	5,728	5,920	6,056	5,951
La pauvreté et la famine	5,092	5,285	5,137	5,304	5,511	5,352
Le terrorisme	5,624	5,606	5,620	5,493	5,784	5,560
Le SIDA et les pandémies	4,911	4,752	4,874	5,154	5,098	5,141
La toxicomanie	4,657	4,770	4,683	4,703	4,978	4,766
La guerre	5,649	5,596	5,637	5,519	5,650	5,549
Le chômage	4,560	4,395	4,522	4,968	5,033	4,983
La criminalité organisée	4,854	5,045	4,898	5,098	5,412	5,170
L'effondrement du système financier international	4,617	4,524	4,596	4,705	4,857	4,740

Les résultats de l'enquête révèlent que la plupart des citoyens britanniques n'ont pas étudié ou travaillé à l'étranger, bien que ces chiffres soient très proches de la moyenne européenne.

Tableau 20 : le grand public au Royaume-Uni - expérience internationale

Votre expérience internationale (O=1 ; N = 2)	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
Avez-vous déjà voyagé à l'étranger ?	1,081	1,090	1,083	1,119	1,096	1,114
Avez-vous étudié à l'étranger ?	1,868	1,873	1,869	1,869	1,864	1,868
Avez-vous travaillé à l'étranger ?	1,828	1,758	1,812	1,842	1,775	1,827

Concernant la consommation, les Britanniques interrogés se sont révélés comme étant plutôt moins susceptibles d'acheter des biens provenant d'entreprises respectueuses de l'environnement, éthiques ou socialement responsables. Ces chiffres étaient simi-

laires à la moyenne générale des Européens. Plus curieusement, cependant, les citoyens du Royaume-Uni se sont déclarés considérablement moins susceptibles que le reste des ressortissants de l'UE à acheter des biens européens afin de protéger l'emploi européen. Ceci reflète sans aucun doute un sentiment beaucoup moins marqué de citoyenneté européenne au sein du public britannique que chez bon nombre de ses voisins. Si les citoyens du Royaume-Uni peuvent tout à fait consciemment acheter des biens fabriqués chez eux afin de défendre les emplois dans leur pays, ils ont en général un sens bien moins développé d'appartenance à la communauté européenne des travailleurs.

Tableau 21 : le grand public au Royaume-Uni – opinions sur la consommation

Quelles sont vos opinions concernant la consommation ?	RU 16-29 ans (Moyenne)	RU 30-50 ans (Moyenne)	Total RU (Moyenne)	UE 16-29 ans (Moyenne)	UE 30-50 ans (Moyenne)	Total UE (Moyenne)
D'habitude, j'achète des biens provenant d'entreprises respectueuses de l'environnement	3,471	3,497	3,477	3,345	3,526	3,387
D'habitude, j'achète des biens provenant d'entreprises éthiques et assumant une responsabilité sociale	3,398	3,360	3,389	3,261	3,350	3,282
Je préfère acheter des biens fabriqués en Europe pour protéger les emplois européens	2,737	2,775	2,746	3,053	3,323	3,115

CONCLUSION

La combinaison des données issues de l'enquête sur les attitudes des élites politiques envers la mondialisation et des données équivalentes sur le comportement du public au Royaume-Uni et dans d'autres États membres de l'UE, nous permet de dépeindre, et ce réellement pour la première fois, un portrait très intéressant des discours sur la mondialisation dans le contexte du Royaume-Uni contemporain. Nos conclusions sont révélatrices à bien des égards ; elles confirment bon nombre des prévisions et des thèses de la littérature existante, mais elles en désavouent d'autres.

On peut tirer, à ce stade, un certain nombre de conclusions provisoires.

1. Le discours des élites politiques britanniques sur la mondialisation est et demeure singulièrement à part dans le contexte de l'UE, notamment dans la mesure où il caractérise la mondialisation, sur le plan national, comme une contrainte économique non négociable et dérogatoire à laquelle doivent être subordonnés les choix en matière de politique économique.

2. Pour dominant que ce discours puisse apparaître au sein des élites politiques britanniques, il n'est en aucun cas déployé de façon homogène dans tous les contextes. En effet, si la mondialisation est présentée comme un ensemble d'impératifs non négociables sur le plan national, et, dans une certaine mesure, sur le plan européen, pour justifier entre autres des réformes du marché du travail, dans un contexte plus mondial, on y fait référence comme à un processus qui peut et devrait être conçu pour le bénéfice de tous.

3. Nous assistons donc à un schéma récurrent dans le discours public sur la mondialisation qui est déployé par les responsables politiques britanniques, avec différents contextes et domaines politiques générant, de façon prévisible, des références différentes au jargon de la mondialisation. Ceci suggère une certaine utilisation stratégique du discours, et cette impression est renforcée par la façon dont la référence à la mondialisation au Royaume-Uni a servi à dépolitiser les programmes de réforme intérieure, et donc à désarmer l'opposition, tout en politisant des questions de nature transnationale, où on pourrait soutenir que les responsabilités et la capacité des acteurs politiques britanniques à obtenir des résultats sont plutôt amoindries.

4. Passant du discours public au discours privé, notre enquête sur les opinions des élites politiques nous fournit la confirmation apparemment certaine qu'une conception particulière de la mondialisation, habituellement appelée thèse de l'« hypermondialisation », est prédominante dans les discours de l'élite politique au Royaume-Uni.

5. Mais notre enquête révèle aussi un ensemble de tensions et de contradictions apparentes dans ce consensus ostensible de l'élite politique sur la mondialisation. Elles semblent particulièrement marquées lorsqu'on demande aux personnes interrogées d'exprimer des

jugements politiques et normatifs sur les bénéfices de la mondialisation, sur les inégalités distributives qui lui sont associées, et sur la responsabilité de ces inégalités. Les personnes considérant la mondialisation comme étant à la fois bénigne et bénéfique, et même comme faisant partie d'une logique inexorable, semblent l'associer à la prolifération d'un ensemble d'inégalités distributives, sur le plan national et entre les pays développés et les pays en voie de développement, et semblent tenir les gouvernements occidentaux (y compris le leur) pour responsables.

6. Passant de l'attitude des élites à celles du public, notre analyse des données de Kairos Future International montre que, s'il existe des différences entre la culture politique exprimée par les citoyens britanniques et celle des autres ressortissants de l'UE, leur conception et leur compréhension de la mondialisation est étonnamment proche de celle d'autres cultures politiques européennes.

7. En outre, cette conception de la mondialisation est globalement assez proche de celle de l'élite politique britannique : la mondialisation est un phénomène largement économique, devant être adapté, mais de nature globalement positive, même s'il exige une série d'ajustements de la politique sociale et économique.

8. Mais s'il existe de grandes similarités entre les attitudes des élites et celles du grand public envers la mondialisation, il y a également des différences marquées, et fort intéressantes.

9. Certaines de ces différences vont à l'encontre de la majeure partie de l'orthodoxie dominante concernant les attitudes britanniques face à la mondialisation, qui n'a pas pu auparavant se fonder sur des données issues d'enquêtes de grande qualité telles que celles que nous utilisons ici.

10. Il est particulièrement intéressant de remarquer que les jeunes citoyens britanniques semblent avoir des préoccupations significatives quant à l'insécurité économique, qu'ils paraissent associer à des marchés du travail ouverts et flexibles ainsi qu'à de hauts niveaux d'immigration. En effet, il semblerait que beaucoup d'entre eux soient en faveur de stratégies protectionnistes qui pourraient isoler les emplois des défis posés par la concurrence internationale. Ces attitudes sont beaucoup moins présentes chez leurs aînés. Il semblerait également qu'ils associent la mondialisation à des menaces significatives pour l'identité nationale et leurs perspectives d'emploi, contrairement à leurs élites politiques.

BIBLIOGRAPHIE

Cameron, D., « The challenges of globalisation », discours aux chefs d'entreprise, Mumbai, Inde, 5 septembre 2006.

Campbell, M. (2006), « Globalisation: engaging the world ».

Cerny, P. G. (1997), « Paradoxes of the competition state: the dynamics of political globalisation », *Government and Opposition*, 32 (2), pp. 251-274.

Coates, D. et Hay, C. (2001), « The internal and external face of New Labour's political economy », *Government and Opposition*, 36 (4), pp. 447-471.

Driver, S. et Martell, L. (2003), *The Labour Party: Continuity and Change in the Making of New Labour*. Basingstoke, Palgrave.

Gray, J. (1996), *After Social Democracy*, Londres, Demos.

Hay, C. (1999), *The Political Economy of New Labour,* Manchester, Manchester University Press.

Hay, C. (2004), « Credibility, competitiveness and the business cycle in third way political economy: a critical evaluation of economic policy in Britain since 1997 », *New Political Economy*, 9 (1), pp. 39-57.

Hay, C. (2007), *Why We Hate Politics*, Cambridge, Polity.

Hay, C. et Rosamond, B. (2002), « Globalisation, European integration and the discursive construction of economic imperatives », *Journal of European Public Policy*, 9 (2), pp. 147-167.

Hay, C. et Smith, N. J. (2005), « Horses for courses? The political discourse of globalisation and European integration in the UK and Ireland », *West European Politics*, 28 (1), pp. 125-159.

Hirst, P. et G. Thompson (1999), *Globalisation in Question*, deuxième édition, Cambridge, Polity.

Kurzer, P. (1993), *Business and Banking: Political Change and Economic Integration in Western Europe*, New York, Cornell University Press.

Maddison, A. (1987), « Growth and slowdown in advanced capitalist economies: techniques of quantitative assessment », *Journal of Economic Literature*, 25 (2), pp. 649-698.

Ohmae, K. (1990), *The Borderless Word: Power and Strategy in the Interlinked Economy*, London, Collins.

Scharpf, F. W. (1991), *Crisis and Choice in European Social Democracy*, New York, Cornell University Press.

Schmidt, V. A. (2001), « The politics of economic adjustment in France and Britain: when does discourse matter? », *Journal of European Public Policy*, 8 (2), pp. 247-264.

Schuler, K. (2000), *Defining the Post-Washington Consensus on Monetary Policy*, Washington D.C., Banque Mondiale.

Vogol, S. K. (1996), *Freer Markets, More Rules*, Cambridge, Cambridge University Press.

Watson, M. (2002), « Sand in the wheels or oiling the wheels of international finance? New Labour's appeal to the new Bretton Woods », *British Journal of Politics and International Relations*, 4 (2), pp. 193-221.

ANNEXES

Annexe 1 : enquête sur les attitudes politiques des élites – taux de réponse

	Taille de l'échantillon total	Nombre de réponses	Taux de réponse (%)
Fonctionnaires britanniques	500	168	33,6
Membres du Parlement britannique	646	203	31,4
Conservateur	196	62	31,6
Démocrate unioniste	9	1	11,1
Indépendant	2	0	0
Travailliste (RU)	353	108	30,6
Libéral-démocrate	63	25	39,7
Plaid Cymru	3	1	33
Respect	1	0	0
Scottish National	6	1	16,7
Sinn Fein (RU)	5	1	20
SDLP	3	3	100
Ulster Unionist	1	0	0
Président de la Chambre et suppléants	4	0	0

Annexe 2 : représentativité des personnes ayant répondu

		En tant que % de l'échantillon total	En tant que % des personnes ayant répondu*	Différence (%)
Fonctionnaires britanniques				
Genre	Masculin	70,3	74,1	+3,8
	Féminin	29,7	25,9	-3,8
Membres du Parlement britannique				
Parti politique	Conservateur	30,3	30,7	+0,4
	Démocrate unioniste	1,4	0,5	-0,9
	Indépendant	0,3	0	-0,3
	Travailliste (RU)	54,6	53,5	-1,1
	Libéral-démocrate	9,8	12,4	+2,6
	Plaid Cymru	0,5	0,5	0
	Respect	0,2	0	-0,2
	Scottish National	0,9	0,5	-0,4
	Sinn Fein (UK)	0,8	0,5	-0,3
	SDLP	0,5	1,5	+1
	Ulster Unionist	0,2	0	-0,2
	Président de la Chambre et suppléants	0,6	0	-0,2
Genre	Masculin	80,5	76,8	-3,7
	Féminin	19,5	23,2	+3,7

* Ces chiffres excluent les personnes ayant répondu qui ont choisi de ne pas révéler leur parti politique et/ou leur genre.

LES SUÉDOIS FACE À LA MONDIALISATION

Alain LEFEBVRE
Ancien élève de l´ENA, ancien conseiller pour les affaires sociales auprès de l'ambassade de France en Suède

En février 2007, l'institut suisse KOF (Konjunkturforschungsstell) publiait les résultats de son classement annuel des pays les plus globalisés[1]. Cette année, la Suède est au 3e rang, après la Belgique et l'Autriche, après avoir occupé la 2e place en 2006 derrière les États-Unis. Ce classement, qui repose sur l'analyse des dimensions économiques, sociales et politiques de la mondialisation dans 122 pays, met en valeur le cas suédois : on peut être un pays social-démocrate, avec les dépenses de protection sociale les plus élevées au monde, et tenir une place de choix dans un monde globalisé.

Dans cette étude, nous nous pencherons sur les résultats d'une grande enquête comparative menée auprès de citoyens de huit pays européens (Royaume-Uni, Estonie, France, Allemagne, Italie, Pologne, Espagne et Suède) par l'Institut Kairos, afin d'étudier les différences d'attitude des Suédois par rapport à un groupe de référence d'habitants des huit pays. Après une analyse du modèle suédois, nous nous pencherons sur les comportements de ses grands acteurs face au phénomène de la mondialisation.

INTRODUCTION : L'ÉCONOMIE SUÉDOISE DANS LA MONDIALISATION

Parmi les pays de l'UE, la Suède se situait en 2004 au 6e rang des pays si l'on considère le ratio correspondant à la part du commerce international dans le PNB[2] (42,3 %, pour 43,9 % en moyenne dans les pays de l'OCDE). Les importations représentent 43,9 % de la consommation domestique (50,3 % en moyenne pour les pays de l'OCDE).

La balance commerciale suédoise était excédentaire de plus de 16 milliards d'euros pour les produits, et de près de 2,5 milliards d'euros pour les services, secteur dans lequel la croissance des exportations sur 1997-2004 situait la Suède au 4e rang de l'UE derrière l'Irlande, la Grèce et le Danemark. Le solde de la balance des paiements était en 2004 le plus élevé des quinze dernières années (7 % du PNB, soit la deuxième place européenne derrière le Luxembourg).

L'investissement étranger en Suède représentait en 2003 environ 50 % du PNB (5e rang de l'UE derrière le Luxembourg, l'Irlande, les Pays-Bas et la Hongrie), et l'investissement

1. À consulter sur http://www.globalization.kof.ch/static/pdf/press_release_2007_en.pdf.
2. Pour tous les chiffres cités dans ce paragraphe, voir OCDE (2006), OECD Factbook 2006: Economic, Environment and Social Statistics, Paris.

des Suédois à l'étranger 60 % (3e rang de l'UE derrière les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Luxembourg).

Derrière ces chiffres, qui montrent que la Suède figure dans le peloton de tête des pays de l'UE les plus internationalisés et ouverts, se lit la réalité d'une économie intégrée aux mouvements de la mondialisation.

Il faut insister sur le fait que la mondialisation n'est pas une nouveauté pour les Suédois, la plupart des hommes d'affaires et des industriels ayant fondé leur fortune sur le commerce avec l'étranger et bien souvent sur le développement des activités dans les autres pays. Sans remonter jusqu'aux Vikings, précurseurs en la matière, on peut rappeler ici qu'Alfred Nobel a démarré sa vie professionnelle à l'étranger avant de développer sa base suédoise et d'essaimer son entreprise dans le monde. Les Suédois aiment aussi à raconter que la première délocalisation importante d'une entreprise suédoise remonte à 1902, lorsque Skanska, entreprise de BTP créée en 1887, a transféré ses premières unités de production à Saint-Pétersbourg.

Il faut prendre conscience que, du fait de la faible taille – tout au moins démographique – du pays, les entreprises suédoises ont dû s'implanter sur les marchés étrangers pour se développer et réussir : la Suède est aujourd'hui le troisième pays en termes de concentration de multinationales dans le monde, derrière la Suisse et Hongkong. L'économie suédoise repose pour l'essentiel sur de grands groupes industriels multinationaux (Ikea, Astra Zeneca, Ericsson, Electrolux, H&M, Saab, SKF, Skanska, Stora Enso, Tetra Pak, Volvo). Le commerce extérieur est essentiel pour la croissance du pays : 45 % des exportations suédoises sont imputables à dix groupes, comme le note le patronat suédois qui considère cet état de fait comme un risque.

Un autre élément caractéristique est le fait que ces groupes sont souvent aux mains d'actionnaires étrangers, qui ont par exemple atteint la majorité chez Scania, Volvo, Nordea et Ericsson, ce qui n'était pas le cas il y a cinq ans. Selon la Banque de Suède (Riksbank), la part de la capitalisation boursière de la place financière de Stockholm détenue par des intérêts étrangers est passée de 5 % en 1990 à 37,2 % fin 2006 ; les capitaux étrangers contrôlent actuellement près de 25 % des entreprises du secteur privé suédois et réalisent plus du tiers des investissements en R&D.

Selon le patronat suédois (Svenskt Näringsliv), beaucoup de sociétés suédoises, et non des moindres, s'adaptent à la mondialisation et croissent à l'étranger plutôt qu'en Suède. Les filiales de sociétés installées à l'étranger emploient actuellement près d'un million de personnes, tandis que les maisons mères emploient en Suède 500 000 salariés. En 1987, c'était pratiquement l'inverse.

De plus, les délocalisations suédoises touchent des secteurs que l'on imagine protégés. C'est le cas du secteur des technologies de l'information, comme le montre un rap-

port suédois récent[3] : les résultats de l'étude indiquent que les délocalisations dans ce secteur sont une réalité, et que l'on assiste à une accélération du phénomène, avec à la fois une progression quantitative (nombre d'emplois) et qualitative (niveau des emplois des délocalisations).

Un travail de même nature a été mené pour le secteur de la recherche[4]. Il s'agit de plusieurs études, couvrant divers pays (Chine, Inde, Japon, États-Unis et Suède), plusieurs secteurs d'industrie et des approches analytiques différenciées : les conclusions montrent que les multinationales ont de plus en plus tendance à répartir leurs activités innovatrices sur plusieurs pays et à créer des réseaux globaux mondialisés de R&D. Mais l'étude conclut que ce qui permet aux entreprises d'améliorer leur compétitivité profite aussi aux pays, par exemple par l'accroissement de la productivité de la recherche ainsi que par la circulation des talents et des investissements.

Ces deux études font référence à plusieurs exemples révélateurs, avec des entreprises comme Volvo, Astra Zeneca, SAS, Ericsson et Telia Sonera, qui ont délocalisé des services informatiques, des activités de recherche et des unités administratives en Asie ou en Europe de l'Est.

Mais il faut relativiser le phénomène en terme de qualité des emplois délocalisés. D'après une enquête du patronat suédois, l'externalisation concerne à 40 % des services non qualifiés et à 37 % des unités industrielles non qualifiées. Cela signifierait qu'environ 80 % des délocalisations concernent des métiers à faible qualification. Seulement 20 % du nombre des externalisations touchent des services qualifiés et 3 % des services de R&D.

La Suède ne tient pas de statistiques concernant les pertes et les créations d'emplois liées aux délocalisations, mais le patronat considère qu'elles ont supprimé environ 50 000 emplois pendant les cinq dernières années alors que 220 000 emplois auraient été créés au sein des filiales à l'étranger[5]. Un tiers des entreprises pratiquant l'externalisation d'activités à l'étranger, cette pratique aurait coûté 60 000 emplois à l'industrie au cours des cinq dernières années. Le nombre de salariés dans des entreprises suédoises en Chine, en Inde et en Pologne est passé de 10 000 à plus de 60 000 entre 1993 et 2003, soit une augmentation de presque 500 %. Ce seraient au total 110 000 emplois perdus du fait des délocalisations et d'externalisations d'activités spécifiques depuis l'an 2000, soit plus de 10 % des emplois de l'industrie suédoise. Le patronat souligne que 300 000 emplois supplémentaires risquent de quitter le pays dans les années à venir en raison de la nouvelle concurrence et des perspectives qu'offrent les nouveaux pays membres de l'UE, mais ces

3. Hovlin, K. (2006), *Offshoring IT Services: A Swedish Perspective*, Stockholm, ITPS (Institut suédois d'étude de la croissance).

4. Karlsson, M. (ed., 2006), *The Internationalization of Corporate R&D: Leveraging the Changing Geography of Innovation*, Stockholm, ITPS.

5. Svenskt Näringsliv, *Challenges and Possibilities for Sweden: The Present Crisis and Future Prospects Commission*, Stockholm, http://www.svensktnaringsliv.se/multimedia/archive/00004/PUB200610-010_4345a.pdf.

prévisions sont à prendre avec précaution car ces chiffres servent à étayer des demandes de libéralisation de l'économie.

L'institut suédois ITPS a enquêté sur les orientations d'investissement des entreprises suédoises entre 2003 et 2007. Les résultats prouvent que 52 % d'entre elles pensent investir en Scandinavie, 40 % dans les autres pays de l'UE, 17 % en Europe de l'Est, 7 % en Chine et 7 % en Inde. L'Europe de l'Est et l'Asie s'affirment comme des zones attirantes pour les investisseurs suédois, notamment depuis 2005.

Pour prendre l'exemple de la Chine, le rythme de création de filiales suédoises s'y accélère, avec, selon le magazine économique *Dagens Industri* du 11 janvier 2007, la création de deux entreprises par semaine en 2006 au lieu d'une seule en 2005, avec pour 2006 près de 50 000 salariés et un chiffre d'affaires qui dépasse 5 milliards d'euros. De nombreux grands groupes suédois produisent sur ce marché, notamment ABB (22 sites de production), Alfa Laval (deux sites de production), Electrolux (deux sites de production) ou Volvo (six filiales ou joint-ventures).

La Suède est donc particulièrement concernée par le phénomène de la mondialisation, et l'on peut considérer que du fait de sa taille et de son ouverture économique elle a été un pays pionnier en la matière, ce qui rend les réactions de ses habitants particulièrement intéressantes à analyser.

1. LES RÉACTIONS DES JEUNES SUÉDOIS FACE À LA MONDIALISATION

1.1. La crise du début des années 1990, facteur d'évolution des mentalités

Pendant les années 1970, la Suède a connu une période de croissance continue exceptionnelle qui lui a permis d'oublier que, cent ans plus tôt, les Suédois habitaient un des pays les plus pauvres du monde que des millions d'émigrants ont quitté au début du XX^{e} siècle. La richesse du pays a permis le développement d'une protection sociale qui n'avait pratiquement pas d'équivalent ailleurs. Ce fut une période pendant laquelle les Suédois ont pris conscience que la croissance économique et la protection sociale pouvaient aller de pair.

L'augmentation du prix du pétrole a certainement été pour les Suédois le moment de la prise de conscience de l'impact des phénomènes mondiaux sur leur économie et leurs conditions de vie. Le textile et les chantiers navals furent profondément touchés, sans que de nouvelles activités se développent. Politiquement, cette période, qui correspond à la fin des années 1980 et au début des années 1990, a été d'abord celle du refus de la réalité du marché mondial, et les Suédois en ont payé le prix : le gouvernement a laissé se développer les déficits des finances publiques et du commerce extérieur, en menant jusqu'au début des années 1990 une politique de dévaluation compétitive. Le développement du secteur public a permis de limiter le chômage, mais la croissance suédoise a fortement souffert. Les Suédois, qui étaient parmi les plus riches d'Europe de l'Ouest, ont été rattrapés puis doublés en termes de pouvoir d'achat par de nombreux autres Européens.

Ce choc du début des années 1990 a été particulièrement violent et a fait prendre conscience aux Suédois de leur vulnérabilité sur les marchés mondiaux. Ils ont même pu penser à un moment que leur système bancaire allait s'écrouler, et le gouvernement a sauvé les banques suédoises *in extremis*, en apportant sa garantie. Le chômage s'est envolé (9,4 % en 1994), le déficit public a dépassé 11 % en 1993, et la dette publique est passée de 45 à 83 % du PNB entre 1989 et 1994.

Il y a eu à ce moment-là un retournement d'opinion dans le pays, le symbole en étant le choix d'un gouvernement de droite pour remplacer les sociaux-démocrates au pouvoir depuis la fin de la guerre. L'idée que la Suède, seule, avait peu d'influence sur les marchés est devenue très présente dans les esprits, affectant la façon de penser des Suédois et des gouvernements. Cette prise de conscience explique certainement le basculement de la Suède dans l'UE, même s'il existe encore maintenant une nostalgie du modèle social-démocrate des années 1980, ce qui explique le récent refus de l'euro et laisse penser que la Suède reste ambiguë sur l'Europe.

1.2. L'ambiguïté des positions suédoises sur la mondialisation

Le débat sur la mondialisation, qui avait déjà secoué la Suède au début des années 1990 sans que le mot ne soit utilisé, a resurgi en Suède au début des années 2000, comme dans le reste de l'Europe. Pour avoir une idée claire de l'opinion suédoise à cette époque, il est intéressant de se référer aux résultats d'un important sondage réalisé par l'Institut TEMO[6], sur commande du patronat suédois :

Résultats de l' étude TEMO, 2001

– Cinq Suédois sur dix avaient une vision positive de la mondialisation, un seul une vision négative, les autres étant neutres ou sans opinion. 15 % seulement pensaient que la mondialisation menaçait le *welfare state* suédois.

– 80 % des Suédois considéraient que le développement des importations et des exportations comme un élément positif, 90 % attachaient une grande importance au commerce des marchandises. La libre circulation des services était un peu moins populaire (75 %).

L'étude réalisée par TEMO est d'autant plus intéressante que l'une des questions était posée dans les mêmes termes que celle d'une étude internationale réalisée auparavant dans 22 pays par l'institut de sondage canadien Austin Reid Group pour le magazine *The Economist* (« Liberalism lives », *The Economist*, 2 janvier 1999). Cela permet de procéder à une comparaison internationale, et de montrer que les Suédois faisaient déjà partie des peuples les plus ouverts à la libéralisation des échanges et les moins protectionnistes[7] :

6. Åberg, A. (2001), *The Swedish People and Globalisation*, Stockholm, Svensk Näringsliv.

7. La question posée était : « Laquelle des deux politiques suivantes est selon vous à même d'améliorer l'économie et de créer plus d'emplois dans notre pays : protéger nos entreprises avec des restrictions aux importations, ou supprimer les restrictions aux importations afin d'accroître nos échanges internationaux ? ».

Tableau 1. Attitude à l'égard de la libéralisation des échanges commerciaux

Pays	% de personnes en faveur de la libéralisation des échanges commerciaux	% des personnes en faveur des restrictions aux importations
Taïwan	57 %	26 %
Suède	54 %	25 %
Corée du Sud	59 %	31 %
Allemagne	53 %	33 %
Japon	51 %	36 %
Thaïlande	52 %	45 %
Espagne	44 %	38 %
Chine	48 %	43 %
France	40 %	47 %
Italie	37 %	48 %
Royaume-Uni	37 %	53 %
États-Unis	37 %	56 %
Autriche	34 %	57 %
Russie	25 %	60 %

Ce constat de l'étude réalisée par TEMO montre que la Suède est le pays de l'échantillon qui était au début des années 2000 le plus ouvert à la mondialisation. Une analyse plus fine montre que la Suède était aussi, dans le groupe de pays étudiés, celui où le nombre de gens qui ne se sont prononcés ni pour ni contre une libéralisation des échanges commerciaux était le plus élevé (21 % contre par exemple 3 % en Thaïlande, 13 % en France, 15 % en Italie, 10 % au Royaume-Uni ou 9 % en Autriche). Il existe là un élément qui semble montrer soit une certaine ignorance, soit de l'indifférence pour le phénomène.

Résultats du sondage Eurobaromètre, 2003

En octobre 2003, la Commission européenne a publié un sondage Eurobaromètre[8] qui nous permet d'actualiser et de préciser les attitudes suédoises devant la mondialisation :

– 82 % des Suédois avaient entendu parler de la mondialisation, contre 72 % en moyenne européenne ; le débat paraissait avoir moins touché les Suédois que les Français (86 %), les Finlandais (89 %) et les Italiens (88 %), mais cela reste un score important.

– 58 % des Suédois étaient personnellement totalement ou plutôt favorables à la mondialisation, ce qui était inférieur à la moyenne de l'UE (64 %), au score des voisins Finlandais (66 %), des Allemands (70 %), des Néerlandais (78 %) et même des Français (63 %).

– Ce scepticisme suédois est confirmé par le fait que les Suédois faisaient partie avec les Français, les Espagnols, les Grecs, les Allemands et les Autrichiens des pays qui font le moins confiance aux États-Unis pour garantir que la mondialisation aille dans la bonne direction.

– Les Suédois trouvaient à 52 % que leur pays n'avait pas assez d'influence sur le processus de mondialisation, mais n'étaient que 20 % à trouver que l'UE n'avait pas assez

8. Commission européenne (2003), *Flash Eurobaromètre sur la mondialisation*, Bruxelles.

d'influence sur la politique européenne (moyenne européenne : 34 %), 27 % trouvant même que l'UE avait trop d'influence sur le processus (21 % en moyenne européenne).

– 31 % des Suédois demandaient plus de réglementation (moyenne européenne : 56 %), contre 19 % qui demandaient moins de règles (moyenne 19 %), si bien que les Suédois sont pratiquement les plus satisfaits en Europe du niveau actuel de réglementation (29 % contre 20 % en moyenne, seuls les Finlandais constituant une exception avec 42 %).

– Les Suédois étaient les premiers à penser que la mondialisation était une chance pour les entreprises de leur pays (à 65 % contre 56 % en moyenne européenne), et seulement 24 % y voyaient une menace pour l'emploi et les entreprises contre 39 % en moyenne européenne et 58 % en Grèce et en France.

– La relative indifférence des Suédois par rapport à la mondialisation est confirmée par le fait que seuls 49 % d'entre eux pensaient que l'accroissement de la mondialisation apporterait un bénéfice pour leur situation personnelle (52 % en moyenne), 21 % que cela nuira à leur situation (32 % en moyenne), et 17 % que cela ne changera rien (10 % en moyenne), le nombre de ceux qui ne savent pas étant le plus élevé d'Europe (14 %).

1.3. L'analyse de l'enquête de l'Institut Kairos Future sur l'attitude des Européens face à la mondialisation

Résultats de l' étude Kairos, 2006

Nous allons ici procéder à l'analyse qualitative de l'attitude des Suédois dans une enquête sur les styles de vie et les valeurs des jeunes européens, effectuée par l'Institut Kairos Future International à l'automne 2006. Cette enquête a été réalisée par le biais de questionnaires distribués électroniquement à un panel de personnes interrogées dans 15 pays européens, dont huit pays ont fait l'objet d'une étude spécifique, parmi lesquels la Suède. Il s'agissait d'échantillons représentatifs de la population totale, avec pour chaque pays 1 000 personnes interrogées de 16 à 29 ans, et 300 personnes de 30 à 50 ans. Dans l'enquête, les cotations possibles pour les personnes vont de un à sept. Le groupe de référence comprend des jeunes des 15 pays de l'enquête.

Un élément important est l'approche générale de la mondialisation par les jeunes. Elle est résumée dans le tableau suivant, les questions ayant été synthétisées pour plus de clarté.

Tableau 2. Mondialisation sondage Kairos (les réponses les plus élevées indiquent une préférence pour la proposition énoncée)

	Référence 16-29 ans	Référence 30-50 ans	Suédois 16-29 ans	Suédois 30-50 ans
Préférence pour le protectionnisme/ libéralisme (1 = protectionnisme, 7 = libéralisme)	3,764	3,937	3,205	3,346
Mondialisation = moindre prix des biens et services	4,401	4,314	4,746	4,638
Mondialisation = affaiblissement de l'identité nationale	4,064	4,148	4,056	4,093
Mondialisation = plus d'opportunités pour les entreprises de mon pays	4,544	4,543	4,905	4,91
Mondialisation = menace pour l'emploi dans mon pays	3,818	3,948	3,584	3,817
Mondialisation = plus d'échanges culturels et de compréhension	4,636	4,678	4,596	4,712
Mondialisation = plus d'importance attachée à la recherche et la formation tout au long de la vie	4,651	4,652	4,447	4,678
Mondialisation = plus de mobilité entre pays de l'UE	4,905	4,788	4,991	4,911
Mondialisation = convergence des systèmes de protection sociale	4,286	4,255	4,160	4,306
Mondialisation = plus de commerce entre pays	5,057	4,962	5,262	5,198
Mondialisation = des règles communes et des réglementations	4,409	4,410	4,204	4,162
Mondialisation = plus d'opportunités pour moi	4,539	4,121	4,594	4,241
Mondialisation = plus de solidarité européenne	4,291	4,188	4,119	4,204

Sans surprise, les Suédois sont moins protectionnistes que les personnes de l'échantillon de référence. Ils croient plus que les autres que la mondialisation les conduit à payer moins cher biens et services, que les entreprises suédoises pourront mieux tirer leur épingle du jeu et que le commerce international va continuer à se développer.

En revanche, ils estiment comme les personnes de l'échantillon de référence que leur identité nationale va s'affaiblir, que la mondialisation va entraîner plus d'échanges culturels et de compréhension entre les peuples et qu'il y aura convergence des systèmes de protection sociale.

Les écarts entre les populations des deux groupes d'âge méritent une analyse. En effet, en matière de protectionnisme, l'écart entre Suédois et population de référence est

d'ailleurs pratiquement aussi important chez les 16-29 ans (0,559) que chez les 30-50 ans (0,591), ce qui pourrait laisser penser que les attitudes des jeunes sont héritées ou en tout cas influencées par les idées dominantes de la société où ils grandissent. Cette analyse pourrait paraître confirmée par le fait que, pour la population de référence, les résultats des 16-29 ans et des 30-50 ans sont très proches, sauf sur la question des opportunités qu'offre la mondialisation, pour laquelle les jeunes sont plus optimistes que leurs aînés.

Les jeunes Suédois partagent donc certaines idées avec leurs aînés, mais sont nettement moins inquiets des menaces pour l'emploi dans leur pays que les Suédois de la tranche d'âge 30-50 ans (3,584 contre 3,817), ce qui pourrait s'expliquer par le fait qu'ils n'ont pas personnellement vécu la grande crise des années 1989-1994.

Contrairement à leurs aînés et à la population de référence, les jeunes croient moins à la mondialisation comme facteur poussant à accroître la recherche et la formation, même si le score reste élevé, mais il est vrai qu'ils vivent dans le pays européen qui dépense le plus pour la recherche (3,98 % du PNB contre 2,2 % en moyenne pour les pays OCDE[9]) et que les 25-34 ans Suédois sont dans l'UE ceux qui sont les plus nombreux à atteindre un niveau de fin d'études universitaires longues (selon la même source, 40,4 % en Suède pour 29,5 % en moyenne dans les pays de l'OCDE ; seuls le Canada, la Corée du Sud et le Japon dépassent la Suède).

L'enquête comportait aussi une décomposition des résultats selon le sexe. Interrogées sur la société idéale à venir, les femmes de tous les âges, aussi bien en Suède que dans l'échantillon de référence, se montrent plus libérales, les Suédoises de 30-50 ans se déclarant plus nombreuses en faveur de la liberté de commerce que les plus jeunes ou que les femmes des autres pays. C'est une situation un peu paradoxale, alors que les jeunes Suédoises voient moins que les hommes une influence positive de la mondialisation sur les prix (4,651 contre 4,827), elles craignent plus le chômage (3,655 contre 3,524). Le seul facteur explicatif semble être qu'elles pensent qu'elles pourront en tirer un meilleur profit que les jeunes hommes (4,618 contre 4,573). La situation est encore plus surprenante pour les Suédoises de 30-50 ans, qui ne considèrent même pas la mondialisation comme une opportunité pour elles. Il s'agit peut-être d'une évolution récente, due à la montée de la précarité de l'emploi chez les Suédoises. Cela semble venir du même malaise que celui qui a poussé les Suédois à passer d'un gouvernement social-démocrate à un gouvernement plus libéral en septembre 2006, à la surprise générale.

L'enquête de Kairos permet aussi d'analyser les différences entre les populations de niveaux d'éducation différents (primaire, secondaire, supérieur). En théorie, on pourrait s'attendre à ce que les personnes les mieux formées considèrent la mondialisation comme une opportunité. Dans la pratique, les résultats sont plus nuancés :

9. OCDE (2006), *OECD Factbook 2006: Economic, Environment and Social Statistics*, Paris.

Tableau 3. Degré d'adhésion à la mondialisation selon le niveau d'études

Degré d'adhésion à la déclaration : la mondialisation ouvre de nouvelles opportunités pour moi	Référence 16-29 ans	Référence 30-50 ans	Suédois 16-29 ans	Suédois 30-50 ans
Niveau primaire	4,591	4,074	4,190	4,272
Niveau secondaire	4,582	4,083	4,487	4,158
Niveau universitaire	4,479	4,163	4,838	4,312

Dans la population de référence, le résultat est l'opposé de celui que l'on attendrait : les jeunes qui ont le niveau d'études le plus bas sont ceux qui sont les plus optimistes. Pour les 30-50 ans les écarts sont peu significatifs entre le niveau primaire et secondaire, les personnes ayant le niveau universitaire se montrant un peu plus optimistes que les autres quant à leurs capacités à tirer parti de la mondialisation.

Chez les jeunes Suédois, la situation est telle qu'on l'attendait, les plus diplômés se montrant les plus confiants, et de très loin. Chez les 30-50 ans, le niveau d'études détermine peu la confiance individuelle face à la mondialisation. Il faudrait, pour correctement interpréter ces résultats, tenir compte du fait qu'une proportion importante de la population active suédoise a fait des études de niveau de fin de secondaire (plus de 80 %), alors que dans de nombreux pays cette proportion ne dépasse pas 60 %. Cela pourrait expliquer en partie l'inquiétude des diplômés suédois, finalement trop nombreux pour que cela puisse leur donner le sentiment que cela les protège…

1.4. Les facteurs explicatifs de l'attitude suédoise vis-à-vis de la mondialisation

L'enquête met en évidence une attitude globale vis-à-vis de la mondialisation qui est à la fois plus ouverte et plus optimiste sur ses résultats pour les Suédois et l'économie du pays, sans toutefois aller jusqu'à l'enthousiasme. Mais l'enquête permet aussi d'identifier les facteurs explicatifs de cette attitude.

Une première manière d'aborder les choses est de se pencher sur un certain nombre de valeurs de la société suédoise qui permettraient d'expliquer l'ouverture à la mondialisation des Suédois. Parmi ces valeurs transmises, l'exemple d'outre-Atlantique pourrait laisser penser que des valeurs telles que l'indépendance pour les enfants, le goût de l'effort, le sens des responsabilités ou l'esprit d'entreprise seraient très répandus dans la société suédoise.

Tableau 4. Les valeurs privilégiées par les jeunes Suédois pour l'éducation des enfants

Échelle de 1 à 7	Référence 16-29 ans	Référence 30-50 ans	Suédois 16-29 ans	Suédois 30-50 ans
Privilégient l'indépendance pour les enfants ?	5,582	5,766	5,818	6,159
Privilégient le goût de l'effort (travailler dur) pour les enfants ?	5,472	5,603	4,715	4,662
Privilégient la responsabilité pour les enfants ?	6,242	6,368	6,180	6,410
Privilégient l'esprit d'entreprise pour les enfants ?	4,810	5,010	4,003	4,132

Les résultats ci-dessus, qui donnent une image des valeurs que les Suédois souhaitent transmettre à leurs enfants, mettent en évidence des résultats nuancés : certes, l'indépendance des enfants est plus importante pour les jeunes Suédois que pour l'échantillon de référence, mais les Suédois ne pensent pas que transmettre aux enfants l'esprit d'entreprise ou le goût de l'effort soit important, et on peut considérer que ces valeurs sont encore moins présentes chez les jeunes Suédois, au final peu soucieux de compétition.

Les résultats de l'enquête ne permettent pas non plus de conclure que les Suédois ont une expérience personnelle internationale plus importante que les personnes de l'échantillon de référence : certes, ils sont plus nombreux à voyager à l'étranger, légèrement plus nombreux à étudier à l'étranger, et un peu plus nombreux à travailler à l'étranger, mais cela ne suffit pas à expliquer leur attitude face à la mondialisation.

L'étude de l'Institut Kairos permet de mettre en évidence un facteur intéressant, et à notre avis explicatif de l'attitude des Suédois vis-à-vis de la mondialisation (voir tableau 5, page suivante).

Tableau 5. Satisfaction et confiance

Échelle de 1 à 7	Référence 16-29 ans	Référence 30-50 ans	Suédois 16-29 ans	Suédois 30-50 ans
À quel point êtes-vous satisfaits de votre vie ?	4,878	4,889	5,009	5,201
À quel point êtes-vous satisfaits de la situation générale de votre pays ?	3,424	3,282	4,502	4,321
Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : mon avenir semble brillant ?	4,645	4,205	5,203	4,964
Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : l'avenir de la société s'annonce brillant ?	3,311	3,206	4,017	3,915
Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : j'ai confiance dans le fait que j'aurai à l'avenir un bon travail	4,554	4,063	4,870	4,478
Faites-vous confiance à votre gouvernement (niveau national) ?	2,831	2,788	3,416	3,124
Faites-vous confiance aux médias ?	3,016	2,858	2,879	2,583
Faites-vous confiance aux gens en général ?	3,950	4,077	4,202	4,391
Faites-vous confiance à la police et à la justice ?	3,636	3,634	4,128	4,156
Faites-vous confiance aux Nations unies ?	3,897	3,620	4,376	4,130
Faites-vous confiance à l'OMC ?	3,469	3,115	3,974	3,765
Faites-vous confiance à l'Union européenne ?	3,626	3,255	3,311	2,899

Les différences sont ici évidentes entre les Suédois et les personnes de l'échantillon de référence, et l'importance des écarts mérite que l'on s'y arrête. Toutes ces réponses reflètent en effet un élément fondamental, un maître mot suédois : la confiance. Confiance en soi, en son futur, en celui de la Suède, en ses chances d'améliorer ses perspectives professionnelles, confiance accordée au gouvernement, aux Nations unies. Et il est certain que si, face à la mondialisation, le doute nourrit les craintes, la confiance permet-elle d'envisager les changements et de penser que l'on en tirera les bénéfices.

L'origine de cette confiance des Suédois mériterait une analyse détaillée, et l'on ne peut ici qu'émettre des hypothèses. La première pourrait être historique : la Suède est avec la Suisse un des rares pays européens qui n'ait pas été impliqué dans les guerres depuis cent cinquante ans. Cela peut expliquer ce sentiment de sécurité. S'y ajoute le fait que cette situation historique a favorisé l'accumulation de richesses, ce qui peut créer de la confiance.

Une autre explication peut être le niveau et la qualité du système de protection sociale. Pour prendre le seul exemple de l'assurance chômage, les Suédois bénéficient d'une indemnisation élevée, qui permet de supporter convenablement les licenciements, eux-mêmes longuement négociés entre les syndicats et les employeurs. Au-delà de l'indemnisation, les minima sociaux comprennent la prise en charge à 100 % d'un logement, et des allocations calculées pour permettre à la famille concernée de vivre convenablement : le calcul des allocations prévoit toutes les dépenses normales d'une famille, de l'alimentation aux dépenses médicales non couvertes par le système de protection sociale, des dépenses d'hygiène aux déplacements, de l'achat des journaux aux dépenses de loisir, de l'électricité à l'accès à Internet.

Même si cette protection s'accompagne d'une obligation de recherche d'emploi ou de participation à des travaux d'intérêt général probablement plus stricte que dans d'autres pays, il est fortement probable que les Suédois se sentent mieux protégés que partout ailleurs, sauf peut-être au Danemark, qui possède un système au moins aussi efficace. Il est plus facile d'avoir confiance et d'accepter la mondialisation en sachant qu'il y aura toujours pour soi et sa famille un toit et une vie digne.

La confiance en soi, notamment sur le marché du travail, peut aussi provenir du niveau de qualification, qui détermine la capacité à trouver un travail. En matière de formation initiale, la Suède est parmi les pays de l'OCDE un de ceux où le nombre de jeunes qui sortent du système scolaire sans qualification est le plus faible (9 % contre plus de 30 % en Espagne selon l'OCDE[10]). Par ailleurs, la Suède fait partie des pays nordiques, où le concept de formation tout au long de la vie a été inventé, et se trouve en tête des pays de l'UE en ce qui concerne la participation aux actions de formation des adultes[11].

Tableau 6. Formation des adultes

	Pourcentage d'adultes (25-64 ans) participant sur quatre semaines aux activités de formation tout au long de la vie dans l'UE en 2004			
Objectif de Lisbonne minimum 12,5 %	Classement : 1re Suède 35,8 %	Classement : 2e Danemark 27,6 %	Classement : 3e Finlande 24,6 %	Moyenne européenne 9,4 %

À cette analyse, il importe d'apporter un complément : l'absence de confiance des Suédois envers l'Union européenne (tableau 5). Les Suédois n'ont pas confiance dans la réponse de l'UE face à la mondialisation, ce qui corrobore le résultat du référendum du 14 septembre 2003, par lequel les Suédois ont refusé d'adhérer à la monnaie européenne. On notera d'ailleurs que la Suède y a adhéré lors du référendum du 13 novembre 1994, au plus fort de la crise économique que nous avons déjà évoquée, ce qui a probablement

10. OCDE (2006), *Employment Outlook: Boosting Jobs and Income*, Paris.
11. Commission européenne (2005), *Progression vers les objectifs de Lisbonne en matière d'éducation et de formation*, staff working paper SEC 419.

été déterminant : le oui l'emportait par 52,3 % des voix contre 46,8 % pour le non et 0,9 % de bulletins blancs. Mais les Suédois, pour lesquels nous avons vu que l'indépendance est une valeur fondamentale, aiment rester maîtres de leur destin. De plus, l'enquête que nous analysons ici a eu lieu en 2006, à un moment où il semblait que les grands pays (France et Allemagne) n'avaient pas l'intention de mettre de l'ordre dans leur politique budgétaire et de respecter les critères de Maastricht, alors que la Suède vit depuis la fin des années 1990 avec un excédent budgétaire et rembourse sa dette, passée de 83,5 % du PNB en 1994 à 62,5 % en 2004 (source : OCDE). La crise de confiance se comprend…

1.5. Une génération peu ambitieuse ?

Au-delà de la confiance en soi, on peut se demander si les réponses des Suédois ne révèlent pas une certaine insouciance et un manque d'ambition, ce qui peut aussi expliquer la confiance des Suédois dans leur avenir, et leur relative indifférence vis-à-vis de la mondialisation.

Nous avons déjà vu à quel point les Suédois ne sont pas spécialement attachés à des valeurs telles que le goût de l'effort ou l'esprit d'entreprise, par rapport à l'échantillon de référence. D'autres éléments vont dans ce sens :

Tableau 7. Résultats du sondage Kairos sur les valeurs de la société suédoise

Échelle de 1 à 7	Référence 16-29 ans	Référence 30-50 ans	Suédois 16-29 ans	Suédois 30-50 ans
Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : ce qui arrive dans le monde n'a pas en fait beaucoup d'influence sur ma vie ?	3,364	3,122	3,278	3,020
Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : il est très important pour moi d'arriver à un niveau de vie supérieur à celui de mes parents ?	3,892	3,783	3,016	2,596
Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : il est très important pour moi d'arriver à un niveau de vie qui ne soit pas inférieur à celui de mes parents ?	4,195	3,833	3,817	3,291
Question concernant l'importance du changement pour aller vers une société idéale, par rapport à la tradition et à la stabilité	4,206	3,844	4,211	3,907
Je pense que chacun devrait être obligé de se tenir informé des questions de société	4,868	5,122	4,667	5,096
Importance de la sécurité de l'emploi	5,982	6,075	5,721	6,004
J'aimerais vivre l'essentiel de ma vie dans la ville dans laquelle je vis	3,916	4,478	3,719	4,651
Quel est le niveau de votre intérêt pour la politique ?	3,482	3,460	3,556	3,306

Une des spécificités des Suédois est leur réponse à la question concernant leur niveau de vie par rapport à celui de leurs parents : aussi bien les 16-29 ans que les 30-50 ans sont clairement moins ambitieux que leurs homologues de l'échantillon de référence.

L'hypothèse que l'on pourrait avancer pour expliquer ces réponses serait que les jeunes Suédois ont l'impression que leurs parents ont vécu une sorte d'âge d'or, et que la société actuelle et la manière dont vivent leurs parents en termes de qualité de vie sont une sorte d'idéal qu'ils souhaitent approcher sans forcément avoir besoin de le dépasser. Comme les habitants d'autres pays, les Suédois ont parfois la réputation chez leurs voisins de considérer leur société comme un idéal et de se donner en exemple, ce qui pourrait expliquer le relatif manque d'ambition des jeunes, ou le fait qu'ils estiment qu'égaler leurs aînés est suffisant.

Il existe aussi, dans une société encore fondamentalement sociale-démocrate malgré le résultat des dernières élections, une tendance à idéaliser la période des années 1960-1970, encore considérée comme un âge d'or, lorsque la Suède était probablement le pays le plus avancé du monde en termes de richesse, d'égalité et de protection sociale, avec un modèle qui a été une source d'inspiration dans le monde. Il existe une aspiration à retrouver cette époque, à égaler ce passé mythique.

Une autre explication tient à la culture. Il existe un terme suédois intraduisible : *lagom*. Il s'agit d'un concept qui signifie « équitable » et « équilibré ». L'origine en est une tradition viking, dans laquelle la coupe de boisson passait autour de la table, chacun se servant suffisamment pour ses besoins, mais pas trop pour que chacun en ait suffisamment. Ce terme est très utilisé. Ressenti ou seulement affiché, cet équilibre peut conduire à ce que les jeunes considèrent que, finalement, ils auront suffisamment s'ils égalent leurs parents.

Pour les autres questions, on notera que les réponses des Suédois ne diffèrent pas fondamentalement de celles des personnes de l'échantillon de référence, avec toutefois quelques points intéressants concernant les jeunes : par rapport à leurs aînés et aux jeunes européens de l'échantillon de référence, les jeunes Suédois attachent moins d'importance à la sécurité de l'emploi, ils sont plus prêts à quitter leur ville et ils s'intéressent plus à la politique. Ces éléments laissent présager une évolution en Suède dans les prochaines années, d'autant que, comme nous l'avons déjà vu, ils font beaucoup plus confiance à l'UE que leurs aînés.

1.6. Les peurs des jeunes Suédois face à la mondialisation

Les Suédois sont relativement plus ouverts vis-à-vis de la mondialisation que le groupe de référence. Il n'en reste pas moins qu'ils partagent les mêmes préoccupations que ce dernier groupe, avec quelques nuances qui méritent une analyse.

Tableau 8. Les craintes des jeunes Suédois

Question : quelles sont les plus grandes menaces pour la société du futur (échelle de 1 à 7)	Référence 16-29 ans	Référence 30-50 ans	Suédois 16-29 ans	Suédois 30-50 ans
La pollution environnementale ?	5,920	6,056	5,851	6,017
La pauvreté et la famine ?	5,304	5,511	4,842	5,102
Le terrorisme ?	5,493	5,784	4,855	5,588
Le SIDA et les pandémies ?	5,154	5,098	4,794	4,843
L'abus de drogues ?	4,703	4,978	4,112	4,440
La guerre ?	5,519	5,650	4,956	5,281
Le chômage ?	4,968	5,033	4,564	4,619
Le crime organisé ?	5,098	5,412	4,891	5,400
L'effondrement du système financier international ?	4,705	4,857	4,270	4,578

Globalement, les Suédois sont moins inquiets que le groupe de référence en ce qui concerne les menaces à venir, à l'exception notable de l'environnement, où les scores sont proches. Cela s'explique probablement par le fait que la Suède a plus ou moins échappé à certains fléaux : les guerres, inconnues en Suède depuis cent cinquante ans (et le territoire suédois n'a pas été envahi depuis plus de cinq cents ans), le SIDA (la Suède a une des plus faibles prévalences du VIH-SIDA de l'Union européenne[12]) et le chômage, la Suède ayant après le Danemark un des taux d'emploi le plus élevé (72,5 % des 15-64 ans contre 63,8 % en moyenne dans l'UE[13]).

La préoccupation pour l'environnement est très présente dans le discours politique, la Suède ayant été l'un des premiers pays à introduire des taxes environnementales et à s'engager dans une démarche de développement durable. Il semble donc normal que, malgré une insouciance générale, les jeunes Suédois partagent les préoccupations des jeunes de l'échantillon de référence.

Mais contrairement à ce que l'on pourrait attendre de citoyens d'un pays qui a de grandes exigences en matière d'environnement et d'éthique, les Suédois n'adaptent pas leur comportement individuel quotidien aux principes de leur action collective publique. Une hypothèse que l'on pourrait émettre est que les Suédois ne sont pas des militants dans leur vie quotidienne et qu'ils se reposent sur les pouvoirs publics pour mettre en œuvre leurs principes. Dans leur vie quotidienne, ils sont pragmatiques et achètent les produits les moins chers ou les mieux adaptés à leur goût.

12. ECDC (2005), *HIV-AIDS Surveillance in Europe*: *End-year Report 2005*, nº 73, disponible sur http://www.eurohiv.org/reports/report_73/pdf/tables.pdf.
13. INSEE (2006), *Population active et taux d'emploi dans l'Union européenne*, données 2005, disponible sur http://www.insee.fr/fr/ffc/chifcle_fiche.asp?tab_id=200.

Tableau 9. Attitudes de consommation pour l'environnement et l'éthique

Échelle de 1 à 7	Référence 16-29 ans	Référence 30-50 ans	Suédois 16-29 ans	Suédois 30-50 ans
J'achète d'habitude des produits d'entreprises qui respectent l'environnement	3,345	3,526	2,829	2,609
J'achète des produits d'entreprises éthiques et qui prennent en compte leurs responsabilités sociales	3,261	3,350	2,777	2,451

Sur l'analyse des peurs, il est intéressant de comparer les scores des hommes et des femmes : ils diffèrent dans tous les échantillons, mais ce sont toujours les femmes qui ont le plus de craintes. Mais existent quelques écarts significatifs entre les Suédois et l'échantillon de référence :

Tableau 10. Écart hommes-femmes sur les craintes face aux menaces globales

	Écart hommes femmes 16-29 ans (référence)	Écart hommes femmes 16-29 ans (Suède)	Écart hommes femmes 30-50 ans (référence)	Écart hommes femmes 16-29 ans (Suède)
Pollution de l'environnement	0,188	0,478	0,197	0,691
Pauvreté et famille	0,374	0,726	0,401	0,701
Terrorisme	0,518	0,865	0,382	0,334
SIDA et pandémies	0,414	0,665	0,460	0,579
Abus de drogues	0,446	0,672	0,495	0,475
Guerre	0,400	0,813	0,402	0,722
Chômage	0,395	0,582	0,405	0,438
Crime organisé	0,363	0,507	0,276	0,524
Effondrement du système financier international	0,220	0,397	0,268	0,101

On constate que les résultats vont dans le même sens en Suède et dans les pays de référence (les femmes sont plus préoccupées que les hommes), mais que l'écart est plus important en ce qui concerne la pollution, la pauvreté, la guerre et le crime organisé. Pour le terrorisme, les Suédoises de 16 à 29 ans sont plus préoccupées que les hommes, mais aussi que les Suédoises de 30 à 50 ans. Le même phénomène joue pour le SIDA et la drogue.

De ce fait, notre analyse générale sur les craintes des Suédois est à nuancer. Pour les hommes, dans tous les domaines sans exception, les Suédois nourrissent moins de craintes que leurs homologues du groupe de référence. Les Suédoises du groupe 16-29 ans sont plus inquiètes de la pollution environnementale et du crime organisé que les femmes de l'échantillon de référence, et globalement leurs résultats sont très proches dans les autres domaines.

Ces résultats intègrent les caractéristiques de la société suédoise, et notamment le fait qu'il s'agit d'une société où les relations entre hommes et femmes sont différentes de celles qui sont de mise dans les zones non nordiques de l'Europe. La notion d'égalité entre hommes et femmes est devenue un élément majeur des modèles nordiques, et du modèle suédois en particulier. Une des conséquences est la répartition du pouvoir entre hommes et femmes : autant la sphère politique est pratiquement devenue le secteur des femmes, de plus en plus nombreuses à exercer des fonctions politiques de haut niveau, autant le secteur privé et l'entreprise sont des lieux où les hommes assument majoritairement le pouvoir. Il y a par exemple quatre fois plus de femmes dans les conseils d'administration des entreprises françaises que dans ceux des entreprises suédoises. De ce fait, on pourrait considérer qu'il est normal que les Suédoises se préoccupent plus de ce qui concerne la protection qui relève de la sphère publique (environnement, protection contre la pauvreté, etc.).

1.7. Qui peut réguler la mondialisation ?

Le sondage mené par l'Institut Kairos permet aussi d'analyser la perception des rôles des différents partenaires dans la régulation de la mondialisation :

Tableau 11. Rôle des différents acteurs dans la régulation de la mondialisation

Question : qui parmi les acteurs suivants a le plus d'influence sur la mondialisation ? (Échelle de 1 à 7)	Référence 16-29 ans	Référence 30-50 ans	Suédois 16-29 ans	Suédois 30-50 ans
Votre gouvernement national	3,926	3,753	3,805	3,599
Les médias	4,430	4,325	4,205	3,962
Les entreprises multinationales	5,011	5,088	5,030	5,084
Les organisations non gouvernementales (associations, syndicats...)	3,537	3,436	3,291	3,054
Les gens en général	4,022	3,906	3,857	3,722
La police et la justice	3,208	3,166	3,096	3,093
Les Nations unies	4,537	4,280	4,399	4,461
L'Organisation mondiale du commerce	4,827	4,680	4,622	4,432
L'Union européenne	4,960	4,758	4,964	4,710

Ces résultats montrent que les Suédois des deux groupes réagissent pour l'essentiel comme les personnes des groupes de référence. Il y a quelques nuances, comme par exemple le fait qu'ils prêtent un peu moins d'importance à pratiquement tous les acteurs, sauf aux entreprises multinationales, auxquelles les deux groupes accordent le premier rôle, aux Nations unies, dont le rôle est considéré comme très important par les Suédois de 30 à

50 ans, et à l'Union européenne, pour laquelle les résultats concordent pratiquement entre jeunes Suédois et groupe de référence.

Il est intéressant toutefois d'attribuer une importance particulière à ce dernier point : il est un peu inattendu dans la mesure où les Suédois sont, comme nous l'avons vu précédemment, relativement eurosceptiques, et l'on aurait pu s'attendre à ce qu'ils considèrent que l'Union européenne a une influence réduite sur la mondialisation.

En réalité, les jeunes Suédois considèrent qu'après les multinationales l'Union européenne est l'acteur principal en matière de mondialisation. Il y a deux interprétations possibles : soit l'Union européenne est tenue responsable des difficultés liées à la mondialisation, soit elle est la principale structure capable de lutter contre ses effets négatifs. La première hypothèse serait cohérente avec les opinions souvent émises notamment par les représentants du nord de la Suède, très eurosceptiques, qui vivent dans les zones les plus touchées par le chômage, mais l'âge moyen dans ces régions est élevé. La seconde hypothèse pourrait être appuyée par le fait que la Suède a adhéré à l'Union européenne à un moment où elle était en grande difficulté, et où tous les observateurs considéraient que l'adhésion provenait d'un réflexe défensif : les jeunes Suédois n'ont pas confiance dans le pilotage actuel de l'Union européenne, mais ils en attendent tout de même une protection en cas de difficulté. Il est possible aussi que l'importance que les Suédois attachent à l'Union européenne en matière de mondialisation soit due aux deux raisons simultanément.

Dans tous les cas, les décideurs devraient prendre en compte cet élément : si les Suédois pensent que l'UE joue un rôle majeur dans la mondialisation, cela signifie qu'ils comptent sur elle pour que le processus se passe bien…

2. LES POSITIONS DES PARTENAIRES SOCIAUX SUÉDOIS SUR LA MONDIALISATION

Nous venons d'étudier en détail l'attitude des jeunes Suédois vis-à-vis de la mondialisation, leurs valeurs, ainsi que leurs craintes et leur appréciation sur le rôle de différents acteurs. Il est utile d'étudier maintenant les positions des acteurs politiques et sociaux suédois, ce qui permettra de comprendre, notamment, pourquoi les jeunes qui habitent une Suède ouverte sur l'extérieur, victime de fortes délocalisations, semblent moins préoccupés par la situation que l'ensemble des jeunes des pays interrogés.

Mais avant de nous pencher sur la position des acteurs suédois de la mondialisation, il paraît nécessaire de présenter le cadre général dans lequel évoluent ces acteurs, c'est-à-dire pour l'essentiel le cadre des relations entre le gouvernement, le patronat et les syndicats d'une part, et d'autre part le contrat en partie implicite, mais aussi explicite, qui lie différents acteurs.

2.1. Le modèle suédois

La compréhension des équilibres qui régissent le fonctionnement de la société suédoise et le comportement des acteurs, notamment vis-à-vis du phénomène de la mondialisation, est à analyser dans le contexte du fonctionnement global du modèle suédois.

Il existe de nombreuses descriptions des caractéristiques des modèles nordiques. Pour reprendre les travaux de divers spécialistes, tels que Mikko Kautto et Matti Heikkilä, de STAKES [14] (Centre national finlandais de recherche et de développement pour le bien-être social et la santé), la définition des typologies de modèles de protection sociale et la mention d'un modèle nordique remontent aux années 1950. Mais il a fallu attendre la fin des années 1980 pour qu'une analyse plus précise se dessine, même si la plupart des auteurs prennent les plus grandes précautions en arguant du caractère réducteur des typologies. Ces auteurs identifiaient le modèle nordique aux caractéristiques suivantes :

– le champ des politiques sociales publiques est étendu ;

– l'intervention de l'État est importante dans toutes les politiques ;

– la base du système est l'universalisme, c'est-à-dire que tous les résidents ont les mêmes droits aux prestations, quelle que soit leur situation sur le marché du travail ;

– la part des dépenses sociales dans le PIB est importante, avec une forte part de redistribution ;

– la démocratie locale est importante, avec des services sanitaires et sociaux très développés par les collectivités locales ;

– la distribution des revenus est relativement égale, les inégalités sont plus réduites qu'ailleurs, la pauvreté est peu fréquente ;

– l'égalité entre hommes et femmes est un principe de base, toutes les mesures sociales sont destinées à l'individu et non à la famille, ce qui rend les femmes plus indépendantes.

Ces éléments comprennent à la fois des caractéristiques concernant les *inputs* et les résultats observés dans le modèle. Les auteurs ont affiné leur analyse dans une publication ultérieure dans laquelle ils dressent une typologie des caractéristiques mesurables permettant de classer les pays et de les comparer pour déterminer leur appartenance au modèle nordique. Les *inputs* du modèle comporteraient ainsi un haut niveau de dépenses publiques, un haut niveau des dépenses sociales dans le PIB, et une pression fiscale élevée. Parmi les résultats, l'idéal du modèle nordique serait de faibles inégalités de revenus, peu de pauvreté et de faibles inégalités de mode de vie et entre hommes et femmes.

D'autres chercheurs, tels le suédois Peter Abrahamson, lors de la conférence organisée à Copenhague en septembre 1998 sur le thème « Comparer les systèmes de protection sociale en Europe du Nord et en France » [15], y ajoutent d'autres notions comme

14. Kautto, M. *et al.* (eds., 2001), *Nordic Welfare States in the European context*, Londres, Routledge.
15. DRESS (1999), *Rencontres de Copenhague* vol. 4, t. 1, Collection MiRe.

une certaine homogénéité de la société, la continuité des politiques, un niveau élevé d'organisation, la tradition du consensus et un faible niveau de corruption.

La plupart de ces approches proviennent d'observateurs nordiques, plongés dans ces sociétés et profondément immergés dans leur culture. Un observateur extérieur pourrait noter que toutes ces caractéristiques reposent sur un contrat de société qui pourrait se résumer de la manière suivante : le secteur privé productif bénéficie d'une grande liberté de fonctionnement, et le droit du travail est relativement libéral, même en tenant compte des conventions collectives négociées avec les syndicats ; en contrepartie, le secteur productif accepte un haut niveau de prélèvements sociaux qui permet de garantir que personne ne sera exclu de la société parce qu'il est sans emploi.

On voit les conséquences d'un tel pacte social sur le fonctionnement du pays et les attitudes de ses habitants : la liberté conférée aux entreprises constitue une bonne base de développement économique dans un contexte de mondialisation, et le bon niveau de protection sociale permet aux Suédois d'être confiants dans leur avenir personnel, puisqu'ils se sentent pratiquement à l'abri des coups durs. On comprend pourquoi les Suédois, mêmes sociaux-démocrates, acceptent la mondialisation.

2.1. L'attitude des partenaires sociaux

Pour comprendre l'attitude des partenaires sociaux suédois vis-à-vis de la mondialisation, il est nécessaire de revenir sur l'histoire sociale suédoise. Le début du XX^{e} siècle a été une période d'affrontements violents entre patronat et syndicats, avec de nombreuses grèves qui ont permis de faire avancer les droits sociaux, combattues par voie de *lock-out*. Mais, à partir de 1921, face à la contre-offensive patronale qui avait suivi les grèves d'après-guerre, le mouvement syndical suédois a privilégié la voie électorale et, à différentes reprises, un leader social-démocrate a dirigé le gouvernement, en alternance avec les autres partis. En 1931, la grève d'Adalen, qui s'est soldée par cinq morts en 1931, a marqué le retour au pouvoir du parti social-démocrate, qui ne l'a quasiment plus quitté depuis.

La principale confédération syndicale, LO, a mis cette situation à profit pour marginaliser les éléments communistes et anarchistes, et le gouvernement a lancé des négociations tripartites en 1936 qui ont abouti en décembre 1938, après qu'un certain nombre de lois sur le droit d'association et de négociation eurent été adoptées : c'est l'accord de Saltsjöbaden, qui, en instituant une procédure paritaire pour régler les conflits, lance la démocratie sociale suédoise.

Les éléments qui déterminent l'attitude actuelle des syndicats suédois dans le contexte de mondialisation figurent assez clairement dans cet accord. Les employeurs se rendant compte qu'ils n'allaient probablement pas l'emporter dans les conflits ont accepté le compromis pour préserver leur droit de gérer librement leur entreprise, y compris l'organisation et la détermination des effectifs. La confédération syndicale LO a obtenu

en échange la reconnaissance des syndicats comme des partenaires du patronat et le droit de régler de manière paritaire les conflits du travail, ce qui a permis de lancer le système de conventions collectives garantissant à la fois la paix sociale et la participation équitable des salariés aux fruits du progrès économique.

D'une manière générale, ces accords consacrent l'idée d'une coopération pour la promotion de la croissance des revenus, ce qui se substitue à l'idéologie de l'obtention des droits sociaux par la lutte des classes. L'État gère une protection sociale de niveau élevé, et laisse aux partenaires sociaux le soin de régler le fonctionnement de la démocratie sociale, la plupart des droits sociaux ne provenant donc pas de la loi, mais d'accords collectifs.

On comprend que ce cadre est adapté au contexte de la mondialisation. Le système de règlement paritaire des conflits du travail, qui remontent au niveau confédéral si le niveau local échoue, a conduit à une paix sociale sans équivalent dans les pays non nordiques, qui favorise la compétitivité. Le partage équitable des fruits de la croissance permet de motiver les partenaires, qui adhèrent à une politique de croissance qui profite à tous. Enfin, le système de détermination des règles par accord collectif est beaucoup plus souple que le cadre législatif et permet une adaptation plus rapide de l'économie aux défis de la mondialisation.

La position de la principale confédération syndicale suédoise, LO, a été présentée par sa présidente Wanja Lundby-Wedin, à une conférence internationale sur la mondialisation qui s'est tenue à Stockholm le 25 novembre 2005 :

« Le mouvement syndical suédois, en raison de son expérience, est et a toujours été l'avocat du libre-échange, dans la mesure où cela augmente la richesse à distribuer. Mais quand la mondialisation du commerce n'arrive pas à garantir des conditions de travail convenables et a pour conséquence l'exploitation des travailleurs, alors il faut réagir […].

La Suède se classe parmi les premiers pays en matière de compétitivité, selon le Forum économique mondial. Mais la Suède se classait aussi en tête pour l'OIT l'année dernière, dans une étude intitulée "La sécurité économique pour un monde meilleur" qui mesurait la qualité du monde du travail.

Le fait que la Suède ait été capable jusqu'ici de gérer la "mondialisation" est évidemment lié à notre système de protection sociale universel et à notre politique de marché du travail qui prend en charge les personnes affectées par les restructurations économiques.

Le taux élevé d'adhésion aux syndicats donne aux travailleurs voix au chapitre dans ce processus, et un bon pilotage et la flexibilité du marché du travail sont garantis par le recours généralisé aux conventions collectives.

Mais la photo n'est pas toujours brillante. Nous sommes aussi affectés négativement par la mondialisation. Dans une étude récente de LO, nous pouvons clairement voir en Suède une tendance à la progression rapide des formes précaires et atypiques de travail.

La croissance du nombre de jeunes ouvrières obligées de travailler contre leur gré en astreinte est particulièrement inquiétante. De plus, beaucoup de nos membres travaillant

à temps partiel sont incapables d'obtenir un travail à plein-temps – voilà encore un phénomène qui touche particulièrement les femmes. »

Le propos est clair, la confédération LO, qui représente les cols bleus et qui peut être considérée comme la plus à gauche sur le plan politique, estime que la mondialisation est une bonne chose, à condition de conserver la protection sociale universelle, et s'inquiète d'évolutions récentes, notamment la croissance des emplois précaires.

Un article récent de Gunnar Wetterberg, chef du département politique de la confédération syndicale SACO[16], qui représente les professions nécessitant un diplôme universitaire, développe aussi l'idée que la mondialisation est une bonne chose pour la Suède, et que celle-ci doit profiter de l'avantage que lui confère sa taille sur les marchés mondiaux. Sa thèse mérite d'être développée.

Il considère que la mondialisation actuelle rappelle celle de la fin du XIX^e siècle, avec cette différence qu'alors c'étaient surtout les produits et la production industrielle qui étaient concernés, alors qu'actuellement ce sont les services. Il considère que les échanges sur la globalisation ont conduit à des exagérations et à des incompréhensions, les journaux et le patronat annonçant que des centaines de milliers d'emplois sont menacés si les Suédois n'acceptent pas des baisses de salaires. Mais, selon lui, ce n'est pas une fatalité, car la taille de la Suède lui permet de s'adapter rapidement à de nouvelles évolutions techniques, en lui conférant une grande souplesse. De plus, le marché suédois, avec sa langue et ses caractéristiques spécifiques, rend difficile l'expatriation de toute la production pour satisfaire la consommation locale, ce qui est un facteur de protection, d'autant que la concurrence sur le marché suédois est surtout européenne, venant de pays avec lesquels la Suède peut se comparer en termes de coûts de production.

Selon lui, les délocalisations signifient bien souvent que des produits conçus et développés en Suède vont être fabriqués près des grands marchés, apportant en fait plus de richesses à la Suède, d'autant plus que l'enrichissement des Chinois ou des Indiens les conduira à acheter plus de produits suédois, de voitures Volvo, de camions Saab ou de téléphones Ericsson. Il rappelle que des marchés nouveaux et inattendus se sont ouverts, avec le développement d'exportations de musique par exemple (la Suède est devenue le numéro deux mondial en termes d'exportations).

Il considère que la clé du succès est l'ouverture, et qu'il ne faut pas fermer les frontières, mais au contraire les ouvrir et partager les bénéfices des marchés extérieurs. De plus, cela permet d'acquérir à l'étranger de nouveaux concepts. C'est pourquoi il critique les tendances protectionnistes de l'Union européenne, notamment en matière agricole, considérant que cela coûte des milliards d'euros sans que l'efficacité en soit évidente. Il milite

16. Wetterberg, G., « Sweden in the world : the law of openness », *Axess*, 2007, disponible sur http://www.axess.se/english/2006/01/theme_wetterberg.php.

pour une Suède qui prenne une orientation en faveur du libre-échange au sein de l'Union européenne.

Il insiste aussi sur la nécessité d'apprendre d'autres langues aux enfants que l'anglais, insuffisant face aux nouveaux marchés. Il recommande aux Suédois de vivre et de travailler dans d'autres pays, en rappelant que c'est ainsi que dans le passé de nombreux Suédois ont acquis les idées de développement d'activités fructueuses. Inversement, il demande aux universités et aux entreprises suédoises de s'ouvrir de plus en plus à l'accueil d'étudiants, de chercheurs et de salariés étrangers, afin que ces derniers soient encouragés à rester en Suède.

Il estime aussi que le facteur travail est de plus en plus important du fait de la mondialisation, ce qui signifie qu'il y a lieu d'améliorer la formation et l'éducation, et de faire en sorte de diminuer les grèves et l'absentéisme – notamment pour maladie, véritable problème en Suède. Selon lui, les entreprises s'installent dans les pays où la main-d'œuvre est bien formée et digne de confiance, et où le management est le souple et proche des travailleurs, ce qui est le cas en Suède. Il réclame un effort plus important sur la R&D, clé des activités futures.

Enfin, de son point de vue, la compétition internationale en termes de bas salaires va s'atténuer dans quelques années du fait du développement des pays qui en sont actuellement bénéficiaires, et du vieillissement dans ces pays qui augmentera les besoins internes et limitera leur main-d'œuvre. Il demande donc à la Suède de ne pas céder à la peur de la mondialisation, mais de voir les opportunités qu'elle représente.

Nous sommes loin des positions syndicales défensives qui fleurissent dans d'autres pays, et l'on comprend que, dans ces conditions, les Suédois soient moins inquiets que la moyenne des Européens.

2.2. La position du patronat suédois (Svensk Näringsliv)

La position du patronat suédois est *a priori* sans surprise. Il défend le libre-échange et utilise les risques de délocalisation vers la Chine ou l'Inde pour tenter de remettre en cause certains aspects de la protection sociale en général, et notamment la protection des Suédois contre le licenciement : « Un obstacle majeur à la création d'emplois est la loi sur la sécurité de l'emploi (LAS). L'idée sous-jacente est que les employés doivent être protégés du licenciement. En pratique, cependant, la loi a transformé l'embauche de personnel supplémentaire en activité à risque au plan financier. Comme la décision d'embaucher une personne supplémentaire représente un risque marginal plus important pour les petites sociétés que pour les grandes, la loi LAS a tendance à pénaliser les petites entreprises, et les nouvelles entreprises en particulier. Par conséquent, beaucoup d'entreprises sont devenues inutilement prudentes dans leur recrutement de nouveau personnel, ce qui nuit à l'emploi. »

On notera cependant que les responsables du patronat et les entreprises suédoises restent dans une logique libérale, et ne demandent pas d'aide spécifique pour maintenir artificiellement des entreprises, des secteurs ou des emplois qui seraient condamnés par le marché. Il n'y a pas en Suède de subventions pour les entreprises en difficulté, de maintien en survie artificielle d'entreprises non compétitives ou d'allégements de charges sociales. Les aides demandées par les syndicats et le patronat concernent les services de l'emploi, et visent à mettre en place des dispositifs de formation et de reclassement plus efficaces.

On notera que le patronat suédois était favorable à la version initiale de la directive sur les services, basée sur le principe du pays d'origine. Il avait soutenu en 2004 une entreprise lettone de construction, Laval&Partneri Baltic Bygg, dans un conflit avec le syndicat suédois de la construction Svenska Byggnadsarbetareförbundet, en soutenant l'idée que ce sont les règles fixées par la convention collective du pays d'origine qui s'appliquent, même pour un chantier en Suède. Le problème a été porté devant la Cour de justice des communautés européennes.

Mais le 30 août 2005, dans une conférence de presse commune avec la confédération syndicale LO, Svensk Näringsliv a annoncé un accord avec les syndicats pour appliquer aux entreprises étrangères les accords collectifs suédois en ce qui concerne les salaires, le temps de travail et les conditions de travail. Nous avons là un exemple de la flexibilité du patronat suédois, soucieux de cette paix sociale qui est devenu une des raisons du développement des entreprises suédoises.

3. LE RÔLE DES ACTEURS POLITIQUES EN MATIÈRE DE MONDIALISATION

3.1. La politique du gouvernement suédois

À l'égard de la mondialisation, il y a clairement des points communs entre le gouvernement social-démocrate de M. Göran Persson, au pouvoir jusqu'en septembre 2006, et le gouvernement actuel de centre-droit de M. Fredrik Reinfeldt : ce dernier souligne avec constance que l'avenir de la Suède dans un monde globalisé, sa richesse et son niveau de son système de protection sociale dépendent des performances des entreprises sur les marchés mondiaux.

On notera que le gouvernement suédois n'intervient que très rarement pour aider ou sauver une entreprise. Au contraire, il ne perd pas une occasion de critiquer l'attitude de certains pays, qui n'ont pas le même respect de la concurrence, et notamment ceux qui utilisent les fonds structurels de l'UE pour attirer les entreprises d'autres pays non européens.

Cela ne signifie pas que le gouvernement suédois reste inactif face à la mondialisation et aux délocalisations, ni même qu'il est dépourvu d'outils en la matière. Au contraire, il

n'hésite pas à s'impliquer : ainsi, les ministres concernés (industrie et commerce notamment) se déplacent de plus en plus souvent à l'étranger pour promouvoir le climat des affaires suédois, mais également pour intensifier le dialogue avec les dirigeants des multinationales actives en Suède, afin de s'informer de leurs projets et de leurs besoins éventuels, ce qui est une occasion de faire de la prévention et de négocier des développements d'activités sur le territoire suédois. C'est le cas notamment dans le domaine automobile, secteur stratégique pour la Suède.

L'État suédois s'est aussi doté d'un outil antidélocalisations : une loi votée le 1er juillet 2003, qui autorise des allégements fiscaux concernant les holdings afin de stopper l'évasion fiscale et d'augmenter l'attrait de la Suède. Désormais les entreprises de droit suédois sont exemptées de taxes sur les plus-values de cession des actions détenues dans des sociétés à l'étranger, quelle que soit leur participation s'il s'agit de sociétés non cotées, et sous réserve d'une participation minimale s'il s'agit de sociétés cotées. Pour ces dernières, les actions cédées devront avoir été propriété de l'entreprise depuis au moins un an.

Afin de faciliter l'arrivée de cadres étrangers, experts de haut niveau, un abattement fiscal peut leur être accordé. L'idée est de compenser la fuite des cadres supérieurs suédois. Il s'agit d'un abattement de 25 % de la base du calcul des impôts. Cet avantage est limité, car les critères sont sévères, probablement du fait que les Suédois n'aiment guère les traitements de faveur : en 2006, seules 255 personnes en ont bénéficié.

Un avantage comparatif suédois est la simplicité des processus administratifs liés à la création et à la gestion des entreprises. De plus, le fonctionnement peu bureaucratique et transparent de l'État offre un accès direct aux autorités décisionnelles. L'indépendance, partielle, de l'administration suédoise permet une plus grande lisibilité de son organisation. Et le gouvernement suédois actuel fait de la politique de simplification de l'administration des entreprises une priorité, d'autant plus que la Suède bénéficie d'un très haut niveau d'administration électronique.

La Suède a longtemps été une grande utilisatrice des *golden shares*, ou « droits de vote préférentiel », ce qui permettait à l'État ou à des consortiums suédois de garder le contrôle d'entreprises, même si le capital était majoritairement aux mains d'actionnaires étrangers, ce qui a permis aux entreprises d'accéder aux marchés financiers internationaux sans perte de contrôle. Cette période semble terminée, du fait des évolutions de la législation communautaire et des récentes décisions de la Cour européenne de justice vis-à-vis des Pays-Bas et de l'Espagne. La Suède a déjà commencé à limiter les possibilités de votes multiples avec la même action.

Mais cette pratique des différentiels de droit de vote concerne encore tout de même 55 % des entreprises suédoises cotées à la Bourse de Stockholm. Ainsi, le véritable pouvoir au sein des grandes entreprises suédoises appartient assez largement à des familles d'actionnaires historiques, regroupées en holdings.

On notera avec intérêt que le gouvernement élu en septembre 2006 vient de créer un Conseil national de la mondialisation, avec pour objectif de mieux adapter la Suède aux évolutions de l'économie mondiale. Il est présidé par un universitaire, et comprend deux représentants du gouvernement (dont le ministre de l'Éducation), les partenaires sociaux, des représentants de l'administration et des universitaires. En l'installant, le ministre de l'Éducation nationale suédois, M. Lars Leijonborg, a déclaré : « Quand la Chine veut être l'usine du monde et l'Inde le bureau du monde, la niche suédoise peut avoir les meilleurs laboratoires du monde et les meilleurs bureaux de design. »

3.2. L'opposition social-démocrate

Le Parti social-démocrate (PSD) a décrit dès 2001 son analyse du nouvel ordre économique mondial dans son programme[17]. Ce qui suit sont des extraits de ce document.

« Comme lors de l'arrivée sur la scène mondiale des technologies mécaniques modernes et du mode de production industriel, l'ensemble de la société se transforme aujourd'hui quand le développement technique et scientifique modifie les conditions de la production, du monde du travail et de celui du commerce : l'industrie représente toujours une part importante du produit national, mais une part décroissante des emplois, le secteur des services, en hausse, joue un rôle toujours plus important sur le plan de l'emploi, mais les emplois proposés et l'organisation du travail révèlent d'importantes variations. Une partie importante du monde du travail exige des compétences toujours plus poussées. Les grandes entreprises se mondialisent, les petites entreprises se multiplient.

Tous ces changements créent de nouvelles conditions de travail, et transforment dans le même temps la société : les technologies modernes de l'information gomment l'importance des écarts géographiques et des frontières nationales. Elles ouvrent de nouvelles possibilités d'échanges et de coordination économique. L'argent circule rapidement dans le monde entier, et la production au sein d'une même entreprise peut être facilement coordonnée entre différentes régions d'un même pays et entre différents pays. De nouveaux canaux performants s'ouvrent aux échanges de connaissances et aux transactions économiques. Des types totalement nouveaux d'entreprises et de métiers voient le jour, tandis que les métiers et les méthodes de travail des secteurs traditionnels évoluent dans le même temps.

Cette évolution de l'économie, des techniques et du monde du travail crée de nouveaux rapports sociaux et pose de nouveaux défis à la politique. De nouvelles possibilités de progrès vers plus de justice et d'égalité apparaissent, mais aussi de nouvelles injustices et de nouveaux problèmes sociaux. La mondialisation de l'économie impose une mondialisation de la politique et du travail syndical. Elle suppose de nouveaux outils politiques et syndicaux et est porteuse de nouveaux défis posés à la démocratie. »

17. On trouvera les textes complets des deux documents du Parti social-démocrate suédois sur son site, à l'adresse suivante : http://www.socialdemokraterna.se/Templates/Page____7428.aspx.

Cette analyse du PSD est en fait relativement neutre – c'est le constat d'une évolution –, mais on notera qu'il n'y a pas remise en cause du constat, ni volonté de bloquer le processus. Il est seulement fait référence à « de nouveaux défis à la politique », et au fait que la mondialisation de l'économie impose « une mondialisation de la politique et du travail syndical ».

Il est intéressant d'analyser un second document, qui était le manifeste électoral du PSD pour les élections (perdues) du 14 septembre 2006. Une partie de ce document est intitulée « Une Suède compétitive avec des emplois modernes » et montre comment le PSD voit la prise en compte de la mondialisation dans une politique nationale.

Le document commence par l'affirmation de la volonté de la Suède de permettre à ses entreprises de devenir des leaders mondiaux : « Les sociétés suédoises doivent être des leaders mondiaux. Nous avons l'intention d'investir largement dans les compétences de l'avenir et dans les nouvelles technologies », avec une accélération de l'effort de recherche. De plus, « les industries suédoises de base doivent disposer de conditions favorables », et notamment de prix compétitifs pour l'énergie, ce qui ne témoigne pas d'une totale ouverture à la concurrence, alors que les marchés de l'énergie sont largement libéralisés en Suède. Suit l'affirmation que la Suède se battra sur le niveau des compétences et non sur la baisse des salaires, et ce par un effort d'amélioration du niveau de l'éducation avec pour objectif que 50 % des élèves de collège d'enseignement général suivent des études supérieures longues, avec des aides financières améliorées si nécessaire. Le PSD proposait aussi de développer des emplois sûrs, sur des lieux de travail modernes où la créativité est encouragée. Il insistait sur l'importance du système de conventions collectives.

Ce qui suit est plus original pour un parti de gauche : son objectif est de développer les entreprises dans tout le pays, ce qui passe par l'accès facile au capital-risque, les encouragements aux exportations, la recherche et le développement pour les PME et l'amélioration des infrastructures pour les entreprises, y compris le développement des réseaux à large bande.

On voit donc que le parti le plus important de l'opposition actuelle de gauche suédoise ne remet pas en cause la mondialisation, mais propose au contraire d'adapter la Suède à la nouvelle donne. Au total, les partis qui adoptent cette attitude représentent près de 90 % des députés suédois, élus à la proportionnelle, donc plus de 80 % des électeurs suédois.

3.3. Les groupes opposés à la mondialisation

Il existe en Suède une opposition à la mondialisation, à la fois politique et associative. Nous allons ici rapidement recenser quelques acteurs, sans aller dans le détail dans la mesure où il s'agit de groupes marginaux.

– La Gauche, un parti qui regroupe les anciens communistes et certains groupes de l'extrême gauche et qui dispose de 22 sièges au Parlement (5,85 % des voix), et le Parti vert (19 sièges, 5,24 % des voix) sont opposés à certains aspects de la mondialisation, mais ont voté avec les sociaux-démocrates sans discontinuer pendant une douzaine d'années.

– ATTAC, clairement adossé au mouvement français, dispose de 14 groupes locaux, mais la participation aux manifestations est occasionnelle et rassemble rarement plus d'une centaine de personnes.

– Il existe des activités liées au forum social mondial, portées entre autres par un organisme appelé Network Institute for Global Democratization, avec aussi des forums sociaux locaux qui se tiennent chaque année, avec une participation décroissante (1 000 à 2 000 personnes). Il existe notamment des groupes à Uppsala et à Stockholm. L'activité a été relativement limitée et surtout portée par des Finlandais, beaucoup plus présents apparemment. Il y a une activité de recherche et de conférences.

– Il existe des groupes violents anticapitalistes suédois, comme le Parti invisible (Osynliga Partiet), qui s'est apparemment dissous en 2006, après un certain nombre de manifestations parfois violentes. Ils recommandaient la rébellion et la désobéissance active pour miner le capitalisme. Un de leurs derniers actes publics a été de détruire le siège du Parti du centre à Stockholm, lorsque celui-ci envisageait de proposer un contrat première embauche « à la française », après avoir attaqué en juillet 2006 les participants d'un meeting d'opposition aux impôts immobiliers de l'Alliance du centre-droit, aux cris de « de meilleurs soins, plus d'impôts ».

Bien qu'il s'agisse plutôt d'un mouvement proglobalisation, il faut aussi signaler l'existence du Parti pirate (en suédois : Piratpartiet), qui a obtenu près de 1 % des voix aux élections, en proposant un programme d'inspiration plutôt libertaire avec notamment des propositions de réforme de la législation de la propriété intellectuelle, portant sur les droits d'auteur et les brevets d'invention. Ce mouvement parti de groupes qui soutenaient la copie libre de logiciels milite aussi pour le renforcement de la protection de la vie privée, tant sur Internet que dans la vie quotidienne. Le parti commence à essaimer dans de nombreux pays.

Enfin, on notera que dans l'enquête européenne de l'Institut Kairos commentée ci-dessus, les Suédois se montraient plus sceptiques que le groupe de référence concernant l'influence que peuvent avoir les organisations non gouvernementales sur la régulation de la mondialisation (sur une échelle de 1 à 7, le score est de 3,291 pour les jeunes Suédois de 16 à 29 ans contre 3,537 pour le groupe de référence, et de 3,054 contre 3,436 pour les 30-50 ans).

CONCLUSION

Que peut-on retenir de cette analyse ? En premier lieu, malgré l'importance des effets de la mondialisation sur la Suède, il faut noter que l'attitude des jeunes Suédois face à la mondialisation est particulièrement positive, avec une dose importante d'optimisme, de confiance en son destin et aussi d'absence d'ambitions excessives. Les craintes sont limitées, ce qui pourrait notamment s'expliquer à la fois par des éléments culturels, et par l'existence d'un contrat implicite dans l'organisation de la société qui veut que, en échange d'une certaine liberté pour les entreprises, les personnes en difficulté soient bien prises en charge.

Deuxième enseignement, les jeunes Suédois sont, contrairement à leurs aînés, proches des autres jeunes Européens en ce qui concerne l'attitude vis-à-vis de l'UE. On voit se substituer d'une génération à l'autre l'UE aux Nations unies comme organisme qui joue un rôle important pour réguler la mondialisation.

D'autre part, les acteurs syndicaux et politiques des autres pays européens, face à la réussite suédoise et surtout à l'optimisme des jeunes Suédois, pourraient se pencher avec intérêt sur la manière dont leurs homologues suédois ont joué le jeu de la mondialisation sans remettre en cause leurs intérêts.

Comme dans toutes les études, il reste des zones d'ombre. Par exemple, y a-t-il réellement un manque d'ambition des jeunes Suédois, ou est-ce la contrainte sociale qui s'exprime ? Les Suédois ont-ils réellement le sentiment d'être bien protégés et pensent-ils que les fruits de la mondialisation sont équitablement partagés ? Que va-t-il se passer dans l'avenir, avec la tendance déjà perceptible que les écarts entre Suédois et Européens sont moins importants pour les jeunes que pour la génération précédente ?

CONCLUSION

La mondialisation est fréquemment considérée comme un système. Mais le phénomène ne produit pas d'effets prévisibles, mécaniques et cohérents entre eux. On peut davantage parler d'un ensemble de processus en interaction[1] (transformation du système capitaliste mondial et des rapports entre États, reconfiguration des frontières du public et du privé, nouvelles inégalités de redistribution, tensions politiques et sociales qui en découlent, etc.).

Une conception « positive » du phénomène actuel reviendrait à considérer que la mondialisation est « un processus historique de redistribution de la richesse et de la puissance vers des régions du monde qui en furent privées pendant au moins deux siècles[2] ». En ce sens, la prospérité de l'Occident qui s'est développée pendant les deux premières phases de la mondialisation est aujourd'hui défiée par le développement de nouvelles puissances. Ce ne sont pas la disparition de l'Occident ou de son modèle socio-économique qui sont en jeu, mais un nouvel équilibre des forces dans un contexte compétitif plus ouvert et plus dur.

Que deviendra alors l'Union européenne selon les scénarios d'évolution de la mondialisation envisagés ? Quelle visibilité a-t-on sur l'évolution de ces interactions ?

Deux modèles de prévisions économiques liées à la mondialisation se dégagent et s'affrontent.

Le premier se résume sous le concept de la « terre plate », expression utilisée par Thomas L. Friedman[3]. Selon ce modèle, les échanges deviendraient de plus en plus « atomisés » et indépendants des grandes structures et des grands ensembles de régulation. N'importe quel acteur économique individuel pourrait, grâce au développement des moyens de communication et de transport, concevoir, fabriquer et commercialiser un produit à différents endroits du globe. Dans cette optique, les blocs économiques comme l'UE n'auraient plus aucun sens. Gordon Brown en a donné la mesure politique en expliquant l'obsolescence d'un marché commun européen alors que le marché est mondial et homogène.

Le second modèle[4] table plutôt sur une continuité historique dans le processus de mondialisation. On assisterait à l'émergence et à la structuration de grands blocs

1. Dollfus, O. (1997), *La Mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po.
2. Une définition iconoclaste exposée par Zaki Laïdi dans Grunberg, G. et Laïdi, Z. (2007), *Sortir du pessimisme social : essai sur l'identité de la gauche*, Paris, Hachette Littératures, coll. « Télos ».
3. Récemment popularisé par l'ouvrage *The World is Flat*, Holtzbrinck Publishers, 2006.
4. Voir Brecher, J., Childs, J. B., Cutler, J. (1993), *Global Visions: Beyond the New World Order*, Cambridge, South End Press ; Cable, V., Henderson, D. (1994), *Trade Blocs? The Future of Regional Integration*, Londres, Royal Institute of International Affairs, International economics programme ; Gibb, R., Michalak, W. (1994), *Continental Trading Blocs: the Growth of Regionalism in the World Economy*, New York, Wiley ; Johnson, H. J. (1991), *Dispelling the Myth of Globalization: the Case for Regionalization*, New York, Praeger.

économiques concurrents : une Asie surpuissante grâce aux potentiels chinois, japonais et indonésien ; un ensemble indien, qui pourrait à terme comprendre l'Asie centrale et l'Iran ; un ensemble continental russe, en concurrence permanente avec les deux ensembles précités, notamment en ce qui concerne les ressources naturelles de l'Asie centrale ; un continent nord-américain où les États-Unis auraient agglomeré le Canada et le Mexique ; un continent sud-américain où le Brésil et l'Argentine auraient fédéré les pays du MERCOSUR ; peut-être un ensemble africain, emmené au sud par l'Afrique du Sud et au nord par le Maroc et l'Algérie, et, pour finir, un ensemble européen, qui aurait su se fédérer pour résister aux pressions croisées de ses voisins.

On retiendra la seconde hypothèse, qui englobe également la première (puisque les échanges atomisés peuvent se réaliser par des flux intra- et interblocs)[5], tout en s'appuyant sur des précédents historiques. On peut ainsi estimer que la phase actuelle de mondialisation est la troisième d'un développement historique qui a débuté avec la conquête de l'Amérique au XVI^e siècle (mondialisation espagnole, portugaise et hollandaise), puis s'est poursuivi à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle (mondialisation britannique, française, puis américaine) avec la constitution des ensembles coloniaux, la révolution industrielle et la révolution de la communication. On assisterait alors à la constitution de blocs régionaux et à un recul de la mondialisation « plate » (de type OMC) que l'on connaît actuellement. Ce modèle serait remplacé par un commerce intra- et interblocs. On pourrait également observer une importante percée commerciale des produits de consommation courante bas de gamme dans tous les secteurs, qu'il s'agisse de biens manufacturés (en provenance notamment d'Asie) ou de biens agricoles (en provenance de pays comme le Brésil). Ces produits seraient progressivement imposés aux pays en voie de développement *via* des accords de coopération Sud-Sud et une présence d'investissements chinois et latino-américains. On pourrait dès lors estimer que ce type de produits de substitution aux productions occidentales (Europe, États-Unis, Japon) ferait subir de graves préjudices aux systèmes commerciaux des pays développés, habitués à une certaine rente commerciale, obtenue de par leur puissance politique[6].

On se trouve, sans nul doute, à un moment charnière de la mondialisation. Alors qu'elle diminue les inégalités entre les pays, la mondialisation tend à accroître les écarts entre ceux qui parviennent à tirer des bénéfices du processus et ceux qui n'y parviennent pas[7]. Ces écarts traversent tous les pays. Et si la très forte croissance dégagée par l'intensification des échanges économiques ne devait permettre qu'à une faible minorité d'individus d'augmenter son niveau de vie, cette tendance pourrait tout aussi bien conduire à un rejet démocratique du processus par les populations qui ne bénéficient pas des fruits de la croissance.

5. Cohen, D., Venables, A. J., Sapir, A., Baldwin, R. (1999), *Market Integration, Regionalism and the Global Economy*, CEPR, Cambridge, Cambridge University Press.

6. Keizer, B., Kenigswald, L. (1996), *La triade économique et financière : Amérique du Nord, Asie de l'Est, Europe de l'Ouest*, Paris, Seuil.

7. Cohen, D., Piketty, T., Saint-Paul, G. (2002), *The Economics of Rising Inequalities*, Oxford, Oxford University Press.

La perspective historique nous enseigne que les précédentes phases de mondialisation ont été brutalement interrompues par des conflits armés. Des crispations, des retours en arrière et des violences ne seraient donc pas à exclure. La mondialisation met le monde sous tension.

Mais considérer que la phase actuelle de mondialisation serait condamnée à aboutir dans l'impasse de dérives plus agressives ne reviendrait qu'à exclure de manière arbitraire toute possibilité de régulation.

Les citoyens européens ne s'y résignent pas. L'étude met en évidence le besoin qu'ils ressentent, notamment les jeunes, de réinventer de nouvelles logiques de solidarité pour faire face aux enjeux de la mondialisation.

L'épineuse question du protectionnisme

À côté des questions proprement économiques, et tout en y étant liée, se pose la question de l'identité. Si le protectionnisme économique est sujet à caution, on peut estimer que, culturellement, il est légitime de protéger les identités et les valeurs qui sont des éléments de cohésion sociale. Il ne s'agit pas ici de la préservation d'une « unité ethnique » fantasmée, mais de la préservation des éléments constitutifs de l'identité des peuples et des individus, telle que façonnée par l'histoire des États-nations. Il s'agit de la langue, de la culture, de la structure historique de la pensée, des « us et coutumes » qui créent la communauté au quotidien[8].

À un autre niveau, la mondialisation modifie les cadres de pensée, car les individus et les peuples se rendent compte que leur destin individuel est désormais lié à l'émergence de nouveaux problèmes collectifs, comme ceux du climat et de l'environnement, mais aussi aux problèmes de migrations et de santé.

Alors que ces menaces planétaires suscitent chez certains des réflexes dits « protectionnistes[9] », peut-il y avoir des formes de « bon protectionnisme » ?

Commercialement, économiquement, le concept est invalidé par l'incompatibilité d'une stratégie qui viserait à la fois à se protéger et conquérir de nouveaux marchés. Le protectionnisme, c'est celui de tout le monde vis-à-vis de tout le monde. Si les Français, les Européens, les Américains ou aujourd'hui les Chinois se protègent, les autres le feront aussi et tous seraient perdants du point de vue de la croissance et des efforts qui visent à réduire la pauvreté.

Imaginons qu'un consensus puisse se dégager d'abord au niveau européen, puis entre partenaire « occidentaux » (UE, États-Unis, Japon, Canada). On pourrait envisager de « geler » certaines règles préconisant « le libre-échange non entravé ». Cette initiative, soutenue par les puissances occidentales, soucieuses de préserver leurs intérêts straté-

8. Appadurai, A. (1996), *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

9. L'expression de cette tendance, singulièrement active en France, peut notamment être suivie sur le site Internet http://www.protectionnisme.eu/.

giques respectifs, se heurterait bien entendu à un front uni des puissances économiques émergentes et des pays en voie de développement, pour qui toute restriction des échanges est une agression portée contre leur développement économique.

Le protectionnisme serait-il davantage concevable à un niveau européen ? Il s'agirait de repenser notre mode de production, en bâtissant un schéma de développement qui préserve une activité économique suffisant à la cohérence du modèle social européen, se traduisant par la « société du vivre ensemble ». D'un point de vue éthique et politique, cela suppose la prise en compte d'un ralentissement des échanges commerciaux mondiaux, qui pénalisera mécaniquement les pays en voie de développement.

L'adoption du protectionnisme présuppose l'existence d'une acceptation collective d'une légère baisse du niveau de vie, pour préserver le « vivre ensemble ». Ceci est bien plus concevable en Europe, dont les pays partagent les mêmes valeurs de solidarité et de redistribution de richesses, qu'aux États-Unis, où l'inégalitarisme et l'individualisme sont plus prégnants, ou dans les pays émergents qui aspirent légitimement à un niveau de développement économique au moins égal à celui de l'Occident.

Dans la pratique cependant[10], l'étude comparative que nous venons de réaliser montre que l'on ne voit pas émerger de consensus européen sur une option de protectionnisme. Certains pays jouent la carte de la mondialisation à cause de leurs avantages comparatifs comme l'Allemagne (industrie) ou le Royaume-Uni (finance). D'autres, au premier rang desquels se trouve la France, se sentent désavantagés par la compétition mondiale et cherchent des moyens pour « réduire » la mondialisation. On peut se demander si les premiers ne font pas preuve d'un optimisme de conjoncture, soumis aux aléas du marché, et si les seconds n'attribuent pas à tort leurs difficultés à la concurrence des pays à bas salaires, alors qu'ils sont avant tout concurrencés par leurs homologues européens et occidentaux.

Néanmoins, la mondialisation et la façon qu'aura l'Europe d'aborder les échanges économiques mondiaux sont au centre de son avenir politique. Les autres pays (aussi bien les puissances émergentes que les pays en voie de développement) attendent un signal clair de la part de l'Europe.

Trois options sont envisageables :
1. S'ouvrir entièrement aux flux mondiaux sans régulation supplémentaire.
2. Se fermer le plus possible en érigeant des barrières.
3. Trouver un équilibre entre ouverture commerciale et préservation du modèle social européen, en prônant une régulation renforcée.

Si l'Europe ne trouve pas les moyens d'élaborer un consensus autour d'une de ces

10. Levet, J.-L., Tourret, J.-C. (1992), *La Révolution des pouvoirs : les patriotismes économiques à l'épreuve de la mondialisation*, Economica.

trois options, elle risque de se désagréger politiquement entre – au moins – trois groupes de pays[11]. Les débats qui existent aujourd'hui en France portent bien sur le choix de la troisième option et de ses modalités concrètes. Comment la France et avec elle l'Europe peuvent-elles défendre une préférence collective qui n'aille pas dans le sens d'une révision à la baisse de la dimension sociale ?

Comme le souligne Bruno Cautrès dans son étude, la France n'est pas immobile mais « en mutation[12] ». Une grande partie du problème français actuel vient cependant de la faible confiance que les citoyens accordent à leurs élites sociales, politiques et économiques pour anticiper, accompagner ces mutations liées à la mondialisation et dégager des options claires.

Ces débats sur les options politiques à prendre révèlent une spécificité culturelle forte du traitement de la mondialisation, bien qu'on ne puisse pas s'arrêter à des positions caricaturales sur la perception de la mondialisation : les pays d'Europe centrale et orientale ne sont pas tous des « néolibéraux » forcenés, les Britanniques ne sont pas aussi enthousiastes face à la mondialisation qu'on a tendance à croire, les Suédois estiment qu'un système social extrêmement « massif » n'est pas un handicap, mais un avantage dans la compétition mondiale…

Mais, au-delà de ces spécificités nationales, tous les Européens expriment une même inquiétude quant à la capacité des responsables politiques à réguler la mondialisation. Mis à part les options de protectionnisme, que proposent-ils pour éviter de niveler par le bas nos systèmes de protection sociale et favoriser la promotion du capital humain, en renforçant la capacité d'adaptation des individus ?

Ce malaise est d'autant plus perceptible que la société civile des États étudiés est mobilisée sur ces enjeux sans remplir encore une fonction de véritable contre-pouvoir. Elle n'a au mieux qu'une action complémentaire au pouvoir politique par sa capacité de mobilisation et d'information de l'opinion publique. Dans la plupart des pays, l'engagement d'un débat public sur la mondialisation au sein même de la société civile fait défaut.

La société civile européenne, dans la mesure où elle est représentée par les ONG bruxelloises au sein de comités tels que la plate-forme des ONG sociales (Social Platform), et le dialogue social européen jouent un rôle sans doute plus conséquent qu'au niveau national. Leur implication dans les procédures de consultation de la Commission européenne et leur travail de lobbying auprès des institutions européennes ont aujourd'hui une place clé dans la formation des politiques au niveau communautaire. Ce modèle serait peut-être à prendre en compte au niveau national si la société civile a vocation à devenir une source de proposition et d'influence sur les enjeux de la mondialisation.

11. Diagnostic posé par Pascal Lamy lors d'un colloque organisé par Notre Europe le 18 novembre 2006 à Paris.
12. Culpepper, P. D., Hall, P. A., Palier, B. (2006), *La France en mutation : 1980-2005*, Paris, Presses de Sciences Po.

Le rapport entre le marché et la démocratie [13]

Le traitement politique du processus de la mondialisation constitue la clé de son développement plus ou moins harmonieux, car la mondialisation n'est pas juste ou injuste en elle-même. Tout dépend de la régulation mise en place. De ce point de vue, la mondialisation est bien le phénomène qui influence le plus fortement l'évolution de la politique aujourd'hui ; elle peut même être présentée comme le principal défi, par la magnitude et la vitesse du changement qu'elle induit, pour la politique et la transformation de nos sociétés lors des décennies à venir.

Les sceptiques [14] dénoncent le risque de voir le marché accaparer l'ensemble des fonctions de l'État avec la privatisation de l'éducation, de la santé, de la justice, de la défense et de la politique étrangère. Le marché est par nature mondial et sans frontières (ni géographiques ni de compétences). À l'inverse, la démocratie est fondée sur l'idée de territoire.

Les volontaristes [15] pour leur part récusent la perspective d'une privatisation progressive de tous les secteurs et plaident pour un équilibre. La question est de savoir, lorsque l'on accepte des opérateurs étrangers sur son marché, si et comment on les soumet aux mêmes contraintes réglementaires que ses propres opérateurs.

La question du normatif est essentielle dans la gestion politique de la mondialisation[16]. À ce niveau, l'Union européenne et l'Occident en général disposent d'un avantage comparatif certain. Car ils restent prescripteurs des normes commerciales, sanitaires, sociales et environnementales, notamment *via* la production normative de l'OMC. Les pays émergents et les pays en voie de développement ne se privent d'ailleurs pas de dénoncer le frein déguisé à la concurrence que constitue l'utilisation de la norme dans les rapports mondiaux. L'édification de normes permet à l'Occident, Union européenne en tête, d'imposer ses valeurs collectives au reste du monde. Ceci renforce d'ailleurs l'hypothèse des blocs, aux dépens d'une « croissance économique sauvage ». Mais surtout, la question de la norme est sensible et non dénuée d'ambiguïté. Reste à penser un rapport normatif qui pourrait inclure tous les acteurs mondiaux, et à trouver des modalités de compromis qui protègent à la fois les standards de vie élevés des Occidentaux et l'envie du reste du monde d'y accéder.

Cependant, la mondialisation ne peut bien fonctionner qu'à partir du moment où il y a un équilibre entre le marché, qui est le meilleur système d'allocation efficace des ressources, et la démocratie, qui est le meilleur système d'allocation juste des ressources. Si le marché devient mondial et si la démocratie reste locale, nous aurons une allocation

13. Notamment développé dans *La Démocratie et le Marché*, par Jean-Paul Fitoussi, Paris, Grasset, coll. « Nouveau collège de philosophie », 2004.

14. Rodrik, D. (1997), *Has globalization Gone Too Far?*, Washington D.C., Institute for International Economics ; « Les frontières de l'économie globale », *Le Monde diplomatique – Manière de voir*, n° 18, mai 1993.

15. Berger, S., Dore, R. P. (1996), *National Diversity and Global Capitalism*, Ithaca, Cornell University Press.

16. *Malaise dans la mondialisation*, Zaki Laïdi, Textuel, 2001. Voir également ses nombreux travaux sur la mondialisation, le protectionnisme et la préférence collective : http://www.laidi.com/ang/publica.htm, ainsi que les travaux de l'Agence Intellectuelle Telos http://www.telos-eu.com/3_hors_deurope/globalisation//.

efficace mais de moins en moins juste. Nous risquerons d'avoir alors une concentration extraordinaire des richesses dans une classe « supérieure » mondialisée et une augmentation du nombre de pauvres, avec les conséquences politiques qui l'accompagnent [17].

Le développement d'un cadre réglementaire mondial [18] fondé sur des principes démocratiques (à l'image de la mise en place du renforcement des institutions communautaires démocratiques qui a accompagné la constitution d'un marché unique européen) serait donc d'autant plus nécessaire que le marché mondial se développe. Si l'on n'y parvient pas, ce sont aussi bien les crispations totalitaires laïques, religieuses, voire écologiques qui pourraient prendre le pas [19]. Il y a d'autant plus urgence à se doter d'outils de régulation que les effets accrus de la mondialisation dans les années à venir pourraient entraîner un rejet plus grand de celle-ci.

Cela fait cinquante ans que l'on essaie de construire des institutions de régulation mondiales. Le territoire de référence de la démocratie est encore l'État-nation[20], totalement souverain dans les choix qu'il fait. Mais cela fonctionne de plus en plus difficilement avec les normes qu'impose la mondialisation[21]. Les citoyens européens perçoivent ces enjeux et l'expriment, comme on vient de le voir, à travers une demande de régulation européenne et mondiale.

L'expérience européenne est la seule innovation au monde tentant de créer un espace démocratique hors du système westphalien [22]. Mais on voit bien les difficultés que cela provoque : il ne suffit pas de mettre en place un quasi-gouvernement et un Parlement supranational pour que cela fonctionne [23].

L'Europe rencontre ses difficultés actuelles parce qu'elle n'a pas conscience de ce qu'elle peut être une réponse aux peurs suscitées par la mondialisation. Au contraire, elle est elle-même souvent vécue comme une peur. L'enjeu pour ses États membres – certains ont commencé à le faire – est de parvenir à trouver une voie nationale de régulation qui puisse s'adosser à une solidarité européenne.

17. Martin, H.-P., Schumann, H. (1997), *Le Piège de la mondialisation : l'agression contre la démocratie et la prospérité*, Arles, Solin.
18. Kapstein, E. B., « Workers and the world economy », *Foreign Affairs,* vol. 75, n° 3, mai-juin 1996, pp. 16-37.
19. Pronostic souvent formulé par Jacques Attali sur son blog (http://blogs.lexpress.fr/attali/).
20. Lewis, M., Fitzgerald, R., Harvey, C. (1996), *The Growth of Nations: Culture, Competitiveness, and the Problem of Globalization*, Bristol, Bristol Academic Press.
21. Philip, C., Soldatos, P. (1996), *Au-delà et en deçà de l'État-nation*, Bruxelles, Bruylant, 1996.
22. Delcourt, J., « Globalisation de l'économie et progrès social : l'État social à l'heure de la mondialisation », *Futuribles*, n° 164, avril 1992, pp. 3-33. Omae, K. (1996), *De l'État-nation aux États-régions*, Paris, Dunod.
23. Carfantan, J.-Y. (1996), *L'Épreuve de la mondialisation : pour une ambition européenne*, Paris, Seuil ; genet, M., « Compétition mondiale, crise européenne ? », *Reflets et perspectives de la vie économique,* vol. 34, n° 1-2, février 1995, pp. 37-56.

ANNEXES

QUESTIONS SOUMISES AUX PANELS NATIONAUX

Question n° 7 : Quelle est l'importance que vous attribuez aux facteurs suivants pour votre identité ?

Quelle est l'importance de votre...	Peu important						Très important	NSP
Nationalité	1	2	3	4	5	6	7	
Groupe ethnique	1	2	3	4	5	6	7	
Langue	1	2	3	4	5	6	7	
Famille	1	2	3	4	5	6	7	
Amis	1	2	3	4	5	6	7	
Communauté régionale	1	2	3	4	5	6	7	
Communauté européenne	1	2	3	4	5	6	7	

NSP : Ne sait pas

Question n° 12 : À propos de vous et de la société. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes ?

	Pas d'accord						Tout à fait d'accord	NSP
Je suis optimiste quant à mon avenir	1	2	3	4	5	6	7	
Je suis optimiste quant à l'avenir de la société	1	2	3	4	5	6	7	

NSP : Ne sait pas

Question n° 14 : Proximité culturelle. Dans quelle mesure vous sentez-vous proche (sur le plan culturel, des valeurs et du mode de vie) des populations suivantes ?

Dans quelle mesure vous sentez-vous proche (sur le plan culturel, des valeurs et du mode de vie) avec...	Pas proche						Très proche	NSP
Vos compatriotes	1	2	3	4	5	6	7	
Les populations des pays voisins	1	2	3	4	5	6	7	
Les Européens	1	2	3	4	5	6	7	
Les Nord-Américains	1	2	3	4	5	6	7	
Autres*	1	2	3	4	5	6	7	

* : Agrégation des réponses données pour les populations suivantes : Sud-Américains, populations d'Asie orientale, d'Asie centrale, Sud-Asiatiques, Africains, les populations du Moyen-Orient et les populations d'Océanie.

NSP : Ne sait pas

Question n° 15 : Qu'est-ce qui caractérise votre société idéale ? Choisissez entre les déclarations opposées ci-dessous :

A	Au choix A					B	B
Réglementation et ordre*	1	2	3	5	6	7	Liberté individuelle
Faible niveau d'imposition	1	2	3	5	6	7	État providence fort
Société où la richesse est redistribuée*	1	2	3	5	6	7	Société récompensant la réussite individuelle
Libre-échange et concurrence mondiale	1	2	3	5	6	7	Protection de votre industrie nationale

* Par souci de clarté, dans les graphiques portant sur cette question, les résultats des propositions A et B ont été renversés.

Question n° 19 : Quel est votre avis sur la mondialisation ?

Pour moi, la mondialisation signifie...	Pas d'accord					Tout à fait d'accord		NSP
Prix faibles des biens et des services	1	2	3	4	5	6	7	
L'affaiblissement des identités nationales	1	2	3	4	5	6	7	
Des opportunités accrues pour les entreprises nationales	1	2	3	4	5	6	7	
Une menace pour le marché national de l'emploi	1	2	3	4	5	6	7	
Des échanges culturels et une compréhension mutuelle accrus	1	2	3	4	5	6	7	
Une mobilité accrue au sein de l'Union européenne	1	2	3	4	5	6	7	
Les États providence deviennent similaires entre les différents pays	1	2	3	4	5	6	7	
Il y a plus de commerce entre les États	1	2	3	4	5	6	7	
Développement de règles communes et de réglementations mondiales	1	2	3	4	5	6	7	
De nouvelles opportunités pour moi	1	2	3	4	5	6	7	
Une augmentation de la solidarité européenne	1	2	3	4	5	6	7	

NSP : Ne sait pas

* : Agrégation des réponses données pour les populations suivantes : Sud-Américains, populations d'Asie orientale, d'Asie centrale, Sud-Asiatiques, Africains, les populations du Moyen-Orient et les populations d'Océanie.

NSP : Ne sait pas

Question n° 20 : Quels sont, parmi les différents acteurs suivants, ceux qui exercent le plus d'influence sur la mondialisation ?

	Aucune influence						Beaucoup d'influence	NSP
Votre gouvernement national	1	2	3	4	5	6	7	
Les médias	1	2	3	4	5	6	7	
Les entreprises multinationales	1	2	3	4	5	6	7	
Les ONG (mouvements sociaux...)	1	2	3	4	5	6	7	
Le peuple en général	1	2	3	4	5	6	7	
La police et la justice	1	2	3	4	5	6	7	
Les Nations unies	1	2	3	4	5	6	7	
L'OMC	1	2	3	4	5	6	7	
L'Union européenne	1	2	3	4	5	6	7	

NSP : Ne sait pas

Question n° 21 : Quelles sont les plus grandes menaces pesant sur la société dans l'avenir ?

	Menace peu importante						Menace très importante	NSP
La pollution de l'environnement	1	2	3	4	5	6	7	
La pauvreté et la famine	1	2	3	4	5	6	7	
Le terrorisme	1	2	3	4	5	6	7	
Le SIDA et les pandémies	1	2	3	4	5	6	7	
La toxicomanie	1	2	3	4	5	6	7	
La guerre	1	2	3	4	5	6	7	
Le chômage	1	2	3	4	5	6	7	
Le crime organisé	1	2	3	4	5	6	7	
La crise du système financier mondial	1	2	3	4	5	6	7	

NSP : Ne sait pas

LES AUTEURS – NOTICES BIOGRAPHIQUES

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE – Pôle Europe-International

Elvire FABRY, docteur en sciences politiques de l'IEP de Paris et diplômée du DEA de philosophie et du DEA de Relations internationales de Paris I-Sorbonne, est directeur du pôle Europe-International de la Fondation pour l'innovation politique. Après avoir collaboré aux travaux de la Cellule de prospective de la Commission européenne, elle a rejoint le groupe d'analyse prospective Futuribles International, puis a été chargée d'études à la Fondation Robert-Schuman (Paris). Elle est vice-présidente cofondatrice de Europanova, membre du comité de rédaction de la revue *Futuribles* et membre du bureau national de Mouvement européen-France. Elle est notamment l'auteur de *Qui a peur de la citoyenneté européenne ? La démocratie à l'heure de la Constitution* (préface de Pierre Hassner, PUF, 2005).

Frédéric ALLEMAND est chargé de recherche à la Fondation pour l'innovation politique. Il est également enseignant à Sciences Po et membre du comité de lecture de la *Revue du marché commun et de l' Union européenne*. Diplômé de l'IEP de Paris et titulaire d'un 3e cycle en droit communautaire de l'université Paris-I, été attaché parlementaire et chargé de recherches à la fondation Robert-Schuman.

Laura DAGG est chargée de recherche à la Fondation pour l'innovation politique. Ancienne élève de Trinity College Dublin, où elle a obtenu une double licence d'histoire et de français, elle a effectué un DEA de lettres modernes à l'université Paris-III-Sorbonne nouvelle en tant que pensionnaire étrangère à l'ENS-Ulm, et est titulaire d'un master d'Études politiques et administratives européennes du Collège d'Europe à Bruges.

Ivo SOKATCHEV est chargé de recherche à la Fondation pour l'innovation politique et titulaire d'un DESS en Études internationales comparées de l'INALCO et d'un DEA en Études européennes comparées de l'École doctorale de l'IEP de Paris.

ALLEMAGNE

Henrik UTERWEDDE, né en 1948, a mené des études de sciences politiques et d'économie à Berlin et à l'Institut d'études politiques de Paris. Diplômé en sciences politiques, il est titulaire d'un doctorat (1988) et d'une habilitation (2004) en sciences politiques. Directeur adjoint du Deutsch-Französisches Institut à Ludwigsburg, Henrik Uterwedde est également professeur honoraire à l'université de Stuttgart et professeur associé à

l'université d'Osnabrück. Il dispense par ailleurs des enseignements réguliers à l'IEP de Bordeaux. Sa spécialisation porte sur les questions économiques et sociales françaises, allemandes et européennes. Dernière publication en français : « L'économie allemande : comment sortir de la langueur », in Guérard, F. (dir., 2006), Regards sur l'Allemagne unifiée, La Documentation française.

ESPAGNE

Ferran MARTÍNEZ-I-COMA est titulaire d'une licence en science politique et administration (1999) de l'université Pompeu Fabra. Il a reçu une bourse d'études de quatre ans de l'Institut Juan March où il a obtenu sa maîtrise de lettres en 2001 et où il est doctorant. Tout en menant ses recherches doctorales, il a obtenu la bourse d'études de la Fondation Caja Madrid ainsi que la bourse d'études Fulbright et a rejoint l'ancien Centre pour la recherche fondamentale en sciences sociales (Center for Basic Research in the Social Sciences, CBRSS) devenu aujourd'hui l'IQSS (Institute for Quantitative Social Science, Institut pour les sciences sociales quantitatives) à l'université de Harvard dans le Massachusetts. En 2005, il a obtenu son doctorat en sociologie à l'université Complutense de Madrid. Ses recherches et ses publications couvrent les questions de l'opinion publique, des élections, des règles électorales et de la mondialisation. Il travaille en ce moment en tant que conseiller technique à la mairie de Barcelone.

Ismael SANZ est titulaire d'un doctorat en économie appliquée de l'université Complutense de Madrid. Il a été chercheur invité à l'université de Californie de Santa Barbara, à la Kennedy School of Government de l'université de Harvard ainsi qu'à l'université de Nottingham. Ses domaines de spécialisation sont les finances publiques, la mondialisation et la croissance économique, à propos desquels il a publié des articles dans des revues nationales et internationales telles que *Public Choice, European Journal of Political Economy, Contemporary Economic Policy, Applied Economic Letters* et *Empirica*. Il est actuellement professeur assistant au département II d'économie appliquée de l'université Complutense à Madrid.

ESTONIE

Aksel KIRCH (né en 1949), diplômé de l'université de Tartu (département d'histoire), titulaire d'un doctorat de l'Institut de sociologie (Moscou, 1979). Il a travaillé en tant que chercheur associé de haut rang à l'Institut estonien de sociologie ainsi qu'à l'Institut d'études sociales et internationales (Académie des sciences estonienne). Depuis 2003, il est maître de conférences à l'université Audentes et chercheur principal à l'Institut d'études européennes (dans la même université). Entre 1998 et 2006, il a publié 25 ouvrages scientifiques dans le domaine de la formation de l'identité européenne chez les Estoniens. Il a mené plusieurs études sociologiques et est l'auteur et l'éditeur de plusieurs livres, tels que

Estonia: A New Framework for the Estonian Majority and the Russian Minority (avec Michael Geistlinger, Vienne, 1995), *The Integration of Non-Estonians into Estonian Society: History, Problems and Trends* (Tallinn, 1997), *Estonia at the Threshold of the European Union* (avec Rein Ruutsoo, Tallinn, 1998), *Estonia on the Way to Europe: Developing Economic Environment and Changing Identities* (Tallinn, 2004).

Marika KIRCH (née en 1951), diplômée de l'université de Tartu (département de psychologie), titulaire d'un doctorat de l'Institut de sociologie (Moscou, 1984). Elle est depuis 1975 chercheuse associée de haut rang à l'Institut d'études sociales et internationales (Académie des sciences estonienne). Elle est depuis 1996 experte générale auprès du ministère de l'Éducation et depuis 1998 conseillère sur les questions sociales au Riigikogu (Parlement estonien). Elle est l'auteure et l'éditrice (avec David D. Laitin) du livre *Changing Identities in Estonia: Sociological Facts and Commentaries* (Tallinn, 1994). Elle a publié plusieurs articles d'analyse sur l'ethnopsychologie en Estonie.

FRANCE

Bruno CAUTRÈS est chercheur CNRS et a rejoint le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) en janvier 2006. Ses recherches portent sur l'analyse des comportements et des attitudes politiques. Au cours des années récentes, il a participé à différentes recherches françaises ou européennes portant sur la participation politique (programme PartCom), le vote et les élections (« Panel électoral français de 2002 »). Il a développé d'autres directions de recherche mettant en évidence les clivages sociaux et politiques liés à l'Europe et à l'intégration européenne dans les électorats et les opinions publiques. Il participe à la production en France de grandes enquêtes comparatives : International Social Survey Programme (ISSP), European Social Survey (ESS) ou European Values Studies (EVS). En privilégiant l'analyse des données d'enquêtes, Bruno Cautrès contribue au développement des méthodes statistiques et quantitatives en sociologie politique.

ITALIE

Gianfranco PASQUINO est professeur de science politique à l'université de Bologne. Il enseigne également au Centre de Bologne de l'université John Hopkins, une école d'enseignement universitaire supérieur en relations internationales. Professeur invité à UCLA, à l'École des hautes études internationales de Washington D.C. et à l'Institut Juan March de Madrid, il est actuellement chercheur invité au St Antony's College de l'université d'Oxford. Figurant parmi les créateurs de la Rivista italiana di scienza politica, il en a été le directeur général pendant sept ans et corédacteur en chef pendant trois ans. Il a à son actif de nombreuses publications dans le domaine de la politique italienne et comparée. Ses livres les plus récents sont *Sistemi politici comparati* (2004, traduit en espagnol et en

portugais) et, avec R. Pelizzo, *Parlamenti democratici* (2006). En 2005, il a été élu à la prestigieuse Accademia Nazionale dei Lincei.

POLOGNE

François BAFOIL est directeur de recherche au CNRS. Diplômé en philosophie et en polonais (INALCO), il a obtenu un doctorat en sociologie à l'IEP de Paris en 1986 et une habilitation à diriger les recherches en 1994 à l'université de Grenoble-II en 1994. Assistant à l'université de Lodz en 1984-1985, il a séjourné à Berlin de 1988 à 1994, d'abord comme allocataire de la Fondation Alexander von Humboldt à la Freie Universität de Berlin, puis comme invité au WZB (Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung). De 1995 à 2002, il a travaillé à Grenoble, au CERAT et à l'IEP. Membre des comités des revues *Allemagne d'aujourd'hui* et *Le Courrier des pays de l'Est* (La Documentation française), il enseigne depuis 2001 à l'IEP de Paris et au cycle décentralisé « Europe de l'Est » à Dijon, la sociologie du communisme et du postcommunisme. En 2002, dans le cadre du programme Phare, il a été nommé expert européen en charge de la responsabilité du rapport *ex ante* sur la Pologne. En 2003, il a été nommé expert moyen terme en Mazovie, région de Varsovie. Depuis 2003, il est titulaire du cours « Widening of the European Union: EU enlargement to 25 and more members » dans le cadre de l'European Online Academy (Cologne, Berlin, Nice) et, depuis 2000, il assure au CIFE (Berlin) le cours « Décentralisation et élargissement à l'Est ». Il est membre depuis 2006 du conseil scientifique de l'Institut für Europaïsche Politik à Berlin.

Marcin DABROWSKI est diplômé de Sciences Po Paris et termine actuellement un doctorat au Centre d'études européennes contemporaines (Centre for Contemporary European Studies) à l'université de Paisley en Écosse. Ses recherches se concentrent sur les transformations institutionnelles, dans les pays d'Europe centrale et orientale, liées à l'application de la politique régionale européenne. Ses domaines d'intérêt incluent la politique publique de l'UE, l'élargissement de l'UE, ainsi que la politique et l'économie dans les anciens États communistes.

ROYAUME-UNI

Colin HAY est professeur d'analyse politique à l'université de Birmingham, Royaume-Uni. Il a occupé le poste de professeur invité à l'université de Harvard, au MIT et à l'université de Manchester. Il a écrit, coécrit ou édité un grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels figurent : *Why We Hate Politics* (Polity, 2007), *European Politics* (Oxford University Press, 2007), *Developments in British Politics 8* (Palgrave, 2006), *The State: Theories and Issues* (Palgrave, 2006), *Political Analysis* (Palgrave, 2002), *British Politics Today* (Polity, 2002), *Demystifying Globalisation* (Palgrave, 2000), *The Political Economy of New Labour* (Manchester University Press, 1999) et *Re-Stating Social and Political Change* (Open University Press,

1996). Il a en outre écrit plus de 60 articles dans des revues pratiquant l'examen collégial. Il est le cofondateur et corédacteur en chef des revues *Comparative European Politics* et *British Politics* et fait partie, au sein du Programme national d'évaluation de la recherche (Research Assessment Exercise), du sous-comité consacré à la politique et aux études internationales.

Nicola SMITH est maître de conférences en science politique dans le département de science politique et d'études internationales de l'université de Birmingham. Sa monographie de recherche, *Showcasing Globalisation? The Political Economy of the Irish Republic*, a été publiée chez Manchester University Press en 2005. Elle vient de terminer un projet financé par l'ESRC (Economic and Social Research Council, ou Conseil de recherche économique et sociale) sur les débats à propos de la mondialisation et de l'intégration européenne au Royaume-Uni et en Irlande (avec Colin Hay) et elle est également la cofondatrice du Small States Research Network (Réseau de recherche sur les petits États).

SUÈDE

Alain LEFEBVRE, ingénieur, ancien élève de l´ENA, réside depuis six ans en Suède. Il a travaillé en France sur le terrain comme directeur départemental, puis directeur régional des affaires sanitaires et sociales, avant d´occuper des fonctions au niveau national (chef de service de la Direction générale de la santé) et européen, comme conseiller pour les affaires sociales à la représentation permanente de la France auprès de l´Union européenne. Il a été pendant six ans conseiller pour les affaires sociales auprès des ambassades de France des pays nordiques, et travaille actuellement pour une agence européenne. Il a publié plusieurs ouvrages sur les modèles sociaux nordiques (*Le Droit social suédois*, Liaisons sociales Europe, 2003 ; *Le Modèle social danois*, Liaisons sociales Europe, 2005), ainsi qu'un ouvrage sur le modèle social français (*Faut-il brûler le modèle social français ?*, Seuil, 2006).